

HISTOIRE
DE NAPOLÉON
DE SA FAMILLE ET DE SON ÉPOQUE

AU POINT DE VUE

DE L'INFLUENCE DES IDÉES NAPOLÉONIENNES SUR LE MONDE.

TOME QUATRIÈME.

HISTOIRE
DE NAPOLÉON
DE SA FAMILLE ET DE SON ÉPOQUE

AU POINT DE VUE

DE L'INFLUENCE DES IDÉES NAPOLÉONIENNES SUR LE MONDE.

TOME QUATRIÈME.

PARIS, TYPOGRAPHIE DE PLON FRÈRES,

IMPRIMEURS DE L'EMPEREUR,

RUE DE VAUGIRARD, 36.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON

DE SA FAMILLE ET DE SON ÉPOQUE

AU POINT DE VUE

DE L'INFLUENCE DES IDÉES NAPOLÉONIENNES SUR LE MONDE

PAR ÉMILE BÉGIN.

TOME QUATRIÈME.

PARIS,

PLON FRÈRES, ÉDITEURS,

RUE DE VAUGIRARD, 86.

MDCCCLIII

HISTOIRE
DE NAPOLÉON
DE SA FAMILLE ET DE SON ÉPOQUE.

CHAPITRE QUATRE-VINGT-NEUVIÈME.

TROISIÈME COALITION.

LES PRÉLIMINAIRES DE L'EMPIRE.

Danger que court l'Angleterre. — Napoléon, mal secondé par ses amiraux, n'en poursuit pas moins le projet qu'il a conçu. — Expéditions de la Martinique, de Sainte-Hélène et de Surinam. — Le nord de la baie de Locksully désigné pour point de débarquement. — Ouverture de la session du Corps législatif par Napoléon. — Sa lettre au roi d'Angleterre et réponse évasive du cabinet de Saint-James. — Débats dans le sein du parlement; Fox se montre favorable à la paix et blâme le ministère de repousser les propositions du gouvernement français. — Réunion à Paris de la consulte d'État italienne. — Elle offre la couronne d'Italie à Napoléon qui l'accepte. — Eugène Beauharnais désigné pour gouverneur vice-roi d'une partie de cette péninsule. — Communication faite au sénat par l'Empereur sur cette grande mesure politique. — Baptême du fils d'Hortense aux Tuileries. — État de l'opinion publique.

> L'Empire a son idéal, son Olympe militaire, beau à rêver dans les nuits étoilées du bivouac.
>
> LÉON GOZLAN.

Napoléon se voyait à la veille de résoudre son grand problème contre l'Angleterre. Malheureusement les hésitations du ministre de la marine, l'incapacité, l'esprit d'incertitude ou de vertige de quelques chefs lui faisaient subir des alternatives constantes de crainte, de doute et d'espérance. Il voulait que tous les jours les vaisseaux en rade de Brest levassent l'ancre, afin d'exercer les

équipages, de harceler l'ennemi et de permettre la réunion générale des petits navires dont se composait la flottille; plusieurs caïques accompagnaient chaque vaisseau, que montaient deux cents hommes habiles à la nage ainsi qu'aux manœuvres basses, et qu'on tenait approvisionné d'obusiers de 36, chargés avec la roche à feu, qui ne devaient servir qu'à petite portée. « Accordez, écrivait l'Empereur au ministre Decrès, des prix aux soldats qui monteront sur les vergues, et faites sentir aux contre-amiraux et aux capitaines des vaisseaux qu'il n'est rien que des chefs ne puissent obtenir des sentiments d'honneur et de l'émulation dont le soldat français est animé. Je n'ai pas besoin de rappeler que l'amiral ne doit point avoir de logement à Brest, et qu'il doit passer des mois entiers sans quitter la rade; que les capitaines de vaisseau ne doivent jamais aller à terre, et que les officiers de corvée doivent toujours être des officiers inférieurs[1]. » L'inexécution de ces ordres motiva le rappel du contre-amiral Truguet, qui fut remplacé par Ganteaume. « Il faut là, disait l'Empereur, un officier actif, ayant l'habitude des mouvements, qui soit allé depuis peu à la mer, et qui sache que la perte de plusieurs mois passés dans l'oisiveté est irréparable. » Deux mois après, en mettant sous les ordres du vice-amiral Latouche-Tréville l'escadre réunie le long des côtes de la Méditerranée, il lui donnait des détails précis sur les forces anglaises et sur les forces françaises, et manifestait l'espérance de le voir arriver vers le mois de septembre dans les eaux de Boulogne, d'où, pensait-il, le débarquement pourrait s'effectuer avant l'hiver sur les rivages ennemis. « Si vous trompez Nelson, il ira en Sicile, ou en Égypte, ou au Ferrol.... Que nous soyons

[1] Lettre datée de Saint-Cloud, le 11 floréal an XI (1er mai 1804).

maîtres du détroit six heures, et nous serons maîtres du monde.... Je vous ai nommé grand officier de l'Empire, inspecteur des côtes de la Méditerranée; mais je désire beaucoup que l'opération que vous allez entreprendre me mette à même de vous élever à un tel degré de considération et d'honneurs, que vous n'ayez plus rien à désirer [1]. »

Autant Napoléon se montrait libéral envers ceux qu'il jugeait dignes de ses bienfaits, autant il traitait sévèrement des marins tels que Dumanoir, Linois, Larue. « L'escadre de Toulon, disait-il, ne peut être plus mal qu'elle n'est aujourd'hui entre les mains de Dumanoir, qui n'est ni capable d'y maintenir la discipline, ni de la faire agir [2]. » Nous lisons dans d'autres lettres : « La conduite du général Linois est misérable; celle du capitaine de vaisseau Larue, plus misérable encore.... Linois a rendu le pavillon français la risée de l'Europe. Le moindre reproche qu'on puisse lui faire, c'est d'avoir mis beaucoup trop de prudence dans la conservation de sa croisière. C'est l'honneur que je veux qu'on conserve, et non quelques morceaux de bois et quelques hommes. Faites partir Larue pour l'Inde. Faites connaître dans tous les ports que je n'ai pas voulu le voir, parce qu'il a quitté son vaisseau.... Témoignez-lui mon mécontentement et l'espèce de mépris que sa conduite m'inspire [3]... »

Trois expéditions lointaines préparées alors se liaient à la grande expédition de Boulogne : il s'agissait de mettre à l'abri de tout événement la Martinique, la

[1] Lettre datée de la Malmaison, le 2 juillet 1804.

[2] Lettre à Decrès datée du 28 août 1804.

[3] Lettres à Decrès datées de Gueldre et de Cologne, les 14 et 15 septembre 1804.

Guadeloupe et Sainte-Lucie; d'enlever l'île Sainte-Hélène, et d'y établir une croisière pendant trois mois; de prendre Surinam et les autres colonies hollandaises. Cette dernière entreprise devait être dirigée par le général Lauriston, la seconde par le général Reille, la première par le général Lagrange. Villeneuve était désigné pour commander l'expédition de Surinam, le contre-amiral Missiessy celle de la Martinique. Dans une longue lettre datée du 29 septembre 1804, écrite de Mayence au ministre de la marine, Napoléon trace avec soin le plan de cette triple expédition. « Les Anglais, dit-il, se trouveront attaqués en même temps en Asie, en Afrique et en Amérique. Accoutumés, comme ils le sont depuis longtemps, à ne pas se ressentir de la guerre, ces secousses successives sur les points de leur commerce leur feront sentir l'évidence de leur faiblesse. »

Les timides observations du ministre Decrès, son manque d'initiative, sa molle activité entravaient souvent les vues de l'Empereur. « Soyez donc ministre de la marine, lui écrivait le monarque; ne laissez point venir sous mes yeux les turpitudes de tel ou tel, je dois les ignorer; n'écrivez aucune lettre confidentielle à mes amiraux, aux capitaines généraux des colonies, aux préfets maritimes. Toutes les relations d'un ministre sont officielles.... » Mettant sur la même ligne de mérite, mais dans des rapports différents, Bruix, Villeneuve et Decrès, il savait leur rendre justice, profiter de leurs observations, et se créer une théorie maritime dont elles constituaient les premiers éléments. Ainsi la plupart des amiraux, Decrès notamment, ayant dit leur mot sur la descente en Angleterre, voici comment l'Empereur la concevait et la résumait :

« Le nord de la baie Locksully est, à mon sens, le

point de débarquement le plus avantageux. On doit sortir de Brest, doubler l'Irlande hors de vue de toute côte, et l'aborder comme l'aborderait un vaisseau venant de Terre-Neuve. En parlant ainsi, je ne parle que politiquement et point nautiquement, car les courants doivent décider du point où l'on doit attaquer la terre. Politiquement, il vaudrait mieux s'exposer à attaquer l'Écosse qu'à attaquer plus bas. Cette manœuvre déconcertera l'ennemi. Trente-six heures après avoir mouillé, on doit reprendre le large, laissant les bricks et tous les transports. *Le Volontaire* aura ses canons à fond de cale, dont l'armée se servira soit pour batteries de côtes, soit pour tout autre événement imprévu. Sur tout ceci, je suis d'accord avec vous; mais le débarquement en Irlande ne peut être qu'un premier acte. Si seul il devait former une opération, nous courrions de grandes chances. L'escadre doit donc, après s'être renforcée de tous les bons matelots des six transports, entrer dans la Manche, se porter sur Cherbourg, y recevoir là des nouvelles de la situation de l'armée devant Boulogne, et favoriser le passage de la flottille. Si, arrivée devant Boulogne, les vents étaient plusieurs jours contraires et l'obligeaient à passer le détroit, elle devrait se porter au Texel; elle y trouverait sept vaisseaux hollandais et vingt-sept mille hommes embarqués, les prendrait sous son escorte et les conduirait en Irlande. Une des deux opérations doit réussir, et alors, soit que j'aie trente ou quarante mille hommes en Irlande, soit que je sois en Angleterre ou en Irlande, le gain de la guerre est à nous. Lorsque l'escadre sera sortie de Brest, lord Cornwallis ira l'attendre en Irlande. Lorsqu'il saura qu'elle est débarquée dans le nord, il reviendra l'attendre à Brest; il ne faut donc pas y retourner. Si même, en

partant d'Irlande, notre escadre trouvait les vents favorables, elle pourrait doubler l'Écosse et se présenter au Texel. Lorsqu'elle partira de Brest, les cent vingt mille hommes seront embarqués à Boulogne, et les vingt-cinq mille au Texel. Ils doivent rester embarqués tout le temps que durera l'expédition d'Irlande.... Je pense que le départ de l'expédition de Rochefort et de l'expédition de Toulon doit précéder le départ de celle d'Irlande.... Si les choses pouvaient se faire à souhait, je désirerais que l'escadre de Toulon pût partir le 20 vendémiaire, celle de Rochefort avant le 10 brumaire, et celle de Brest avant le 1er frimaire [1]. »

Assurément la descente en Angleterre était alors, quoi qu'on en ait dit, un projet bien sérieux, bien arrêté. Il paraît même, les dates qui précèdent le témoignent, que Napoléon aurait voulu inaugurer son couronnement par une expédition dont la réussite le rendait maître de l'Europe. Mais des ordres mal compris, des manœuvres mal exécutées s'opposèrent à cette réussite. De son côté, l'Angleterre, voyant l'immensité du péril, redoublait d'efforts et d'énergie. Pitt était rentré au ministère; 75 millions mis à sa disposition par deux bills de la chambre et sur l'emploi desquels il dut garder longtemps le plus profond silence, lui permettaient d'exercer sur les cabinets européens une puissance d'entraînement d'où naîtra bientôt une troisième coalition. Napoléon se trouvait dans cette attente lorsque, le 27 décembre, il prononça le discours suivant en présence des grands pouvoirs de l'État réunis autour de sa personne :

« Messieurs les députés au Corps législatif, messieurs les tribuns et les membres de mon conseil d'État, je viens présider à l'ouverture de votre session; c'est un

[1] Lettre au ministre Decrès, datée de Mayence, le 29 septembre 1804.

caractère plus imposant et plus auguste que je veux imprimer à vos travaux. Princes, magistrats, citoyens, soldats, nous n'avons tous dans notre carrière qu'un seul but, l'intérêt de la patrie. Si ce trône sur lequel la Providence et la volonté de la nation m'ont fait monter est cher à mes yeux, c'est parce que seul il peut défendre et conserver les intérêts les plus sacrés du peuple français. Sans un gouvernement fort et paternel, la France aurait à craindre le retour des maux qu'elle a soufferts : la faiblesse du pouvoir suprême est la plus affreuse calamité des peuples. Soldat ou premier consul, je n'ai eu qu'une pensée; empereur, je n'en ai pas d'autre : les prospérités de la France. J'ai été assez heureux pour l'illustrer par des victoires, pour la consolider par des traités, pour l'arracher aux discordes civiles et y préparer la renaissance des mœurs, de la société et de la religion. Si la mort ne me surprend pas au milieu de mes travaux, j'espère laisser à la postérité un souvenir qui serve à jamais d'exemple ou de reproche à mes successeurs.

» Mon ministre de l'intérieur vous fera l'exposé de la situation de l'Empire; les orateurs de mon conseil d'État vous présenteront les différents besoins de la législation. J'ai ordonné qu'on mît sous vos yeux les comptes que mes ministres m'ont rendus de la gestion de leur département. Je suis satisfait de l'état prospère de nos finances. Quelles que soient les dépenses, elles sont couvertes par les recettes. Quelque étendus qu'aient été les préparatifs qu'a nécessités la guerre dans laquelle nous sommes engagés, je ne demanderai à mon peuple aucun nouveau sacrifice.

» Il m'aurait été doux, à une époque aussi solennelle, de voir la paix régner sur le monde ; mais les principes

politiques de nos ennemis, leur conduite récente envers l'Espagne en font connaître les difficultés. Je ne veux pas accroître le territoire de la France, mais en maintenir l'intégrité. Je n'ai point l'ambition d'exercer en Europe une plus grande influence, mais je ne veux pas déchoir de celle que j'ai acquise. Aucun État ne sera incorporé dans l'Empire; mais je ne sacrifierai pas mes droits ni les liens qui m'attachent aux États que j'ai créés. En me décernant la couronne, mon peuple a pris l'engagement de faire tous les efforts que requerraient les circonstances pour lui conserver cet éclat qui est nécessaire à sa prospérité et à sa gloire comme à la mienne. Je suis plein de confiance dans l'énergie de la nation et dans ses sentiments pour moi. Ses plus chers intérêts sont l'objet constant de mes sollicitudes.... »

Napoléon ne pouvait mieux confirmer la sincérité de ce noble langage que par la démarche qu'il fit quelques jours après pour la pacification du continent. Le 2 janvier 1805, il écrivit à S. M. Georges III la lettre suivante :

« MONSIEUR MON FRÈRE,

» Appelé au trône par la Providence et par les suffrages du sénat, du peuple et de l'armée, mon premier sentiment est un vœu de paix. La France et l'Angleterre usent leur prospérité; elles peuvent lutter des siècles. Mais leurs gouvernements remplissent-ils bien le plus sacré de leurs devoirs? Et tant de sang versé inutilement et sans la perspective d'aucun but ne les accuse-t-il pas dans leur propre conscience? Je n'attache pas de déshonneur à faire le premier pas; j'ai assez, je pense, prouvé au monde que je ne redoute aucune chance de la guerre; elle ne m'offre d'ailleurs rien que je doive

redouter. La paix est le vœu de mon cœur; mais la guerre n'a jamais été contraire à ma gloire. Je conjure Votre Majesté de ne pas se refuser au bonheur de donner elle-même la paix au monde; qu'elle ne laisse pas cette douce satisfaction à ses enfants, car enfin il n'y eut jamais de plus belles circonstances ni de moment plus favorable pour faire taire toutes les passions et écouter uniquement le sentiment de l'humanité et de la raison. Ce moment une fois perdu, quel terme assigner à une guerre que tous mes efforts n'auraient pu terminer? En dix ans, Votre Majesté a plus gagné en territoire et en richesse que l'Europe n'a d'étendue; la nation est au plus haut point de prospérité. Que peut-elle espérer de la guerre? Coaliser quelques puissances du continent? Le continent restera tranquille; une coalition ne ferait qu'accroître la puissance et la grandeur continentale de la France. Renouveler des troubles intérieurs? Les temps ne sont plus les mêmes. Détruire nos finances? Des finances fondées sur une bonne agriculture ne se détruisent jamais. Enlever à la France ses colonies? Les colonies sont pour la France un objet secondaire; et Sa Majesté n'en possède-t-elle pas déjà plus qu'elle n'en peut garder? Si Votre Majesté veut elle-même y songer, elle verra que la guerre est sans but, sans aucun résultat présumable pour elle. Eh! quelle triste perspective de faire battre les peuples pour qu'ils se battent! Le monde est assez grand pour que nos deux nations puissent y vivre, et la raison a assez de puissance pour qu'on trouve les moyens de tout concilier, si de part et d'autre on en a la volonté. J'ai toutefois rempli un devoir saint et précieux à mon cœur. Que Votre Majesté croie à la sincérité des sentiments que je viens de lui exprimer, et à mon désir de lui en donner des preuves. Sur

ce, je prie Dieu, monsieur mon frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. »

Au moment où cette lettre parvint à sa destination, le ministère anglais avait mis en œuvre toutes les ressources de sa politique pour provoquer contre nous une nouvelle guerre continentale. Depuis le mois de juin 1805, les ambassadeurs de France et de Russie étaient rappelés de leur résidence respective, et, le 21 juillet, une note inconciliable avec notre dignité, renfermant des demandes calquées sur celles du cabinet de Londres, émanait de la chancellerie du czar. L'empereur Alexandre exigeait qu'on le laissât s'immiscer dans les affaires d'Italie; il demandait des indemnités pour le roi de Sardaigne en compensation de la perte du Piémont, et voulait, disait-il, *nous forcer à la modération*, en s'emparant de son côté d'une partie de l'Arménie, en faisant occuper par un corps de dix mille hommes la république des Sept-Iles, et en nous menaçant de ses armées autant que de sa prépondérance. Après quelques notes échangées, M. de Rayneval, notre chargé d'affaires depuis le départ de l'ambassadeur Hédouville, avait pris ses passe-ports le 26 septembre, et d'Oubril, chargé d'affaires russe, avait demandé les siens. La cour de Vienne ne s'isolait plus des intérêts anglo-russes, et celle de Berlin, qui hésita longtemps entre ses sympathies pour Napoléon et l'attrait d'une alliance dont l'Angleterre payait les frais, promettait sa coopération armée. Le roi Georges ne répondit point aux questions pacifiques de l'Empereur; mais lord Mulgrave, ministre des affaires étrangères, écrivit à Talleyrand :

« Il n'y a aucun objet que Sa Majesté ait plus à cœur que de saisir la première occasion de procurer de nouveau à ses sujets les avantages d'une paix fondée sur

des bases qui ne soient pas incompatibles avec la sûreté permanente et les intérêts essentiels de ses États. Sa Majesté est persuadée que ce but ne peut être atteint que par des arrangements qui puissent en même temps pourvoir à la sûreté et à la tranquillité à venir de l'Europe, et prévenir le renouvellement des dangers et des malheurs dans lesquels elle s'est trouvée enveloppée. Conformément à ce sentiment, Sa Majesté sent qu'il lui est impossible de répondre plus particulièrement à l'ouverture qui lui a été faite, jusqu'à ce qu'elle ait eu le temps de communiquer avec les puissances du continent avec lesquelles elle se trouve engagée par des liaisons et des rapports confidentiels, et particulièrement avec l'empereur de Russie, qui a donné les preuves les plus fortes de la sagesse et de l'élévation des sentiments dont il est animé, et du vif intérêt qu'il prend à la sûreté ainsi qu'à l'indépendance de l'Europe. »

La lettre de Napoléon et la réponse de lord Mulgrave, communiquées aux deux chambres du parlement, y provoquèrent de vifs débats. L'opposition voulait la fin des hostilités; elle repoussait le fastueux despotisme qu'un ministère tory faisait prédominer, et Fox, le célèbre Fox, une des plus hautes intelligences de la vieille Angleterre, portait à la tribune d'éloquentes protestations contre le système politique en vigueur. « Pourquoi, disait-il, faire à l'ennemi qui nous offre la paix une réponse évasive, indigne d'un gouvernement qui doit avoir le sentiment de sa force ou de son honneur? Quelle est la question? Nous voulons la paix ou nous voulons la guerre. Ici, je n'examinerai point si la raison de notre commerce, la solitude qui règne dans nos manufactures et l'esprit d'inquiétude qui plane sur toute la population anglaise, ne sont pas des motifs assez importants pour justifier l'opi-

nion de ceux qui pensent qu'il serait temps enfin de mettre un terme à une guerre suspendue un moment pour recommencer avec plus de fureur que jamais. J'admets que la guerre, qui nous accable de maux, est préférable à la paix qui nous rendait tous heureux et l'Europe avec nous; mais alors pourquoi ne pas le dire franchement? Pourquoi s'obstiner à mentir à la nation, en cherchant à lui faire croire que c'est l'ennemi qui veut la guerre lorsqu'il vient encore de nous offrir la paix? Pourquoi enfin parler de rapports confidentiels avec l'Europe, lorsque aucune communication à cet égard ne nous est faite, lorsque rien ne prouve que ces rapports existent, et que, par conséquent, l'Angleterre doive être secourue dans la nouvelle guerre, où nous a embarqués un orgueil national mal entendu et une avidité de domination que nous devrions mieux dissimuler?... »

Plusieurs autres orateurs parlèrent dans le même sens; mais les ministres, assurés d'une majorité docile, s'abstinrent de toute explication relative aux traités secrets conclus avec la Russie, l'Autriche et la Prusse; la dépêche de lord Mulgrave fut approuvée, et divers bills pour la guerre furent acceptés sans obstacle. Napoléon n'ayant eu d'autre but en écrivant au roi d'Angleterre que de mettre le cabinet britannique au ban de l'Europe, chargea son ministre Talleyrand de communiquer aux trois législatures le texte des négociations pacifiques qu'il se proposait d'effectuer. Cette ouverture eut lieu le 4 février : chacun se récria sur la modération de l'Empereur, sur la prétentieuse arrogance du cabinet anglais, et bientôt, dans la France entière, il n'y eut qu'une voix pour humilier notre rivale, pour glorifier l'empire.

Par l'entremise officieuse du clergé, cette voix retentissait au delà des Alpes et sur les rives du Tibre comme sur les rives de la Seine; quantité d'Italiens, qui voyaient dans l'érection de l'empire français une condition de sécurité, demandaient que leur territoire y fût annexé à titre de royaume, et que Napoléon s'en déclarât le souverain. Rien ne devait lui sourire davantage; mais c'était rompre avec l'Autriche, qui ne pouvait sans déchoir accepter une aussi grande extension de nos frontières. Néanmoins, voulant sonder l'esprit des Italiens, Napoléon appela dans sa capitale leur consulte d'État, dont les réunions eurent lieu au commencement du mois de mars 1805. Elle fut presque unanime, et, le 17 mars, Melzi, vice-président de la république cisalpine, président de la consulte, vint aux Tuileries présenter à Napoléon le vœu suivant: « Que le gouvernement cisalpin soit monarchique et héréditaire; que Napoléon soit proclamé roi d'Italie, et qu'avant la fin de l'année il vienne recevoir à Milan la couronne des Lombards... » L'Empereur répondit:

« Depuis le moment où nous parûmes pour la première fois dans vos contrées, nous avons toujours eu la pensée de créer indépendante et libre la nation italienne; nous avons poursuivi ce grand objet au milieu des incertitudes des événements. Nous formâmes d'abord les peuples de la rive droite du Pô en république cispadane, et ceux de la rive gauche en république transpadane. Depuis, de plus heureuses circonstances nous permirent de réunir ces États et d'en former la république cisalpine. Au milieu des soins de toute espèce qui nous occupaient alors, nos peuples d'Italie furent touchés de l'intérêt que nous portâmes à tout ce qui pouvait assurer leur prospérité et leur bonheur; et lorsque, quelques

années après, nous apprîmes au bord du Nil que notre ouvrage était renversé, nous fûmes sensible aux malheurs auxquels vous étiez en proie. Grâce à l'invincible courage de nos armées, nous parûmes dans Milan lorsque nos peuples d'Italie nous croyaient encore sur les bords de la mer Rouge. Notre première volonté, encore tout couvert du sang et de la poussière des batailles, fut la réorganisation de la patrie italienne. Les statuts de Lyon remirent la souveraineté entre les mains de la consulte et des colléges, où nous avions réuni les différents éléments qui constituent les nations. Vous crûtes alors nécessaire à vos intérêts que nous fussions le chef de votre gouvernement; et aujourd'hui, persistant dans la même pensée, vous voulez que nous soyons le premier de vos rois. La séparation des couronnes de France et d'Italie, qui peut être utile pour assurer l'indépendance de vos descendants, serait dans ce moment funeste à votre existence et à votre tranquillité. *Je la garderai cette couronne, mais seulement tout le temps que vos intérêts l'exigeront;* et je verrai avec plaisir arriver le moment où je pourrai la placer sur une plus jeune tête, qui, animée de mon esprit, continue mon ouvrage, et soit toujours prête à sacrifier sa personne et ses intérêts à la sûreté et au bonheur du peuple sur lequel la Providence, les constitutions du royaume et ma volonté l'auront appelé à régner. »

Le nom du prince Eugène Beauharnais, désigné comme futur souverain de l'Italie, était dans tous les cœurs et sur toutes les lèvres; on connaissait sa bravoure intelligente, la droiture de sa raison et l'affabilité de ses manières; on espérait qu'à défaut d'héritiers directs, il serait le légataire des grandeurs impériales. Pour le palais, pour la famille Bonaparte et surtout

pour Joséphine, le choix d'Eugène fut d'une importance des plus graves, et l'on suppose que le souverain pontife n'y demeura point étranger; car, en plaçant sur les marches du premier trône vacant un beau-fils, l'héritier d'un autre nom, l'Empereur semblait repousser toute idée de divorce et s'affranchir des exigences dynastiques. Joséphine triomphait. Dans un élan instinctif, les peuples applaudirent; et le lendemain, 18 mars, quand Napoléon crut devoir se disculper, au sein du sénat, du reproche d'ambition que lui feraient peut-être ses adversaires, les suffrages unanimes du soldat, du peuple et des grands durent témoigner qu'on l'avait compris :

« Sénateurs, dit-il, nous avons voulu, dans cette circonstance, nous rendre au milieu de vous pour faire connaître, sur un des objets les plus importants de l'État, notre pensée tout entière. La force et la puissance de l'empire français sont surpassées par la modération qui préside à toutes nos transactions politiques. Nous avons conquis la Hollande, les trois quarts de l'Allemagne, la Suisse, l'Italie tout entière; nous avons été modérés au milieu de la plus grande prospérité. De tant de provinces, nous n'avons gardé que ce qui était nécessaire pour nous maintenir au même point de considération et de puissance où la France a toujours été. Le partage de la Pologne, les provinces soustraites à la Turquie, la conquête des Indes et de presque toutes les colonies avaient rompu à notre détriment l'équilibre général. Tout ce que nous avons jugé inutile pour le rétablir, nous l'avons rendu, et par là nous avons agi conformément au principe qui nous a constamment dirigé, de ne jamais prendre les armes pour de vains projets de grandeur ni pour l'appât des conquêtes. L'Allemagne a été évacuée, ses provinces ont été restituées aux descendants de tant

d'illustres maisons qui étaient perdues pour toujours, si nous ne leur eussions accordé une protection généreuse. Nous les avons relevées et raffermies, et les princes d'Allemagne ont aujourd'hui plus d'éclat et de splendeur que n'en ont jamais eu leurs ancêtres. L'Autriche elle-même, après deux guerres malheureuses, a obtenu l'État de Venise. Dans tous les temps, elle eût échangé de gré à gré Venise contre les provinces qu'elle a perdues. A peine conquise, la Hollande a été déclarée indépendante. Sa réunion à notre empire eût été le complément de notre système commercial, puisque les plus grandes rivières de la moitié de notre territoire débouchent en Hollande; cependant la Hollande est indépendante, et ses douanes, son commerce et son administration se régissent au gré de son gouvernement. La Suisse était occupée par nos armées; nous l'avions défendue contre les forces combinées de l'Europe; sa réunion eût complété notre frontière militaire : toutefois la Suisse se gouverne par l'acte de médiation, au gré de ses dix-neuf cantons, indépendante et libre. La réunion du territoire de la république italienne à l'empire français eût été utile au développement de notre agriculture; cependant, après la seconde conquête, nous avons, à Lyon, confirmé son indépendance; nous faisons plus aujourd'hui, nous proclamons le principe de la séparation des couronnes de France et d'Italie, en assignant pour l'époque de cette séparation l'instant où elle devient possible et sans danger pour nos peuples d'Italie. Nous avons accepté et nous placerons sur notre tête cette couronne de fer des anciens Lombards pour la retremper, la raffermir, et pour qu'elle ne soit point brisée au milieu des tempêtes qui la menaceront tant que la Méditerranée ne sera pas rentrée dans son état

habituel. Mais nous n'hésitons pas à déclarer que nous transmettrons cette couronne à un de nos enfants légitimes, soit naturel, soit adoptif, le jour où nous serons sans alarmes sur l'indépendance, que nous avons garantie, des autres États de la Méditerranée. Le génie du mal cherchera en vain des prétextes pour remettre en guerre le continent; ce qui a été réuni à notre empire par les lois constitutionnelles y restera réuni. Aucune nouvelle province n'y sera incorporée; mais les lois de la république batave, l'acte de médiation des dix-neuf cantons suisses et le premier statut du royaume d'Italie seront constamment sous la protection de notre couronne, et nous ne souffrirons jamais qu'il y soit porté atteinte. Dans toutes les circonstances et dans toutes les transactions, nous montrerons la même modération, et nous espérons que notre peuple n'aura plus besoin de déployer ce courage et cette énergie qu'il a toujours montrés pour défendre ses légitimes droits. »

Malgré l'étiquette, qui interdisait toute espèce de manifestation, d'unanimes applaudissements émanés des fauteuils sénatoriaux et des tribunes retentirent. Il y eut cercle à Saint-Cloud, parce que depuis huit jours les grandes salles des Tuileries subissaient une transformation presque entière pour la cérémonie du baptême du fils d'Hortense. Ce baptême fut célébré par le pape en présence de l'Empereur, de Madame mère, des princesses du sang, des grands de l'Empire et d'un grand nombre d'invités.

Les fêtes du couronnement, l'affluence des étrangers, l'inauguration des nouvelles dignités et des nouveaux pouvoirs, le séjour du souverain pontife, ayant répandu beaucoup d'argent dans Paris, on y entendait peu de plaintes contre le régime impérial; une police active les

eût d'ailleurs comprimées; mais il n'en était pas tout à fait de même du reste de la France. Napoléon s'en préoccupait; et, pour les appréciations morales, se fiant bien plus aux chefs du clergé qu'aux administrateurs civils, il chargeait Portalis, ministre des cultes, d'interroger les vicaires généraux. Entre autres lettres, voici, sur la seconde ville de France et sur le Midi, un témoignage autographe que nous avons sous les yeux : « Monsieur le ministre, il existe dans ce moment des murmures contre le gouvernement; mais la masse des citoyens est bonne, se repose sur Napoléon et sur sa fortune, et laisse dire les mécontents, les alarmistes. Ici, comme dans les autres contrées de la France, on affecte de faire courir des bruits sinistres sur la religion, sur les finances, sur la guerre, sur l'Empereur. Ils agitent, troublent, inquiètent, et puis ils se dissipent, et l'on n'en parle plus. Mais il est un sujet grave qui tient aux impositions, et contre lequel les réclamations des peuples méridionaux seront éternelles : c'est l'impôt sur le vin, qui nécessite la visite des caves. Cet impôt heurte trop directement la liberté du domicile pour qu'on ne le trouve pas beaucoup plus dur que tout autre. De plus, les particuliers ne sont pas bien aises que l'on connaisse au juste leurs récoltes. Outre la raison d'intérêt, il s'y joint quelquefois d'autres raisons d'économie domestique. Or ceci met au grand jour en quelque sorte la fortune de chacun, dévoile tout, et choque par là les amours-propres individuels.

» Les prêtres sont vraiment ce qu'ils doivent être. Dans le confessionnal et en chaire, la cause de l'Empereur et celle de la religion sont pour eux inséparables. Les personnes que l'on appelle *aristocrates* se divisent en plusieurs classes dont aucune n'est dangereuse pour

le repos de l'Empire. Quant au commun des habitants, le repos est tout ce qu'ils désirent, la guerre tout ce qui les inquiète. L'Empereur sera pour eux le plus sage des hommes, le meilleur des empereurs, le jour où la paix sera publiée. Les nouvelles impositions les fatiguent, plus encore par leur nature et leur nouveauté que par leur valeur numérique. Les habitants des terres seront heureux également avec la paix, lorsque la conscription n'existera pas pour leurs enfants.... »



CHAPITRE QUATRE-VINGT-DIXIÈME.

NAPOLÉON COURONNÉ ROI D'ITALIE.

Présence de Pie VII à Paris et nature de ses rapports avec l'Empereur. — Action du cardinal Fesch dans la réorganisation du culte en France. — Caractère du cardinal Caprara et du cardinal di Pietro, représentants de l'Église auprès de l'Empereur et du Pape. — La nourrice de Napoléon à Paris. — Les grands noms de la vieille aristocratie viennent se mêler à l'aristocratie nouvelle. — Apprêts du couronnement de l'Empereur comme roi d'Italie. — Voyage de Leurs Majestés Impériales et de Sa Sainteté. — Napoléon au château de Stupinis; ses vues pour l'expédition d'Angleterre. — Il visite Alexandrie, Pavie, passe une revue dans les plaines de Marengo, et arrive à Milan. — Sacre de Napoléon et séance du Corps législatif pour la prestation de serment du prince Eugène. — Institution de l'ordre de la Couronne de fer. — Création de la principauté de Lucques et Piombino en faveur d'Élisa Bonaparte. — Napoléon à Bologne et à Gênes. — Ses instructions pour la descente en Angleterre; fausses manœuvres de Villeneuve. — Retour de l'Empereur à Saint-Cloud.

> Pour moi, je n'ai qu'un besoin, c'est celui de réussir.
> *Lettre de Napoléon, du camp de Boulogne.*

Il y avait cinq mois que Sa Sainteté était partie de Rome et quatre mois qu'elle occupait le pavillon de Flore, où la retenaient les rigueurs de l'hiver autant que les intérêts de la religion et les affectueux témoignages de l'Empereur. Transportée si loin de ses habitudes, sympathisant peu avec le clergé français, cette cour ecclésiastique s'ennuyait. Vivant dans une retraite presque absolue, au point de n'avoir mangé que trois ou quatre fois avec la famille impériale et de n'avoir entendu, malgré son goût pour la musique, qu'un concert spirituel de quelques minutes, Pie VII imposait la même retraite aux prélats qui l'accompagnaient, en sorte qu'on ne se doutait presque pas que les grandeurs du pontificat romain fussent au milieu de nous. La

police veillait à ce que rien d'irrévérencieux n'échappât au peuple le moins grave de l'Europe. « Les mêmes soins et les mêmes précautions, dit l'abbé de Pradt, accompagnèrent tous les pas du pape depuis son entrée en France jusqu'à sa sortie; il ne s'est montré en public qu'au milieu d'hommages préparés. Des mots heureux ont été créés exprès pour lui; ce n'est pas le seul prince pour lequel on ait eu cette attention; tous les signaux de la vénération et du respect jouèrent et correspondirent constamment entre eux. On employait des gens qui savaient leur métier, et qui ne laissaient pas défaire d'un côté ce qu'ils avaient fait de l'autre. On se rappelle que dans les premiers jours où le pape habita le pavillon de Flore, des acclamations, qui n'étaient pas dépourvues de commandement, se faisaient entendre au coup de deux heures, sous les fenêtres du vénérable pontife, et semblaient exiger qu'il se montrât. Elles ne tardèrent pas à être réprimées, et ce ne fut plus qu'au milieu des acclamations empressées et respectueuses que le pape parut, soit dans la ville, soit dans les temples, où sa présence attirait toujours un peuple avide de le voir et de lui renouveler les expressions de sa vénération. Ces sentiments se rapportaient autant à sa personne qu'à sa dignité [1]. » Si l'on en croit l'abbé de Pradt, le pape n'aurait pas dû rester à Paris plus de huit jours; l'Empereur se serait affranchi vis-à-vis de lui de promesses facultatives et n'aurait accordé que des choses sans importance, gardant, par exemple, les Légations dont Sa Sainteté espérait la restitution; il parle de l'insistance du pape sur les lois organiques, sur l'enseignement des quatre propositions, sur ses droits et son infaillibilité, et il affirme qu'un jour Napoléon, poussé

[1] *Les Quatre Concordats*, t. II, p. 213-214.

à bout, se serait écrié : « Très-saint Père, me prenez-vous donc pour Charles IV, roi d'Espagne? » Or, jusqu'au milieu du mois de février, aucun entretien sérieux sur la religion et sur le temporel du pape n'avait eu lieu entre Pie VII et Napoléon; à cette époque, M. de Latour du Pin, évêque de Troyes, organe d'un certain nombre de prélats, conjura Sa Sainteté de solliciter pour le culte quelques avantages, et le souverain pontife trouva l'Empereur très-bien disposé. « Je puis vous dire, écrivait le vicaire général de la grande aumônerie, que *Sa Majesté a tout accordé.* La conscription seule n'est pas clairement énoncée dans l'état de l'Europe. Sa Majesté n'a point voulu faire des exceptions par un décret spécial, se réservant les exceptions que nécessiteraient les besoins à venir [1]... » « La présence du pape à Paris, écrivait le même ecclésiastique, y a fait un bien immense à la religion : on ne parle de Sa Sainteté qu'avec un indicible respect. M. le cardinal de Lyon (Joseph Fesch) a pris singulièrement dans l'opinion de ce qu'il y a de plus recommandable dans le clergé [2].

Prêtre constitutionnel, porté du vicariat général d'Ajaccio aux fonctions éminentes d'archevêque, d'ambassadeur, de cardinal, puis de grand aumônier de l'Empire, Joseph Fesch avait, en trois années, franchi beaucoup d'espace; une certaine méfiance l'accueillit, et plusieurs des hommes qui l'entouraient, quoique gens de mérite, contribuèrent à rendre difficile sa position mixte d'ambassadeur et d'archevêque; mais il vécut en sage; il renvoya de Rome l'abbé Bonnevie, l'abbé Guillon [3] et Châteaubriand : Bonnevie pour ses propos

[1] Lettre autographe en date du 28 février, à M. Courbon.
[2] Lettre autographe en date du 24 floréal an XIII.
[3] Depuis évêque de Maroc, éditeur des *Pères de l'Église*, etc., etc.

indiscrets, Guillon pour sa mauvaise tête, Châteaubriand pour son manque de réserve, sa vie dissipée, ses dettes. Dès lors, tout alla mieux. Bonnevie fut interné à Lyon, Guillon fut tenu en bride à Paris, et Châteaubriand, qui rêvait Jérusalem, reçut l'officieux conseil d'accepter du gouvernement l'indemnité de voyage sous laquelle se cachait le désir secret de l'éloigner encore, mais d'aider en même temps aux œuvres sérieuses de son génie. L'illustre écrivain n'a pas jugé convenable de faire dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe* le simple récit de sa disgrâce, il l'a poétisée à l'aide d'une adroite transposition de dates : au lieu d'avouer que le roi de Sardaigne, fatigué de visites qu'il prenait pour des visites d'espionnage, s'en était plaint à l'Empereur, qui rappela de suite Châteaubriand, nous lisons des phrases pompeuses de dévouement dynastique à l'endroit du dernier des Condé. Or, quand ce prince succomba, l'inexpérimenté secrétaire d'ambassade n'exerçait plus depuis trois mois aucune fonction diplomatique.

Tant que dura le séjour du pape en France, Fesch, intermédiaire placé entre l'Empereur et Sa Sainteté, entre l'Église française et l'Église italienne, rendit d'éminents services. Secondé par Jauffret et par Lucotte, il prépara l'établissement des frères de la doctrine chrétienne, dont le supérieur avait enfin consenti à quitter Rome et à le suivre à Lyon; il jeta les premières bases d'une liturgie nationale, sauf le *propre* de chaque diocèse; il contribua, par son influence et son exemple, à reconstituer les sœurs de charité, et à modifier le régime des confréries de telle sorte que le gouvernement n'en prît aucun ombrage; et il obtint en faveur des jeunes clercs un système d'exemption qui équivalait presque à leur affranchissement absolu du service militaire. A

cette occasion, l'Empereur disait plaisamment au cardinal : « Vos abbés mourront tous dans l'impénitence, car le huitième des péchés capitaux est de se soustraire à la conscription. » Les travaux sérieux, la direction des forces morales qu'il fallait employer, avaient lieu d'une part dans les bureaux de Jauffret, vicaire général de la grande aumônerie, d'autre part à Saint-Sulpice entre l'abbé Emery, l'abbé de Boulogne et quelques autres ecclésiastiques. Portalis au ministère des cultes, et Degérando au ministère de l'intérieur, résumaient les pensées, formulaient les projets émanés de ces deux foyers : il était assez rare que l'Empereur ne les adoptât point quand ils s'harmoniaient avec son système gouvernemental. Entre autres décrets utiles, nous citerons celui du mois de floréal 1805, qui, pour offrir aux évêques quelques ressources pécuniaires, défend d'imprimer ou de réimprimer dans leur diocèse respectif aucun livre d'offices, de prières, de liturgie ou de catéchisme qu'ils n'auraient point autorisé.

Les personnages les plus éminents de la cour papale ayant été presque tous logés chez M. le cardinal Caprara, qui, depuis quatre ans, gérait à Paris les affaires de Rome, on aurait pu croire qu'aucune détermination ne se prendrait sans lui ; il n'en fut rien. Cependant, la noblesse de son caractère, la franchise de sa piété, la modération de son esprit, l'urbanité de ses manières, la confiance qu'il inspirait à l'Empereur, les bons rapports où le plaçaient avec les grands sa position, sa fortune et son nom, pouvaient le rendre très-utile ; on n'eut pas l'air de s'en douter. Le cardinal di Pietro, homme non moins pieux qu'érudit, imbu de prétentions ultramontaines, esclave des règles surannées de la chancellerie romaine, dirigeant tout, obéissait aux mystérieuses in-

fluences qui s'agitaient près du souverain pontife. Il s'occupait très-peu des intérêts de l'Église de France, et sans le cardinal Fesch, cette Église n'aurait peut-être rien obtenu.

L'Empereur eût mieux aimé que Sa Sainteté parût quelquefois à la cour; mais il comprenait les motifs d'une réserve inséparable du rang suprême qu'occupait Pie VII, et ne le contrariait pas. Ce vénérable pontife recevait chaque semaine. Dans les premiers jours de janvier, plus de quinze cents personnes vinrent baiser sa mule ou son anneau. Des paroles tour à tour encourageantes et flatteuses accueillirent celles qu'il connaissait : Raynouard, dont la tragédie des *Templiers* venait d'avoir un grand succès, Delille, Esménard et madame de Genlis furent particulièrement distingués par le vénérable pontife, qui ne reçut pas avec moins de bienveillance mesdames Tallien, Hamelin et la nourrice de l'Empereur, Camilla Ilari, qui excitait très-vivement alors la curiosité parisienne. Napoléon l'avait fait venir exprès, l'entretenait souvent et s'amusait de ses naïvetés. « La pauvre femme, dit Meneval, pleurait de joie en revoyant son glorieux nourrisson. L'Empereur me chargea de pourvoir à ses besoins et à ses plaisirs. Elle ne savait pas un mot de français. Elle passa trois mois à Paris dans un enchantement continuel. Tout en parlant de sa tendresse pour le fils de son lait, elle ne négligeait pas ses intérêts. Elle ne parut pas fâchée de retourner en Corse pour y faire parade des cadeaux et de l'argent dont l'Empereur l'avait comblée. Peu de temps après qu'elle fut revenue à Ajaccio, il lui fit une donation de la meilleure partie de son héritage paternel [1]. »

[1] *Napoléon et Marie-Louise*, t. Ier, p. 188-189.

C'était l'époque des faveurs, des actes de munificence et de générosité. Chaque jour le *Moniteur* enregistrait quelque création d'emploi, quelque dignité nouvelle ou quelque marque distinctive, et le *Moniteur* ne disait pas tout. Le général Caffarelli fut nommé gouverneur du palais des Tuileries; le général Dessole, gouverneur du palais de Versailles; le général Loison, gouverneur du palais de Saint-Cloud; le général Gudin, gouverneur du palais de Fontainebleau; le général Suchet, gouverneur du palais de Laken; M. de la Luzerne, gouverneur du palais de Stupinis. Des noms anciens, les Turenne, les Bouillé, les Tournon, les Bondy, les Canisy, les Villoutreys, les Béarn, les de Croy, les Mercy-d'Argenteau, vinrent se placer à côté de noms roturiers que leurs actions devaient bientôt ennoblir, et la cour prit un développement proportionné aux grandeurs de l'Empire.

Les apprêts du couronnement de l'Empereur comme roi d'Italie furent en rapport avec ceux du couronnement à Notre-Dame. On désigna pour accompagner Leurs Majestés : un colonel général de la garde; le grand maréchal du palais; le grand écuyer de l'Impératrice; sa première dame d'honneur; deux évêques, l'abbé de Pradt, alors évêque de Poitiers, et l'abbé de Broglie, évêque d'Acqui; quatre dames du palais; les aides de camp Caffarelli et Lemarrois; six écuyers ordinaires; quatre chambellans; deux préfets du palais; trois adjoints du grand maréchal; un aumônier ordinaire; Meneval, secrétaire particulier; Deschamps, secrétaire des commandements de l'Impératrice; le ministre de l'intérieur; plusieurs conseillers d'État; le maréchal Moncey; des maîtres d'hôtel, des huissiers, des valets de chambre et des femmes de chambre; huit pages conduits par l'abbé Gandon, leur

directeur; quantité de gens attachés au service. Une troupe d'opéra et de comédie, Gardel et sa femme, Vestris et mademoiselle Bigotini étaient aussi du voyage.

L'Empereur et l'Impératrice quittèrent Saint-Cloud le 31 mars pour se rendre à Fontainebleau. Le voyage de Leurs Majestés et le retour du pape en Italie devant s'exécuter simultanément, voici l'ordre dans lequel fut fixé ce double itinéraire :

Itinéraire de Leurs Majestés.	*Itinéraire de Sa Sainteté.*
Le 12 germinal (2 avril), à Troyes.	Le 13 germinal (3 avril), à Fontainebleau.
Les 13 et 14, séjour.	Le 16, à Troyes.
Le 15, à Semur.	Le 17, séjour.
Le 16, à Châlons.	Le 18, à Semur.
Le 17, à Mâcon.	Le 19, à Châlons.
Les 18 et 19, séjour.	Le 20, à Mâcon.
Le 20, à Bourg.	Les 21, 22, 23 et 24, séjour.
Le 21, séjour.	Le 25, à Lyon.
Le 22, à Lyon.	Les 26, 27, 28 et 29, séjour.
Les 23, 24 et 25, séjour.	Le 30, à Chambéry.
Le 26, à Chambéry.	Le 1er flor., à St-Jean-de-Maurienne.
Les 27 et 28, séjour.	Le 2, à Lamlebourg.
Le 29, à Lamlebourg.	Le 3 (23 avril), à Turin.
Le 30 (30 avril), à Stupinis.	

Sa Sainteté, partie du pavillon de Flore un jeudi, à huit heures du matin, devait célébrer à Troyes le dimanche des Rameaux, et faire ses pâques à Mâcon. Il y eut partout un pieux enthousiasme autour de Pie VII. Les autorités étaient à leur poste, et, favorisées par un soleil de printemps, les populations stationnant le long des routes, ainsi que sur les places et dans les temples, répandaient à pleines mains des fleurs et des feuillages sous ses pas. On eût dit que, par une attention délicate, l'Empereur évitait les rencontres qui auraient pu amoindrir l'élan des populations vers le chef de l'Église : jusqu'aux frontières de France, il fut véritablement l'hôte de Pie VII. Leurs Majestés Impériales

sortaient de Lyon, comblées d'honneurs, lorsque Sa Sainteté vint y recevoir des honneurs plus grands encore, et des témoignages indicibles de respect. Le monarque du monde chrétien et Napoléon se rencontrèrent à Turin, dînèrent ensemble, et se séparèrent pour ne se revoir qu'en 1813, à Fontainebleau, dans des dispositions bien différentes. Avant de quitter Turin, Pie VII avait exigé, conformément aux prescriptions du concordat, que l'archevêque de cette ville se démît du siége qu'il occupait.

Pendant dix jours Napoléon habita le château de Stupinis. Occupé de l'Italie, de son organisation et de ses destinées politiques, il n'en exerçait pas moins un contrôle minutieux sur les actes des puissances continentales, et faisait l'application de cette maxime, qu'un souverain qui possède la clef du trésor de France doit savoir tout ce qui se passe dans les cabinets de l'Europe[1]. L'expédition d'Angleterre lui semblait en d'heureuses conditions de réussite; il espérait demeurer maître pendant cinquante jours de la mer des Antilles, et comptait sur la jonction ultérieure de Villeneuve avec Ganteaume, mouvement qui devait débloquer Brest, Rochefort, après avoir assuré la conquête de Saint-Vincent, d'Antigoa, de la Grenade, de la Barbade, de la Trinité et de Tabago. « Faites connaître au prince de la Paix, écrivait l'Empereur à Decrès, que les plus heureux résultats pour les deux nations seront le prix de ses efforts; qu'il ne faut point s'endormir; qu'il faut tenir les Anglais dans une alarme et une incertitude perpétuelles, et leur porter à l'improviste des coups terribles partout où se porteront nos escadres. Vous lui parlerez du cas que je fais de lui, et de la confiance que j'ai dans son activité et dans son zèle pour la cause commune.... Tenez secret le départ

[1] Cette idée est de Napoléon.

des escadres; faites mettre dans les journaux hollandais qu'une escadre française a débarqué en Égypte dix mille hommes; que l'amiral a manœuvré avec beaucoup d'habileté pour tromper Nelson; qu'il a feint de passer le détroit, mais que pendant la nuit il l'a repassé et est allé sur la côte d'Afrique; que l'amiral Nelson, averti que l'escadre française était destinée pour l'Égypte, s'était d'abord dirigé sur la Sicile; que le 20 germinal il était arrivé à Palerme, mais qu'il avait été instruit que l'escadre avait passé le détroit; qu'il s'était à l'instant mis à sa poursuite, et était arrivé devant Gibraltar comme l'escadre française passait le cap Bon et naviguait sur Alexandrie. Faites mettre dans le journal de Francfort, que les rapports sur la sortie de l'escadre française sont des plus contradictoires; qu'on prétend que cette escadre a trompé plusieurs fois Nelson par de fausses manœuvres, et qu'en dernière analyse elle a été rencontrée se dirigeant sur l'Égypte. Faites dire aux journaux que de grandes nouvelles sont arrivées des Indes, que les affaires des Anglais vont fort mal.... Ces petits moyens sont d'un effet incalculable sur les hommes qui épousent les alarmes et les préjugés de leur coterie[1]. » Voilà comment l'Empereur entendait le journalisme politique, et comment la presse devenait l'auxiliaire utile de ses combinaisons. Il voulait qu'avec dix mille hommes Villeneuve occupât les principales îles du Vent, qu'il levât des contributions dans les colonies anglaises, vendît une partie de leurs noirs, s'emparât de l'artillerie, ruinât les comptoirs, et consacrât à cette expédition cinq mois, dont deux et demi seraient passés aux Antilles. Il devait, en conséquence, se rallier aux escadres de Ganteaume et de Magon, et faire en sorte de se présenter

[1] Lettres en date du 23 et du 24 avril 1805.

dans le milieu du mois d'août au Ferrol, où l'attendaient quatorze ou quinze vaisseaux espagnols et français, puis du Ferrol gagner Cadix, et de Cadix marcher sur Brest. « Si l'Espagne envoie six vaisseaux de Carthagène à Toulon, je ferai, disait Napoléon, une telle peur aux Anglais, qu'ils seront forcés d'y tenir une force imposante ; car je menacerai l'Égypte de tant de manières et si évidemment, qu'ils craindront un grand coup [1]. »

Napoléon quitta Stupinis pour visiter Alexandrie, où il passa plusieurs jours, examinant avec beaucoup d'attention les immenses travaux de fortification qui allaient faire de cette ville un des points militaires les plus importants de l'Europe. Le 8 mai il était à Pavie, dont l'université l'intéressait beaucoup : car il l'avait restaurée et lui vouait une estime particulière. C'est de Pavie que sont datées les instructions si nettes, si positives que l'Empereur donnait au malheureux Villeneuve : « Notre intention, écrivait l'Empereur, est que vous fassiez votre jonction en évitant le combat, et que si vous êtes contraint à un combat il ait lieu le plus près possible de Brest, afin que l'amiral Ganteaume puisse y prendre part.... Votre jonction faite avec lui vous renforçant de vingt et un bons vaisseaux, vos forces seront beaucoup plus considérables que celles dont l'ennemi pourrait disposer, et vous vous dirigerez sur Boulogne, où nous serons de notre personne.... Si votre présence nous rend maîtres de la mer pendant trois jours devant Boulogne, nous avons toute faculté de faire notre expédition, composée de cent soixante mille hommes embarqués sur deux mille bâtiments. Nous nous en rapportons entièrement à votre zèle, à votre expérience, à votre connaissance parfaite de la mer et des localités où vous

[1] Lettre écrite d'Alexandrie, le 4 mai.

allez agir, pour faire tout ce qui paraîtra convenable... »

Une *nouvelle bien précieuse* pour Napoléon, la sortie de Rochefort d'une escadre expéditionnaire sous les ordres du vice-amiral Magon; l'espoir que les Anglais, étourdis de nos manœuvres, laisseraient Brest dégarni; la satisfaction de sentir que notre flotte, sortie de Toulon, avait pu longer les côtes d'Espagne et doubler le golfe de Cadix à l'insu de « ces Anglais si vantés, qui prétendent être instruits de tout, qui ont des agents partout, des courriers bottés partout[1], » semblaient autant d'heureux augures, et l'Empereur les acceptait avec joie. D'autres nouvelles lui arrivaient d'Allemagne : il apprenait que l'Autriche opérait de grands mouvements de troupes, qu'elle augmentait son matériel, réunissait ses réserves et doublait les garnisons des villes frontières. Dans le but de l'intimider, l'idée lui vint de passer une grande revue sur le champ de bataille de Marengo. Il se revêtit de l'habit, du chapeau et ceignit l'épée qu'il portait ce jour-là. Le maréchal Lannes commanda les manœuvres.

Des plaines de Marengo, Napoléon fit son entrée solennelle à Milan, qui le reçut comme le génie protecteur du pays. La population presque entière s'était portée à sa rencontre; depuis la porte de la ville jusqu'au palais, les fenêtres resplendissaient de tentures et de drapeaux; les couleurs italiennes se mêlaient aux couleurs françaises; plusieurs arcs de triomphe offraient d'ingénieux emblèmes et des devises; un cri général d'espérance et de bonheur sortait de ces poitrines méridionales, dont les battements sympathiques répondaient aux cris simultanés de *Vive l'Empereur!* et de *Vive la liberté!*

La cérémonie du sacre de Napoléon fut célébrée dans

[1] Lettre à Decrès, datée de Milan, le 10 mai 1805.

la basilique de Milan, par son archevêque, à peu près de la même manière que dans celle de Paris. La couronne d'or à pointes, dite couronne de fer à cause du petit cercle de ce métal qui la maintient, est la même que portaient les rois lombards. On la conserve au monastère de Monza, d'où jamais elle n'était sortie depuis le couronnement de Charles-Quint. On alla la chercher avec pompe, et Napoléon, en la prenant sur l'autel pour se la placer sur la tête, prononça ces paroles : *Dieu me la donne, gare à qui la touche.* Le couronnement terminé, l'Empereur, d'après l'ancien usage, se rendit à l'église de Saint-Ambroise pour assister au *Te Deum.*

L'impératrice Joséphine, placée dans une tribune, à la droite de l'autel, demeura simple spectatrice de la cérémonie ; mais, pour retourner au palais, elle se mêla au cortége imposant qui accompagnait Napoléon. Les divertissements furent nombreux ; on remarqua surtout des jeux imités de l'antiquité, qui eurent lieu dans un cirque en bois construit d'après les anciennes traditions. L'audience accordée au doge, ainsi qu'aux députations du sénat et du peuple de Gênes, offrit un spectacle imposant ; mais la séance du Corps législatif, ouverte par Napoléon, fut beaucoup plus solennelle. Il nomma, pour gouverner en son absence, comme vice-roi, son bien-aimé beau-fils, Eugène de Beauharnais, qui prêta sur-le-champ le serment de fidélité prescrit par l'acte constitutionnel. Ce statut disait que la couronne d'Italie serait héréditaire, à l'exclusion des femmes, et que l'adoption ne pourrait s'effectuer qu'au profit d'un Français ou d'un Italien ; qu'aussitôt que les armées étrangères évacueraient le royaume de Naples, les îles Ioniennes et l'île de Malte, Napoléon transmettrait la

couronne d'Italie à un de ses enfants mâles, soit naturel, soit adoptif; et qu'à dater de cette époque, les deux couronnes de France et d'Italie ne seraient plus réunies sur la même tête.

Le 13 juin, quand le Corps législatif vint complimenter le vice-roi, il fit cette réponse aussi modeste que simple : « Appelé bien jeune encore, par le héros qui préside aux destinées de la France et à celles de l'Italie, à demeurer près de vous l'organe de ses volontés, je ne puis vous offrir aujourd'hui que des espérances. Croyez-en, messieurs, les sentiments qui m'animent, ces espérances ne seront point trompées. Dès ce moment, j'appartiens tout entier aux peuples dont le gouvernement m'est confié. Aidé du concours de toutes les autorités et particulièrement du zèle et des lumières du Corps législatif, toujours dirigé par le vaste et puissant génie de notre auguste souverain, plein des grandes leçons et des grands exemples que j'ai reçus de lui, je n'aurai qu'un but et qu'un besoin, la gloire et le bonheur du royaume d'Italie. »

Après avoir institué l'ordre de la Couronne de fer, organisé l'ensemble et jusqu'aux moindres détails de ce nouveau royaume, Napoléon en parcourut les différentes provinces. Un camp nombreux occupait la plaine de Montechiaro, théâtre de la bataille de Castiglione; Napoléon en fit manœuvrer les troupes, et, comme à Marengo, distribua des décorations. Ensuite il visita Vérone, Mantoue, Plaisance, Legnago, Bologne. Ce fut dans cette dernière ville qu'une députation de la principauté de Lucques étant venue lui demander de vouloir bien la prendre sous sa protection, il y annexa Piombino, qu'il avait déjà donné à sa sœur Élisa, et composa des deux principautés un petit État dont elle fut

déclarée souveraine. Lucques conserva ses prérogatives, son sénat, ses priviléges ; Félix Bacciochi, qualifié prince, eut le commandement militaire des places et des troupes.

De Bologne, l'Empereur se rendit à Gênes, où, arrivé le 30 juin, il demeura cinq jours, pour fixer d'une manière définitive le sort de cette ancienne république. Les Génois, dans leur isolement, sentant l'impossibilité de demeurer libres sans s'exposer aux attaques de l'une des deux grandes puissances qui se disputaient l'empire de la Méditerranée, invoquaient pour souverain Napoléon, qui nomma l'architrésorier Lebrun gouverneur général des départements créés dans l'ancienne Ligurie. C'était presque une vice-royauté.

La grande affaire, l'invasion du territoire anglais par notre armée des côtes, continuait, au milieu de son voyage, de préoccuper sérieusement Napoléon. Il écrivait : « Si l'Angleterre est pénétrée du jeu sérieux qu'elle joue, elle doit débloquer Brest; mais je ne sais pas, en vérité, quelle espèce de précaution elle peut prendre pour se mettre à l'abri de la terrible chance qu'elle court. Une nation est bien folle, lorsqu'elle n'a point de fortifications, point d'armée de terre, de se mettre dans le cas de voir arriver dans son sein une armée de cent mille hommes d'élite et aguerris. Voilà le chef-d'œuvre de la flottille; elle coûte de l'argent : mais il ne faut être maître de la mer que six heures pour que l'Angleterre cesse d'exister. Il n'y a point de pêcheur, pas de mauvais gazetier, pas de femme à sa toilette, qui ne sache qu'il est impossible d'empêcher une escadre légère d'arriver devant Boulogne. Faites mettre dans les journaux de Hollande un article contre le système de blocus; faites-y sentir que nous sommes sortis de Brest quand

nous l'avons voulu ; que Bruix est sorti tel jour, Morard de Galle tel jour, Ganteaume tant de fois; que, dans sa dernière sortie à Bertheaume, rien ne l'empêchait de sortir, et que l'escadre le savait tellement, qu'elle mit à la voile; qu'il est donc impossible de bloquer le port de Brest, surtout aux mois de septembre et d'octobre. Cet article fera sentir que nous ne voulons pas sortir, mais tenir l'ennemi en échec [1]. »

Sorti de Toulon avec onze vaisseaux, Villeneuve, des escadres de Carthagène et de Cadix, n'avait pu rallier que six vaisseaux espagnols et un vaisseau français, à la tête desquels il prit la route de la Martinique, renforcé peu après par quatre vaisseaux sortis de l'île d'Aix. Nelson, qui stationnait dans les parages des îles d'Hyères, persuadé que notre escadre de la Méditerranée était destinée pour l'Égypte, l'alla chercher dans les mers de Syrie, et ne revint à Gibraltar que vers la fin d'avril. Faisant alors route pour la Barbade, Nelson y arriva le 4 juin avec dix vaisseaux en très-mauvais état, tandis que, de son côté, l'amiral Cochrane atteignait les Antilles, après avoir parcouru vainement les côtes du Portugal à la poursuite d'une de nos escadres, sortie de Rochefort sous les ordres du contre-amiral Missiessy. Au mois de juin, Cochrane, n'ayant plus que trois vaisseaux capables de tenir la mer, joignit Nelson. Villeneuve, qui avait mal exécuté les instructions de l'Empereur, revenu dans les mers d'Europe, eut avec l'amiral Calder, à cinquante lieues de nos côtes, un engagement qu'il pouvait éviter. Entré à la Corogne, puis au Ferrol, négligeant de se faire joindre par l'escadre de Vigo, et se laissant bloquer dans Cadix au lieu de gagner Brest, comme le lui prescrivaient les derniers ordres de l'Empereur,

[1] Lettre à l'amiral Decrès.

il compromit le succès de notre descente sur le sol britannique.

En apprenant ces fâcheux résultats, Napoléon écrivit à Decrès : « J'estime que Villeneuve n'a pas le caractère nécessaire.... Il ne donne aucun détail, ne dit pas ce qu'il fera, ce qu'il ne fera pas; c'est un homme qui n'a aucune habitude de la guerre.... Il faut instruire l'amiral Ganteaume et lui ordonner que si Villeneuve paraît devant Brest par le Raz, il ait à ne pas le laisser entrer, à prendre le commandement de l'armée navale et à appareiller pour se rendre devant Boulogne.... » Dans une lettre subséquente, l'Empereur manifestait l'intention de rajeunir la tête de sa marine, de choisir ses amiraux parmi les officiers de trente-deux ans, et de confier des commandements à six capitaines de vaisseau ou de frégate qu'il ferait avancer *par tous les moyens*[1]. Ne désespérant pas encore du succès d'une entreprise si bien mûrie, il supposait dans l'amirauté de Londres *une incertitude, une confusion* qui n'étaient qu'apparentes; il pensait que l'escadre de Rochefort ferait des *miracles*. Il dictait aux papiers publics des récits contradictoires, donnait des ordres ponctuels, mais en laissant quelque chose aux circonstances; il recommandait essentiellement le secret pour toutes les opérations, et ne se laissait pénétrer ni par le prince de la Paix ni par l'amiral Grandellana, qui agissaient sans but ostensible. « Ne prononcez, écrivait-il, ni le mot de *Brest* ni celui de *la Manche*. Je ne sais jusqu'à quel point le gouvernement espagnol voudrait concourir à un projet de cette espèce. Aussi ai-je toujours éludé quand on m'a demandé mon secret[2]. »

[1] Expressions de l'Empereur.

[2] Lettre à Decrès, datée de Vérone, le 16 juin.

Le 5 juillet, Napoléon quittait Gênes, traversait Alexandrie, Casal, Turin, Chambéry, Lyon, Moulins. *Il marchait incognito, avec deux voitures, sous un nom supposé et sans gardes* [1], accompagné de Joséphine, qui supportait courageusement les fatigues d'une longue route. Le 16, il arrivait à Fontainebleau, lorsqu'on le croyait encore au delà des Alpes, et présidait le lendemain, vers midi, le conseil des ministres dans le château de Saint-Cloud.

[1] Lettre de l'Empereur au ministre de la marine.



CHAPITRE QUATRE-VINGT-ONZIÈME.

LE CAMP DE BOULOGNE ET LA FLOTTILLE.

Traité secret entre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie. — Napoléon feint d'être dupe, se dispose à la guerre et se rend à Boulogne. — Force de nos escadres. — Le plan de descente sur les côtes britanniques échouera faute d'un homme. — Fête du 15 août. — Présence d'Hortense au camp de Boulogne et description qu'elle en fait. — Napoléon et l'Océan par une tempête; danger auquel il s'expose en voulant secourir le brick *la Canonnière;* lettre remarquable qu'il écrit à Joséphine sur cette circonstance. — Il abandonne le camp de Boulogne. — Ses derniers ordres à Decrès, son *Mémoire* sur le but, l'emploi et l'avantage de la flottille, même en temps de paix.

> Si, dans ses actions hardies et souvent téméraires, Napoléon semblait compter entièrement sur son étoile, personne moins que lui, dans la conception de ses plans, ne parut compter sur la fortune; il n'oubliait aucune précaution humaine....
>
> L. Bonaparte, *Documents historiques sur la Hollande*, t. Ier, p. 75-76.

L'Angleterre, qui, selon l'expression du grand Frédéric, frappe à toutes les portes une bourse à la main, parlait un langage qu'écoutaient avec complaisance l'Autriche, la Russie et la Suède. Dans le cabinet de Vienne, elle peignait Napoléon le front ceint de la couronne de Charlemagne, se faisant proclamer empereur d'Occident et foulant du pied les souverains de la vieille Europe; dans le cabinet de Saint-Pétersbourg, elle disait qu'une alliance entre la Porte et la France ruinerait le commerce maritime des Moscovites, par la fermeture du Bosphore et de la Méditerranée; en Suède, elle leurrait le chevaleresque et présomptueux Gustave IV du fol espoir d'être chef de la coalition, de surpasser Charles XII et d'égaler Gustave-Adolphe. L'offre de payer largement des subsides achevait la séduction, et chacun

signait une étroite alliance. Mais plus la guerre devenait imminente, plus on redoublait vis-à-vis de Napoléon d'égards, de procédés et de paroles pacifiques dont il n'était pas dupe. Aux observations qu'il adressait sur l'armement de Venise, sur les fortifications élevées dans les gorges du Tyrol, sur les remontes opérées dans la Poméranie, le Holstein, le Mecklembourg et même le Hanovre, sur la concentration de forces considérables derrière l'Inn et l'Adige, on faisait des réponses évasives et l'on ajoutait : « Les souverains d'Autriche et de Russie sont tellement pénétrés des vues sages, de la modération du nouveau monarque, qu'il ne leur est point venu à la pensée d'émettre le moindre sentiment contraire à l'érection du royaume d'Italie. » — « L'Empereur mon maître, disait Cobentzel, qui résidait toujours à Paris comme ambassadeur, verrait avec joie renouer les négociations pour la paix continentale. » Dissimulant de son côté, Napoléon affectait la douceur, la confiance, l'abnégation la plus grande, et semblait exclusivement préoccupé de l'Angleterre et de la flottille. Pour mieux donner le change aux nombreux espions qui l'observaient, le 2 août il se rend à Boulogne, visite la côte, les ports, fait manœuvrer les divisions navales, et produit une telle épouvante au delà du détroit, que le cabinet de Saint-James signifie à celui de Vienne de commencer sur-le-champ les hostilités sans attendre la jonction des Russes. La cour aulique résiste, l'Angleterre menace de refuser les subsides, et on finit par lui céder en adoptant ses vues, qui consistaient dans l'envahissement de la Bavière, d'où notre armée principale était éloignée de trois cents lieues. Napoléon, attentif et dispos, prévoyant tout sans le laisser soupçonner, continuait ses opérations maritimes.

Nous avions alors au Ferrol l'escadre française du contre-amiral Gourdon, composée de cinq vaisseaux de 74, d'un brick de 16 et d'une goëlette; et l'escadre espagnole de l'amiral Grandellana, forte d'un vaisseau de 112 canons, d'un vaisseau de 80, de six vaisseaux de 74, d'un vaisseau de 64, d'une frégate de 34 et d'une corvette de 22. A Brest, Ganteaume commandait deux vaisseaux de 118, un de 110, deux de 80, seize de 74, cinq frégates de 40, deux corvettes et un brick. Villeneuve avait avec lui quatre vaisseaux de 80, huit de 74, six frégates de 40, deux corvettes et deux bricks. L'amiral espagnol Gravina était à la tête de deux vaisseaux de 80, d'un de 74, d'un autre de 70, de deux vaisseaux de 64 et d'un de 34. Le contre-amiral Magon n'avait que deux vaisseaux de 74, tandis que le capitaine Allemand manœuvrait à la tête de dix navires, dont un de 118, quatre de 74, trois frégates de 40 et deux bricks. C'était près de cent voiles qui longeaient les côtes de la Méditerranée, dans les eaux de Cadix, du cap Lézard et de Brest.

Le 11 août, l'Empereur écrivait à Decrès : « Les escadres ont mouillé à la Corogne. Lauriston m'écrit que l'on marchera; que les capitaines et les matelots sont parfaits; que Villeneuve, qui, du reste, a du talent, met trop de temps à se décider; que s'il avait fait la manœuvre que vous avez dite, il aurait sauvé les bâtiments espagnols, pris les bâtiments démâtés, et que le succès aurait été complet; que Gravina, au contraire, n'est que génie et décision au combat. Si Villeneuve avait eu ces qualités, l'affaire eût été la plus belle possible. — J'ai reçu les journaux anglais : ils disent comme nous; ils louent la manœuvre faite par Villeneuve, qui a viré en gardant le vent. Ils font ensuite des fanfaron-

nades... L'arrivée de Villeneuve à la Corogne nous donnera l'air de la victoire; cela est beaucoup. »

L'intention de Napoléon était qu'alors Villeneuve tâchât de joindre Allemand, et que tous deux réunis attaquassent l'ennemi s'il leur était inférieur en nombre, *comptant deux vaisseaux espagnols pour un.* Surtout, disait-il, « qu'on épargne au pavillon la honte d'être bloqué au Ferrol par une escadre inférieure. Les matelots sont braves, les capitaines animés, les garnisons nombreuses; il ne faut pas se laisser périr d'inaction et de découragement..... Je vois avec plaisir qu'un bon esprit anime les escadres. Les Espagnols se sont battus comme des lions..... Villeneuve est un pauvre homme qui voit double et qui a plus de perception que de caractère [1]... S'il reste les 13, 14, 15 et 16 au Ferrol, je ne m'en plaindrai pas; mais s'il y reste un jour de plus, ayant le vent favorable et seulement vingt-quatre vaisseaux anglais devant lui, c'est le dernier des hommes... Il a plus besoin d'éperon que de bride... Ne sera-t-il donc pas possible de trouver dans la marine un homme entreprenant, qui voie de sang-froid et comme il faut voir, soit dans le combat, soit dans les différentes combinaisons des escadres [2]?... »

Ce n'étaient effectivement ni les soldats, ni les matelots, ni le matériel qui manquaient pour la réussite des projets maritimes de l'Empereur. *Que de chances,* disait-il, *si j'avais un homme!* Mais cet homme lui manqua, et, dès le 14 août, voyant échouer toutes ses vastes conceptions, il dut chercher quelques succès partiels, comme la ruine d'une possession anglaise ou la capture de navires isolés, afin de pouvoir, dans les journaux,

[1] Lettre du 13 août à Decrès.

[2] Lettre écrite au même, le 14 août.

énoncer des faits réels, honorables à notre pavillon, et laisser supposer que nous avions un parcours libre dans la Méditerranée. « Mon intention, écrivait-il, est d'employer à une expédition sur la côte d'Afrique *le Régulus, la Cybèle,* une frégate et deux ou trois bricks. Je voudrais non-seulement prendre tous les bâtiments anglais et ravager leur escadre, mais mettre à terre, sur un point quelconque, un millier d'hommes destinés à s'emparer d'un de leurs établissements, et à s'y maintenir s'ils le pouvaient. Mon but serait d'engager les Anglais à y envoyer une expédition d'Europe pour le reprendre, si le peu d'énergie de mes amiraux laisse échapper les chances que m'offre la fortune et annule la campagne actuelle. Mon intention serait de donner le commandement de cette petite expédition, tant de mer que de terre, à Jérôme, en lui attachant un bon officier de mer et un très-bon officier de terre. Il paraît que l'expédition devrait partir dans un mois. Il n'y a donc pas un moment à perdre [1]. » Jérôme fut fait capitaine de vaisseau.

A l'occasion du 15 août, il y eut au camp de Boulogne une grande revùe d'honneur. Louis Bonaparte, qui commandait la réserve, composée de deux divisions d'infanterie et d'une division de carabiniers, reçut un courrier pour s'y rendre ; mais des douleurs rhumatismales le retinrent aux bains de Saint-Amand. Hortense avec son fils se rendirent seuls à Boulogne. Elle-même ayant retracé les divers événements de ce voyage d'une manière aussi simple que naturelle, nous lui emprunterons un récit qui joint au double mérite de la fidélité descriptive celui d'émaner d'une plume qu'on ne sera pas fâché de connaître :

[1] Lettre à Decrès, datée de Boulogne.

« L'Empereur habitait, près de Boulogne, une petite campagne appelée le Pont-de-Brique; sa sœur Caroline et Murat en occupaient une autre près de là. Je logeais chez eux, et nous allions tous les jours dîner avec l'Empereur. Les camps qui environnaient Boulogne étaient placés au bord de la mer et ressemblaient à une ville longue et alignée. Chaque baraque avait un petit jardin, des fleurs, des oiseaux. Près de la tour d'Ordre dominait la baraque destinée à l'Empereur; celle du maréchal Berthier venait après. Tous les bateaux plats, rangés dans les différents ports, attendaient le signal du départ. Dans le lointain, on apercevait l'Angleterre : ses beaux vaisseaux en croisière devant la côte semblaient former une barrière impénétrable. L'impression que causait ce spectacle faisait naître l'idée d'une grandeur inconnue jusqu'alors. Tout y parlait à l'imagination. Cette mer immense allait devenir un champ de bataille et engloutir peut-être l'élite de deux grandes nations. Nos troupes, fières de ne pas connaître de revers, impatientes d'un repos de deux années, brûlantes d'énergie et de valeur, croyaient atteindre déjà la rive opposée. Leur assurance, mêlée à tant d'ardeur, donnait l'espoir du succès; mais tout à coup la vue de tant d'obstacles, la crainte de tant de dangers venaient troubler cet espoir et resserrer le cœur par un effroi involontaire. Au reste, rien qu'un vent favorable ne semblait manquer désormais au succès de l'expédition.

» De tous les honneurs qu'une femme peut recevoir, ceux que rendent les militaires ont toujours quelque chose de plus chevaleresque dont il est difficile de ne pas être flatté. Aucune circonstance, je crois, n'avait rien réuni de plus imposant et de plus magnifique que les hommages dont j'étais environnée; aussi est-ce la seule

occasion où ils me firent impression. L'Empereur me donna pour m'accompagner son écuyer le général Defrance. Je n'allais pas visiter un camp qu'aussitôt il ne fût sous les armes, manœuvrant devant moi. Je demandais la grâce de quelques militaires punis pour quelque faute de discipline, et j'étais accueillie par le plus vif enthousiasme. Tous les états-majors à cheval escortaient ma voiture, et partout une musique brillante annonçait mon arrivée. Pour la première fois, à une de ces revues, je vis une urne portée en bandoulière par un grenadier; on m'apprit que l'Empereur, afin d'honorer la mémoire du brave la Tour d'Auvergne, avait confié au plus ancien soldat du régiment son cœur renfermé dans une boîte de plomb, et ordonné que son nom serait toujours prononcé à l'appel comme s'il eût été présent. Celui qui le portait répondait : *Mort au champ d'honneur.*

» Un jour, on me donna à déjeuner au camp d'Ambleteuse. Je voulus y aller par mer : malgré le vent contraire, l'amiral me conduisit. Je vis les Anglais et passai si près d'eux qu'ils auraient pu facilement s'emparer de notre yacht. J'allai aussi visiter les Hollandais commandés par l'amiral Verhuell. Aussi éloignés que moi de se douter qu'un an après je serais leur reine, ils me reçurent avec de grands *hourras.* Une autre fois, l'Empereur fit une petite guerre; les Anglais, inquiets d'apercevoir tant de troupes rassemblées, s'avancèrent fort près de la côte; ils tirèrent même quelques coups de canon; et l'Empereur, toujours placé à la tête de ses colonnes françaises pendant qu'elles tiraient aussi, se trouvait entre deux feux. Comme nous l'avions suivi, il nous fallut y rester. Mon fils n'eut pas la moindre frayeur, ce qui fit grand plaisir à son oncle. Mais les généraux tremblaient de voir l'Empereur s'exposer ainsi, la ba-

guette d'un maladroit pouvant lui être aussi funeste qu'une balle.

» Une chose me frappait au milieu de ce spectacle imposant, c'était le contraste de ces troupes si remplies de vaillance, effroi de l'ennemi lorsqu'elles étaient en campagne, qui, vues en repos, faisaient l'effet d'enfants faciles à conduire, s'amusant d'un oiseau comme d'une fleur. A ce déjeuner d'Ambleteuse, que le maréchal Davoust me donna sous la tente, des grenadiers avaient appris des couplets, et venaient, avec la timidité d'une jeune fille, les chanter autour de ma table. J'étais surprise de leur tenue embarrassée, de leur air gauche et craintif. Le refrain des couplets disait :

Traverser le détroit,
Ne serait point la mer à boire.

» Souvent, du salon de l'Empereur, nous voyions les soldats de sa garde se rassembler sur la pelouse autour du château : l'un d'eux prenait un violon et donnait une leçon de danse à ses camarades. Nous les regardions derrière la jalousie. L'Empereur, qui nous surprenait quelquefois dans cette occupation, riait avec nous, et semblait jouir aussi de ces innocents plaisirs.

» La maréchale Ney me donna une fort belle fête à Montreuil, où son mari commandait. La matinée fut employée à faire manœuvrer les troupes devant moi; le soir, il y eut un bal, interrompu tout à coup par la nouvelle que l'Empereur venait de s'embarquer. L'alerte devint générale ; chacun de fuir et de se désespérer d'être au bal lorsqu'on passait en Angleterre. Une foule de jeunes officiers présents à cette fête se précipitaient sur la route de Boulogne, que je parcourus comme eux, avec la rapidité de l'éclair, toujours escortée du général Defrance, qui brûlait d'impatience de se retrouver près

de l'Empereur. J'éprouvais moi-même une émotion inexprimable à l'idée qu'une si grande affaire allait se décider sous mes yeux. Je me figurais déjà voir de la tour d'Ordre le combat, et nos flottilles, enfoncées, disparaître sous les flots. J'en frémissais d'avance. Enfin j'arrive, je demande l'Empereur, et j'apprends qu'il avait en effet présidé à l'embarquement de tous les camps pendant la nuit; mais qu'il venait de rentrer. Je ne le vis qu'au dîner, où il questionna le prince Joseph sur l'idée qu'il avait eue de ce faux embarquement, sur l'effet qu'il avait produit et sur le temps qu'il avait duré. Joseph affirma que tout le monde avait cru que c'était un départ réel, et que les soldats, n'en doutant pas, avaient vendu leurs montres. L'Empereur demandait aussi fort souvent si le télégraphe annonçait la vue d'une escadre française, à bord de laquelle se trouvait son aide de camp Lauriston; il semblait n'attendre que son arrivée et un vent favorable pour faire sortir les flottilles.... » Cette espérance fut cruellement déçue : Lauriston fit son devoir, mais le chef des escadres combinées ne fit pas le sien.

On ne s'imagine pas à quel point l'Empereur se préoccupait de l'Océan; ses plans les plus beaux échouaient de ce côté, faute de pouvoir en diriger lui-même l'exécution; mais en même temps il y voyait une puissance qui maîtrisait son génie. Un soir, il y avait cercle chez lui : on parlait guerre, marine, orages; le tonnerre retentissait; on entendait les vents gronder, les flots mugir.... L'aide de camp de service entre et annonce qu'un brick, *la Canonnière,* dérive au loin. — « Encore l'orage ! » s'écrie Napoléon; et, prenant son chapeau, il s'élance hors de la chambre. Tous les officiers le suivent jusqu'au rivage. Il faisait sombre ;

quelques lanternes errantes scintillaient çà et là sans rien éclairer autour d'elles; et l'on n'eût rien vu, si, par intervalles, les rayons de la lune n'étaient venus percer l'obscurité. Ces rayons témoignaient du danger bien plus que de l'efficacité du sauvetage; et le malheureux navire continuait à tirer le canon d'alarme. « Allons, mes braves gens, au secours de vos camarades! » criait l'Empereur. Mais personne ne répondait; les plus intrépides demeuraient immobiles. « Quoi! reprenait-il, vous avez peur! les marins craignent la mer! Eh bien! je vais envoyer chercher mes grenadiers. » Soit crainte, soit amour-propre, on se résigne : plusieurs canots se remplissent de monde et s'éloignent à force de rames. Bientôt d'autres marins surviennent, beaucoup de Boulonnais accourent, et tous de se récrier sur l'imprudence des sauveteurs, qui s'exposent à une mort certaine sans espoir d'être utiles. « Quelle folie! disait-on; la mer n'est pas tenable; ils y périront tous. Mieux valait abandonner *la Canonnière*.... Voilà ce que c'est que de vouloir se mêler de ce qu'on ignore.... » Au même instant, les coups de canon deviennent plus fréquents. L'Empereur braque sa lorgnette du côté d'où vient le bruit : «Mon Dieu! dit-il, le navire a dérivé d'une lieue; le naufrage est imminent. Où sont les embarcations? Ne voyez-vous rien?... Il faut y aller... Un canot, vite un canot... Vous n'avez donc pas d'oreilles? vous n'entendez donc pas ce vaisseau qui agonise là-bas?... » Le bruit du canon retentit alors. « C'est peut-être son dernier soupir, » ajoute l'Empereur. Aussitôt il s'élance dans le canot avec le général Clarke, un officier de marine et quatre rameurs : « Au canon, monsieur, dit-il à l'officier, au canon! » Et les rameurs luttent vigoureusement contre les flots. Debout sur la proue, le regard fixé vers *la*

Canonnière, l'Empereur avait un pied posé sur le bord du canot, de sorte que les vagues venaient se briser contre son genou et inonder ses compagnons. « Avançons-nous? demandait-il souvent. — A peine, Sire, répondait l'officier. — Vos rameurs manquent de courage et de force. — On ne peut exiger d'eux plus qu'ils ne font : la mer est si mauvaise ! — La mer, la mer.... elle se révolte ; mais on peut la vaincre ! » A ces mots, comme si l'Océan eût voulu réprimer chez l'Empereur cette pensée d'orgueil, une lame lui fait perdre le chemin qu'il vient de conquérir avec tant de peine. Il frappe du pied ; les rameurs recommencent ; on regagne de l'espace, et le rayonnement soudain de la lune laisse apercevoir quelques embarcations. « Ils se trompent, s'écrie Napoléon : *la Canonnière* est à gauche ; les maladroits se jetteront dans la croisière anglaise. Avertissez-les : quelqu'un ! Allez dire.... » Puis, se retournant, il ne voit autour de lui ni serviteurs ni officiers prompts à porter ses ordres. Sa pensée peut franchir l'immensité, mais sa volonté reste captive. Il s'en prend à la tabatière qu'il tient à la main ; dans un mouvement brusque d'impatience ou de dépit, il la jette contre une vague qui l'inonde. Le temps devenait plus gros que jamais, et le danger croissait pour l'Empereur. — « Sire, dit l'officier de marine, la mer est horrible ; bientôt nous ne serons plus maîtres de nous diriger. — Il faut donc laisser périr ces malheureux ! — Sire, notre perte à nous ne les sauvera pas. » — « L'Empereur ne répondit rien, écrit le duc de Feltre, et je fis signe à l'officier de regagner le rivage. Aussitôt Napoléon s'assit sur la proue et demeura plongé dans de profondes réflexions. Enfin nous touchâmes terre ; nous descendîmes. En s'élançant, l'Empereur me pressa le bras et me dit : « La terre,

entendez-vous, la terre, elle ne manque pas au pied du soldat; elle ne se gonfle ni ne s'entr'ouvre; elle est docile, elle a toujours un champ de bataille prêt pour la victoire. Oh! la terre, la terre!... » Et, en disant ces mots, il la frappait du pied avec enthousiasme. La nuit s'était passée : on vint nous apprendre que *la Canonnière* avait été ramenée par les premières embarcations. L'Empereur entra dans sa tente, je l'y suivis; il se mit à écrire, me donna sa lettre : elle était pour Joséphine. Je partis le lendemain. L'Impératrice lut la lettre devant moi, et me dit aussitôt : « Vous avez passé une terrible nuit! — L'Empereur vous la dépeint peut-être, repris-je. Un orage dessiné de sa main doit faire tableau. » Et j'étais curieux de connaître ce qu'il avait écrit sous l'influence qui le dominait. « Il fait de la poésie, répliqua Joséphine; voyez. » Je lus ce qui suit :

« MADAME ET CHÈRE FEMME,

» Le vent ayant beaucoup fraîchi cette nuit, une de nos canonnières, qui était en rade, a chassé et s'est engagée sur des rochers à une lieue de Boulogne. J'ai cru tout perdu, corps et biens; mais nous sommes parvenus à nous sauver. Ce spectacle était grand : des coups de canon d'alarme, le rivage couvert de feux, la mer en furie et mugissante; toute la nuit dans l'anxiété de sauver ou de voir périr ces malheureux; l'âme était entre l'éternité, l'Océan et la nuit. A cinq heures du matin, tout s'est éclairci, tout a été sauvé; et je me suis couché avec la sensation d'un rêve romanesque ou épique, situation qui eût pu me faire penser que j'étais tout seul, si la fatigue de mon corps trempé m'avait laissé d'autre besoin que dormir. » L'Empereur ajoutait : « Depuis que je suis loin de vous, j'ai toujours été à

cheval et en mouvement sans que cela prît nullement sur ma santé. M. Maret m'a instruit du projet où vous étiez de partir lundi ; en voyageant à petites journées, vous aurez le temps d'arriver sans vous fatiguer.... »

Ceci se rapporte au séjour d'environ trois semaines que l'Impératrice fit alors à Plombières. Dans le même moment Hortense avait rejoint Louis Bonaparte aux bains de Saint-Amand. Ils y attendaient chaque jour la nouvelle du débarquement de notre armée sur les côtes d'Angleterre. L'Empereur ne quitta Boulogne que le 4 septembre, laissant Decrès chargé d'une inspection générale qui devait durer jusqu'au 17. « Vous passerez en revue, écrivait Napoléon, tous les équipages dans leur formation de bataillons de terre ; vous les ferez armer de fusils ; vous ferez venir chez vous tous les officiers de la marine pour leur faire sentir l'importance de défendre la flottille et le territoire ; enfin vous signerez l'état d'organisation des quatorze équipages [1]. » Pour seconder les généraux de terre et du génie, Napoléon s'en rapportait au zèle du contre-amiral Lacrosse, auteur d'excellentes *Observations sur l'emploi de la flottille dans la saison des calmes;* puis il ordonnait au vice-amiral Rosily d'aller prendre des mains de Villeneuve le commandement de la flotte, d'opérer une pointe vers Naples pour y débarquer ses troupes, et de venir se ravitailler à Toulon. Cinq croisières importantes, composées chacune de cinq ou six vaisseaux, devaient, pendant quatorze à quinze mois, tenir en éveil les flottes britanniques. Jérôme Bonaparte fut désigné pour commander un vaisseau de la croisière de Sainte-Hélène.

Plus la flottille avait préoccupé les esprits, excité le rire incrédule des uns et l'appréhension des autres,

[1] Lettre datée de Boulogne, le 4 septembre.

plus la non-réussite attachait un caractère de tentative aventureuse aux combinaisons profondes de l'Empereur, plus il devait tenir à les justifier. Le mémoire suivant, dont l'original existe dans les archives du ministère de la guerre, est une pièce trop curieuse pour ne pas la produire :

« I. *Quel a été mon but dans la création de la flottille de Boulogne?*

» Art. 1er. Je voulais réunir quarante ou cinquante vaisseaux de guerre dans le port de la Martinique par des opérations combinées de Toulon, de Cadix, du Ferrol et de Brest; les faire revenir tout d'un coup sur Boulogne; me trouver pendant quinze jours maître de la mer; avoir cent cinquante mille hommes et dix mille chevaux campés sur cette côte, trois ou quatre mille bâtiments de flottille, et aussitôt le signal de l'arrivée de mon escadre débarquer en Angleterre, m'emparer de Londres et de la Tamise. Ce projet a manqué de réussir. Si l'amiral Villeneuve, au lieu d'entrer au Ferrol, se fût contenté de rallier l'escadre espagnole et eût fait voile sur Brest pour s'y réunir avec l'amiral Ganteaume, mon armée débarquait, et c'en était fait de l'Angleterre.

» Art. 2. Pour faire réussir ce projet, il fallait réunir cent cinquante mille hommes à Boulogne, y avoir quatre mille bâtiments de flottille, un immense matériel, embarquer tout cela, et pourtant empêcher l'ennemi de se douter de mon projet : cela paraissait impossible. Si j'y ai réussi, c'est en faisant l'inverse de ce qu'il semblait qu'il fallait faire. Si cinquante vaisseaux de ligne devaient venir protéger le passage de l'armée en Angleterre, il n'y avait besoin d'avoir à Boulogne que des bâtiments de transport, et ce luxe de prames, de chaloupes ca-

nonnières, de bateaux plats, de péniches, tous bâtiments armés, était parfaitement inutile. Si j'eusse ainsi réuni quatre mille bâtiments de transport, nul doute que l'ennemi n'eût vu que j'attendais la présence de mon escadre pour tenter le passage. Mais en construisant des prames et des bateaux canonniers, en armant tous ces bâtiments, c'étaient des canons opposés à des canons, des bâtiments de guerre opposés à des bâtiments de guerre, et l'ennemi a été dupe. Il a cru que je me proposais de passer de vive force par la seule force militaire de la flottille. L'idée de mon véritable projet ne lui est point venue; et lorsque, les mouvements de mes escadres ayant manqué, il s'est aperçu du danger qu'il avait couru, l'effroi a été dans les conseils de Londres, et tous les gens sensés ont avoué que jamais l'Angleterre n'avait été si près de sa perte.

» II. *Que convient-il de faire de la flottille de Boulogne?*

» Art. 3. Le projet a été démasqué : l'ennemi voit que le plan était d'arriver sous la protection de mes escadres. Les travaux faits à Boulogne et aux ports de Vimereux et d'Ambleteuse, qui lui sont parfaitement connus, lui ont prouvé d'ailleurs que la flottille ne peut appareiller dans une seule marée, et qu'elle ne saurait passer un coup de vent dans la rade de Boulogne. Dès lors l'Angleterre n'a plus la crainte que la flottille veuille passer par ses propres forces, puisque les combinaisons de l'amiral Villeneuve ont prouvé que j'attendais son arrivée pour passer, et que la connaissance de la côte lui a montré l'impossibilité de faire sortir la flottille dans une seule marée; aussi, depuis ce temps, les mêmes hommes qui avaient déclaré qu'on ne pouvait empêcher la flottille de débarquer, disent maintenant que rien ne

peut empêcher l'arrivée de cent ou cent cinquante bâtiments, ce qui fait une expédition de quinze ou seize mille hommes, mais qu'il n'est pas probable qu'une expédition plus considérable puisse trouver des chances de réussir.

» Art. 4. Dans cette situation de choses, la rade de Boulogne n'étant point propre à instruire mes matelots, et la flottille ne pouvant plus donner à l'Angleterre l'inquiétude de lui voir faire le passage de vive force, il faut reprendre le projet qui a été manqué : avoir sur les hauteurs de Boulogne une armée de soixante à quatre-vingt mille hommes, avoir cinq cents bâtiments pouvant porter quarante à cinquante mille hommes et plusieurs milliers de chevaux, n'avoir qu'une partie des matelots nécessaires pour l'armement de ces bâtiments, et au moment où mes escadres commenceraient leurs mouvements, faire une levée de pêcheurs et de matelots sur les côtes, rétablir la ligne d'embossage, embarquer l'artillerie et le matériel, faire enfin toutes les démonstrations nécessaires pour faire voir qu'on n'attend que la présence d'une escadre pour passer.

» III. *Avantages de ce plan.*

» Art. 5. Les avantages de ce plan sont immenses. D'abord j'aurai toujours le prétexte d'avoir quatre-vingt ou cent mille hommes campés dans une position saine, facile à approvisionner, et d'où ils peuvent se porter promptement en Allemagne. Une aussi grande quantité de troupes qui sera vue de la côte d'Angleterre, avec un nombre de bâtiments qui permettra d'opérer la descente, si je suis quelques jours maître de la mer, aura une double influence en Angleterre : 1° elle l'obligera à tenir des troupes pour se garder et se précautionner

contre la descente, qui est devenue possible; 2° elle l'obligera à tenir en réserve, dans les dunes ou dans la Tamise, une portion de ses escadres pour ce cas inattendu.

» ART. 6. Si ma flotte de l'Escaut, de Toulon ou de Brest débarquait trente mille hommes en Irlande, quelle crainte n'aurait pas l'Angleterre qu'après les avoir débarqués elle ne continuât son mouvement, se réunît sur un point donné avec mes autres escadres, et revînt sur Boulogne pour jeter une expédition sur les côtes d'Angleterre! Si mes escadres portaient la guerre aux grandes Indes ou aux Indes occidentales, les Anglais auraient également la crainte que, s'ils se dégarnissaient de leurs flottes, elles ne revinssent sur Boulogne, et que, se trouvant à leur arrivée maîtresses de la mer comme nous l'avons été après le combat d'Ouessant, elles ne couvrissent le passage d'une expédition dont tous les préparatifs étaient aperçus d'Angleterre.

» IV. *Que coûteront ces avantages?*

» ART. 7. Les principaux frais de cette grande diversion consistent dans l'entretien de l'armée de terre dans ses camps; mais on a déjà dit les avantages attachés à cette présence des troupes sur ce point, sous le point de vue continental, et dans l'obligation de garder une grande quantité de troupes pour le maintien de ma considération; il est indifférent de les entretenir à Boulogne ou ailleurs. Les cinq cents bâtiments, nous les avons; il suffira d'avoir des équipages pour un quart de ces bâtiments, et l'entretien de ces équipages sera donc tout ce qu'il en coûtera à la France pour avoir ce moyen d'inquiéter et d'attaquer son ennemi.

» ART. 8. Supposons une armée de quarante vaisseaux

de ligne arrivant devant Boulogne, et y trouvant une armée de cent mille hommes avec dix mille chevaux, que pourra-t-elle faire ? Combien de temps ne lui faudra-t-il pas pour transporter en Angleterre les hommes, les chevaux et le matériel ? Il lui faudra plus de dix voyages. Supposons à présent quarante vaisseaux de ligne arrivant devant Boulogne, et y trouvant cinq cents bâtiments, prames, péniches, chaloupes canonnières, armés ou sans canons, tous les objets d'artillerie, les hommes et les chevaux embarqués, prenant à son bord une partie des hommes que la flottille ne peut porter ; voilà, dans peu de jours, toute l'expédition débarquée en Angleterre. Cela obligera donc l'Angleterre à avoir une armée de terre et à tenir en réserve une armée de mer. De tous les moyens qu'on peut proposer pour nuire à l'ennemi dans cette lutte, on n'en peut imaginer un moins dispendieux pour la France et plus désastreux pour l'Angleterre.

» Art. 9. Ayant fait ainsi connaître au ministre de la marine le rôle que je veux faire jouer à la flottille de Boulogne, je désire qu'il me propose les modifications nécessaires pour qu'elle atteigne mon but en me coûtant le moins possible.

» Sur ce.... » Napoléon. »



CHAPITRE QUATRE-VINGT-DOUZIÈME.

OUVERTURE DE LA CAMPAGNE D'AUTRICHE.

Déclaration de Napoléon à Cobentzel. — Proclamation de l'empereur François II; alliance des cabinets coalisés; disposition générale des esprits et de nos forces militaires en France, en Allemagne et en Italie. — Invasion de la Bavière par l'Autriche. — Conduite noble et ferme de l'électeur. — Articles du *Moniteur* écrits par Napoléon; ultimatum respectif échangé par Talleyrand et Cobentzel. — Marche générale de nos troupes. — Discours de Napoléon au sénat en lui annonçant la guerre. — Sénatus-consultes pour l'organisation des forces militaires en France. — Arrivée de Napoléon sur le Rhin et passage de ce fleuve. — Murat, véritable *magister equitum*. — Proclamation de Napoléon. — Mouvements des troupes françaises; passage du Lech; le dragon Marente. — Combat de Wertingen; traits de bravoure. — Infatigable activité de Napoléon; il fait son entrée à Augsbourg, et Mack court s'enfermer dans Ulm.

C'est l'ennemi! il arrive! il arrive!

BYRON, *Childe-Harold*, III, § XXV.

Écoutez!!!
La fanfare du camp, qui dans les airs expire,
Chante l'hymne : *Veillons au salut de l'Empire!*

MÉRY et BARTHÉLEMY, *Napoléon en Égypte*.

Les puissances étrangères avaient espéré que, se battant pour la gloire d'un homme, et non plus pour un principe, le soldat français serait moins ardent et moins audacieux; et que Napoléon, sorti du théâtre ordinaire de ses triomphes, ne réussirait pas dans les plaines riveraines du Rhin comme dans les vallées d'Italie. Elles se trompaient. Napoléon et les soldats sous ses ordres vont prouver à l'Europe consternée que, sous un chef digne de les conduire, les armées françaises sont invincibles.

Arrivé au château de Saint-Cloud, Napoléon fait venir l'ambassadeur d'Autriche, comte de Cobentzel, et lui demande une explication précise sur les armements de l'Autriche, sur ses projets hostiles. Cobentzel allègue

certaines mesures de précaution motivées par l'attitude belliqueuse de l'Empire, puis il se jette dans des protestations et des lieux communs auxquels l'Empereur coupe court en disant : « Vous menacez l'électeur de Bavière, mon allié fidèle ; la violation de son territoire sera considérée par moi comme une déclaration de guerre. » Cobentzel s'incline et sort. Quelques jours après, on apprenait que l'empereur François II, par une proclamation datée du 3 septembre, annonçait officiellement vouloir recommencer la guerre. Le jour même où la reine de Naples avait signé avec la France un traité de neutralité, elle adhérait à la coalition et promettait d'opérer une diversion sur la Toscane, le Piémont et la Ligurie. L'archiduc Charles, auquel on donnait le jeune archiduc Jean pour adjoint, le baron de Zach pour quartier maître général, et le général Auffenberg pour lieutenant, allait opérer sur l'Adige et dans le Tyrol ; Mack, désavantageusement connu par une campagne ridicule sur le territoire napolitain, commandait, sous l'archiduc Ferdinand, l'armée du Danube, où devait se rendre l'empereur en personne. Le roi de Suède, un corps russe sous Tolstoy, et le duc de Cambridge à la tête d'une armée mi-partie anglaise, allemande et hanovrienne, s'avançaient contre le Hanovre et la Hollande ; quelques régiments russes sortis de Corfou devaient occuper Venise, tandis que la flotte anglaise menacerait tout le littoral italien. La Prusse, demeurée neutre, prenait à notre égard une attitude menaçante, malgré son immobilité.

L'archiduc Charles avait cent mille hommes ; mais la ligne qu'il occupait était immense, et les Italiens, ne témoignant aucune sympathie en faveur du cabinet de Vienne, le laissaient livré à ses propres ressources.

D'ailleurs, ils aimaient Eugène Beauharnais ; ils lui savaient gré de froisser le moins possible les préjugés et les habitudes indigènes; ils se consolaient près de lui des leçons un peu rudes que leur donnait Napoléon, quand ce monarque faisait tomber de son trône des reproches comme ceux qui se trouvent formulés dans la lettre suivante, écrite du camp de Boulogne, le 11 août 1805 :

« Monsieur le président Taverna, je reçois la lettre du 1er août, que vous m'écrivez au nom du Corps législatif. Les assurances de son attachement me sont d'autant plus agréables, que sa conduite pendant la session m'a démontré qu'il ne marchait pas dans la même direction que moi, et qu'il avait d'autres projets et un autre but que ceux que je me proposais. Il est dans mes principes de me servir des lumières de tous les corps intermédiaires, soit conseil des consulteurs, soit conseil législatif, soit Corps législatif, soit même des différents colléges, toutes les fois qu'ils auront la même direction que moi. Mais toutes les fois qu'ils ne porteront dans leurs délibérations qu'un esprit de faction et de turbulence, ou des projets contraires à ceux que je puis avoir médités pour le bonheur et la prospérité de mes peuples, leurs efforts seront impuissants, la honte leur en restera tout entière, et malgré eux je remplirai tous les desseins, je terminerai toutes les opérations que j'aurai jugées nécessaires à la marche de mon gouvernement et à l'exécution du grand projet que j'ai conçu de reconstituer et d'illustrer le royaume d'Italie. Ces principes, monsieur le président, je les transmettrai à mes descendants, et ils apprendront de moi qu'un prince ne doit jamais souffrir que l'esprit de cabale et de faction triomphe de son autorité; qu'un misérable esprit de légèreté et d'op-

position déconsidère cette autorité première, fondement de l'ordre social, exécutrice du Code civil et véritable source de tous les biens des peuples. Lorsque les corps intermédiaires seront animés d'un bon esprit, suivront le même but que moi, je serai empressé de prêter l'oreille à leurs observations et de suivre leurs avis, soit dans la modification, soit dans la direction de ces vues. En finissant, monsieur, je ne veux vous laisser aucun doute sur la vérité de mes sentiments pour le grand nombre des membres du Corps législatif, dont je connais le mérite et le foncier attachement pour ma personne. Réunis en assemblée, ils n'ont point senti la légèreté qu'ils ont portée dans leurs opérations ; mais j'espère qu'appréciant mieux l'ordre et le bonheur de la société, ils sentiront l'avantage de rester rangés constamment autour du trône, de ne marquer dans l'opinion que par leurs propres témoignages de fidélité et d'obéissance, et de ne point ébranler l'attachement des sujets par une opposition ouverte et inconsidérée. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. »

Le 7 du mois de septembre, l'avant-garde d'une armée de quatre-vingt mille Autrichiens traverse, à Burghausen, la Salza, passe l'Inn, et d'une part se dirige sur Landshut, d'autre part sur Munich, pour occuper ensuite les rives du Lech, que défendent deux forteresses redoutables, Landsberg et Friedberg. Préalablement, l'Empereur avait écrit au prince électeur Maximilien-Joseph une lettre affectueuse pour le prier d'entrer dans la coalition ; mais l'électeur s'y était noblement refusé, alléguant des motifs de gratitude et la présence de son fils près du monarque français. Ces scrupules ne furent point admis ; le prince de Schwartzenberg, envoyé par l'empereur d'Autriche vers la cour électorale, exigea

que l'armée bavaroise, sous peine de désarmement, fût incorporée à l'armée impériale, et n'accorda pour délai qu'un seul jour. L'électeur demeura digne de son rang, de son peuple et de son alliance avec Napoléon; il répondit à François II : « Je conserve l'espoir que Votre Majesté Impériale épargnera à des provinces malheureuses l'horreur d'une guerre dont elles n'ont déjà que trop souffert, au moment où les plaies des anciennes hostilités saignent encore. Je dois à mes infortunés sujets, je me dois à moi-même de ne pas prodiguer leur sang pour des discussions qui leur sont étrangères et contre un gouvernement qui ne leur a fait aucune injure : c'était le motif originaire de la neutralité absolue et complète que j'avais réclamée auprès de Votre Majesté Impériale. Tout me porte à adhérer inviolablement à ce parti. » Le comte de Nogarolla, chargé de la lettre de Son Altesse Électorale, n'était point encore arrivé au camp des Autrichiens, qu'on apprenait dans Munich le passage de l'Inn. La confusion, l'indignation, la terreur furent des plus grandes. Le 9 septembre, la cour se retira en Franconie, et le général de Wrède, qui commandait l'armée bavaroise, ne pouvant résister aux forces impériales, se retira derrière le Lech. Deux jours après, Munich, occupé par l'avant-garde autrichienne, devenait le théâtre d'excès nombreux, qui ne firent qu'irriter davantage les Bavarois; et quand l'empereur François s'y présenta, il dut, au morne silence qu'on faisait autour de lui, comprendre à quel point la nation était blessée dans le sentiment de son indépendance. Un conseil de guerre, présidé par l'empereur François, eut lieu à Memmingen : il y fut arrêté qu'après s'être reposés un jour sur l'Iller, les Autrichiens iraient occuper les débouchés de la forêt Noire; puis l'empereur regagna sa capitale.

Instruit du mouvement d'hostilités qui avait lieu, Napoléon, de sa propre main, réfute, dans le *Moniteur,* les motifs spécieux d'agression que l'Autriche fait valoir, et, par l'organe de Talleyrand, déclare à Cobentzel qu'aucune négociation n'aura lieu, qu'aucune proposition ne sera entendue avant l'évacuation complète de la Bavière. « L'intention de l'empereur mon maître est de s'y maintenir et même d'étendre son armée jusqu'au Lech, répond Cobentzel. Vous nous devez cette compensation pour tout le territoire occupé en Italie. Si la France veut éviter la guerre, qu'elle accède aux propositions précédemment faites; dans le cas contraire, deux cent mille Russes, réunis à deux cent cinquante mille Autrichiens, vous montreront de quel côté le droit légitime existe. »

Cette note, jointe au manifeste impérial, devenait une déclaration de guerre. Napoléon ne l'avait point attendue pour diriger cent mille hommes à marches forcées sur le Rhin. Pendant que ses vieilles cohortes du camp de Boulogne sillonnaient la France en chantant, heureuses d'humilier encore une puissance tant de fois vaincue par elles, Bernadotte, à la tête de notre armée du Hanovre, Marmont, avec les corps campés à Zeist (Hollande), opéraient un mouvement de concentration vers les provinces électorales. La marche de Marmont était facile : il arriva promptement sur le Mayn. Celle de Bernadotte, au contraire, offrait beaucoup d'entraves; car il fallait occuper Hameln et Nieuburg, forteresses du Hanovre qui assuraient nos derrières, éviter une nouvelle lutte en Allemagne, et traverser néanmoins l'électorat de Hesse-Cassel, afin de gagner Fulde et la grande route de Wurzbourg. L'habileté diplomatique de Bignon, les procédés de Bernadotte et l'intimidation produite par la

présence de nos troupes levèrent tous les obstacles : l'électeur de Hesse consentit au passage des Français dans ses États ; et notre armée, qui, le 16 septembre, bivouaquait entre le Weser et Cassel, traversa le lendemain cette dernière ville en vue des troupes électorales massées sur la rive gauche du Weser. On craignait un conflit, qui n'eut point lieu, tant la discipline était sévère, tant les mesures avaient été sagement prises par Léopold Berthier, chef d'état-major du maréchal Bernadotte. Arrivées le 21 septembre dans le pays de Darmstadt, les trois divisions Rivaud, Drouet et Kellermann, formant le corps de Bernadotte, gagnèrent Wurzbourg, et s'y réunirent au corps de Marmont. Le 26 septembre, cette grande manœuvre était presque opérée. D'autre part, les diverses colonnes de l'armée des côtes, divisées en quatre corps d'infanterie, sous les ordres de Davoust, Soult, Ney, Lannes, avec un corps de cavalerie, que commandait Murat, occupaient, à la même date, une ligne stratégique dont Spire formait le centre, Strasbourg et Mayence chaque extrémité. Ainsi, quand, le 23 septembre, Napoléon venait exposer au sénat ses justes griefs contre l'Autriche, et lui parler d'une guerre imminente, personne ne supposait que, pris à l'improviste, lui seul, et à l'heure même, pouvait impunément tirer l'épée. Il dit aux sénateurs :

« Dans les circonstances présentes de l'Europe, j'éprouve le besoin de me trouver au milieu de vous et de vous faire connaître mes sentiments. Je vais quitter ma capitale pour me mettre à la tête de l'armée, porter un prompt secours à mes alliés, et défendre les intérêts les plus chers de mes peuples. Les vœux des éternels ennemis du continent sont accomplis ; la guerre a commencé au milieu de l'Allemagne ; l'Autriche et la Russie

se sont réunies à l'Angleterre, et notre génération est entraînée de nouveau dans toutes les calamités de la guerre. Il y a peu de jours, j'espérais encore que la paix ne serait point troublée; les menaces et les outrages m'avaient trouvé impassible; mais l'armée autrichienne a passé l'Inn, Munich est envahie, l'électeur de Bavière est chassé de sa capitale; toutes mes espérances se sont évanouies. C'est dans cet instant que s'est dévoilée la méchanceté des ennemis du continent. Ils craignaient encore la manifestation de mon profond amour pour la paix; ils craignaient que l'Autriche, à l'aspect du gouffre qu'ils avaient creusé sous ses pas, ne revînt à des sentiments de justice et de modération; ils l'ont précipitée dans la guerre. Je gémis du sang qu'il va en coûter encore à l'Europe, mais le nom français en obtiendra un nouveau lustre. Sénateurs! quand, à votre vœu, à la voix du peuple français tout entier, j'ai placé sur ma tête la couronne impériale, j'ai reçu de vous, de tous les citoyens, l'engagement de la maintenir pure et sans tache. Mon peuple m'a donné, dans toutes les circonstances, des preuves de sa confiance et de son amour; il volera sous les drapeaux de son empereur et de son armée, qui dans peu de jours auront dépassé les frontières. Magistrats, soldats, citoyens, tous veulent maintenir la patrie hors de l'influence de l'Angleterre, qui, si elle prévalait, ne nous accorderait qu'une paix environnée d'ignominie et de honte, et dont les principales conditions seraient la perte de nos flottes, le comblement de nos ports et l'anéantissement de notre industrie. Toutes les promesses que j'ai faites au peuple français, je les ai tenues; le peuple français, à son tour, n'a pris aucun engagement avec moi qu'il n'ait surpassé. Dans cette circonstance si importante pour sa gloire et

pour la mienne, il continuera à mériter le nom de *grand peuple*, dont je le saluai au milieu des champs de bataille. Français, votre empereur fera son devoir, mes soldats feront le leur, vous ferez le vôtre. »

Le discours de l'Empereur produisit l'impression la plus vive; Talleyrand fit ensuite l'exposé de notre conduite vis-à-vis de l'Autriche et de la Russie; mais il demeura très-circonspect relativement à cette dernière puissance, que Napoléon voulait ménager, n'ayant contre elle aucun grief sérieux. Les communications franches du ministre furent accueillies avec faveur, et quand Regnault de Saint-Jean-d'Angély vint proposer une levée de quatre-vingt mille hommes sur la conscription de 1806, quand le comte de Ségur proposa d'organiser la garde nationale de l'Empire, il n'y eut qu'une voix pour adopter ces deux mesures de salut public. Bientôt, par de nouveaux sénatus-consultes, on mit en activité les conscrits des années 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, et l'on autorisa tous les militaires congédiés ou retraités à reprendre, pendant cette campagne, la place que leur assignait le grade qu'ils possédaient. Jeunes gens, hommes mûrs, conscrits, vétérans, tout le monde accourut; l'enthousiasme était général, et dans moins de trois mois une armée de trois cent mille hommes n'attendit que l'occasion de signaler sa valeur. Voulant compléter le système défensif de l'Empire, Napoléon organisa les gardes nationales des départements de la Somme, du Pas-de-Calais, du Nord, de la Lys, de la Roër, de Rhin-et-Moselle, du Mont-Tonnerre, du Haut et du Bas-Rhin, du Doubs, du Jura et du Léman; il en fit des cohortes sédentaires préposées à la garde des villes, et les mit sous quatre commandants généraux, les sénateurs Aboville, Lefebvre, Kellermann et Rampon. C'est

de la même époque (17 septembre) que date la création des vélites, qui, au nombre de huit cents hommes à cheval, formant huit compagnies, devaient être présentés chacun par le préfet de leur département, et justifier d'un revenu de 300 francs au moins. Bertrand, Murat, Savary, dépêchés en Bavière sous des noms supposés, étudiaient l'état des routes, les positions militaires, les ressources du pays entre le Rhin et le Danube, et devaient à la fin de septembre regagner le quartier général.

Le 24 septembre, Napoléon avait quitté Saint-Cloud; le 27, il arrivait à Strasbourg, accompagné d'Alexandre Berthier, son chef d'état-major général, et consacrait les derniers jours du mois aux dispositions qu'exige une entrée en campagne. Le 25, notre cavalerie, sous les ordres des généraux Nansouty, d'Hautpoul, Klein, Beaumont et Walther, lieutenants du prince Murat, qui était pour ainsi dire un véritable *magister equitum*, passait le Rhin devant Kehl, et demeurait campée aux débouchés de la forêt Noire, faisant de grandes patrouilles, afin d'attirer l'attention du général Mack. Cette cavalerie, entremêlée de batteries d'artillerie qui en triplaient la puissance, comprenait vingt-deux mille cavaliers, dont six mille cuirassiers, neuf à dix mille dragons à cheval, six mille dragons à pied et mille artilleurs.

Le corps du maréchal Lannes, composé de la division des grenadiers d'Oudinot et de la division Suchet, traversait le Rhin à Kehl dans la matinée du 25, s'arrêtait autour de Rastadt, et s'avançait le lendemain vers Ludwigsburg. Le 26, Ney faisait passer sur un pont, vis-à-vis de Durlach, quatre divisions commandées par les généraux Dupont, Loison, Malher, Baraguay-d'Hilliers, et se portait dans la direction de

Stuttgard; Soult, ayant effectué son passage à Spire, marchait sur Heilbron avec les divisions Vandamme, Saint-Hilaire et Legrand; Davoust, suivi des divisions Friant, Gudin et Boursier, franchissait le fleuve à Manheim pour se porter, par Heidelberg et Necker-Eltz, sur le Necker; le 28, les troupes bavaroises, aux ordres des généraux de Wrède et Deroi, remontant le Rednitz par Forchheim et Nuremberg, venaient joindre Bernadotte, qui rétrogradait sur Weissembourg, afin d'opérer plus facilement sa jonction avec elles. Cette jonction ayant eu lieu le 1[er] octobre, Napoléon fit mettre aussitôt la proclamation suivante à l'ordre de l'armée :

« Soldats!

» La guerre de la troisième coalition est commencée; l'armée autrichienne a passé l'Inn, violé les traités, attaqué et chassé de sa capitale notre allié.... Vous-mêmes, vous avez dû accourir à marches forcées à la défense de nos frontières, mais déjà vous avez passé le Rhin.... Nous ne nous arrêterons plus que nous n'ayons assuré l'indépendance du corps germanique, secouru nos alliés, et confondu l'orgueil de nos injustes agresseurs. Nous ne ferons plus de paix sans garantie, notre générosité ne trompera plus notre politique.

» Soldats! votre empereur est au milieu de vous; vous n'êtes que l'avant-garde du grand peuple; s'il est nécessaire, il se lèvera tout entier à ma voix pour confondre et dissoudre cette nouvelle ligue qu'ont tissue la haine et l'or de l'Angleterre. Mais, soldats, nous aurons des marches forcées à faire, des fatigues, des privations de toute espèce à endurer. Quelques obstacles qu'on nous oppose, nous les vaincrons, et nous ne prendrons pas

de repos que nous n'ayons planté nos aigles sur le territoire de nos ennemis. »

Dans une autre proclamation *à l'armée bavaroise*, Napoléon disait :

« SOLDATS BAVAROIS !

» Je viens me mettre à la tête de mon armée pour délivrer votre patrie de la plus injuste agression. La maison d'Autriche veut détruire votre indépendance et vous incorporer à ses vastes États. Vous serez fidèles à la mémoire de vos ancêtres, qui, quelquefois opprimés, ne furent jamais abattus, et conservèrent toujours cette indépendance, cette existence politiques qui sont les premiers biens des nations, comme la fidélité à la maison palatine est le premier de vos devoirs. En bon allié de votre souverain, j'ai été touché des marques d'amour que vous lui avez données dans cette circonstance importante. Je connais votre bravoure ; je me flatte qu'après la première bataille je pourrai dire à votre prince et à mon peuple que vous êtes dignes de combattre dans les rangs de la *grande armée*. »

Ce nom de *grande armée*, qui sera justifié par les œuvres plus encore que par le nombre, apparaît pour la première fois sur le glorieux vocabulaire qu'imagina l'Empereur, et qui reste inhérent à son histoire. L'Autriche lui opposait trente-deux régiments d'infanterie et quinze régiments de cavalerie, composés d'hommes aguerris, marchant sous des généraux capables, Giulay, Kienmayer, Klenau ; c'étaient des adversaires dignes de la grande armée, mais il leur manquait un chef : l'idée seule que le prince Charles ne dirigerait pas l'ensemble des mouvements les décourageait avant de combattre.

Ne pouvant saisir l'ensemble des vastes combinaisons

de son adversaire, ni deviner le point où celui-ci se proposait de l'attaquer, Mack concentra ses troupes sur le territoire d'Ulm, de Stockach et de Memmingen, renforça le corps d'armée qu'il laissait à la rive gauche du Danube sous les ordres de Kienmayer, et, traversant le fleuve, fit revenir plusieurs régiments des bords de l'Iller et des gorges de la forêt Noire, afin de nous présenter un front de bataille considérable; mais il fut lent, indécis dans ses manœuvres; au lieu de s'étendre de manière à pouvoir communiquer avec l'armée du Tyrol et avec l'armée russe arrivant sur le Danube, il laissa Napoléon le gagner de vitesse, éviter les montagnes Noires, ainsi que la ligne des rivières parallèles qui se jettent dans ce fleuve, et opérer un mouvement circulaire de conversion dont la droite était le pivot, afin de faire face au Danube après avoir traversé une grande partie de la Souabe et de la Franconie. Ainsi pris à revers et tourné, l'ennemi, dès le commencement de la campagne, se trouvait dans la position la plus critique. Le 6 octobre, Bernadotte tenait Weissemburg; Davoust, OEttingen et les rives de la Wernitz; Soult, le pont de Munster et Donawerth; Ney, Kossingen; Lannes, Neresheim; Murat bordait le Danube avec sa cavalerie.

Ce fut dans cette même journée du 6 qu'une division du corps d'armée de Soult, commandée par Vandamme, arrivant à Donawerth vers huit heures du soir, eut l'honneur d'un premier engagement avec l'ennemi, qui occupait la ville et défendait l'extrémité du pont. Après un combat meurtrier où le régiment de Colloredo fut culbuté, les trois divisions du maréchal Soult marchèrent sur Augsbourg. Le lendemain, Murat, suivi d'une division de dragons, traversait le pont de Munster, enlevait Rain sans coup férir, et faisait charger au pont du Lech

un régiment de cuirassiers autrichiens, action dans laquelle le colonel Wathier se conduisit avec vaillance; mais la gloire de la journée, les applaudissements des troupes et de l'Empereur furent pour un simple cavalier nommé Marente. Son capitaine, qui le matin même l'avait cassé du grade de brigadier à cause d'une faute légère contre la discipline, tombe dans la rivière en combattant, et disparaît. Aussitôt Marente s'y précipite et le ramène sain et sauf. Mis à l'ordre du jour de l'armée, et appelé près de l'Empereur, qui lui adresse des éloges sur sa belle conduite, Marente répond : « Sire, je n'ai fait que mon devoir; mon capitaine m'a puni justement, mais en perdant mes galons je ne pouvais cesser d'être bon soldat.—Eh bien, lui répliqua Napoléon, je te rends d'autres galons : je te fais maréchal des logis et chevalier de la Légion d'honneur. »

Ayant laissé quelques postes d'observation sur le Lech, Murat, suivi des dragons de Walther, de Klein et de Beaumont, des carabiniers et des cuirassiers de Nansouty, court se placer entre Augsbourg et Ulm pendant que les autres corps achèvent de cerner Mack. Le 8, il approchait de Burgau; il s'étendait depuis le Lech jusqu'à l'Iller, éclairant le corps de Lannes, dont les grenadiers d'Oudinot formaient l'avant-garde. Arrivé en face de Wertingen, sur la rive gauche de la Zuzâm, douze bataillons de grenadiers autrichiens et quatre escadrons de cuirassiers, venant du Tyrol pour renforcer l'armée de Mack, lui ferment le passage. On échange quelques coups de fusil, afin de s'observer et de se reconnaître; le chef d'escadron Excelmans, aide de camp de Murat, accouru au bruit du feu, fait mettre pied à terre à deux cents dragons de bonne volonté, pénètre avec eux dans le bourg, en chasse les Autrichiens, puis, avec des ren-

forts, dépasse le bourg, et charge plusieurs postes avancés qu'il culbute, attendant, pour aller plus loin, que Murat fût arrivé. Une manœuvre habile de Nansouty cerna les douze bataillons placés en carré sur un plateau, puis l'attaque devint vive et la résistance digne de l'attaque. Plusieurs fois Murat renouvela ses charges audacieuses. Secondé par une brigade des grenadiers d'Oudinot, il finit par enfoncer le carré, qui prit la fuite après deux heures de lutte. Excelmans, les colonels Maupetit, Arrighi, Beaumont s'étaient particulièrement signalés.

Cet éclatant prélude remplit d'aise Napoléon, et remua l'imagination belliqueuse du soldat. Cependant Lannes et Murat s'adressaient des reproches. « Si tu n'avais pas donné comme un fou, disait Lannes, je tournais les vieux flambards d'Autriche, et nous les prenions tous comme dans un filet. — Si tes grenadiers n'étaient pas de f..... traînards, répliquait Murat, je n'aurais pas laissé fuir un seul Keiserlique. » Au fait, peut-être avaient-ils tous deux raison; mais les Autrichiens n'en laissaient pas moins entre nos mains quatre mille hommes et leur artillerie. Au quartier général de Zusmershausen, lorsque, passant en revue la cavalerie de Murat et les deux divisions Oudinot et Suchet, Napoléon vit arriver le brave Excelmans chargé des drapeaux conquis la veille dans la plaine de Wertingen, il lui dit : « Je sais qu'on ne peut être plus brave que vous; je vous fais officier de la Légion d'honneur. » Un autre chef d'escadron, Wuillemey, fut placé dans la garde pour un trait d'intrépidité remarquable : le soir du combat de Wertingen, il commandait la grand'garde; au bruit d'une détonation de pistolet, il monte à cheval, se porte, suivi d'un seul dragon, vers le point d'où

vient le coup, et rencontre un détachement ennemi qui cherche un passage. Wuillemey fond sur l'officier porteur du drapeau, le lui arrache des mains, et criant d'une voix forte : *Escadrons, en avant!* il le menace de faire sabrer sa troupe s'il ne lui ordonne de mettre bas les armes; l'officier, bouleversé, obéit, et dans l'intervalle arrive la grand'garde française, qui ramène au camp une centaine de prisonniers. Napoléon accueillit Wuillemey comme il méritait de l'être. Quelques autres officiers eurent également des récompenses; mais Napoléon n'en était point prodigue : un dragon de chaque régiment et quelques grenadiers reçurent aussi l'étoile des braves. Ce même jour, Soult culbutait à Aichach les débris du corps qu'on venait de battre à Wertingen, et faisait son entrée dans la ville d'Augsbourg. Le lendemain, 10, Davoust, Marmont, Bessières, avec la garde impériale, prenaient position entre cette ville et Aichach, tandis que Bernadotte, couvrant le territoire d'Eischstadt et d'Ingolstadt, allait tourner Munich.

Napoléon donnait l'exemple de la plus infatigable activité. A cheval jour et nuit, se trouvant partout, ne ménageant ni ses peines ni sa vie, il était tel qu'on l'avait vu en Italie. Le 9, il fit, par un temps affreux, par des chemins abominables, quatorze lieues d'Allemagne, et, tandis que l'évêque d'Augsbourg disposait son palais pour le recevoir, il descendait sous un toit de chaume, dans un petit village, entouré d'une faible escorte de chasseurs.

Justement alarmé du progrès de nos troupes, Mack avait assemblé un corps d'armée considérable à Guntzbourg, et fait converger une partie de ses forces sur le Danube, aux environs d'Ulm, pour nous fermer la Bavière; mais ni le nombre ni l'avantage de positions for-

tifiées d'avance ne pouvaient arrêter un homme tel que Ney. Secondé par les généraux Dupont, Malher, Gazan, Loison, il culbuta les Autrichiens, qui, attaqués en même temps à Grumberg, Langenau et Guntzburg, perdirent deux mille cinq cents hommes, tant tués que prisonniers. Une manœuvre rapide de Murat sur Burgau coupait en grande partie les communications de l'ennemi : l'archiduc Ferdinand, après de vaines tentatives pour défendre Guntzburg, avait dû rentrer dans Ulm, où le suivit bientôt le général Mack, ramenant de Burgau le quartier général. Ainsi, après dix jours de campagne, quand Mack, imitant Wurmser, se condamnait à l'impuissance d'agir, Napoléon, assuré de vaincre, venait occuper Augsbourg.



CHAPITRE QUATRE-VINGT-TREIZIÈME.

CAPITULATION D'ULM.

Rivalité d'amour-propre entre Ney et Murat. — Évacuation de Munich par les Autrichiens. — Napoléon au passage du Lech. — Situation périlleuse du général Dupont et combat d'Albeck. — Affaire d'Elchingen. — Fatigue de Napoléon. — Marche brillante de Murat; fuite du corps de Werneck et de l'archiduc Ferdinand. — Le prince de Lichtenstein au quartier général de Napoléon. — La place d'Ulm capitule. — Trente mille hommes mettent bas les armes. — Sentiments de Napoléon relatifs à la guerre d'Autriche et résultats de cette campagne. — Proclamation de l'empereur des Français à son armée; récompenses qu'il lui décerne. — Lettre de Napoléon au sénat en lui faisant hommage des drapeaux conquis. — Son entrée à Augsbourg et à Munich. — Prise de Braunau; Napoléon y transporte son quartier général; il y apprend le désastre de Trafalgar.

Tout m'annonce la plus heureuse campagne, la plus courte et la plus brillante qui ait été faite.

Lettre de Napoléon à Joséphine (Augsbourg, 12 octobre 1805).

L'Empereur avait momentanément laissé les corps de Lannes et de Ney sous les ordres de Murat, qui réunissait ainsi cinquante mille combattants; une telle marque d'estime déplut à ces lieutenants passés maîtres, et le hasard fit qu'une faute du beau-frère de Napoléon justifia leur susceptibilité. Tandis que Lannes et Murat investissaient Ulm par la rive droite du Danube, Ney, à cheval des deux côtés du fleuve, avait deux divisions sur la rive droite et une seule division sur la rive gauche. Guidé par un heureux instinct de la guerre et par les avis du colonel Jomini, officier d'état-major du plus haut mérite, Ney entrevoyait le danger de laisser ainsi les forces disposées inégalement. « Pourquoi, disait-il

à Murat, les Autrichiens ne saisiraient-ils pas l'occasion de fuir vers la rive gauche, en foulant sous leurs pieds nos parcs et nos équipages, qui certes ne leur opposeraient pas grande résistance? » S'appuyant du texte mal interprété des dernières lettres de l'Empereur, qui prescrivait une concentration des troupes le long de l'Iller, afin d'être prêt à livrer une grande bataille, Murat croyait, au contraire, ne pas devoir laisser la division Dupont sur la rive gauche, cette division ne pouvant dès lors prendre part à l'action générale. « D'une semblable divergence d'avis résulta, dit M. Thiers, une vive altercation entre Ney et Murat. Ney était blessé d'obéir à un chef qu'il croyait au-dessous de lui par les talents, s'il était au-dessus de lui par la parenté impériale. Murat, plein d'orgueil de son nouveau rang, fier surtout d'être plus particulièrement initié à la pensée de Napoléon, fit sentir au maréchal Ney sa supériorité officielle, et finit par lui donner des ordres absolus. Sans des amis communs, ces lieutenants de l'Empereur auraient décidé leur querelle d'une manière peu conforme à leur haute position. Il résulta de cette altercation l'envoi d'ordres contradictoires à la division Dupont et une situation périlleuse pour elle. Mais heureusement, tandis qu'on disputait sur le poste qu'il convenait de lui faire occuper, elle sortait, par un combat à jamais mémorable, du péril dans lequel l'avait jetée une erreur de Murat [1]. »

Dans la journée du 11, Soult, marchant sur Landsberg, rencontre les cuirassiers de l'archiduc Ferdinand qui se rendent précipitamment à Ulm, avec six pièces de canon. Culbutés par le 26e régiment de chasseurs à cheval, ils perdent cent vingt des leurs, deux pièces de

[1] *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. VI.

canon, et n'ont d'autre ressource que de gagner la forêt voisine pour se retirer vers le Tyrol. Sébastiani, à la tête d'une brigade de dragons, tâchait en même temps d'atteindre un parc de vingt pièces d'artillerie sorti de la ville de Landsberg, et le 12, les trois divisions du maréchal investissaient Memmingen, que protégeaient des fortifications de campagne. Vingt-quatre heures après, la garnison, composée de neuf bataillons d'infanterie, capitulait, et Soult marchait sur Biberach. D'un autre côté, Bernadotte, ayant laissé six mille hommes à Ingolstadt, s'approchait de Munich. Le 12, Kienmayer, presque cerné dans cette ville, apprenant d'ailleurs la retraite des Autrichiens vers l'Inn, évacuait la capitale électorale et allait prendre position derrière l'Iser, à l'embranchement des routes de Braunau et de Wasserburg. Bernadotte fit huit cents prisonniers dans Munich; et la cavalerie bavaroise, suivie de la cavalerie de Kellermann, traversa la ville aux acclamations enthousiastes des habitants. Quelques heures après, de Wrède et Kellermann ayant joint Kienmayer, lui faisaient perdre cinq cents hommes et trois pièces de canon. De Wrède prit position à Rienn, sur le chemin de Wasserburg; Kellermann plus en arrière, de manière à couvrir la route de Braunau, tandis que les autres divisions de Bernadotte occupaient Munich, et tenaient non-seulement l'Iser, mais encore les routes d'Inspruck et de Kuffstein. Davoust, dont l'avant-garde était arrivée à Moisach, campait aux environs de Dachau. Lannes, posté à Weissenhorn, ayant sa gauche appuyée contre l'Iller, touchait par sa droite le corps de Ney. La garde impériale, partie d'Augsbourg le 11, arrivait le 12 à Burgau, et Marmont gagnait précipitamment les hauteurs d'Illersheim.

Chemin faisant, Napoléon, au pont du Lech, rencontre ce dernier corps d'armée, ordonne qu'on forme cercle autour de lui et harangue les troupes, leur parlant de la situation critique des Autrichiens, de l'imminence d'une grande bataille, de la confiance qu'il a dans la vâleur et le dévouement du soldat. Il faisait un temps affreux : la neige tombait à gros flocons. Les troupes, déjà fatiguées d'une longue route, stationnaient au milieu d'une boue glacée : elles n'en écoutèrent pas moins Napoléon avec le plus profond silence; et quand il eut cessé de parler, les cris de *Vive l'Empereur!* retentirent dans tous les rangs. Le 10, il écrivait à Joséphine : « Depuis une semaine, je cours. Des succès assez notables ont commencé la campagne. Je me porte fort bien, quoiqu'il pleuve tous les jours. Les événements se suivent avec rapidité. » Le surlendemain, il lui disait encore : « L'ennemi est battu; il a perdu la tête.... Le temps est affreux; je change d'habit deux fois par jour, tant il pleut. Je pars dans une heure pour Burgau, sur l'Iller (onze heures du soir). »

Nous n'avions devant Ulm que six mille hommes sous les ordres du général Dupont, qui, tenant la position d'Albeck, sur la rive gauche du Danube, étaient chargés de contenir vingt-cinq mille Autrichiens jusqu'à ce que les autres corps de notre armée eussent achevé leurs mouvements. Attaqué dans la journée du 11, Dupont se défendit avec autant de sang-froid que de courage, et fit quinze cents prisonniers. Chacun remplit dignement son devoir; on cita particulièrement Barrois, colonel du 96e de ligne.

Arrivé le 13 au quartier général du maréchal Ney, Napoléon, pour resserrer l'ennemi plus encore qu'il ne l'est, donne ordre d'occuper le lendemain la position

d'Elchingen, dont Murat aurait dû s'emparer. Le 14, dès le matin, Ney, en grand uniforme, couvert de ses insignes, vient à l'audience de l'Empereur, et saisissant rudement le bras de Murat, il lui dit avec fierté : « Venez, prince, venez faire avec moi vos plans en face de l'ennemi. » C'était une allusion à des paroles inconvenantes que le futur roi de Naples avait prononcées. Napoléon les gronda doucement tous deux, en substituant des cajoleries aux reproches d'inconvenance qu'il était en droit de leur adresser.

Quinze mille hommes défendent le pont d'Elchingen : nos braves régiments, à la tête desquels brillent Auguste Colbert, Domont et quelques autres officiers devenus généraux, se déploient sous le feu avec un ordre admirable ; puis ils s'élancent à trois reprises sur le pont, et parviennent à repousser l'ennemi jusqu'au pied des murailles d'Ulm. Un général major, avec trois mille prisonniers et plusieurs pièces d'artillerie, devinrent les trophées de cette victoire, qui valut au maréchal Ney le titre de duc d'Elchingen. Lannes n'obtenait pas un succès moins décisif au-dessus du village de Pfuhl et à la tête du pont de la ville d'Ulm, tandis que Murat balayait au loin la plaine. D'un autre côté, Marmont fermait l'embouchure de l'Iller ; Soult occupait Biberach ; il ne restait plus au feld-maréchal Mack d'autre ressource que de se défendre dans Ulm, dont l'attaque pouvait être immédiate. Le soldat la demandait ; mais Napoléon, plus sage, aimait mieux obtenir d'une capitulation ce qu'il eût acheté chèrement à force ouverte.

L'Empereur, légèrement indisposé, habitait alors l'abbaye d'Elchingen. A portée de tout voir par lui-même et de diriger les opérations du blocus, il apprend que le général Werneck, après son attaque

contre la division Dupont, s'ouvre un chemin vers la Bohême, et que plusieurs escadrons sortis d'Ulm gagnent cette direction en suivant des sentiers détournés : aussitôt Murat reçoit l'ordre de réunir à deux divisions de cavalerie les chasseurs de la garde impériale, les grenadiers d'Oudinot et le 9e régiment d'infanterie légère, et d'inquiéter l'ennemi dans ce mouvement de retraite. Parti le lendemain, à la pointe du jour, Murat rencontre au village de Languenau une partie du corps de Werneck, qu'il culbute, et le 17, à Neresheim, une autre partie du même corps. L'archiduc Ferdinand, sorti d'Ulm l'avant-veille avec quatre escadrons de cavalerie, allait se mettre à table, lorsque, prévenu de l'arrivée de Murat, il remonte à cheval et s'enfuit. Le 18, aux environs de Nordlingen, le régiment de Stuart, enveloppé, met bas les armes; et Werneck lui-même, hors d'état de se soustraire plus longtemps à l'activité prodigieuse de Murat, capitule avec onze mille hommes. Trois généraux, qui s'étaient rendus, ayant transgressé leur parole et couru vers l'archiduc avec presque toute la cavalerie, Murat remonte aussitôt à cheval, les poursuit l'épée dans les reins, s'empare du grand parc, composé de cinq cents voitures, fait main-basse sur toute l'artillerie, ressaisit le trésor de l'armée française qu'on avait laissé prendre, et arrive le 19 au soir à Gunzenhausen, limite du margraviat d'Anspach. Le 20, ayant dépassé Nuremburg, l'archiduc, avec ses escadrons épuisés, fit halte, bien moins dans l'intention de combattre que de prendre quelque repos : on se chargea d'une manière vive, et il resta à peine à l'archiduc deux mille chevaux pour regagner la Bohême. Dans cette expédition, qui dura quatre jours, Murat parcourut quarante lieues d'étendue, enleva cent vingt

pièces de canon, onze drapeaux, le trésor de l'armée autrichienne, une immense quantité d'équipages, et fit prisonniers sept généraux, deux cents officiers, douze mille hommes. Ainsi, Murat et Ney, rivaux de bravoure, répondirent par des actes glorieux à leur mutuelle provocation. Ce ne sera pas la dernière fois que nous serons témoins d'une semblable lutte.

Lorsque l'armée occupait les hauteurs qui dominent Ulm, Napoléon appela le prince de Lichtenstein, général-major, enfermé dans cette place, pour lui faire connaître qu'il désirait qu'elle capitulât; disant que s'il la prenait d'assaut il serait obligé de la traiter comme Jaffa, où la garnison fut passée au fil de l'épée; que c'était le triste droit de la guerre; qu'il voulait qu'on lui épargnât, et à la brave nation autrichienne, la nécessité d'un acte aussi effrayant; que la place n'était pas tenable; qu'elle devait donc se rendre. Le prince insistait pour qu'officiers et soldats eussent la faculté de retourner en Autriche. « Je l'accorde aux officiers, non aux soldats, répond l'Empereur; car qui me garantira qu'on ne les fera point servir de nouveau? » Puis, après un moment d'hésitation, il ajoute : « Eh bien! je me fie à la parole du prince Ferdinand. S'il est dans la place, je veux lui donner une preuve de mon estime; et je vous accorde ce que vous me demandez, espérant que la cour de Vienne ne démentira pas la parole d'un de ses princes. » M. Lichtenstein assura que le prince Ferdinand n'était point dans la place. « Alors, dit l'Empereur, je ne vois pas qui peut me garantir que les soldats ne serviront pas [1]. » Napoléon, en conséquence, donna pour tout délai deux jours au feld-maréchal Mack, qui,

[1] Sixième bulletin de la grande armée.

le 17 octobre, arrêta, de concert avec Berthier, la capitulation suivante :

« Art. Ier. La place d'Ulm sera remise à l'armée française avec tous ses magasins et son artillerie.

» II. La garnison sortira de la place avec tous les honneurs de la guerre, et, après avoir défilé, elle déposera ses armes. MM. les officiers seront renvoyés sur parole en Autriche; les soldats et sous-officiers seront conduits en France, où ils resteront jusqu'à parfait échange.

» III. Tous les effets appartenant aux officiers et soldats leur seront laissés, et les caisses des régiments aussi.

» IV. Les malades et les blessés autrichiens seront soignés comme les malades et les blessés français.

» V. Si, jusqu'au 25 octobre, à minuit, inclusivement, des troupes autrichiennes ou russes débloquaient la ville, de quelque côté ou porte que ce soit, la garnison sortira librement, avec ses armes, son artillerie et sa cavalerie, pour joindre les troupes qui l'auront débloquée.

» VI. Une des portes de la ville d'Ulm (la porte de Stuttgard) sera remise à sept heures du matin à l'armée française, ainsi qu'un quartier suffisant pour pouvoir contenir une brigade.

» VII. L'armée française pourra faire usage du grand pont sur le Danube et communiquer librement d'une rive à l'autre. (Comme ce pont est en partie brûlé, on fera l'impossible pour le refaire.)

» VIII. Le service sera réglé de part et d'autre de manière qu'il ne se commette aucun désordre, et que tout soit dans la meilleure harmonie entre les deux armées.

» IX. Tous les chevaux de cavalerie, d'artillerie, de

charrois, appartenant à S. M. l'empereur d'Autriche et roi de Hongrie, seront remis à l'armée française.

» X. Les articles I, II, III, IV et IX n'auront leur exécution que lorsque le voudra M. le général commandant les troupes autrichiennes, pourvu que cela ne puisse dépasser le 3 brumaire an XIV (25 octobre 1805) avant midi.

» Et si, à cette époque, une armée assez forte se présentait pour faire lever le blocus, la garnison, conformément à l'article V, serait libre de faire ce qu'elle voudrait. »

Le 19, Napoléon écrivait d'Elchingen à Joséphine : « J'ai été, ma bonne Joséphine, plus fatigué qu'il ne fallait; une semaine entière et toutes les journées l'eau sur le corps et les pieds froids m'ont fait un peu de mal; mais la journée d'aujourd'hui, où je ne suis pas sorti, m'a reposé. J'ai rempli mon dessein : j'ai détruit l'armée autrichienne.... Je vais me porter sur les Russes : ils sont perdus.... »

Vers deux heures après midi, Mack s'étant rendu au quartier général de l'Empereur, obtint de lui une audience à la suite de laquelle il signa, conjointement avec Berthier, une addition à la capitulation, dans laquelle le major général de l'armée française donnait sa parole d'honneur que le corps d'armée autrichien laissé en Bavière se trouvait actuellement au delà de l'Inn; que le maréchal Bernadotte, avec les troupes sous ses ordres, occupait le territoire compris entre l'Inn et Munich; que le maréchal Lannes était à Aalen; que le prince Murat avait fait capituler, dans Trochtelfingen, le corps du général Werneck; que le maréchal Soult, posté entre Ulm et Bregentz, observait la route du Tyrol; qu'en conséquence la garnison d'Ulm ne devait espérer

aucun secours. Ajoutant foi aux déclarations énoncées ci-dessus, Mack promettait d'évacuer la ville d'Ulm le lendemain, à condition que le corps du maréchal Ney, composé de douze régiments d'infanterie et de quatre régiments de cavalerie, ne quitterait le territoire d'Ulm, dans un rayon de dix lieues, qu'après le 25 octobre à minuit, terme de la capitulation. En conséquence, le 20 octobre, depuis deux heures jusqu'à sept heures du soir, les troupes qui se trouvaient renfermées dans Trochtelfingen et Ulm, au nombre de trente mille hommes, défilèrent devant l'armée française rangée en bataille sur les hauteurs de la ville, et livrèrent aux vainqueurs quarante drapeaux et soixante pièces de canon. Entouré d'un brillant état-major, ayant sa garde massée derrière lui, Napoléon fit appeler le feld-maréchal Mack, ainsi que les huit feld-maréchaux lieutenants et les huit généraux-majors qui servaient sous ses ordres; il leur témoigna les plus grands égards, les retint à ses côtés tant que dura le défilé, et leur parla de l'Autriche, de l'Angleterre, de la Russie, des ressources de la coalition, en homme qui se tenait au courant de tous les ressorts politiques de l'Europe. « L'empereur votre maître, ajouta-t-il, me fait une guerre injuste : je vous le dis avec franchise, je ne sais pourquoi je me bats; je ne sais ce qu'on veut de moi.... Vous venez de voir une partie de mon armée; je ferais bien du chemin avec elle; et cependant il s'en faut qu'elle constitue mes seules ressources. D'avance, j'en appelle à vos soldats prisonniers qui vont traverser la France : ils verront quel esprit anime mon peuple, avec quel empressement il vient se ranger sous mes drapeaux. Voilà l'avantage de ma nation et de la position que j'occupe : un mot sort de ma bouche, et soudain deux cent mille volon-

taires accourent; en six semaines j'en fais de bons soldats. Vos recrues, au contraire, ne marchent que par force, sont inaptes au métier des armes. Il faut des années pour les habituer au feu.... Je donne un conseil à mon frère l'empereur d'Allemagne : qu'il se hâte de faire la paix. C'est le moment de se rappeler que tous les empires ont un terme. L'idée que la fin de la dynastie de la maison de Lorraine serait arrivée doit l'effrayer.... Je ne veux rien sur le continent; ce sont des vaisseaux, des colonies, du commerce que je veux; et cela vous est avantageux comme à nous.... — L'empereur d'Allemagne, répondit Mack, pense comme vous, sire; et jamais, sans la Russie, il ne vous eût déclaré la guerre. — Comment! le cabinet de Vienne en est réduit à prendre son mot d'ordre du cabinet de Saint-Pétersbourg? Vous n'êtes donc plus une puissance? »

Depuis l'ouverture de la campagne, soixante mille prisonniers étaient tombés entre nos mains, et parmi eux se trouvaient vingt-neuf généraux et deux mille officiers supérieurs. Jamais armée victorieuse ni armée vaincue n'avaient perdu moins de monde : on portait à quinze cents seulement le chiffre de nos blessés et de nos morts, circonstance exceptionnelle due aux manœuvres ingénieuses de Napoléon. Aussi les soldats disaient-ils : « Notre Petit-Caporal a trouvé une nouvelle manière de faire campagne; il se sert de nos jambes plus que de nos baïonnettes. » Cette réflexion fit sourire l'Empereur. « Mes braves ont bien raison, répliqua-t-il; c'est pour épargner leur sang que je leur cause des fatigues si grandes; les cinq sixièmes de l'armée n'ont pas tiré un coup de fusil. » Au reste, Napoléon prêchait d'exemple; en le voyant sans cesse au milieu des siens, le premier levé, le dernier couché, trempé de sueur et de pluie,

couvert de boue, personne n'eût osé se plaindre. Un colonel autrichien lui en exprimait un jour son étonnement : « Votre maître, répondit l'Empereur, a voulu me rappeler que j'étais un soldat. Il conviendra, j'espère, que le trône et la pourpre impériale ne m'ont pas fait oublier mon premier métier. »

Avant de quitter Ulm, Napoléon voulant témoigner sa haute satisfaction et soutenir l'élan qui animait l'armée, lui adressa la proclamation suivante :

« Soldats de la grande armée !

» En quinze jours nous avons fait une campagne ; ce que nous nous proposions de faire est rempli ; nous avons chassé de la Bavière les troupes de la maison d'Autriche, et rétabli notre allié dans la souveraineté de ses États. Cette armée, qui, avec autant d'ostentation que d'imprudence, était venue se placer sur nos frontières, est anéantie. Mais qu'importe à l'Angleterre ! son but est rempli : nous ne sommes plus à Boulogne, et son subside ne sera ni plus ni moins grand. De cent mille hommes qui composaient cette armée, soixante mille sont prisonniers. Ils iront remplacer nos conscrits dans les travaux de la campagne. Deux cents pièces de canon, tout le parc, quatre-vingt-dix drapeaux, tous leurs généraux sont en notre pouvoir : il ne s'est pas échappé de cette armée quinze mille hommes. Soldats ! je vous avais annoncé une grande bataille ; mais, grâce aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les mêmes succès sans courir aucune chance ; et, ce qui est sans exemple dans l'histoire des nations, un si grand résultat ne nous affaiblit pas de plus de quinze cents hommes hors de combat. Soldats ! ce succès est dû à votre confiance sans bornes dans votre empereur,

à votre patience à supporter les fatigues et les privations de toute espèce, à votre rare intrépidité. Mais nous ne nous arrêterons pas là; vous êtes impatients de commencer une seconde campagne. Cette armée russe, que l'or de l'Angleterre a transportée des extrémités de l'univers, nous allons lui faire éprouver le même sort. A ce combat est attaché plus spécialement l'honneur de l'infanterie française; c'est là que va se décider, pour la seconde fois, cette question qui l'a déjà été une fois en Suisse et en Hollande, si l'infanterie française est la première ou la seconde de l'Europe. Il n'y a pas là de généraux contre lesquels je puisse avoir de la gloire à acquérir; tout mon soin sera d'obtenir la victoire avec le moins possible d'effusion de sang. Mes soldats sont mes enfants. »

A la manière des empereurs romains, pour récompenser les troupes de leur abnégation personnelle, de leur constance et de leur courage, Napoléon leur ouvrit un crédit sur l'avenir, et signa, du quartier général d'Elchingen, deux décrets ainsi conçus :

Premier décret. « Considérant que la grande armée a obtenu, par son courage et son dévouement, des résultats qui ne devaient être espérés qu'après une campagne, et voulant lui donner une preuve de notre satisfaction, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

» Le mois de vendémiaire de l'an XIV (septembre et octobre 1805) sera compté comme une campagne à tous les individus composant la grande armée. Ce mois sera compté comme tel pour l'évaluation des pensions et pour les services militaires.... »

Deuxième décret. « Il sera pris possession de tous les États de la maison d'Autriche en Souabe; les contributions de guerre qui y seront levées, ainsi que les con-

tributions ordinaires, seront toutes au profit de la grande armée. Tous les magasins qui seraient pris à l'ennemi, autres que les magasins d'artillerie et de subsistances, seront également à son profit; chacun, dans ces contributions, aura une part proportionnée à ses appointements.... »

Le 21 octobre, lendemain de son entrée dans Ulm, Napoléon se rendit à Augsbourg, où le suivit un bataillon de sa garde : les quatre-vingts premiers grenadiers portaient chacun un drapeau pris sur l'ennemi, et les habitants nous témoignaient une sympathie d'autant plus grande, qu'en gagnant des trophées nous avions défendu leur propre cause. Napoléon séjourna quarante-huit heures dans Augsbourg, occupé de la concentration des divers corps de son armée, qu'il voulait diriger immédiatement sur l'Inn, à la rencontre des Russes. Ce fut d'Augsbourg que partit la grande députation chargée de présenter au sénat les drapeaux autrichiens. Voici quelques passages de la lettre impériale dont cet envoi était accompagné : « C'est un hommage que moi et mon armée faisons aux sages de l'Empire; c'est un présent que les enfants font à leurs pères. Sénateurs, voyez-y une preuve de ma satisfaction pour la manière dont vous m'avez constamment secondé dans les affaires les plus importantes de l'Empire. Et vous, Français, faites marcher vos frères; faites qu'ils accourent combattre à nos côtés, afin que, sans effusion de sang, sans efforts, nous puissions repousser loin de nous toutes les armées que forme l'or de l'Angleterre, et confondre les auxiliaires des oppresseurs des mers. Sénateurs, il n'y a pas un mois que je vous ai dit que votre empereur et son armée feraient leur devoir; il me tarde de pouvoir dire que mon peuple a fait le sien. Depuis mon entrée

en campagne, j'ai dispersé une armée de cent mille hommes, j'en ai fait plus de la moitié prisonnière.... Ces succès éclatants, je les dois à l'amour de mes soldats, à leur constance à supporter la fatigue.... »

Le sénat, les grands corps de l'Empire, les maires de Paris accueillirent la nouvelle de ces triomphes comme elle méritait de l'être. A l'imitation du sénat, qui chargea Colaud, Garnier-Laboissière, Monge et Sainte-Suzanne d'aller complimenter Napoléon à son quartier général, d'autres députations partirent dans le même but, et la France entière, profondément émue, sembla les accompagner de ses vœux. Il n'y avait qu'un cri d'admiration dans ce vaste empire.

L'électeur de Bade et celui de Wurtemberg, irrités contre l'Autriche, avaient joint leurs troupes aux nôtres; quatre mille Badois gagnaient Augsbourg; depuis le 22, une division wurtembergeoise occupait Aislingen, et, à mesure que les Autrichiens évacuaient la Bavière, les sujets fidèles du prince Maximilien-Joseph prenaient les armes pour défendre leur nationalité. Munich étant devenu le point central de nos opérations ultérieures, Napoléon, *harassé* d'abord, mais bien *reposé des deux dernières nuits*[1], se rendit le 24 dans cette ville, où il arriva vers neuf heures du soir. La réception qu'on lui fit fut triomphale; toutes les maisons étaient illuminées, garnies de drapeaux et d'emblèmes ingénieux. Sa Majesté descendit au palais, encore vide de ses maîtres, qui se trouvaient momentanément à Augsbourg; il reçut avec affabilité le corps d'état-major bavarois, les magistrats, les administrateurs, le clergé, puis, après avoir donné les ordres nécessaires pour assurer la tranquillité publique et l'arrivée des subsistances, qu'il fallait tirer

[1] Lettre à Joséphine, en date du 23 octobre.

des villes, les campagnes étant ruinées par les Autrichiens, il porta son quartier général à Haag, et de Haag à Muhldorf, sur la rive gauche de l'Inn, *pour attaquer l'Autriche au sein de ses États héréditaires.* « J'aurais bien désiré te voir, disait Napoléon dans une lettre à Joséphine, datée de Munich, le 23 octobre; mais ne compte pas que je t'appelle, à moins qu'il n'y ait un armistice ou des quartiers d'hiver. »

Le 28, Davoust arrivait là, en même temps que Murat, suivi des dragons de Walther et de Beaumont, des cuirassiers d'Hautpoul, et d'un équipage de ponts; Soult étendait ses colonnes entre Hohenlinden et Haag; Ney campait sous Landsberg; Marmont, à Vilsbiburg et Binabiburg; Lannes descendait l'Iser par Landshut, tandis que Bernadotte, faisant réparer tous les ponts détruits par l'ennemi entre l'Inn et le Danube, prenait la direction de Salzbourg, qu'il occupa le 30. Le même jour, Lannes et Murat s'emparaient de Braunau, ville importante, fermée d'une enceinte bastionnée avec fossés remplis d'eau, défendue par quarante-cinq pièces de canon, par des mortiers et des obusiers approvisionnés pour quarante mille coups. On y trouva aussi cent mille rations prêtes à être distribuées, de la farine, du vin en abondance, et toutes les ressources possibles. Aucun événement ne pouvait nous être plus favorable; car ayant traversé un pays fangeux, dont toutes les routes, rompues par le passage de l'artillerie autrichienne, présentaient à chaque pas des fondrières, nous nous trouvions dans l'obligation de réparer notre matériel. Les troupes, d'ailleurs, les chevaux surtout, pour se refaire d'une longue marche, par une pluie presque continuelle, avaient besoin d'un repos de vingt-quatre heures. Salzbourg et Braunau pourvurent abondamment à leurs besoins.

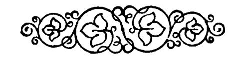
Le dimanche 27 octobre, Napoléon écrivait de Munich à Joséphine : « J'ai reçu par Lemarrois ta lettre. J'ai vu avec peine que tu t'étais trop inquiétée. L'on m'a donné des détails qui m'ont prouvé toute la tendresse que tu me portes ; mais il faut plus de force et de confiance. J'avais d'ailleurs prévenu que je serais six jours sans t'écrire. J'attends demain l'électeur. A midi, je pars pour confirmer mon mouvement sur l'Inn. Il ne faut pas que tu penses à passer le Rhin avant quinze ou vingt jours. Il faut être gaie, t'amuser, et espérer qu'avant la fin du mois nous nous verrons. Je m'avance contre l'armée russe. Dans quelques jours j'aurai passé l'Inn. Adieu, ma bonne amie ; mille choses aimables à Hortense, à Eugène et aux deux Napoléon. J'ai donné hier aux dames de cette cour un concert. Le maître de chapelle est un homme de mérite. J'ai chassé à une faisanderie de l'électeur : tu vois que je ne suis pas si fatigué. M. de Talleyrand est arrivé. » L'Empereur avait mandé ce ministre, ainsi que Maret, pour leur confier le travail de délimitation qui allait résulter de ses victoires, victoires qu'il savait préparer longtemps d'avance moyennant des combinaisons à sa seule portée, et qu'il rendait certaines. Se trouvant partout au moment essentiel, tournant l'ennemi, coupant ses lignes, le forçant de modifier, de changer ses plans, l'initiative des opérations stratégiques lui restait. Louis Bonaparte, comte de Saint-Leu, fait observer judicieusement, à propos de cette campagne, que Napoléon ayant presque toujours basé ses calculs d'après le génie et la prévoyance qui lui étaient propres, dépassait d'autant la portée d'esprit de ses adversaires, et obtenait, par cela même, de plus grands avantages et des résultats beaucoup plus considérables que ceux qu'il avait prévus, tandis que les

autres trouvaient toujours plus d'obstacles qu'ils ne s'étaient imaginé en avoir à combattre. De là les prodiges de Marengo, d'Ulm, d'Austerlitz [1]....

Dans la soirée du 30, Napoléon établissait son quartier général à Braunau. Il y reçut la nouvelle du désastre essuyé le 21 à Trafalgar, et n'en pressa que davantage la marche des troupes sur l'Ens pour frapper un grand coup qui étonnât l'Europe.

Le désastre de Trafalgar fit perdre à la France vingt-trois vaisseaux, dont les moindres étaient de 74 canons : les uns furent coulés bas, les autres pris ou perdus à la côte après la bataille. Il devenait désormais impossible de tenter rien de sérieux sur mer.

[1] *Documents historiques sur la Hollande*, t. I[er], p. 8-9.



CHAPITRE QUATRE-VINGT-QUATORZIÈME.

AUSTRO-RUSSES. — NAPOLÉON A VIENNE.

Consternation produite par la prise d'Ulm. — Kutusow sur les bords de l'Ens. — Combats de Ried et de Lambach ; prise de Lintz. — Napoléon au quartier général de Haag. — Il se préoccupe bien moins de son armée du Danube que de ses escadres. — Traité conclu à Berlin entre l'empereur de Russie et le roi de Prusse. — Murat traverse l'Ens et culbute l'avant-garde de Kutusow. — Succès de Davoust et de Ney. — Napoléon au quartier général de Molk. — Danger couru par Mortier; combat glorieux de Diernstein. — Marche imprudente de Murat; reproches que lui adresse Napoléon. — Situation morale de la ville de Vienne. — Napoléon y fait son entrée le 13 octobre et se remet le 16 à la tête des troupes. — Mouvements de Soult, Davoust, Marmont, Bernadotte, Baraguay-d'Hilliers, Lannes et Murat. — Amnistie signée par ce dernier avec Bagration ; mécontentement de l'Empereur. — Victoire d'Hollabrünn due aux corps réunis de Murat, de Lannes et de Soult. — Napoléon à Znaïm et à Brünn ; mouvements de nos armées ; jonction de Kutusow avec Buxhoëwden. — Alexandre et François II à Olmütz. — Opérations brillantes de Masséna sur l'Adige.

Et ce qui me frappa, dans ma sainte terreur,
Quand au front du cortége apparut l'Empereur,
Ce fut de voir parmi ses fanfares de gloire,
Dans le bruit qu'il faisait, cet homme souverain,
Passer, muet et grave, ainsi qu'un dieu d'airain !

Victor Hugo, *Feuilles d'automne*, xxx.

La destruction si rapide de l'armée autrichienne sur le Danube avait produit une consternation profonde dans les États héréditaires. Par ordre de l'empereur d'Allemagne, le maréchal Mack s'était constitué prisonnier à Brünn; les généraux Spangen et Werneck, accusés d'être en grande partie la cause du désastre d'Ulm, passaient devant une commission militaire; et François II, pour rallier les débris de ses troupes, se portait vers Braunau; mais en arrivant à Wels, effrayé des progrès de l'armée française, il reprit la route de Vienne, et gagna Presbourg avec l'intention de rejoindre à Olmütz,

en Moravie, sa famille fugitive. Le comte Giulay, dans l'intervalle, devait se rendre au quartier général de Napoléon, et lui proposer un armistice.

Kutusow, militaire instruit, brave, mais présomptueux, venait d'arriver en poste sur les bords de l'Inn, accompagné de la première des trois armées promises par l'empereur Alexandre à la coalition. Il fut bien étonné d'apprendre l'anéantissement presque complet des forces auxquelles il devait joindre les siennes, et se regardant dès lors comme le sauveur de la maison d'Autriche, il affecta des airs de hauteur et des prétentions que ne justifia point assez son mérite personnel. Ces prétentions, toutefois, ne l'aveuglaient pas au point de lui faire aventurer une campagne sans s'être assuré des moyens de la conduire avec honneur. Après avoir étudié la défensive de l'Inn, ne la jugeant pas suffisante, il ordonna au général Kienmayer, qui ramenait des bords de l'Iser les débris de l'armée autrichienne, d'éviter toute rencontre, et de se porter sur l'Ens. Ce mouvement, bien combiné, permettait à Kutusow de concentrer ses troupes, de les faire reposer, et d'attendre l'arrivée du second corps d'armée russe, qu'amenait le général Buxhoëwden.

Continuant de poursuivre l'ennemi l'épée dans les reins, Murat, le 30 octobre, après un brillant combat sur les hauteurs de Ried contre une arrière-garde autrichienne de six mille hommes, faisait cinq cents prisonniers. Le colonel Montbrun et le général Beaumont s'étaient particulièrement distingués. Joint à Haag par une division du corps de Davoust, Murat, le 31, continuait de presser l'ennemi : l'ayant atteint sur la Traun, en avant de Lambach, il voit apparaître pour la première fois une colonne russe, qu'il attaque et culbute. Cinq

cents prisonniers, une centaine de morts, dont deux colonels, et plusieurs pièces d'artillerie russe furent les trophées de cette journée, où se signalèrent le colonel Conroux et le général Bisson, qui fut blessé dangereusement deux jours après.

Pendant que Davoust faisait construire un pont de bateaux sur la Traun, l'avant-garde de Murat, sous les ordres de Milhaud, remontait la rive gauche de cette rivière, gagnait le Danube et s'emparait de Lintz après un combat très-vif. Soult arrivait à Welz; Marmont se mettait en marche sur Lambach; Lannes suivait le même chemin; Ney traversait Diessen, Vecdenfels, Garmishgau, et enlevait le poste fortifié de Luetasch; Napoléon reportait son quartier général à Haag, où il arriva le 3 novembre. Ce même jour, à dix heures du soir, il écrivait à Joséphine : « Je suis en grande marche; le temps est très-froid; la terre couverte d'un pied de neige. Cela est un peu rude. Il ne manque heureusement pas de bois; nous sommes ici toujours dans les forêts. Je me porte assez bien. Mes affaires vont d'une manière satisfaisante; mes ennemis doivent avoir plus de soucis que moi. Je désire avoir de tes nouvelles et apprendre que tu es sans inquiétude. Adieu, mon amie. Je vais me coucher. »

Évidemment la campagne d'Autriche n'inspirait aucune inquiétude à Napoléon, car il tenait dans sa main sa propre destinée; mais l'Océan, la Méditerranée, nos possessions transatlantiques, l'immobilité de nos escadres le préoccupaient beaucoup. Du quartier de Haag, il disait à Decrès : « La division de Lorient ne partira pas, si vous ne le lui écrivez deux fois par jour; les onze vaisseaux de Brest ne partiront jamais...; vous voyez le mal qu'Allemand fait aux Anglais; jugez de celui que

feraient nos croisières, si l'on voulait partir; mais on ne partira pas, tantôt par une raison, tantôt par une autre..... Que rien n'arrête nos escadres; qu'elles partent..... Distribuez tous les vaisseaux en quatre ou cinq grandes croisières. Donnez des instructions pour arrêter tous les vaisseaux russes, suédois, autrichiens. Donnez des lettres de marque à nos corsaires contre ces trois puissances. Faites mettre le séquestre sur leurs bâtiments... J'imagine que Jérôme est parti. Je vous rends responsable de la conduite qu'on tiendra avec lui. Il faut qu'il soit maintenu rigoureusement dans son grade. J'espère que vous aurez écrit qu'il ne lui soit rendu aucun honneur à Brest : il ne lui est rien dû. Je suis fâché de la mauvaise santé de Ganteaume. Dites-lui que je l'aime. »

Ce même jour, l'empereur Alexandre, dont la présence subite à Berlin venait de triompher des derniers scrupules du roi de Prusse, signait avec lui un traité d'alliance, et tous deux le scellaient par un serment prêté sur le tombeau du grand Frédéric. C'était bien moins le roi que la reine qui voulait rompre la neutralité : le passage de Bernadotte à travers le margraviat d'Anspach servait de prétexte au parti de la guerre, à la tête duquel figurait le ministre Hardenberg.

Milhaud, continuant d'éclairer la marche de Murat, culbutait devant Asten l'arrière-garde autrichienne et pénétrait dans Ens; Davoust et Soult traversaient successivement Steyer; Ney, par un audacieux coup de main, enlevait le fort de Scharnitz, franchissait le pas du même nom, faisait deux mille prisonniers, prenait seize pièces de canon, et menaçait en même temps la ville d'Inspruck et la ville universitaire de Hall, que l'archiduc Jean venait d'abandonner; Bernadotte marchait sur Wock-

labruck, flanqué vers son extrême droite par la division bavaroise du général Deroi, qui se conduisit vaillamment; les divisions de Wrède, Kellermann, Rivaud, Drouet traversaient la Traun dans la journée du 5. Ce même jour, l'Empereur écrivait de Lintz à Joséphine : « Nous sommes à vingt-huit lieues de Vienne. Les Russes ne tiennent pas; ils sont en grande retraite. La maison d'Autriche est fort embarrassée; à Vienne on évacue tous les bagages de la cour. Il est probable que d'ici à cinq ou six jours il y aura du nouveau. Je désire bien te revoir. Ma santé est bonne. Je t'embrasse. »

La retraite des troupes austro-russes, entre la Traun et l'Ens, s'opérait dans un désordre tel que les Autrichiens, découragés et mal soutenus par la cavalerie du czar, se laissaient constamment battre à l'arrière-garde. Il y eut une quantité de petits combats où le général Werlé, le général Loison, les colonels Latour-Maubourg, Durosnel et Charnotel déployèrent beaucoup de valeur.

Napoléon pensait trouver en avant de Saint-Polten une agglomération considérable de forces autrichiennes destinées à couvrir leur capitale. Murat se replia conséquemment avec sa cavalerie sur les corps de Bernadotte, de Lannes, de Soult et sur la garde, de manière à constituer une puissante réserve, pendant que Marmont et Davoust sillonnaient les Alpes Carpiennes et que Mortier longeait la gauche du Danube.

Le 5 novembre, Murat, ayant traversé l'Ens, marchait sur Ansteten, lorsque Kutusow, qui s'était retiré par la grande route de Lintz à Vienne, s'offrit à lui disposé en ordre de bataille. Nos dragons et nos chasseurs, lancés au galop, eurent bientôt enlevé les batteries les plus avancées, nettoyé le terrain, refoulé les tirailleurs. Conduits par Lannes, les grenadiers d'Oudinot firent le

reste. Dès lors, marchant de concert, Lannes et Murat poursuivirent l'ennemi avec vigueur jusqu'à l'abbaye de Molk, d'où l'empereur d'Autriche venait de s'échapper précipitamment, et jusqu'à Saint-Polten. Davoust culbutait alors la division du général Meerveldt, qui, postée vers Neustadt, couvrait Vienne, lui prenait trois drapeaux, seize pièces de canon et quatre mille prisonniers; Marmont, en traversant Veyer, écrasait le régiment de Giulay, et, prenant la direction de Leoben, allait se mettre en communication avec Masséna; Ney, maître d'Inspruck depuis le 7 novembre au soir, y trouvait une artillerie considérable, seize mille fusils, de la poudre en abondance, et, chose précieuse pour des braves, deux enseignes que la 76e avait perdues dans la campagne des Grisons. Rien n'égala les transports de joie du régiment quand Ney les lui montra dans l'arsenal et consentit à les lui rendre. Le 8, Napoléon tenait son quartier général à Molk, l'un des plus beaux monastères de l'Europe, et pensait forcer Kutusow à livrer bataille sur les hauteurs qu'il occupait; mais l'affaire d'Ansteten intimidait les Russes. Renonçant dès lors au projet de fermer la route de Vienne, Kutusow traversait, dans la journée du lendemain, le Danube sur le pont de Stein, où il rencontrait ces mêmes Français qu'il espérait éviter.

Napoléon reçut à Molk le général plénipotentiaire Giulay, qui vint lui proposer une suspension d'armes. « Ce n'est point à la tête d'une armée de deux cent mille hommes, en présence d'un ennemi qui fuit, que l'on conclut un armistice, répondit Napoléon; cependant je veux bien consentir à des arrangements s'ils sont plus positifs qu'une suspension d'armes. » Et il remit au général une lettre pour l'empereur François II.

Dans l'intention d'achever le mouvement qui lui était ordonné, Mortier, après avoir traversé le Danube, suivit sur la rive gauche un chemin de halage qui conduit à Stein et à Krems. Ce chemin, étroit, rocailleux, difficile depuis Grein jusqu'à Marbach, devient, par son escarpement, impraticable pour les voitures jusqu'à Dierustein. Mortier, que ses espions n'avaient point instruit de la présence d'un corps d'armée de trente mille Russes au delà du défilé, ne craignit pas d'y engager la division Gazan, forte de quatre mille six cents hommes, qui prirent position à la gauche du petit village de Loiben. Le 10, dans l'après-midi, Mortier arrivait au bourg de Dieruslein, et le général Schmidt, quartier-maître général de l'armée russe, qui connaissait le pays, cachait ses forces derrière Krems, afin de nous inspirer une sécurité fatale. « Dieruslein, écrivait à cette époque le major Henriod, dont la présence d'esprit sauva nos troupes, est fermé, du côté de Stein, par une porte à laquelle est lié un ancien mur très-élevé, qui se rattache à une vieille tour couronnant l'escarpement au pied duquel est bâtie la ville. Cette porte donne issue au défilé, qui commence à une lieue au-dessus de Spitz, dans un bassin irrégulièrement ovale, de trois quarts de lieue de long sur une petite demi-lieue de large. C'est derrière cette espèce de souricière que se trouvaient les Russes. Escarpée à gauche, elle ne présente de ce côté que deux ravins extrêmement difficiles à gravir; à droite, elle est fermée par le Danube, qui est là d'une extrême rapidité; en face de la ville, le contour de l'escarpement, planté de vignes, s'adoucit et devient praticable pour l'infanterie; mais il s'appuie ensuite au Danube, ne laissant qu'un chemin étroit, en partie taillé dans le roc, et qui débouche sur Stein et sur Krems. Enfin, au mi-

lieu du bassin, totalement couvert de vignes, s'élève un petit plateau, qui communique avec Diernstein par un chemin renfermé entre deux murs construits de pierre sèche, d'environ quatre pieds et demi de hauteur, et pouvant recevoir huit ou neuf hommes de front. »

Le 11, à la pointe du jour, la colline qu'occupent les avant-postes russes se couronne d'un nombre considérable d'ennemis, et leur artillerie commence un feu très-vif auquel l'artillerie française répond à peine faute de munitions; mais un corps d'armée ennemi ayant abordé Loiben, Gazan le fait attaquer de front et en queue d'une manière si habile et si soudaine qu'il laisse entre nos mains six drapeaux, cinq canons, quatre mille prisonniers et trois cents morts, parmi lesquels le général-major Schmidt. Ce brillant succès, toutefois, n'améliorait pas notre position; douze mille Russes, filant le long des bois, nous tournaient. Mortier, après avoir attendu vainement toute la journée que Dupont le rejoignît avec sa division et avec le parc qu'il traînait à sa suite, se porta le soir au-devant de lui, accompagné de Gazan et de la cavalerie; mais, tombés au milieu des colonnes russes, peu s'en fallut qu'ils ne fussent enlevés. Rétrogradant aussitôt, ils regagnèrent Loiben, et réunirent un conseil de guerre pour aviser aux moyens de sortir d'une position si critique. Le major Henriod ayant remarqué qu'une forte colonne russe s'était avancée par le chemin muré dont nous avons parlé précédemment, proposa de l'attaquer de front à la baïonnette, et de refouler sa tête sur son centre tandis qu'on presserait également ses flancs à la baïonnette. Tous les moyens d'épouvante que la guerre autorise furent employés à la fois. Bientôt la confusion devint horrible; cette colonne, prise de front, en queue et de côté, entraîna dans sa déroute

les troupes qui cheminaient vers Loiben et en avant de Stein; la grande route de Moravie se couvrit de fuyards; et, dans leur panique, des soldats russes ayant, pour s'éclairer, mis le feu au village de Loiben, brûlèrent cinq cents des leurs, malades ou blessés, qu'on y avait déposés. L'armée russe ne se rallia qu'au jour, derrière Krems. Quant à nos troupes, après une perte insignifiante, elles atteignirent Diernstein en même temps que la division Dupont y arrivait.

Le 12 novembre, les deux divisions, réunies à Spitz, prirent position au village d'Arnstorf, d'où Mortier, ayant appris la retraite désordonnée des Russes, fit repasser le fleuve à son corps d'armée dans la journée du lendemain. Entre Diernstein et Stein, on ne voyait que débris d'équipement, que fusils et cadavres; la division Gazan avait perdu douze cents hommes, Kutusow six mille. En apprenant le danger couru par Mortier, Napoléon s'était écrié : « Il doit un beau cierge à la Vierge! » Mais il ne tint compte ni à lui, ni à Gazan, ni même au major Henriod des résultats inespérés d'un succès qui ne faisait que réparer une coupable imprudence. Cependant l'effet moral en fut remarquable sur les Russes. « On observa, dit un historien militaire, que jusqu'à la fin de la campagne tous les corps qui combattaient à Diernstein montrèrent beaucoup moins d'assurance que les autres. »

Poursuivant sa pointe avec une ardeur souvent imprudente, Murat, après une courte halte au château de Mittrau, où le reçut un comte de Montecuculli, lança en avant les dragons de Sébastiani, et sans se préoccuper de Mortier, qu'il laissait exposé, comme nous l'avons vu précédemment, il arrivait le 11 à trois lieues de Vienne. Désireux d'entrer le premier dans cet ancien boulevard

de l'empire germanique, mais n'osant y pénétrer sans ordre, un aide de camp courut de sa part prévenir Napoléon de sa présence au défilé du Kahlenberg. Napoléon lui écrivit :

« Mon cousin,

» Je ne puis approuver votre manière de marcher. Vous allez comme un étourdi, et vous ne pesez pas les ordres que je vous fais donner. Les Russes, au lieu de couvrir Vienne, ont repassé le Danube à Krems. Cette circonstance extraordinaire aurait dû vous faire comprendre que vous ne pouviez agir sans de nouvelles instructions... Sans savoir quels projets peut avoir l'ennemi, ni connaître quelles étaient mes volontés dans ce nouvel ordre de choses, vous allez enfourner mon armée sur Vienne... Vous n'avez consulté que la gloriole d'entrer à Vienne... Il n'y a de gloire que là où il y a du danger. Il n'y en a pas à entrer dans une capitale sans défense [1]. »

Au fond, l'Empereur disait juste, tout en dissimulant quelques reproches qu'il s'adressait à lui-même sur le manque d'ensemble qui signala la marche des divisions Gazan et Dupont; mais l'ardeur belliqueuse de Murat méritait plus d'égards. Napoléon le sentit. Aussi chercha-t-il à pallier par d'aimables paroles la brusquerie de sa lettre. Il fit plus encore, en offrant à Murat l'occasion d'utiliser une faute. « Au fait, dit-il au général Bertrand, puisque l'ennemi n'a pas su tirer avantage d'isoler Mortier en l'écrasant, rendons profitable la course aventureuse de Murat; au lieu de pénétrer dans Vienne, qu'il en longe les murailles et coure rompre le grand pont du Danube pendant que nous nous précipiterons sur le chemin de la Moravie pour arrêter

[1] Lettre datée de Molk, le 11 novembre.

Kutusow. Allez, ne perdez pas un instant. » Et Bertrand partit accompagné du colonel Dode de la Brunerie. Arrivés au pont, ils le franchissent, parlementent, amusent les canonniers autrichiens prêts à y mettre le feu, et leur assurent qu'un armistice se signe au château de Schœnbrunn entre les deux monarques. Pendant ce temps-là Murat faisait avancer une colonne de grenadiers d'Oudinot. Les Autrichiens s'en aperçoivent : ils vont tirer; Murat, Lannes, Sébastiani, une vingtaine d'officiers arrivés au galop les intimident, et bientôt leurs canons que l'on enlève laissent libre l'abord de la capitale autrichienne.

Dans une proclamation paternelle, l'empereur François II avait dit aux habitants : « Ne faites aucune résistance; ouvrez sans crainte les portes de votre ville; recevez bien les Français; obtempérez de bonne grâce à leurs réquisitions, et soyez sûrs qu'ils ne s'écarteront pas des lois de la discipline.... » Ces paroles, inspirées par la sagesse et par une connaissance exacte de notre caractère national, calmèrent l'effervescence inquiète des esprits, et permirent aux magistrats de prendre les mesures de salut public qu'exigeait la situation critique des affaires. Voulant éviter une attaque, ils chargèrent le prince de Sinzendorf, l'évêque de Seidenstetten, le comte de Veterani, le baron Kees, le bourgmestre, le général du génie Bourgeois et M. de Wohleben, négociant, d'aller trouver Napoléon et de lui soumettre les articles d'une capitulation qu'ils venaient d'arrêter; mais le comte Giulay, qui arrivait du quartier général de Napoléon et qui connaissait sa susceptibilité délicate, ayant rencontré ces envoyés à Saint-Polten, proposa divers changements de rédaction que le prince de Sinzendorf dut soumettre à ses commettants. Giulay, de son côté,

retourna près de Napoléon, et obtint un armistice de quarante-huit heures.

Le 13 novembre, vers dix heures du matin, la capitulation étant réglée, Sébastiani, à la tête de sa brigade, fit son entrée dans Vienne, où le suivit bientôt le prince Murat, qui plaça des postes aux barrières, sur les places publiques et autour du palais. La milice bourgeoise, en tenue, stationnait sous les armes; un grand nombre d'habitants circulaient dans les rues; à l'ordre, à la tranquillité qui régnait, on eût dit un corps de troupes auxiliaires s'établissant au sein d'une ville amie. Quelques heures après les magasins s'ouvraient; vainqueurs et vaincus semblaient ne former qu'un même peuple. Les Viennois, effrayés des excès commis par quelques régiments russes dans la haute et la basse Autriche, se sentaient plus rassurés de la présence des Français qu'ils ne l'eussent été de leur isolement.

Napoléon demeura cinq jours dans l'abbaye de Molk. Les pieux cantiques des moines, le murmure des cloches mêlé à celui des ondes du Danube, l'immense étendue de pays qu'il voyait de ses fenêtres, et l'espèce de recueillement qu'inspire une nature silencieuse, captivaient son imagination. Que sait-on? L'aspect solitaire et la simplicité grandiose de Molk ont peut-être influé plus qu'on ne pense sur sa détermination d'user modérément de la victoire, et d'entrer sans faste, presque incognito, dans une capitale dont les magistrats eux-mêmes voulaient lui faire somptueusement les honneurs. Il arriva le 13 au soir dans le palais de Schœnbrunn, d'où venaient de fuir, peu de jours auparavant, les jeunes archiduchesses, parmi lesquelles se trouvait Marie-Louise.

A Schœnbrunn, Napoléon fut entouré, comme il l'était

à Saint-Cloud, d'une affluence extraordinaire de courtisans respectueux qui semblaient n'avoir changé que de maître. Occupé de soins militaires et de travaux administratifs, il demeura deux jours sans visiter Vienne autrement que la nuit, et sans recevoir. Le 16, les autorités furent admises, et, après elles, les députations du tribunat, du Corps législatif et des maires de Paris, qui venaient le complimenter sur ses triomphes. Le soir, il reparaissait à la tête des troupes, après avoir adressé la lettre suivante à sa femme :

« J'écris à M. d'Harville pour que tu partes, et que tu te rendes à Bade, de là à Stuttgard, et de là à Munich; tu donneras, à Stuttgard, la corbeille à la princesse Paul. Il suffit qu'il y ait pour 15 à 20,000 francs; le reste sera pour faire des présents à Munich, aux filles de l'électeur de Bavière. Porte de quoi faire des présents aux dames et officiers qui seront de service près de toi. Sois honnête, mais reçois tous les hommages : l'on te doit tout, et tu ne dois rien que par honnêteté. L'électrice de Wurtemberg est fille du roi d'Angleterre; c'est une bonne femme, tu dois la bien traiter, mais cependant sans affectation. Je serai bien aise de te voir du moment que mes affaires me le permettront. Je pars pour mon avant-garde. Il fait un temps affreux, il neige beaucoup; du reste, toutes mes affaires vont bien. Adieu, ma bonne amie. »

Tandis que Napoléon séjournait à Schœnbrunn, Soult et Davoust traversaient Vienne et le Danube; en poussant l'ennemi jusqu'à Wolkersdorf, Milhaud, qui éclairait leur marche, se rendait maître d'un parc de quarante pièces de canon; Marmont, dépassant Leoben et remontant la vallée de la Mur, marchait sur Gratz; Bernadotte jetait un pont à Mautern, franchissait le Danube et arri-

vait à Krems; Mortier occupait Weikersdorf et Meissau; Baraguay-d'Hilliers, avec les dragons à pied, poussant devant lui un corps d'Autrichiens débandé, s'avançait jusqu'à Pilsen, à vingt lieues de Prague.

A la tête de la cavalerie de réserve, et suivi de Lannes et de Soult, Murat, par la route de Stockerau et d'Hollabrünn, courait arrêter Kutusow. Quand celui-ci se voit coupé, il use à l'égard de Murat du stratagème employé par ce dernier au pont de Vienne; il affirme qu'on est en négociations, que la paix va se signer, et charge M. de Vintzingerode de proposer un armistice au prince français. Murat, n'ayant pas sous la main toutes ses forces, flatté d'ailleurs des manières insinuantes et polies de Vintzingerode, se laisse aller, et rédige un projet de suspension d'armes que Kutusow accepte avec empressement, sauf ratification de Napoléon et d'Alexandre. Le lendemain, les chefs des deux armées se visitent; le prince Bagration n'épargne ni prévenances ni flatteries adroites aux généraux français; Murat se laisse séduire, tandis que Lannes, que son instinct guerrier ne trompait jamais, répond à Bagration : « Prince, au lieu de faire assaut de compliments, si j'étais seul, nous échangerions de la mitraille et des coups de sabre. » Il n'y avait effectivement nulle autre chose à faire; car l'arrière-garde de Bagration, dans une apparente immobilité, masquait alors la marche rétrograde du reste de l'armée russe vers la Moravie.

Le 16, en recevant l'armistice signé par Murat, Napoléon fut saisi d'un violent accès de colère, et dicta sur-le-champ la dépêche suivante :

« PRINCE,

» Il m'est impossible de trouver des termes pour vous

exprimer mon mécontentement. Vous ne commandez que mon avant-garde, et vous n'avez pas le droit de faire d'armistice sans mon ordre. Vous me faites perdre le fruit d'une campagne. Rompez l'armistice sur-le-champ et marchez à l'ennemi. Vous lui ferez déclarer que le général qui a signé cette capitulation n'avait point le droit de le faire ; qu'il n'y a que l'empereur de Russie qui ait ce droit.

» Toutefois, si l'empereur de Russie ratifiait ladite convention, je la ratifierais ; mais ce n'est qu'une ruse ; marchez, détruisez l'armée russe ; vous êtes en position de prendre ses bagages et son artillerie. L'aide de camp de l'empereur de Russie est un.... Les officiers ne sont rien quand ils n'ont pas de pouvoirs : celui-ci n'en avait point. Les Autrichiens se sont laissé jouer pour le passage du pont de Vienne, vous vous laissez jouer par un aide de camp de l'empereur.... »

La dépêche n'offrait rien d'acerbe ; mais, au langage du général Lemarrois, qui en était porteur, Murat comprit toute l'irritation impériale. Ayant dénoncé au prince Bagration la rupture de l'armistice, il se mit en marche avec une telle célérité, que le 16, à quatre heures après midi, son avant-garde rencontra les Russes, quoiqu'ils eussent sur lui une avance de plusieurs lieues. Lannes et Soult, réunis au prince Murat, formaient une armée de vingt-deux mille hommes. Elle se déploya en avant d'Hollabrünn, auprès du village de Guntersdorf, tandis que les Russes tenaient, avec six mille de leurs meilleurs soldats, le défilé de Schœn-Grabern. Soult conseillait d'attendre le lendemain pour attaquer ; mais il tardait à Murat de tirer vengeance des ruses de Bagration. Le combat fut des plus opiniâtres. Commencé immédiatement, au milieu des ténèbres qu'éclaira bientôt

l'incendie du village de Schœn-Grabern, il ne finit qu'à onze heures du soir. Les Russes, dont la courageuse résistance facilita la retraite de Kutusow, se montrèrent dignes de leur ancienne renommée, et tels que les dépeignait le grand Frédéric quand il disait qu'il ne suffisait pas de tuer un soldat russe, qu'il fallait encore le pousser pour le faire tomber. L'ennemi laissa sur le champ de bataille deux mille prisonniers, douze pièces de canon, cent voitures de bagages; notre perte en morts et blessés fut plus considérable que la sienne, parce que la fumée de l'incendie, chassée par le vent du côté des Russes, nous empêchait de distinguer leurs mouvements, tandis que la flamme nous trahissait. Les généraux Oudinot et Fouché furent blessés grièvement.

Le 17, dans la matinée, Napoléon rejoignit Murat, et porta le même jour son quartier général à Znaïm, où nous trouvâmes des magasins considérables; Ney établissait en même temps le sien à Botzen; puis, se dirigeant, par Clausen, Brixen et Lienz, sur Villach et Klagenfurth, il fermait au général Jellachich toute retraite sur le Tyrol, et faisait sa jonction avec l'aile gauche de l'armée d'Italie. Augereau, qui avait franchi les défilés de la forêt Noire et poussé les Autrichiens sur Lindau, Bregentz, Feldkirch, profitant du mouvement de Ney pour presser Jellachich, faisait déposer les armes à son corps d'armée, et, quittant le Vorarlberg, prenait ensuite des cantonnements dans la Souabe. A Pohrlitz, le 17 novembre, Sébastiani, qui continuait d'éclairer la marche de Murat, faisait aux Russes deux mille prisonniers, et, menaçant Brünn, obligeait l'empereur Alexandre, qui s'y trouvait depuis quelques jours, d'en sortir précipitamment. Sébastiani l'eût fait prisonnier, sans l'ordre donné par Napoléon de lui permettre d'atteindre le corps

de Buxhoëwden, dont la jonction avec l'avant-garde de Kutusow s'opérait à Wischau.

Réunis le 18 dans la ville d'Olmütz, Alexandre et François II résolurent d'attendre les troupes qu'amenaient le général Essen et le grand-duc Constantin, et de laisser à celles qui venaient d'arriver les moyens de se refaire d'une longue route. En conséquence, pour gagner du temps, ils envoyèrent au quartier général de Napoléon les comtes Stadion et Giulay avec pleins pouvoirs de conclure une négociation, mais avec l'intention secrète de ne la point ratifier. L'Empereur, persuadé que la mission des plénipotentiaires était une ruse, offrit néanmoins un armistice, qu'on accepta : en sorte que pendant cinq jours, du 22 au 27 novembre, les troupes se reposèrent.

Depuis le 20, Napoléon occupait Brünn, place que rendaient importante sa situation au cœur de la Moravie, sa citadelle et ses magasins considérables. Il en fit augmenter les moyens défensifs, et, s'appuyant sur elle, il concentra le gros de l'armée de manière que les maréchaux Bernadotte, Mortier et Davoust pussent le joindre en quatre jours. La garde impériale, sous les ordres de Bessières, la division des grenadiers d'Oudinot, commandée par Duroc depuis la blessure de leur chef, occupaient Brünn et son territoire; Bernadotte, détaché vers la gauche, longeait les frontières de la Bohême; Soult tenait Austerlitz, Butschowitz, Neuwieslitz, Stunitz, et se liait, en avant de Gaya, avec Davoust, qui était échelonné sur les rives de la March; Mortier couvrait Vienne; Augereau assurait les communications de la France avec la grande armée par la Souabe; Ney observait les mouvements du Tyrol et de la Carinthie; Murat, après une action très-chaude avec six mille cavaliers russes, qui ne cédèrent qu'au choc des cuirassiers

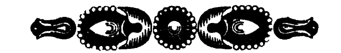
d'Hautpoul et de quatre escadrons de la garde conduits par Bessières lui-même, campait entre Brünn et Posorzitz, et portait ses avant-postes jusqu'à Wischau.

Les Austro-Russes, après avoir abandonné cette dernière position, s'étaient repliés sur Olmütz et en arrière du village d'Ollschau, formant trois lignes de profondeur dont la gauche gagnait les bords de la March, la droite les hauteurs de Topolan. Le prince Jean de Lichtenstein, qui commandait l'armée autrichienne, formait la réserve, en arrière de Schnobolin; et moyennant plusieurs ponts construits sur la March, entre Olmütz et Nimlau, ménageait un passage libre au delà de cette rivière. Le terrain qu'occupaient les Austro-Russes étant élevé dans toute son étendue, on découvrait d'une lieue tous nos mouvements. Derrière ce terrain, des ravins immenses offraient la ressource d'y cacher de fortes colonnes et de manœuvrer en avant d'une manière offensive; un marais couvrait la droite et partie du centre; des points culminants, parapets naturels, se prêtaient à la construction de batteries meurtrières. On le voit, nulle position ne pouvait être mieux choisie; Kutusow, en l'adoptant, prouva de l'habileté stratégique; mais l'imprévoyance du gouvernement autrichien l'ayant forcé de précipiter une bataille plus qu'il ne l'aurait voulu, fit échouer ses bonnes dispositions. On manquait de vivres; les réquisitions forcées, moyen précaire, exécuté sans ordre, devinrent bientôt insuffisantes; et l'arrivée du grand-duc Constantin à Olmütz, le 25 novembre, obligea Kutusow à ne pas différer au delà du 27 le mouvement offensif des armées combinées, dont le chiffre atteignait quatre-vingt-dix mille combattants, non compris vingt mille hommes de nouvelle levée, qui, sous la conduite de l'archiduc Ferdi-

nand, occupaient une portion de la Moravie. Nous n'avions guère à leur opposer que cinquante-cinq mille hommes.

Sur l'Adige, où le mouvement des troupes restait subordonné aux mouvements de la grande armée, l'archiduc Charles, persuadé d'avance d'une défaite, conduisait la guerre sans énergie. Il possédait des forces bien supérieures à celles de Masséna; mais, espérant que l'empereur son frère, mieux éclairé, rejetterait l'alliance russe, se retirerait de la coalition et ferait la paix, il proposa, dès l'ouverture de la campagne, une trêve, que Masséna n'eut garde de refuser. Cette trêve expirant le 18 octobre, les hostilités avaient commencé le jour même par un combat au pont du vieux château de Vérone, qui nous laissa maîtres de la rivière. Masséna n'en voulait pas davantage pour le moment. Le 29 octobre, quand il l'eut traversée, il attaqua les Autrichiens à San-Michele et leur tua beaucoup de monde. Il les battit de nouveau à Caldiero, où le nombre des morts fut si consiérable que le prince Charles demanda une trêve pour les enterrer. Un corps d'armée de cinq mille hommes, commandé par le général Hillinger, ayant mis bas les armes, l'archiduc opéra un mouvement de retraite, et le 3 novembre Masséna établit son quartier général à Montebello. Maître de Vicence, de Padoue, de Castel-Franco, franchissant le 5 la Brenta, puis la Piave, il arriva le 12 devant le Tagliamento, qu'il traversa le lendemain, pour se porter ensuite sur l'Isonzo, faisant des prisonniers, triomphant dans de petits combats, s'emparant de Trieste et de la Chiusa di Pletz, dans les Alpes Noriques. Il apprit là le passage de Ney à travers la Carinthie et la jonction prochaine de notre armée de Naples, qui venait d'arriver à Padoue. Cette apparition

d'une armée que commandaient deux chefs habiles, Gouvion-Saint-Cyr et Regnier, fut signalée par la prise immédiate d'un corps de sept mille Autrichiens sous les ordres du général français prince de Rohan-Soubise. Descendus des Alpes Rhétiennes dans la vallée de la Brenta, avec l'intention de traverser notre ligne, ils ne pouvaient échapper au corps de Ney qu'en se jetant sur celui de Masséna, qui leur barra le passage. Le 23 novembre, Gouvion-Saint-Cyr et Regnier les firent prisonniers après les avoir battus. Deux jours après, on enleva aussi 1,500 Croates au moment où ils débouchaient des montagnes. L'occupation de Klagenfurth et celle de Laybach signalèrent la jonction de la grande armée avec l'armée d'Italie, qui, vers la fin de novembre, prit la dénomination de huitième corps. Des généraux fort distingués secondaient Masséna : il cita souvent avec éloge Chasseloup, Duhesme, Espagne, Gardanne, Lacombe-Saint-Michel, Mermet, Molitor et Partouneaux.



CHAPITRE QUATRE-VINGT-QUINZIÈME.

BATAILLE D'AUSTERLITZ.

Position respective des armées française et austro-russe. — Présomptueuse assurance des officiers d'état-major d'Alexandre. — Napoléon affecte des inquiétudes et de la timidité. — Son entretien avec le prince Dolgorouki. — Mouvements précurseurs de la bataille; dispositions prises par Napoléon; sa proclamation aux troupes. — Visite des avant-postes; illumination du bivouac. — Le 2 décembre, à 5 heures du matin, l'armée austro-russe s'ébranle; Napoléon donne ses derniers ordres, et vers 8 heures la bataille commence. — Manœuvres et attaques des cinq corps de l'armée ennemie par Bernadotte, Soult, Lannes, Davoust et Murat. — Désastre final d'Austerlitz; pertes des deux armées; mort du général Valhubert. — Proclamation de Napoléon à ses troupes. — Mouvement de retraite des Austro-Russes. — Napoléon visite le champ de bataille; sa lettre à Joséphine.

> Hélas! ils seront foulés avant le soir, comme le gazon qui croît sous leurs pieds, mais qui les couvrira de sa prochaine verdure.
>
> BYRON, *Childe-Harold*, ch. III, § XXVI.

Entre Brünn et Wischau s'élève un monticule appelé *Santon*, à cause d'une chapelle funéraire musulmane, construite par les Turcs lorsqu'ils étaient maîtres du pays. Huit jours avant la bataille d'Austerlitz, Napoléon y monta, et après avoir attentivement examiné les lieux : « Messieurs, dit-il aux généraux qui l'entouraient, étudiez bien cette position; avant peu elle jouera sans doute un grand rôle. » En effet, dès le 27 novembre, les Austro-Russes, disposés sur cinq colonnes presque parallèles, commençaient un immense mouvement qui devait aboutir à la célèbre bataille dont le *Santon* formera le point central. Le lendemain une nuée de Cosaques, soutenue par la cavalerie russe, faisait reculer nos avant-postes et cernait Wischau, où les deux

empereurs arrivant de Prosnitz établirent leur quartier général.

Pour s'assurer des projets de l'ennemi, Napoléon chargea Savary d'aller complimenter Alexandre : pendant qu'il remplissait sa mission, le mouvement offensif de l'armée combinée avait lieu, et nous abandonnions, avec une apparente timidité, les positions avantageuses choisies la veille. « Savary, dit le bulletin officiel, se loua beaucoup du bon accueil, des grâces et des bons sentiments personnels de l'empereur de Russie, et même du grand-duc Constantin, qui eut pour lui toute espèce de soins et d'attentions; mais il fut facile de comprendre, par suite des conversations qu'il eut pendant trois jours avec une trentaine de freluquets qui, sous différents titres, environnent l'empereur de Russie, que la présomption, l'imprudence et l'inconsidération régneraient dans les décisions du cabinet militaire, comme elles avaient régné dans celles du cabinet politique. Une armée ainsi conduite ne pouvait tarder à faire des fautes. Le plan de l'Empereur fut, dès ce moment, de les attendre et d'épier l'instant d'en profiter. Il donna sur-le-champ l'ordre de retraite à son armée, se retira de nuit, comme s'il eût essuyé une défaite, prit une bonne position à trois lieues en arrière, fit travailler avec beaucoup d'ostentation à la fortifier et à y établir des batteries [1]. »

On pensait généralement parmi les Austro-Russes que Napoléon n'oserait pas risquer le sort d'une bataille générale devant Brünn; notre retraite derrière Pratzen justifiait cette pensée. Kutusow, qui jusqu'alors s'était avancé par sa droite, en refusant sa gauche, dans l'es-

[1] Trentième bulletin de la grande armée, écrit sous la dictée de l'Empereur.

poir de nous tourner vers les montagnes, ralentit son mouvement de front, et manœuvra par la gauche, avec l'idée d'envelopper notre droite, et de couper ainsi la retraite des Français sur Vienne ; manœuvre qui fit perdre aux Russes non-seulement du temps, mais un terrain favorable. Quant à Napoléon, il était trop prévoyant pour aller se placer, comme le supposait Kutusow, entre l'armée combinée et celle de l'archiduc Charles, qui pouvait, accourant de la Carniole, culbuter le corps de Marmont et s'avancer sur Vienne. Le 30, les Austro-Russes continuèrent leur mouvement par cinq colonnes ; Kutusow porta son quartier général à Hodiegitz ; les deux empereurs occupèrent, à Krzisanowitz, le château du prince de Kaunitz ; le général Kienmayer, avec sa réserve de quatorze escadrons, renforcée d'une brigade du général Sutterheim, se posta sur le plateau d'Austerlitz ; une autre réserve, conduite par le grand-duc Constantin, était à Butschowitz ; et l'archiduc Ferdinand, qui poussait devant lui les troupes bavaroises, s'avançait vers Iglau, ne rencontrant pas plus de résistance que les autres corps d'armée. Ainsi l'avait positivement ordonné Napoléon.

Pour augmenter la sécurité de l'ennemi et accréditer l'idée de refus d'une bataille en avant de Brünn, l'Empereur fit demander une entrevue au monarque russe, qui lui envoya son premier aide de camp, le prince Dolgorouki. Cet officier général crut remarquer dans la contenance de l'armée française beaucoup de réserve et de timidité. Le placement des grand'gardes, les fortifications construites à la hâte le long de notre ligne, témoignaient l'esprit inquiet d'une troupe qui pressent sa défaite. Contrairement à ses habitudes, Napoléon, pour marquer plus de circonspection, alla recevoir le

parlementaire aux avant-postes : ils s'entretinrent de politique; Dolgorouki tranchait avec impertinence, et, quoique d'une ignorance absolue sur la situation du continent, sur les affaires de l'Europe, il se permettait des conseils dont l'étrangeté eût indigné l'Empereur, s'il n'avait pris en pitié *cette jeune trompette de l'Angleterre*[1]. Après avoir proposé à Napoléon d'abandonner la Belgique et la couronne de fer, il rejoignit son maître, plein de l'idée qu'il ne s'agissait que de tourner l'armée française et de la prendre. L'état-major d'Alexandre, composé d'étourdis, partagea cette opinion. Cependant, quelques généraux autrichiens firent observer qu'une confiance aussi exagérée pouvait avoir de fâcheux résultats vis-à-vis d'une armée composée de vieux soldats, commandée par d'habiles chefs, et dirigée par le premier capitaine de l'Europe. Ils disaient avoir vu l'Empereur dans les circonstances les plus difficiles, réduit à une poignée de monde, ressaisir la victoire par des opérations aussi rapides qu'imprévues, et détruire les armées les plus nombreuses; qu'ici les Austro-Russes n'avaient obtenu aucun avantage, puisque toutes les affaires d'arrière-garde s'étaient tournées contre eux..... A cela, une jeunesse présomptueuse opposait la bravoure de quatre-vingt mille Russes, l'enthousiasme que leur inspirait la présence d'Alexandre, l'action d'un corps d'élite comme la garde impériale de Russie, et sans doute aussi le sentiment intime de leur talent personnel méconnu par les généraux autrichiens...

Le 31 novembre, Napoléon, placé sur les hauteurs de Pratzen, étudiait les mouvements des Austro-Russes, calculait l'effet partiel ou combiné des forces qu'il voyait manœuvrer devant lui, visitait les positions de Monitz,

[1] Expression de l'Empereur.

Sokolnitz et Telnitz; il disait en revenant le soir au quartier général : « Si mon dessein était de fermer le passage à l'ennemi, je l'attendrais ici; mais cela n'amènerait qu'une bataille ordinaire; au lieu que si je renforce ma droite en la retirant vers Brünn, et que mon mouvement fasse abandonner aux Russes les hauteurs qu'ils occupent, fussent-ils trois cent mille, ils seront pris en défaut et perdus sans ressource. » Quand, le lendemain matin, l'Empereur, de son bivouac, vit les Austro-Russes commencer, à double portée de canon de nos avant-postes, le mouvement de flanc qu'il espérait de leur présomptueuse audace, il s'écria plein de joie : « Berthier! avant demain soir cette armée est à moi. »

« L'ennemi, sur une ligne de quatre lieues, défilait par une marche de flanc; il prolongeait l'armée française, qui paraissait ne pas oser sortir de sa position, et n'avait qu'une crainte, c'était qu'elle lui échappât. On fit tout pour le confirmer dans cette idée : le prince Murat lança dans la plaine un petit corps de cavalerie; mais tout d'un coup il parut étonné des forces immenses de l'ennemi, et se replia sur Telnitz, Sokolnitz et Schlapanitz [1]. »

Vers le milieu du jour, Napoléon monte à cheval, accompagné des maréchaux Bernadotte, Bessières et Soult, parcourt les rangs de sa garde stationnée dans la plaine de Schlapanitz, visite les postes de tirailleurs, qui échangent avec les tirailleurs ennemis quelques coups de carabine, donne aux uns des conseils, aux autres des encouragements, et va se placer ensuite, au milieu de la garde impériale, sous une tente qu'il s'était fait dresser sur un plateau à gauche de Schlapanitz. Dans l'après-midi, la proclamation suivante fut mise à l'ordre :

[1] Bulletin de la grande armée.

« Soldats !

» L'armée russe se présente devant vous pour venger l'armée autrichienne d'Ulm : ce sont ces mêmes bataillons que vous avez battus à Hollabrünn, et que depuis vous avez poursuivis constamment jusqu'ici. Les positions que nous occupons sont formidables, et pendant qu'ils marcheront pour tourner ma droite ils me présenteront le flanc. Soldats ! je dirigerai moi-même vos bataillons ; je me tiendrai loin du feu, si, avec votre bravoure accoutumée, vous portez le désordre et la confusion dans les rangs ennemis ; mais si la victoire était un moment indécise, vous verriez votre empereur s'exposer aux premiers coups ; car la victoire ne saurait hésiter, dans cette journée surtout où il y va de l'honneur de l'infanterie française, qui importe tant à l'honneur de toute la nation. Que, sous prétexte d'emmener les blessés, on ne dégarnisse pas les rangs, et que chacun soit bien pénétré de cette pensée qu'il faut vaincre les stipendiés de l'Angleterre, qui sont animés d'une si grande haine contre nous. Cette victoire finira notre campagne ; nous pourrons reprendre nos quartiers d'hiver, où nous serons rejoints par les nouvelles armées qui se forment en France, et alors la paix que je ferai sera digne de mon peuple, de vous et de moi. »

Le soir, Napoléon voulut visiter à pied tous les bivouacs ; il pensait garder l'incognito, mais reconnu dès les premiers pas, ces mots *voilà l'Empereur !* sont répétés soudain sur l'immense ligne qui longe la plaine de Schlapanitz ; quatre-vingt mille hommes se lèvent pour le saluer, et roulant autour de leur baïonnette la paille sur laquelle ils reposent, chacun en fait un fanal qui éclaire sa marche ; c'est à qui s'approchera de lui, à

qui le félicitera d'avance du glorieux anniversaire de son couronnement et de la victoire du lendemain. « Sire, tu n'auras pas besoin de t'exposer, lui dit un vieux grenadier. Au nom des grenadiers de l'armée, je te promets que tu n'auras à combattre que des yeux, et que demain nous t'amènerons les drapeaux et l'artillerie russes pour fêter ton couronnement. » En rentrant au bivouac, sous la mauvaise cabane de paille que lui avaient préparée les soldats, Napoléon s'écria : « Voilà certes la plus belle soirée de ma vie; mais je regrette de penser que je perdrai bon nombre de ces braves gens. Au mal que cela me cause, je sens qu'ils sont véritablement mes enfants; et, en vérité, je me reproche quelquefois un sentiment qui peut me rendre inhabile à faire la guerre. » En s'exprimant ainsi, Napoléon était plein de sincérité; il n'étalait point un faux semblant de sympathies affectueuses; il subissait sans le savoir, sans le vouloir, un de ces accès de mélancolie qu'on voyait traverser instantanément les plus grandes joies de son âme. Le décret d'institution de la maison impériale de Saint-Denis, rédigé à l'instant même, fut la conséquence des réflexions qui précèdent.

A une heure du matin, l'Empereur monte à cheval pour parcourir ses postes, reconnaître les feux des bivouacs de l'ennemi, et se faire rendre compte du mouvement des Russes par les grand'gardes : il apprend qu'ils ont passé la nuit dans l'ivresse. Les postes se touchaient; nous sentions presque les manœuvres de Kutusow, dont la gauche débordait notre droite et qui voulait nous attaquer de flanc; mais, ne devinant pas le plan de Napoléon, il continuait à prolonger démesurément son aile.

Vers cinq heures, les Austro-Russes prenaient leurs

positions de bataille : une première colonne, sous les ordres du lieutenant général Docthorow, composée de vingt-quatre bataillons, s'avança des hauteurs d'Hosteriadek sur Telnitz jusqu'aux étangs de ce dernier village; une seconde colonne, forte de dix-huit bataillons, conduite par le lieutenant général Langeron, Français émigré, descendit des sommités de Pratzen, et s'approcha du château de Sokolnitz; une troisième colonne, également de dix-huit bataillons, conduite par le général Prykyszewsky, arrivée aussi du plateau de Pratzen, se porta avec les deux colonnes précédentes aux étangs de Kobelnitz; une quatrième colonne, que dirigeait le général autrichien Kollowrath, forte de vingt-sept bataillons, dont quinze autrichiens, aligna sa tête avec celle des autres, après avoir traversé la vallée située entre Sokolnitz et Telnitz. Kienmayer, avec l'infanterie autrichienne, devait protéger la première colonne et jeter quelques bataillons dans le bois de Taras, tandis que d'autres bataillons enlèveraient Schlapanitz, et qu'une masse de quatre-vingts bataillons romprait notre droite. Une cinquième colonne, formée de toute la cavalerie, au nombre de quatre-vingt-deux escadrons, sous le commandement du prince de Lichtenstein, devait s'avancer entre Blazowitz et Kruth. Le prince Bagration conduisait vers les hauteurs de Dwaroschna une avant-garde composée de douze bataillons et de quarante escadrons d'artillerie à cheval; Constantin se tenait en arrière de Blazowitz et de Kruth avec dix bataillons et dix-huit escadrons de réserve. Buxhoëwden dirigeait la gauche de cette armée, le prince de Lichtenstein la droite; Kutusow, général en chef, se tenait au centre. Forcer les Français à replier leur droite sur leur gauche; puis du village de Latein, entre Lesch et Nenowitz, tomber sur eux

avec l'avant-garde réunie aux cinq têtes de colonnes, tel était le projet de Kutusow.

Dès la veille, Napoléon avait mis au Santon dix-huit pièces en batterie, sous la garde de la brave 17e légère. Lannes, avec les divisions Suchet et Caffarelli, formait notre gauche; Bernadotte, avec les divisions Rivaud et Drouet, le centre; Soult, avec les divisions Vandamme, Saint-Hilaire et Legrand, notre droite; Murat, avec les chasseurs et les hussards de Kellermann, les dragons de Beaumont et de Walther, les cuirassiers d'Hautpoul et de Nansouty, stationnait entre le centre et la gauche; Davoust, détaché sur la droite, gardait, avec la division Friant et la division Boursier, le couvent de Raygern, les villages de Sokolnitz et de Telnitz et les bords des étangs; Gudin, à la tête d'une division, marchait vers Nicolsburg. Quant à l'Empereur, entouré des dix bataillons de sa garde et des grenadiers d'Oudinot rangés à distance de déploiement, avec quarante pièces de canon dans les intervalles des colonnes, il attendait, pour agir, que le mouvement des Austro-Russes fût effectué.

Au jour, les maréchaux s'approchant de l'Empereur reçoivent leurs dernières instructions, et partent, suivis de leur état-major, pour rejoindre les troupes qui les attendent; les ordres se succèdent avec rapidité; le canon ne gronde pas encore; on n'entend qu'un long murmure de chars, un piétinement d'hommes et de chevaux. Ce mouvement dure environ deux heures, jusqu'à ce que le soleil se soit montré sur l'horizon d'Austerlitz : alors Napoléon, pouvant découvrir la plaine, donne le dernier signal, et, partant au galop, passe devant le front de la plupart des régiments, qu'il interpelle chacun en quelques mots; au 57e, il dit : « Souvenez-vous que depuis bien longtemps je vous ai nommé *le Terrible;* » au 28e,

composé de conscrits du Calvados et de la Seine-Inférieure : « J'espère que les Normands se distingueront aujourd'hui ; » à d'autres régiments : « Soldats, il faut finir cette campagne par un coup de tonnerre qui confonde l'orgueil de nos ennemis. » L'air retentissait des cris de *Vive l'Empereur !* tous les chapeaux s'agitaient au bout des baïonnettes. Un instant après, l'avant-garde ennemie, ayant débordé notre extrême droite, est arrêtée court par Davoust, et le combat s'engage.

Napoléon venait de remarquer que les colonnes austro-russes mettaient entre elles de grands intervalles à mesure que leur tête s'approchait de Telnitz, Sokolnitz et Kobelnitz; il demanda combien de temps il fallait pour atteindre les hauteurs de Pratzen. « Moins de vingt minutes, répondit-on; le brouillard qui couvre le fond de la vallée où sont placées nos troupes et la fumée des bivouacs qui s'éteignent déroberont ce mouvement. — En ce cas, réplique l'Empereur, attendons encore un quart d'heure. » Le quart d'heure expiré, « Soldats, dit-il aux régiments du centre qui allaient franchir le ruisseau de Jirzokowitz, souvenez-vous que cette bataille doit être un combat de géants. Il faut apprendre au monde que nous n'avons pas de rivaux. »

Entre Augezd, Telnitz et Sokolnitz, les généraux Kienmayer, Sutterheim et Buxhoëwden soutinrent vaillamment la lutte contre Legrand et Friant, du corps de Davoust; le village de Sokolnitz fut abîmé; Langeron et Prykyszewsky, marchant sans réflexion, isolément des autres colonnes, opérèrent une manœuvre presque inutile, et perdirent beaucoup de monde par l'effet d'une batterie qui les prenait en écharpe. Bernadotte aborda les hauteurs de Blazowitz, Soult les collines de Pratzen, dont Murat sillonnait les flancs. Le grand-duc Constantin,

Bagration et Lichtenstein, réunis d'intelligence et d'efforts, défendirent avec énergie cette double position de Pratzen et de Blazowitz; mais un régiment de uhlans, conduit par l'intrépide général Essen, fut presque entièrement écrasé. Restait le centre des Austro-Russes, où le sort de la bataille allait être décidé. Par suite des fausses dispositions de Kutusow, ce centre, formé des vingt-sept bataillons du général Kollowrath, qui s'étaient fait battre à Diernstein, n'offrait ni force numérique ni force morale suffisante; l'empereur Alexandre et Kutusow s'y trouvaient, payant de leur personne et donnant partout l'exemple. La colonne Kollowrath s'ébranle vers neuf heures, lorsque déjà les trois premières colonnes étaient aux prises avec nous. Arrivée en avant de Pratzen, vers la droite, elle aperçoit une masse d'infanterie, les brigades Morand, Thiébaut et Varé, de la division Saint-Hilaire, qui lui disputent la possession de Pratzen, point essentiel pour le succès. Cette position seule pouvait assurer les derrières de la troisième colonne, qui s'aventurait sans trop songer à ce qui menaçait sa droite et sa queue : occuper le plateau de Pratzen, c'était tenir dans sa main le sort des cinq colonnes austro-russes et commander aux événements de la journée. Kutusow le sentait. Étourdi d'une attaque imprévue qui le réduisait à la défensive lorsqu'il aspirait à prendre l'offensive, ce général demanda des renforts, et commença un feu bien nourri auquel nos trois brigades répondirent à cent pas de distance; aussi le feu fut-il des plus terribles. Alexandre, animant ses braves et s'exposant comme un simple officier, doublait leur courage; d'un autre côté, les bataillons autrichiens, presque tous de jeune levée, rivalisaient d'ardeur et de constance avec les vieux soldats du czar; ils abordent

les Français de flanc et de front, regagnent le terrain qu'ils avaient perdu, et ne le cèdent que pour le ressaisir encore. De part et d'autre arrivent de nouveaux combattants; ici Vandamme, là Kaminskoi; l'infanterie de la garde impériale russe s'engage à son tour avec l'infanterie de Bernadotte; la cavalerie de la garde du czar, voyant l'infanterie fléchir, s'ébranle; un bataillon du 4e régiment de ligne, entouré, sabré, perd son aigle. « Bessières! Bessières! crie Napoléon, tes invincibles à la droite. » Et Rapp s'élance à la tête de quelques escadrons qui rétablissent le combat. Une demi-heure après, il reparaissait couvert de boue, de sang et de fumée, le sabre brisé, amenant prisonnier le prince Repnin, commandant les chevaliers de la garde impériale russe. L'infanterie du grand-duc Constantin, ralliée et secondée par d'autres bataillons des généraux Miloradowich, Berg, Repninskoi et Jurezech, essayèrent alors, de front et de flanc, une charge à la baïonnette, et l'exécutèrent au pas de charge en poussant des hourras. Cette charge mieux soutenue les eût peut-être rendus maîtres du plateau de Pratzen; mais nos carrés d'infanterie les reçurent par un feu terrible presque à bout portant; Jurezech, Berg, Repninskoi furent blessés; l'attaque se ralentit, et Soult ayant fait avancer son artillerie, balaya le reste du plateau, et décida du sort de la journée après trois heures de combat. A notre gauche, vers Blazowitz, Jirzokowitz et le pied des hauteurs de Pratzen, depuis la déroute des uhlans du grand-duc Constantin, plusieurs charges des cuirassiers autrichiens, dirigées par le général Caramelli, avaient regagné quelque avantage, lorsque la déroute de la quatrième colonne obligea les cuirassiers de couvrir la retraite de l'infanterie. Au même moment, Bernadotte disputait au grand-duc Constantin

le village et le plateau de Blazowitz, qu'il finissait par emporter; mais il avait fallu que Napoléon lui envoyât deux batteries d'artillerie de la garde et presque toute la cavalerie, que conduisait Bessières lui-même. Des deux côtés de la chaussée de Brünn à Olmütz, Lannes, protégé à sa gauche par la batterie du Santon, et secondé puissamment par Murat, arrêtait le prince Bagration en avant de Dwaroschna, délogeait des villages de Krech et d'Holubitz l'infanterie russe d'Ulanius, et menaçait les trente escadrons d'Uwanow, qui fit des charges brillantes et tint bon jusqu'à ce que la cavalerie de la garde russe, culbutée en arrière de Blazowitz, l'eut entraîné dans sa retraite sur Austerlitz.

L'extrême droite de l'armée française, où l'attaque avait commencé, formée de quatre brigades seulement, pouvait être écrasée par les trente mille hommes qui marchaient à la suite de Buxhoëwden; mais ce général, ne prenant rien sur lui-même, s'était borné à défendre Sokolnitz. Six mille Français y triomphèrent de forces quadruples des leurs; Friant fut magnifique d'intrépidité; les généraux Legrand, Heudelet, Lochet, Kister lui prêtèrent un vigoureux appui. Le château de Sokolnitz, distant du village d'environ deux kilomètres, fut enlevé par la brigade Thiébault, qui, réunie aux brigades précédentes, accula les Russes contre un étang où beaucoup d'entre eux se noyèrent. Le général Prykyszewsky, avec six mille hommes, mit bas les armes devant ces brigades victorieuses. Vers le village d'Augezd, Buxhoëwden, attaqué par Vandamme, coupé du reste de son armée, ne se retira que très-difficilement sur Austerlitz; le général Docthorow, refoulé entre Augezd et Monitz, obligé d'évacuer Telnitz après un combat opiniâtre, serré sur ses flancs par les dragons de Boursier,

dut à la cavalerie autrichienne son salut et sa retraite sur Neudorf. Vandamme, Saint-Hilaire et Levasseur pressaient le flanc ainsi que les derrières de l'ennemi. Au milieu de ces mouvements divers, Napoléon avait bien de la peine à contenir sa réserve, jalouse de prendre part à la lutte qui se décidait sans elle. On murmurait dans les rangs. Un vieux grenadier osa, devant l'Empereur, jeter son fusil et s'écrier : *Il n'y a rien pour nous.* — *Vous êtes trop gourmands*, lui répond l'Empereur. Le soir, il se porta entre le château de Sokolnitz et la chapelle Saint-Antoine, où le plus affreux spectacle vint s'offrir à ses regards, celui d'un corps d'armée tout entier qui, poussé sur un étang glacé, s'y engloutit.

Telle fut la célèbre bataille que les soldats ont appelée longtemps la *bataille des trois Empereurs*, la *bataille de l'anniversaire*, et qui a conservé le nom d'Austerlitz, qui lui fut donné par Napoléon. Elle restera pour tous les gens de guerre un modèle de combinaisons savantes. L'Empereur avait si bien dérobé ses mouvements, qu'au début de la lutte l'ennemi, cherchant notre droite où elle n'était pas, étendit sa gauche outre mesure, la renforça aux dépens de son centre, et employa les deux tiers de ses troupes, trois colonnes, contre certains corps détachés que Napoléon avait postés de manière qu'ils pussent s'entr'aider mutuellement et compléter la défaite des Austro-Russes, quand une fois ses manœuvres les lui auraient livrés. On a vu comment notre centre et notre aile droite, se portant tout à coup sur le centre des Austro-Russes, qui croyaient nous envelopper, l'écrasèrent, s'emparèrent des hauteurs qui auraient dû former le pivot de leurs opérations, et coupèrent en deux toute l'armée ennemie. La victoire dès lors fut à peu près décidée; car le centre des Austro-

Russes se trouvait hors de combat; leur aile gauche, au lieu d'avoir l'offensive, ainsi qu'elle l'espérait, se laissait prendre à dos par nos principales forces, tandis que les corps détachés lui résistaient de front ou l'attaquaient en flanc; enfin leur aile droite, déjà vivement pressée par notre aile gauche, et sinon tournée, du moins menacée sur son flanc par les troupes qui venaient d'occuper les hauteurs du centre, se voyait obligée de partager ses forces, et hors d'état, par conséquent, de rien opérer de décisif. Aussi, quoique les deux empereurs, le grand-duc Constantin et les gardes impériales d'Autriche et de Russie fussent réunis sur le même point, cette aile, où les Russes déployèrent la plus grande valeur, battue à son tour, se trouva chassée de toutes ses positions dès une heure de l'après-midi. Sur leur gauche, les coalisés luttèrent bien moins pour la victoire que pour le salut commun. D'abord contenue plutôt qu'attaquée par Davoust, l'aile droite demeura presque immobile; mais quand l'instant fatal fut arrivé, quand toutes nos manœuvres furent accomplies, chassée des hauteurs, entassée dans des bas-fonds, cernée, pressée de toutes parts, n'ayant plus pour retraite que des chaussées impraticables, des ravins et des marais, elle fut mise dans la plus affreuse déroute. Accouru lui-même avec vingt pièces d'artillerie volante, l'Empereur y mit le comble; des bataillons entiers tombèrent foudroyés, d'autres se rendirent, ou furent engloutis dans les lacs glacés que nos boulets avaient entr'ouverts, et qui, cédant sous le poids d'un parc de cinquante pièces de canon, devinrent la sépulture de dix mille hommes. « La canonnade ne se soutenait plus qu'à notre droite, dit le bulletin officiel. Le corps de l'ennemi qui avait été cerné et chassé de toutes les hauteurs se trouvait dans un

bas-fond et acculé à un lac. On vit un horrible spectacle, tel que celui d'Aboukir, vingt mille hommes se jetant dans l'eau et se noyant dans les lacs.... Jamais champ de bataille ne fut plus horrible. Du milieu de lacs immenses on entend encore les cris de milliers d'hommes qu'on ne peut secourir. Il faudra trois jours pour que tous les blessés ennemis soient évacués sur Brünn. Le cœur saigne. Puisse tant de sang versé, puissent tant de malheurs retomber enfin sur les perfides insulaires qui en sont la cause! puissent les lâches oligarques de Londres porter la peine de tant de maux! »

Il serait à peu près impossible d'estimer la perte des coalisés : plusieurs mois après, les campagnes étaient encore infectées de morts, les villes, les hameaux et les fermes remplis de blessés. L'aile droite laissa sur le champ de bataille plus de la moitié de ses canons; le centre presque tous les siens; la première, la seconde et la troisième colonne abandonnèrent non-seulement leur artillerie, mais leurs bagages. Nous prîmes quarante drapeaux russes, parmi lesquels se trouvaient les étendards de la garde. L'armée combinée, forte d'environ cent mille hommes, fut à moitié détruite; la nôtre, bien inférieure puisqu'elle ne comptait pas plus de soixante-dix mille hommes, eut deux mille morts et cinq mille blessés. Parmi ces derniers se trouvaient le général Saint-Hilaire, qui, frappé au commencement de l'action, resta toute la journée sur le champ de bataille, et les généraux Kellermann, Walther, Thiébault, Sébastiani, Rapp, Compan et Valhubert. Ce dernier mourut de ses blessures. Quand au milieu de la mitraille des grenadiers voulurent le mettre à l'écart, il leur rappela l'ordre du jour qui prescrivait de ne pas quitter son rang sous prétexte de secourir les blessés. « Si vous êtes vainqueurs, ajouta-t-il, vous m'en-

lèverez du champ de bataille; si vous êtes vaincus, que m'importe un reste de vie?..... » Peu après, il ajouta : « Que n'ai-je perdu le bras plutôt que la cuisse, au moins je pourrais encore combattre avec vous et mourir à mon poste! » Il ne survécut que vingt-quatre heures à sa blessure. Transporté le soir à Brünn, il écrivit à l'Empereur cette lettre touchante : « J'aurais voulu faire plus pour vous; je vais mourir, et je ne regrette pas la vie, puisque j'ai participé à une victoire qui vous assure un règne heureux. Quand vous penserez aux braves qui vous étaient dévoués, rappelez-vous de moi. Il me suffit de vous dire que j'ai une famille; je n'ai pas besoin de vous la recommander. » Napoléon accomplit les derniers vœux du mourant : il adopta ses enfants; il fit élever une colonne au lieu même où il avait été blessé; il voulut que la place attenante au pont d'Austerlitz fût appelée place Valhubert, et qu'une statue en marbre y consacrât son souvenir. Il donna aux rues aboutissantes les noms de Morland, Bourdon et Mazas, colonels tués dans la même bataille. Beaucoup de brillants officiers, élevés depuis aux premiers grades militaires, furent blessés : le chef d'escadron Gérard, aide de camp de Bernadotte; le colonel Digeon, le colonel Lacour et bien d'autres..... En recevant les divers rapports de la journée où mille actions d'éclat étaient signalées, l'Empereur s'écria : « L'armée tout entière a fait son devoir. Pour la récompenser dignement, il faudrait une puissance encore plus grande que la mienne. » Le soir, on lut à l'ordre de l'armée la proclamation suivante :

« SOLDATS!

» Je suis content de vous; vous avez, à la journée d'Austerlitz, justifié tout ce que j'attendais de votre in-

trépidité; vous avez décoré vos aigles d'une immortelle gloire; une armée de cent mille hommes commandée par les empereurs de Russie et d'Autriche a été, en moins de quatre heures, ou coupée ou dispersée; ce qui a échappé à votre feu s'est noyé dans les deux lacs. Quarante drapeaux, les étendards de la garde impériale de Russie, cent vingt pièces de canon, vingt généraux, plus de trente mille prisonniers sont le résultat de cette journée à jamais célèbre. Cette infanterie tant vantée et en nombre supérieur n'a pu résister à votre choc, et désormais vous n'avez plus de rivaux à redouter. Ainsi, en deux mois, cette troisième coalition a été vaincue et dissoute. La paix ne peut être éloignée; mais, comme je l'ai promis avant de passer le Rhin, je ne ferai qu'une paix qui nous donne des garanties et assure des récompenses à nos alliés.

» Soldats! lorsque le peuple français plaça sur ma tête la couronne impériale, je me confiai à vous pour la maintenir toujours dans ce haut éclat de gloire qui seul pouvait lui donner du prix à mes yeux; mais, dans le même moment, nos ennemis pensaient à la détruire et à l'avilir; et cette couronne de fer conquise par le sang de tant de Français, ils voulaient m'obliger à la placer sur la tête de nos plus cruels ennemis : projets téméraires et insensés que, le jour même de l'anniversaire du couronnement de votre empereur, vous avez anéantis et confondus. Vous leur avez appris qu'il est plus facile de nous braver et de nous menacer que de nous vaincre.

» Soldats! lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France. Là, vous serez l'objet de mes tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la

bataille d'Austerlitz, pour qu'on vous réponde : Voilà un brave. »

Le soir du grand jour d'Austerlitz, lorsque les deux empereurs d'Autriche et de Russie eurent réuni, non sans peine, les tristes débris de leur défaite, ils portèrent leur quartier général à Hodiegitz, et la retraite s'effectua par Boschowitz. On eût dit que le ciel, qui avait éclairé d'un soleil radieux notre lutte triomphale, prenait à tâche de rendre le désastre plus complet; car pendant la nuit une pluie glaciale, tombée en abondance, acheva d'abîmer les chemins et d'embourber l'artillerie. Nos troupes fatiguées demeurèrent dans leurs lignes; il n'y eut que l'infatigable Murat qui, suivi d'escadrons nombreux, poussa des détachements sur Rausnitz, Wischau, Kremsir, et força l'ennemi de prendre une direction oblique vers Czeitsch et Goeding. Avant de rentrer sous sa tente, Napoléon consacra une partie de la nuit à visiter le champ de bataille, à recueillir les plaintes des soldats, à s'enquérir de l'état des ambulances, de la distribution des vivres. « J'ai livré, disait-il, vingt batailles aussi chaudes que celle-ci, mais je n'en ai vu aucune où la victoire ait été aussi promptement décidée et où les destins aient été aussi peu balancés. » L'ennemi, quoiqu'il y eût chez lui conscience d'un devoir religieusement accompli, était tombé dans une démoralisation profonde, d'où Napoléon lui-même cherchait à le relever. Ainsi, un commandant d'artillerie de la garde russe fait prisonnier s'écrie en passant devant l'Empereur : « Sire, faites-moi fusiller; je viens de perdre mes pièces. — Jeune homme, réplique Napoléon, j'apprécie vos regrets; mais on peut être battu par mon armée et conserver encore des titres à la gloire. » Ce sentiment d'estime personnelle, mobile des plus grandes choses,

régnait chez tous nos soldats : six Français blessés rencontrent quatre prisonniers russes portant sur un brancard le général Thiébault, qui était atteint d'un coup de feu ; ils éloignent les Russes en disant avec fierté : « C'est à nous qu'appartient l'honneur de porter notre brave général. »

Le 3, du champ de bataille, Napoléon expédia le colonel Lebrun à Joséphine ; il lui écrivit ensuite cette lettre si simple, qui, dans les grandeurs de sa gloire, est une grandeur de plus : « J'ai battu l'armée russe et autrichienne commandée par les deux empereurs. Je me suis un peu fatigué ; j'ai bivouaqué huit jours en plein air par des nuits assez fraîches. Je couche ce soir dans le château du prince Kaunitz, où je vais dormir deux ou trois heures. L'armée russe est non-seulement battue, mais détruite. Je t'embrasse. »



CHAPITRE QUATRE-VINGT-SEIZIÈME.

TRAITÉ DE PRESBOURG.

Projets hostiles de la Prusse arrêtés par le canon d'Austerlitz. — Conférence au bivouac entre Napoléon et François II. — Trêve accordée aux deux empereurs d'Autriche et de Russie. — Modération, générosité de Napoléon ; sentiments d'admiration exprimés par l'empereur Alexandre. — Largesses de Napoléon envers son armée ; ses revues ; reproches au 4e régiment de ligne. — Lettres de Napoléon à Joséphine. — Voyage de l'Impératrice, qui se rend de Paris à Munich. — Conférences et traité de Presbourg. — Estime réciproque que se vouent Napoléon et l'archiduc Charles. — Proclamation de Napoléon à son armée et au peuple de Vienne. — Situation de nos forces militaires. — Napoléon déclare la guerre aux Napolitains ; proclamation menaçante. — Joseph Bonaparte est nommé généralissime ; Masséna commande de fait. — Louis Bonaparte à l'armée du Nord. — Crise de la banque de France. — Intrigues royalistes et proscriptions. — Exil de madame de Staël.

Le peuple rassemblé réclame votre appui ;
Venez au Capitole et gouvernez le monde.
CH. NODIER, *Dioclétien*.

Atterré sous le poids de ses revers, l'empereur d'Autriche, dans la nuit même du 2 au 3 décembre, envoya le prince Jean de Lichtenstein au quartier général de Napoléon lui demander une entrevue, qu'il accorda volontiers. D'Haugwitz, ministre prussien, qui suivait l'arrière-garde française son ultimatum à la main, vint ensuite des premiers féliciter le vainqueur, qui n'en était pas dupe ; car il lui répondit avec un sourire sardonique : « Votre compliment, monsieur le comte, s'est trompé d'adresse. » En effet, les équipages du roi Frédéric-Guillaume partaient alors de Berlin pour l'armée ; la garde prussienne recevait l'ordre de se mettre en marche ; une armée sillonnait la Silésie, couvrait le pays

de Fulde et s'avançait en hâte vers nos frontières : mais le canon d'Austerlitz allait refouler ce mouvement et suspendre les hostilités.

Le rendez-vous des deux empereurs devait avoir lieu le 4, à dix heures du matin, en plein air, près d'un moulin, entre Nardlowitz et Czeitsch. François II s'était logé la veille dans cette dernière ville, tandis qu'Alexandre avait son quartier général à Holitsch. Napoléon fit allumer un grand feu, et quand l'empereur d'Autriche fut descendu de cheval : « Je vous reçois, lui dit le monarque français, dans le seul palais que j'occupe depuis deux mois. — Vous tirez si bon parti de votre habitation, qu'elle doit vous plaire, » répliqua François II. Un armistice fut convenu, et de part et d'autre on arrêta les bases principales d'une paix définitive. L'empereur d'Autriche ayant aussi demandé une trêve en faveur du czar : « Son armée se trouve complétement cernée, fit observer Napoléon; mais pour être agréable à mon frère l'empereur Alexandre, je veux bien suspendre la marche de mes colonnes et laisser passer ses troupes, sous condition qu'elles évacueront l'Allemagne, la Pologne, et retourneront en Russie. — C'est l'intention de l'empereur Alexandre, répondit le monarque autrichien; je puis vous l'assurer; rien n'empêche, d'ailleurs, de vous en convaincre en dépêchant un de vos officiers vers ce prince. » Les généraux Savary et Sutterheim, partis aussitôt dans le même but, arrivèrent ensemble, vers minuit, au quartier général impérial russe. Témoignant à Savary la plus exquise politesse, le czar ajouta ces mots remarquables : « Dites à votre maître qu'il a fait des miracles; que la journée du 2 accroît mon admiration pour lui; que je le regarde comme un prédestiné, et qu'il faut à mon armée cent

ans pour égaler la sienne. Mais puis-je me retirer avec sécurité? — Oui, sire, répliqua l'envoyé, si Votre Majesté ratifie ce que viennent d'arrêter dans leur entrevue les deux empereurs d'Autriche et de France. — Qu'est-ce? — Votre Majesté fera retirer son armée par les journées d'étapes qui seront réglées par l'Empereur; elle évacuera l'Allemagne et la Pologne autrichienne : à cette condition, j'ai l'ordre de me rendre aux avant-postes de nos cohortes, qui vous ont déjà tourné, et d'y donner les ordres nécessaires pour protéger votre retraite, l'Empereur voulant respecter l'ami du premier consul. — Quelle garantie faut-il pour cela? — Sire, votre parole. — Je vous la donne. » A l'instant Savary courut vers Davoust, qui, marchant sur le flanc gauche des Austro-Russes par deux routes différentes, touchait presque Goeding, et s'apprêtait à leur fermer la retraite. Deux heures plus tard, trente mille Russes auraient mis bas les armes. La démarche de l'empereur d'Autriche leur épargna cette honte, contre laquelle Alexandre s'était prémuni d'avance, en adressant à Davoust l'affirmation écrite de sa main qu'une trêve existait. On lit dans Meneval : « L'Empereur me chargea de conserver dans son portefeuille ce billet du czar comme une des pièces les plus importantes de l'histoire de cette guerre [1]. » — « Mon frère l'empereur d'Autriche, disait Napoléon après la conférence de Nardlowitz, me fait commettre une faute. J'aurais pu suivre ma victoire, et prendre toute l'armée. Quelques larmes de moins seront versées. Il n'y a pas de mal qui n'ait son bien. » Peut-être aussi Napoléon, devenu souverain, voulut-il respecter dans la personne des deux monarques alliés le principe d'inviolabilité qu'il pourrait un jour invoquer en sa faveur. Car rien ne

[1] *Napoléon et Marie-Louise*, p. 218.

l'empêchait de les faire prisonniers, d'anéantir l'Autriche à tout jamais, et d'imposer aux Russes une barrière infranchissable par la reconstitution de la nationalité polonaise. Il respecta les droits héréditaires; sa modération égala sa force.

Le 6, l'Empereur et le prince Jean de Lichtenstein, réunis au château d'Austerlitz, réglèrent la démarcation des lignes que devaient occuper les deux armées pendant la durée de l'armistice. Napoléon fit appeler le prince Repnin et lui dit que par considération pour son maître il le renvoyait sans échange, avec tous les prisonniers de la garde noble. Le lendemain, Alexandre quittait Holitsch, traversait en poste le royaume de Prusse, et laissait en passant à Berlin un témoignage verbal de la puissance du vainqueur qui rendit la maison de Brandebourg plus prudente. L'armée russe se retira sur trois colonnes. L'empereur François II alla rassurer dans Olmütz sa famille épouvantée, tandis que Napoléon, seul souverain de fait de l'empire d'Allemagne, se disposait à regagner Schœnbrunn. Avant de quitter ses compagnons de gloire, il voulut réaliser, surpasser même les promesses qu'il avait faites à l'ouverture de la campagne, et rendit les deux décrets suivants :

Premier décret. — « Les veuves des généraux morts à la bataille d'Austerlitz jouiront d'une pension de 6,000 francs leur vie durant; les veuves des colonels et des majors, d'une pension de 2,400 francs; les veuves des capitaines, d'une pension de 1,200 francs; les veuves des lieutenants et sous-lieutenants, d'une pension de 800 fr.; les veuves des soldats, d'une pension de 200 francs. »

Second décret. — « ART. Ier. Nous adoptons tous les enfants des généraux, officiers et soldats français morts

à la bataille d'Austerlitz. — II. Ils seront tous entretenus et élevés à nos frais, les garçons dans notre palais impérial de Rambouillet, et les filles dans notre palais impérial de Saint-Germain. Les garçons seront ensuite placés, et les filles mariées par nous. — III. Indépendamment de leurs noms de baptême et de famille, ils auront le droit d'y joindre celui de Napoléon. »

Ces largesses, sans exemple dans les annales de nos guerres contemporaines, ne parurent exagérées à personne. Le courage et la constance des troupes, l'éclat de leur triomphe, l'immensité des avantages obtenus, les justifiaient. L'Empereur ne s'en tint point là : il voulut qu'immédiatement l'armée touchât trois mois de solde pour gratification; il fit doubler les rations de vin; il mit à la charge des pays conquis les fournitures imputées à la masse, donna des emplois civils aux blessés invalides, de nouveaux grades presque à tout le monde, et distribua de nombreuses décorations. La manière dont il répandait ses faveurs en rehaussait le prix : c'était sur les champs mêmes de la victoire, en présence des troupes sous les armes, dans un appareil de fête guerrière, qu'il récompensait la bravoure. Une revue spéciale eut lieu pour tous les corps, et chacune de ces revues fut signalée par quelque incident remarquable. A la revue de la division Vandamme, Napoléon, arrivé devant le front d'un bataillon du 4ᵉ de ligne, le seul qui eût ployé sous le nombre, prend un visage sévère et s'écrie : « Soldats! qu'avez-vous fait de l'aigle que je vous ai donnée? Vous m'aviez juré de la défendre jusqu'à la mort! » Un morne silence témoigne du regret et de la honte qu'éprouvent les soldats, et le chef de bataillon réplique : « Sire, au moment de la charge, le porte-drapeau est tué; on nous ordonne un mouvement sur la droite, et alors seulement

nous nous apercevons de la disparition du drapeau. — Et qu'avez-vous fait alors sans drapeau? — Sire, nous en avons cherché d'autres dans les rangs ennemis. Veuillez nous rendre une aigle en échange. » Et deux officiers sortent du front de bandière avec des drapeaux russes. Napoléon semble hésiter encore à pardonner et continue de regarder sévèrement le 4e de ligne. « Soldats, dit-il enfin après cette pause éloquente qui valait plus qu'un long discours, jurez qu'aucun de vous ne s'est aperçu de la perte de son aigle. — Nous le jurons! répondent tous les soldats. — Jurez que vous seriez tous morts pour la reprendre, si vous l'aviez su. — Nous le jurons! répètent ces braves. — Jurez de garder celle que je vous rendrai; car un corps qui a perdu son drapeau a perdu l'honneur. » Des cris tumultueux retentissent et disent assez que Napoléon est compris. Il reprend alors son sourire de bienveillance affectueuse, accepte les deux drapeaux russes, et promet de rendre une aigle au régiment.

La gloire de plusieurs corps et celle d'un nombre considérable d'officiers date d'Austerlitz. Le comte d'Ornano, qui s'était distingué à la tête des chasseurs corses, avait été fait officier de la Légion d'honneur sur le champ de bataille. Au milieu de la mêlée, l'Empereur ayant reconnu Montholon pour l'ami d'enfance qui, blessé dans l'expédition de Cagliari, était devenu le commensal des Bonaparte et son propre disciple, le fit appeler et l'adjoignit à Berthier comme aide de camp. Ce souvenir lui ménageait un ami pour l'exil.

Du quartier général d'Austerlitz, Napoléon écrivait à Joséphine : « La bataille d'Austerlitz est la plus belle de toutes celles que j'ai données.... L'empereur Alexandre est au désespoir, et s'en va en Russie.... Voilà enfin le

repos rendu au continent; il faut espérer qu'il va l'être au monde. Les Anglais ne sauraient nous faire front.... J'ai un peu mal aux yeux : c'est une maladie courante et très-peu de chose. Adieu, mon amie; je désire bien te revoir. »

L'Impératrice, alors en route pour le rejoindre, recevait sur son passage des fêtes splendides, qui lui faisaient, à ce qu'il paraît, négliger sa correspondance; car Napoléon lui disait, en date de Brünn, le 10 décembre : « Les belles fêtes de Bade, de Stuttgard et de Munich font-elles oublier les pauvres soldats qui vivent couverts de boue, de plaies et de sang?... » et le 19 : « Grande impératrice, pas une lettre de vous depuis votre départ de Strasbourg. Vous avez passé à Bade, à Stuttgard, à Munich, sans nous écrire un mot. Ce n'est pas bien aimable ni bien tendre! Je suis toujours à Brünn. Les Russes sont partis. Dans peu de jours, je verrai ce que je deviendrai. Daignez, du haut de vos grandeurs, vous occuper un peu de vos esclaves. »

Le lendemain, à Schœnbrunn, Napoléon ayant enfin reçu cette précieuse lettre apprit que Joséphine était indisposée. Il lui conseilla de demeurer à Munich et de s'y amuser, chose facile *au milieu de tant de personnes aimables.* « Pour moi, ajoutait-il, je ne sais ce que je ferai; je dépends des événements, j'attends tout de leur issue. »

Presbourg était le lieu désigné par Napoléon pour la tenue des conférences relatives à la paix. Talleyrand, le prince de Lichtenstein et le comte Giulay s'y rendirent. Ils tombèrent facilement d'accord, malgré l'importance des sacrifices exigés de l'Autriche, car il fallait sauver l'empire, et le 26 décembre les conférences se terminèrent par un traité dont voici les principales dispositions :

« La France continuera de posséder les duchés, principautés et territoires incorporés à l'empire français ou régis par les lois françaises. S. M. l'empereur d'Allemagne reconnaît les dispositions relatives aux principautés de Lucques et de Piombino; il renonce à la partie des États de la république de Venise cédée par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, laquelle deviendra partie intégrante du royaume d'Italie.

» S. M. l'empereur d'Allemagne reconnaît l'empereur des Français comme roi d'Italie, conformément à la déclaration faite par ce souverain en prenant la couronne d'Italie, et s'engage à reconnaître, lors de la séparation des deux couronnes, le successeur que Napoléon se sera donné comme roi d'Italie.

» Le présent traité de paix est déclaré commun à LL. AA. SS. les électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, et à la république batave. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg ayant pris le titre de rois, sans néanmoins cesser d'appartenir à la Confédération germanique, sont reconnus en cette qualité par S. M. l'empereur d'Allemagne, qui renonce aux principautés, seigneuries et domaines ci-après désignés :

» Le margraviat de Burgaw et ses dépendances, la principauté d'Eichstadt, la partie du territoire de Passau appartenant à S. A. R. l'électeur de Salzbourg; le comté de Tyrol, y compris les principautés de Brixen et de Trente; les sept seigneuries de Vorarlberg, avec leurs enclaves; le comté de Hohenens; le comté de Kœnigsegg-Rothenfels; les seigneuries de Tetnang et Argen, la ville et le territoire de Lindau sont cédés, abandonnés à S. M. le roi de Bavière.

» Les cinq villes dites du Danube, savoir : Ehingen, Munders-Kingen, Redlingen, Meingen et Sulgaw, avec

leurs dépendances; le haut et bas comté de Hohenberg; le landgraviat de Nellembourg et la préfecture d'Altorf, avec leurs dépendances (la ville de Constance exceptée); la partie de Brisgaw faisant enclave dans les possessions wurtembergeoises et situéé à l'est d'une ligne tirée du Schlegelberg jusqu'à Molbach, et les villes et territoires de Villingen et Brentingen, sont cédés, abandonnés à S. M. le roi de Wurtemberg.

» Le Brisgaw, à l'exception de l'enclave et des portions séparées ci-dessus désignées, l'Ortenaw et leurs dépendances; la ville de Constance et la commanderie de Meinau appartiendront à S. A. S. l'électeur de Bade de la même manière que les possédait l'empereur d'Allemagne.

» Les pays de Salzbourg et de Berchtolgaden, propriétés de S. A. S. l'archiduc Ferdinand, seront incorporés à l'empire d'Autriche, et l'archiduc obtiendra de S. M. le roi de Bavière la principauté de Wurtzbourg, avec titre électoral et prérogatives de souveraineté.

» La dignité de grand maître de l'ordre teutonique, les droits et revenus dépendant de Mergerstheim, chef-lieu de l'ordre, deviendront héréditaires dans la personne et descendance directe de celui des princes de la maison impériale désigné par S. M. l'empereur d'Allemagne.

» S. M. le roi de Bavière pourra occuper la ville d'Augsbourg et son territoire, et les réunir à ses États; il en sera de même du comté de Bondorf par S. M. le roi de Wurtemberg.

» Les hautes parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la république helvétique, régie par l'acte de médiation, de même que l'indépendance de la république batave.

» Dans le délai de deux mois, à compter de l'échange des ratifications, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué la totalité des États héréditaires de S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, à l'exception de la place de Braunau, laquelle restera pendant un mois de plus à S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, comme lieu de dépôt pour les malades et pour l'artillerie. »

L'empereur d'Autriche était trop heureux d'éviter, aux dépens d'une partie de ses États, les incertitudes et les calamités de la guerre, pour ne pas signer immédiatement le traité de Presbourg. Napoléon, de son côté, le ratifia le surlendemain de la conclusion. Ce même jour, il eut avec le prince archiduc Charles une entrevue de deux heures, dans la maison de chasse de Stamersdorf, à trois lieues de Vienne. Ils s'adressèrent mutuellement des protestations d'estime. Napoléon conçut dès lors la plus haute idée du prince, et s'étonna qu'un capitaine aussi sage, aussi habile, n'eût point été mis à la tête des forces impériales.

Deux proclamations, chefs-d'œuvre de convenance, d'adresse et d'opportunité, annoncèrent à l'armée ainsi qu'au peuple de Vienne la conclusion d'une paix si ardemment désirée. Napoléon disait aux soldats :

« Soldats ! la paix entre moi et l'empereur d'Autriche est signée. Vous avez, dans cette arrière-saison, fait deux campagnes ; vous avez rempli tout ce que j'attendais de vous. Je vais partir pour me rendre dans ma capitale. J'ai accordé de l'avancement et des récompenses à ceux qui se sont le plus distingués. Je vous tiendrai tout ce que je vous ai promis. Vous avez vu votre empereur partager avec vous vos périls et vos fatigues, je veux aussi que vous veniez le voir entouré

de la grandeur et de la splendeur qui appartiennent au souverain du premier peuple de l'univers. Je donnerai une grande fête, aux premiers jours de mai, à Paris; vous y serez tous; et après nous irons où nous appelleront le bonheur de notre patrie et les intérêts de notre gloire.

» Soldats! pendant ces trois mois qui vous seront nécessaires pour retourner en France, soyez le modèle de toutes les armées. Ce ne sont plus des preuves de courage et d'intrépidité que vous êtes appelés à donner, mais d'une sévère discipline. Que mes alliés n'aient pas à se plaindre de votre passage; et en arrivant dans la patrie, sur ce territoire sacré, comportez-vous comme des enfants au milieu de leur famille; mon peuple se comportera envers vous comme il le doit envers des héros ses défenseurs.

» Soldats, l'idée que je vous verrai tous, avant six mois, rangés autour de mon palais, sourit à mon cœur, et j'éprouve d'avance les plus tendres émotions. Nous célébrerons la mémoire de ceux qui dans ces deux campagnes sont morts au champ d'honneur, et le monde nous verra tous prêts à imiter leur exemple, et à faire encore plus que nous n'avons fait, s'il le faut, contre ceux qui voudraient attaquer notre honneur ou qui se laisseraient séduire par l'or corrupteur des éternels ennemis du continent. »

Les Viennois, déjà si bien disposés en faveur de Napoléon, qui avait su respecter leur indépendance, leurs monuments, leurs foyers, recueillirent avec vénération ces paroles du vainqueur :

« Prêt à partir pour ma capitale, je veux que vous sachiez l'estime que je vous porte, et le contentement que j'ai de votre bonne conduite pendant le temps que

vous avez été sous ma loi. Je vous ai donné un exemple inouï jusqu'à présent dans l'histoire des nations. Dix mille hommes de votre garde nationale sont restés armés, ont gardé vos portes; votre arsenal tout entier est demeuré en votre pouvoir, et pendant ce temps-là je courais les chances les plus hasardeuses de la guerre. Je me suis confié en vos sentiments d'honneur, de bonne foi, de loyauté : vous avez justifié ma confiance.

» Habitants de Vienne, je sais que vous avez tous blâmé la guerre que des ministres vendus à l'Angleterre ont suscitée sur le continent. Votre souverain est éclairé sur les menées de ces ministres corrompus; il est livré tout entier aux grandes qualités qui le distinguent; et désormais j'espère pour vous et pour le continent des jours plus heureux.

» Habitants de Vienne, je me suis peu montré parmi vous, non par dédain ou par un vain orgueil; mais je n'ai pas voulu distraire en vous aucun des sentiments que vous deviez au prince avec qui j'étais dans l'intention de faire une prompte paix. En vous quittant, recevez intact, comme un présent qui vous prouve mon estime, votre arsenal, que les lois de la guerre ont rendu ma propriété. Servez-vous-en toujours pour le maintien de l'ordre. Tous les maux que vous avez soufferts, attribuez-les aux malheurs inséparables de la guerre; et tous les ménagements que mon armée a apportés dans vos contrées, vous les devez à l'estime que vous avez méritée. »

Voici quelle était la situation des forces de l'Empire lors de la signature du traité de Presbourg : le premier corps de la grande armée, sous les ordres de Bernadotte, gardait la Bohême; le deuxième corps, sous les ordres de Lannes, la Moravie; le troisième corps,

sous les ordres de Davoust, Presbourg et la Hongrie; le quatrième corps, sous les ordres de Soult, Vienne et ses environs; le cinquième corps, sous les ordres de Ney, la Carinthie; le sixième corps, sous les ordres de Marmont, la Styrie; le septième corps, sous les ordres d'Augereau, la Souabe; le huitième corps, sous les ordres de Masséna, la Carniole. Le prince Eugène Beauharnais commandait toutes les troupes des États de Venise et du royaume d'Italie; le lieutenant général Gouvion Saint-Cyr recevait l'ordre de rétrograder à grandes journées vers Naples, où des hostilités sérieuses éclataient contre nous.

Cette cour, aveugle dans sa haine, foulant aux pieds le dernier traité conclu avec la France, venait d'ouvrir ses ports à l'Angleterre : Napoléon s'y attendait. « Eh bien, dit-il en l'apprenant, les Bourbons de Naples ont cessé de régner. »

Joseph Bonaparte, chargé alors, comme lieutenant de son frère, des affaires administratives de l'Empire, fut aussitôt nommé généralissime de l'armée qui, sous la conduite du général Masséna, devait chasser les Bourbons du territoire napolitain. La proclamation suivante, datée de Schœnbrunn, fit connaître à la grande armée les justes griefs de l'Empereur :

« Soldats,

» Depuis dix ans j'ai tout fait pour sauver le roi de Naples, il a tout fait pour se perdre. Après la bataille de Dégo, de Mondovi, de Lodi, il ne pouvait m'opposer qu'une faible résistance. Je me fiai aux paroles de ce prince et fus généreux envers lui. Lorsque la seconde coalition fut dissoute à Marengo, le roi de Naples, qui le premier avait commencé cette injuste guerre, aban-

donné à Lunéville par ses alliés, resta seul et sans défense. Il m'implora, je lui pardonnai une seconde fois. Il y a peu de mois, vous étiez aux portes de Naples. J'avais d'assez légitimes raisons et de suspecter la trahison qui se méditait, et de venger les outrages qui m'avaient été faits. Je fus encore généreux: je reconnus la neutralité de Naples, je vous ordonnai d'évacuer ce royaume, et, pour la troisième fois, la maison de Naples fut raffermie et sauvée. Pardonnerons-nous une quatrième fois? Nous fierons-nous une quatrième fois à une cour sans foi, sans honneur et sans raison? Non! non! La dynastie de Naples a cessé de régner; son existence est incompatible avec le repos de l'Europe et l'honneur de ma couronne.

» Soldats, marchez; précipitez dans les flots, si tant est qu'ils vous attendent, ces débiles bataillons des tyrans des mers. Montrez au monde de quelle manière nous punissons les parjures. Ne tardez pas à m'apprendre que l'Italie est tout entière soumise à mes lois ou à celles de mes alliés; que le plus beau pays de la terre est affranchi du joug des hommes les plus perfides; que la sainteté du traité est vengée, et que les mânes de mes braves soldats égorgés dans les ports de Sicile à leur retour d'Égypte, après avoir échappé aux périls des naufrages, des déserts et de cent combats, sont enfin apaisés. Soldats, mon frère marchera à votre tête; il connaît mes projets; il est le dépositaire de mon autorité; il a toute ma confiance, environnez-le de toute la vôtre. »

Les succès d'Austerlitz, qui, dès le 11 décembre, faisaient rétrograder l'armée prussienne lancée avec ardeur vers nos frontières; qui arrachaient de la cour électorale de Saxe et de la cour de Hesse les plus humbles

excuses pour l'attitude armée qu'elles avaient prise; ces succès, qui rompaient le traité de Potsdam et rendaient la Suède immobile d'envahissante qu'elle voulait être, portèrent un profond découragement sur les rives parthénopéennes; la reine Caroline elle-même sentit faiblir son énergie, et pendant que Joseph Bonaparte, à Rome ou du quartier général d'Albano, faisait tous les préparatifs d'une campagne, la reine chargeait le duc de Saint-Théodore de négocier avec lui. Joseph ne voulut rien entendre qu'on n'eût promis de livrer toutes les places fortes; Saint-Théodore y fit consentir la reine.

Au mois de décembre, Louis Bonaparte remplissait sur la frontière du Nord une mission semblable à celle de Joseph. Cette frontière, menacée par les Anglo-Suédois et par les Prussiens, exigea tout à coup un déploiement de forces considérables. Louis, qui avait succédé à Murat dans le commandement de la garnison de Paris, avait, dans des fonctions si difficiles, déployé beaucoup d'intelligence et de fermeté. Ayant reçu l'ordre d'organiser sur les côtes une nouvelle armée pour défendre les chantiers d'Anvers, en moins de quarante jours cette armée du Nord fut prête, couvrant le Brabant hollandais, menaçant le duché de Berg, et s'appuyant à Berg-op-Zoom, Breda, Nimègue, Juliers, places que Louis visita d'une manière attentive. Dans un bulletin de la grande armée Napoléon témoigna publiquement la satisfaction qu'il éprouvait des mesures énergiques prises par son frère; mais quelques jours après il lui reprocha en termes assez durs d'avoir dégarni Paris de troupes pour renforcer l'armée du Nord.

L'Empereur n'était pas très-rassuré relativement aux Parisiens, qu'il savait travaillés par les factieux, et sous le poids d'une crise financière imminente, occasionnée

par les manœuvres de l'Angleterre et par le discrédit de la banque de France. Dès la fin du mois de septembre, les banquiers de Londres, d'accord avec les journalistes, avaient provoqué la dépréciation de nos effets publics en répandant des doutes sur la solvabilité de la banque. Ces doutes malheureusement reposaient sur quelques faits réels. La compagnie des vivres, représentée par Ouvrard, avait conclu avec le roi d'Espagne un traité au moyen duquel cette compagnie devait fournir aux colonies de l'Amérique espagnole tous les objets nécessaires à leur consommation, sous condition qu'elle vendrait à son bénéfice les provenances de ces mêmes colonies. C'était une opération colossale, sans exemple, au-dessus des forces de l'association. Il lui fallait 100 millions; la banque lui en fournit davantage, et, pour échange de ses écus ou de ses billets, elle consentit à l'encaissement des valeurs de la compagnie. Cette dernière fut ainsi pourvue d'un nombre considérable d'obligations des receveurs généraux qu'elle négocia sur place, et qui, se produisant au même moment que l'Angleterre fomentait des bruits sinistres pour notre crédit, ébranla la confiance qu'on avait au trésor, et fit affluer aux caisses d'escompte la plupart des porteurs de billets.

Profitant d'une circonstance si critique, les royalistes intriguèrent, répandirent de fausses nouvelles, accrurent la panique générale et mirent en émoi la police. Fouché, qui la dirigeait alors, fit opérer de nombreuses arrestations. Il ne s'en tint pas aux coupables obscurs; il fouilla le faubourg Saint-Germain, et désigna comme dangereux douze ou quinze salons, dont les maîtres furent exilés de Paris par un ordre de Napoléon daté de Munich : MM. de Duras, de Lassalle, de Montrond,

madame d'Avaux, madame de Chevreuse et la séduisante madame Récamier ne trouvèrent point grâce devant Fouché. L'Empereur, plus indulgent, mitigea les rigueurs de cette mesure; il gracia même madame de Chevreuse, belle-fille de la duchesse de Luynes, au point de l'attacher à Joséphine comme dame du palais, et laissa madame Récamier libre de voyager de Paris à Coppet, où l'attirait son amie madame de Staël, qui avait reçu l'ordre de quitter Paris. Napoléon aurait mieux fait sans doute de ne tenir aucun compte des tracasseries et des insultes gratuites de cette femme, qui, abusant de son esprit frondeur, appelait chaque jour les actes du chef de l'État à la barre de son salon. Pendant trois années il supporta ces attaques avec beaucoup de patience; il ne ménagea ni les conseils ni les avertissements, jusqu'à ce qu'enfin sa dignité de souverain l'obligea de se montrer inexorable. « Je la punis malgré moi, disait l'Empereur; car ce n'est point sa faute si, parmi ses rares facultés, l'imagination l'emporte sur le jugement. »



CHAPITRE QUATRE-VINGT-DIX-SEPTIÈME.

ALLIANCES DE LA FAMILLE IMPÉRIALE.

Cours de Munich, de Bade et de Stuttgard. — Caractère de Son Altesse Électorale la princesse douairière de Bavière et du prince électeur Maximilien. — Négociation de mariage intempestive, conduite par Joséphine. — Napoléon arrive le 31 décembre à Munich. — Le 1er janvier à Munich et à Paris. — Union du prince Eugène avec la princesse Auguste de Bavière. — Retour de l'Empereur et de l'Impératrice ; réception qui leur est faite. — Retenue délicate de Napoléon dans les choses qui regardent sa gloire personnelle. — Crise financière et moyens qu'il emploie pour l'arrêter. — Tout semble tourner à la paix. — Pitt mort, Fox le remplace. — Expédition contre les Napolitains. — Entrée de Joseph Bonaparte à Naples. — Discours remarquable de Napoléon pour l'ouverture des séances du Corps législatif. — Situation générale de l'Empire, retracée par le ministre de l'intérieur. — Manière dont Napoléon conciliait l'économie, la magnificence, la justice, les grands intérêts de l'art et les petits intérêts personnels.

Poursuis ta carrière éclatante,
Et sur la Gaule triomphante
Verse l'or pur de tes rayons.
BAOUR-LORMIAN, *Chant gallique*.

Des rapports intimes de sympathie et de parenté unissaient entre elles les cours de Munich, de Bade et de Stuttgard; l'électrice de Bavière, madame Frédérique-Wilhelmine-Caroline, la meilleure des souveraines, femme exceptionnelle, qui n'eut jamais que des pensées bienveillantes, était fille du margrave de Bade, et donnait aux beaux-arts, notamment à la musique, l'hospitalité protectrice qu'ils recevaient chez son père. La princesse de Hesse-Philippstadt; le comte de Nogarola, gouverneur de Munich, et sa charmante fille Thérèse, qui épousa le comte d'Apponi; le comte de Seefeld, intendant de la musique de Leurs Altesses, secondaient l'électrice. Dans les salons de ces personnages d'élite, le duc de Saxe-Cobourg, aujourd'hui roi

des Belges, ne dédaignait pas de faire de la musique avec de simples artistes, tels que les ténors Brizzi et Siboni, et le célèbre compositeur Félix Blangini. Presque partout, presque toujours on parlait français : la princesse de Hesse-Philippstadt, la princesse Auguste de Bavière possédaient cette langue aussi bien que leur langue maternelle, et le prince électeur Maximilien conservait nos habitudes, nos mœurs, notre vivacité d'esprit, qu'il avait contractées pendant un long séjour à Paris. Aussi Joséphine, en Allemagne, pouvait-elle ne pas se croire hors de France.

Indépendamment des motifs de gratitude qui groupaient à ses côtés les maisons électorales, certains projets d'alliance lui procuraient un accueil des plus gracieux; car elle-même prenait les devants de propositions d'autant plus délicates qu'elles ne pouvaient être isolées des questions politiques. Désireuse de marier sa nièce, Stéphanie de Beauharnais, avec le prince de Wurtemberg, elle avait, depuis plusieurs mois, chargé le général Harville, son grand écuyer, d'écrire à M. Didelot, notre ministre plénipotentiaire, au sujet de cette union. Didelot comptait peu sur le succès : l'électeur de Wurtemberg, beau-frère des empereurs d'Autriche et de Russie, gendre actuel du roi d'Angleterre, orgueilleux de ses vieux titres, et les mettant bien au-dessus des titres de gloire acquis par les armes, ne devait point se soucier d'un lien aussi complétement en dehors des préjugés de sa famille. Cependant telle était la grandeur de Napoléon, qu'il n'hésita point. Après deux entrevues, la demande fut accordée : « Monsieur, dit le monarque, j'accède d'autant plus volontiers à votre proposition, que l'Empereur des Français, qui a commencé son élévation et celle de sa famille ainsi que l'ont fait les

ancêtres de toutes nos maisons souveraines, les surpasse en héroïsme et en grandeur; car, de prime abord, il s'est placé, lui et les siens, au premier rang des têtes couronnées, et l'on peut s'honorer en s'alliant à sa maison. » Des paroles si peu en harmonie avec l'idée qu'on se faisait des préférences du prince pour les vieilles souches souveraines enhardirent Didelot, qui, n'ayant d'autre témoin que le général Alexandre, frère de Son Altesse Électorale, crut pouvoir ajouter une seconde proposition à la première : « Prince, répliqua-t-il, la haute estime que Votre Altesse vient de manifester pour l'Empereur et sa famille, le désir de voir resserrer les liens d'amitié qui unissent déjà l'Empereur des Français à votre personne, dont il apprécie les excellentes qualités, m'inspirent la pensée qu'un autre mariage entre la princesse Catherine, votre auguste fille, et le prince Jérôme Bonaparte pourrait amener cet heureux résultat. Je dois déclarer toutefois, sur l'honneur, n'avoir reçu de mon gouvernement nul pouvoir, nulle instruction à cet égard. » Son Altesse Électorale, d'abord étonnée, goûta les motifs allégués par Didelot, et déclara consentir, si le mariage convenait aux deux parties intéressées. Les paroles furent donc échangées en même temps pour les deux projets. Didelot s'empressa d'informer le général Harville du résultat de sa négociation, mais sans lui parler du prince Jérôme, se réservant de faire à l'Empereur seul cette dernière confidence, et un courrier lui fut aussitôt expédié. Six jours après, Didelot reçoit de Talleyrand l'ordre de revenir à Paris sur-le-champ, de ne pas attendre une autorisation officielle, de partir sans voir ni l'électeur ni sa famille, et de prier le ministre des affaires étrangères d'offrir au monarque les excuses du plénipotentiaire français. Du reste, rien

sur les affaires. Soixante heures après, Didelot descendait chez Talleyrand. « Ah! vous voilà déjà, lui dit le ministre; vous avez fait de belles choses! L'Empereur est furieux contre vous; le mariage de la princesse Stéphanie était un coup monté par l'Impératrice à l'insu de l'Empereur.... » Ceci se passait avant la campagne d'Austerlitz. Didelot fut en disgrâce pendant un an; il ne revit point la cour de Wurtemberg, mais ses négociations n'en devinrent pas moins les préliminaires des alliances qui furent ensuite contractées. L'Empereur, dès le 25 décembre 1805, fit demander officiellement pour Eugène Beauharnais la main de la princesse Auguste de Bavière; Jérôme Bonaparte, en 1807, épousa la princesse Catherine, conduite à l'autel plutôt par un sentiment d'obéissance que par inclination décidée. Quant à la princesse Stéphanie, elle épousa, au lieu du prince royal de Wurtemberg, l'héritier présomptif du grand-duc de Bade.

L'Empereur arriva le 31 décembre de Schœnbrunn à Munich pour nouer, par l'union du prince Eugène et de la princesse Auguste, le premier anneau de la chaîne qui va lier désormais la dynastie napoléonienne aux vieilles dynasties de l'Europe. Il était impatiemment attendu. La réception qu'on lui fit dut se ressentir de l'enthousiasme qui signalait la délivrance et la sécurité du pays.

Le 1er janvier de l'année 1806 fut un beau jour pour les cercles électoraux et pour la France : les électeurs Maximilien-Joseph et Frédéric annoncèrent qu'une couronne royale allait ceindre leur front; et pendant qu'aux palais de Munich et de Stuttgard ils recevaient les vœux de leurs sujets, Napoléon et Joséphine, arbitres des destinées d'une partie de la confédération rhénane, semblaient absorber les hommages de cette confédération. A Paris, le tribunat sortait en corps de son palais pour

porter au sénat, de la part de l'Empereur, les drapeaux qu'il lui avait adressés; circonstance mémorable, dont le décret suivant, rendu le jour même par le sénat, consacre le souvenir :

« La lettre de S. M. l'Empereur et roi datée d'Elchingen, le 26 vendémiaire an XIV, et par laquelle Sa Majesté fait don au sénat de quarante drapeaux conquis par son armée, sera gravée sur des tables de marbre qui seront placées dans la salle des séances du sénat. »

Ce fut aussi le 1er janvier 1806 que le calendrier grégorien fut rétabli, après quatorze ans d'interruption, et conformément au vœu du clergé catholique, des savants, intéressés au maintien des traditions astronomiques et historiques, des administrateurs, qu'embarrassaient souvent les jours complémentaires, et des diplomates, dont notre manière de mesurer le temps entravait les relations.

Les ratifications du traité de Presbourg s'échangeaient à Vienne, encore occupée par les troupes françaises, qui l'évacuèrent neuf jours après. Le prince Eugène était en route pour Munich, où il arriva le 10 janvier. Dès le surlendemain, Napoléon l'adopta pour fils. Son mariage ayant eu lieu le 13, l'Empereur et l'Impératrice quittèrent aussitôt Munich; pendant que François II rentrait à Vienne au milieu des acclamations d'un peuple fidèle.

Louis Bonaparte venait de mettre l'armée du Nord sous les ordres du général Leland, et de se rendre à Strasbourg afin d'y attendre Leurs Majestés. Napoléon le reçut assez mal, et lui reprocha ce départ précipité : « Pourquoi, dit-il, quitter la Hollande ? On vous y voyait avec plaisir; il fallait y rester. — La paix une fois conclue, répliqua Louis, j'ai tâché de réparer la faute que

vous m'avez reprochée dans vos lettres, en renvoyant à leur poste les troupes que j'en avais fait sortir. Quant à moi, à qui vous avez laissé le commandement militaire de la capitale en votre absence, mon devoir était de m'y trouver pour vous recevoir. J'ai cru mieux faire en venant au-devant de Votre Majesté. J'avouerai néanmoins que les bruits répandus en Hollande sur le changement prochain du mode d'administration de ce pays et sur la destinée future qu'on me suppose ont hâté mon départ. Ces bruits inquiètent les Hollandais et ne me plaisent pas. » La réponse de l'Empereur, quelque vague qu'elle fût, fit comprendre dès lors à son frère que ces bruits étaient fondés; mais il s'en inquiéta peu, « persuadé qu'il trouverait aisément moyen de refuser le haut rang qu'on lui destinait, rang qu'il n'ambitionnait pas, et qui faisait l'objet des vœux ardents de plusieurs membres de sa famille [1]. »

A Strasbourg, la réception de Leurs Majestés Impériales fut aussi brillante qu'elle l'avait été à Munich, à Bade, et dans toutes les villes qu'elles avaient traversées. De la frontière jusqu'à Paris on ne vit également qu'arcs de triomphe entourés d'une population curieuse de contempler le vainqueur d'Austerlitz. Jamais enthousiasme si grand ne l'avait accueilli. En épuisant dans leurs harangues toutes les formes de l'hyperbole, les autorités se montrèrent organes fidèles de l'opinion publique. Ce fut une véritable apothéose.

Napoléon, le 26 janvier, fut presque porté de sa voiture dans son palais, où l'attendait un peuple de courtisans qui pour être flatteurs n'avaient besoin que d'être vrais. Au reste, la vérité seule plaisait au monarque. Quelques jours après son retour, le directeur du cabinet

[1] *Documents historiques sur la Hollande*, t. Ier, p. 119.

des médailles vint lui présenter celles qu'il avait préparées pour perpétuer le souvenir de la campagne d'Austerlitz. Les inscriptions fastueuses de ces médailles produisaient chez lui des mouvements d'impatience; mais ayant vu sur l'une d'elles l'aigle étouffant le léopard, il ne put se contenir davantage, et s'écria : « Qu'est-ce à dire?... Vil flatteur! Comment oser exprimer que l'aigle écrase le léopard, tandis que c'est lui qui écrase l'aigle française? Tout le monde sait qu'il m'est impossible de mettre en mer un seul bateau pêcheur sans que les Anglais l'enlèvent.... Faites refondre de suite cette médaille; ne m'en présentez jamais de pareilles. » Au sujet d'une autre médaille également relative à la bataille d'Austerlitz, Napoléon disait : « Gravez d'un côté le nom d'Austerlitz, placez de l'autre les aigles française, autrichienne et russe : la postérité saura bien distinguer le vainqueur. » La retenue délicate de l'Empereur pour toutes les choses qui réfletaient sa gloire personnelle n'éclata pas moins dans la commande des tableaux qui devaient consacrer les souvenirs de cette campagne. Au premier plan de la bataille d'Austerlitz, par Gérard, l'action principale, celle qui frappe instantanément les regards, c'est la venue de Rapp amenant prisonnier le comte Repnin : ainsi l'avait exigé l'Empereur.

Une des premières questions qui appelaient l'attention de l'Empereur, c'était la situation critique de la banque, dont nous avons déjà parlé. Cent millions négociés par elle pesaient sur l'exercice courant; et des inquiétudes, exagérées par la malveillance, agitaient la place. Napoléon réunit un conseil, se fait rendre compte des opérations de la compagnie des vivres, autrement dite Compagnie Ouvrard, interroge Barbé-Marbois, ministre du trésor, dont il ne suspecte pas la probité, mais

dont il blâme l'imprévoyance ; examine les bordereaux de recouvrement et d'échéance, comme l'eût fait un banquier consommé ; puis il fait venir Ouvrard. « Encore sous l'impression de la situation critique où l'aurait réduit la privation de ses ressources, gravement compromises s'il eût perdu la bataille d'Austerlitz, et des malheurs incalculables qui s'en seraient suivis, l'Empereur adresse à M. Ouvrard les reproches les plus amers et lui dit, entre autres choses, dans un violent accès d'indignation, qu'il voudrait pouvoir faire élever une potence assez haute pour l'y montrer exposé en exemple à toute la France. Placé derrière le fauteuil du grand juge, Ouvrard soutint cette bourrasque sans en paraître ému et sans articuler une parole pour sa justification. Il se retira sans confusion apparente, quoique l'Empereur lui eût ordonné d'une manière très-dure de sortir [1].... »

Napoléon destitua le secrétaire général du trésor public, coupable de s'être laissé séduire, et lui fit verser à la caisse d'amortissement une somme considérable qu'on prétendait lui avoir été donnée par les banquiers ; on mit le séquestre sur les biens de ces derniers pour gage de ce qu'ils devaient au trésor ; ils furent constitués prisonniers jusqu'à liquidation parfaite, et on fit rentrer toutes les traites qui restaient entre leurs mains. Barbé-Marbois perdit son portefeuille, mais personne ne suspecta sa délicatesse ; car on le regardait comme le cerbère du trésor. Une caricature le représenta même debout, sur le balcon de l'hôtel du ministère, pointant les employés retardataires qu'il voyait arriver de loin, tandis que, placé derrière lui, le secrétaire général tirait de ses poches des millions. L'Empereur, deux années après,

[1] *Souvenirs historiques de M. le baron Meneval*, t. III, p. 140.



nommait Barbé-Marbois premier président de la cour des comptes. Mollien, qui le remplaça au ministère du trésor, était un financier profond, homme intègre et causeur spirituel, ce qui ne nuit jamais, même dans les questions de chiffres. Il créa la caisse de service et introduisit beaucoup d'améliorations qui lui ont survécu.

En soumettant à la chambre des communes le texte des traités conclus avec les empereurs d'Autriche, de Russie et le roi de Suède, le cabinet britannique divulguait sans scrupule la complicité d'intention de la Prusse. Aussi cette dernière puissance n'était-elle que plus empressée dans l'expression de ses sentiments pacifiques à l'égard de la France. Le 24 janvier, une proclamation de Frédéric-Guillaume annonçait aux Prussiens le maintien de la paix; le même jour, le grand-duc Constantin allait prendre en personne congé du comte d'Hardenberg, chef du parti de la coalition; et, par une de ces contradictions bizarres dont la politique du cabinet prussien d'alors offre de nombreux témoignages, Frédéric-Guillaume, acceptant le Hanovre en échange des pays d'Anspach, de Neufchâtel, de Clèves et de Wesel, le faisait occuper par ses troupes, et fermait à nos ennemis une partie des ports de la mer d'Allemagne, au risque de se brouiller avec l'Angleterre et la Suède. Pendant que cet arrangement diplomatique avait lieu, et que M. d'Haugwitz protestait aux Tuileries de la bonne amitié de son maître, Napoléon, payé pour être méfiant, cantonnait le corps d'Augereau vers le Main, et laissait d'autres troupes sur le territoire de Nuremberg, dans les duchés de Berg et de Clèves.

Au mois de février, tout semblait tourner à la paix : Fox prenait les rênes du ministère anglais; la Porte, longtemps intimidée, reconnaissait Napoléon en qualité



d'empereur et de *padischah*. Nous marchions à grandes journées sur Naples, « pour punir, dit le 37e bulletin officiel, la trahison de la reine et précipiter du trône cette femme criminelle qui avec tant d'impudeur a violé tout ce qui est sacré parmi les hommes. On a voulu intercéder pour elle auprès de l'Empereur; il a répondu : Les hostilités dussent-elles recommencer et la nation soutenir une guerre de trente ans, une si atroce perfidie ne peut être pardonnée. *La reine de Naples a cessé de régner*. Ce dernier crime a rempli sa destinée. Qu'elle aille à Londres augmenter le nombre des intrigants et former un comité d'*encre sympathique* avec Drake, Spencer-Smith, Taylor, Wickam; elle pourra y rappeler, si elle le juge convenable, le baron d'Armfeld, MM. de Fersen, d'Antraigues et le moine Morus. »

Le 8 février, l'avant-garde de nos troupes traverse le Garigliano; le 9, Joseph Bonaparte, en qualité de généralissime, adresse une proclamation à l'armée et une autre aux Napolitains; le 13, Téano, Capoue, Pescara, Naples, avec tous ses forts, ont déjà capitulé; le 14, les vainqueurs font leur entrée dans la capitale. Joseph n'y parut que le lendemain; et ce fut le 21 qu'il prit, au nom de son frère, possession du royaume. Dès le 23 janvier, Ferdinand, après de vaines démarches pour conjurer l'orage, s'était enfui à Palerme, laissant à la reine et à son fils des pouvoirs illimités, dont ils tâchèrent de profiter en soulevant les provinces et en armant les lazzaroni; mais la rapidité de notre conquête paralysa leurs efforts, et la reine s'embarqua bientôt, emportant avec elle tout l'argent des caisses publiques et les effets les plus précieux du palais. On trouva dans l'arsenal deux cents milliers de poudre, deux cents pièces de

canon, et dans le port plusieurs navires richement chargés. A l'aspect de nos aigles, les Napolitains semblaient ravis d'être délivrés du pouvoir qui pesait sur eux. Jamais réception d'apparence plus joyeuse n'avait eu lieu : fallait-il la croire bien sincère?

Joseph apprit que le prince royal rassemblait dans la Calabre une armée de vingt mille hommes, presque entièrement composée de malfaiteurs auxquels on avait promis l'impunité de leurs crimes et le pillage de la capitale. Régnier, à la tête de quelques régiments, étant allé à leur rencontre, les atteignit le 9 mars à Campo-Tenese, força le camp retranché qu'ils occupaient, fit deux mille prisonniers, dispersa le reste dans les montagnes, et força le prince à s'embarquer avec les troupes qui lui demeuraient fidèles. Cette victoire décisive nous assurait la possession de tout le royaume de Naples.

L'ouverture du Corps législatif, fixée au 2 mars, ne pouvait se faire dans des circonstances plus favorables. Napoléon y parut environné des dignitaires et de tous les grands personnages de l'État. En face du trône qu'on lui avait préparé se trouvaient l'impératrice Joséphine, le prince royal de Bavière et le prince archichancelier de l'empire germanique. L'Empereur présenta de la manière suivante le tableau des événements qui s'étaient accomplis :

« Messieurs les députés des départements au Corps législatif, messieurs les tribuns et messieurs les membres de mon conseil d'État, depuis votre dernière session, la plus grande partie de l'Europe s'est coalisée avec l'Angleterre. Mes armées n'ont cessé de vaincre que lorsque je leur ai ordonné de ne plus combattre. J'ai vengé les droits des États faibles opprimés par les forts. Mes alliés ont augmenté en puissance et en considération; mes

ennemis ont été humiliés et confondus; la maison de Naples a perdu sa couronne sans retour; la presqu'île de l'Italie tout entière fait partie du grand empire. J'ai garanti, *comme chef suprême*, les souverains et les constitutions qui en gouvernent les différentes parties. La Russie ne doit le retour des débris de son armée qu'au bienfait de la capitulation que je lui ai accordée. Maître de renverser le trône impérial d'Autriche, je l'ai raffermi. La conduite du cabinet de Vienne sera telle, que la postérité ne me reprochera pas d'avoir manqué de prévoyance. J'ai ajouté une confiance entière aux propositions qui m'ont été faites par son souverain. D'ailleurs, les hautes destinées de ma couronne ne dépendent pas des sentiments et des dispositions des cours étrangères. Mon peuple maintiendra toujours ce trône à l'abri des efforts de la haine et de la jalousie; aucun sacrifice ne lui sera pénible pour assurer ce premier intérêt de la patrie.

» Nourri dans les camps, et dans des camps toujours triomphants, je dois dire cependant que, dans ces dernières circonstances, mes soldats ont surpassé mon attente; mais il m'est doux de déclarer aussi que mon peuple a rempli tous ses devoirs. Au fond de la Moravie, je n'ai pas cessé un instant d'éprouver les effets de son amour et de son enthousiasme. Jamais il ne m'en a donné des marques qui aient pénétré mon cœur de plus douces émotions. Français! je n'ai pas été trompé dans mon espérance. Votre amour, plus que l'étendue et la richesse de votre territoire, fait ma gloire. Magistrats, prêtres, citoyens, tous se sont montrés dignes des hautes destinées de cette belle France, qui, depuis deux siècles, est l'objet des ligues et de la jalousie de ses voisins. Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître les événe-

ments qui se sont passés dans le cours de l'année. Mon conseil d'État vous présentera des projets de loi pour améliorer les différentes branches de l'administration. Mes ministres des finances et du trésor public vous communiqueront les comptes qu'ils m'ont rendus; vous y verrez l'état prospère de nos finances. Depuis mon retour, je me suis occupé sans relâche de rendre à l'administration ce ressort et cette activité qui portent la vie jusqu'aux extrémités de ce vaste empire. Mon peuple ne supportera pas de nouvelles charges, mais il vous sera proposé de nouveaux développements au système des finances, dont les bases ont été posées l'année dernière. J'ai l'intention de diminuer les impositions directes qui pèsent uniquement sur le territoire, en remplaçant une partie de ces charges par des perceptions indirectes.

» Les tempêtes nous ont fait perdre quelques vaisseaux après un combat imprudemment engagé. Je ne saurais trop me louer de la grandeur d'âme et de l'attachement que le roi d'Espagne a montrés pour la cause commune dans ces circonstances. Je désire la paix avec l'Angleterre. De mon côté, je n'en retarderai jamais le moment. Je serai toujours prêt à la conclure en prenant pour base les stipulations du traité d'Amiens. Messieurs les députés du Corps législatif, l'attachement que vous m'avez montré, la manière dont vous m'avez secondé dans les dernières sessions ne me laissent point de doute sur votre assistance. Rien ne vous sera proposé qui ne soit nécessaire pour garantir la gloire et la sûreté de mes peuples. »

Napoléon, comme on le voit, glisse d'une manière rapide sur le désastre de Trafalgar, dont il ne prononce pas même le nom; il se tait également sur le

combat du 4 novembre, perdu par le contre-amiral Dumanoir : d'ailleurs ce grand deuil s'apercevait à peine au milieu des triomphes.

Le soir de l'ouverture du Corps législatif, le prince héréditaire de Bade arrivait à Paris. Le lendemain, Napoléon fiançait ce prince avec la princesse Stéphanie, qu'il venait d'adopter en même temps que la reine Hortense. La décision suivante fut rendue à ce sujet : « Notre intention étant que la princesse Stéphanie Napoléon, notre fille, jouisse de toutes les prérogatives dues à son rang, dans tous les cercles, fêtes et à table, elle se placera à nos côtés, et dans les cas où nous ne nous y trouverions pas, elle sera placée à la droite de l'Impératrice.

» *Signé* NAPOLÉON. »

Ainsi que l'avait annoncé l'Empereur, M. de Champagny, ministre de l'intérieur, rendit compte au Corps législatif de la situation de l'Empire. Après quelques mots sur les résultats de l'administration consulaire, il esquissa plus en détail le tableau de la dernière année : d'immenses travaux publics sont entrepris dans les départements de l'Est ; Lyon voit renaître les édifices renversés par l'anarchie révolutionnaire ; des digues élevées près de cette ville vont contenir le Rhône ; divers décrets assurent l'avenir de son commerce, et des écoles de dessin consolident la prospérité de ses manufactures. Sur tous les points apparaissent des constructions relatives aux objets d'utilité publique : telles sont les routes du Simplon, du mont Cenis et du mont Genèvre ; les routes à travers la Maurienne et de Toulon à Gênes ; les ponts reconstruits ou bâtis nouvellement sur le Rhin, la Meuse, la Loire, le Cher, le Loing, le Rhône, la Saône, la Durance et l'Isère ; les chemins de halage éta-

blis le long d'un grand nombre de fleuves et de rivières; les canaux commencés ou projetés pour la jonction des deux mers et des principaux fleuves; tels sont le tracé de trois lignes télégraphiques; l'organisation meilleure donnée aux ponts et chaussées; la fondation dans le Morbihan et la Vendée de deux villes nouvelles; les ports agrandis, nettoyés ou créés dans trente-cinq villes maritimes... Notre capitale, disait le ministre, a été plus embellie en une année de guerre qu'autrefois elle ne l'avait été en un demi-siècle de paix; la comptabilité, le régime des hospices, l'administration du mont-de-piété s'améliorent d'une manière profitable aux masses indigentes... On a desséché des marais, multiplié les plantations, organisé des haras, encouragé l'agriculture, protégé les fabriques; on s'est appliqué à rétablir les sociétés savantes et littéraires, à fonder des écoles de droit, de sciences militaires et d'arts, des lycées, des maisons d'éducation secondaire. La banque de France fonctionne d'après un nouveau système, et les impositions, mieux réparties, n'entravent plus l'essor de certains travaux..... Le ministre parle ensuite de la campagne d'Autriche, et représente Napoléon au milieu des hasards, des combinaisons militaires, des mille fatigues qu'il partage avec le soldat, rassemblant dans sa main les fils compliqués du réseau administratif de la France; ne négligeant aucun détail, et signalant, par une infinité de décrets rendus à Ulm, à Vienne, à Munich, la prodigieuse activité de son esprit, la profonde sollicitude de son âme.... Il n'est sorte d'efforts qu'il n'ait faits pour relever ou soutenir le culte, pour améliorer l'administration de la justice, pour perfectionner la police et garantir la sûreté individuelle. Il a donné aux états de Parme et de Plaisance un code de lois et un meilleur

système d'administration; il a ménagé au Piémont un débouché naturel par la ville de Gênes; on lui doit l'anéantissement des Barbets, l'embellissement de Turin, la ceinture définitive de Casal et d'Alexandrie devenue le boulevard principal de l'Empire.

Nous avons déjà dit comment, au moyen de conversations avec les hommes spéciaux, de rapports contradictoires et de discussions au conseil d'État, Napoléon parvenait à n'ignorer presque rien de ce qu'il fallait savoir. Quand il lui arrivait de formuler un plan, on y retrouvait toujours son esprit, ses vues larges, sa manière d'intéresser l'avenir dans les décisions actuelles. Voici, par exemple, à propos de l'arc de triomphe du Carrousel, dédié à la gloire des armées françaises pendant la campagne de 1805, une note curieuse dictée par lui :

« Les arcs de triomphe seraient un ouvrage futile et qui n'aurait aucune espèce de résultat, que je n'aurais pas fait faire, si je n'avais pensé que c'était un moyen d'encourager l'architecture. Je veux avec les arcs de triomphe nourrir pendant dix ans la sculpture en France. M. Denon me présentera un plan. Le ministre de l'intérieur doit faire faire un autre arc de triomphe à l'Étoile. Il faut bien s'entendre pour la description de tous les dessins. Il faut que l'un soit l'*arc de Marengo,* et l'autre l'*arc d'Austerlitz.* J'en ferai faire un autre dans une situation quelconque de Paris qui sera l'*arc de la Paix,* et un quatrième qui sera l'*arc de la Religion.* Avec ces quatre arcs, je prétends alimenter la sculpture en France pendant vingt ans. Il est cependant bon que M. Daru connaisse l'existence de ces quatre arcs, pour ne pas mettre à l'un ce qui convient à l'autre. Je prie M. Daru de me faire connaître où en est la statue de Charlemagne, de s'entendre avec M. Cretet au sujet des deux

fontaines qui doivent être élevées, l'une sur la place de la Révolution, et l'autre sur les terrains de la Bastille; elles sont monumentales. Il y faut des statues et des bas-reliefs. Ces sujets peuvent être pris d'abord dans l'histoire de l'Empereur, ensuite dans l'histoire de la Révolution et dans l'histoire de France. Il faut, en vue générale, ne pas perdre une circonstance d'humilier les Russes et les Anglais. Guillaume le Conquérant, Duguesclin pourront être honorés dans ces monuments. »

Un trait caractéristique propre à l'Empereur, et qu'on rencontre bien rarement chez les hommes aussi haut placés, c'est la faculté de ne jamais se laisser distraire des intérêts individuels par les grands intérêts publics; c'est l'esprit de détail s'associant au génie généralisateur, et s'étendant quelquefois jusqu'aux choses les plus futiles. Un musicien, nommé Blangini, avait composé sur les paroles d'Aignan un opéra en cinq actes intitulé *Nephtali*, dont la représentation était fixée. Mais Spontini vient d'achever sa *Vestale*, et veut lui faire prendre le pas sur *Nephtali*, malgré l'ordre d'inscription. Aignan et Blangini résistent; Joséphine intervient pour Spontini, et M. de Luçay, préfet du palais, directeur des théâtres, ne sait plus que faire. « Parbleu, dit Blangini, il faut écrire à l'Empereur et lui demander justice. » C'était à la veille de la bataille d'Austerlitz, lorsque dans les plaines de la Moravie, chaque matin et chaque soir, cent mille hommes attendaient le programme de leurs journées et la paix de leurs nuits : courrier par courrier, l'Empereur répond que l'opéra de *Nephtali* ayant été reçu avant la *Vestale*, doit être représenté le premier.

CHAPITRE QUATRE-VINGT-DIX-HUITIÈME.

CONDITION DYNASTIQUE DES BONAPARTE.

Système d'après lequel Napoléon veut organiser l'empire français. — Murat duc de Berg et de Clèves. — Joseph roi de Naples. — Conversation de Napoléon avec Miot au sujet de ses frères, et acte impérial qui détrône les Bourbons napolitains. — Voyage du roi Joseph dans les provinces méridionales de ses États. — Il se fait proclamer souverain ; son entrée à Naples ; ses débuts ; difficultés qu'il rencontre ; prise de Gaëte. — Érection de principautés et de grands fiefs au profit de Pauline Borghèse, de Berthier, de Bernadotte, de Talleyrand, etc., etc. — Une commission de la Chambre des députés de Hollande vient à Paris offrir la couronne au prince Louis-Napoléon Bonaparte. — Il est proclamé roi le 5 juin par l'Empereur. — Son départ pour la Hollande ; réception qui lui est faite. — Son ministère ; ses travaux, ses embarras administratifs ; médiocrité de ses ressources et fardeau de ses obligations. — Napoléon veut que la Hollande, l'Italie et les autres États annexés à la couronne impériale ne puisent leurs ressources qu'en eux-mêmes. — Insurrection de la Calabre. — Vues ambitieuses de Caroline Bonaparte et de Murat. — Conférences diplomatiques à Vienne et à Constantinople ; Sébastiani et d'Oubril. — Les Russes s'emparent des bouches du Cattaro. — Hostilités diverses entre les Russes et les Français, prélude d'une lutte beaucoup plus grave.

Ils étaient les soldats vainqueurs du capitaine vainqueur ; l'éclat qui rayonnait autour du chef éclairait au loin jusqu'au dernier de ses compagnons.

FRÉDÉRIC SOULIÉ.

Je ne sais quelle est la plus heureuse de celle qui descend du trône ou de celle qui y monte.

Réponse de madame Joseph Bonaparte, complimentée sur son avénement au trône.

Dès avant la victoire d'Austèrlitz, Napoléon, qui voyait l'empire d'Allemagne tomber de vétusté, avait imaginé de créer, à peu près sur le même modèle, un autre empire, composé de duchés, de principautés et de royautés vassales, véritables grands fiefs qu'il voulait accorder aux membres de sa famille, aux hommes qui l'avaient secondé ; et créer ainsi une sorte de confédération napoléonienne légitimée par la gloire. Dans ce vaste système, Eugène Beauharnais devait conserver la

portion de la péninsule italique qu'il administrait déjà; Joseph Bonaparte était appelé à la couronne de Naples, Louis à celle de Hollande. Caroline, voyant Élisa, sa sœur aînée, souveraine du beau duché de Lucques, ne négligeait aucune influence pour obtenir quelque principauté héréditaire, et Talleyrand, sous la main de qui s'arrangeaient les nouveaux fiefs, avait imaginé en faveur de Murat la principauté de Neufchâtel, que Napoléon s'était empressé de lui offrir. Mais Caroline portait ses vues beaucoup plus haut. Elle ne dissimula point l'infériorité blessante d'un tel don; elle fit valoir les services et l'attachement de son mari; elle voulut autre chose. Alors Napoléon songea au grand-duché de Berg, contrée riante, fertile, située au-dessous de Cologne, à la droite du Rhin, et comprenant sur son territoire l'importante place de Wesel. Ce petit État, cédé par la Bavière en échange du margraviat d'Anspach et accru des restes du duché de Clèves, contenait trois cent vingt mille âmes, et produisait un revenu net de 400,000 florins. Il permettait d'avoir sur pied trois régiments, d'entretenir une petite cour et de figurer avec avantage au sein de la confédération germanique, dont Murat allait désormais faire partie. Cela ne valait pas, à beaucoup près, le royaume que l'imagination de Caroline avait rêvé; mais c'était préférable à Neufchâtel, et Murat résolut de l'accepter, espérant mieux de l'avenir et de l'influence que Caroline exerçait sur Napoléon. Le 15 mars 1806, il fut proclamé grand-duc de Berg et de Clèves, et reconnu en cette qualité par toutes les puissances de l'Europe, excepté l'Angleterre et la Suède.

Si l'idée d'avoir une cour flattait singulièrement Caroline, le désir d'introduire la pompe des costumes, le luxe

des équipages et les habitudes martiales au sein de la noblesse allemande ne préoccupait pas moins Murat. Il voulut transporter à Berg toute la confortable élégance qu'on rencontrait dans son hôtel à Paris ; il s'y fit suivre par des gens dévoués à sa personne, par des têtes aussi peu solides que la sienne, qui ne pouvaient inspirer beaucoup de confiance à des esprits éclairés et positifs, mais qui charmèrent le beau sexe des rives rhénanes, accourant pour assister aux fêtes splendides du somptueux grand-duc.

L'érection de la souveraineté de Naples en faveur de Joseph Bonaparte était bien autrement importante. Dans le courant du mois de mars, l'Empereur en parlait dans les termes suivants à Miot, conseiller d'État : « Vous allez partir pour rejoindre mon frère. Vous lui direz que je le fais roi de Naples, qu'il restera grand électeur, et que je ne change rien à ses rapports avec la France ; mais dites-lui aussi que la moindre hésitation, que la moindre incertitude le perdra ; j'ai, dans le secret de mon sein, un autre tout nommé pour le remplacer s'il refuse ; je l'appellerai Napoléon, il sera mon fils. C'est la conduite de mon frère à Saint-Cloud, c'est son refus d'accepter la couronne d'Italie qui m'ont fait adopter Eugène. Tous les sentiments d'affection cèdent actuellement à la raison d'État ; je ne connais pour parents que ceux qui me servent. Ce n'est point au nom de Bonaparte qu'est attachée ma famille, c'est au nom de Napoléon. Ce n'est pas comme les autres hommes que je fais des enfants, c'est avec ma plume. Tous ces liens, tous ces rapports d'enfance, il faut que Joseph les oublie... Conseillez à Joseph d'acquérir de la gloire ; qu'il ne craigne pas d'agir, de se casser une jambe, de braver la mort. C'est en ne redoutant rien, en faisant bon marché de sa

vie qu'on devient quelque chose. Voyez, moi : la campagne d'Austerlitz, l'agitation, le mouvement m'ont engraissé. Je crois que si tous les rois de l'Europe se coalisaient contre moi, je gagnerais une panse ridicule... Je donne à mon frère une belle occasion d'exercer son esprit et d'opérer le bien. Qu'il gouverne sagement et avec fermeté ; qu'il soit en tout digne du trône que je lui donne ; qu'il se montre souvent à la tête des troupes, c'est le seul moyen de s'en faire aimer... Ce serait peu d'être roi de Naples, il faut qu'il soit encore roi des Deux-Siciles, et qu'il pousse la guerre avec vigueur. Il n'aura pas eu de résistance à Naples : pour conquérir la Sicile, je lui laisse quatorze régiments d'infanterie et cinq régiments de troupes à cheval, à peu près quarante mille hommes ; qu'il m'entretienne cette partie de mon armée ; je ne lui demande pas d'autre contribution..... Vous avez entendu : je ne veux plus avoir de parents dans l'obscurité. Ceux qui ne s'élèveront pas avec moi ne seront plus de ma famille. Je veux une famille de rois, ou plutôt de vice-rois, car le vice-roi d'Italie, le roi de Naples, et d'autres encore que je ne nomme point, sont rattachés à un système fédératif. Je veux bien oublier ce que deux de mes frères ont fait contre moi ; que Lucien abandonne sa femme, et je lui donnerai une souveraineté. Jérôme a déjà réparé une partie de ses torts. Après sa croisière d'un an, je le marierai à une princesse..... Joseph vous fera ministre de la guerre..... Adieu. »

La royauté de Naples et de Sicile apparaît ici à l'état de germe, telle que l'avait d'abord conçue Napoléon. En quelques jours, l'idée se développa, se mûrit ; l'Empereur appela successivement les hommes énergiques qu'il voulait placer autour de Joseph, Rœderer, Salicetti, etc.,

leur donna des instructions précises, et le 3 mars l'acte impérial que voici émana de la chancellerie :

« Les intérêts de notre peuple, l'honneur de notre couronne et la tranquillité du continent de l'Europe voulant que nous assurions d'une manière stable et définitive le sort des peuples de Naples et de Sicile tombés en notre pouvoir par le droit de conquête, et faisant d'ailleurs partie du grand empire, nous avons déclaré et déclarons par les présentes reconnaître pour roi de Naples et de Sicile notre frère bien-aimé Joseph Napoléon, grand électeur de France. Cette couronne sera héréditaire par ordre de primogéniture dans sa descendance masculine, légitime et naturelle. Venant à s'éteindre, ce que Dieu ne veuille, sadite descendance, nous prétendons y appeler nos enfants mâles, légitimes et naturels, par ordre de primogéniture, et à défaut de nos enfants mâles, légitimes et naturels, ceux de notre frère Louis et de sa descendance masculine, légitime et naturelle, par ordre de primogéniture; nous réservant, si notre frère Joseph Napoléon venait à mourir de notre vivant sans laisser d'enfants mâles, légitimes et naturels, le droit de désigner, pour succéder à ladite couronne, un prince de notre maison, ou même d'y appeler un enfant adoptif, selon que nous le jugerons convenable pour l'intérêt de nos peuples, et pour l'avantage du grand système que la divine Providence nous a destiné à fonder.

» Nous instituons dans ledit royaume de Naples et de Sicile six grands fiefs de l'Empire avec le titre de duché, et les mêmes avantages et prérogatives que ceux qui sont institués dans les provinces vénitiennes réunies à notre couronne d'Italie, pour être, lesdits duchés, grands fiefs de l'Empire à perpétuité, et, le cas échéant,

à notre nomination et à celle de nos successeurs. Tous les détails de la formation desdits fiefs sont remis aux soins de notredit frère Joseph Napoléon.

» Nous nous réservons, sur ledit royaume de Naples et de Sicile, la disposition d'un million de rentes, pour être distribué aux généraux, officiers ou soldats de notre armée qui ont rendu le plus de services à la patrie et au trône, et que nous désignerons à cet effet, sous la condition expresse de ne pouvoir, lesdits généraux, officiers ou soldats, avant l'expiration de dix années, vendre ou aliéner lesdites rentes qu'avec notre autorisation.

» Le roi de Naples sera à perpétuité grand dignitaire de l'Empire, sous le titre de grand électeur; nous réservant toutefois, lorsque nous le jugerons convenable, de créer la dignité de prince vice-grand électeur.

» Nous entendons que la couronne de Naples et de Sicile, que nous plaçons sur la tête de notre frère Joseph Napoléon et de ses descendants, ne porte atteinte, en aucune manière que ce soit, à leurs droits de succession au trône de France. Mais il est également dans notre volonté que les couronnes, soit de France, soit d'Italie, soit de Naples et de Sicile, ne puissent jamais être réunies sur la même tête. »

Pendant que le courrier extraordinaire chargé de cette missive impériale franchissait l'espace de quatre cents lieues qui séparait le siége de l'Empire d'une de ses annexes, Joseph Bonaparte voyageait en Calabre. Le 3 avril, il partit de Naples pour Salerne, et fit une excursion à Pestum, où il se procura l'innocent plaisir de faire opérer quelques fouilles infructueuses. De Pestum il gagna Lagonegro, où le mauvais état des chemins le força de monter à cheval jusqu'à Cosenza, en traversant le col de Campo-Tenese. La réception qu'on

lui fit à Cosenza fut très-démonstrative; les rues étaient jonchées de fleurs; il en fut de même à Seigliano, où, le 13 avril, Joseph apprit son élévation au trône. S'étant fait immédiatement proclamer roi dans la petite ville de Bagnara, à l'extrémité du royaume de Naples, en vue des côtes de Sicile, terre promise qu'il ne devait jamais fouler, Joseph se rendit à Reggio. La jeunesse de cette ville organisée en garde d'honneur, le clergé, les magistrats accoururent le recevoir aux portes de la ville. Pour la première fois l'air retentissait des cris de *Vive Joseph!* Prosterné humblement à ses pieds, un vieux gentilhomme s'écria : « Sire, que le ciel vous comble de bénédictions; aidez-nous, et nous vous aiderons. Si vous avez besoin de soldats, nous prendrons les armes pour Votre Majesté. » — Joseph paraissait très-ému; il releva le vieillard avec bonté, et lui dit que toute son existence serait consacrée à mériter l'accueil qu'il recevait des Régusiens.

Joseph ayant quitté Reggio le 17 avril, continua de parcourir les provinces méridionales du royaume. Il fut reçu presque partout avec autant de joie et d'enthousiasme qu'à Reggio, malgré les émeutes que les Anglais tâchaient d'exciter. Il demeura quarante-huit heures à Tarente et arriva le 10 mai à Casonio, où l'attendait une garde d'honneur composée des jeunes gens les plus riches de Naples. Le lendemain, jour fixé pour son entrée solennelle dans sa capitale, Jourdan, gouverneur de cette ville depuis un mois, chargé en même temps par l'Empereur d'organiser les forces militaires du royaume, se rendit au-devant du roi, suivi d'un brillant état-major, d'une députation du sénat impérial, où figuraient Férino, Pérignon et Rœderer; des autorités principales, de l'archevêque et du clergé. Dans la foule

compacte groupée autour du cortége on remarquait un grand nombre de Napolitains récemment tirés d'esclavage par l'intervention de Napoléon auprès des régences barbaresques, et qui, tenant à la main une palme comme symbole d'affranchissement, faisaient retentir les rues des accents de leur gratitude expansive. Le *Te Deum* d'usage fut chanté dans l'église du Saint-Esprit, à l'entrée de la rue de Tolède; puis on se rendit au palais, où, parmi les discours qu'inspira la circonstance, chacun distingua celui de Rœderer, expression noble d'une affection touchante envers le souverain.

Pendant les fêtes qui signalèrent l'intronisation du roi Joseph, trois vaisseaux anglais et quelques frégates vinrent menacer les îles d'Ischia et de Procida, mais, canonnés par l'artillerie du fort Castellamare, ils durent prendre le large. Les bandes armées de la Calabre, sous la conduite de quatre audacieux sicaires, Pane de Grano, Sciarpa, Fra Diavolo et Pansanera, furent beaucoup plus inquiétantes que ces démonstrations maritimes. On ne put les maîtriser qu'en formant une garde civique, et souvent cette même garde s'entendait avec eux. Napoléon, au reste, ne dissimulait point à son frère les difficultés de sa position. « Vos embarras, lui écrivait-il, se rencontrent dans tous les pays conquis nouvellement; il faut vous attendre à une insurrection; vous l'aurez tôt ou tard... Renvoyez les jésuites chez eux... Je ne reconnais point cet ordre... Surveillez les pillards. Je ferai respecter tôt ou tard, par les barbaresques, les bâtiments napolitains. Vous savez quels animaux sont les Turcs. Je leur ai fait reconnaître le royaume d'Italie, mais ils n'entendent rien. Essayez de donner aux bâtiments napolitains mon pavillon. Annoncez mon arrivée

en Italie. Naples est cependant si loin! Il me sera difficile d'aller jusque-là... »

Gaëte tenait encore. Du quartier général de Portici Joseph en dirigeait le siége conjointement avec Masséna. On l'avait vu visiter la tranchée, parcourir les lignes, semer des récompenses, ordonner qu'un tombeau fût élevé au brave général Vallongue, frappé le 29 juin d'un éclat d'obus. Le 19 juillet, la ville ayant ouvert ses portes, Joseph reprit la route de Naples, laissant Régnier en Calabre avec vingt-cinq à trente mille hommes.

Lorsque, par droit de conquête, Napoléon opérait ce démembrement, sa diplomatie effectuait d'autres attributions de souveraineté : la princesse Pauline recevait le duché de Guastalla, Berthier la principauté de Neufchâtel; les pays de Massa et de Carrara devenaient grands fiefs de l'Empire; il en était de même de trois autres duchés dans les États de Parme et de Plaisance. Plus tard, « les duchés de Bénévent et de Ponte-Corvo étant un sujet de litige entre le roi de Naples et la cour de Rome [1], » pour y mettre un terme, Napoléon les érigea en fiefs immédiats de l'Empire au profit de Talleyrand et de Bernadotte.

L'Europe s'attendait à une adjonction nouvelle au système fédératif napoléonien : l'ancien stathouder de Hollande meurt; son héritier présomptif reçoit le duché de Fulde en indemnité de ses droits; cinq députés viennent au nom des états de Hollande demander à Napoléon un souverain. Depuis longtemps il avait des vues sur son frère Louis; mais Louis résistait. Impatienté, Napoléon s'écria : « Un sujet ne peut refuser d'obéir. » Dès lors Louis se résigna; mais comme il préférait le gouvernement de Gênes ou celui du Piémont au royaume de

[1] Termes du message au sénat.

Hollande, il en fit la demande à son frère, qui ne voulut point y consentir. Peu de jours après, Talleyrand s'étant rendu à Saint-Leu, y lut en présence de Louis et de sa femme le projet de constitution que lui imposait l'Empereur, et le 5 juin il fut proclamé souverain dans le château de Saint-Cloud.

Il y avait grande réception : l'ambassadeur du sultan Sélim III venait de faire déposer aux pieds de Leurs Majestés Impériales des présents magnifiques; on annonça la députation hollandaise, et l'amiral Verhuell, président de cette députation, introduit devant l'Empereur, prit la parole. A quelques considérants préliminaires l'orateur ajouta : « Sire, nous sommes chargés d'exprimer à Votre Majesté le vœu des représentants de notre peuple; nous la prions de nous accorder, comme chef suprême de notre république, comme roi de Hollande, le prince Louis, frère de Votre Majesté, auquel nous remettons avec une entière et respectueuse confiance la garde de nos lois, la défense de nos droits politiques et de tous les intérêts de notre chère patrie, sous les auspices sacrés de la Providence, sous la glorieuse protection de Votre Majesté Impériale et Royale, enfin sous la puissance du gouvernement paternel que nous lui demandons. Nous osons espérer, Sire, que la Hollande, assurée désormais pour toujours de l'affection du plus grand des monarques, et unie étroitement par la même destinée à celle de votre immense et immortel empire, verra renaître les jours de son ancienne gloire, un repos qu'elle a depuis longtemps perdu, et sa prospérité, que des pertes qui ne seront plus considérées comme irréparables n'auront que passagèrement altérée.

L'Empereur répondit : « Messieurs les représentants du peuple batave, j'ai toujours regardé comme le pre-

mier intérêt de ma couronne de protéger votre patrie. Toutes les fois que j'ai dû intervenir dans vos affaires intérieures, j'ai d'abord été frappé des inconvénients attachés à la forme incertaine de votre gouvernement. Gouvernée par une assemblée populaire, elle eût été influencée par les intrigues et agitée par les puissances voisines. Gouvernée par un magistrat électif, tous les renouvellements de cette magistrature eussent été des moments de crise pour l'Europe, et le signal de nouvelles guerres maritimes. Tous ces inconvénients ne pouvaient être parés que par un gouvernement héréditaire. Je l'ai appelé dans votre patrie par mes conseils, lors de l'établissement de votre dernière constitution; et l'offre que vous faites de la couronne de Hollande au prince Louis est conforme aux intérêts de votre patrie, aux miens, et propre à amener le repos général de l'Europe. La France a été assez généreuse pour renoncer à tous les droits que les événements de la guerre lui avaient donnés sur vous. Mais je ne pouvais confier les places fortes qui couvrent mes frontières du Nord à la garde d'une main infidèle ou douteuse. Messieurs les représentants du peuple batave, j'adhère au vœu de Leurs Hautesses Princières. Je proclame roi de Hollande le prince Louis... Vous, prince, régnez sur ces peuples; leurs pères n'acquirent leur indépendance que par le secours de la France. Depuis, la Hollande fut l'alliée de l'Angleterre; elle fut conquise, elle dut encore à la France son existence. Qu'elle vous doive donc des rois qui protégent ses libertés, ses lois, sa religion; mais ne cessez jamais d'être Français. La dignité de connétable de l'Empire sera conservée par vous et par vos descendants; elle vous retracera les devoirs que vous avez à remplir envers moi, et l'importance que j'attache à la

garde des places fortes qui garantissent le nord de mes États, et que je vous confie. Prince, entretenez parmi vos troupes cet esprit que je leur ai vu sur le champ de bataille. Entretenez dans vos sujets des sentiments d'union et d'amour pour la France. Soyez l'effroi des méchants et le père des bons; c'est le caractère des grands rois. »

A ces deux discours, Louis répliqua par les paroles suivantes, convenues d'avance entre l'Empereur et lui : « Sire, j'avais placé toute mon ambition à sacrifier ma vie au service de Votre Majesté. Je faisais consister mon bonheur à admirer de plus près toutes ces qualités qui la rendent si chère à ceux qui, comme moi, ont été si souvent témoins de la puissance et des effets de son génie. Elle permettra donc que j'éprouve des regrets en m'éloignant d'elle, mais ma vie et ma volonté lui appartiennent; j'irai régner en Hollande, puisque son peuple le désire, et que Votre Majesté l'ordonne. Sire, lorsque Votre Majesté quitta la France pour aller vaincre l'Europe conjurée contre elle, elle voulut s'en rapporter à moi pour garantir la Hollande de l'invasion qui la menaçait. J'ai, dans cette circonstance, apprécié le caractère de son peuple et les qualités qui le distinguent. Oui, Sire, je serai fier de régner sur lui. Mais, quelque glorieuse que soit la carrière qui m'est ouverte, l'assurance de la constante protection de Votre Majesté, l'amour et le patriotisme de mes nouveaux sujets peuvent seuls me faire concevoir l'espérance de guérir des maux occasionnés par tant de guerres et d'événements accumulés en si peu d'années. Sire, lorsque Votre Majesté mettra le dernier sceau à sa gloire en donnant la paix au monde, les places qu'elle confie à ma garde, à celle de mes enfants, aux soldats hollandais qui ont

combattu sous ses yeux à Austerlitz... ces places seront bien gardées. »

L'Empereur ayant alors levé la séance, les huissiers de service annoncèrent le roi de Hollande, qui, précédant son frère, entra dans le salon où se trouvaient étalés les présents du Grand Seigneur, et reçut les félicitations de la cour. Un message au sénat exprimait la nécessité de garantir notre frontière du Nord par les places fortes de la Hollande, d'assurer la libre navigation des fleuves français qui ont là leur embouchure, et de consacrer ce principe, que *la Hollande est le premier intérêt politique de la France.*

Louis ne prit que neuf jours après le chemin de ses nouveaux États; tous les soirs il s'entretenait avec l'Empereur à Saint-Cloud, et s'initiait d'avance aux principaux besoins de la Hollande, ainsi qu'aux intentions secrètes de son frère. L'ambassadeur Brantzen se chargea de lui faire connaître le mérite et la moralité des personnes en place; il tâcha, mais vainement, d'obtenir que deux millions de florins prêtés aux colonies françaises des Indes orientales par la Hollande fussent restitués, et n'emporta que 700,000 francs de numéraire, fonds personnel de son apanage arriéré. Les officiers de sa maison l'ayant suivi, devinrent grands officiers de la couronne : le général Noguès, premier aide de camp, fut nommé grand veneur et gouverneur de la Haye; le colonel Auguste de Caulincourt, grand écuyer; le colonel de Broc, grand maréchal du palais; l'abbé de Lamblardie, aumônier... La plupart d'entre eux, par des prétentions exagérées, par un esprit frondeur et de faux rapports, suscitèrent beaucoup d'embarras au nouveau roi; mais Noguès et Lambladie, que la mort lui enleva trop tôt, lui rendirent d'éminents services.

Parti de Saint-Leu le 15 juin avec Hortense et ses enfants, Louis arriva le lendemain au château de Laken, où il changea de cocarde. « Ce ne fut point sans peine, sans répandre des larmes sincères, a-t-il dit lui-même, qu'il déposa les couleurs françaises. » Il trouva sur son passage jusqu'à la Haye beaucoup de troupes et de population. Les habitants du Brabant hollandais et l'armée montrèrent beaucoup de joie. Il remarqua sur sa route du mouvement, mais trop de soldats, trop d'arcs de triomphe, et, parmi le peuple, moins d'intérêt que de curiosité. « Souvent les hommes publics se trompent en prenant pour de l'intérêt l'empressement du peuple à les voir; quel que soit le mérite du personnage, il y a toujours plus de curiosité que d'intérêt[1]. »

Le 18 juin, Louis arrivait à son palais; les secrétaires d'État, le ministre de France, les généraux français et beaucoup de hauts personnages l'y attendaient. Il reçut en audience publique des députations de toutes les provinces, de tous les cultes et de tous les services. Ayant reconstitué le ministère, Bonhomme, vieux général, fut mis à la guerre; l'amiral Verhuell, à la marine; Van der Hem, aux colonies; Van Hof, à la justice et à la police; Gogel, aux finances; Mollerus, à l'intérieur; Van der Goès, aux affaires étrangères. « On m'a prévenu contre vous, dit Louis à Van der Goès, mais vos ennemis mêmes conviennent de votre honnêteté. Voulez-vous servir votre pays sous moi? » Van der Goès accepta et servit fidèlement. Il en fut de même des autres. Roell, ministre d'État; Twent, administrateur général des digues, méritèrent aussi toute son estime. Il est fâcheux d'avoir à le dire, mais juste de l'exprimer, les Hollandais, sans cesser de montrer un ardent patrio-

[1] *Documents hist. sur la Hollande*, t. Ier, p. 140.

tisme, se rallièrent avec plus de dévouement et de dignité que les Français autour du nouveau souverain. Parmi les nombreux discours qui signalèrent sa réception, ceux du président de la chambre, du chef de l'administration départementale, de la haute cour nationale et du recteur de l'université de Leyde, se firent remarquer par leur caractère d'indépendance, de noblesse et de franchise. Loin d'en être blessé, Louis disait : « Tout ce que j'ai entendu est juste, ce sont mes opinions; je leur sais gré de me deviner; si je pensais autrement, je ne serais pas moins aise qu'on m'éclairât; je hais et méprise la flatterie, il faut qu'un homme, un roi surtout, ait la force de supporter la vérité. Si je croyais que les sentiments qu'on énonce fussent erronés, je les combattrais. Le républicanisme des idées qui transpire me fait voir comment la royauté peut se nationaliser en Hollande. » Les réponses du monarque lui concilièrent de nombreux suffrages. Le 23 juin, jour de son entrée solennelle à la Haye, il y mit le comble par d'heureux à-propos, mais surtout par un long discours aux fonctionnaires qui venaient de prêter serment entre ses mains. « Jamais, lui répondit le Corps législatif, notre assemblée n'oubliera ce discours plein de patriotisme et d'énergie. »

Depuis son avénement jusqu'à son retour des eaux de Wiesbaden, vers le milieu du mois de septembre, Louis fut sans cesse occupé de l'administration du royaume et des moyens de ramener au chiffre de 55 millions le budget de 78 millions sous lequel la Hollande gémissait écrasée; il introduisit un système général de réparation des digues, diminua l'armée, tâcha d'alléger les entraves du commerce, obtint de l'Empereur qu'il retirerait presque toutes les troupes françaises qui occupaient

son royaume, et supprima quantité d'abus. « Vous ne pouvez sauver la Hollande d'une banqueroute, lui écrivait l'Empereur; que les Hollandais s'arrangent eux-mêmes. » Louis, au contraire, trouvait moyen d'amortir la dette et de gouverner avec 20 millions.

A Naples comme en Hollande, pour le roi Joseph comme pour le roi Louis, les questions de finances et les mesures militaires étaient souvent un sujet de désaccord avec l'Empereur, celui-ci ne voulant rien tirer du trésor de France au profit des États étrangers, et leur demandant, au contraire, certains sacrifices en hommes, en matériel et en relations commerciales. « Armez vos forts, écrivait Napoléon au roi de Naples; établissez, comme je l'ai fait au Kaire, des batteries de mortiers qui puissent détruire la ville en cas de révolte. Vous n'aurez pas besoin de faire usage de ces instruments meurtriers, et ils vous sauveront. Il faut que votre armée et vos généraux soient dans l'abondance. Naples doit rendre 100 millions. S'il ne les rend pas, c'est que l'on suit encore l'ancien système que les rois d'Espagne y avaient établi lorsqu'ils gouvernaient ce pays par des vice-rois. Ne comptez pas sur moi pour des fonds. Ce n'est pas à cause de quelques millions, mais à cause des principes. »

Ce manque d'argent, l'obligation de maintenir les impôts, l'affluence d'une foule d'intrigants italiens et français, qui venaient absorber les ressources et les faveurs du nouveau monarque, quelques mesures de police arbitraires prises à l'insu de Joseph, des taxes militaires, des réquisitions levées dans la Calabre irritèrent les habitants, et trois mois ne s'étaient point écoulés depuis l'intronisation du gouvernement napoléonien, que des murmures s'élevaient de tous côtés contre lui. L'Angle-

terre et les agents secrets de la reine Caroline profitaient de ses embarras et de ses fautes; une insurrection générale se préparait; Joseph, en graciant les derniers insurgés, fournissait des chefs aux insurgés nouveaux, qui, dès la fin de juin, soulevèrent le pays depuis les rives du Calento jusqu'à Matera. Bientôt une armée anglo-napolitaine débarqua des troupes conduites par le général Stuart: les bandes reconnaissaient pour chef un nommé Gernalis, qu'elles appelaient, on ne sait pourquoi, le général anglais. Masséna et Régnier finirent par triompher du nombre, mais souvent les fièvres endémiques paralysèrent le courage de nos soldats.

Plusieurs mois venaient de s'écouler pendant lesquels, tout en profitant des avantages que leur procurait une jolie souveraineté, Caroline et Murat sollicitaient un territoire plus étendu et un sceptre en échange de la couronne ducale, devenue déjà trop légère pour leur front ambitieux. Obsédé par eux, disposé d'ailleurs à se montrer toujours complaisant vis-à-vis des membres de la famille impériale, Talleyrand imagina un petit royaume formé des villes de Munster, d'Osnabrück et de l'Ost-Frise, lesquelles appartenaient à la Prusse; il pensait lui donner par échange Nuremberg, ou créer, avec les villes anséatiques, un État maritime en harmonie avec le titre de grand amiral porté par Murat. Napoléon ne voulut accepter aucune de ces combinaisons. L'indépendance des villes anséatiques intéressait profondément l'Europe et l'Empire français; il regardait avec raison Nuremberg comme étant la clef de notre commerce avec le centre et le midi de l'Allemagne, et pour abandonner des villes d'une telle importance, il lui aurait fallu un but plus élevé, un motif plus sérieux. « Que madame Murat se contente de son lot, dit-il un jour à

Talleyrand; nous verrons plus tard. Peut-être la coalition, au lieu de se tenir tranquille, va-t-elle me forcer d'être généreux à ses dépens. Pour le moment, je ne veux pas démembrer l'Allemagne plus qu'elle ne l'est. » Talleyrand n'en parla pas davantage; mais il rendit textuellement à Caroline la réponse de l'Empereur; et comme l'attitude de la Prusse faisait présager de prochaines hostilités, le grand-duc et la grande-duchesse de Berg ne doutèrent plus qu'un royaume créé à leur profit ne dût sortir de cette lutte. Bientôt, soit qu'ils eussent laissé échapper quelques confidences indiscrètes ou seulement formulé leurs désirs, soit que les familiers dont ils étaient entourés eussent deviné la meilleure voie ouverte à la flatterie, on ne s'entretint à la cour de Berg que d'un futur royaume de Westphalie; on en réglait l'étendue, on s'en distribuait les dignités, et Murat et Caroline laissaient dire, sans songer que de semblables propos, joints à ceux non moins indiscrets qui échappaient à Bernadotte, à Augereau, à la plupart des chefs de la grande armée, étaient portés à Berlin, commentés, traduits, et regardés là comme beaucoup plus significatifs qu'ils ne l'étaient réellement alors, car Napoléon désirait sincèrement la paix. Il n'eût tenu qu'à la Prusse de l'obtenir et à la Russie de la conserver.

Cette dernière puissance, prêtant toujours aux conseils de l'Angleterre une oreille trop complaisante, avait, par une infraction soudaine à la lettre des derniers traités, occupé les bouches du Cattaro, l'île de Curzola en Dalmatie, et tenté une descente dans l'île de Liésina. Repoussés de Liésina, chassés de Curzola, les Russes, un mois plus tard, vers la fin de mai, s'étaient unis aux Monténégrins contre le vieux Raguse, où Lauriston les battit. Ces témoignages d'ambitieuse hostilité engagèrent

Napoléon à faire occuper, par mesure de précaution, les ports de l'État de l'Église, ainsi que la république de Raguse. Depuis la fin du mois de mai, des conférences s'étaient ouvertes à Vienne et à Constantinople pour aplanir les difficultés survenues entre la France et la Russie; Napoléon, par des instructions écrites de sa main ou dictées, en réglait la teneur, et il chargeait Sébastiani d'éclairer la Porte sur les véritables intérêts de l'Orient. Elle nous savait gré d'avoir écrasé les Russes dans les plaines d'Austerlitz : déjà le nom de Napoléon prenait place parmi les personnages mythiques de l'islamisme.

Nonobstant les actes d'inimitié de la Russie, Napoléon nourrissait envers elle des sentiments si modérés, et mettait une telle bonne foi dans ses négociations, que le 8 juin, sur la simple promesse de M. d'Oubril, conseiller d'État de l'empire russe, accrédité près de notre gouvernement, le *Moniteur* annonça l'évacuation du Cattaro, et, dès le lendemain, le ministre de la marine envoyait dans tous les ports de l'Empire l'ordre de lever l'embargo mis sur les navires russes. Induite elle-même en erreur par M. d'Oubril, la cour de Vienne fit sortir de Trieste une escadrille chargée de remplacer les Russes du Cattaro et de rendre cette forteresse aux Français; mais la restitution n'eut point lieu, et pendant dix mois cette escadrille erra le long des côtes de la Dalmatie. Le cabinet de Londres influençait très-vivement celui de Saint-Pétersbourg, et le déterminait à garder le Cattaro, quel que fût le danger couru par l'Autriche; la marine britannique n'était pas non plus étrangère aux vexations qu'exerçait la marine russe dans l'Adriatique.

La pose de la première pierre d'un monument élevé

à la mémoire du triomphe de Rivoli servit d'occasion au prince Eugène pour animer l'esprit belliqueux des Italiens et leur rappeler des exemples dignes d'être imités. Beaucoup d'entre eux nous secondaient, et leurs troupes, unies aux nôtres, triomphaient en même temps sur le territoire calabrais et sur le territoire ragusien. Dans ce dernier pays, au mois de juin, les Monténégrins et les Russes étaient revenus tellement en force, que le corps de trois mille hommes qui occupait ce pays avait dû se renfermer dans Raguse même, où, secondé par la constance et le zèle des habitants, il opposa la résistance la plus héroïque. Les Monténégrins et quelques Russes, maîtres du plat pays, commirent des horreurs indignes de peuples civilisés, jusqu'à ce que Molitor, étant arrivé de la Dalmatie avec des troupes, défit ces barbares, et les rejeta soit dans leurs vaisseaux, soit dans leurs montagnes.



CHAPITRE QUATRE-VINGT-DIX-NEUVIÈME.

QUATRIÈME COALITION.

NAPOLÉON PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Négociations entre la France et l'Angleterre. — Fox, Yarmouth et Lauderdale. — Vues de Napoléon relatives à la marine; projet de croisières. — Dissolution de l'ancienne ligue allemande. — Diète de Ratisbonne. — Napoléon nommé protecteur des États confédérés du Rhin. — Conditions de cette nouvelle ligue; François II y acquiesce et prend le titre d'empereur d'Autriche. — Préliminaires de paix posés par d'Oubril rejetés à Saint-Pétersbourg. — Coalition formée contre la France par l'Angleterre, la Russie, la Prusse et la Suède. — Expédition maritime de Jérôme Bonaparte; son entrée au port de Coucarneau. — Napoléon se dispose à la guerre. — Murat dans le duché de Berg; Joseph Bonaparte à Naples; Eugène en Italie; Louis Bonaparte en Hollande.

Les coalitions étaient toujours en retard d'une idée, d'une armée et d'une bataille.

RIVAROL.

Le Vatican n'est plus que le vassal du Louvre;
La terre, à chaque instant, sous le vieux trône s'ouvre;
Et de tous leurs débris sort, pour le genre humain,
Un autre Charlemagne, un autre globe en main.

V. HUGO, *Feuilles d'automne*, XXX.

En arrivant au ministère, Fox demeura fidèle aux opinions qu'il avait toujours manifestées : voulant témoigner ses sympathies pour Napoléon, il profita de la découverte d'un complot dirigé contre sa personne, et écrivit à Talleyrand qu'un individu, qu'il nomma, venait de lui proposer de l'assassiner. L'Empereur lui sut gré de cette démarche, et proposa des bases raisonnables de négociations. Après un échange loyal de notes formulées avec une bienséance inhabituelle entre les deux gouvernements, il fut convenu qu'en négociant la paix, l'Angleterre et la France tâcheraient de la rendre honorable pour toutes deux, d'assurer le mieux possible la tranquillité

future de l'Europe, et qu'elles jouiraient *ex æquo* d'un droit d'intervention et de garantie dans les affaires continentales. L'Angleterre devait conserver Malte et le cap de Bonne-Espérance, qu'elle venait d'enlever à la Hollande ; et lord Yarmouth, muni de pleins pouvoirs près du gouvernement français, allait conclure, lorsque Fox fut atteint de la maladie dont il mourut. Aussitôt le parti de la guerre reprit son influence ; on rappela Yarmouth, et lord Lauderdale, qui le remplaça, dut prolonger le plus possible les conférences, puis les rompre dès qu'une nouvelle coalition contre la France serait formée.

Au milieu des grandes affaires du continent, l'Empereur ne perdait de vue ni l'Océan, ni la Méditerranée, ni les Antilles, ni les ports riverains de son empire ; mais plus que jamais le matériel et les hommes lui manquaient d'une manière absolue. Depuis les désastres éprouvés par Villeneuve et Dumanoir, une escadre sous les ordres du contre-amiral Leissègnes, composée de quatre vaisseaux et de deux frégates, n'avait pu sauver que ses frégates dans l'attaque qu'elle éprouva dans la rade de Santo-Domingo ; une seconde escadre, sous les ordres du contre-amiral Willaumez, dispersée par un coup de vent dans les parages de la Martinique, n'avait, sur six vaisseaux et deux frégates, conservé qu'un seul navire, *le Vétéran*, que montait Jérôme Bonaparte. Restaient l'escadre du contre-amiral Allemand, à Rochefort, composée de cinq vaisseaux de ligne, de trois frégates et de deux bricks ; l'escadre stationnaire de Brest, formée de neuf vaisseaux de ligne, d'une frégate, d'une corvette et d'un brick. Il existait en outre, aux chantiers de Toulon et de Cherbourg, des vaisseaux prêts à être lancés à la mer. Napoléon connaissait les malheurs du contre-amiral Leissègnes ; mais il espérait encore que

Willaumez atteindrait Cayenne : « Pour m'emparer de la Sardaigne j'ai besoin d'une escadre et de quelques flûtes qui puissent embarquer six mille hommes et trois cents chevaux à Toulon. Il faut que tout soit fait sous cinq ou six jours ; sans quoi, si l'ennemi est instruit que l'on prépare un armement, il viendra le bloquer. Je crois qu'il y aurait trop de danger d'aller à Cagliari... Puis-je embarquer six mille hommes pour les transporter à Porto-Conti ? Des vaisseaux de guerre, des frégates peuvent-ils y entrer ?... Ganteaume se chargerait-il de cette opération ? Je vois tant de bêtises, que je n'ose plus mettre un vaisseau en mer... » Plus tard, il demandait à Decrès un plan pour organiser immédiatement dix bonnes croisières qui, parties dès les premiers jours de septembre, iraient, selon son expression, couvrir toutes les mers. « Trois croisières pourraient partir de Cadix, deux composées de deux vaisseaux chacune, et une composée d'un vaisseau et d'une frégate. On ferait partir de Brest deux croisières, l'une de deux vaisseaux, l'autre d'un vaisseau et d'une frégate. On ferait partir de Lorient une croisière d'un vaisseau et de deux frégates. On ferait partir de Rochefort trois croisières, composées en tout de quatre vaisseaux et de cinq frégates ; de Cherbourg, une croisière de deux frégates. On ferait partir, en outre, des bricks de tous les ports pour croiser. Il faudrait adopter pour ces dix croisières un système vaste et nouveau. Il ne faudrait aller reconnaître ni la Martinique, ni la Guadeloupe, mais attaquer le commerce ennemi dans ses communications avec les côtes de l'Amérique espagnole, du Brésil, du continent américain. Une seule croisière serait destinée à porter des troupes à la Martinique et à la Guadeloupe, et une serait destinée pour les grandes Indes, où il serait nécessaire d'envoyer au moins deux

frégates [1]. » Ce n'était plus toutefois par ses na\ mais par la valeur de ses soldats et par les ad combinaisons de sa diplomatie, que Napoléon prét(dominer l'Europe.

Sous les noms de son frère Joseph, de son fils ado] de son frère Louis, Napoléon régnait sur l'Italie mé nale, sur les États lombardo-vénitiens et sur la Holl Par la Bavière, le Wurtemberg, le duché de Bade, il çait une suprême influence dans les affaires d'All gne; et par le duché de Berg, il tenait vers la fro\ une armée toujours à cheval, menace permanent contenait la Prusse et intimidait l'Autriche. Mais pereur d'Allemagne restait maître de la confédé\ germanique, et sa suzeraineté, dont l'origine rem(à dix siècles, lui donnait une voix prépondérante les affaires de cette vieille ligue; il suffisait de l'; rition soudaine sur le trône d'Allemagne d'un p énergique et ambitieux pour balancer l'influen(Napoléon. Anéantir la ligue allemande, la remplace une autre combinaison et s'en déclarer le chef de\ donc une conséquence naturelle des vues politiqu(maître de l'empire français.

Quand Mazarin voulut opposer un contre-poids à torité croissante de l'empereur d'Allemagne, il org la fameuse *ligue du Rhin :* Napoléon fit mieux; il p place de son adversaire et reconstitua la ligue. En 1 le baron de Waitz, ministre de Son Altesse Électora Hesse, avait conçu un projet d'association germa\ dont l'idée frappa Napoléon; mais alors il était bien la Prusse, et ne voulait pas démembrer l'Allem sans une urgente nécessité. Austerlitz changea se: positions; certains articles du traité de Presbourg é]

[1] Lettre du 17 mai, datée de Saint-Cloud comme la précédente.

lèrent le vieil édifice, qui reçut depuis d'autres coups précurseurs d'une chute définitive : ainsi, l'électeur-archichancelier de l'empire, feignant d'oublier un droit exclusivement réservé aux chapitres ecclésiastiques, se donna lui-même un coadjuteur dans la personne du cardinal Fesch; ainsi, le roi de Suède, au mois de juin, cassa par un rescrit la régence de la Poméranie suédoise, et détruisit la constitution de ses provinces allemandes; ainsi la maison souveraine des comtes de Fugger soumit toutes ses branches, à l'exception d'une seule, à la souveraineté du roi de Bavière. Voilà où en était la dissolution imminente du corps germanique lorsque, le 12 juillet 1806, à l'insu des ministres plénipotentiaires d'Autriche, de Prusse et de Russie, tant les négociations avaient été secrètes, une confédération nouvelle, désignée sous le nom d'*États confédérés du Rhin*, salua, dans la personne de l'Empereur des Français, son *protecteur*. Le 1er août, à la diète de Ratisbonne, quinze princes souverains de l'ouest et du midi déclaraient que l'empire d'Allemagne cessait d'exister : c'étaient les rois de Bavière et de Wurtemberg, l'électeur archichancelier, l'électeur de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen, les princes de Salm-Salm et de Salm-Kirbourg, le prince d'Isinbourg-Birstein, le duc d'Aremberg, le prince de Lichtenstein et le comte de Leyen.

D'après l'acte fédératif, tous les princes signataires renoncent aux titres exprimant des rapports quelconques avec l'empire germanique, l'électeur archichancelier prend ceux de prince-primat et d'Altesse Éminentissime; l'électeur de Bade, le duc de Berg, le land-

grave de Hesse-Darmstadt deviennent grands-ducs; le chef de la maison de Nassau se qualifie duc, et le comte de Leyen prince. Tous demeurent indépendants des puissances étrangères à la confédération, et ne peuvent prendre du service qu'au profit des États confédérés ou de leurs alliés. Nulle aliénation de domaine ou de souveraineté n'est permise en dehors de la confédération. Les contestations, les intérêts communs seront réglés dans une diète divisée en deux colléges, le collége des rois et le collége des princes, qui aura lieu à Francfort. Entre l'empire français et les États confédérés, collectivement ou séparément, existera désormais une alliance telle, que toute guerre continentale qu'aurait à soutenir l'une des parties contractantes deviendra commune à toutes les autres. Augsbourg et Lindau renfermeront les parcs, les arsenaux, les munitions, les vivres de campagne de l'armée confédérée, dont les contingents seront armés et rendus mobiles en conséquence d'une invitation adressée par Sa Majesté l'Empereur aux puissances alliées. Pour le cas de guerre, la France fournira 200,000 hommes, la Bavière 30,000, le Wurtemberg 12,000, le grand-duché de Bade 8,000, le grand-duché de Berg 5,000, le grand-duché de Darmstadt 4,000, les autres princes confédérés réuniront 4,000 hommes. A la conclusion de ce pacte il ne manquait plus qu'une seule formalité, la renonciation par François II aux titres ainsi qu'aux droits d'empereur électif d'Allemagne. Elle eut lieu le 6 août; l'empereur d'Allemagne devint empereur d'Autriche, et la Prusse, qui ne voyait pas cet abaissement sans plaisir, reconnut volontiers la nouvelle confédération, où plus tard la force de nos armes l'obligea d'entrer.

Le 20 juillet, d'Oubril, qui avait reçu du cabinet de

Saint-Pétersbourg des instructions pour tâcher d'effectuer un rapprochement entre la France et la Russie, se croyant autorisé à poser des préliminaires de paix, les signa de concert avec le général Clarke, plénipotentiaire français; mais l'influence anglaise triomphait déjà de l'irrésolution d'Alexandre, qui ne voulut point ratifier le traité conclu par d'Oubril, ajoutant néanmoins qu'il renouerait volontiers les négociations sur des bases plus compatibles avec la dignité de sa couronne. C'était une feinte : la coalition germait dans l'esprit de toutes les cours septentrionales.

Cette coalition ourdie rapidement ne manquait pas de raisons plausibles. L'Autriche humiliée, dissimulant son dépit, ne cessait d'armer; la Hesse, la Saxe, toutes les principautés de l'Allemagne septentrionale faisaient de même; la Prusse, gouvernée par deux factions, l'une dévouée à l'Angleterre, l'autre à la Russie, se laissait entraîner vers la guerre, et tandis que le général Kobelsdorf, envoyé extraordinaire de Frédéric-Guillaume, remettait au monarque français une lettre autographe remplie de protestations d'amitié, la presse prussienne, interprète du sentiment populaire, nous prenait pour objet de ses diatribes; les jeunes officiers aiguisaient leurs sabres sur les marches de l'hôtel de notre ambassadeur à Berlin; des cris menaçants pour les Français retentissaient dans les rues, et le parti de la guerre, qui était le parti de la reine, dominait le roi. Napoléon, en faisant occuper Wesel, acheva d'irriter la Prusse. Cette puissance, au même moment, s'étant réconciliée avec la Suède, qui évacua le duché de Lawenburg et leva le blocus des ports qu'elle tenait investis, toute la pensée du cabinet de Berlin se tourna contre la France. Cependant M. de Laforêt, notre ambassadeur à Berlin,

continuait d'y être bien traité; Kobelsdorf redoublait de prévenances et de politesses; Metternich, ministre plénipotentiaire d'Autriche accrédité près de Napoléon, semblait venir excuser son maître de s'être porté garant des bonnes intentions d'Alexandre. Quant à l'Angleterre, elle recommençait à bloquer nos ports, à poursuivre nos escadres avec plus d'acharnement que jamais. Aussi le sort du *Vétéran*, monté par Jérôme Bonaparte, inspirait-il beaucoup d'inquiétude à l'Empereur, qui apprit son retour avec une grande joie, surtout quand il sut de quelle manière habile et courageuse son frère avait échappé aux plus grands dangers. Le *Phare de la Manche* a relaté cette expédition avec une verve digne de l'événement, mais il s'est trompé de date.

Le 26 août 1806, par un temps sombre mêlé de pluie et de violentes rafales qui soulevaient les flots de la mer, tous les habitants du petit port de Concarneau, sur la côte méridionale du département du Finistère, étaient réunis sur le rivage. Les vagues se brisaient à leurs pieds, la pluie les inondait, le vent leur fouettait le visage; ils n'en demeuraient pas moins attentifs au spectacle inaccoutumé qui se déroulait sous leurs yeux à la distance d'un mille en mer tout au plus. C'est qu'en effet la scène était bien intéressante pour des gens plus habitués à entendre les chants joyeux du pêcheur revenant dans sa barque que la voix puissante du canon des navires de guerre. Quand, chassant les nuages amoncelés, le vent nettoyait momentanément le ciel et permettait à la vue de s'étendre au large, les habitants de Concarneau apercevaient, non sans effroi, un vaisseau français qui prenait chasse devant une division de vaisseaux anglais, et qui, serré de près par une frégate ennemie, semblait au moment de se faire amener.

Ce vaisseau français était *le Vétéran*, de 74, que commandait le prince Jérôme Bonaparte. N'ayant pu rallier sa division, il avait dû faire route pour revenir en France. Le 15 août 1806, jour de la fête de l'Empereur, se trouvant à la hauteur des Bermudes, le jeune capitaine de vaisseau s'était emparé d'un convoi anglais qu'escortaient des frégates : l'ennemi perdit plus de 20 millions. L'amiral Keith, qui croisait sur les côtes de France, furieux en apprenant cette nouvelle, s'était mis à la recherche du *Vétéran*, pour lui faire payer cher son succès ; mais il comptait sans l'audacieuse résolution du capitaine.

Serré par lord Keith, Jérôme suivait la côte le plus près possible, manœuvrant pour éviter les récifs qui rendent ces parages si dangereux, et cherchant un mouillage où il pût être à l'abri : ce n'était pas chose facile. Cependant le vaisseau français, toutes voiles dehors, échangeant des bordées avec la frégate d'avant-garde de la division de l'amiral, était parvenu à la hauteur de Concarneau, dans le coureau des Glénans. Jérôme voyant l'impossibilité d'éviter plus longtemps l'ennemi sans risquer de se perdre dans les brisants, réunit en conseil tous ses officiers afin de provoquer une résolution définitive. Sur le pont de ce vaisseau vinrent se grouper quelques hommes qui devaient plus tard illustrer la marine française : Halgan, capitaine de frégate et second du prince Jérôme, mort récemment vice-amiral ; Duperré, lieutenant de vaisseau, mort amiral après une longue et glorieuse carrière ; Massieu de Clerval, mort vice-amiral ; de Mackau, aujourd'hui amiral, et à cette époque simple aspirant de deuxième classe. L'état-major du *Vétéran*, convoqué par le prince, ne savait trop à quel parti s'arrêter. Jérôme, jeune,

intrépide, préférant mourir les armes à la main plutôt que de servir au triomphe d'un amiral anglais, déclara formellement ne voir que deux partis à prendre : donner tête baissée sur la division ennemie et forcer le passage; ou mettre le cap sur Brest, en abordant le vaisseau amiral et en se faisant sauter avec lui. L'une de ces résolutions extrêmes allait être adoptée sans doute, quand Halgan, qui venait de s'éloigner pour commander une manœuvre, entend près de lui un novice du bord, nommé Furic, dire tout haut en breton : « Pardine, si on voulait, moi j'entrerais bien le vaisseau dans le port de Concarneau. — Imbécile, dit le capitaine Halgan en haussant les épaules, tu crois donc qu'un vaisseau de soixante-quatorze ne cale pas plus d'eau que ta barque à pêche? — Possible, commandant, répond tranquillement le jeune timonier; mais cela n'empêche pas que, si l'on voulait, j'entrerais le vaisseau à Concarneau. » Cette persistance fixa l'attention de Halgan : « Voyons, ajouta-t-il, sais-tu seulement t'orienter? où sommes-nous? — Dame! reprend Furic avec impassibilité, vous croyez donc que je ne connais pas les rochers, les passes et tout le bataclan d'un port où je suis né? » Aussitôt il donne une description si exacte des divers points environnants, que le capitaine Halgan le saisit par le bras, le mène au prince Jérôme, le pousse au milieu même du conseil, et s'empresse d'annoncer que ce timonier novice affirme pouvoir entrer *le Vétéran* à Concarneau. Jérôme interroge Furic; puis, se tournant vers son état-major : « Allons, messieurs, cela vaut tout autant que de se faire sauter; essayons. Écoute, dit-il au matelot, je te donne carte blanche; te voilà commandant du bord; ordonne, on t'obéira. » A l'instant Furic prend la barre du gouvernail et porte droit sur un point que

la vague couvre de son écume. Plusieurs officiers affirment, épouvantés, que le matelot les mène en plein sur les récifs. La frégate anglaise, voyant la direction nouvelle prise par *le Vétéran*, s'arrête, tandis que l'amiral Keith, ennemi noble et généreux, témoigne à la voile française qu'elle court à sa perte. Mais Jérôme ne tient compte ni des observations de son état-major ni des signaux de l'amiral anglais, il se fie au sang-froid du pilote, et le laisse agir. Bientôt, rangeant la côte avec rapidité, *le Vétéran* s'engage dans une passe étroite, au milieu des brisants ; et, sous les yeux mêmes de la division anglaise, stupéfaite d'une pareille audace, aux applaudissements des habitants de Concarneau, il pénètre dans le port.

Il fallut deux années pour que *le Vétéran* sortît de Concarneau. On le désarma complétement ; et tel était l'étroit espace où Furic l'avait fait entrer, que les rocs touchaient presque ses deux bords. Lequel doit-on le plus louer, du pilote qui osa prendre sur lui la responsabilité d'un passage aussi difficile, ou du capitaine qui fit passer sa froide résignation dans l'âme de ses subordonnés ?

Le 7 du mois de septembre Jérôme arrivait à Saint-Cloud. Napoléon, en présence des dignitaires de la couronne, lui donna de justes éloges et le décora du grand cordon de la Légion d'honneur.

Napoléon regardant la guerre comme inévitable, s'y disposait : il échelonnait vers les frontières des forces imposantes, réunissait à Meudon, en un camp de manœuvre, toute la garde et plusieurs autres corps, s'assurait des bons sentiments de la confédération germanique, de la neutralité du Danemark et du Portugal, obtenait de la Porte la destitution des hospodars moldave et valaque vendus à la Russie ; et, l'arme au bras, il attendait pour éclater que la Prusse eût envahi quelque partie

de la confédération rhénane, dont il avait proclamé l'inviolabilité du territoire comme principe.

Toute la famille impériale semblait alors s'être entendue pour jouer à la fois sur divers points de l'Europe un rôle digne de celui qui dirigeait ses destinées. Le 1er septembre, Murat, en qualité de grand-duc de Berg, faisait l'ouverture des états de la confédération du Rhin, réunis dans une seule assemblée, et ne quittait le fauteuil que pour défendre leurs frontières. Joseph Bonaparte, à force de prévoyance et d'activité, rendait invulnérable au midi la péninsule italienne, qu'Eugène Beauharnais protégeait dans le nord; aussi les États de Sa Sainteté, l'Étrurie, les duchés de Lucques, de Piombino et de Guastalla jouirent-ils d'une tranquillité parfaite quand autour d'eux la guerre tonnait de tous côtés. Louis Bonaparte, voisin de l'arène où les aigles françaises allaient se mesurer avec les aigles prussiennes, tâchait de concilier la sécurité de la Hollande, l'honneur de l'Empire et la pénurie de ses finances : ne voulant ni renoncer à son système économique, ni emprunter, il procédait par anticipation sur le budget; mettait un officier français distingué, le colonel Tarayre, à la tête de sa garde, qui n'était point encore organisée; confiait momentanément le camp de Zeist au général Michaud, qu'il emmena plus tard avec lui, et se disposait à marcher avec un corps d'armée nationale, fort de quinze mille hommes, qui l'attendait à Wesel.



CHAPITRE CENTIÈME.

ADMINISTRATION DE NAPOLÉON.

Sentiments de Napoléon sur la religion chrétienne; il s'occupe du *Rituel*, du *Catéchisme*, du cérémonial, de sa chapelle. — Action du cardinal Fesch dans les affaires de l'Église; sa vie privée à Rome. — Direction et budget de la grande aumônerie. — Madame mère directrice des établissements de charité. — Chapitre de Saint-Denis. — Idées de Napoléon sur l'instruction publique et création de l'Université. — Les frères de la doctrine chrétienne; les écoles protestantes; les communautés israélites. — Réunion à Paris du grand sanhédrin. — Mesures de police. — Napoléon protecteur des sciences et des lettres. — Renouard, Maret, Portalis, Bernardin de Saint-Pierre, Delille, Esménard, Millevoye, Bérard, Baour-Lormian appréciés par Napoléon. — Organisation du cabinet impérial : Deschamps, Fain et Meneval. — Habitudes d'intérieur : le *lever;* le *coucher;* les *entrées;* représentations théâtrales et concerts à la cour. — Habitations impériales; petites et grandes chasses. — La liste civile. — Napoléon gardien des mœurs et des devoirs de famille. — Fêtes du 15 août. — Redoublement de vigilance et d'activité chez l'Empereur, au moment de commencer une campagne. — État des esprits dans la capitale.

> Tous mes efforts tendaient plutôt à éclairer la masse de la nation qu'à l'abrutir par l'ignorance et la superstition.
>
> *Napoléon au docteur O'Méara.*

Le génie éminemment organisateur de Napoléon avait si bien utilisé la paix dans l'intérêt d'avenir de la France et de l'Europe, qu'il déplora le retour des hostilités. Cultes, instruction publique, administration, littérature et beaux-arts, police, mœurs nationales, régime intérieur de la cour, habitudes personnelles de régime ou de travail, tout se régularisait, tout portait l'empreinte d'une seule et même volonté. Pendant que l'horizon politique du Nord se rembrunissait et ne laissait nul espoir de conserver la paix, l'Empereur semblait réunir ses facultés si diverses et les appliquer aux grandes choses comme aux petites pour tâcher d'avancer le plus possible l'édifice du règne impérial.

La religion chrétienne lui était chère : dans l'éclat d(ses pompes, dans l'exercice régulier de son culte, dan: l'heureux choix du personnel de ses ministres, il trou vait des conditions d'ordre et d'harmonie; aussi la pro tégeait-il contre le mauvais vouloir de la plupart de hommes qui l'approchaient. Le clergé le savait bien « Nous vaincrons par la croix, par Napoléon et pa S. É. le cardinal Fesch, » disait à l'évêque de Quimpe le vicaire général de la grande aumônerie. Malheureuse ment, l'initiative que l'Empereur prenait volontier amenait souvent des embarras imprévus et des scrupule de conscience qu'il ne pouvait deviner, qu'il n'avait pa voulu provoquer. On exécutait mal ses prescriptions quelquefois même, sous divers prétextes, on ne s' conformait pas du tout, et il en voulait aux uns de n l'avoir point éclairé, aux autres de ne lui avoir poin obéi. La formation du nouveau *Rituel*, dont l'Empereu aurait dû abandonner exclusivement le soin à l'autorit ecclésiastique, fut une cause d'ennuis pour l'Église e pour lui-même. On n'en sortit qu'avec les plus grande difficultés, par cela même que, voulant aller vite, Nap léon et Portalis tranchaient sur des matières qu'ils n connaissaient pas. « Je suis bien fâché, écrivait le cardin Fesch, qu'on précipite ainsi la formation du nouve *Rituel;* je prévois des innovations dans la discipline l'Église; M. Portalis se charge d'une affaire bien ép neuse. Pour moi, je proteste que je ne l'accepte qu'après un mûr examen, car je ne veux pas me désh norer devant Dieu et devant les hommes. Il est inco cevable qu'on veuille oublier à ce point les dro essentiels des évêques. Je vous charge de rappor fidèlement ma pensée à M. Portalis, et de lui dire q le travail qu'on fait ne saurait être considéré que comm

un projet. Le meilleur parti était de réunir, pour y travailler, les dix évêques les plus instruits de France[1]. » « Afin d'éviter tout sujet de division, ajoûtait l'archevêque en écrivant au vicaire général de la grande aumônerie, on s'en tiendra à la simple formule, aux seules paroles liturgiques, comme faisaient les évêques dans les abrégés de leur Rituel. » Dans le choix du catéchisme, on procéda d'une manière très-mesurée. Après de graves discussions, auxquelles l'Empereur ne demeurait point étranger, le catéchisme de Bossuet, qu'il préférait à tous les autres livres du même genre, prévalut, et l'on chargea l'abbé d'Astros, vicaire général de Paris, de le mettre dans un nouvel ordre. Napoléon revit, retoucha le travail de l'abbé d'Astros, déjà revu par le légat et par le ministre des cultes. Un chapitre concernant les devoirs des fidèles envers l'Empereur fut même entièrement écrit de sa main sur un projet de *Catéchisme national*, dont l'exemplaire unique, soumis au pape lorsqu'il habitait Paris, existe à la bibliothèque du Vatican. Nous avons sous les yeux des lettres où plusieurs prélats se plaignent des lenteurs apportées à la rédaction du catéchisme; il leur est répondu par l'abbé d'Astros, par le légat, par le vicaire général de la grande aumônerie, que le manuscrit, soumis à l'Empereur, n'a point encore reçu l'approbation de Sa Majesté.

Napoléon voulait que dans son palais comme partout les cérémonies du culte fussent pratiquées avec décence et d'après le Rituel. Lors des fiançailles de la princesse Stéphanie Beauharnais avec le duc héréditaire de Bade, il fit au grand maître des cérémonies des reproches très-

[1] Lettre autographe du cardinal Fesch au vicaire général de la grande aumônerie, en date du 15 mars 1806.

vifs pour avoir conservé le protocole républicain en l'honneur de l'*Être suprême*, et omis la bénédiction de l'anneau ; il adressa les mêmes reproches au légat, qui devait, dit-il, rectifier ces inconvenances et suivre le Rituel. « Nous avons beau réclamer, écrivait alors au cardinal Fesch le vicaire général de la grande aumônerie, on met en avant : *l'Empereur le veut ainsi*, lorsque l'Empereur ne veut que l'ordre et la règle [1]. »

Pour que cette règle fût toujours observée, il nomma l'abbé de Sambucy maître des cérémonies de sa chapelle; il voulut que tous les dimanches l'évêque de Versailles, son premier aumônier, vînt au petit lever lui demander des ordres; mais cet aumônier était si timide, qu'il n'osait faire aucune observation, et pendant dix-huit mois, jusqu'en août 1806, époque où le cardinal Fesch, ayant quitté Rome, reparut à la cour, l'Empereur demeura privé d'un personnage intime qu'il pût consulter sur les difficultés religieuses. Aussi leur correspondance, dont jusqu'à présent rien n'a transpiré, était-elle très-active. Les questions les plus graves y sont traitées avec autant de modération que de logique. Là se trouve l'histoire véritable de l'Église française et de l'Église italienne pour cette époque; car monseigneur Fesch, indépendamment de ses affaires diplomatiques ordinaires, était chargé d'un concordat entre le souverain pontife et l'Église italienne. « De crainte que je ne m'amusasse en automne, écrivait notre prélat, l'Empereur vient de me charger du traité avec le saint-siége par lequel on doit décider toutes les contestations intervenues pour organiser le concordat italien. Je prévois que quatre mois ne suffiront pas, à deux conférences par jour, si toutefois j'ai la patience de marcher de ce train; mais si on doit

[1] Lettre autographe du 10 avril.

tout discuter par notes, peut-être une année ne sera pas suffisante [1]. » Le cardinal rédigeait en même temps divers statuts, soit pour la grande aumônerie, soit pour le chapitre de Saint-Denis, que l'Empereur avait dès lors le projet d'organiser. A propos de ce dernier objet, on lui écrivait de la part du ministre Portalis : « Votre plan est vaste, bien conçu, d'un grand intérêt. Vous complimenter de ce que vous avez de hautes et sublimes idées, vous oncle de Napoléon, ce serait oublier que vous devez nécessairement en avoir de semblables. Je me borne à des vœux sincères et bien vifs pour qu'un si beau projet, un si utile dessein trouve grâce devant l'Empereur, et vous acquière de nouveaux droits à la reconnaissance de l'Église gallicane [2]. »

Ne pouvant subvenir à l'étendue de ses obligations qu'en économisant le temps, le cardinal Fesch réforma sa maison comme saint Charles Borromée avait réformé la sienne. Tout le monde se levait à cinq heures ; on récitait la prière en commun matin et soir ; Son Excellence disait chaque jour sa messe ; on se couchait à neuf heures et demie. Les employés et les gens du cardinal résidaient tous chez lui et ne sortaient que trois fois par semaine, de midi à trois heures ; les prêtres seuls jouissaient d'un peu plus de liberté. Du reste, la société romaine n'avait pas grand attrait pour le cardinal [3]. « Si je sors de mon cabinet, écrivait-il, je n'ai que l'alternative de me promener une heure seul ou avec monseigneur Isoard [4], ou d'aller dans le monde m'ennuyer dans une société ennuyante et presque *inconvenable*.

[1] Lettre autographe au vicaire général de la grande aumônerie, en date du 5 septembre 1805.

[2] Lettre autographe, datée du 14 avril 1806.

[3] Lettre de l'abbé Jauffret à l'évêque de Quimper, décembre 1805.

[4] Auditeur de rote.

Aussi il m'arrive de m'endormir, même en faisant la partie, au grand scandale des personnes qui s'en fâchent [1]. » Depuis la disgrâce de MM. de Châteaubriand, Guillon et Bonnevie, et depuis que l'abbé Lucotte était chapelain aux Tuileries, le cardinal Fesch avait pour secrétaire intime l'abbé Alibert, pour aumônier particulier et trésorier l'abbé Faux, pour secrétaire de légation Siméon fils. Il ne perdait de vue ni l'archevêché de Lyon, qui aurait pu servir de modèle au reste de la France, ni la grande aumônerie, que dirigeait l'abbé Jauffret, aidé d'un conseil institué au mois d'avril 1806, conseil qui s'assemblait deux fois par mois et dont faisaient partie plusieurs évêques, l'abbé Emery, supérieur de Saint-Sulpice, et l'abbé Lucotte. Le budget de cette aumônerie, que Napoléon réglait lui-même, comme il réglait celui de sa chapelle, était de 200,000 francs, somme évidemment insuffisante pour sa destination.

La direction générale des établissements de charité, à la tête de laquelle se trouvait placée Madame mère, comme protectrice, manquait aussi d'argent, car l'Empereur ne lui allouait qu'une centaine de mille francs; mais il pensait avec raison que pour les œuvres de cette nature il doit suffire au gouvernement de donner l'impulsion, de diriger et d'encourager. Madame mère eut un conseil de charité qui s'assemblait tous les mois dans son palais et qui avait deux secrétaires, MM. Lucotte et Lecoq. La médiation opérée par Madame mère entre l'Empereur, les préfets, les municipalités et les sœurs servantes des pauvres, tira ces dernières du fâcheux oubli qu'elles subissaient depuis la révolution, leur procura les moyens de se produire et ranima le zèle des institutions languissantes. « Je trouve quelquefois de

[1] Lettre autographe datée de Rome, le 4 septembre 1805.

l'ennui dans le cœur de Son Altesse Impériale madame votre sœur, écrivait l'évêque de Metz au cardinal Fesch; ne recevant pas de Sa Majesté la somme déterminée pour acquitter sa dette de protectrice, elle craint qu'on ne lui fasse en France la réputation de ne pas aimer à donner... [1] » Dans une autre lettre, le même évêque disait au cardinal : « Madame votre sœur est accablée personnellement de demandes qu'elle ne peut satisfaire, ses revenus depuis deux ans n'ayant pas augmenté. Elle s'intéresse, entre autres, pour l'ancienne dame d'honneur de la princesse Élisabeth, qui éprouve des besoins extrêmes et vous serait obligée de la comprendre dans le tableau des secours de la grande aumônerie [2]. »

La réouverture du Panthéon comme église consacrée au culte produisit une heureuse sensation parmi les membres du clergé et parmi les hommes pieux qui ne comprennent pas la sépulture chrétienne isolée des pratiques consolantes de la religion : l'Empereur fut moins heureux dans la restauration qu'il voulut faire de Saint-Denis comme église sépulcrale de sa dynastie. Il trouva des évêques disposés à devenir chanoines de l'insigne basilique, mais aucun ne voulut y résider, encore moins s'astreindre à un office assidu : il fallut créer un chapitre de second ordre plus docile. Cependant sa générosité allait fort loin vis-à-vis des membres du haut clergé, qui recevaient tous 10,000 francs pour frais d'installation.

Parallèlement aux questions du culte, Napoléon traitait presque toujours les questions concernant l'instruction publique. Fourcroy lui ayant demandé s'il prétendait confier l'enseignement à quelque association religieuse,

[1] Lettre autographe du 1er avril 1806.

[2] Lettre autographe du 21 décembre 1805.

il répondit : « Je ne reconnais point une connexité nécessaire entre ces deux idées de culte et d'école. Il y aura corps enseignant si tous les proviseurs, censeurs et professeurs ont un ou plusieurs chefs, comme les jésuites avaient leur général et leur provincial; si on ne peut être proviseur qu'après avoir été professeur, ni professeur dans les hautes classes qu'après avoir professé dans les classes inférieures; s'il y a enfin un ordre d'avancement qui entretienne l'émulation. Ce corps acquerra autant de consistance qu'en avaient les jésuites, si l'on voit qu'un jeune homme qui s'est distingué dans un lycée devient proviseur à son tour, et parvient, à la fin de sa carrière, aux premières dignités de l'État. Il faut qu'un homme qui se consacre à l'enseignement ne puisse se marier qu'après avoir franchi les premiers degrés de sa carrière. Le mariage doit être pour lui, en perspective, comme un but auquel il ne peut atteindre qu'après avoir assuré son sort et celui de sa famille. On ne fera que lui imposer une prévoyance qui est dans le devoir de tous les hommes... » Plusieurs fois, au conseil d'État, Napoléon revint sur les mêmes idées, qu'il étendait ou modifiait selon qu'elles prenaient racine dans son esprit. « Je sens, disait-il un jour, que les jésuites ont laissé, sous le rapport de l'enseignement, un très-grand vide; je ne veux pas les rétablir, ni aucune autre corporation qui soit soumise à une domination étrangère; mais je me crois obligé d'organiser l'éducation de la génération nouvelle de manière à pouvoir surveiller ses opinions politiques et morales. Je pense donc qu'il faut adopter dans cette institution le célibat jusqu'à une époque déterminée; mais non pas le célibat absolu; car le mariage est sans contredit l'état de perfection sociale [1]. »

[1] Séance du 20 février 1806.

Le mois suivant, à l'occasion de certaines prérogatives invoquées par les militaires qui siégeaient en assez grand nombre dans le conseil d'État, Napoléon leur disait : « Le propre du militaire est de tout vouloir despotiquement; le propre de l'homme civil est de tout soumettre à la discussion, à la vérité, à la raison. Je crois donc qu'en fait de prééminence l'ordre civil la mérite, et je veux le constituer, car jusqu'à présent nous n'avons eu en France, comme dans le reste du monde, que deux pouvoirs, le militaire et l'ecclésiastique. Eh bien, ce sera par mon système d'enseignement que j'arriverai à créer un ordre civil. Je veux former une corporation d'hommes qui n'aient point leur souverain à Rome et qui n'aient pas d'autre intérêt que l'intérêt public. Il faut que cette corporation ait ses priviléges; qu'elle ne soit pas trop dépendante des ministres et de l'Empereur; que ses chefs soient, par exemple, sénateurs nés; qu'ils jouissent d'une autorité propre à leur donner de la consistance. Une corporation ne meurt point; c'est pour cela que j'en veux une... Dans l'établissement d'un corps enseignant, mon but est d'avoir le moyen de diriger les opinions politiques et morales. Cette institution sera une garantie contre le rétablissement des moines; on ne viendra plus m'en parler; ils seraient sans cela rétablis un jour ou l'autre. Cependant, j'aimerais mieux confier l'éducation publique à un ordre religieux, que de la laisser telle qu'elle est; mais je ne veux ni une chose ni l'autre. »

Le 7 avril et le 6 mai 1806, quand Napoléon reproduisit au conseil d'État cette question d'enseignement universitaire, si palpitante d'actualité, il le fit de manière à ne laisser aucun doute sur ses projets, qui dès lors prirent la forme et l'allure pratiques dont ils

étaient susceptibles : « Le corps enseignant, disait l'Empereur, pourra se composer d'environ dix mille personnes. L'essentiel est que les membres de l'Université, puisque c'est ainsi qu'on l'appellera, aient le privilége exclusif de l'enseignement et qu'ils soient assermentés. Huit cent mille francs ou un million devront couvrir toutes les dépenses de la corporation. On doit faire en sorte que les jeunes gens ne soient ni trop bigots ni trop incrédules ; ils doivent être appropriés à l'état de la nation et de la société. C'est une chose digne de remarque que l'instruction, à sa naissance, a toujours été accompagnée d'idées religieuses... Je veux que les membres du corps enseignant contractent, non pas un engagement religieux comme autrefois, mais un engagement civil, devant notaire, ou devant le juge de paix, ou le préfet, ou tout autre; ils s'engageront pour trois ans, ou six ans, ou neuf ans, à ne pouvoir quitter sans prévenir un certain nombre d'années d'avance. Ils épouseront l'instruction publique, comme leurs devanciers épousaient l'Église, avec cette différence que ce mariage ne sera pas aussi sacré, ni aussi indissoluble; je veux cependant qu'on mette quelque solennité dans cette prise d'habit, tout en l'appelant d'un autre nom. Un grand prince a mille moyens, dit-on, d'imprimer à ses institutions tel caractère qui lui convient. Je demande que chaque membre du conseil d'État se constitue, par la pensée, ce grand prince, et recherche par quel moyen il établirait l'unité du corps enseignant. Pour former un corps semblable, je ne connais que deux sortes de liens, les liens célestes et les liens terrestres; il faut choisir. C'est quelque chose que l'habit et le privilége, mais tout cela ne suffit pas sans l'argent; c'est si vrai que je puis, quand je voudrai, créer une corporation

religieuse, en affectant à son entretien soixante mille livres de rente. Je pense que les écoles spéciales et les pensions particulières doivent être englobées dans l'organisation du corps enseignant : il faut constituer ce corps de manière à avoir des notes sur chaque enfant depuis l'âge de neuf ans. On fera circuler les professeurs dans l'Empire selon les besoins ; on aura soin d'établir partout une discipline sévère ; les professeurs eux-mêmes seront soumis, dans certains cas, à la peine des arrêts ; ils n'en souffriront pas plus dans leur considération que les colonels contre qui cette peine est portée. J'ai mis dernièrement le prince Louis aux arrêts chez lui pendant trois jours, parce qu'un régiment est arrivé trop tard à la parade ; cela ne déshonore point... On prétend que les écoles primaires tenues par les frères ignorantins pourraient introduire dans l'Université un esprit dangereux ; on propose de les laisser en dehors de la juridiction, ainsi que les écoles de la rive gauche du Rhin, qui dépendent des consistoires protestants. Je ne conçois pas l'esprit de fanatisme dont quelques personnes sont animées contre les frères ignorantins ; c'est un véritable préjugé ; partout on me demande leur rétablissement : ce cri général démontre assez leur utilité. Quant aux écoles protestantes, elles subiront le sort commun ; on les détachera de la juridiction religieuse pour les faire entrer dans le corps civil. La moindre chose qui puisse être demandée par les catholiques, c'est sans doute l'égalité ; car trente millions d'hommes méritent autant de considération que trois millions... »

Le sentiment d'égalité pour tous, à quelque système religieux qu'on appartînt, le désir d'établir l'ordre ainsi que la justice dans les moindres fractions de ses vastes États, et de mettre un terme aux préventions dont les

juifs de France étaient encore l'objet, durent fixer sur eu l'attention de l'Empereur. « Leur existence politique, di judicieusement M. Carmoly, avait été proclamée par l constituante; Napoléon fit plus, il les mit à même d justifier aux yeux du monde leurs doctrines religieuses généralement méconnues [1]. » La réunion des israélites le plus notables en une assemblée générale, ouverte à Pari le 26 juillet, devint une des circonstances remarquable de l'histoire contemporaine. La destinée politique de israélites fut désormais fixée : on créa des consistoire plutôt civils que religieux, chargés de faire la police d chaque communauté, de dresser la liste des jeunes gen appelés au service militaire, de dénoncer les individu sans moyen d'existence, de surveiller les prédication des rabbins, et de répartir les frais du culte. C'étaien des consistoires laïques, composés d'hommes hono rables mais presque tous étrangers au culte. Le consis toire central dut seul comprendre deux rabbins. Quelqu temps après, Napoléon, ayant senti la nécessité de fair prédominer dans ce consistoire l'élément religieux su l'élément civil, le forma de trois rabbins et de deu laïques. (Règlement du 17 mars 1808.) Les séances d sanhédrin tenues avec non moins de calme que de di gnité, la sagesse de ses réponses aux questions posées pa le gouvernement et la sanction qu'il donna aux vues d monarque, produisirent d'excellents fruits. L'ordre hié rarchique des communautés juives date de cette époque

La chaire d'économie rurale établie à l'École vétéri naire d'Alfort, celle des belles-lettres à l'École polytech nique ne sont pas les seuls témoignages qu'aient donné l'Empereur du désir qu'il avait de généraliser l'instruc tion et d'établir une alliance intime entre les science

[1] *Histoire des Israélites en France*, ouvrage non encore publié.

et les lettres : il cimentait cette alliance par tous les moyens possibles; mais il n'aimait point que le même homme fît deux choses différentes, de la politique et de la littérature, de l'administration et de l'art, de la science et de l'idéologie. Il réprimanda vivement Lalande, en plein Institut, sur son athéisme. N'admettant pas non plus que l'on écrivît également bien en prose et en vers, Napoléon aurait voulu qu'un poëte restât poëte et qu'un prosateur de premier ordre ne fît jamais que de la prose. Il ne partageait pas l'engouement des contemporains sur le mérite de Raynouard comme poëte tragique; il trouvait ses plans défectueux et sa poésie dépourvue d'images. Quand la mort de Collin d'Harleville laissa vacante une place à l'Académie française, plusieurs hauts fonctionnaires de l'État, Champagny, Maret, Portalis, eurent l'idée de se mettre sur les rangs; l'Empereur l'ayant appris leur demanda sur quels droits ils appuyaient leurs prétentions. « J'ai fait quelques comédies et des tragédies, répliqua Maret. — Ont-elles été jouées? — Non. — Eh bien, c'est comme si vous n'aviez rien fait. — Et vous, Portalis, vous avez la réputation d'un orateur éloquent, et vous l'êtes : fort bien; mais avant votre *Éloge de Séguier,* qui me semble très-bon, vous ne possédiez aucun titre réel à un fauteuil dans l'Institut. Croyez-moi, messieurs, laissez concourir aux honneurs littéraires les littérateurs de profession. » — Aux yeux de l'Empereur, un des grands mérites de Bernardin de Saint-Pierre était d'avoir mis dans sa prose élégante la poésie qu'un autre eût cherché vainement à enchâsser dans des vers plus ou moins heureux, et d'être demeuré homme de lettres toute sa vie. Aussi l'accueillit-il avec distinction lorsque, au mois de janvier 1806, il lui présenta la nouvelle édition de *Paul et Virginie.* Des motifs

semblables lui firent estimer Delille, qui aurait pu, s'il en avait manifesté franchement le désir, gagner les faveurs impériales; mais d'anciennes liaisons, peut-être aussi quelques scrupules dynastiques, le retinrent éloigné du souverain. En 1806, le libraire Bleuet sollicita la faveur d'éditer avec luxe, à l'imprimerie impériale, la traduction des *Géorgiques* par Delille, et ce poëte composa, sous forme de dédicace, un hommage où nous remarquons les vers suivants :

Auguste d'un regard encouragea Virgile,
Lui fraya près du trône une route facile;
Et, bien sûr de l'effet de ses brillants travaux,
Confia prudemment sa gloire à ses pinceaux.
Au plaisir de louer rarement on résiste.....

Delille ne signa ni la pétition ni la dédicace, et Napoléon, se retranchant dans sa dignité, ne répondit point à cette manière détournée d'invoquer une faveur qu'on désavouerait au besoin. L'absence de Delille parmi les panégyristes officiels de l'Empereur ne prouve rien pour ou contre le souverain et le poëte; mais qu'il ne soit plus dit que Delille, circonvenu par les amis du pouvoir, s'est constamment refusé à faire en son honneur un seul vers.

Au nombre des poëtes le plus en faveur, on citait Esménard, dont le poëme *la Navigation* venait de paraître sous le patronage de l'impératrice Joséphine; Millevoye, qui avait chanté le passage du grand Saint-Bernard, et dont le poëme épique sur Charlemagne contenait une infinité d'allusions au nouveau Charlemagne; Picard, le Dancourt de notre époque, à qui Napoléon rappela d'une manière si gracieuse qu'une même année les avait vus naître; Baour-Lormian, dont l'*Omasis*, joué en 1806, passait, sous le rapport de l'har-

monie et du style, pour la tragédie la plus remarquable qui eût paru depuis Voltaire; et, parmi un grand nombre de vaudevillistes spirituels, Deschamps, qui, d'abord secrétaire de l'Impératrice, cumula d'autres fonctions plus importantes, et devint en quelque sorte l'introducteur de la poésie légère dans le palais des Tuileries comme il l'avait été dans celui de la Malmaison. Le nom de Deschamps prend date avec celui de Fain sur le décret de réorganisation du cabinet impérial, dont voici les principales dispositions :

« Le service du cabinet est fait par un secrétaire du portefeuille, par un rapporteur des pétitions et par un archiviste. — Le secrétaire du portefeuille est M. Meneval. Il présente seul à la signature de l'Empereur toutes les lettres ou notes qu'il aurait dictées. Toutes les expéditions sont faites par lui. Il expédie tous les courriers. — Il entre seul dans le cabinet de l'Empereur. Il a seul les clefs du bureau et des portefeuilles de l'Empereur. S'il s'absente, n'importe à quelle heure du jour ou de nuit que ce soit, il pourvoit à ce que le rapporteur des pétitions ou l'archiviste restent et soient en état de répondre à l'Empereur. — Si, en l'absence du secrétaire du portefeuille, l'Empereur dicte quelque note ou lettre, ou fait expédier quelque travail, la minute de ce travail, s'il a été expédié avant son retour, et la minute et la copie, si le travail n'a pas encore été expédié, sont remises au secrétaire du portefeuille aussitôt après son arrivée. — Le rapporteur des pétitions est M. Deschamps, secrétaire des commandements de l'Impératrice. Il est en même temps chargé de la mise en ordre et rédaction des matériaux relatifs à l'histoire des campagnes de l'Empereur : il écrit aussi sous sa dictée; il conserve le titre et les fonctions qui l'attachent à l'Impé-

ratrice. — L'archiviste du cabinet est M. Fain. Il reçoit des mains du secrétaire du portefeuille toutes les pièces du travail de l'Empereur qui ont été répondues; il les classe et les met en ordre; il met au net les minutes dont il est dépositaire. Tous les papiers, minutes, copies, etc., etc., ne peuvent être remis à l'archiviste que par le secrétaire du portefeuille. — A la fin de chaque année, l'archiviste fait le relevé de ce qui peut être extrait des archives du cabinet, pour être déposé dans les archives impériales de la secrétairerie d'État. Il reçoit à cet effet les ordres de l'Empereur. — Le secrétaire du portefeuille, le rapporteur des pétitions et l'archiviste ont une table commune. »

Depuis la rupture de la paix d'Amiens, Napoléon avait tant d'affaires qu'il lui devenait impossible de se prescrire pour chaque jour la même règle. En général, vers six heures du matin il se levait, entrait dans son cabinet une heure après, vêtu de son costume habituel : veste et culotte de casimir blanc, bas de soie, habit vert des chasseurs de la garde, épaulettes de colonel, décorations de la Légion d'honneur et de la Couronne de fer à la boutonnière, plaque de la Légion d'honneur, grand cordon passé sous l'habit. Le dimanche, s'il y avait grande réception, l'habit bleu à revers blancs remplaçait l'habit vert; et quand l'Empereur voulait monter à cheval, aux souliers fermés d'une boucle d'or ovale, il substituait des bottes à l'écuyère doublées de soie. Le *lever* proprement dit, où devaient se trouver tous les officiers de service, restait fixé à neuf heures. Après le lever, l'Empereur recevait quelques dignitaires et quelques intimes; à dix heures, il déjeunait seul dans un petit salon voisin du cabinet de travail; c'était un repas de dix minutes ordinairement suivi d'entretiens fami-

liers. Rentré dans son cabinet, l'Empereur expédiait les affaires courantes, travaillait avec un ministre ou un haut fonctionnaire, présidait le conseil d'État, passait des revues au Carrousel. Tous les mercredis, depuis midi jusqu'au dîner, se tenait le conseil des ministres, auquel prenaient part l'archichancelier et l'architrésorier. Ce jour-là le conseil entier dînait avec Leurs Majestés. Habituellement elles mangeaient en tête-à-tête vers six heures, puis elles passaient une heure au salon, après laquelle l'Empereur et l'Impératrice se retiraient chez eux. C'était le moment choisi par l'Empereur pour recevoir des mains de son bibliothécaire les livres nouveaux ou les divers objets dont les auteurs faisaient hommage au monarque, et qu'ils ne présentaient pas eux-mêmes. Napoléon les parcourait tous, jetait à terre et faisait même voler dans la cheminée les livres qui ne l'intéressaient pas ou qui lui déplaisaient, mais il en réservait deux ou trois pour les lire ultérieurement. Cette opération faite, il entretenait quelquefois son bibliothécaire des principales productions littéraires du jour; ensuite il se mettait au travail, dictait quelques lettres, quelques ordres, et passait la soirée chez l'Impératrice, rendez-vous des *entrées* ordinaires, ministres, sénateurs et gens titrés inscrits sur une liste spéciale, que l'Empereur revoyait souvent, étendait ou modifiait. Le *coucher,* cérémonial dans le genre du *lever,* avait lieu à dix heures; on y donnait des ordres pour la nuit; ensuite l'Empereur regagnait son petit appartement, à moins qu'un travail pressé ne l'appelât de nouveau dans son cabinet. Assez souvent il s'éveillait vers une heure ou deux heures du matin, se levait, passait une robe de chambre, faisait appeler quelquefois son secrétaire particulier, mais travaillait ordinairement seul pendant deux ou trois

heures, indiquant en marge des lettres ou des rapports reçus la veille quelle réponse il faudrait y faire. Napoléon aimait le théâtre, surtout la tragédie et l'opéra italien; les principaux acteurs donnaient ordinairement une fois par semaine, le jeudi, des représentations dans la salle de spectacle de la cour; aussi ne se rendait-il guère dans les théâtres publics que quand il voulait honorer l'auteur d'une œuvre nouvelle ou répondre à quelque invitation. L'hiver, tantôt le lundi, tantôt le samedi, s'exécutait un concert au palais : Paër, et en son absence Blangini, tenait le piano. L'Empereur, qui aimait la musique retentissante, celle des clairons, des trompettes et des tambours, n'estimait pas moins la musique simple, sentimentale; il ne voulait pas que les instruments qui accompagnaient le piano le dominassent, et paraissait entendre avec autant de plaisir le petit filet de voix de madame Gavaudan que les modulations sonores des Crescentini, des Grassini et des Capriani, artistes ordinaires de sa chapelle. A propos d'une cavatine de la *Molinara*, chantée par madame Gavaudan, l'Empereur disait : « Je ne veux qu'une vapeur de son. » Ce sentiment musical, cette prédilection pour les voix sonores ou gracieuses, Napoléon l'éprouvait en toute occasion. Jamais il ne lui arrivait d'oublier une personne dont le parler lui avait été sympathique. Il en était de même des noms de baptême et de famille : si l'Empereur y saisissait une agréable euphonie, il se les répétait à lui-même, et ne les oubliait pas, surtout quand le nom rappelait quelque grande renommée historique ou littéraire.

Après la campagne d'Austerlitz, l'Empereur négligea la Malmaison en faveur de Saint-Cloud. Cependant, lorsque la guerre le lui permettait, il passait annuellement

quinze jours à Compiègne, quinze jours à Rambouillet, et six semaines ou deux mois, en septembre et octobre, à Fontainebleau, où se tenait une cour brillante. Chaque semaine, dans un but d'exercice plutôt que par goût, il chassait à tir et à courre dans les parcs de Saint-Cloud et de Trianon, dans les bois de Boulogne et de Versailles, et dans la forêt de Saint-Germain. Les grandes chasses avaient lieu en automne. Joséphine continua d'affectionner particulièrement la Malmaison, où elle fit même élever, en 1806, sur le coteau qui termine le parc, un joli pavillon. Souvent elle se promenait à cheval, et il arrivait rarement que son excursion ne fût pas signalée par quelque acte de bienfaisance.

« L'administration de la maison impériale, dit le baron de Meneval, était réglée avec le même ordre que celle de l'État. Elle se divisait en autant de services qu'il y avait de grands officiers civils de la couronne. Chaque année on réglait le budget des dépenses. L'Empereur présidait annuellement, quelquefois même plus souvent, le conseil de sa maison, dans lequel il passait en revue les divers articles de dépense, et trouvait des ressources dans des recettes inaperçues ou négligées. Il accordait des éloges aux chefs de service qui avaient économisé sur leur budget : non qu'il prêchât la parcimonie ; mais il ne souffrait ni gaspillage ni laisser-aller. Le général Duroc, chargé, comme grand maréchal du palais, du service le plus difficile, celui où les dépenses étaient minutieuses, variables, et pouvaient donner lieu à plus d'abus, et les grands officiers chargés des autres services secondaient parfaitement l'Empereur. Ces divers services marchaient, administrés avec une régularité scrupuleuse par des employés principaux. Les revenus de la liste civile impériale, composés de vingt-cinq mil-

lions versés annuellement par le trésor public, et des produits des domaines de la couronne, s'élevaient à trente ou trente et un millions. Les dépenses les plus fortes étaient celles des bâtiments et du mobilier de la couronne, celles des budgets du grand écuyer, du grand maréchal, du grand chambellan et de la maison militaire. Les bâtiments absorbaient environ trois millions par an, et le mobilier un million huit cent mille francs. Le service du grand écuyer coûtait quatre millions, année commune, celui du grand maréchal environ trois millions, celui du grand chambellan à peu près autant, la maison militaire huit cent mille francs. Dans le budget du grand chambellan, les traitements des dames du palais, des chambellans, les dépenses des bureaux, des bibliothèques, des cartes, des huissiers, des gages, absorbaient environ douze cent mille francs; la musique de la chapelle, celle des appartements et les théâtres, neuf cent mille francs; la toilette de l'Empereur, vingt mille francs; les frais de toilette et de garde-robe et la cassette de l'Impératrice, six cent mille francs. Les économies annuelles faites sur les revenus de la liste civile se montaient à treize ou quatorze millions. Ainsi, l'esprit d'ordre et la bonne administration qui régnaient dans les dépenses de sa maison avaient permis à l'Empereur de tenir une cour qui ne le cédait en magnificence à aucune autre, et d'amasser un trésor de plus de cent millions, dont une partie, en pièces d'or et d'argent, était enfermée sous trois clefs dans les caves des Tuileries[1]. »

Accusé quelquefois d'avarice par Joséphine, de tyrannie domestique par ceux des courtisans qui avaient quelque intérêt à voir grossir le budget des dépenses, Napoléon se montrait impitoyable aux fournisseurs, tel-

[1] *Napoléon et Marie-Louise*, t. Ier, p. 229-231.

lement qu'il fit arrêter et retenir vingt-quatre heures sous les verrous une célèbre modiste qui s'était permis de forcer la consigne du palais. Cette consigne était des plus sévères, surtout pour les femmes de l'Impératrice, qui ne pouvaient s'absenter une heure sans autorisation, ni sortir des appartements pour errer dans les corridors. Gardien d'autant plus scrupuleux des mœurs qu'il les savait plus en danger parmi la foule d'officiers qui l'entouraient, Napoléon imposait le mariage aussitôt qu'une intrigue faisait du scandale; mais il ne voyait pas tout. A l'Élysée-Bourbon, où, depuis 1805, Caroline Bonaparte tenait sa cour, quand elle n'accompagnait point son mari; au petit Trianon, résidence d'été de la princesse Borghèse, qui l'avait reçu en cadeau de l'Empereur; à la Malmaison, quand le souverain n'y était pas, régnait un laisser-aller qui lui donna souvent beaucoup d'humeur. Il en était autrement à Saint-Pont, chez Madame mère, et dans ses appartements de Paris. « Madame Letizia, disait quelquefois l'Empereur, est une bourgeoise de la rue Saint-Denis. » Il lui savait gré de maintenir autour d'elle l'esprit de famille, les mœurs et les habitudes patriarcales d'autrefois. Elle faisait sa fête le 15 août, et aucun des siens n'eût manqué de la lui souhaiter. Voici ce qu'écrivait, en 1805, au cardinal Fesch monseigneur Jauffret, l'un des aumôniers de l'Empereur : « La veille de l'Assomption a été célébrée chez madame votre sœur. Toute sa maison lui a présenté des bouquets ou des vases de fleurs; les sœurs de la charité lui ont envoyé des compliments et des emblèmes. Moi j'ai offert, devinez quoi? je vous le donnerais en mille : la bourse d'un mandarin. M. et madame de Cossé ont chanté des couplets.... Le lendemain j'ai dîné chez Madame. Vers la fin du dîner,

toute la petite famille de la princesse Caroline est venue souhaiter une bonne fête à la bonne maman. Ces enfants sont délicieux. La santé d'Achille est améliorée; son petit frère est un vrai lutin; Letizia est charmante. Les deux aînés ont répété leurs prières du matin et du soir à genoux, les mains jointes et recueillis comme des anges[1].» Ces pratiques de religion, ces devoirs de piété filiale se sont maintenus chez Madame mère au milieu du faste de l'Empire. Il est souvent arrivé que des voyages ont été différés pour fêter en famille le 15 août. L'Empereur y tenait, et savait gré aux membres de sa maison de n'y point manquer, à moins que des circonstances importantes ne les en détournassent. Lui-même, chaque année, du milieu des camps, du sein des villes conquises aussi bien que du palais des Tuileries, célébrait avec joie, par de nouvelles institutions, par des faveurs ou par des grâces, l'anniversaire de sa naissance. La fondation du pont qui, dans Paris, fait face à l'École militaire; la création d'une sénatorerie à Gênes; le décret qui détermine le transport en France de la valeur des fiefs créés en Italie; la séance publique de l'Académie française où Daru prononça l'éloge de Collin d'Harleville, et Boufflers celui de l'abbé Barthélemy, furent autant de circonstances qui servirent à solenniser le 15 août 1806. Immédiatement après, la princesse Pauline Borghèse partait pour les eaux de Plombières, la princesse Stéphanie pour Carlsruhe, Murat et Caroline pour leur résidence ducale, l'Impératrice pour la Malmaison, et l'Empereur pour Saint-Cloud. Ce fut là qu'il dressa son plan de campagne, et que, doublant le travail habituel des nuits, il acheva toutes les affaires courantes, et régularisa si bien les travaux administratifs, qu'en chaque service de grands pro-

[1] Lettre autographe de mon cabinet.

jets allaient exiger plusieurs mois de recherches et de travaux : il ordonna le desséchement des marais de la Dalmatie; l'assainissement des rivières du territoire vénitien; l'achèvement de la route riveraine du lac de Genève à travers les rochers de Meilleraie; la construction de l'écluse de chasse du pont de Bruges.... Il ouvrit au Louvre une exposition publique des beaux-arts, et fixa au 26 du mois de septembre celle de l'industrie nationale; il établit une commission des pétitions chargée de recevoir toutes celles qu'on lui adressait, d'en faire l'analyse, et de l'éclairer sur les droits des solliciteurs; il réunit différentes fois autour de sa personne des conseillers d'État, des évêques avancés dans sa confiance, pour les consulter, et régla toutes choses comme un bon père de famille au moment de quitter la vie. Ce n'est pas qu'il doutât du succès de la campagne, mais elle pouvait se prolonger et exiger de sa part une longue absence : il ne voulait pas que la guerre fût un obstacle à la réalisation de ses pensées administratives.

La promulgation du Code de procédure civile et différentes mesures de police, telles que la suppression des maisons de jeu dans tout l'Empire, excepté dans la ville de Paris, et l'élargissement des suspects sur lesquels ne s'élevait aucun grief sérieux, remontent à la même époque. Ce souverain, qu'on a représenté comme foulant aux pieds la liberté individuelle, écrivait au conseiller d'État Berlier : « Je suis instruit qu'il y a un grand nombre d'individus arrêtés dans les prisons de Bruxelles, et qu'ils y manquent des choses nécessaires. Mon intention est que vous partiez sans délai pour vous rendre dans cette ville, que vous confériez avec mon procureur impérial, avec le président de la cour criminelle et avec le préfet; que vous interrogiez l'un après l'autre chaque

individu arrêté, et que vous me fassiez connaître quelle est la cause d'un si grand nombre de prisonniers et pourquoi la justice ne les juge pas. Vous connaissez toute ma sollicitude pour que les criminels soient sévèrement punis; mais aussi pour qu'aucun innocent ne souffre. Vous réglerez votre conduite sur ces principes. Sur ce, je prie Dieu, etc. » L'enquête de Berlier amena la grâce de cinq cents détenus, que des haines particulières ou l'incurie retenaient prisonniers. Un décret rendu le 11 juin 1806, et un autre le 22 juillet suivant, avaient réglé sur de nouvelles bases les pouvoirs ainsi que les travaux du conseil d'État. On y voit percer le besoin d'élargir le cadre de l'administration à mesure que l'Empire s'agrandit, et de centraliser le mouvement des affaires en laissant aux ministres une large initiative.

Les déjeuners et les soirées que donnait madame Récamier aux étrangers de distinction; le triomphe de la princesse de Chimay, cette femme aux trois maris vivants, qui se faisait absoudre du pape comme elle s'était fait absoudre de l'archevêque nonagénaire de Paris; les mariages de Martial Daru et de Philippe de Ségur célébrés par le cardinal Maury; l'ouverture prochaine des conférences religieuses de MM. Lesure et Frayssinous, une œuvre littéraire, une représentation dramatique, une élection à l'Institut, et d'autres petits événements du même genre, préoccupaient les Parisiens au point de leur faire oublier Anglais, Prussiens et Russes. Le journalisme recevait de la police son mot d'ordre; et des hommes d'esprit tels que Sauvo, Geoffroy, Hoffmann, Fiévée, fixaient l'attention publique sur d'inoffensives futilités, quand Napoléon reconstituait la carte de l'Europe.

CHAPITRE CENT UNIÈME.

CAMPAGNE DE PRUSSE ET BATAILLE D'IÉNA.

Marche de l'armée prussienne et concentration de nos troupes. — Le roi et la reine de Prusse quittent Potsdam pour se mettre à la tête de leurs troupes. — Napoléon dénonce aux princes de la confédération rhénane les projets hostiles de cette puissance. — Instructions envoyées par l'Empereur à son frère Louis. — Départ de Napoléon et de Joséphine pour Mayence. — Napoléon arrive à Bamberg. — Sa proclamation à l'armée; son message au sénat. — Ultimatum du roi de Prusse. — Composition de l'armée prussienne et de l'armée française. — Combat de Schleitz; mort du prince Louis de Prusse. — Position des deux armées dans les journées du 11 et du 12. — L'Empereur écrit au roi de Prusse et lui offre la paix. — Mouvement des troupes la veille de la bataille d'Iéna. — Circonstances diverses de cette bataille. — Davoust fait des prodiges. — Le duc de Brunswick et le feld maréchal Mollendorff blessés grièvement sont remplacés par Kalkreuth. — Déroute dans les champs d'Iéna et d'Auerstædt. — Napoléon vainqueur, rentré sous la tente, distribue des récompenses et fait relever les blessés.

La bataille d'Iéna a lavé l'affront de Rosbach et décidé, en sept jours, une campagne qui a entièrement calmé cette frénésie guerrière qui s'était emparée des têtes prussiennes.

Cinquième bulletin de la grande armée.

L'occupation de Dresde par l'avant-garde du prince de Hohenlohe, une protestation du prince primat en date du 18 septembre, et la mort de Fox, arrivée le même jour, servirent de signal aux hostilités qui allaient surgir. Un mouvement de nos troupes en Souabe coïncida avec le mouvement du prince de Hohenlohe en Saxe. Dès le 1er octobre, le corps d'armée du maréchal prince de Ponte-Corvo se concentrait vers Bayreuth et vers Cobourg; une armée franco-hollandaise se réunissait autour de Groningue; un camp s'organisait à Zeist, et Louis Bonaparte, revenant des eaux, rentrait le 19 dans sa capitale pour activer les préparatifs de guerre. Le 18,

la cavalerie de la garde impériale quittait Paris et gagnait les rives du Rhin; l'infanterie de la garde partait en poste immédiatement après pour la même destination; les équipages de l'Empereur suivaient la garde; et le 20, quand le roi de Prusse, entraîné par la reine, s'éloignait de Potsdam; quand, de tous les points de cette monarchie, une jeunesse effervescente, certaine du succès, se portait aux frontières, Napoléon, *calme sur un cheval fougueux*, animait du regard et de la pensée les divers corps de troupes qu'il portait au delà du Rhin. Le 21, il écrivait aux rois de Bavière, de Wurtemberg et à tous les princes de la confédération une déclaration de principes dont voici la teneur :

« *A Sa Majesté le roi de Bavière.*

» MONSIEUR MON FRÈRE,

» Il y a plus d'un mois que la Prusse arme, et il est connu de tout le monde qu'elle arme contre la France et contre la confédération du Rhin. Nous cherchons les motifs sans pouvoir les pénétrer. Les lettres que Sa Majesté Prussienne nous écrit sont amicales; son ministre des affaires étrangères a notifié à notre envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire qu'elle reconnaissait la confédération du Rhin, et qu'elle n'avait rien à objecter contre les arrangements faits dans le midi de l'Allemagne. Les armements de la Prusse sont-ils le résultat d'une coalition avec la Russie ou seulement des intrigues des différents partis qui existent à Berlin, et de l'irréflexion du cabinet? Ont-ils pour objet de forcer la Hesse, la Saxe et les villes anséatiques à contracter des liens que ces deux dernières puissances paraissent ne pas vouloir former? La Prusse voudrait-elle nous obliger

nous-même à nous départir de la déclaration que nous avons faite, que les villes anséatiques ne pourront entrer dans aucune confédération particulière, déclaration fondée sur l'intérêt du commerce de la France et du midi de l'Allemagne, et sur ce que l'Angleterre nous a fait connaître que tout changement dans la situation présente des villes anséatiques serait un obstacle de plus à la paix générale? Nous avons aussi déclaré que les princes de la confédération germanique qui n'étaient point compris dans la confédération du Rhin devaient être maîtres de ne consulter que leurs intérêts et leurs convenances; qu'ils devaient se regarder comme parfaitement libres; que nous ne ferions rien pour qu'ils entrassent dans la confédération du Rhin, mais que nous ne souffririons pas que qui que ce fût les forçât de faire ce qui serait contraire à leur volonté, à leur politique, aux intérêts de leurs peuples. Cette déclaration si juste aurait-elle blessé le cabinet de Berlin, et voudrait-il nous obliger à la rétracter? Entre tous ces motifs, quel peut être le véritable? Nous ne saurions le deviner, et l'avenir seul pourra révéler le secret d'une conduite aussi étrange qu'elle était inattendue. Nous avons été un mois sans y faire attention. Notre impassibilité n'a fait qu'enhardir tous les brouillons qui veulent précipiter la cour de Berlin dans la lutte la plus inconsidérée. Toutefois les armements de la Prusse ont amené le cas prévu par l'un des articles du traité du 12 juillet, et nous croyons nécessaire que tous les souverains qui composent la confédération du Rhin arment pour défendre ses intérêts, pour garantir son territoire et en maintenir l'inviolabilité. Au lieu de deux cent mille hommes que la France est obligée de fournir, elle en fournira trois cent mille, et nous venons d'ordonner que

les troupes nécessaires pour compléter ce nombre soient transportées en poste sur le bas Rhin. Les troupes de Votre Majesté étant toujours restées sur le pied de guerre, nous invitons Votre Majesté à ordonner qu'elles soient mises sans délai en état de marcher avec leurs équipages de campagne et de concourir à la défense de la cause commune, dont le succès, nous avons lieu de le croire, répondra à sa justice, si toutefois, contre nos désirs et contre nos espérances, la Prusse nous met dans la nécessité de repousser la force par la force. Sur ce, nous prions Dieu, mon frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. »

Le jour où cette lettre fut écrite, le *Moniteur* annonçait l'adhésion de l'archiduc électeur de Wurtzbourg à la confédération rhénane par un traité qui venait d'être signé à Paris. Napoléon, redevenu journaliste, en prenait occasion de donner les conseils les plus sages, les louanges les plus délicates aux princes électeurs de Hesse-Cassel et de Saxe, qui n'y prêtèrent nulle attention. La fatalité les entraînait à leur chute; l'électeur de Saxe, heureusement pour lui, s'arrêta plus tard, et d'implacable ennemi, devint allié fidèle.

Une dépêche de l'Empereur vint affliger Louis Bonaparte : Napoléon voulait que les brigades de l'armée de Hollande, composées chacune d'un régiment français et d'un régiment hollandais, fussent commandées par des généraux français, et que l'artillerie hollandaise eût aussi un général français pour chef; il imposait encore à son frère l'obligation de seconder Mortier, qui devait détrôner l'électeur de Hesse, auquel inconsidérément Louis avait fait des protestations amicales. Les instructions de l'Empereur lui furent remises par M. de Turenne, vers la fin de septembre. « Elle

suffiraient, a dit Louis, pour démontrer le génie profond d'un monarque sachant tout ordonner, tout prévoir. On y trouve ce passage remarquable :

« Vous ferez une diversion utile à Wesel, où je vous prie de réunir votre armée grossie de troupes françaises. Cette armée portera le nom d'armée du Nord. Vous ferez en sorte qu'on la croie beaucoup plus forte qu'elle ne l'est. Si les Prussiens se jettent vers la Hollande et prennent le change, ils sont perdus. S'ils ne le font pas, ils le sont encore. Tandis qu'ils croient que j'établis ma ligne d'opération parallèlement à eux et au Rhin, j'ai déjà calculé que, peu d'heures après la déclaration, ils ne peuvent m'empêcher de déborder leur gauche et de porter sur elle plus de forces qu'ils ne pourront en opposer et qu'il n'est nécessaire pour sa destruction. La ligne rompue, tous les efforts qu'ils feront pour secourir leur gauche tourneront contre eux. Séparés, coupés dans leur marche, ils tomberont successivement dans mes lignes. Les résultats sont incalculables. Peut-être serai-je à Berlin avant six semaines. Mon armée est plus forte que celle des Prussiens; et quand même ils me battraient d'abord, aussitôt après ils me trouveront sur leur centre avec cent mille hommes de troupes fraîches, poursuivant mon plan.... »

Louis, se conformant aux ordres de l'Empereur, arriva bientôt à Wesel, qu'il fit approvisionner rapidement; il y jeta un pont de bateaux sur le Rhin, réunit une flottille canonnière qui le rendait maître du fleuve; et il put, au mois d'octobre, se porter en Westphalie avec vingt mille hommes d'infanterie, trois mille chevaux et quarante pièces de canon.

Le 25 septembre, Napoléon et Joséphine, accompagnés d'une suite peu nombreuse, quittaient Saint-

Cloud de grand matin et prenaient la route d'Allemagne. Arrivé le 28 à Mayence, Napoléon y décréta la mise en activité des gardes nationales de la frontière du Nord et de l'Est, et laissant Joséphine dans cette cité guerrière, il traversa le Rhin le 1er octobre.

Dans presque toute la France on ignorait encore que la guerre fût imminente, lorsque du quartier général de Bamberg, où l'Empereur était arrivé le 6 octobre, il adressa la proclamation suivante à l'armée :

« SOLDATS,

» L'ordre pour votre rentrée en France était parti ; vous vous en étiez déjà rapprochés de plusieurs marches. Des fêtes triomphales vous attendaient, et les préparatifs pour vous recevoir étaient commencés dans la capitale. Mais, lorsque nous nous abandonnions à cette trop confiante sécurité, de nouvelles trames s'ourdissaient sous le masque de l'amitié et de l'alliance. Des cris de guerre se sont fait entendre à Berlin ; depuis deux mois, nous sommes provoqués tous les jours davantage. La même faction, le même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit, il y a quatorze ans, les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, domine dans leurs conseils. Si ce n'est plus Paris qu'ils veulent brûler et renverser jusque dans ses fondements, c'est aujourd'hui leurs drapeaux qu'ils se vantent de planter dans les capitales de nos alliés ; c'est la Saxe qu'ils veulent obliger à renoncer, par une transaction honteuse, à son indépendance en la rangeant au nombre de leurs provinces ; ce sont enfin vos lauriers qu'ils veulent arracher de votre front. Ils veulent que nous évacuions l'Allemagne à l'aspect de leur armée ! Les insensés !!! Qu'ils sachent donc qu'il serait mille

fois plus facile de détruire la grande capitale que de flétrir l'honneur des enfants du grand peuple et de ses alliés. Leurs projets furent confondus naguère; ils trouvèrent dans les plaines de la Champagne la défaite, la mort et la honte; mais les leçons de l'expérience s'effacent, et il est des hommes chez lesquels le sentiment de la haine et de la jalousie ne meurt jamais.

» Soldats, il n'est aucun de vous qui veuille retourner en France par un autre chemin que par celui de l'honneur. Nous ne devons y rentrer que sous des arcs de triomphe. Eh quoi! aurions-nous donc bravé les saisons, les mers, les déserts, vaincu l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous, porté notre gloire de l'orient à l'occident, pour retourner aujourd'hui dans notre patrie comme des transfuges, après avoir abandonné nos alliés, et pour entendre dire que l'aigle française a fui épouvantée à l'aspect des armées prussiennes!... Mais déjà ils sont arrivés sur nos avant-postes....

» Marchons donc, puisque la modération n'a pu les faire sortir de cette étonnante ivresse. Que l'armée prussienne éprouve le même sort qu'elle éprouva il y a quatorze ans! Qu'ils apprennent que s'il est facile d'acquérir un accroissement de domaines et de puissance avec l'amitié du grand peuple, son inimitié (qu'on ne peut provoquer que par l'abandon de tout esprit de sagesse et de raison) est plus terrible que les tempêtes de l'Océan.»

Le même jour, le sénat conservateur recevait un message qui résumait les justes griefs du monarque français, et faisait planer le reproche d'une imprudente levée de boucliers bien moins sur le roi de Prusse que sur son conseil. Ce message s'exprimait ainsi :

« A peine arrivé aux frontières de nos États, nous avons eu lieu de reconnaître combien notre présence y

était nécessaire, et de nous applaudir des mesures défensives que nous avions prises avant de quitter le centre de notre empire. Déjà les armées prussiennes, portées au grand complet de guerre, s'étaient ébranlées de toutes parts; elles avaient dépassé leurs frontières; la Saxe était envahie, et le sage prince qui la gouverne était forcé d'agir contre sa volonté, contre l'intérêt de ses peuples. Les armées prussiennes étaient arrivées devant les cantonnements de nos troupes. Des provocations de toute espèce, même des voies de fait avaient signalé l'esprit de haine qui animait nos ennemis, et la modération de nos soldats, qui, tranquilles à l'aspect de tous ces mouvements, étonnés seulement de ne recevoir aucun ordre, se reposaient dans la double confiance que donnent le courage et le bon droit. Notre premier devoir a été de passer le Rhin nous-même, de former nos camps et de faire entendre le cri de guerre : il a retenti au cœur de tous nos guerriers. Nous allons marcher contre les armées prussiennes et repousser la force par la force. Toutefois, nous devons le dire, notre cœur est péniblement affecté de cette prépondérance constante qu'obtient en Europe le génie du mal, occupé sans cesse à traverser les desseins que nous formons pour la tranquillité de l'Europe, le repos et le bonheur de la génération présente; assiégeant tous les cabinets par tous les genres de séduction, égarant ceux qu'il n'a pu corrompre, les aveuglant sur leurs véritables intérêts, les lançant au milieu des partis, sans autre guide que les passions qu'il a su leur inspirer. Le cabinet de Berlin lui-même n'a pas choisi avec délibération le parti qu'il prend; il y a été jeté avec art et avec une malicieuse adresse. Le roi s'est trouvé tout à coup à cent lieues de sa capitale, aux frontières de la confédération du Rhin, au milieu

de son armée, vis-à-vis des troupes françaises dispersées dans leurs cantonnements, qui croyaient devoir compter sur les liens qui unissaient les deux États, et sur les protestations prodiguées en toutes circonstances par la cour de Berlin.

» Dans une guerre aussi juste, où nous ne prenons les armes que pour nous défendre, que nous n'avons provoquée par aucun acte, par aucune prétention, et dont il nous serait impossible d'assigner la véritable cause, nous comptons entièrement sur l'appui des lois et sur celui des peuples que les circonstances appellent à nous donner de nouvelles preuves de leur dévouement et de leur courage. De notre côté, aucun sacrifice personnel ne nous sera pénible, aucun danger ne nous arrêtera toutes les fois qu'il s'agira d'assurer les droits, l'honneur et la prospérité de nos peuples. »

Napoléon venait de recevoir du prince de Talleyrand un courrier porteur de l'*ultimatum* que lui avait remis, le 1er octobre, M. de Knobelsdorf. Cette pièce portait la signature du roi, mais elle avait été rédigée par lord Morpeth, ministre d'Angleterre, et par le vieux duc de Brunswick, nommé généralissime. Les prétentions de la Prusse y étaient exprimées en des termes si peu mesurés, que l'Empereur, n'ayant pu la lire jusqu'au bout, s'écria : « Je plains le roi de Prusse ; il n'entend pas le français ; il n'a sûrement pas vu cette rapsodie qu'on m'adresse en son nom. » Puis, se tournant vers Berthier, qui arrivait de Munich : « Maréchal, ajouta-t-il, on nous donne un rendez-vous d'honneur ; jamais Français n'y a manqué. On assure qu'une belle reine veut être témoin du combat ; soyons courtois, et marchons sans nous coucher pour la Saxe. » Effectivement, le roi et la reine, qu'exaltait son humeur belli-

queuse et qui voulait par sa présence exciter l'enthousiasme des troupes, se trouvaient à Halle; aux quatre-vingt mille Prussiens mis sous les ordres du duc de Brunswick et de ses deux lieutenants, Rüchel et Blücher, s'étaient jointes les troupes électorales de Hesse-Cassel, ainsi que vingt-cinq mille Saxons sous les ordres du duc de Saxe-Weimar. Frédéric-Guillaume agissait envers la Saxe comme, l'année précédente, avait agi François II envers la Bavière; il l'entraînait malgré elle dans son mouvement d'hostilité. Une réserve de quarante mille hommes stationnait sous les murs de Custrin.

Au commencement d'octobre, l'armée prussienne, concentrée entre la Saale et la Verra, tenait sa droite à Eisenach, son centre à Erfurth et à Gotha, sa gauche à Weimar, appuyée contre les hauteurs qui couronnent le pays. Les bois de la Thuringe et la chaîne de montagnes qui, bordant la Saxe, se dirige vers la Hesse septentrionale, couvraient son front. Des avant-postes fortifiés protégeaient cette ligne.

L'armée française, composée de huit corps principaux, commandés par Augereau, Bernadotte, Lannes, Davoust, Ney, Soult, Lefebvre et Louis Bonaparte, opérait un mouvement par les deux rives du Main, et se concentrait vers Cobourg et Kronach, derrière la forêt de Thuringe, dans le but d'obliger l'ennemi à changer sa ligne pour ne pas se laisser tourner, et à prendre décidément un champ de bataille. Notre droite, formée des troupes aux ordres de Soult et de Ney, et d'une division bavaroise, était partie d'Amberg et de Nurnberg: réunie à Bayreuth, elle se portait précipitamment sur Hoff et Plauen, qu'elle atteignait dans les journées du 9 et du 10. Le centre, composé des corps de Bernadotte et de Davoust, de la garde impériale et de la grande ré-

serve de cavalerie sous les ordres de Murat, après avoir débouché par Bamberg sur Kronach, gagnait Saalbourg, Schleitz et Iéna; la gauche, où figuraient Augereau et Lannes, s'avançait de Schweinfurth sur Cobourg, Graffenthal et Saalfeld.

Le 7, à huit heures du soir, Napoléon quitte Bamberg et arrive le lendemain à Kronach, lorsque Murat culbutait sur les bords de la Saale, après trente minutes de canonnade, un régiment prussien chargé de protéger Saalbourg. Le lendemain, Napoléon fait attaquer par Bernadotte le village de Schleitz, que défendent neuf mille hommes, et reste maître de la position. Cette journée, où se distinguèrent les généraux Lasalle, Maison, Razout et Wathier, fut meurtrière pour l'ennemi, car il perdit sept cents hommes, dont trois cents tués et blessés. Bernadotte établit son quartier général à Auna; Lasalle, à l'avant-garde, s'empara de cinq cents voitures de bagages, d'un équipage de ponts et d'un butin immense. Vers Saalfeld, Suchet, qui dirigeait une division du corps de Lannes, rencontre l'avant-garde du prince de Hohenlohe, commandée par le prince Louis de Prusse, cousin germain du roi. Ce brave et brillant capitaine défendit avec vaillance pendant deux heures l'abord des rives de la Saale, et reçut la mort de la main du maréchal des logis Guindé, auquel il n'avait pas voulu se rendre. L'affaire de Saalfeld nous valut mille prisonniers et trente pièces de canon. Six cents Prussiens, tués ou blessés, demeurèrent sur le champ de bataille.

Pendant ces différentes opérations, l'Empereur parcourait les postes, encourageait les troupes; vis-à-vis Lobenstein, il rencontre le 2ᵉ de chasseurs à cheval, et demande au colonel de quelle force est son régiment; le colonel, irréfléchi, exprime le regret d'avoir beaucoup

de conscrits. « Qu'importe ! réplique aussitôt Napoléon; nos conscrits ne sont-ils pas Français ? » Puis, se tournant vers eux : « Jeunes gens, dit-il, quand on ne craint pas la mort, on la fait entrer dans les rangs ennemis. »

Le 11 au soir, notre armée, en ligne et à cheval sur la Saale, ayant des débouchés par la forêt de Thuringe, donnait à l'Empereur toute faculté d'opérer excentriquement sur Iéna, sans crainte que l'ennemi, refusant sa gauche devant les troupes de Bernadotte et de Murat, manœuvrât par sa droite du côté d'Arnstadt et de Gotha. Le 12, Bernadotte établissait à Zeitz son quartier général; Murat fixait le sien à Pegau, d'où Lasalle, avec une brigade de cavalerie légère, poussant jusqu'à Leipzig, mettait cette ville à contribution et jetait l'épouvante au sein de la Saxe; la division Drouet prenait position sur le territoire de Meinweh, à trois lieues de Zeitz, route de Naunbourg, ville dans la direction de laquelle marchait Davoust en passant par Lisemberg. L'Empereur, avec son quartier général, sa garde et le corps d'armée de Soult, occupait Géra; Ney, avec son corps, était à Neustadt; Augereau, à Kahla et Orlamunda; Lannes, à Iéna, sur la rive gauche de la Saale. Le prince Jérôme Bonaparte, qui, nonobstant le titre de contre-amiral dont il était revêtu depuis le 19 septembre, commandait les Bavarois et le contingent de la confédération rhénane, bivouaquait autour de Schleitz. En arrivant à Naunbourg, le 12 au soir, Davoust n'y trouva pas la moindre résistance, s'empara de magasins considérables, et prit position devant cette ville, attendant le corps de Bernadotte, qui le lendemain devait se joindre à lui. De son côté, l'armée prussienne n'ayant pu déboucher sur Francfort par sa droite, sur Wurtzbourg par son centre, et sur Bamberg par sa gauche, ainsi que l'avait arrêté

d'abord le conseil de guerre, se repliait depuis la journée du 9, et venait faire face à la Saale en occupant un vaste champ de bataille, depuis Capellendorf jusqu'à Auerstædt. Cette position offrait beaucoup d'analogie avec celle du feld-maréchal Mack quand Napoléon la tourna dans les plaines d'Ulm; nous avions l'Elbe derrière nous, tandis que les Prussiens s'adossaient au Rhin; cependant, plus favorisé que Mack, Brunswick pouvait encore choisir un champ de bataille autre que celui d'Eckerdsberg et d'Iéna: en se plaçant près de Freybourg, derrière l'Unstruth, dans le confluent de deux rivières, il se ménageait les chances d'une retraite honorable et ne compromettait point le sort de la monarchie par une seule bataille; mais se fiant au succès, l'imprudent vieillard voulut opérer le contre-pied d'Austerlitz et venger l'Autriche. Cette présomptueuse assurance, en le perdant, mit la monarchie prussienne à deux doigts de sa ruine. Elle ne pouvait être sauvée que par un retour du roi aux sages déterminations qu'il avait su prendre pendant dix années. Napoléon lui-même l'eût voulu franchement, ainsi que le témoigne la lettre suivante, datée du quartier général de Géra, le 12 octobre.

« *Au roi de Prusse.*

» Monsieur mon frère,

» Je n'ai reçu que le 7 la lettre de Votre Majesté du 25 septembre. Je suis fâché qu'on lui ait fait signer cette espèce de pamphlet. Je ne lui réponds que pour lui protester que jamais je n'attribuerai à elle les choses qui y sont contenues; toutes sont contraires à son caractère et à l'honneur de tous deux. Je plains et dédaigne les rédacteurs d'un pareil ouvrage. J'ai reçu immédiatement

après la note de son ministre du 1er octobre. Elle m'a donné rendez-vous le 8 : en bon chevalier je lui ai tenu parole ; je suis au milieu de la Saxe. Qu'elle m'en croie, j'ai des forces telles que toutes ses forces ne peuvent balancer longtemps la victoire. Mais pourquoi répandre tant de sang? A quel but? Je tiendrai à Votre Majesté le même langage que j'ai tenu à l'empereur Alexandre deux jours avant la bataille d'Austerlitz. Fasse le ciel que des hommes vendus ou fanatisés, ennemis d'elle et de son règne plus qu'ils ne sont les miens et de ma nation, ne lui donnent pas les mêmes conseils pour la faire arriver au même résultat!

» Sire, j'ai été ami de Votre Majesté depuis six ans. Je ne veux point profiter de cette espèce de vertige qui anime ses conseils, et qui lui a fait commettre des erreurs politiques dont l'Europe est encore tout étonnée, et des erreurs militaires de l'énormité desquelles l'Europe ne tardera pas à retentir. Si, par sa note, elle m'eût demandé des choses possibles, je les lui eusse accordées ; elle a demandé mon déshonneur, elle devait être certaine de ma réponse. La guerre est donc faite entre nous, l'alliance rompue pour jamais. Mais pourquoi faire égorger nos sujets? Je ne prisè point une victoire qui sera achetée par la vie d'un bon nombre de mes enfants. Si j'étais à mon début dans la carrière militaire, et si je pouvais craindre les hasards des combats, ce langage serait tout à fait déplacé. Sire, Votre Majesté sera vaincue ; elle aura compromis le repos de ses jours, l'existence de ses sujets sans l'ombre d'un prétexte. Elle est aujourd'hui intacte, et peut traiter avec moi d'une manière conforme à son rang ; elle traitera avant un mois dans une situation différente. Elle s'est laissée aller à des irritations qu'on a calculées et préparées avec art ; elle

m'a dit qu'elle m'avait souvent rendu des services; eh bien! je veux lui donner la plus grande preuve du souvenir que j'en ai; elle est maîtresse de sauver à ses sujets les ravages et les malheurs de la guerre; à peine commencée, elle peut la terminer, et elle fera une chose dont l'Europe lui saura gré. Si elle écoute les furibónds qui, il y a quatorze ans, voulaient prendre Paris, et qui aujourd'hui l'ont embarquée dans une guerre et immédiatement après dans des plans offensifs également inconcevables, elle fera à son peuple un mal que le reste de sa vie ne pourra guérir. Sire, je n'ai rien à gagner contre Votre Majesté; je ne veux rien et n'ai rien voulu d'elle; la guerre actuelle est une guerre impolitique. Je sens que peut-être j'irrite dans cette lettre une certaine susceptibilité naturelle à tout souverain; mais les circonstances ne demandent aucun ménagement; je lui dis les choses comme je les pense; et d'ailleurs, que Votre Majesté me permette de le lui dire, ce n'est pas pour l'Europe une grande découverte que d'apprendre que la France est du triple plus populeuse et aussi brave et aguerrie que la Prusse. Je n'ai donné aucun sujet réel de guerre à Votre Majesté. Qu'elle ordonne à cet essaim de malveillants et d'inconsidérés de se tenir à l'aspect de son trône dans le respect qui lui est dû; et qu'elle rende la tranquillité à elle et à ses États. Si elle ne retrouve plus jamais en moi un allié, elle retrouvera un homme désireux de ne faire que des guerres indispensables à la politique de mes peuples, et de ne point répandre le sang dans une lutte avec des souverains qui n'ont avec moi aucune opposition d'industrie, de commerce et de politique. Je prie Votre Majesté de ne voir dans cette lettre que le désir que j'ai d'épargner le sang des hommes, et d'éviter à une nation qui, géographi-

quement, ne saurait être ennemie de la mienne, l'amer repentir d'avoir trop écouté des sentiments éphémères, qui s'excitent et se calment avec tant de facilité parmi les peuples. Sur ce, je prie Dieu, monsieur mon frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. De Votre Majesté, le bon frère. »

Après les affaires d'État les affaires domestiques, après la correspondance politique la correspondance de famille, après Frédéric-Guillaume l'impératrice Joséphine. « Ma bonne amie, lui écrivait-il le 13 à deux heures du matin, je suis aujourd'hui à Géra; mes affaires vont bien, et tout comme je pouvais l'espérer. Avec l'aide de Dieu, en peu de jours cela aura pris, je crois, un caractère bien terrible pour le pauvre roi de Prusse, que je plains personnellement, parce qu'il est bon. La reine est à Erfurth avec le roi. Si elle veut voir une bataille, elle aura ce cruel plaisir. Je me porte à merveille; j'ai déjà engraissé depuis mon départ; cependant je fais, de ma personne, vingt et vingt-cinq lieues par jour, à cheval, en voiture, de toutes les manières. Je me couche à huit heures et suis levé à minuit; je songe quelquefois que tu n'es pas encore couchée. »

Frédéric-Guillaume venait d'arriver au quartier général d'Auerstædt, avec la reine, les principaux ministres, le duc de Brunswick, le maréchal Kalkreuth et un nombreux état-major, lorsqu'on lui remit la lettre de l'Empereur. Il ne voulut y répondre que par des coups de canon, et le duc de Brunswick, qui connaissait la marche d'une partie de l'armée française sur Naumbourg, approchait suivi de cinquante mille hommes d'élite pour lui fermer les défilés de Kœsen; mais Davoust l'y prévint. Après s'être emparé de Naunbourg et d'un pont sur la rivière d'Unstruth, il détacha au défilé de Kœsen un

bataillon chargé de le défendre, coûte que coûte, jusqu'au lendemain, et prit ses mesures pour diriger de ce côté tous ses efforts; car Brunswick une fois maître de la position, tournait notre armée et la mettait entre deux feux. Isolé de Murat et de Bernadotte, qui devaient se porter, celui-ci sur Cambourg et Dornbourg, celui-là sur Iéna, Davoust était réduit à vingt-six ou vingt-sept mille hommes, dont quinze cents cavaliers seulement, tandis que l'ennemi en avait douze mille. D'un caractère ferme, d'une intrépidité mâle, Davoust prit sa résolution et donna l'ordre de se mettre en bataille avant même que Napoléon le lui eût prescrit. Gudin avec sa division ayant marché toute la nuit, avait franchi avant le jour les défilés de Kœsen. Mais c'est principalement sur le plateau d'Iéna que doivent se décider les destinées de la monarchie prussienne. Ce plateau est occupé par deux corps d'armée, l'un sous le général Rüchel, l'autre sous le prince de Hohenlohe. Ils ont pour généralissime le feld-maréchal Mollendorff, et présentent un effectif de soixante-dix mille hommes, parmi lesquels brillent une cavalerie très-nombreuse et une excellente artillerie. Cette position le long de la chaussée d'Iéna à Weimar, flanquée de rochers et de ravins, semble inexpugnable.

Le 13, à deux heures de l'après-midi, Napoléon arrive à Iéna, en présence du corps de Mollendorff: d'un petit plateau qu'occupe notre avant-garde il aperçoit les dispositions des Prussiens pour traverser la Saale, et quoique inférieur en forces, quoique manquant de grosse cavalerie, il n'hésite pas à livrer bataille; « car, dit le bulletin officiel, à la guerre il est des moments où aucune considération ne doit balancer l'avantage de prévenir l'ennemi et de l'attaquer le premier. Pendant toute la nuit, Berthier expédia des ordres aux divers corps qui

devaient concourir à la bataille. Les officiers chargés de ces ordres mirent la plus grande diligence, et ce fut au capitaine Berton[1] que Davoust fut redevable de recevoir à temps des instructions qui lui permissent d'opérer tous ses mouvements. En avant du plateau d'Iéna, le génie construisit dans le roc un chemin praticable à l'artillerie, et le corps entier du maréchal Lannes se massa sur ce plateau, où la garde impériale, commandée par Lefebvre, forma un bataillon carré au centre duquel bivouaqua l'Empereur au milieu de ses braves.

» La nuit offrait un grand spectacle, celui de deux armées dont l'une déployant un front de six lieues d'étendue, embrasait de ses feux l'atmosphère ; et dont l'autre semblait, par ses bivouacs, n'occuper qu'un petit point. Les deux armées étaient à demi-portée de canon ; les sentinelles se touchaient presque, et il ne se faisait pas un mouvement qui ne fût entendu. Les corps des maréchaux Ney et Soult passèrent la nuit en marche. A la pointe du jour, toute l'armée prit les armes. La division Gazan se rangea sur trois lignes à la gauche du plateau ; la division Suchet à droite ; la garde impériale continua d'occuper le monticule. Chacun de ces corps tenait ses canons dans les intervalles. De la ville et des vallées voisines on avait pratiqué des débouchés qui permettaient le déploiement le plus facile aux troupes qui n'avaient pu être placées sur le plateau ; car c'était peut-être la première fois qu'une armée devait passer par un si petit débouché. La gauche de l'armée française, appuyée sur un village et des bois, était commandée par le maréchal Augereau ; la garde impériale la séparait du centre, qu'occupait le maréchal Lannes ; la droite était formée par le corps du maréchal Soult ; le maréchal

[1] C'est le même qui devint général et qui mourut si malheureusement.

Ney n'avait que trois mille hommes, seules troupes de son corps d'armée qui fussent arrivées..... L'Empereur eût désiré retarder de deux heures l'engagement de la bataille, afin d'attendre, dans la position qu'il venait de prendre, les troupes qui devaient le joindre, et surtout sa cavalerie : l'ardeur française l'emporta [1]. »

Vers sept heures du matin, un épais brouillard couvrant l'horizon, l'Empereur différa l'attaque, mais il parcourut les lignes et harangua l'armée. Ses paroles avaient toujours le mérite de l'à-propos. Cette fois, rappelant la prise d'Ulm, dont on allait célébrer l'anniversaire; citant Marengo, Austerlitz; montrant l'armée prussienne déjà vaincue avant de combattre, par la perte de sa ligne d'opération, et n'ayant plus d'autre ressource qu'une trouée sur divers points, qu'il serait honteux de lui laisser faire, les soldats répondirent : *En avant, marchons!* Alors le plus magnifique soleil d'automne se montra tout à coup; à neuf heures, la fusillade devint spontanément très-vive, et l'armée française, sur trois points différents, déboucha dans la plaine. « Au village de Hollstedt, dit le bulletin officiel, plusieurs bataillons s'étant engagés, Lannes reçoit l'ordre de marcher sur-le-champ en échelons pour soutenir ce village. Sur la droite, Soult attaque un bois, et sur la gauche l'ennemi fait un mouvement de sa droite qu'Augereau est chargé de repousser : en moins d'une heure l'action devient générale, deux cent cinquante mille hommes avec sept ou huit cents pièces de canon sèment partout la mort et offrent un de ces spectacles rares dans l'histoire. De part et d'autre on manœuvra constamment comme à une parade; parmi nos troupes il n'y eut jamais le moindre désordre; la victoire ne fut pas un moment

[1] Cinquième bulletin de la grande armée.

incertaine ; l'Empereur eut toujours auprès de lui, indépendamment de la garde impériale, un bon nombre de troupes de réserve pour parer à tout accident imprévu. Soult ayant enlevé le bois qu'il attaquait depuis deux heures, opéra un mouvement en avant. Au même instant la division de cavalerie française de réserve arriva, et derrière elle deux divisions du corps de Ney s'étant placées en arrière, l'Empereur fit avancer sur la première ligne toutes les troupes en réserve, qui culbutèrent l'ennemi en un clin d'œil et le mirent en pleine retraite. Pendant la première heure, elle s'effectua avec ordre ; mais elle devint un affreux désordre du moment que nos divisions de dragons et nos cuirassiers, ayant le grand-duc de Berg à leur tête, purent prendre part à l'affaire. Ces braves cavaliers, frémissant de voir la victoire décidée sans eux, se précipitèrent partout où ils rencontrèrent l'ennemi. La cavalerie, l'infanterie prussienne ne purent soutenir leur choc. En vain l'infanterie ennemie se forma en bataillons carrés, cinq de ces bataillons demeurèrent enfoncés : artillerie, cavalerie, infanterie, tout fut culbuté et pris. Les Français arrivèrent à Weimar en même temps que l'ennemi, qui fut ainsi poursuivi pendant l'espace de six lieues.

» A notre extrême droite, le corps du maréchal Davoust faisait des prodiges, dit encore le bulletin officiel. Après avoir culbuté devant Hassen-Hausen l'avant-garde du général Schmettau, occupé Spilberg, Popel, Lisdorf, et fait un mouvement oblique pour se joindre au corps de Bernadotte, Davoust, voyant cette manœuvre infructueuse, attendit tout de l'intrépidité des troupes, de la bravoure intelligente de ses lieutenants. Vers onze heures du matin, les Prussiens avaient essuyé déjà de grandes pertes ; Brunswick, Schmettau et plusieurs autres chefs grièvе-

ment blessés avaient quitté le champ de bataille; mais deux divisions, quelques régiments de la garde et une nombreuse cavalerie, sous les ordres du prince Henri de Prusse, frère du roi, ne s'étaient point engagés. Frédéric-Guillaume chargea le feld-maréchal Kalkreuth, l'un de ses meilleurs généraux, de remplacer Brunswick; et comme il venait d'apprendre le danger couru par Mollendorff dans la plaine d'Iéna, il ordonna une attaque générale. La lutte devint terrible; de part et d'autre on rivalisa de valeur, de sang-froid et d'habileté; Kalkreuth se montra digne de Davoust, Davoust digne de l'Empereur. Après des efforts inouïs, Morand resta maître du moulin d'Essen, Gudin du village de Tauchwitz. Vers une heure, les Prussiens, débordés de leurs ailes, repoussés au centre, se seraient peut-être décidés à battre en retraite; mais Frédéric-Guillaume, qui n'avait point quitté le champ de bataille, fit avancer deux divisions de réserve conduites par Kalkreuth, auxquelles se joignit tout ce qu'on put réunir de cavalerie, espérant que les divisions battues se rallieraient derrière cette nouvelle armée. Tauchwitz d'abord, Eckartsberg ensuite, furent le théâtre de deux combats acharnés, à la suite desquels Davoust resta maître du terrain, et poursuivit l'ennemi trois lieues plus loin, jusqu'à Buttelstædt. Sa terreur était si grande, sa fuite si rapide, que le général Petit s'empara d'une batterie de vingt pièces qu'on ne prit pas le temps d'enclouer et qu'il tourna contre les fuyards. »

A trois heures du soir, après des retards inévitables qu'occasionna le défilé de Dornbourg, où l'infanterie ne pouvait marcher que sur trois rangs, Bernadotte déploya les divisions d'infanterie Rivaud et Drouet, flanquées des chevau-légers du général Tilly et des dragons du général Beaumont; puis, marchant sur Apolda, il força

Mollendorff, qui craignait d'être tourné vers sa gauche, de détacher contre lui une grande partie de sa cavalerie : Kalkreuth y envoya aussi quelques bataillons. Ces derniers, débordés bientôt, mirent bas les armes. La cavalerie prussienne, soutenue de deux batteries, après des charges inutiles vers la grande route de Weimar, gagna les hauteurs et disparut favorisée par la nuit. A six heures, notre victoire était complète.

« Dans cette journée, ajoute le bulletin officiel, les hussards et les chasseurs ont montré une audace digne des plus grands éloges. La cavalerie prussienne n'a jamais tenu devant eux ; et toutes les charges qu'ils ont faites devant l'infanterie ont été heureuses. Nous ne parlons pas de l'infanterie française ; il est reconnu depuis longtemps que c'est la meilleure infanterie du monde. L'Empereur a déclaré que la cavalerie française, après l'expérience des deux campagnes et de cette dernière bataille, n'avait pas d'égale. L'armée prussienne perdit toute retraite et toute sa ligne d'opération. Sa gauche, poursuivie par le maréchal Davoust, opéra sa retraite sur Weimar, dans le temps que sa droite et son centre se retiraient de Weimar sur Naunbourg. La confusion fut donc extrême. »

Cerné par les troupes victorieuses, le roi Frédéric-Guillaume ne s'échappa qu'en gagnant les forêts du côté de Sommern, où il apprit les désastres d'Iéna. Kalkreuth, suivi de quinze mille hommes débandés, précipita sa marche vers les rives de l'Unstruth. Le soir même de la bataille, nous avions entre les mains soixante drapeaux, trois cents pièces de canon, d'immenses magasins, trente mille prisonniers. L'ennemi comptait vingt mille morts ou blessés. Parmi ces derniers, on citait le feld-maréchal Mollendorff, le duc de

Brunswick et le général Schmettau, qui moururent peu de jours après, le prince Henri de Prusse, le général Rüchel et beaucoup d'autres militaires distingués. Notre perte aussi fut considérable : elle atteignit le chiffre de onze mille hommes, dont six à sept mille appartenaient à la division Gudin, qui, seule, pendant trois heures, avait soutenu le feu d'une grande partie de l'armée prussienne. Le général Billy, officier distingué, les colonels La Mothe-Houdard, Viala, Marigny, Higonet, Barbanègre, furent tués sur le champ de bataille; le colonel Harispe, aujourd'hui maréchal, les généraux Morand, Conroux, d'Honnières, Petit, Gautier; d'autres officiers devenus généraux, Burke, Vergez, Nicolas, Guyardet, Coëhorn, Doullembourg, furent blessés. Ce dernier ayant passé pour mort, l'Empereur donna son nom à l'une des rues de la capitale, et Doullembourg de réclamer aussitôt près du prince de Neufchâtel, qui lui répondit : « Que voulez-vous, colonel? c'est chose arrêtée; je ne puis faire revenir Sa Majesté sur un décret si honorable pour votre personne. Allez vous loger dans la rue Doullembourg, avec votre famille, comme dans un fief conquis par la gloire. »

Nous ne saurions rien ajouter, disait le bulletin officiel, au sentiment d'attendrissement qu'ont éprouvé ceux qui ont été témoins de l'enthousiasme et de l'amour que l'armée témoignait à l'Empereur dans le plus fort du combat. Si quelque hésitation se manifestait, le seul cri de *vive l'Empereur!* ranimait les courages, retrempait les âmes. Voyant ses ailes menacées par la cavalerie, il allait de l'une à l'autre, prescrivait des manœuvres, de brusques changements de front en carré, et se voyait sans cesse salué du même cri. Les mots *en avant* s'étaient élevés soudain du milieu des vélites de la jeune garde :

« Qu'est-ce à dire? s'écrie Napoléon; il n'y a
jeune homme imberbe qui puisse oser préjuger c
je dois faire; avant de me donner des conseils,
attende le moment où il aura commandé, comme
dans trente batailles rangées. »

En rentrant sous la tente, l'Empereur se félicit
ce que parmi les siens aucun homme de prem
même de second ordre n'avait perdu la vie : « Mess
ajoutait-il s'adressant à Berthier, Bessières, Du
Caulaincourt, qui ne le quittaient point, remerci
Providence; elle veille sur nous : un biscaïen a r
poitrine de Lannes sans le toucher; Davoust a e
chapeau emporté, ses habits percés de balles...
victoire est aussi belle que la victoire d'Auster
L'Empereur passa la nuit tout entière soit sur le c
de bataille pour y secourir les blessés, soit a
vouac pour décerner des récompenses. Le lendem
reçut un millier d'officiers prisonniers, dont trois
Saxons, alliés forcés de la Prusse, qu'il accueilli
une bienveillance extrême. Leur ayant fait promet
ne point porter désormais les armes contre la Fran
les renvoya chez eux avec tous leurs soldats, aj
qu'il voulait être l'ami de leur prince, et qu'en pr
les armes, son principal motif était de consacrer
dépendance absolue de la monarchie saxonne.

Pour diminuer l'importance et la gloire de la b
d'Iéna, divers historiens l'ont scindée en deux a
principales, celle d'Iéna proprement dite et celle d'
stædt, mais il suffit de rappeler le plan général d
rations d'après lequel, plusieurs jours à l'avance, N
léon annonçait à son frère Louis, à ses ministre
roi de Prusse le triomphe prochain de son armé
part de Davoust n'en reste pas moins belle, et

qui reprochent à l'Empereur d'en avoir été jaloux devraient se rappeler les paroles suivantes du bulletin officiel : « Le maréchal Davoust a déployé une bravoure distinguée et de la fermeté de caractère, première qualité d'un homme de guerre. Il a été secondé par les généraux Gudin, Friant, Morand, Daultanne, chef de l'état-major, et par la rare intrépidité de son brave corps d'armée. » Dans sa justice rémunératrice, voulant fixer sur les héros d'Auerstædt l'attention reconnaissante de la patrie, il ordonna qu'à l'entrée triomphale de l'armée française à Berlin ils précéderaient les autres corps de troupes, et il nomma le maréchal Davoust duc d'Auerstædt.

Peu après, Joséphine, qui était toujours à Mayence avec la reine Hortense et la princesse Stéphanie, recevait de Napoléon une lettre datée d'Iéna, le 15 octobre, à trois heures du matin, dans laquelle, annonçant avec sa simplicité habituelle le triomphe de la veille, il disait : « Mon amie, j'ai fait de belles manœuvres contre les Prussiens. J'ai remporté hier une grande victoire. J'étais près du roi de Prusse ; j'ai manqué de le prendre, ainsi que la reine. Je bivouaque depuis deux jours. » Le lendemain, il écrivait de Weimar : « M. Talleyrand t'aura montré le bulletin ; tu y auras vu mes succès. Tout a été comme je l'avais calculé ; jamais armée n'a été plus battue et plus entièrement perdue. Il me reste à te dire que je me porte bien, et que la fatigue, le bivouac, les veilles m'ont engraissé. » Dans ses compliments jamais l'Empereur n'oublie Hortense ni ses enfants, surtout l'aîné, qu'il appelle *le grand monsieur Napoléon.*

CHAPITRE CENT DEUXIÈME.

NAPOLÉON A BERLIN. — BLOCUS CONTINENTAL.

Consternation dans Berlin en apprenant le désastre d'Iéna. — Erfurth ouvre ses portes à Murat. — Napoléon s'installe dans le palais de Weimar, que viennent de quitter le roi et la reine de Prusse. — Prise de Halle et de Leipzig. — Napoléon réfugié sous une grange. — Il entre à Potsdam. — Sans-Souci; l'épée et le tombeau du grand Frédéric. — Entretiens de Potsdam sur le duc de Brunswick. — Prise de Spandau. — Combats de Zehdenick et de Wigneensdorf. — Entrée de l'Empereur à Berlin; il traite avec hauteur l'aristocratie berlinoise. — Sa proclamation à l'armée. — Combat de Prentzlow; prise de Stettin par Lasalle; rivalité entre Lannes et Murat. — Lubeck ouvre ses portes à Bernadotte, Soult et Murat. — Blücher se rend avec le corps d'armée qu'il commande. — Capitulation de Magdebourg. — Napoléon et la princesse de Hatzfeld; Napoléon et la reine de Prusse. — Conféreuces de Charlottembourg pour la paix, rompues par le désir d'Alexandre. — Déclaration du blocus continental; décret, message et considérations à ce sujet.

Avant moi, l'Europe entière était vassale de l'industrie anglaise.

Paroles de Napoléon à Montholon.

L'armée du roi a été battue à Auerstædt; le roi et ses frères sont en vie : telle est la phrase laconique, témoignage sensible de stupéfaction générale, par laquelle la *Gazette de Berlin* annonçait nos succès du 14 octobre. C'en était fait de la Prusse, de sa capitale, de ses places fortes, et le prince Eugène de Wurtemberg, qui commandait une réserve de vingt-cinq mille hommes, n'arrivait sous les murs de Halle que pour subir la triste destinée des autres corps de l'armée prussienne.

Le 15, à la pointe du jour, Soult marche sur Weissensée, Bernadotte sur Querfurth, Davoust s'étend vers Naunbourg, Lannes vers Freybourg, Muraf, suivi des deux corps d'Augereau et de Ney, s'élance à la poursuite de l'ennemi, et arrive à midi sous les murs d'Erfurth. Cette place, l'une des plus importantes de la Prusse,

protégée par d'assez bonnes murailles, renfermait quatorze mille hommes, la plupart malades ou blessés, des magasins considérables, cent vingt pièces de canon et le matériel d'une armée. Erfurth pouvait donc vendre chèrement ses clefs, et le vieux Mollendorff colorer encore sa défaite d'un vernis glorieux; mais, en Prusse, quelle ville eût osé résister? quel homme eût été assez audacieux pour affronter Murat, combattre Ney et attendre Napoléon? Aux sommations pressantes du grand-duc de Berg, le feld-maréchal Mollendorff et le prince d'Orange répondirent par une capitulation faite au milieu de la nuit entre les mains du colonel Préval. Murat, sachant Mollendorff grièvement blessé, lui envoya son propre chirurgien, fit défiler la garnison avec tous les honneurs de la guerre, et partit le même jour avec Ney, pour ne point laisser de relâche à l'ennemi.

Demeuré vingt-quatre heures dans la ville d'Iéna, Napoléon y reçut la réponse trop tardive du roi de Prusse. Il demandait un armistice de six semaines. « Après une victoire, répondit l'Empereur, on ne laisse jamais à son ennemi le temps de se rallier, » et des ordres furent aussitôt donnés pour presser vivement les fuyards. Cependant le bruit d'un armistice transpirait dans l'armée; il devint favorable à quelques corps de troupes, tels que les six mille hommes de Blücher, lequel, voyant sa retraite fermée par les divisions du général Klein, lui affirma sur l'honneur la conclusion de cette trêve et put s'échapper. Soult, moins crédule, poursuivant les douze mille hommes dont Kalkreuth dirigeait la retraite, n'écouta point ce dernier. Dans la conférence qu'ils eurent ensemble, Soult rappela au vieux maréchal la conduite d'Alexandre après la bataille d'Austerlitz, et il ajouta : « Nous n'avons en rien provoqué la guerre injuste que

vous nous faites; vous l'avez déclarée de gaieté de cœur; la bataille d'Iéna a décidé du sort de la campagne : notre métier est de nous faire le plus de mal que nous pourrons; posez les armes, et j'attendrai les ordres de l'Empereur. » Kalkreuth ayant mieux aimé combattre, ses troupes, culbutées devant Greussen, durent abandonner les grandes routes et se jeter à travers champs pour nous échapper.

Le 16, Napoléon établissait son quartier général à Weimar, cette paisible Athènes de l'Allemagne, plus habituée aux luttes de l'esprit qu'au fracas des armes. Frédéric-Guillaume venait de la quitter accompagné de la reine, qui, vêtue en amazone, portant l'uniforme du régiment de son nom, tâchait de soutenir le moral des troupes battues à Greussen, et de gagner avec elles Magdebourg. Dans une marche de cinq jours, Soult enleva deux cents caissons, trente pièces d'artillerie et douze cents prisonniers. Peu s'en fallut que Leurs Majestés Prussiennes ne tombassent en notre pouvoir; un heureux hasard les sauva. Augereau, Davoust, Ney, Bernadotte poursuivaient également l'ennemi. Arrivé devant Halle, dans la matinée du 17, Bernadotte, d'après les ordres de l'Empereur, livre bataille aux vingt-cinq mille hommes du prince de Wurtemberg qui s'avançaient pour rallier les fuyards, les culbute de toutes leurs positions, s'empare de Halle, et, après un glorieux combat, se porte à cinq kilomètres plus loin. Les généraux Drouet, Léopold et Rouyer, les colonels Barrois, Gérard et Pécheux, les chefs d'escadron Berton et Pernet s'étaient particulièrement distingués. Cinq mille prisonniers, trente-cinq pièces de canon, deux drapeaux formaient les trophées de cette journée.

Le 18, Davoust entrait dans Leipzig, où l'armée

trouva toutes les ressources d'habillement et d'équipement dont elle pouvait avoir besoin; Lannes marchait sur Dessau, et Soult arrivait presque en même temps que Kalkreuth sous les murs de Magdebourg, point de ralliement des débris de l'armée prussienne. Le roi, la reine, la cour de Prusse n'eurent que le temps d'en sortir, et l'ennemi, forcé dans un camp retranché qu'il défendit avec courage, nous abandonna le reste de son matériel. Quand Soult et Ney eurent complétement investi Magdebourg, ils sommèrent le gouverneur de leur rendre cette place. « Que veut donc votre empereur? disaient au plénipotentiaire français Belliard les généraux prussiens consternés. Cessera-t-il bientôt de nous poursuivre? Nous n'avons pas un instant de relâche depuis la bataille. » — C'était vrai; car les Prussiens, sous prétexte d'enterrer leurs morts, ayant demandé une trêve de trois jours, Napoléon leur avait répondu : « Songez aux vivants, et laissez-nous le soin des funérailles. » Il y veillait effectivement avec sollicitude. A Weimar, lorsque le général Schmettau mourut des suites de ses blessures, un régiment français prit les armes pour l'accompagner à sa dernière demeure. Quatre officiers supérieurs de notre armée tinrent les coins du drap funéraire, et l'un d'eux prononça son éloge.

Du quartier général de Halle, où il arriva le 19, l'Empereur dirigea Bernadotte sur Zerbst, Leitzkau, Lindau, Lannes sur Dessau, dont le pont, brûlé par le prince de Wurtemberg, fut rétabli, tandis que Davoust s'avançait vers Torgau et Wittemberg. Le 22, Lannes traversait la Saale à Dessau et l'Elbe à Coswig; Bernadotte suivit ce mouvement; le prince de Wurtemberg se replia sur Potsdam; et Napoléon, qui traversait Wittemberg le 23, alla prendre possession du palais de Sans-Souci,

d'où la cour venait de s'enfuir. Ce fut dans le trajet de Wittemberg à Potsdam que l'Empereur, surpris par un orage, se réfugia chez le grand veneur de la cour de Saxe, dont la maison était tenue depuis trois mois par une jeune Égyptienne veuve d'un officier français. La capote grise et le petit chapeau trahissent l'incognito ; cette femme se présente à l'Empereur, il l'interroge, lui fait une pension de 1,200 francs, et lui promet de veiller sur l'éducation de son fils : « C'est la première fois, dit-il, que j'ai mis pied à terre pour éviter un orage ; j'avais le pressentiment qu'une bonne action m'attendait. » Arrivé à Potsdam dans l'après-midi du même jour, il écrivait le lendemain à Joséphine : « Je resterai aujourd'hui ici ; je continue à être satisfait des affaires ; ma santé est bonne ; le temps est beau ; je trouve *Sans-Souci* très-agréable. »

Rien n'avait été distrait du mobilier de Sans-Souci. En mettant la main sur l'épée, la ceinture et les ordres du grand Frédéric, l'Empereur s'écria : « J'aime mieux cela que vingt millions ; j'en ferai présent au gouverneur des Invalides, pour mes vieux soldats des campagnes de Hanovre ; il les gardera comme un témoignage mémorable des victoires de la grande armée et de la vengeance qu'elle a tirée des désastres de Rosbach. » Cette vengeance avait d'autant plus d'éclat que c'étaient les officiers mêmes formés à l'école du grand Frédéric qui fuyaient devant nos aigles. L'Empereur, avec un religieux respect, visita l'étroit caveau où reposaient les restes du monarque, dans un cercueil de bois de cèdre garni de cuivre, sans ornements, sans inscriptions ; puis il parcourut les environs de la ville et reçut différentes députations. Le vieux duc de Brunswick, auteur présumé du manifeste royal et l'un de nos plus fougueux adver-

saires, ayant invoqué la générosité de Napoléon et demandé la conservation de ses États, Napoléon répondit au porteur de sa lettre : « Si j'ordonnais de démolir la ville de Brunswick, si je n'y laissais pas pierre sur pierre, que dirait votre prince? La loi du talion me permettrait de faire dans Brunswick ce qu'il eût voulu faire dans Paris; mais ce serait insensé. Une chose néanmoins encore plus insensée, c'est d'avoir eu le projet de déshonorer mes braves, et de leur intimer l'ordre d'abandonner l'Allemagne par journées d'étapes, à la seule sommation de l'armée prussienne : voilà ce que la postérité aura peine à croire. Jamais le duc de Brunswick n'aurait dû se permettre un tel outrage : lorsqu'on a blanchi sous les armes, il faut respecter l'honneur militaire. Ce n'est point d'ailleurs dans les plaines de la Champagne que ce général a pu acquérir le droit de traiter avec mépris le drapeau français. La sommation dont il s'agit déshonorera le militaire qui l'a pu faire. Ce n'est point au roi de Prusse qu'en revient la honte, mais au chef de son conseil de guerre, au vieux général qui, par sa frénésie guerrière, a exalté une jeunesse turbulente et entraîné le roi contre sa propre pensée, contre sa conviction intime..... Dites aux habitants du pays de Brunswick qu'en la personne des Français ils trouveront de généreux ennemis; que je désire à leur égard adoucir les rigueurs de la guerre, et que le mal que pourrait occasionner le passage des troupes serait contre mon gré. Dites au général Brunswick qu'il sera traité avec tous les égards dus à un officier prussien, mais que je ne puis reconnaître en lui un souverain. S'il arrive que la maison de Brunswick perde son trône ducal, elle ne pourra s'en prendre qu'à l'auteur des deux guerres faites contre nous, la première, il y a

quatorze ans, pour ruiner notre capitale dans ses fondements, la seconde aujourd'hui, pour humilier le grand peuple et fouler aux pieds nos aigles. Depuis peu de jours, bien du sang a été versé; d'immenses désastres pèsent sur la monarchie prussienne : qu'il est digne de blâme, l'homme qui pouvait d'un mot les prévenir, si, comme Nestor, élevant la voix au milieu des conseils, il avait dit : « Jeunesse inconsidérée, tais-toi; femmes, retournez à vos fuseaux, rentrez dans l'intérieur de vos ménages; et vous, sire, croyez-en le compagnon du plus illustre de vos prédécesseurs; puisque l'empereur Napoléon ne veut point la guerre, ne le placez pas entre elle et la honte; ne vous engagez pas dans la lutte avec une armée qui, depuis quinze ans de travaux glorieux, a pris l'habitude de tout soumettre à ses armes. » Au lieu d'un tel langage qui convenait si bien à la sagesse de l'âge, à l'expérience d'une longue carrière, il a le premier crié aux armes; il a tout méconnu, même les liens du sang, puisqu'il n'a pas hésité d'armer un fils contre son père (le duc de Wurtemberg); il a menacé ce prince de planter les drapeaux prussiens sur le palais de Stuttgard; puis, accompagnant ses démarches d'imprécations contre nous, il s'est déclaré l'auteur du manifeste insensé qu'il avait désavoué pendant quatorze ans, quoiqu'il l'eût revêtu de sa signature... Allez, monsieur, faites connaître au général Brunswick mes justes griefs et mon irrévocable volonté. » Le duc, déjà profondément affligé des malheurs dont il était cause, accablé par ses blessures plus encore qu'il ne l'était par quatre-vingts hivers, fut bientôt atteint du délire et succomba.

Nos opérations militaires continuaient avec un succès auquel désormais rien ne pouvait résister : le 25, Spandau, place forte située au milieu des eaux, que

défendaient douze cents hommes, ouvrait ses portes au maréchal Lannes; Murat, précédé de Lasalle, suivi de Grouchy et de Beaumont, forçait l'ennemi de gagner le bas Oder, le culbutait à Zehdenick, et s'emparait de l'étendard du régiment de la reine qu'elle avait brodé de ses propres mains; le 27, à Wigneensdorf, les gendarmes du roi, dont la jactance insultante se croyait tout permis, forcés par les dragons de Grouchy, durent mettre bas les armes. Ce double succès, remporté sur Blücher et sur Hohenlohe, annonçait l'anéantissement complet de l'armée prussienne, qu'allaient consommer le combat de Prentzlow, la prise de Lubeck et la capitulation de Magdebourg.

Pendant que les gendarmes royaux s'humiliaient à Wigneensdorf, Napoléon faisait à Berlin son entrée triomphale. Une députation choisie présentée par le général Hullin, qui commandait la place, lui en offrit les clefs. Suivi du plus brillant cortége, il marcha de la porte de Charlottembourg au palais, où le corps diplomatique, le clergé protestant, les universités, les magistrats et quantité de grands personnages vinrent en foule lui présenter leurs devoirs. Le comte de Neale, chaud partisan de la guerre, dont les filles avaient écrit plusieurs lettres compromettantes tombées entre nos mains, étant venu faire sa cour, Napoléon le reçut fort mal et lui dit : « Eh bien, monsieur, vos femmes ont voulu la guerre, vous en voyez le résultat; au lieu de vous mêler de politique, vous eussiez mieux fait de surveiller votre famille. La guerre ne me va point; je ne la veux pas; non que je me méfie de ma puissance, comme vous le pourriez supposer, mais parce que le sang de mes peuples m'est cher, et que mon premier devoir consiste à ne le répandre que pour son honneur et sa sûreté. Les victimes de



la guerre, ce ne sont jamais ceux qui la provoquent; c'est le peuple qui en paye tous les frais, qui l'alimente de son propre sang et du travail de ses mains; aussi rendrai-je votre noblesse de cour si petite qu'elle sera forcée de mendier son pain. »

Autant Napoléon traitait avec hauteur l'aristocratie berlinoise, autant il témoignait de considération et de sympathie aux descendants des Français réfugiés depuis la révocation de l'édit de Nantes. Leurs priviléges, leurs positions furent ménagés; les Ancillon, les Formey eurent particulièrement à se louer de lui. La police qu'il établit s'exerça d'une manière si juste et si paternelle, qu'on regarda l'armée française plutôt comme une armée protectrice que comme une armée victorieuse. Les affaires reprirent leur cours ordinaire; les théâtres restèrent ouverts; dans les jardins publics, dans les bals champêtres les soldats se mêlèrent à la bourgeoisie. Le lendemain de son entrée dans Berlin, Napoléon, instruit de la prochaine arrivée des Russes, avait publié la proclamation suivante :

« Soldats !

» Vous avez justifié mon attente, et répondu dignement à la confiance du peuple français. Vous avez supporté les privations et les fatigues avec autant de courage que vous avez montré d'intrépidité et de sang-froid au milieu des combats. Vous êtes les dignes défenseurs de l'honneur de ma couronne et de la gloire du grand peuple tant que vous serez animés de cet esprit, rien ne pourra vous résister. Je ne sais désormais à quelle arme je dois donner la préférence..... Vous êtes tous de bons soldats. Voici les résultats de nos travaux :

» Une des premières puissances militaires de l'Eu

rope, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en sept jours, et livré dans l'intervalle quatre combats et une grande bataille. Nous avons précédé à Potsdam, à Berlin la renommée de nos victoires. Nous avons fait soixante mille prisonniers, pris soixante-cinq drapeaux, parmi lesquels ceux des gardes du roi de Prusse, six cents pièces de canon, trois forteresses, plus de vingt généraux. Cependant près de la moitié de vous regrettent de n'avoir pas encore tiré un coup de fusil. Toutes les provinces de la monarchie prussienne jusqu'à l'Oder sont en notre pouvoir.

» Soldats! les Russes se vantent de venir à nous. Nous marcherons à leur rencontre; nous leur épargnerons la moitié du chemin; ils retrouveront Austerlitz au milieu de la Prusse. Une nation qui a aussitôt oublié la générosité dont nous avons usé envers elle après cette bataille, où son empereur, sa cour, les débris de son armée n'ont dû leur salut qu'à la capitulation que nous leur avons accordée, est une nation qui ne saurait lutter avec succès contre nous.

» Cependant, tandis que nous marchons au-devant des Russes, de nouvelles levées, formées dans l'intérieur de l'Empire, viennent prendre notre place pour garder nos conquêtes. Mon peuple tout entier s'est levé, indigné de la honteuse capitulation que les ministres prussiens, dans leur délire, nous ont proposée. Nos routes et nos villes frontières sont remplies de conscrits qui brûlent de marcher sur vos traces. Nous ne serons plus désormais les jouets d'une paix traîtresse, et nous ne poserons plus les armes que nous n'ayons obligé les Anglais, ces

éternels ennemis de notre nation, à renoncer au projet de troubler le continent et à la tyrannie des mers.

» Soldats! je ne puis mieux vous exprimer les sentiments que j'ai pour vous, qu'en vous disant que je vous porte dans mon cœur l'amour que vous me montrez tous les jours. »

Une grande revue ayant eu lieu dans l'immense plaine sablonneuse où Berlin se trouve assis, Napoléon fit réunir autour de lui les officiers et sous-officiers du corps de Davoust, et leur dit : « A la bataille d'Iéna, vous vous êtes couverts de gloire; j'en conserverai un éternel souvenir. Les braves qui sont morts ont succombé avec honneur; nous devons tous désirer de mourir dans des circonstances semblables. » Quand les 12e, 61e et 85e régiments de ligne défilèrent, il témoigna les plus vifs regrets de voir ces braves phalanges décimées, et ne reprit une physionomie sereine qu'en parcourant le front du corps d'Augereau, qui avait presque tout son monde. « Votre armée seule, dit-il au maréchal, est plus puissante que toute l'armée de Sa Majesté Prussienne, et cependant vous ne formez que la dixième partie de la mienne. »

Le 28 octobre, vers dix heures du matin, la cavalerie française se trouvait réunie en avant de Prentzlow, qu'occupait le prince de Hohenlohe avec vingt mille hommes d'infanterie d'élite; six régiments de cavalerie et tout ce qui avait échappé de la maison du roi dans le désastre d'Iéna. Murat ayant donné l'ordre d'attaquer, Lasalle et Grouchy se précipitèrent impétueusement dans les faubourgs, tandis que plusieurs régiments de cavalerie cernaient la ville. Attaqués de front et de flanc, balayés le long des rues par l'artillerie légère, les Prussiens mirent bas les armes, et le prince de Hohenlohe,

qui avait pris le commandement en chef de l'armée, nous livra quarante-cinq étendards ou drapeaux, soixante-quatre pièces de canon et un nombreux matériel. « Il n'y a rien de fait tant qu'il reste à faire, écrivit l'Empereur au grand-duc de Berg en apprenant cet éclatant succès; vous avez débordé le corps de cavalerie du général Blücher; que j'apprenne bientôt que ces troupes ont éprouvé le sort de celles du prince de Hohenlohe. » Le lendemain, le général Milhaud faisait capituler six mille hommes qui s'étaient détachés du corps d'armée de Prentzlow; Lasalle s'emparait de Stettin, ville forte, bien palissadée, bien armée, garnie de cent soixante pièces de canon, remplie de magasins considérables, et défendue par six mille hommes. « Je n'ai plus qu'à licencier mon corps du génie, s'écriait l'Empereur, puisque Lasalle a trouvé le secret d'assiéger les places avec de la cavalerie légère. » Le bulletin du jour, dicté par Napoléon, se ressentit de la profonde satisfaction qu'il éprouvait. On fut même injuste envers Lannes, que Murat, dans l'ivresse du triomphe, avait oublié de nommer. Lannes en fut chagrin; il ne lut pas à ses soldats le malencontreux bulletin, et demeura soucieux pendant quelques jours. « Vous et vos soldats, vous êtes des enfants, s'empressa de lui écrire l'Empereur. Est-ce que vous croyez que je ne sais pas tout ce que vous avez fait pour seconder la cavalerie? Il y a de la gloire pour tous. Un autre jour ce sera votre tour de remplir de votre nom les bulletins de la grande armée. »

Pour répondre aux intentions de l'Empereur, Murat se joignit aux corps de Bernadotte et de Soult, qui pressaient l'ennemi vers l'Oder, d'où Blücher et le duc de Saxe-Weimar tâchaient de gagner les bords de la Baltique, espérant trouver moyen de s'y embarquer. Le 31,

Murat venait d'établir son quartier général à Friedland, lorsque, ayant appris qu'une colonne de quatre mille Prussiens se dirigeait vers l'embouchure de la Peene, il les fit attaquer par le général Becker, qui les prit tous dans la ville d'Anklam. Du 1er au 6 novembre, ce ne fut qu'une suite de combats glorieux pour nos armes. Après avoir porté son quartier général à Demnim, Murat, dans le but de couper la retraite à Blücher, s'avança sur Rostock et Stralsund, tandis que Bernadotte marchait de Bentheim à Granzin, et suivait le mouvement oblique de l'ennemi, qui se repliait vers Schwerin, capitale du Mecklenbourg. Cette ville n'offrait aucun moyen de résistance sérieuse; mais Blücher, voulant gagner Lubeck, couvrit son évolution par l'envoi d'un corps assez considérable à Weimar. Savary le culbuta, et comme Soult s'avançait le long de l'Elbe, dans la direction du canal de Stecknitz, Blücher n'eut que le temps de mettre Lubeck entre les Français et lui. Il y arriva le 5, plaça une artillerie considérable aux portes de Ratzbourg et de Trawesnund, seuls points abordables, et parut vouloir défendre la ville jusqu'à la dernière extrémité. Le lendemain, Bernadotte, Murat et Soult déployaient une armée de trente mille hommes autour de Lubeck, que défendaient dix mille Prussiens. *En avant! à l'assaut!* criaient nos braves. Leur impatience fut bientôt satisfaite. Vers midi, l'attaque commença; nos obusiers rompirent les portes, et la garnison, refoulée dans les rues, pressée, cernée de toutes parts, fut obligée de se rendre. Il était cinq heures du soir quand le combat cessait; mais le pillage et la confusion durèrent toute la nuit; plusieurs de nos officiers furent blessés en voulant rétablir l'ordre; parmi ces derniers, on cite le capitaine Clary, aide de camp du prince de Ponte-Corvo.

Blücher, avec cinq mille cavaliers et quarante pièces d'artillerie, attendait vers Schwartau, sur la rive gauche de la Trawe, l'issue du combat; il voulut se jeter sur le territoire danois; notre infatigable cavalerie ne lui en laissa pas le temps, et il dut se rendre avec le prince Guillaume de Brunswick-Oels, fils du vieux duc dont nous avons parlé. Murat lui offrit des conditions honorables auxquelles il ajouta ces mots : *Le maréchal Blücher s'est rendu faute de munitions.* C'était relever l'éclat de sa victoire par un sentiment de magnanimité. Dans cette campagne d'un mois, Murat, toujours à cheval, ne fut pas moins brave qu'infatigable. « Ainsi, dit le bulletin officiel, ces généraux prussiens qui dans le délire de leur vanité s'étaient permis tant de sarcasmes contre les généraux autrichiens, avaient renouvelé quatre fois dans l'espace de trois semaines la catastrophe d'Ulm : la première par la capitulation d'Erfurth, la seconde par celle du prince de Hohenlohe, la troisième par la reddition de Stettin, la quatrième par la capitulation de Schwartau. » Les troupes suédoises, contenues en Poméranie, n'osaient franchir la frontière ; Magdebourg, en capitulant le 8 novembre, allait livrer au maréchal Ney vingt-deux mille hommes, parmi lesquels vingt généraux, cinquante-neuf étendards ou drapeaux, huit cents pièces de canon, des approvisionnements considérables, un matériel immense. Il ne restait plus au roi que trente mille hommes renfermés dans Hameln, Glogau, Breslau, Brieg, Colberg, Dantzig, Kœnigsberg et dans quelques autres petites places de la Silésie ou du duché de Varsovie ; l'armée de Hanovre, sous les ordres de Mortier, s'était emparée sans combat du territoire de Hesse-Cassel, et marchait vers le Hanovre dans le but de fermer l'Elbe, le Weser, et d'occuper Hambourg; le prince Jérôme commençait

le siége de Glogau, investissait Breslau, contenait la Silésie.

Du quartier général de Berlin, Napoléon dirigeait ces grands mouvements, en même temps qu'il faisait jouer tous les ressorts d'une politique adroite pour éviter des complications ultérieures. Les hauts personnages, qu'entraînait l'exaltation du patriotisme, reçurent l'ordre de se tenir dans leurs terres, et la police française les soumit à la plus active surveillance. Ils pouvaient jouir d'une parfaite tranquillité, mais à condition de ne point s'occuper d'affaires politiques jusqu'à ce que notre différend avec la Prusse fût définitivement réglé. Le prince de Hatzfeld, partisan fougueux de la guerre, ayant transgressé les ordres du vainqueur, trahi nos secrets et correspondu avec la cour, fut arrêté, et l'instruction de son procès déférée à une commission militaire. Cette commission allait prononcer l'arrêt fatal. La princesse de Hatzfeld, dans un état de grossesse très-avancée, court au palais, implore une audience de l'Empereur, et, se jetant à ses genoux, demande la grâce du coupable. L'Empereur fait apporter les papiers saisis. « Madame, dit-il à la suppliante, qu'il s'était empressé de relever et de placer à ses côtés, vous connaissez l'écriture de votre mari; je vous fais juge entre lui et moi. » La pauvre femme, tremblante, agitée, lisait avec égarement, et s'évanouissait en découvrant à quel point le prince était compromis. « Madame, s'empressa d'ajouter l'Empereur, jetez cette lettre au feu; je ne serai plus assez puissant pour faire punir votre mari. » Cette scène touchante servit à l'Empereur de justification vis-à-vis de Joséphine, qui lui reprochait amèrement la manière peu courtoise dont il traitait la reine dans ses bulletins. « Mon amie, Talleyrand arrive et me dit que tu ne fais

que pleurer. Que veux-tu donc ? Tu as ta fille, tes petits-enfants et de bonnes nouvelles ; voilà bien des moyens d'être contente et heureuse.... Tu me parais fâchée du mal que je dis des femmes : il est vrai que je hais au delà de tout les femmes intrigantes. Je suis accoutumé à des femmes bonnes, douces et conciliantes : ce sont celles que j'aime. Si elles m'ont gâté, ce n'est pas ma faute, mais la tienne. Au reste, tu verras que j'ai été fort bon pour une qui s'est montrée sensible et bonne, madame d'Hatzfeld. Lorsque je lui montrai la lettre de son mari, elle me dit en sanglotant, avec une profonde sensibilité et naïvement : *Ah! c'est bien là son écriture!* Lorsqu'elle lisait, son accent allait à l'âme ; elle me fit peine.... Elle brûla la lettre, et me parut bien heureuse. Deux heures plus tard son mari était perdu. Tu vois donc que j'aime les femmes bonnes, naïves et douces ; mais c'est que celles-là seules te ressemblent. »

La reine de Prusse ne manquait ni de bonté ni de douceur ; mais, aux yeux de Napoléon, elle avait un grand défaut, celui de gouverner, et un défaut plus grand encore, celui de savoir entraîner par l'éloquence de son cœur et par l'élan de son esprit. Elle admirait le génie du monarque français, et nulle souveraine en Europe n'était plus capable de l'apprécier ; mais, Allemande, elle défendait la nationalité de l'Allemagne ; héritière du grand Frédéric, elle espérait que ses traditions se seraient conservées ; elle crut au génie guerrier de Brunswick, de Hohenlohe et de Blücher ; elle ne devait compter que sur leur dévouement et leur bravoure. Moins découragée qu'humiliée, la reine ne voulait pas qu'on traitât de la paix ; elle pensait que dans la situation critique où la Prusse était réduite, mieux valait attendre les Russes, et tenter avec eux

un effort suprême; Frédéric-Guillaume, au contraire, n'espérant plus rien, voulut commencer immédiatement des conférences. Elles eurent lieu à Charlottenbourg entre le général Duroc, le marquis de Lucchesini et le général Zastrow, qui, le 16 novembre, signèrent un armistice. Ce même jour, Napoléon écrivait à sa femme : « Je suis affligé de penser que tu t'ennuies à Mayence. Si le voyage n'était pas si long, tu pourrais venir jusqu'ici, car l'ennemi est au delà de la Vistule, c'est-à-dire à plus de cent vingt lieues d'ici. J'attendrai ce que tu en penses. Je serai bien aise aussi de voir Monsieur Napoléon. »

La reddition de Hameln, de Nieubourg, de Czentoschau, dont les garnisons formaient un effectif de treize mille hommes, l'occupation de Hambourg et de Bremen par Mortier, les retards qu'éprouvait la marche des Russes, et le profond découragement où la Prusse entière était tombée, rendirent le roi plus désireux encore d'une paix dont il pourrait ultérieurement, à l'aide de l'Autriche ou de la Russie, racheter les conditions. Cependant il ne voulait rien conclure sans l'avis préalable d'Alexandre, qui, arrivé depuis le 14 octobre à Varsovie, presque sans troupes, ne pouvait encore disposer que d'une force de trente mille hommes sous les ordres du général Beningsen. Leurs Majestés, entourées de quelques généraux fidèles et d'un corps de troupes peu considérable, résidaient à Kœnigsberg, tandis que Napoléon, tirant de son triomphe même tous les éléments de succès possibles contre l'Angleterre, semblait n'avoir d'autre but final que sa ruine. Le 21, un long rapport de Talleyrand servit de motif au fameux décret si diversement apprécié depuis, qui mettait les îles Britanniques hors du droit commun.

Décret constitutif du blocus continental.

« Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie, considérant :

» 1° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés;

» 2° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'État ennemi, et fait en conséquence prisonniers de guerre non-seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, et même les facteurs du commerce et les négociants qui voyagent pour les affaires de leur négoce ;

» 3° Qu'elle étend aux bâtiments et marchandises de commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'État ennemi;

» 4° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et aux embouchures de rivières, le droit de blocus, qui, d'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes; qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent; qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire;

» 5° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de

l'Angleterre sur la ruine de l'industrie et du comme du continent;

» 6° Que tel étant le but évident de l'Angleterre, q conque fait sur le continent le commerce des march dises anglaises favorise par là ses desseins et s'en re le complice;

» 7° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en t des premiers âges de la barbarie, a profité à cette pu sance au détriment de toutes les autres;

» 8° Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi armes dont il se sert, et de le combattre de la mê manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes idées de justice et tous les sentiments libéraux, résul de la civilisation parmi les hommes;

» Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritim

» Les dispositions du présent décret seront consta ment considérées comme principe fondamental de l'E pire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le dr de la guerre est un, et le même sur terre que sur me qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, quell qu'elles soient, ni à la personne des individus étra gers à la profession des armes, et que le droit de bloc doit être restreint aux places fortes réellement investi par des forces suffisantes.

» Nous avons, en conséquence, décrété et décréto ce qui suit :

» Art. Ier. Les îles Britanniques sont déclarées en é de blocus.

» Art. II. Tout commerce et toute correspondan avec les îles Britanniques sont interdits.

» En conséquence, les lettres ou paquets adressés ou e

Angleterre, ou à un Anglais, ou écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes, et seront saisis.

» Art. III. Tout individu sujet de l'Angleterre, de quelque état et condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

» Art. IV. Tout magasin, toute marchandise, toute propriété de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, sera déclaré de bonne prise.

» Art. V. Le commerce des marchandises anglaises est défendu, et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques et de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

» Art. VI. La moitié du produit de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédents sera employée à indemniser les négociants des pertes qu'ils ont éprouvées par la prise des bâtiments de commerce qui ont été enlevés par les croisières anglaises.

» Art. VII. Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

» Art. VIII. Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi, et le navire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriété anglaise.

» Art. IX. Notre tribunal des prises de Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre empire ou dans les pays occupés par l'armée française, relativement à l'exécution du présent décret. Notre tribunal des prises à

Milan sera chargé du jugement définitif desdites testations qui pourront survenir dans l'étendue de royaume d'Italie.

» ART. X. Communication du présent décret donnée, par notre ministre des relations extérieu aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Étr et à nos autres alliés dont les sujets sont victimes, co les nôtres, de l'injustice et de la barbarie de la législ maritime anglaise.

» ART. XI. Nos ministres des relations extérieu de la guerre, de la marine, des finances, de la pol et nos directeurs généraux des postes sont char chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du pré décret. »

Le même jour, Napoléon adressa le message sui au sénat conservateur :

« SÉNATEURS,

» Dans les circonstances où se trouvent les affa générales de l'Europe, nous voulons faire connaît vous et à la nation les principes que nous avons ado comme règle générale. Notre extrême modération, a chacune des trois premières guerres, a été la caus celle qui leur a succédé. C'est ainsi que nous avons lutter contre une quatrième coalition, neuf mois a que la troisième avait été dissoute, neuf mois après victoires éclatantes que nous avait accordées la Pr dence, et qui devaient assurer un long repos au co nent. Mais un grand nombre de cabinets de l'Europe plus tôt ou plus tard influencé par l'Angleterre; et une solide paix avec cette puissance, notre peuple saurait jouir des bienfaits qui sont le premier but de travaux, l'unique objet de notre vie. Aussi, malgré n

situation triomphante, nous n'avons été arrêté, dans nos dernières négociations avec l'Angleterre, ni par l'arrogance de son langage, ni par les sacrifices qu'elle a voulu nous imposer. L'île de Malte, à laquelle s'attachait pour ainsi dire l'honneur de cette guerre, et qui, retenue par l'Angleterre au mépris des traités, en était la première cause, nous l'avions cédée; nous avions consenti à ce qu'à la possession de Ceylan et de l'empire de Mysore l'Angleterre joignît celle du cap de Bonne-Espérance. Mais tous nos efforts ont dû échouer lorsque les conseils de nos ennemis ont cessé d'être animés de la noble ambition de concilier le bien du monde avec la prospérité présente de leur patrie, et la prospérité présente de leur patrie avec une prospérité durable. Or, aucune prospérité ne peut être durable pour l'Angleterre, lorsqu'elle sera fondée sur une politique exagérée, injuste, qui dépouillerait soixante millions d'habitants, leurs voisins, riches et braves, de tout commerce et de toute navigation. Immédiatement après la mort du principal ministre de l'Angleterre, il nous fut facile de nous apercevoir que la continuation des négociations n'avait plus d'autre objet que de couvrir les trames de cette quatrième coalition, étouffée dès sa naissance.

» Dans cette nouvelle position, nous avons pris pour principes invariables de notre conduite de ne point évacuer ni Berlin, ni Varsovie, ni les provinces que la force des armes a fait tomber en nos mains, avant que la paix générale soit conclue, que les colonies espagnoles, hollandaises et françaises soient rendues, que les fondements de la puissance ottomane se soient raffermis, et l'indépendance absolue de ce vaste empire, premier intérêt de notre peuple, irrévocablement consacrée. Nous avons mis les îles Britanniques en état de

blocus, et nous avons ordonné contre elles des disposition qui répugnaient à notre cœur. Il nous a en coûté de fair dépendre les intérêts des particuliers de la querelle de rois, et de revenir, après tant d'années de civilisation, au principes qui caractérisent la barbarie des premiers âge des nations. Mais nous avons été contraint, pour le bie de nos alliés, d'opposer à l'ennemi commun les même armes dont il se servait contre nous. Ces déterminations commandées par un juste sentiment de réciprocité, n'or été inspirées ni par la passion, ni par la haine. Ce qu nous avons offert, après avoir dissipé les trois coalitior qui avaient tant contribué à la gloire de nos peuples nous l'offrons encore, aujourd'hui que nos armes o obtenu de nouveaux triomphes. Nous sommes prêt faire la paix avec l'Angleterre, nous sommes prêt à l faire avec la Russie, avec la Prusse; mais elle ne peut êtr conclue que sur des bases telles qu'elle ne permette qui que ce soit de s'arroger aucun droit de suprémati à notre égard, qu'elle rende les colonies à notre métr pole, et qu'elle garantisse à notre commerce et à not industrie la prospérité à laquelle ils doivent atteindre. l'ensemble de ces dispositions éloigne de quelque tem encore le rétablissement de la paix générale, quelq court que soit ce retard, il paraîtra long à notre cœu Mais nous sommes certain que nos peuples apprécieroi la sagesse de nos motifs politiques, qu'ils jugeront ave nous qu'une paix partielle n'est qu'une trêve qui nou fait perdre tous nos avantages acquis pour donner lie à une nouvelle guerre, et qu'enfin ce n'est que dans un paix générale que la France peut trouver le bonheur Nous sommes dans un de ces instants importants pou la destinée des nations, et le peuple français se mon trera digne de celle qui l'attend. Le sénatus-consult

que nous avons ordonné de vous proposer, et qui mettra à notre disposition, dans les premiers jours de l'année, la conscription de 1807, qui, dans les circonstances ordinaires, ne devrait être levée qu'au mois de septembre, sera exécuté avec empressement par les pères comme par les enfants. Et dans quel plus beau moment pourrions-nous appeler aux armes les jeunes Français! ils auront à traverser, pour se rendre à leurs drapeaux, les capitales de nos ennemis et les champs de bataille illustrés par les victoires de leurs aînés! »

Le sénat ayant accueilli ce message et décrété la levée d'hommes que la prudence rendait nécessaire, chargea une députation d'aller complimenter l'Empereur et recevoir de ses mains les drapeaux qu'il venait de conquérir. Cependant on s'effrayait du blocus continental; un acte si grave dépassait la portée d'intelligence des hommes vulgaires, et il semblait si démesurément audacieux, qu'il fallut vingt-cinq ans pour justifier l'Empereur de l'avoir établi. Ceux mêmes qui l'approuvèrent en 1806 le firent sans conviction, dominés par l'admiration aveugle qu'inspirait le monarque. Mais, en nous privant des provenances étrangères, en nous affranchissant d'un tribut annuel qui témoignait, sous certains rapports, de notre infériorité manufacturière, Napoléon voulait développer d'autant l'industrie nationale. « Cette industrie, disait-il, est une nouvelle propriété qu'il faut cultiver, favoriser, agrandir. » Pour y parvenir, il institua des prix d'encouragement de 20, de 40,000 francs, même d'un million; il créa des chambres consultatives de manufactures, d'arts et métiers, et des chambres consultatives de commerce; souvent il releva par des prêts sur sa liste civile des industries en souffrance; il appela la chimie, la mécanique, au secours des travail-

leurs; il créa des manufactures de coton et favorisa la culture de ce produit en Corse non moins qu'en Italie; il fit importer en France les mérinos d'Espagne, ordonna des fouilles pour le granit et pour des substances minérales utiles; insensiblement, l'indigo fut remplacé par le pastel, la canne à sucre par la betterave, la cochenille par la garance, les soudes exotiques par la soude artificielle. Voulant empêcher les usines et les manufactures vraiment utiles de se fermer, il conçut l'idée d'un établissement stable doté d'environ 50 millions qui, prêtant sur garantie aux industries languissantes, empêcherait leur chute. Ce projet, adressé du champ de bataille d'Eylau à Champagny, ministre de l'intérieur, demeura malheureusement inexécutable, en raison des guerres sans cesse renaissantes.

Quand même nos alliés ne se seraient rendus qu'en partie solidaires du blocus continental, le blocus eût encore triomphé si, au milieu des perturbations que causa ce système dans une infinité d'industries privées, cinq ou six années de paix avec le continent avaient permis à l'industrie générale de se développer en suivant d'autres voies; mais l'individualisme souffrait; il réagit contre une mesure d'État qui demandait la sanction du temps, et les gouvernements unis au nôtre vaincus par les plaintes du commerce, par celles de la banque, durent se détacher de nous. Ce fut moins peut-être la lassitude de la guerre que la pression qu'exerça le blocus continental sur le système des échanges internationaux et sur le parcours des marchandises qui détermina la chute de Napoléon. La paix lui eût permis d'équilibrer les conséquences de son système; la guerre ne lui en laissa pas les moyens et l'entraîna quelquefois à des rigueurs nécessaires d'où

surgirent beaucoup de haines individuelles, qui minèrent le colosse. « On ne m'a pas compris, disait l'Empereur du haut de son rocher d'exil. On m'a blâmé, on me blâme encore comme un fou ; eh bien ! si nous vivons encore dix ans, vous verrez les mêmes hommes qui me blâment aujourd'hui ressusciter sous une dénomination quelconque le blocus continental. L'industrie manufacturière d'Allemagne, comme celle de France, ne peut croître sans protection, et il lui faut des années de protection pour qu'elle acquière la faculté de lutter en rivale avec l'industrie anglaise. »



CHAPITRE CENT TROISIÈME.

PREMIÈRE CAMPAGNE DE POLOGNE ET CAMPAGNE DE SILÉSIE.

Marche de la grande armée à travers la Pologne. — Entrée de Napoléon à Cust à Posen et à Varsovie. — Murat et la noblesse polonaise. — Il désire le trô Pologne; sentiments de l'Empereur à ce sujet. — Proclamation de Napoléon troupes et lettres à Joséphine. — Il traverse la Vistule et le Bug. — Com d'avant-garde à Czarnowo, Biezun, Nasielsk, Cursamb, Tykoczym, Lopoc Gurzno et Dzialdow. — Affaires de Pultusk et de Golymin; retraite des Ru — L'Empereur met ses troupes en quartier d'hiver. — Ennuis de Joséphi consolations que lui donne Napoléon. — Cour de l'Empereur à Varsovie; ses vaux de guerre défensive. — Opérations du prince Jérôme Bonaparte en Silés occupe Kalisch, Lissa et Brieg. — Mortier resserre Stralsund.

> Il a fallu quinze ans de victoires pour donne à la France les équivalents de ce partage de l Pologne, qu'une seule campagne, faite en 1778 aurait empêché.
>
> *Message de Napoléon au sénat* (29 janvier 1807).

L'anéantissement presque complet d'une grande mée, espoir de la coalition; l'appel que faisait Français la Pologne, désireuse de reconquérir indépendance; l'approche des Russes, que Napol tenait à refouler dans leurs déserts, avaient détermi l'ouverture d'une campagne d'hiver dont les rives la Vistule devaient être le théâtre.

Pendant qu'on négociait à Charlottenbourg, l'Em reur, qui ne demeurait jamais en retard, faisait marc l'avant-garde de la grande armée sur Posen, où Davo était arrivé depuis le 10 novembre; Lannes campait vant Thorn sur la Vistule; Augereau menaçait Brombe et Grandentz; Bernadotte, Ney, Soult venaient se mas

autour de Berlin; Murat, suivi de quatre divisions de grosse cavalerie remontées dans le Mecklenbourg, courait rejoindre Davoust à Posen.

Le 25, au lieu d'une ratification d'armistice qu'imposait la sagesse, Napoléon reçoit la nouvelle du refus de Frédéric-Guillaume et de l'approche de quatre-vingt mille Russes. Aussitôt il part et se rend à Custrin *pour faire un tour en Pologne et quelques reconnaissances* [1]. Levé à deux heures du matin, *selon l'usage de la guerre* [2], il porta le lendemain son quartier général à Mucritz, puis à Posen, où le reçut avec enthousiasme une population jalouse de l'indépendance, fière du nom de Pologne, et qui ne demandait autre chose que des armes et le privilége de marcher avec nous. Le bulletin officiel disait : « L'amour de la patrie, ce sentiment national, s'est non-seulement conservé tout entier dans le cœur du peuple polonais, mais il a été retrempé par le malheur; sa première passion, son premier désir est de redevenir nation. Les plus riches sortent de leurs châteaux pour venir demander à grands cris le rétablissement du royaume, et offrir leurs enfants, leur fortune, leur influence. Ce spectacle est vraiment touchant. Déjà ils ont partout repris leur ancien costume, leurs anciennes habitudes. Le trône de Pologne se rétablira-t-il, et cette grande nation reprendra-t-elle son existence indépendante? Du fond du tombeau renaîtra-t-elle à la vie? Dieu seul, qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événements, est l'arbitre de ce grand problème politique; mais certes il n'y eut jamais d'événement plus mémorable, plus digne d'intérêt... » Le démembrement de ce royaume ayant été fait au profit de trois puis-

[1] Lettre à Joséphine.
[2] Autre lettre à la même.

sances, Napoléon lui-même ne savait alors s'il pourrait le rétablir sans leur concours et sans d'importantes indemnités. Il le désirait comme sanction morale d'un droit, comme contre-poids dans le système d'équilibre européen; mais s'il s'y engageait d'une manière formelle, l'Autriche reprenait aussitôt les armes contre lui. Pour ne rien promettre d'impossible et pour ne point décourager la noblesse polonaise, car le peuple proprement dit ne se préoccupait guère des questions de nationalité, Napoléon dut se conduire avec beaucoup de circonspection, et bientôt une armée polonaise se trouva sur pied.

Le 28 novembre, Napoléon écrivait de Posen : *Mes troupes sont aux portes de Varsovie.* Effectivement, le même soir Murat faisait son entrée dans cette ville, que les Russes venaient d'évacuer; Davoust y arriva le surlendemain; puis l'avant-garde, traversant la Vistule à la nage, s'empara de Praga; la cavalerie française s'étendait jusqu'au Bug.

Suivi d'un régiment de chasseurs et d'un régiment de dragons, Murat, devançant de deux étapes l'armée de Davoust, galopait sans crainte à travers les groupes d'avant-garde de l'armée russe échelonnés sur sa route et qui fuyaient à son approche; il traversait les villes comme en triomphe, et si l'enthousiasme n'approchait pas du délire, c'est qu'on redoutait encore la lance des Cosaques et le knout moscovite. Dans ses idées de royauté, et pour se faire mieux accueillir d'un peuple chez lequel le sentiment de nationalité est profondément gravé, Murat s'était fait faire un costume complet de général polonais, et ce fut revêtu de ce costume qu'il reçut les autorités de Posen et de Varsovie; il affirma que Napoléon voulait briser de son épée l'odieux partage de la Pologne, reconstituer un royaume indispensable à

l'équilibre européen et à la sécurité des contrées septentrionales; mais, ajoutait-il, il faut de l'accord, de l'élan, de la spontanéité, des sacrifices sans condition de la part du peuple qu'on voudrait reconstituer; autrement Napoléon soulèverait contre lui, sans aucune compensation, l'inimitié de l'Autriche et de la Russie; il faut que les paysans, par un accroissement de bien-être et de franchises politiques, soient intéressés au succès de la cause des nobles; que ces derniers y réfléchissent, et ne demandent pas la liberté pour eux seuls avec l'égoïsme de la fortune et de la grandeur... Ces paroles et d'autres semblables plaisaient à la jeune Pologne; mais la vieille aristocratie s'en effrayait. Presque tous les esprits cependant se laissaient entraîner, sinon convaincre par la parole tour à tour aimable, chevaleresque et menaçante de l'illustre beau-frère de Napoléon; les femmes, s'inquiétant peu des ratifications politiques ultérieures, acceptaient volontiers sa souveraineté; et l'espérance chez les uns, le sentiment de la gloire militaire chez les autres, le patriotisme chez la plupart, formaient autour du grand-duc de Berg, presque transformé en seigneur polonais, une véritable cour, de laquelle s'élevaient, avec l'encens habituel, beaucoup d'exigences. « Que l'Empereur reconstitue la Pologne, disait-on généralement au prince Murat; qu'il nous arrache à l'influence russe, à l'influence allemande, aux vues ambitieuses du czar; qu'il nous envoie pour souverain un membre de sa famille, et de préférence vous qui comprenez si bien nos besoins; oh! alors, nous serons tout à lui, tout à son système; nous resterons perpétuellement à cheval pour son service; nous garantirons nos frères les Français des hordes de l'Asie... » Le prince grand-duc se voyait déjà

lui-même à la tête de cette nation-vedette, servant de bouclier aux peuples civilisés.

«La passion de régner, depuis qu'il avait épousé la sœur de Napoléon, dévorait Murat, dit M. Thiers, appréciateur judicieux du vrai caractère de ses actes en Pologne. Cette passion, qui plus tard ne devint pas moins fatale à sa gloire qu'à sa vie, avait redoublé par les excitations de la reine Caroline, plus ambitieuse encore qu'il n'était ambitieux lui-même. A l'aspect du trône de Pologne demeuré vacant, Murat ne pouvait plus contenir son impatience; il partagea sans peine les idées de la noblesse polonaise, et se chargea de les communiquer à Napoléon. La commission cependant était difficile, car, sans méconnaître les qualités brillantes et généreuses de son beau-frère, Napoléon avait une défiance extrême de sa légèreté, et se montrait souvent pour lui maître sévère et dur.»

Murat devinait bien quel accueil Napoléon ferait à des idées qui contrariaient sa politique, et qui auraient d'ailleurs l'apparence d'une proposition intéressée. Aussi se garda-t-il de parler du roi désigné par les Polonais; il se contenta d'exposer leurs idées d'une manière générale, et de faire connaître leur désir de voir l'indépendance de la Pologne immédiatement proclamée et garantie par un roi français de la famille Bonaparte. Napoléon n'avait pas besoin qu'on lui dît les choses pour les savoir. Même à travers la plus habile dissimulation, il surprenait le secret des âmes, et la dissimulation de Murat n'était pas de celles qu'on eût de la peine à pénétrer. Il eut bientôt découvert l'ambition qui dévorait ce cœur à la fois si vaillant et si faible. Il en éprouva autant de mécontentement contre lui que contre les Polonais. Il voyait dans ce qu'on lui proposait des calculs,

des réserves, des conditions, un demi-élan, et, en ce qui le concernait, des engagements dangereux, sans l'équivalent d'une puissante coopération. Il adressa une lettre sèche et sévère à Murat. « Dites aux Polonais, lui écrivit-il, que ce n'est pas avec ces calculs, avec ces précautions personnelles, qu'on affranchit sa patrie tombée sous le joug étranger; que c'est au contraire en se soulevant tous ensemble, aveuglément, sans réserve, avec la résolution de sacrifier sa fortune et sa vie, qu'on peut avoir non pas la certitude, mais la simple espérance de la délivrer. Je ne suis pas venu ici, ajoutait-il, *mendier un trône pour ma famille, car je ne manque pas de trônes à donner;* je suis venu, dans l'intérêt de l'équilibre européen, tenter une entreprise des plus difficiles, à laquelle les Polonais ont plus à gagner que personne, puisque c'est de leur existence nationale qu'il s'agit, en même temps que des intérêts de l'Europe. Si, à force de dévouement, ils me secondent assez pour que je réussisse, je leur accorderai l'indépendance; sinon, je ne ferai rien, et je les laisserai sous leurs maîtres prussiens et russes. Je ne rencontre pas ici, à Posen, dans la noblesse de province, toutes les vues méticuleuses de la noblesse de la capitale. J'y trouve franchise, élan, patriotisme, ce qu'il faut enfin pour sauver la Pologne, et tout ce que je cherche vainement chez les grands seigneurs de Varsovie. »

A Murat moins qu'à tout autre Napoléon eût laissé l'espoir de la création d'un État souverain dont il ne croyait pas devoir lui abandonner la direction. Aussi, dans sa correspondance, parut-il ne point comprendre les vues personnelles de son beau-frère, et pour mettre un frein à ses rêves ainsi qu'aux incertitudes compromettantes des Polonais, il chargea M. Wibiski, gentil-

homme très-sage, très-éclairé, très-adroit, de ramener ses compatriotes à une appréciation raisonnable de leur position et des vues profondes du vainqueur. Murat fit aussi quelques réflexions. Devenu plus réservé sans cependant désirer moins l'éclatant héritage de Sobieski, il entretenait de ses espérances la princesse Caroline, et tous deux pressaient Talleyrand, le grand faiseur de monarchies, d'amener enfin Napoléon à leur donner un trône, et plutôt celui de Pologne que tout autre.

Pendant que la noblesse polonaise se remuait, s'agitait pour reconquérir son indépendance personnelle; pendant que Caroline et Murat tâchaient d'aplanir la route qui devait les conduire au souverain pouvoir, Napoléon, l'œil invariablement fixé sur ses vastes desseins, les annonçait de la manière suivante à l'armée :

« Posen, le 2 décembre 1806.

» SOLDATS!

» Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, que vous étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz. Les bataillons russes, épouvantés, fuyaient en déroute, ou, enveloppés, rendaient les armes à leurs vainqueurs. Le lendemain, ils firent entendre des paroles de paix; mais elles étaient trompeuses. A peine échappés, par l'effet d'une générosité peut-être condamnable, aux désastres de la troisième coalition, ils en ont ourdi une quatrième; mais l'allié sur la tactique duquel ils fondaient leur principale espérance n'est déjà plus. Ses places fortes, ses capitales, ses magasins, ses arsenaux, deux cent quatre-vingts drapeaux, sept cents pièces de bataille, cinq grandes places de guerre sont en notre pouvoir; l'Oder, la Wartha, les déserts de la Pologne, les mauvais temps de la saison n'ont pu vous arrêter un mo-

ment. Vous avez tout bravé, tout surmonté; tout a fui à votre approche. C'est en vain que les Russes ont voulu défendre la capitale de cette ancienne et illustre Pologne, l'aigle française plane sur la Vistule. Le brave et infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les légions de Sobieski de retour de leur mémorable expédition.

» Soldats! nous ne déposerons point les armes que la paix générale n'ait affermi et assuré la puissance de nos alliés, n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses colonies. Nous avons conquis sur l'Elbe et l'Oder Pondichéry, nos établissements des Indes, le cap de Bonne-Espérance et les colonies espagnoles. Qui donnerait le droit de faire espérer aux Russes de balancer les destins? Qui leur donnerait le droit de renverser de si justes desseins? *Eux et nous ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz?* »

Dans le même ordre du jour figurait le décret si remarquable qui créait un *Temple de la gloire* en l'honneur des braves qui avaient triomphé dans les deux campagnes précédentes :

« Art. Ier. Il sera établi sur l'emplacement de la Madeleine de notre bonne ville de Paris, aux frais du trésor de notre couronne, un monument dédié à la grande armée, portant sur le frontispice : *L'Empereur Napoléon aux soldats de la grande armée.*

» II. Dans l'intérieur du monument seront inscrits sur des tables de marbre les noms de tous les hommes, par corps d'armée et par régiment, qui ont assisté aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz et d'Iéna, et sur des tables d'or massif les noms de tous ceux qui sont morts sur les champs de bataille; sur des tables d'argent sera gravée la récapitulation, par département, des soldats que chaque département aura fournis à la grande armée.

» III. Autour de la salle seront sculptés des bas-reliefs où seront représentés les colonels de chacun des régiments de la grande armée, avec leurs noms; ces bas-reliefs seront faits de manière que les colonels soient groupés autour de leurs généraux de division et de brigade, par corps d'armée. Les statues en marbre des maréchaux qui ont commandé des corps ou qui ont fait partie de la grande armée seront placées dans l'intérieur de la salle.

» IV. Les armures, statues, monuments de toute espèce enlevés par la grande armée dans ces deux campagnes, les drapeaux, étendards et timbales conquis par la grande armée, avec le nom des régiments ennemis auxquels ils appartenaient, seront déposés dans l'intérieur du monument.

» V. Tous les ans, aux anniversaires des batailles d'Austerlitz et d'Iéna, le monument sera illuminé, et il sera donné un concert précédé d'un discours sur les vertus nécessaires au soldat, et d'un éloge de ceux qui périrent sur le champ de bataille dans ces journées mémorables. Un mois avant, un concours sera ouvert pour recevoir la meilleure pièce de musique analogue aux circonstances. Une médaille d'or de cent cinquante doubles napoléons sera donnée aux auteurs de chacune des pièces qui auront remporté le prix. Dans les discours et odes, *il est expressément défendu de faire aucune mention de l'Empereur....* »

Le soir du même anniversaire, revenant d'un bal où il avait vu *d'assez belles femmes, assez riches, assez mal mises, quoiqu'à la mode de Paris*[1], Napoléon ne voulut point se coucher sans écrire à sa femme : « J'ai été à un bal. Il pleut. Je me porte bien. Je t'aime et te désire. Il n'a pas encore fait froid. Toutes ces Polonaises sont

[1] Lettre à Joséphine.

Françaises ; mais il n'y a qu'une femme pour moi. La connaîtrais-tu ? Je te ferais bien son portrait ; mais il faudrait trop le flatter pour que tu te reconnusses ; cependant, à dire vrai, mon cœur n'aurait que de bonnes choses à en dire. Ces nuits-ci sont longues tout seul... »

Évidemment Napoléon s'ennuyait de l'absence de Joséphine, mais il savait mieux qu'elle dominer son ennui. « Plus on est grand, écrivait-il, moins on doit avoir de volonté : on dépend des événements et des circonstances. Tu peux aller à Francfort et à Darmstadt. J'espère sous peu de jours t'appeler, mais il faut que les événements le veuillent. La chaleur de ta lettre me fait voir que vous autres jolies femmes vous ne connaissez pas de barrières ; ce que vous voulez doit être ; mais moi je me déclare le plus esclave des hommes ; mon maître n'a pas d'entrailles, et ce maître c'est la nature des choses. »

Toujours à Posen, signant la paix avec la Saxe et faisant ses dispositions pour une campagne d'hiver, ayant autour de lui Paër, sa femme et Brisi, qui lui donnaient *un peu de musique tous les jours* [1], Napoléon profitait d'une température favorable pour masser ses troupes. Le décret et la proclamation du 2 décembre, des récompenses, des éloges distribués avec tact et mesure avaient électrisé l'armée ; elle répondit par un cri de victoire à ce que son empereur faisait pour elle, et bientôt les hostilités s'ouvrirent au delà de la Vistule. Trois corps d'armée russes, sous les ordres des généraux Tolstoï, Beningsen et Buxhoëwden, attendaient, pour prendre l'offensive, l'arrivée du feld-maréchal Kamensky. Nos troupes continuaient d'avancer sur le Bug et la Vistule, dont le général du génie Chasseloup-Laubat préparait le passage en y jetant des ponts appuyés de redoutes et de batteries. Huit

[1] Lettre à Joséphine.

redoutes fraisées et palissadées formant une enceinte de trois mille mètres, et trois fronts bastionnés d'un développement de douze cents mètres, avaient été construits au faubourg de Praga aussitôt qu'ordonnés par l'Empereur, qui visita ces travaux dans la journée du 19. Il demeura deux jours à Varsovie, quitta cette ville le 23 à une heure du matin, traversa le Bug à neuf heures; fit jeter un pont au confluent de l'Ukra par le général Lariboisière, et visita tous les avant-postes de l'armée. Le même jour Davoust eut un engagement sérieux à Czarnowo; Bessières, en avant du village de Biezun, livra un brillant combat de cavalerie où se distingua Grouchy; Rapp et Lemarrois poursuivirent l'ennemi jusqu'à Nasielsk, dont la possession leur fut vaillamment disputée; Nansouty culbuta en avant de Cursamb, sur l'Ukra, un corps de cavalerie russe; Augereau, qu'éclairait Nansouty, traversa cette rivière en répondant au feu de quinze mille hommes par un feu bien nourri.

Les 25 et 26 décembre, d'autres combats eurent lieu à Tykoczym, Lopaczyn, Gurzno et Dzialdow, tandis que Napoléon, avec presque toute la réserve de cavalerie, marchait sur Ciechanow. Nous avions fait, depuis quarante-huit heures, deux mille prisonniers; nous nous étions emparés de trente pièces d'artillerie, de plusieurs drapeaux, et nous occupions la position suivante : Bernadotte, Ney et Bessières, partis de Biezun et des environs, s'avançaient sur la route qui conduit à Grodno; Soult suivait l'Empereur et campait autour de Ciechanow; Augereau marchait vers Golymin; Davoust, entre Golymin et Pultusk; Lannes arrivait dans cette dernière position le 26 à huit heures du matin.

Un camp retranché couvrait Pultusk; le corps de Benningsen et les divisions battues à Nasielsk étaient chargés

de le défendre. L'attaque fut immédiate et l'action des plus vives. Les Russes demeuraient inébranlables comme des murs d'airain; Suchet, Gazan, Daultune, conduisant chacun une division, déployèrent la plus grande intrépidité jusqu'à ce que dans la nuit, après des chances diverses, après des succès balancés de part et d'autre, Beningsen, craignant d'être débordé sur sa droite, quitta Pultusk, et prit la route d'Ostrolenka, poursuivi par la cavalerie des généraux Treilhard et Becker. Dans cette affaire, le champ de bataille nous était resté, mais nous avions perdu plus de monde que les Russes. Le maréchal Lannes, les généraux Treilhard, Claparède, Vedel, Bonnard furent blessés.

En même temps qu'on se battait à Pultusk, Augereau, secondé par Murat, remportait à Golymin, sur Buxhoëwden, un avantage beaucoup plus décisif. Nous perdîmes le général Fénerolle; Rapp et le colonel Sémélé furent blessés; mais, vers onze heures du soir, l'ennemi fuyait en désordre, abandonnant quatre-vingts pièces de canon, douze cents voitures et six mille prisonniers. Le nombre des blessés et des morts fut considérable. Sans le mauvais état des routes, Soult eût coupé la retraite aux Russes, qui ne se rallièrent qu'au delà d'Ostrolenka. Le 29, à cinq heures du matin, Napoléon, *d'une mauvaise grange* à quelque distance du champ de bataille, annonçait sa victoire à Joséphine. « Le temps est affreux, ajoutait-il; nous avons de la boue jusqu'aux genoux, du vent, et de la paille pour tout lit.... » Comme des pensées de jalousie traversaient la tête de l'Impératrice, Napoléon la rassurait en disant : « Tu te fais des belles de la grande Pologne une idée qu'elles ne méritent pas. »

Trompé par un faux rapport du général Beningsen qui présentait le combat de Pultusk comme une victoire

le roi, qui pouvait encore réunir dix-sept mille h
en joignant au corps de Lestocq les garnisons de
dentz, Colberg, Dantzig, et qui avait sous la mai
ron vingt mille hommes de nouvelles levées, licen
dernières, expédia le trésor, les effets précieu
chancelleries sur Memel; la cour et la reine se re
aussi dans cette ville, et lui-même alla s'y renfer
6 janvier 1807.

Chaque jour les chemins devenaient plus imprat
et l'approvisionnement des magasins éprouvait de
cultés. Napoléon, au lieu de poursuivre les R
comme l'espérait Alexandre, et de s'aventurer d
steppes, assura le front d'une longue ligne de c
nements et mit ses troupes en quartier d'hiver. L
nommé récemment général de division, éclairai
tête de trois brigades, le corps du maréchal Sou
longeait la petite rivière d'Orzyc et partie de la N
Davoust et Lannes, formant la droite, tenaient I
et les bords du Bug; Bernadotte, Ney, Bessière
la garde, composant notre aile gauche, station
sur la Vistule; des troupes légères, sous les ord
Corbineau, établissaient une communication
entre ce fleuve et Ostrolenka par Kolno; Augerea
vrait les environs de Varsovie; Nansouty comman
réserve de cavalerie en l'absence de Murat, rete
lit par des douleurs articulaires. Nous avions bea
de monde dans les hôpitaux.

Le 1er janvier, Napoléon arrivait de Pułtusk à Varsovie, d'où il écrivait à sa femme, qui désirait le rejoindre : « Ta douleur me touche ; mais il faut bien se soumettre aux événements. Il y a trop de pays à traverser depuis Mayence jusqu'à Varsovie : il faut donc que les événements me permettent de me rendre à Berlin pour que je t'écrive d'y venir. Cependant l'ennemi battu s'éloigne ; mais j'ai bien des choses à régler ici. Je serais assez d'opinion que tu retournasses à Paris, où tu es nécessaire. Renvoie ces dames qui ont leurs affaires ; tu gagneras d'être débarrassée de gens qui ont dû bien te fatiguer.... » Ces dames, exigeantes, prétentieuses, et qui sans cesse aigrissaient le caractère de Joséphine, rendaient chaque jour plus pénible son éloignement de l'Empereur. « Je sais qu'au lieu de te consoler, on te fait de la peine, lui écrivait Napoléon. Je méprise l'ingratitude comme le plus vilain défaut du cœur.... » Il en voulait surtout à madame de la Rochefoucauld, et conseillait à Joséphine d'appeler madame de Marescot. Joséphine insistant sur le voyage de Varsovie, Napoléon répondait : « Mon amie, je suis touché de tout ce que tu me dis ; mais la saison est froide, les chemins sont très-mauvais, peu sûrs ; je ne puis donc consentir à t'exposer à tant de fatigues et de dangers. Rentre à Paris pour y passer l'hiver ; va aux Tuileries ; reçois ; fais la même vie que tu as l'habitude de mener quand j'y suis : c'est là ma volonté. Peut-être ne tarderai-je pas à t'y rejoindre ; mais il est indispensable que tu renonces à faire trois cents lieues dans cette saison, à travers des pays ennemis et sur les derrières de l'armée. Crois qu'il m'en coûte plus qu'à toi de retarder de quelques semaines le bonheur de te voir ; mais ainsi l'ordonnent les événements et le bien des affaires. Adieu, ma bonne amie ; sois gaie, et montre du

caractère [1]. » L'Empereur écrivait presque chaque jour à sa femme, lui recommandant la résignation, la gaieté ; la pressant de quitter Mayence, de donner *un peu de vie à la capitale*, d'y faire *la représentation convenable*, et d'engager la reine Hortense à se rendre également à la Haye *avec Monsieur Napoléon*. Il ne dissimulait ni ses ennuis ni son isolement personnel; mais ce qui l'affligeait davantage, c'était la douleur de l'Impératrice : « Montre du caractère et de l'âme, lui disait-il. Je suis humilié de penser que ma femme puisse se méfier de mes destinées.... J'exige que tu aies plus de force. L'on me dit que tu pleures toujours : fi ! que cela est laid !... S'il en est ainsi, je te croirai sans courage et sans caractère. Je n'aime pas les lâches. Une impératrice doit avoir du cœur [2]. » Dans une lettre du 23 janvier, nous lisons : « J'ai ri de ce que tu me dis que tu as pris un mari pour être avec lui; je pensais, dans mon ignorance, que la femme était faite pour le mari, le mari pour la patrie, la famille et la gloire. Pardon de mon ignorance; on apprend toujours avec nos belles dames. » Une lettre du 26 porte : « Je ne dois, je ne puis consulter que le bien de mes affaires. Si je pouvais consulter mon cœur, je serais avec toi.... »

Formée d'un mélange d'officiers et d'administrateurs français toujours sur le qui-vive, et de seigneurs indigènes auxquels l'intérêt national prescrivait d'être constamment armés, la cour impériale, dans le palais de Varsovie, n'était autre chose que la tente d'un chef d'armée, autour de laquelle les chevaux de bataille, sellés et bridés, attendent l'éperon du maître pour affronter les hasards. On y voyait peu de femmes : celles

[1] Lettre datée de Varsovie, le 7 janvier 1807.

[2] Lettres des 8, 11, 16, 18 et 19 janvier 1807.

qui s'y présentaient avaient l'âme belliqueuse et l'instinct des sacrifices, le courage des résolutions qu'exigeait la conquête de la nationalité polonaise.

En contenant la fougueuse impatience des uns, en cherchant à dissiper la pusillanimité des autres, Napoléon ne négligeait aucun des moyens qui pouvaient assurer sa position et empêcher toute surprise de la part de l'ennemi. Malgré les marais, malgré les coupures de la Prusse orientale, malgré de larges fleuves placés entre les Russes et nous, il ne se dissimulait ni la possibilité d'une surprise ni celle d'une attaque de flanc; aussi sa ligne défensive, prolongée depuis la Vistule jusqu'à la mer Baltique, fut-elle, pendant les mois de décembre et de janvier, l'objet de travaux considérables. Le camp retranché devant Praga, dont la triple ligne pouvait couvrir soixante mille hommes, était inexpugnable; les fortifications de Zakroezyn n'offraient pas moins de ressources : Wyszogrod, Plock, Dobrzyn, Bobrownik, toutes les villes enfin et tous les points abordables le long de la Vistule jusqu'à Thorn, avaient reçu d'importants ouvrages. La proximité des avant-postes de chaque armée amena des escarmouches : insignifiantes tant que durèrent les pluies, ces collisions prirent, à la fin du mois de janvier, un caractère plus grave; et bientôt de vastes mouvements, dont Napoléon comprit la portée, vinrent lui révéler le plan offensif du czar.

La grande armée, dans sa marche rapide, ayant traversé la Silésie sans prendre la peine d'en réduire les places fortes, Jérôme Bonaparte était chargé de cette opération et du gouvernement de la province. Après s'être emparé de Plassenbourg, dans la Franconie, il chargea Vandamme, qui commandait la division wurtembergeoise, d'investir la place de Glogau, dont les portes s'ouvrirent

à nous le 2 décembre. Avec les divisions bavaroises des généraux de Wrède, Deroi, Minucci et la brigade de cavalerie, également bavaroise, sous les ordres de Lefebvre-Desnouettes, le prince Jérôme se porta vers Kalisch, en Pologne, pour observer les mouvements des Russes sur la frontière; puis, accompagné de la division Minucci et de la brigade Lefebvre-Desnouettes, il revint sur ses pas, traversa l'OEls à Hundsfeld, se réunit à Vandamme dans la nuit du 8 au 9 décembre, et porta son quartier général à Lissa, sur l'Oder, pour attaquer Breslau. Le feu commença le 10, et jusqu'au 20 on l'interrompit trois fois pour proposer une capitulation, que le gouverneur de la place n'accepta point. Jérôme n'ayant pas des forces suffisantes, fit venir de Kalisch la division Deroi et la brigade de cavalerie sous les ordres de Mazzanelli; mais, avant leur arrivée, il fut appelé par l'Empereur, et Vandamme demeura seul chargé du siége. Après d'inutiles tentatives de la part d'un corps de volontaires sous les ordres du prince d'Anhalt-Pleiss pour délivrer cette ville, elle capitula le 5 janvier. Jérôme Bonaparte reprit alors son commandement du 9e corps et acheva de réduire les places de la Silésie, en commençant par Brieg, qui se rendit le 11 janvier, après cinq jours d'investissement. On assiégea ensuite Kosel et Schweidnitz; et pendant que Mortier resserrait Stralsund, Lefebvre réunissait aux environs de Dantzig une armée en partie polonaise et badoise.

Le 29 janvier, du quartier général impérial de Varsovie, où il attendait, l'arme au bras, que les Russes vinssent attaquer ses lignes, Napoléon envoyait au sénat l'exposé de toutes les opérations qui précèdent; il y joignait les traités conclus récemment pour assurer l'indépendance absolue de la maison de Saxe, et chargeait le

ministre des relations extérieures d'exposer les dangers de la Porte Ottomane. Son message se terminait par les paroles suivantes, qui sont encore aujourd'hui d'une opportunité palpable :

« Eh ! qui pourrait calculer la durée des guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de l'empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et des délices de la grande ville l'emportait sur les conseils d'une sage prévoyance ? Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait de nos jours nos provinces attaquées par une nuée de fanatiques et de barbares ; et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, notre coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité et serait un titre d'opprobre dans l'histoire. L'empereur de Perse, tourmenté dans l'intérieur de ses États, comme le fut pendant soixante ans la Pologne, comme l'est depuis vingt ans la Turquie par la politique du cabinet de Pétersbourg, et animé des mêmes sentiments que la Porte, a pris les mêmes résolutions, et marche en personne sur le Caucase pour défendre ses frontières.... Dans de pareilles positions, la paix, pour être sûre pour nous, doit garantir l'indépendance entière de ces deux empires. Et si, par l'injustice et l'ambition démesurée de nos ennemis, la guerre doit se continuer encore, nos peuples se montreront constamment dignes, par leur énergie, par leur amour pour notre personne, des hautes destinées qui couronneront tous nos travaux ; et alors seulement une paix stable et longue fera succéder, pour nos peuples, à ces jours de gloire, des jours heureux et paisibles. »

CHAPITRE CENT QUATRIÈME.

SECONDE CAMPAGNE DE POLOGNE.

EYLAU. — DANTZIG.

Arrivée des Russes sous les ordres de Kaminski. — Napoléon quitte Varsovie ; Murat quoique malade, réunit sa cavalerie et court éclairer l'armée. — Combats de Passenheim et de Landsberg. — Champ de bataille d'Eylau ; position respective des deux armées ; mouvements de Soult et d'Augereau ; charges brillantes de cavalerie. — Mort du général Corbineau et du général d'Hautpoul. — Regrets exprimés par l'Empereur sur la multiplicité des victimes. — La vivandière Jeanne Hébert et ses deux fils. — Retraite des Russes. — Napoléon reprend ses quartiers d'hiver ; proclamation aux troupes. — Combat d'Ostrolenka. — Message de l'Empereur au sénat pour une nouvelle levée d'hommes. — État de nos cantonnements au mois de mars ; Napoléon au quartier général d'Osterode et de Finckenstein. — Investissement et siége de Dantzig. — Correspondance de Napoléon avec Joséphine ; événements de famille. — Continuation du siége de Dantzig ; affaires de la Silésie et de la Poméranie ; armée de réserve réunie, sous les ordres de Brune, entre Magdebourg et la mer Baltique. — Trêve conclue entre l'Empereur et le roi de Suède. — Arrivée d'une armée russe devant Dantzig.

« Eylau m'apprit que la fortune pouvait m'abandonner. »

Paroles de Napoléon à Sainte-Hélène.

Cent soixante mille Russes approchaient, commandés par Kaminski, Beningsen et Buxhoëwden, auxquels Lestocq s'était joint avec la petite division prussienne. Nous sachant bien inférieurs en nombre, croyant facile de couper l'aile droite de notre armée en traversant la Vistule au-dessous de Thorn, et de se porter sur la Peene pour opérer la délivrance des places qui ne nous avaient point ouvert leurs portes, les Russes semblaient avoir oublié Austerlitz : ils regardaient la prudence de Napoléon comme un indice de timidité et mesuraient leurs succès futurs à la hauteur de leur courage ; mais Napo-

léon les devinait. Une colonne ennemie ayant apparu aux avant-postes, le prince de Ponte-Corvo, qui occupait Elbing, se replie, le 25 janvier 1807, sur Mohrungen, et livre un combat où huit mille hommes de ses troupes, se couvrant de gloire, font mettre bas les armes à deux mille Russes. Bernadotte continua son mouvement de retraite par Lobau et Strasbourg, en se rapprochant du corps de Ney. Le hasard voulut qu'un officier d'état-major chargé du plan de l'Empereur tombât entre les mains de l'ennemi, qui sut par là le danger qu'il courait, et arrêta sa marche imprudente.

Le 29 janvier, sous prétexte de visiter les cantonnements, Napoléon quittait Varsovie; sa garde le suivait en poste; des ordonnances allaient dans différentes directions porter aux divers corps de l'armée l'indication de leurs étapes, et tous s'ébranlaient à la fois : Lefebvre réunissait à Thorn le dixième corps, dans le but de réparer les désastres imprévus qui pourraient survenir, ou de protéger la retraite en cas de besoin; le cinquième corps, commandé par Savary, qui remplaçait momentanément Lannes, fut chargé de la défense du haut Bug et de la Narew; le troisième corps, sous la conduite de Soult, se réunit à Myszymée; le sixième corps, sous les ordres de Ney, avec la réserve de cavalerie, occupait Gilgenbourg; le septième corps, celui d'Augereau, se déploya autour de Niedenbourg, près des sources de l'Ukra; le quatrième corps, ayant pour chef Davoust, eut pour point d'appui Willenberg, sur l'Omulew, où l'Empereur arriva en même temps que lui, le 31, par un temps froid mais beau. C'est de là qu'au milieu des embarras d'une marche offensive, après avoir donné l'ordre du mouvement qui devait s'effectuer,

le 1er février, sur toute la ligne, l'Empereur écrivait à sa femme :

« Mon amie, ta lettre du 20 janvier m'a fait de la peine : elle est trop triste. Voilà le mal de ne pas être un peu dévote ! Tu me dis que ton bonheur fait ta gloire : cela n'est pas généreux ; il faut dire : « Le bonheur des autres fait ma gloire. » Cela n'est pas conjugal. Il faut dire : « Le bonheur de mon mari fait ma gloire. » Cela n'est pas maternel. Il faudrait dire : « Le bonheur de mes enfants fait ma gloire. » Or, comme les peuples, ton mari, tes enfants ne peuvent être heureux qu'avec un peu de gloire, il ne faut pas tant en faire fi ! Joséphine, votre cœur est excellent et votre raison faible ; vous sentez à merveille, mais vous raisonnez moins bien. Voilà assez de querelle. Je veux que tu sois gaie, contente de ton sort, et que tu obéisses, non en grondant et en pleurant, mais de gaieté de cœur et avec un peu de bonheur. Adieu, mon amie. Je pars cette nuit pour parcourir mes avant-postes. »

Atteint d'un rhumatisme articulaire qui le fait encore cruellement souffrir, Murat monte à cheval, court rassembler la cavalerie légère et les dragons, et se porte en tête du corps de Soult, sur Allenstein, point vers lequel allaient être concentrées nos forces principales ; il se fait joindre par la grosse cavalerie, stationnée vers Thorn, et commence le mouvement, afin d'ouvrir la marche de la grande armée. Suivi d'environ dix mille cavaliers, il arrivait le 1er février à Passenheim, après avoir culbuté une forte avant-garde ; dans la soirée du 3, il débouchait entre l'Alle et la Passarge, éclairant les corps de Soult, de Ney et d'Augereau, qui se déployaient à droite et à gauche du village de Gettendorf, où l'Empereur avait établi son quartier général. Augereau formait le

centre; la garde était en réserve, et Soult manœuvrait vers Guttstadt pour s'emparer du pont de Bergfried, sur l'Alle, et tourner l'ennemi. Le pont fut emporté; douze bataillons russes, qui en défendaient les abords, se retirèrent après avoir essuyé d'énormes pertes; et la nuit même l'ennemi se retira sur Liebstadt, pressé par la division Lasalle, qui le mena battant l'espace de plusieurs lieues. Napoléon coucha au village de Schlitt.

A différentes reprises, pour soutenir leur retraite, les Russes avaient fait semblant de s'arrêter; chaque fois Murat les avait culbutés. Au-devant de Landsberg, par exemple, les accidents du terrain, garni d'un rideau boisé, permettaient à l'infanterie de se masser avec avantage et de couvrir ses ailes d'une nombreuse cavalerie : Murat paraît soudain, il exécute trois charges successives et culbute la cavalerie; hussards, chasseurs, dragons arrivent jusqu'aux carrés d'infanterie et tentent vainement de les entamer; un régiment des cuirassiers d'Hautpoul complète le désordre des cavaliers russes, sans réussir mieux contre l'infanterie. Ralliant alors la division des cuirassiers d'Hautpoul et celle des dragons de Klein, Murat les lance tout entières sur ces murailles humaines, que rien n'ébranle, et finit par les renverser et les sabrer. Ce combat d'arrière-garde eut lieu le 6 au soir, sur les hauteurs de Deppen, contre la division prussienne de Lestocq, forte d'environ neuf mille hommes, qui, culbutée, nous abandonna seize pièces de canon et deux mille prisonniers. Le second combat, du même genre, commencé dans la matinée du lendemain, sur le plateau de Ziegelhoff, se termina le soir dans la ville d'Eylau, par la fuite de vingt bataillons russes. Soult et Murat s'en partagèrent la gloire; ils préludèrent ainsi à la grande lutte des deux journées suivantes. L'ennemi

avait déjà perdu ses principales communications et ses magasins; mais nous avions de nombreux blessés, parmi lesquels les généraux Gardanne et Latour-Maubourg.

Le 7, à la pointe du jour, l'avant-garde française se met en marche et rencontre trois régiments russes qui occupent, près de Preussisch-Eylau, un plateau défendant le débouché de la plaine où cette ville est située. Napoléon ordonne aussitôt l'attaque; l'ennemi résiste avec opiniâtreté; on se bat toute la journée; mais à dix heures du soir nous restons maîtres de la ville, dont les rues demeurent jonchées de cadavres. Alors la division Legrand se porte en avant d'Eylau, la division Saint-Hilaire à droite, le corps d'Augereau en arrière, sur la gauche; la division de dragons du général Milhaud au village de Zehsen, derrière Rothenen; les divisions Grouchy et Klein vers le centre de la ville; la garde impériale en seconde ligne, à gauche des divisions dont nous venons de parler; les cuirassiers d'Hautpoul à gauche et en arrière de la garde à cheval; enfin la division Lasalle en avant de celle d'Hautpoul. L'Empereur établit son quartier général derrière Eylau, sur une éminence, au milieu de l'infanterie de la garde. Davoust, qui s'était avancé d'Heilsberg à cinq kilomètres d'Eylau, instruit de l'occupation de cette ville par nos troupes, manœuvra pour tourner la gauche de l'ennemi, tandis que Ney partit de Wormditz pour opérer le même mouvement sur la droite.

Le 8, dès l'aurore, les têtes de colonnes d'une armée russe de quatre-vingt mille hommes, que protégeait une artillerie formidable, ayant débouché dans la plaine, dirigèrent une vive canonnade contre la division Saint-Hilaire et contre la ville. De son côté, l'Empereur, qui se tenait près de l'église afin d'être à même de tout voir, mit en ligne l'artillerie de Soult et d'Augereau, et celle de sa

garde, au nombre de soixante pièces. Malgré notre feu, les tirailleurs russes s'avancèrent jusqu'au pied du monticule où se tenait l'Empereur, et une forte colonne ennemie exécuta par la droite un mouvement en avant. Les divisions Leval, Saint-Hilaire et Legrand, du corps de Soult; les divisions Heudelet et Desjardins, du corps d'Augereau, pour répondre à cette manœuvre offensive, formèrent une ligne oblique qui, dégageant notre gauche, permit au corps de Davoust d'arriver sans rencontrer d'obstacle. Malheureusement une neige épaisse obscurcit l'air pendant une demi-heure. Augereau, saisi d'un accès de fièvre violente, et obligé pour se maintenir à cheval de s'y faire lier, ayant momentanément perdu de vue l'ensemble des opérations, obliqua vers la gauche, où des masses l'eussent écrasé, si l'Empereur, qui s'en aperçut, n'eût ordonné au grand-duc de Berg de tourner la division Saint-Hilaire pour se précipiter sur le flanc droit des Russes : Murat s'élança comme l'éclair, suivi des divisions Milhaud, Klein, Grouchy, d'Hautpoul et Bessières. Vingt mille hommes d'infanterie russe, culbutés par ces quatre-vingts escadrons qui les frappaient comme la foudre, perdirent presque toute l'artillerie qu'ils avaient sur leur front, et furent obligés de s'étendre vers la droite, les bois de Klein-Sausgarten et l'arrivée de Davoust sur le point qu'occupe ce village ne permettant pas aux Russes de prolonger leur gauche. Cependant ils attaquèrent avec furie le plateau qu'occupait la division Saint-Hilaire. Repoussés à trois reprises différentes, ils durent effectuer leur retraite. Une colonne russe de cinq à six mille hommes, qui, dans l'obscurité causée par la neige, marchait droit devant elle, avec plus de bravoure que d'intelligence, se présenta en face du cimetière d'Eylau. L'état-major

impérial, qu'elle menaçait, n'en fut point ému : un bataillon des grenadiers de la garde s'avança l'arme au bras et foudroya l'ennemi presque à bout portant. L'escadron de service près de l'Empereur achevait de mettre en désordre la colonne russe, quand Murat la fait prendre en queue par la brigade du général Bruyères et l'écrase presque complétement. Un autre corps ennemi, composé de six bataillons de grenadiers, voulut arrêter l'élan de notre armée et prendre position au village de Schmoditten, jusqu'à ce que l'artillerie et les convois se fussent engagés sur la route de Kœnigsberg; mais l'avant-garde de Ney, arrivant à la poursuite du corps de Lestocq, qui traversait Altoff, obligea les Russes de précipiter leur retraite vers Frisching.

A quatre heures du soir nous étions maîtres du champ de bataille; la nuit seule sauva l'ennemi d'un désastre complet. Le nombre de ses morts, comparé à celui des prisonniers qu'on lui fit, fut considérable; car les Russes meurent plutôt qu'ils ne se rendent. Il eut six mille hommes tués et seize mille blessés, qui encombrèrent Kœnigsberg. De notre côté, nous perdîmes au moins trois mille hommes et nous eûmes six à huit mille blessés. Un obus tua le général Corbineau; le général d'Hautpoul, les colonels Lacuée, fils du ministre, Lemarrois, frère du général, Dallemagne, Boursier, furent également frappés à mort; le maréchal Augereau, les généraux Heudelet, Desjardins, Suchet, reçurent des blessures graves. Jamais notre état-major n'avait été si maltraité. Larrey fut admirable d'intelligence; son active philanthropie pourvoyait à tout. Il faisait usage d'un nouveau système d'ambulances imaginé par lui qui rendit les plus grands services. « J'ai perdu bien du monde, écrivait l'Empereur. La perte de

l'ennemi, qui est plus considérable encore, ne me console pas [1] ! » Dans plusieurs autres lettres, l'Empereur, qu'on a représenté comme si indifférent aux désastres des champs de bataille, revient sur le carnage d'Eylau : « Cette journée, dit-il, m'a coûté bien des braves.... Ce n'est pas la belle partie de la guerre : on souffre, et l'âme est oppressée de voir tant de victimes.... Corbineau, fort brave homme, à qui je m'étais singulièrement attaché, a été tué.... Dallemagne est blessé dangereusement.... Le petit Tascher, du 4e de ligne, s'est bien comporté ; il a eu une rude épreuve. Je l'ai appelé près de moi, je l'ai fait officier d'ordonnance : ainsi, voilà ses peines finies. Ce jeune homme m'intéresse [2]. »

Le lendemain de la bataille, en visitant, comme d'habitude, la grande scène du drame sanglant qui venait de s'accomplir, Napoléon est attiré par les cris de *Vive l'Empereur !* échappés d'une bouche enfantine, et par des sanglots mêlés à ces cris : « Allez, Berthier, courez, voyez ce que c'est, » dit aussitôt Napoléon, saisi d'une émotion indéfinissable. « Sire, répond Berthier, c'est une pauvre cantinière, Jeanne Hébert, qui pleure ses deux fils, l'un, que vous venez d'entendre, âgé de treize ans, qu'elle soutient dans ses bras, et dont la cuisse a été cassée d'un biscaïen ; l'autre fils, tambour major du 43e, tué près d'elle d'un boulet en pleine poitrine. — Jeanne Hébert ! » s'écrie l'Empereur ; et se rappelant que la veille il a rencontré cet enfant, qu'il lui a parlé et même promis de ne pas le perdre de vue, il pique des deux, puis s'élance vers un ravin où gisent la femme Hébert et ses deux fils : « Eh bien ! mon petit ami,

[1] Lettre à Joséphine, datée d'Eylau le 9 février, trois heures du matin.
[2] Lettres des 9, 11, 14 et 17 février.

hier je te le disais bien, tu as commencé la guerre cinq ans trop tôt. Mais, du courage; ce ne sera rien. Tu iras retrouver aux Invalides ton frère François, qui a perdu un bras à mon service. Tous deux vous consolerez votre mère, à laquelle dès aujourd'hui j'accorde une pension. Pour toi, voici ta récompense. » Et détachant sa propre croix, Napoléon la lui donne. Pendant qu'un chirurgien de l'état-major impérial pansait le jeune blessé, l'Empereur, profondément ému, s'éloignait et courait ailleurs distribuer d'autres consolations ou d'autres récompenses.

Le 9, aux premières lueurs du jour, Murat, suivi de ses quatre-vingts escadrons de cavalerie, poursuivait l'ennemi, qu'il mena courant l'espace de quarante kilomètres, presque jusqu'aux portes de Kœnigsberg, où les Russes se retranchèrent. Ils avaient laissé derrière eux la moitié de leur artillerie, presque tous leurs bagages et quelques milliers de prisonniers. « J'ai fait ce que je voulais, écrivait Napoléon : j'ai repoussé l'ennemi en faisant échouer ses projets.... Tout cela finira bientôt.... Je n'ai jamais été si bien portant.... On dira beaucoup de bêtises sur la bataille d'Eylau; le bulletin dit tout : les pertes y sont plutôt exagérées qu'amoindries... »

Le dégel survint avec la neige : il rendit les mouvements difficiles, le transport des vivres presque impossible. Aussi l'armée française, après avoir pendant neuf jours conservé les positions qu'elle tenait le lendemain de la bataille, se replia sur la Vistule et la Passarge, où elle reprit ses cantonnements d'hiver. Notre retraite commença le 17 février. L'Empereur écrivait d'Eylau ce jour-là qu'il faisait chaud comme au mois d'avril, et partait pour Landsberg, où il arrivait le 18 à trois heures du matin. Ney et Murat formaient l'arrière-garde.

Ils ne marchèrent point sans combattre : Beningsen parut vouloir reprendre une attitude offensive, et quelques colonnes ennemies se montrèrent du côté de Guttstadt; mais une partie de notre arrière-garde ayant fait volte-face, quelques centaines de morts apprirent aux Russes qu'il faut toujours craindre que le lion ne se réveille.

Retirée derrière la Pregel, l'armée russe cependant reprenait chaque jour plus d'assurance. Beningsen avait reçu des renforts, et Napoléon opérant un mouvement rétrograde, des colonnes ennemies s'avancèrent jusque sur l'Alle et la Passarge. Au village de Peterswalde, le général Liger-Bélair culbuta une de ces colonnes, et le lendemain, devant Braunsberg, le général Dupont mit en déroute une division qu'il força de repasser la Passarge et d'abandonner deux mille prisonniers, seize pièces de canon, deux drapeaux. Six cents cadavres jonchèrent les rues de Braunsberg. Les généraux Bruyères, Barrois, la Houssaie, les colonels Sémélé et Meunier s'étaient particulièrement distingués. Un mouvement offensif général ordonné par l'Empereur eut lieu le 25 février; Bernadotte, Ney, Soult traversèrent la Passarge et prirent une quantité considérable de vivres réunis à Guttstadt, circonstance heureuse pour nous qui manquions de magasins. Avant d'opérer ces divers mouvements, l'Empereur avait mis la proclamation suivante à l'ordre de l'armée :

« Soldats !

» Nous commencions à prendre un peu de repos dans nos quartiers d'hiver, lorsque l'ennemi a attaqué le premier corps et s'est présenté sur la basse Vistule; nous avons marché à lui et nous l'avons poursuivi pendant

l'espace de quatre-vingts lieues. Il s'est réfugié sous les remparts de ses places et a repassé la Pregel. Aux combats de Bergfried, de Deppen, de Hoff, à la bataille d'Eylau, nous lui avons enlevé soixante-cinq pièces de canon, seize drapeaux, et tué, blessé ou pris plus de quarante mille hommes. Les braves qui, de notre côté, sont restés sur le champ d'honneur, sont morts d'une mort glorieuse : c'est la mort des vrais soldats! Leurs familles auront des droits constants à notre sollicitude et à nos bienfaits.

» Ayant déjoué tous les projets de l'ennemi, nous allons nous rapprocher de la Vistule et rentrer dans nos cantonnements. Qui osera troubler notre repos s'en repentira; car, au delà de la Vistule comme au delà du Danube, au milieu des frimas de l'hiver comme au commencement de l'automne, nous serons toujours les soldats français, les soldats français de la grande armée! »

Rentrée en quartiers d'hiver, notre armée, à la fin de février 1807, occupait les positions que voici : le corps de Bernadotte couvrait Braunsberg, Frauenbourg, Elbing, la côte de la Baltique jusqu'à l'embouchure de la Passarge, et Preussisch-Holland, où le prince tenait son quartier général; le corps de Soult, à la droite du précédent, tenait les cantonnements de Liebstadt, Mohrungen et Liebemuhl; le corps de Ney était à Guttstadt et à Heilsberg; celui de Davoust, chargé d'éclairer les sources de l'All et de l'Omulew, s'échelonnait vers Allenstein, Wartenbourg, Passenheim, Ortelsbourg; les troupes de Lannes, que remplaçait momentanément Savary, gardaient les bords de l'Omulew et de la Narew jusqu'à la ville d'Ostrolenka; on avait distribué entre divers corps les régiments d'Augereau, malade comme Lannes des suites

de ses blessures; une armée d'observation, composée de troupes polonaises, stationnait à Niedenbourg, sous les ordres du général Zayonscheck; une division bavaroise, commandée par le prince royal, occupait Pultusk et Varsovie; la garde impériale habitait Osterode, où l'Empereur tint son quartier général environ six semaines, se plaignant dans toutes ses lettres de l'inconstance bizarre de la saison, et félicitant l'Impératrice, qui avait quitté Mayence le 26 février, d'être retournée à Paris. Napoléon lui conseillait de reprendre les habitudes d'autrefois, de tenir des cercles chaque semaine, de fréquenter le spectacle, *mais en grande loge*, et surtout de ne jamais avoir le moindre doute sur l'amour qu'il lui porte [1]. Cet amour, néanmoins, reçut en Pologne un échec : la femme objet des préférences du souverain lui montra jusqu'à sa mort le plus tendre attachement.

Le 17 mars, Napoléon apprend qu'une armée russe de vingt-cinq mille hommes, détachée de la Moldavie, et conduite par le général Essen, dont nous avons signalé la conduite brillante dans les plaines d'Austerlitz, arrive le long de la Narew et marche sur Ostrolenka; il donne aussitôt des ordres en conséquence et se prépare à marcher lui-même s'il y a lieu; mais déjà Savary s'était mis en mesure de les arrêter. Le 16, dès le matin, la division Gazan vole au secours de notre avant-garde menacée depuis la veille, attaque une colonne russe et la met en déroute; mais au même moment une autre colonne ennemie s'approchait d'Ostrolenka, que défendaient les brigades Campana et Ruffin. Celles-ci plièrent sous la brusque impétuosité des Russes; on se battit au milieu des rues, et la victoire fut indécise jusqu'à ce que

[1] Lettres du mois de mars.

Oudinot et Savary, étant arrivés avec des troupes fraîches protégées d'une artillerie formidable, eurent reconquis la ville. Dès lors Oudinot fit plusieurs charges de cavalerie couronnées d'un plein succès. Les ténèbres de la nuit profitèrent aux Russes, qui purent se rallier et opérer lentement leur retraite, après avoir laissé treize cents morts et douze cents blessés sur le champ de bataille. Notre perte, quoique moindre, fut considérable; le bulletin officiel parle de six cents blessés et d'une centaine de tués, parmi lesquels le brave général Campana; mais il faudrait doubler ce chiffre. Le général Sowarow, fils du célèbre maréchal de ce nom, et plusieurs autres officiers distingués payèrent de leur vie le désastre d'Ostrolenka.

Depuis le 10 mars, la température tournant à la gelée rendait les manœuvres plus faciles : le 17, un froid de dix degrés survint; nos troupes espéraient en profiter pour suivre les Russes, mais Napoléon modéra leur fougue et les fit rentrer dans leurs quartiers d'hiver. Revenu dans sa baraque d'Osterode, d'où il avait dû s'absenter pendant quarante-huit heures, ce fut de là que le 20 mars il transmit au sénat le message suivant :

« SÉNATEURS,

» Nous avons ordonné qu'un projet de sénatus-consulte, ayant pour objet d'appeler dès ce moment la conscription de 1808, vous soit présenté. Le rapport que nous a fait notre ministre de la guerre vous donnera à connaître les avantages de toute espèce qui résulteront de cette mesure. Tout s'arme autour de nous. L'Angleterre vient d'ordonner une levée extraordinaire de deux cent mille hommes; d'autres puissances ont recours également à des recrutements considérables. Quelque

formidables, quelque nombreuses que soient nos armées, les dispositions contenues dans ce projet de sénatus-consulte nous paraissent sinon nécessaires, du moins utiles et convenables. Il faut qu'à la vue de cette triple barrière de camps qui environnera notre territoire, comme à l'aspect du triple rang de places fortes qui garantissent nos plus importantes frontières, nos ennemis ne conçoivent l'espérance d'aucun succès, se découragent, et soient ramenés enfin, par l'impuissance de nous nuire, à la justice, à la raison. L'empressement avec lequel nos peuples ont exécuté les sénatus-consultes du 24 septembre 1805 et du 4 décembre 1806 a vivement excité en nous le sentiment de la reconnaissance. Tout Français se montrera également digne d'un si beau nom. Nous avons appelé à commander et à diriger cette intéressante jeunesse des sénateurs qui se sont distingués dans la carrière des armes, et nous désirons que vous reconnaissiez dans cette démarche la confiance sans bornes que nous mettons en vous. Ces sénateurs enseigneront aux jeunes conscrits que la discipline et la patience à supporter les fatigues et les travaux de la guerre sont les premiers garants de la victoire. Ils leur apprendront à tout sacrifier pour la gloire du trône et le bonheur de la patrie, eux, membres d'un corps qui en est le plus ferme appui.

» Nous avons été victorieux de tous nos ennemis. En six mois nous avons passé le Main, la Saale, l'Elbe, l'Oder, la Vistule; nous avons conquis les places les plus formidables de l'Europe, Magdebourg, Hameln, Spandau, Stettin, Custrin, Glogau, Breslau, Schweidnitz, Brieg; nos soldats ont triomphé dans un grand nombre de combats et dans plusieurs grandes batailles rangées; ils ont pris plus de huit cents pièces de canon sur le

champ de bataille; ils ont dirigé vers la France quatre mille pièces de siége, quatre cents drapeaux prussiens ou russes et plus de deux cent mille prisonniers de guerre; les sables de la Prusse, les solitudes de la Pologne, les pluies de l'automne, les frimas de l'hiver, rien n'a ralenti leur ardent désir de parvenir à la paix par la victoire, et de se voir ramener sur le territoire de la patrie par des triomphes. Cependant nos armées d'Italie, de Dalmatie, de Naples, nos camps de Boulogne, de Bretagne, de Normandie, du Rhin, sont restés intacts.

» Si nous demandons aujourd'hui à nos peuples de nouveaux sacrifices pour ranger autour de nous de nouveaux moyens de puissance, nous n'hésitons pas à le dire, ce n'est point pour en abuser en prolongeant la guerre. Notre politique est fixe; nous avons offert la paix à l'Angleterre avant qu'elle eût fait éclater la quatrième coalition; cette même paix, nous la lui offrons encore. Le principal ministre qu'elle a employé dans ses négociations a déclaré authentiquement dans ces assemblées publiques que cette paix pouvait être honorable et avantageuse; il a ainsi mis en évidence la justice de notre cause. Nous sommes prêt à conclure avec la Russie aux mêmes conditions que son négociateur avait signées, et que les intrigues et l'influence de l'Angleterre l'ont contrainte à repousser. Nous sommes prêt à rendre à ces huit millions d'habitants conquis par nos armes la tranquillité et au roi de Prusse sa capitale. Mais si tant de preuves de modération si souvent renouvelées ne peuvent rien contre les illusions que la passion suggère à l'Angleterre; si cette puissance ne peut trouver la paix que dans notre abaissement, il ne nous reste plus qu'à gémir sur les malheurs de la guerre, et

à rejeter l'opprobre et le blâme sur cette nation qui alimente son monopole avec le sang du continent. Nous trouverons dans notre énergie, dans le courage, le dévouement et la puissance de nos peuples, des moyens assurés pour rendre vaines les coalitions qui ont cimenté l'injustice et la haine, et pour les faire tourner à la confusion de leurs auteurs. Français! nous bravons tous les périls pour la gloire et pour le repos de nos enfants.»

Aux motifs de guerre et d'une levée extraordinaire allégués par l'Empereur, on voit qu'il ne se dissimule pas combien cette mesure peut indisposer la nation contre lui; il redoute déjà l'expression de lassitude qui plus tard viendra paralyser son génie; et quoique aimant les combats comme on aime tout ce qu'on fait bien, il se montre franchement disposé à recevoir une paix compatible avec la dignité nationale. Mais pour rechercher la paix, Prussiens et Russes n'avaient point encore essuyé d'assez grands désastres; ceux-ci s'enorgueillissaient de luttes successives où leurs masses furent écrasées plutôt que vaincues; ceux-là, surpris, coupés par des combinaisons stratégiques sans exemple, demeuraient confiants dans leur courage. L'Angleterre, attisant d'ailleurs le feu des haines, promettait un nouveau matériel, fournissait de nouveaux soldats, et tirait de son sein quelques chefs expérimentés qui formaient un conseil près des souverains coalisés.

Depuis les premiers jours de mars, la ligne de nos cantonnements joignait l'embouchure de la Passarge aux murs d'Ostrolenka; Napoléon faisait fortifier, par des ouvrages de campagne palissadés et fraisés, les ponts de Spanden et d'Elditten et les hauteurs de Guttstadt; il reconstruisait tous les ponts de la Vistule, armait les têtes de pont de Praga, Siérock, Moldin et Thorn,

en élevait deux autres à Marienwerder, à Marienbourg, et tirait ses vivres du delta de Nogarth, pays d'une grande fertilité. Ces cantonnements furent assez paisibles. Des affaires d'avant-postes avaient lieu néanmoins. Dans l'une d'elles, le prince Camille Borghèse, mari de Pauline Bonaparte, colonel du 1er régiment de carabiniers, culbuta devant Willenbourg un corps de cavalerie russe.

Lefebvre-Desnouettes, dont la brigade de cavalerie était renforcée de quelques bataillons d'infanterie, poursuivait alors le prince d'Anhalt-Pleiss, le battant à Frankestein, Wartha et Glatz; Vandamme, maître de Schweidnitz après neuf jours de tranchée ouverte, assiégeait Kosel et Neiss; Zayonscheick, à la tête d'une division polonaise, pressait les places de Grandentz et de Neidenbourg; Teulié, ayant sous ses ordres une division italienne, investissait Colberg; Mortier, devant Stralsund, où commandait le baron Essen, dressait des batteries de siége; le maréchal Lefebvre bloquait Dantzig. Ce maréchal avait sous ses ordres les divisions Teulié, Zayonscheick, Dombrowsky, les contingents des duchés de Bade et de Saxe commandés par Gardanne, et quelques troupes françaises confiées au brave général Schramm; Chasseloup-Laubat dirigeait le génie; Lariboissière l'artillerie; Drouet remplissait les fonctions de chef d'état-major général. D'autres officiers de distinction, Savary, le colonel Brayer, le colonel Tholozé, l'adjudant commandant Aymé, qui devinrent généraux divisionnaires, prirent également part à ce siége mémorable. Le maréchal Kalkreuth, suivi d'un corps considérable d'infanterie russe et de Cosaques, était arrivé le 18 mars de Kœnigsberg à Dantzig par l'île de Nehrung : c'était un adversaire digne de Lefebvre, qui sembla sommeiller

tant qu'il ne l'eut pas devant lui. « Lefebvre, dit Napoléon, ne m'écrivait d'abord que des bêtises; mais lorsque les Russes furent arrivés il se trouva dans son élément; ses rapports devinrent ceux d'un homme qui voit bien [1]. » Jusqu'au 1er avril, les travaux devant Dantzig furent bornés à des travaux d'investissement; l'ennemi, qui n'avait pas moins de vingt mille hommes, tenta plusieurs sorties repoussées avec perte, quoique l'armée assiégeante ne fût que de neuf mille; mais à la fin de mars le général de division Michaud amena des renforts; les villes de Glogau et de Stettin fournirent l'artillerie nécessaire, et la tranchée s'ouvrit dans la nuit du 1er au 2 avril.

Pour être plus à portée des opérations du siége et surveiller les mouvements de la Poméranie, Napoléon allait bientôt quitter Osterode, dont le séjour maussade l'ennuyait fort; mais il refoulait sa mélancolie au dedans de lui-même, car il lui fallait de la résignation et du courage pour l'exemple. Nous lisons dans une de ses lettres à l'Impératrice : « Je désire autant que toi vivre tranquille; je sais faire autre chose que la guerre, mais le devoir passe avant tout. Tranquillité, intérêt, bonheur, toute ma vie j'ai tout sacrifié à ma destinée.... » Ne voulant point admettre que sa femme pût avoir du chagrin quand prospéraient les affaires de l'Empire, ni qu'elle fût malade quand toutes les douceurs de la vie l'entouraient, ni qu'elle rêvât des excursions lointaines quand la prospérité commerciale de Paris réclamait sa présence, l'Empereur lui disait : « Tu ne dois pas penser à voyager cet été; cela n'est pas possible; tu ne dois pas courir les auberges et les camps [2]. » Et il la priait

[1] *Montholon*, t. Ier, p. 452.
[2] Lettre en date du 27 mars.

de demeurer à Paris tout le mois d'avril, d'aller à Saint-Cloud le 1er mai, et de ne faire que de petits séjours à la Malmaison.

La présence de l'Impératrice dans la capitale fut l'occasion de fêtes splendides données ou reçues par elle. On cita principalement le bal du 11 mars, qui eut lieu dans la salle de spectacle des Tuileries; une fête au palais du Luxembourg, dont le prince archichancelier fit les frais, et la fête anniversaire de l'Impératrice, célébrée le 29 du même mois au château de la Malmaison, fête dans laquelle on représenta deux pièces de circonstance, l'une du poëte Longchamp, l'autre de Chazet. Le général Junot, la princesse Pauline et la princesse Caroline (madame Murat) jouèrent dans ces deux ouvrages. Quelques jours auparavant (le 14 mars) naissait à Munich la princesse Joséphine-Maximilienne-Auguste, fille aînée du prince Eugène, aujourd'hui reine de Suède. « J'ai nommé Joséphine la petite princesse, écrivait Napoléon du quartier général d'Osterode; Eugène doit être bien content. » A la même époque, la reine Julie (madame Joseph Bonaparte) occupait le palais du Luxembourg, dont elle avait dû céder momentanément les salons au prince archichancelier pour la fête qu'il y donna.

En arrivant, le 2 avril, au château de Finkenstein, l'Empereur s'empressa d'écrire à Joséphine : « Je viens de porter mon quartier général dans un très-beau château, dans le genre de celui de Bessières, où j'ai beaucoup de cheminées, ce qui m'est fort agréable; me levant souvent la nuit, j'aime à voir le feu. Ma santé est parfaite; le temps est beau, mais encore froid. »

Le long séjour que fit l'Empereur au quartier général de Finkenstein fut marqué par divers incidents : il y reçut des mains du chevalier Amédée Jaubert le portrait

du sultan Sélim III, qui, dérogeant aux défenses expresses de la loi musulmane, et admirateur enthousiaste de Napoléon, lui avait demandé son portrait pour en décorer le sérail, et lui adressait en retour le sien, exécuté par un artiste français. Jaubert arrivait de la Perse, dont le schah, nommé Feth-Aly, aussi peu scrupuleux que Sélim, ou dominé par un sentiment vainqueur des préjugés, l'avait également chargé d'offrir son portrait à Napoléon. Grâce au ton persuasif du chevalier Jaubert, au langage énergique de Sébastiani, les sympathies des deux plus grandes puissances de l'Orient nous étaient acquises; Téhéran, Constantinople armaient en notre faveur; le Bosphore se fermait aux flottes de nos ennemis. Mirza-Rizza, ambassadeur persan, arrivé vers la fin d'avril au quartier général de Finkenstein, pria *le lion d'accepter l'offrande de la fourmi*, et fit étaler avec complaisance sous les yeux de l'Empereur les dons de son maître, qu'en adroit courtisan il dit être les siens propres; ceux de l'illustre schah, dont il voulait relever ainsi la somptuosité, ne devant, ajoutait-il, arriver que plus tard. Mirza était un personnage distingué qui plut à l'Empereur; tous les jours ils se promenaient ensemble dans les jardins du château. Maret lui fit signer un traité d'alliance offensive et défensive; le 8 mai, il reprit le chemin de la Perse, emportant pour son maître le portrait de Napoléon enrichi de diamants, et pour lui-même cet honorable témoignage du 73e bulletin : *C'est un homme d'esprit et de beaucoup de sagacité.* L'ambassadeur turc, Seïb-Wahid-Emin-Effendi, d'un caractère méticuleux, d'une humeur obstinée, ne voulut rien conclure avant de nouvelles instructions qui n'arrivèrent point, le sultan Sélim ayant été déposé par l'effet des intrigues de l'Angleterre. Dans l'audience de congé

que lui donna l'Empereur quelques jours avant la paix de Tilsitt, il lui dit : « La France ne saurait s'engager à ne conclure aucun traité avec la Russie sans la participation de la Porte Ottomane; elle ne peut se lier les mains. Si vous ne me laissez point la faculté de défendre vos intérêts, vous avez tort; l'empereur Alexandre me propose la paix, je la ferai avec lui et sans vous. »

La température favorable, qui se maintint tout le mois d'avril, permit d'activer les travaux du siége de Dantzig; ces travaux furent immenses, et de la difficulté la plus grande, à cause de l'inondation qui s'étendait aux deux tiers de l'enceinte, des marais qui couvraient l'autre tiers, des forts dont les collines voisines étaient dominées, et de la libre navigation de la Vistule, qui facilitait l'arrivée des secours. L'attaque principale fut dirigée contre le fort du Hagelsberg : les généraux Schramm et Puthod, le prince Radziwill, le chef de bataillon du génie Rogniat, qui devint général de division, les généraux Gardanne et Dufour, le chef de bataillon du génie Sabathier, le colonel saxon Vogel, le général polonais Sokolniski se distinguèrent d'une manière éclatante dans les premières attaques, où Français, Saxons, Polonais rivalisèrent d'intrépidité. On vit le maréchal Lefebvre se mettre lui-même à la tête des bataillons de garde qui repoussaient les sorties, et marcher comme un simple grenadier. Le colonel du génie Lacoste, aide de camp de l'Empereur, les généraux d'artillerie Danthouard et Lamartinière secondaient avec beaucoup d'intelligence Chasseloup et Lariboissière pour la formation des parallèles, la construction des batteries et des blockhaus. Malgré les fréquentes sorties et le feu de la place, auquel nous ne répondions pas; malgré des pluies qui interrompirent les travaux, le 24 nous commençâmes le

bombardement. Les Prussiens ripostèrent d'abord d'une manière très-vive, mais bientôt nos batteries eurent imposé silence à celles de la place. Des batteries nouvelles furent encore ajoutées aux premières; le 26 avril, cent bouches à feu foudroyaient Dantzig. Rien n'annonçait toutefois que la place dût se rendre de sitôt; sommé d'ouvrir ses portes, Kalkreuth répondait avec dignité, et ne réclamait qu'une suspension d'armes pour enterrer les morts. L'Empereur recevait chaque jour au quartier général de Finkenstein le bulletin des opérations, et s'impatientait d'autant plus de ne point encore occuper Dantzig, que le temps devenait beau, et que d'un moment à l'autre les Russes reprendraient l'offensive; il n'ignorait pas que lord Morpeth, interprète du cabinet britannique, avait fait adopter aux monarques du Nord un plan d'après lequel une armée de soixante mille hommes viendrait de la Poméranie mettre la nôtre entre deux feux, et, s'appuyant sur Dantzig, faciliterait le débarquement des Anglais.

Dès la mi-avril, le maréchal Brune recevait l'ordre d'établir depuis Magdebourg jusqu'à la mer Baltique une ligne défensive à laquelle concoururent les divisions Boudet, Molitor, une division hollandaise, et une division espagnole sous les ordres de la Romana. Cette armée dut présenter un effectif de quatre-vingt mille hommes, et se lier, par une chaîne de postes militaires, aux différents corps de la grande armée. Pendant ce temps-là, on démolissait les fortifications de Breslau et celles de toutes les places de la Silésie dont nous étions maîtres; Vandamme reprenait avec vigueur le siége de Neiss; le prince Jérôme, arrivé le 20 avril au quartier général de Vandamme, à Ottmachau, sur la Neiss, sommait itérativement la place de se rendre; mais, voyant l'insuccès

de ses propositions, il appelait des renforts, complétait le blocus, activait le bombardement, et chargeait Vandamme de la suite des opérations. Le baron de Kleist, nommé par le roi de Prusse gouverneur de la Silésie, ayant rassemblé une petite armée qui courait la campagne avec l'intention d'opérer le déblocus de Neiss, Jérôme sut l'arrêter, lui tua du monde, et, secondé par Lefebvre-Desnouettes, l'empêcha de rentrer dans Gratz, d'où il était sorti.

En Poméranie, une manœuvre habile du maréchal Mortier, qui abandonna l'investissement de Stralsund et marcha sur Anklam, ayant eu pour résultat de couper la colonne suédoise du général Cardell, le roi Gustave fit proposer par le baron Essen une trêve que Mortier s'empressa d'accepter. Conclue le 18 avril à Schlatkow, cette trêve nous rendait possesseurs des îles d'Usedom et de Wollin, fixait pour démarcation aux deux armées la ligne de la Peene et de la Trebel, nous garantissait l'abstention absolue de toute espèce de secours en faveur des villes de Colberg et de Dantzig, et promettait qu'aucun débarquement n'aurait lieu au port de Stralsund ou dans l'île de Rugen. La Suède faisait ainsi un premier pas vers la paix; son roi, d'une extrême susceptibilité, en voulait à l'Angleterre de ne point tenir la promesse qu'elle lui avait faite du titre de généralissime des forces britanniques; et, pour rompre, il prenait prétexte du retard apporté dans l'envoi des subsides. Napoléon fut très-joyeux de la résolution du roi Gustave, et n'en pressa le siége de Dantzig qu'avec plus de vigueur. L'artillerie ne pouvant presque rien contre les retranchements extérieurs, qui étaient en terre, il fut convenu que désormais le génie, au moyen de la sape, opérerait un cheminement et des tranchées sur le Stolzenberg et

le Hagelsberg, et qu'on occuperait ensuite l'île d'Holm, dont les redoutes furent emportées dans la journée du 6 mai. Le 7, notre artillerie tira deux mille six cent quatre-vingt-dix coups, à la suite desquels plusieurs incendies se manifestèrent, et Lefebvre, profitant de la terreur des habitants et de la cessation du feu de l'ennemi, ordonna de couronner le saillant d'un chemin couvert dirigé vers le Hagelsberg, opération de la plus haute importance, dirigée par le colonel Lacoste, que secondèrent les chefs de bataillon du génie Rogniat et Bertrand. Ces travaux, qui caractérisent la seconde phase du siége, furent continués le 8, et l'on atteignit le saillant du bastion d'attaque; mais l'apparition soudaine de plusieurs voiles ennemies dans le Frische-Hoff donna lieu de craindre l'arrivée d'une armée de secours. Oudinot, dont la division occupait Marienbourg, reçut aussitôt de Lefebvre l'invitation pressante d'envoyer une brigade dans l'île de Nogarth; Schramm se tint sur le qui-vive dans l'île de Nehrung, et le bombardement et les travaux de tranchée contre les blockhaus furent poussés avec plus de vigueur que jamais. L'ardeur des assiégés, l'énorme quantité de bombes ou d'obus qu'ils lancèrent sur nos travailleurs, la manière vigoureuse dont les réduits des places d'armes étaient défendus dissuadèrent Lefebvre de tenter l'assaut qu'il projetait. Dans les journées du 10 et du 11 mai, rien ne put empêcher Kaminski de débarquer au camp de Newfahrwasser vingt mille hommes amenés par soixante-six bâtiments de transport qu'escortaient plusieurs vaisseaux de guerre.

Napoléon, qui se doutait de cette tentative, avait annoncé du secours au maréchal et donné l'ordre à Lannes de marcher avec la réserve, dont faisait partie la divi-

sion d'Oudinot, sur le Nogarth, pour être en mesure d'aider Lefebvre, s'il le fallait. Ce dernier, dans la matinée du 12, ne voyant rien arriver, prit son parti, et, passant devant les troupes, il ne leur dissimula ni le danger ni la nécessité de vaincre : « Camarades, dit-il, tant que nous vivrons, nous n'abandonnerons rien à l'ennemi ; chacun doit défendre son poste jusqu'à la mort. » Puis il exécuta toutes les dispositions qu'inspire dans une tête froide le génie de la guerre. Heureusement les Russes manquèrent de résolution, et le soir, Lannes arrivant avec la réserve, le sort de Dantzig fut décidé. Lefebvre, suivi de son état-major, courut au-devant de Lannes ; leur entrevue fraternelle électrisa les troupes.



CHAPITRE CENT CINQUIÈME.

LA HAYE. — NAPLES. — DANTZIG. — PARIS.

Louis Bonaparte, roi de Hollande, rentre dans ses États; sagesse de son administration et indépendance de son caractère; désastre de Leyde; effets du blocus continental sur la Hollande. — Voyage du roi à l'embouchure de la Meuse et au Texel. — Mort du prince royal de Hollande; désespoir de la reine Hortense. — Voyage de la princesse Caroline à la Haye et de l'impératrice Joséphine à Laeken. — Hortense vient à la Malmaison et part ensuite pour les eaux des Pyrénées. — Le roi Louis fait le même voyage. — Situation financière du royaume de Naples; emprunt contracté en Hollande par le roi Joseph. — Le souverain pontife ne veut point considérer Joseph comme roi légitime. — Menées et manifeste du prince de la Paix. — Événements du siége de Dantzig. — Capitulation du maréchal Kalkreuth. — Napoléon nomme Lefebvre duc de Dantzig. — Situation de Paris; le deuil de la cour et l'éloignement de l'Empereur influent sur l'état général des esprits. — Exil de madame de Staël.

> Avec Napoléon, il fallait éviter tout abordage ou baisser pavillon. Il était en politique ce que Rousseau est en logique. Accordez-lui un principe, il faut le suivre jusqu'au bout.
>
> L'abbé de PRADT, *Les Quatre Concordats*, t. II, p. 308.

Par le fait de leur annexion à la famille des souverains, Louis et Joseph Bonaparte subissaient la politique qu'imposait à l'Europe le canon d'Iéna, ainsi que les conséquences du blocus continental. Après s'être rendu maître de la Westphalie et avoir disséminé ses troupes en divers lieux, sous les ordres des généraux Daëndels et Dumonceau, et sous le commandement supérieur du maréchal Mortier, Louis Bonaparte, au lieu de faire campagne en Hanovre, comme l'eût désiré l'Empereur, quitta Cassel avec le général Dupont-Chaumont, ancien ministre de France près de la république batave, et rentra dans ses États.

Ce monarque venait de restituer au trésor les fonds

avancés pour l'entretien de l'armée active, et reprenait le système économique d'administration que lui imposait la dette publique, lorsque le fameux décret du 21 novembre concernant le blocus continental lui causa des perplexités nouvelles. Il dut céder et répondre loyalement aux vues de l'Empereur; mais comme le pays se plaignait d'entraves qui causaient sa ruine; comme la contrebande s'exerçait sur une large échelle, et qu'au lieu de séquestrer les rentes dues au prince d'Orange, ainsi que les fonds des Anglais, Louis les faisait déposer à la caisse des consignations, et promettait d'en payer la rente, Napoléon fut mécontent et comprit dès lors que Louis s'isolerait de la grande politique, pour adopter une politique conforme aux intérêts particuliers du peuple qu'il gouvernait. Dans cette voie d'égoïsme national, Louis montra les intentions les plus droites et les plus pures : le 4 décembre il convoqua, en une espèce de chambre haute, tous les conseillers d'État extraordinaires et ordinaires, et leur demanda quelles modifications devrait subir la perception de l'impôt direct pour le rendre moins onéreux. La question des maîtrises et des corporations fut traitée ensuite par cette chambre réunie à une assemblée de députés des villes principales de la Hollande.

Dans un long discours prononcé le 1er décembre, à l'ouverture de la session du Corps législatif, le roi ne dissimula point que le blocus général anéantissait les dernières ressources du commerce; mais il annonçait la paix comme certaine et déroulait un programme de travaux utiles : rédaction d'un code criminel uniforme, d'un code civil, d'un code judiciaire; projets de loi sur l'administration générale des départements et des villes; système général des digues et de desséchement des

bas-fonds ; nouvelles lois sur les finances ; création d'un ordre de l'*Union* et d'un ordre du *Mérite*. « Il est essentiel, disait en terminant Louis Bonaparte, que tout esprit de parti, tout esprit de province et de ville cesse, que l'esprit public renaisse, qu'on soit fier d'être Hollandais, qu'on se confie entièrement à nous pour le salut public. Que ce bon peuple soit convaincu qu'aussi longtemps que nous serons au poste où la divine Providence nous a placé, ni une santé pénible, ni aucune autre considération ne nous empêcheront de veiller constamment à ses intérêts et à son salut. » Le roi tint sa promesse : inspiré par le génie du bien, il allégea le poids des charges publiques, releva le crédit, et lorsqu'à Leyde, le 12 janvier 1807, l'explosion fatale d'un bateau chargé de poudre eut renversé trois cents maisons, il trouva dans son cœur autant que dans la bienfaisance du peuple hollandais des secours inespérés, et ne quitta le lieu du sinistre qu'après avoir assuré tous les moyens de sauvetage. Une tempête affreuse, qui bouleversa presque tout le royaume, ouvrit un champ nouveau à sa sollicitude; mais il n'en poursuivit pas moins les réformes financières qu'exigeait la prudence et dont il développa l'esprit dans un message d'une lucidité remarquable, en date du 31 mars. La base en était un emprunt de 40 millions remboursables sur les impôts de la ville d'Amsterdam et l'extension de la caisse d'amortissement. Le 16 avril, quand le Corps législatif, à la clôture de sa session, vint aux pieds du trône déposer l'hommage respectueux de sa gratitude, le roi prononça les paroles suivantes :

« MESSIEURS LES DÉPUTÉS,

» En retournant dans vos foyers, répandez partout

l'espérance et le courage. Dites à vos concitoyens : Nos charges sont fortes ; elles ont presque doublé depuis que la stagnation du commerce et la perte de nos colonies ont si fort diminué les ressources particulières ; mais vingt mille Hollandais sont dans les rangs de la grande armée ; mais le plus grand des monarques a promis, a assuré une bienveillance constante au peuple le plus ancien et le plus fidèle allié de la France. Dites-leur encore : *Nous souffrons,* mais le roi le sait, et le but constant de ses peines, de ses actions, est de pouvoir un jour proportionner les charges aux facultés. Dites-leur enfin : La guerre, les révolutions, les pertes publiques et particulières n'ont pu nous faire manquer à nos engagements sous le règne actuel ; et jamais nous n'aurons à redouter des innovations qui, quoique utiles dans d'autres pays, seraient fatales au nôtre. Le roi en a répété l'assurance solennelle à la nation, et ses secrètes pensées, sa ferme résolution à cet égard, sont inébranlables. »

Profitant des loisirs que lui laissait la fin de la session législative, le roi fit un voyage à l'embouchure de la Meuse ; il visita l'île de Voorne, la Brielle, Alckmaer, le Nord-Holland, le Helder, Enchuysen, Edam, Medemblick, Haarlem et le Texel. Lorsqu'il était dans la rade du Texel, plusieurs bâtiments suédois s'y présentèrent : un des grands officiers de la couronne lui fit remarquer malignement cette infraction aux lois de la guerre, ainsi qu'au décret sur le blocus continental, qui défendait toute espèce de communication avec les alliés du cabinet britannique : « Je n'aperçois que des bâtiments de commerce, » répliqua le roi en tournant le dos. Ce fait et d'autres faits semblables expliquent le reproche public adressé par Talleyrand à une députation hollandaise qui venait complimenter l'Empereur sur ses victoires :

«Votre roi veut donc absolument favoriser les Anglais?» Talleyrand était l'écho du maître, lequel aimait mieux formuler ses reproches en secret que de prendre une nation pour confidente.

Le palais de la Haye, longtemps veuf de sa souveraine, retrouvait depuis un mois l'animation dont il était privé, lorsqu'un grand deuil y jeta la consternation et le désespoir. Le prince royal Charles-Napoléon, convalescent d'une rougeole, à propos de laquelle l'Empereur écrivait : *Je conçois toute la peine que cette maladie a dû faire à sa mère*[1], fut atteint du croup et succomba dans la nuit du 4 au 5 mai entre les bras de ses parents. C'était un enfant d'une douceur et d'une intelligence extraordinaires[2]. L'Empereur, profondément affligé, ne le dissimula point, mais il eut de la fermeté pour tout le monde. Ses lettres à l'Impératrice, à la reine Hortense ne témoignent pas moins de sensibilité que de raison. «Je voudrais être près de toi, pour que tu fusses modérée et sage dans ta douleur, disait-il à l'Impératrice. Tu as eu le bonheur de ne jamais perdre d'enfant; mais c'est une des conditions et des peines attachées à notre misère humaine...» Il écrivait à Hortense : «Ma fille, tout ce qui me revient de la Haye m'apprend que vous n'êtes pas raisonnable : quelque légitime que soit votre douleur, elle doit avoir des bornes; n'altérez point votre santé; prenez des distractions, et sachez que la vie est semée de tant d'écueils, et peut-être la source de tant de maux, que la mort n'est pas le plus grand de tous[3].» La princesse Caroline Bonaparte partit immédiatement de Paris pour la Hollande, afin de consoler

[1] Lettre à Joséphine, du 12 mai 1807.

[2] *Documents historiques sur la Hollande*, t. II, p. 102.

[3] Lettres datées de Finkenstein les 14 et 20 mai.

Hortense, qu'elle trouva dans le château de Forbourg près de la Haye. Quelques jours après, Joséphine se rendit au château de Laeken, où la reine Hortense devait la rejoindre. Il résulte des lettres intimes écrites par Joséphine, Caroline et Napoléon, que la reine Hortense était tombée dans une sorte de stupeur, et que l'Impératrice ne pouvait maîtriser son affliction personnelle. Immobile sur une chaise longue, entourée de ses suivantes, droites et non moins immobiles qu'elle, la reine se faisait lire des pages qu'elle écoutait sans les comprendre. Lui adressait-on la parole, elle demeurait quinze ou vingt minutes sans répondre. « J'étouffe; j'ai un poids là, à l'estomac; je ne sens plus rien; je ne puïs parler de Napoléon, de mon fils, ni verser une larme. Je l'ai vu mort, ne respirant plus. Je n'ai pas eu le courage de l'embrasser. Pourquoi le ciel me punit-il aussi cruellement, moi qui n'ai jamais fait le moindre mal à personne? » Telles étaient les paroles habituelles de cette malheureuse mère. Napoléon disait à sa femme : « Hortense n'est pas raisonnable et ne mérite pas qu'on l'aime, puisqu'elle n'aimait que ses enfants. Tâche de la calmer. A tout mal sans remède il faut trouver des consolations... Il faut qu'Hortense ait plus de courage et qu'elle prenne sur elle. Je ne conçois pas pourquoi on veut qu'elle aille aux eaux; elle serait bien plus dissipée à Paris, et trouverait plus de consolations. Prends sur toi, sois gaie; je souffre bien de toutes tes peines; je suis contrarié de ne pas être près de toi [1]. »

Rendue au château de Laeken vers le 15 mai, Hortense accompagna Joséphine à la Malmaison, d'où Corvisart l'envoya dans les Pyrénées. Le roi Louis fit le même voyage, espérant ranimer, par deux mois de séjour aux

[1] Lettres datées des 24 et 26 mai.

eaux, une santé que le climat de la Hollande altérait visiblement.

A Naples, Joseph Bonaparte continuait de soutenir avec succès la guerre dans la Calabre, où Reynier, avec une poignée de monde, prenait des villes, écrasait des bandes insurgées, et rejetait sur leurs vaisseaux les troupes anglo-siciliennes qui débarquaient; mais la situation financière du royaume, devenue plus critique que jamais depuis le blocus continental, exigeait un prompt remède. Il y avait dans l'exercice courant 400,000 ducats de déficit; la probité, le talent de Rœderer, ministre des finances, n'y pouvaient subvenir, et Joseph s'était vainement adressé à l'Empereur. Le départ de Masséna, dont le nom inspirait de la terreur aux ennemis, de la confiance aux troupes, celui de Gouvion Saint-Cyr et de plusieurs autres généraux français, laissait Jourdan, qui ne jouissait pas d'un grand prestige, seul à la tête des forces napolitaines; il devenait, pour cela même, indispensable de régulariser les services et de ne point surcharger le peuple d'impôts. Ici, comme en Hollande, un emprunt semblait le seul remède efficace : Stanislas de Girardin, écuyer du roi, fut chargé de le négocier où il voudrait et tel qu'il l'entendrait. Il eut aussi une autre mission à remplir, beaucoup plus facile en apparence, beaucoup plus difficile en réalité, celle de voir Sa Sainteté, et d'obtenir d'elle la promesse d'un concordat; mais le pape lui répondit ne pouvoir reconnaître d'autre souverain légitime de Naples que Ferdinand VII. « Je sais, ajouta le pieux vieillard, que le roi Joseph et son frère Napoléon peuvent me faire mettre entre quatre murailles; je m'y rendrai dans mes habits pontificaux; quant à fléchir devant ma conscience, jamais! » Ce résultat n'était pas d'une nature encourageante pour la seconde

négociation ; mais Girardin allait en Hollande, où le roi Louis devait compatir à des embarras dont il sentait le fardeau pour l'avoir subi lui-même. Malheureusement, il arriva la veille des scènes douloureuses qui signalèrent la mort du prince royal ; de plus, l'emprunt du roi, l'emprunt d'Espagne et celui de Saxe rendaient la place fort difficile : l'idée d'obliger personnellement Louis Bonaparte triompha néanmoins de tous les obstacles, et la maison Hope d'Amsterdam fit les fonds. Le 11 mai, la conversation suivante eut lieu entre le roi et Girardin : « *Le roi.* J'ai donné hier mon autorisation à l'emprunt d'Espagne, pour que celui de Naples puisse se faire plus promptement. Comment Joseph est-il avec l'Empereur? — *Girardin.* Fort bien. — *Le roi.* Comment fait-il? — *Girardin.* Il fait ce qu'il veut. — *Le roi.* Cela lui est plus facile qu'à moi. La Hollande a des intérêts séparés de la France, et je dois les faire prévaloir. Il faut que je sois Hollandais, que je conserve les formes constitutionnelles du pays. La soumission aux lois est la seule chose qui des rois distingue les tyrans. Avez-vous vu Lucien à Rome? Comment se porte-t-il? — *Girardin.* Très-bien, sire. — *Le roi.* Il a des tableaux ; il veut les vendre. Je voudrais les acheter pour lui faire plaisir ; mais, dans ma pénurie, on me blâmerait d'une semblable dépense, et l'on aurait raison. — *Girardin.* On a fait et l'on fait encore des tentatives pour réconcilier Lucien avec l'Empereur : cela est désirable pour toute votre famille. — *Le roi.* Sans doute on ne réussira pas. La famille a de puissants ennemis auprès de l'Empereur. Ils ne peuvent me souffrir parce que je n'ai souffert ici aucune saleté dans aucun genre ; j'ai nui par là à leurs honteuses spéculations. Aussi disent-ils que je suis Anglais, Hollandais, et pas du tout Français. Je n'ai pas

encore reçu une lettre de l'Empereur qui ne contînt des reproches; il blâme tout ce que je fais et tout ce que je ne fais pas..... A mon arrivée, je fus très-mal accueilli; je fus considéré comme un ennemi du pays, car tout ce qu'il craint, c'est sa réunion avec la France, et l'on voyait en moi le passage de la royauté à l'empire ainsi que Schimmel-Peninck avait été celui de la république à la monarchie; la ville de Rotterdam refusa même de me remettre ses clefs. Lorsque l'on vit que j'étais réellement devenu Hollandais, l'opinion revint; je reçus des adresses de toutes les communes; l'emprunt que je viens de faire est la preuve de la confiance dont je jouis... J'ai cru que l'Empereur voulait que je fusse roi de Hollande; je vois que je me suis trompé. Il prétend que mes ministres s'adressent aux siens pour en recevoir des ordres, et que ce pays demeure dépendant de la France : ce ne sont point là mes conventions. Je suis froid, décidé dans mes résolutions; pour rien au monde je ne violerai mes serments; il me reste peu de santé, mais je conserverai toujours assez de force pour ne pas manquer à ma conscience [1]..... » Et pendant cette conversation le roi, qu'engourdissait une immobilité prolongée, ne discontinuait pas de se frictionner bras et jambes.

La réponse de Sa Sainteté à l'envoyé du roi Joseph sollicitant un concordat, nous initie au revirement qui s'opérait dans la politique romaine : les cardinaux Casoni, Gabrielli, Doria, Pacca faisaient de l'opposition; des notes diplomatiques, quelquefois désobligeantes, sortaient de la chancellerie pontificale. Napoléon y répondait par d'autres notes; et, faute de vouloir se bien comprendre, faute de vouloir marcher unis, les questions s'envenimaient entre deux gouvernements

[1] *Mémoires de Stanislas Girardin*, t. Ier, p. 437 et suiv.

dont les chefs avaient l'un pour l'autre une mutuelle estime.

Au delà des Pyrénées, Godoï, prince de la Paix, se conduisait aussi à sa manière : ne pouvant se rendre fort, il employait l'astuce; il pactisait avec l'Angleterre et recevait ses marchandises; il ordonnait une levée d'hommes considérable, armait les villes, retenait en rade, sous divers prétextes, les navires de guerre, et, lançant un manifeste irréfléchi, préparait la chute d'un trône dont la garde lui était confiée.

Napoléon, il le prouvera bientôt, ne s'aveuglait ni sur les intentions ni sur les semblants d'amitié de Madrid et de Rome; pas plus qu'il ne croyait à la possibilité de forcer les Hollandais, véritables charretiers du commerce européen, de souscrire aux exigences du blocus continental. Napoléon connaissait trop bien les hommes pour ne point admettre que l'intérêt fût le mobile de leurs actes; et quand, naguère, refusant le serment de fidélité de l'archevêque de Turin, il lui disait : *Je veux vous épargner un parjure,* il exprimait le degré de confiance que lui inspirait tout homme placé entre le sentiment de ses intérêts et celui de ses devoirs. Avant que la Prusse, par de sourdes manœuvres, fût devenue hostile à Napoléon; avant que le prince de la Paix lui eût prouvé son manque de lumières et de foi, Napoléon ne songeait pas plus à s'emparer de Madrid qu'à conquérir Berlin. Patient, parce qu'il se voyait fort, parce qu'il sentait que la vengeance ne pouvait lui échapper, il attendait l'heure opportune, et jamais l'heure ne manquait de sonner.

Cette heure suprême, dont le premier tintement avait retenti pour la Prusse dans les plaines d'Iéna, se faisait entendre de nouveau pour elle sous les murs de Dantzig. L'arrivée de Kaminski et la présence de Lannes y met-

taient aux prises des forces considérables ; les opérations du siége devenaient décisives. Le 13 maï, nos deux maréchaux pensaient être attaqués ; mais Kaminski, déconcerté par la perte de l'île d'Holm, se tenait retranché dans le camp de Newfahrwasser et montrait beaucoup d'irrésolution dans ses manœuvres. Il ne déboucha de Newfahrwasser que le 15, et fut contraint d'y rentrer le soir, après avoir laissé sur le champ de bataille deux mille cinq cents soldats tués, blessés ou prisonniers. La colonne prussienne qui le même jour descendit à l'extrémité orientale de l'île de Nehrung, ne fut pas plus heureuse que la division russe : culbutée, poursuivie l'espace de onze lieues, elle perdit onze cents hommes et quatre pièces de canon. Le feu de la place, depuis le 13, persistait d'une manière très-vive, sans ralentir toutefois nos travaux de mine et de sape, dirigés principalement contre le Hagelsberg. Kalkreuth, prévoyant un prochain assaut, exécuta, dans la soirée du 20, une sortie vigoureuse qui eut pour effet la ruine d'ouvrages importants ; mais le lendemain, Mortier, devenu libre par suite de l'armistice avec le roi de Suède, arriva devant Dantzig avec une portion de son armée. La descente du fossé et l'assaut furent aussitôt décidés pour le 22. Avant de donner le signal d'une entreprise qui allait coûter la vie à quantité de braves, Lefebvre fit à Kalkreuth des propositions définitives. Le colonel Lacoste, chargé de traiter avec cet inflexible et digne vieillard, voulait qu'avant toutes choses il promît la reddition du fort de Weichselmund et du camp retranché de Newfahrwasser ; que la garnison abandonnât ses armes et ses chevaux, et que, jusqu'à parfait échange, elle demeurât prisonnière. Kalkreuth objecta qu'ayant depuis longtemps perdu toute communication avec Weichselmund et le camp retran-

ché, il ne pouvait s'engager à les rendre; qu'au surplus, vainqueur lui-même des Français à Mayence, en 1793, il s'était conduit envers eux avec modération, et qu'il ne consentirait à aucunes conventions plus humiliantes que celles que lui-même avait imposées dans des circonstances plus heureuses. Lefebvre fut d'avis de ne pas réduire au désespoir une armée de trente mille hommes, et de respecter les lauriers du gouverneur de Dantzig. Il en écrivit dans ce sens à l'Empereur, qui le laissa libre de dicter les conditions qui lui paraîtraient convenables.

Le 24 mai, la capitulation fut conclue entre le général Drouet, d'une part, et le maréchal Kalkreuth, assisté des généraux. Rouquette, Collamberger, prince Scherbatow, d'autre part; deux jours après, Weichselmund ouvrit ses portes à nos troupes; Kaminski, suivi des bataillons qui lui restaient, s'embarqua pour Pillau. Napoléon, par un ordre du jour, félicita l'armée de siége, et fit distribuer une gratification à chaque soldat. Le 27, la garnison sortit de la place avec armes et bagages, tambour battant, drapeaux déployés, suivie de deux pièces d'artillerie légère attelées. On lui désigna des lieux d'étapes, et elle jura de ne point servir contre l'armée française avant le délai d'un an. Quand ces troupes eurent défilé devant les maréchaux vainqueurs, Lannes, Mortier et Oudinot se retirèrent pour laisser à Lefebvre seul l'honneur d'une entrée triomphale dans la ville, dont Rapp fut nommé gouverneur par Napoléon.

L'Empereur, qui ne prodiguait point les titres, voulant consacrer par une récompense nationale la belle conduite du maréchal Lefebvre, lui conféra des lettres patentes portant la qualification de duc de Dantzig; elles furent adressées au sénat conservateur, chargé de les

enregistrer. Le message impérial disait : « C'est à nous de songer à assurer l'état et la fortune des familles qui se dévouent entièrement à notre service et qui sacrifient constamment leurs intérêts aux nôtres.... Sans doute la conscience d'avoir fait son devoir et les biens attachés à notre estime suffisent pour retenir un bon Français dans la ligne de l'honneur ; mais l'ordre de notre société est ainsi constitué, qu'à des distinctions apparentes, à une grande fortune, sont attachés une considération et un éclat dont nous voulons que soient environnés ceux de nos sujets grands par leurs talents, par leurs services et par leur caractère, ce premier don de l'honneur.... Que le titre de *duc de Dantzig*, porté par les descendants de notre cousin le maréchal Lefebvre, leur retrace ses vertus, et qu'eux-mêmes s'en reconnaissent indignes, s'ils préfèrent jamais un lâche repos et l'oisiveté de la grande ville aux périls et à la noble poussière des camps ; si jamais leurs premiers sentiments cessaient d'être pour la patrie et pour nous ! Qu'aucun d'eux ne termine sa carrière sans avoir versé son sang pour la gloire et l'honneur de notre belle France ; que, dans les noms qu'ils portent, ils ne voient jamais *un privilége*, mais des devoirs envers nos peuples et envers nous.... »

Ces devoirs, en les prescrivant aux autres, Napoléon s'en imposait l'obligation à lui-même, soit comme souverain, soit comme chef de famille. On aime à voir un génie aussi supérieur, un esprit si préoccupé des affaires de l'Europe, descendre avec tant d'abandon dans l'intimité de la vie domestique : « Ma fille, écrivait-il le 2 juin à la reine Hortense, dans votre juste et grande douleur, vous ne m'avez pas écrit un mot ; vous avez tout oublié, comme si vous n'aviez pas encore des pertes à faire. On dit que vous n'aimez plus rien, que vous êtes

indifférente à tout : je m'en aperçois à votre silence. Cela n'est pas bien, Hortense ! ce n'est pas ce que vous me promettiez. Votre fils était tout pour vous. Votre mère et moi ne sommes donc rien? Si j'avais été à la Malmaison, j'aurais partagé votre peine; mais j'aurais aussi voulu que vous vous rendissiez à vos meilleurs amis. Adieu, ma fille; soyez gaie; il faut se résigner. Portez-vous bien, pour remplir tous vos devoirs. Ma femme est toute triste de votre état; ne lui faites plus de chagrin. Votre affectionné père, Napoléon. » D'Orléans, Hortense écrivit cependant à son beau-père, qui lui répondit aussitôt : « Vos peines me touchent; mais je voudrais vous savoir plus de courage. Vivre, c'est souffrir; et l'honnête homme combat toujours pour rester maître de lui. Je n'aime pas à vous voir injuste envers le petit Napoléon-Louis [1] et envers tous vos amis. Votre mère et moi avions l'espoir d'être plus que nous ne sommes dans votre affection. Je me porte bien, et vous aime beaucoup. Adieu, ma fille; je vous embrasse de cœur. »

Le malheur de famille qui frappait les Bonaparte devint l'occasion d'études nouvelles sur une branche des sciences médicales. L'Empereur, qu'un instinct pratique conduisait toujours, voyant l'art si peu avancé dans le diagnostic et le traitement du croup, proposa un grand prix pour l'ouvrage le mieux fait sur cette matière. On élucida la question; mais ici, comme en tant d'autres circonstances, la médecine fut réduite à reconnaître l'inefficacité de ses moyens.

Paris était triste : le deuil de la cour, l'absence prolongée de l'Empereur, l'inquiétude d'une foule de familles, qui voyaient leurs fils journellement exposés aux

[1] Ce jeune prince, né en 1804, mourut le 17 mars 1831.

balles des Russes, la crainte légitime qu'inspirait une prolongation indéfinie d'hostilités, toutes ces causes, réunies à d'autres secondaires, paralysaient le mouvement commercial et rendaient languissante une société qui vit d'actualité bien plus que d'espérances. L'Impératrice fut longtemps sans recevoir; les cercles de la reine Julie, au Luxembourg, avaient cessé; madame Letizia ne quittait guère Saint-Pont, et presque tous les grands officiers de la couronne se tenaient à la campagne avec leur famille. En certains salons du faubourg Saint-Germain, on osait encore parler politique et nourrir des intrigues légitimistes : madame de Staël, imprudemment, était revenue s'y mêler. Un ordre d'exil, irrévocable cette fois, vint la frapper. « La persécution, dit-elle, me donne un certain air d'importance qui me fait plaisir, et m'impose un exil qui me met au désespoir. Ma vanité m'aide à soutenir mon courage, mais mon cœur est affligé. Je sens que je suis femme lorsqu'il faut m'éloigner de mes amis. J'avoue que Paris est le seul lieu où je puisse vivre tout entière. Ici je suis entendue; en province, ils sont obligés de se *cotiser* pour me comprendre. Si l'on m'y force, j'irai à Londres, et l'on s'apercevra que mon talent n'est pas seulement *ossianique*, comme on se plaît à le dire. Sous peu je dois faire paraître un ouvrage sur l'Italie.... Si j'avais voulu consentir à y faire l'éloge dont on m'avait donné l'ordre, je ne serais pas aujourd'hui en butte à la persécution..... » Nous ne serions point étonné que, dans l'exagération de son zèle, la police eût voulu mettre cette femme illustre en désaccord avec elle-même, mais rien ne prouve que l'Empereur y ait donné les mains. Personne plus que lui ne se montrait sensible à l'éloge spontané; personne ne prisait moins l'éloge officiel ou de commande.

CHAPITRE CENT SIXIÈME.

TROISIÈME CAMPAGNE DE POLOGNE.

FRIEDLAND ET TILSITT.

Bivouacs de l'armée française et de l'armée russe sur la Passarge; combat de Spanden et blessure de Bernadotte; combats de Lomitten, de Guttstadt et de Deppen. — Revue passée par l'Empereur; il déclare Murat le premier général de cavalerie du monde. — Marche rapide de Murat vers l'Alle et la Pregel. — Mouvement des deux armées. — Bataille d'Heilsberg; traits de bravoure de Murat et de Lasalle. — Préliminaires de Friedland. — Relation du bulletin officiel. — Résultats de la bataille. — Murat poursuit l'ennemi. — Entrée de Soult à Kœnigsberg. — Opérations de Masséna et de Jérôme Bonaparte. — Armistice conclu entre les Français et les Russes. — Arrivée de Napoléon à Tilsitt; sa proclamation. — Radeau sur le Niémen. — Conférences entre les deux empereurs et le roi de Prusse. — Séjour de Napoléon à Tilsitt; portraits d'Alexandre et de la reine de Prusse. — Traités de Tilsitt; leur caractère et leurs conséquences. — Articles secrets.

> La bataille de Friedland est digne d'être mise à côté de celles de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna.
>
> *Soixante-dix-neuvième bulletin de la grande armée.*
>
> « Je suis autant que vous l'ennemi de l'Angleterre. »
>
> *Paroles d'Alexandre à Napoléon, sur le radeau de Tilsitt.*

Le sentiment du besoin, chaîne mutuelle qui endort les inimitiés et rapproche souvent les hommes, faisait régner depuis deux mois entre les lignes d'avant-postes de l'armée française et de l'armée russe une trêve à laquelle chacun devait son bien-être. On se rapprochait pour se porter secours plutôt que pour se combattre, et l'on espérait que Dantzig servirait, dans sa chute, de piédestal à la paix. Mais, loin d'épouvanter la coalition, notre triomphe ne fit que l'animer; l'armée russe quitta presque aussitôt ses quartiers d'hiver; on courut aux armes, et le 4 juin, vers trois heures du matin, une attaque de plusieurs avant-postes eut lieu le long de la

Passarge. Le lendemain, la tête de pont de Spanden devint le théâtre d'un combat sérieux, où le maréchal prince de Ponte-Corvo, blessé au cou par une balle, paya bravement de sa personne malgré le sang qui l'inondait. A Lomitten, une brigade du maréchal Soult, commandée par le général Ferey, défendait avec non moins de bravoure la tête de pont qui lui était confiée. A Guttstadt, Wolfersdorf, Anet et Altkirken, le corps de Ney fut abordé avec fureur par Beningsen accompagné du grand-duc Constantin : ne pouvant résister seul à la garde impériale russe que suivaient trois divisions, Ney se concentra, comme le lui avait ordonné l'Empereur, vers Deppen sur la Passarge. De cette nouvelle position, il brava le choc de l'ennemi, il sut le déconcerter par ses manœuvres brillantes, l'étourdir par la vivacité de ses attaques. Cinq mille Russes tués ou blessés demeurèrent sur le champ de bataille; notre perte fut beaucoup moins considérable.

Napoléon venait de passer en revue, dans les vastes plaines d'Elbing, trente mille hommes de cavalerie que Murat tenait échelonnés le long de la Vistule; et, transporté d'aise, il avait dit : « Jamais si beau spectacle, jamais masse intelligente si bien dressée n'a frappé mes regards depuis que je commande des armées; décidément, mon beau-frère est le premier des généraux de cavalerie du monde. » Le 5, il apprend que l'ennemi opère une marche offensive, il appelle aussitôt Murat et l'envoie balayer les rives de l'Alle jusqu'au Niémen. L'intrépide Murat sabre des nuées de Cosaques, galope de Christbourg à Saalfeld suivi de deux divisions de grosse cavalerie, va de Saalfeld à Deppen, où il arrive le 8 au soir, traverse l'Alle à la nage, éclaire la marche de l'Empereur, et tâche de déborder la droite des

Russes en se portant, avec une incroyable rapidité, au confluent de l'Alle et de la Pregel.

Du 5 au 6 juin, l'Empereur passa la nuit à Saalfeld et du 7 au 8 à Deppen dans le bivouac du maréchal Ney, d'où partirent les ordres qu'exigeait le mouvement général de nos troupes. Soult, s'étant porté sur Wolfsdorf, rencontra la division de Kaminski revenant de Dantzig, lui fit perdre cinq cents hommes, et vint prendre position à Altkirken. Davoust, Lannes, Ney, Bessières avec la garde, suivaient en même temps la direction de Guttstadt, où se porta Napoléon. Vingt-cinq mille hommes ayant voulu lui fermer le passage, Murat, suivi des brigades Pajol, Bruyères et Durosnel, des carabiniers et des cuirassiers Nansouty, triompha de tous les obstacles et entra de vive force, à huit heures du soir, dans Guttstadt, où il fit un grand nombre de prisonniers.

Le 10 juin, l'armée russe, arrêtée devant Heilsberg dans une position avantageuse fortifiée longtemps d'avance, parut vouloir défier nos phalanges. Murat et Soult, arrivés les premiers, s'irritèrent de cette audace et, sans attendre les corps qui les suivaient, sans même s'attacher à ce que leurs propres régiments fussent tous en ligne de bataille, ils livrèrent le combat. Bagration fit bonne contenance; la cavalerie française, très-fatiguée, soutint d'abord mollement le choc de vingt-cinq escadrons lancés contre elle; mais bientôt elle reprit ses avantages, tailla en pièces plusieurs escadrons, et opéra des charges aussi brillantes que décisives, malgré le feu de soixante pièces de canon couvertes par des retranchements. Le général d'Espagne à la tête d'une division de cuirassiers, le général Victor de Latour-Maubourg avec sa division de dragons, les généraux Legrand et Verdier se distinguèrent particulièrement. A neuf

heures du soir, on se battait encore sur toute la ligne : la profonde obscurité de la nuit put seule faire cesser une bataille où nous n'obtînmes, malgré des efforts inouïs, que le stérile avantage de camper sur les retranchements abandonnés des Russes. Le général Roussel eut la tête emportée par un boulet; le général d'Espagne, le colonel Bordesoul furent blessés; Murat perdit deux chevaux tués sous lui. Dans le plus fort de la mêlée, entouré par douze dragons russes, il faillit être victime de sa témérité. Lasalle s'en aperçoit : ne consultant que son courage et son cœur, il s'élance, vole comme un trait, fond sur les ennemis, tue l'officier qui commande le détachement et met en fuite les onze dragons étonnés. L'heure d'après, Lasalle, non moins téméraire que Murat, oublie qu'il est officier général et se laisse emporter par son impétuosité naturelle. Enveloppé à son tour, la mort plane sur sa tête; Murat apparaît et le dégage.

Peu satisfait d'une action qui avait exposé trente mille Français aux efforts de quatre-vingt-dix mille Russes abrités par des redoutes, Napoléon gourmanda quelque peu Soult et Murat, quoiqu'il fût rempli d'admiration pour leurs manœuvres intelligentes et leur courage. Il bivouaqua sur cette plaine sanglante où gisaient confondus dix-huit mille hommes blessés, morts ou mourants, et prit ses dispositions de manière à recommencer le lendemain la lutte avec un succès décisif. Ayant reçu du maréchal Davoust l'assurance que toute l'armée ennemie se trouvait concentrée dans les environs d'Heilsberg, l'Empereur fit avancer le troisième corps par la rive gauche de l'Alle, pour le placer en ligne sur la gauche des autres corps, mouvement qui, portant Davoust au village de Grossendorf, lui

permettait d'intercepter les routes de Landsberg et d'Eylau et de menacer le flanc droit de l'armée russe. Quant au premier corps, il continuait de manœuvrer sur la basse Passarge.

On espérait voir Beningsen sortir de ses retranchements et présenter la bataille; mais, dans une position rendue formidable par quatre mois de travaux, il préférait attendre que nous prissions l'initiative. En conséquence, Napoléon, le 11 au soir, changea les dispositions prises le matin. L'ennemi en fut effrayé : au lieu de demeurer immobile derrière ses parapets, il décampa la nuit; et quand le lendemain, à la pointe du jour, nos colonnes s'ébranlèrent, elles furent très-étonnées de trouver les retranchements d'Heilsberg, élevés à si grands frais, dépourvus de défenseurs. Les magasins, dont nous nous emparâmes, étaient considérables. Vers cinq heures après midi, Napoléon portait son quartier général à Eylau, tandis que Latour-Maubourg, avec plusieurs divisions de cavalerie, balayait la rive droite de l'Alle dans la direction de Bartenstein, d'où l'ennemi se retira. « Ce n'étaient plus, disait Napoléon, ces champs couverts de glaces et de neige, c'était le plus beau pays de la nature, coupé de beaux bois, de beaux lacs et peuplé de jolis villages. »

Dans la journée du 13, Murat, suivi d'une partie de la cavalerie et du corps de Davoust, s'avança directement sur Kœnigsberg, Soult sur Kreutzbourg, à gauche d'Eylau, Lannes sur Domnau, Mortier et Ney sur Lampasch. Ayant appris que les Russes gagnaient Schippenbeil, l'Empereur fit marcher vers Friedland toutes ses forces disponibles, même le corps du prince de Ponte-Corvo, commandé momentanément par le général Victor. Cependant Murat, Davoust et Soult continuèrent leur

pointe vers Kœnigsberg, où l'ennemi se dirigeait lui-même.

Le 14, dès l'aurore, l'armée russe, qui s'était avancée par la rive droite de l'Alle, débouche au pont de Friedland et attaque l'avant-garde du maréchal Lannes. « C'est un jour de bonheur, s'écrie l'Empereur aux premiers coups de canon; c'est l'anniversaire de Marengo! »

Pendant quelques heures, le général en chef Beningsen fit les plus courageux efforts pour culbuter l'obstacle qui lui fermait la route de Kœnigsberg, mais la résistance que lui opposèrent Lannes et Mortier, soutenus par les divisions Grouchy et Nansouty, l'empêcha de dépasser le village de Pothnem.

« A cinq heures du soir, dit le bulletin officiel, les différents corps d'armée étaient à leur place : à la droite, le maréchal Ney; au centre, le maréchal Lannes; à la gauche, le maréchal Mortier; à la réserve, le général Victor et la garde. La cavalerie, sous les ordres de Grouchy, soutenait la gauche. La division de dragons du général Latour-Maubourg était en réserve derrière la droite; la division de dragons du général Lahoussaye et les cuirassiers saxons se tenaient en réserve derrière le centre. Cependant l'ennemi avait déployé toute son armée; il appuyait sa gauche à la ville de Friedland, et sa droite se prolongeait à une lieue et demie. L'Empereur, après avoir reconnu la position, décida d'enlever sur-le-champ la ville de Friedland, en faisant brusquement un changement de front, la droite en avant, et fit commencer l'attaque par l'extrémité de sa droite. A cinq heures et demie, le maréchal Ney se mit en mouvement; quelques salves d'une batterie de vingt pièces de canon furent le signal. Au même moment, la division du général Marchand avança, l'arme au bras, contre l'ennemi,

prenant sa direction sur le clocher de la ville. La division du général Bisson la soutenait sur la gauche. Du moment que l'ennemi s'aperçut que le maréchal Ney avait quitté le bois où sa droite était en position, il le fit déborder par des régiments de cavalerie précédés d'une nuée de Cosaques. La division de dragons du général Latour-Maubourg se forma sur-le-champ, au galop, sur la droite, et repoussa la charge ennemie. Cependant le général Victor fit placer une batterie de trente pièces de canon en avant de son centre; le général Senarmont, qui la commandait, se porta à plus de quatre cents pas en avant, et fit éprouver une horrible perte à l'ennemi. Les différentes démonstrations que les Russes voulurent faire pour opérer une diversion furent inutiles. Le maréchal Ney, avec sang-froid et avec cette intrépidité qui lui est particulière, était en avant de ses échelons, dirigeant lui-même les plus petits détails, et donnait l'exemple à un corps d'armée qui toujours s'est fait distinguer même parmi les corps de la grande armée. Plusieurs colonnes d'infanterie ennemie, qui attaquaient la droite du maréchal Ney, furent chargées à la baïonnett et précipitées dans l'Alle. Plusieurs milliers d'homm y trouvèrent la mort; quelques-uns échappèren la nage.

» La gauche du maréchal Ney arriva sur ces entref au ravin qui entoure la ville de Friedland. L'enn qui y avait embusqué la garde impériale russe à à cheval, déboucha avec intrépidité, et fit une sur la gauche du maréchal Ney, qui fut un ébranlée; mais la division Dupont, qui formait de la réserve, marcha sur la garde impériale buta et en fit un horrible carnage. L'ennemi ti réserves et de son centre d'autres corps pour

Friedland. Vains efforts! Friedland fut forcé et ses rues furent jonchées de morts. Le centre, commandé par le maréchal Lannes, se trouvait dans ce moment engagé. L'effort que l'ennemi avait fait sur l'extrémité de la droite de l'armée française ayant échoué, il voulut essayer un semblable effort sur le centre. Il y fut reçu comme on devait l'attendre des braves divisions Oudinot et Verdier, et du maréchal qui les commandait. Des charges d'infanterie et de cavalerie ne purent retarder la marche de nos colonnes. Les Russes, malgré toute leur bravoure, ne purent les entamer, et vinrent trouver la mort sur nos baïonnettes. Le maréchal Mortier, qui, pendant la journée, fit preuve de beaucoup de sang-froid et d'intrépidité en maintenant la gauche, marcha alors en avant, et fut soutenu par les fusiliers de la garde, que commandait le général Savary. Cavalerie, infanterie, artillerie, ajoute le bulletin, tout le monde s'est distingué. La garde impériale à pied et à cheval et deux divisions de la réserve du premier corps n'ont pas été engagées. La victoire n'a pas hésité un seul instant. Le champ de bataille est un des plus horribles qu'on puisse voir [1]... »

Dans cette grande lutte, où l'Empereur déploya son habileté stratégique ordinaire, où, parcourant au milieu de la mitraille le front des troupes, il ne semblait tenir nul compte du danger, maréchaux, officiers, soldats, jeunes ou vieux, chacun rivalisa de bravoure. Berthier, major général, allié depuis quelques mois au vice-roi d'Italie, par son mariage avec une princesse de Bavière, se montra digne des hautes faveurs dont Napoléon aimait à le combler; on eût cité Lannes et Mortier comme modèles, si Ney ne les avait surpassés; Dupont,

[1] Soixante-dix-neuvième bulletin de la grande armée, daté de Wehlau, le 17 juin.

qui remplaçait Bernadotte, ne lui fut point inférieur; Victor répondit à ce qu'on attendait de lui; Oudinot, Marchand, Grouchy, Nansouty, Latour-Maubourg, Dupas, Verdier, Savary, Drouet, parmi les généraux; Curial, Renaud, la Jonquières, la Mothe, parmi les colonels, figurèrent à l'ordre du jour de l'armée. Beaucoup d'entre eux étaient blessés. Les généraux Brun, Coehorn, Mouton, Lacoste l'étaient également. Nous n'eûmes heureusement à déplorer la mort que d'un petit nombre d'officiers supérieurs, parmi lesquels se trouva le colonel d'artillerie de Forno. Quinze mille cadavres ennemis couvraient le champ de bataille; soixante-dix pièces de canon, un grand nombre de caissons, plusieurs drapeaux, quelques milliers de prisonniers tombèrent entre nos mains. La cavalerie russe essuya principalement des pertes immenses; son état-major fut plus que décimé. Protégés par notre position, qui nous mettait à couvert, nos pertes furent moins considérables; cependant il y eut de notre côté cinq ou six mille hommes tués ou blessés.

La retraite de l'armée russe offrit sur tous les points l'aspect d'une déroute; nos colonnes ayant pressé l'ennemi jusqu'à onze heures du soir, il traversa tumultueusement l'Alle, où beaucoup de soldats périrent. Le lendemain, pendant qu'une partie de l'armée poursuivait les fuyards sur la rive droite de l'Alle, l'autre partie, continuant ses manœuvres sur la rive gauche, leur coupait l'issue de Kœnigsberg. Les têtes de colonnes des deux armées arrivèrent presque en même temps à Wehlau, ville située au confluent de l'Alle et de la Pregel; l'Empereur porta son quartier général au village de Peterswalde, d'où le lendemain 16, dès le matin, il fit jeter un pont sur la Pregel, l'ennemi ayant coupé

tous ceux qu'il avait traversés. Nous trouvâmes à Wehlau six mille quintaux de blé ; mais le génie de la destruction éclairait notre marche de ses lueurs sombres : on mettait le feu aux magasins, dût la contrée mourir de disette.

Le 13, Murat, suivi de cinquante mille hommes, dont vingt mille de cavalerie, qu'éclairait l'avant-garde du général Milhaud, arrivait de Kreutzbourg sous les murailles de Kœnigsberg, et forçait la division prussienne de Lestocq d'y chercher un abri, après avoir perdu quelques pièces de canon. Deux colonnes russes, séparées du reste de l'armée par suite du désastre de Friedland, et qui pensaient aussi trouver un refuge dans cette ville, furent moins heureuses que les troupes prussiennes ; Murat les ayant cernées, quatre mille hommes mirent bas les armes, et le soir il chargea Soult d'occuper les faubourgs qui couvrent la rive gauche de la Pregel, opération où le général Buget eut la main emportée. Soult demeura le 15 et le 16 devant Kœnigsberg ; mais la retraite des Russes obligeant les Prussiens d'évacuer cette ville, elle ouvrit ses portes au maréchal.

« Nous avons trouvé dans Kœnigsberg, dit le bulletin déjà cité, des richesses immenses, plusieurs centaines de milliers de quintaux de blé, plus de vingt mille blessés russes et prussiens, tout ce que l'Angleterre a envoyé de munitions de guerre à la Russie, entre autres cent soixante mille fusils encore embarqués. Ainsi la Providence a puni ceux qui, au lieu de négocier de bonne foi, pour arriver à l'œuvre salutaire de la paix, s'en sont fait un jeu, prenant pour faiblesse et pour impuissance la tranquillité du vainqueur. L'armée occupe ici le plus beau pays possible. Les bords de la Pregel sont riches. Dans peu, les magasins et les caves de

Dantzig et de Kœnigsberg vont nous apporter de nouveaux moyens d'abondance et de santé. »

Masséna, qui commandait trois divisions formant vers l'Omulew et la Narew l'extrême droite de notre armée, avait dû repousser, dès le 11 juin, une colonne russe importante, dont le but était de forcer le pont de Drewkenow; mais Claparède et Montbrun, commandant chacun une brigade de la division Suchet, culbutèrent cette colonne, et la poursuivirent au delà d'Ostrolenka. Depuis lors, aucune tentative sérieuse ne vint inquiéter Masséna.

En Silésie, nos succès continuaient : Vandamme avait emporté de vive force le camp retranché de Glatz, brillant fait d'armes chèrement acheté, mais à la suite duquel le comte de Gœtzen, gouverneur de la ville, se rendit au quartier général de Wartha, qu'occupait le prince Jérôme, et convint avec lui des termes d'une capitulation. Il fut arrêté que le 26 juin Glatz ouvrirait ses portes au neuvième corps, si du 24 au 25 cette ville ne recevait aucun secours. Une capitulation semblable, dont le terme était fixé au 16 juillet, régla la destinée de Kosel. Ainsi le roi de Prusse ne possédait plus en Silésie que le fort de Silberberg, et les places de Grandentz et Colberg, qui ne pouvaient tenir longtemps.

Quant à l'importante forteresse de Pillau, vis-à-vis l'île de Nehrung, deux brigades françaises, l'une détachée par le maréchal Soult, l'autre envoyée de Dantzig par le général Rapp, l'investissaient étroitement. Murat et Davoust ayant traversé la Pregel, balayèrent toute la plaine qui va de cette rivière au Niémen; Mortier, Lannes, Ney, Victor suivirent ce mouvement, et le 19, à deux heures de l'après-midi, Napoléon, avec son quartier général, entra dans Tilsitt, d'où quelques

jours auparavant s'étaient enfuis l'empereur de Russie et le roi de Prusse. L'armée russe, démoralisée, s'enfonçait vers la Samogitie; les troupes prussiennes désertaient; il ne restait plus à Frédéric-Guillaume que le pays situé entre Memel et le Niémen, large fleuve, mais barrière trop faible pour arrêter le vainqueur des coalitions, arrivant suivi de cent cinquante mille soldats éprouvés.

Alexandre eut peur; les séductions britanniques perdaient chaque jour de leur prestige; il sentait qu'une guerre où lui-même avait été l'agresseur ne pouvait prendre un caractère national; ses meilleurs soldats jonchaient les plaines d'Eylau, d'Heilsberg et de Friedland; avant six mois il ne saurait réunir des forces capables de balancer la fortune, et personnellement nul motif d'animosité n'existait chez lui contre Napoléon. Après avoir fièrement refusé la paix, il la demanda : le jour où Napoléon entra dans Tilsitt, Bagration et Beningsen sollicitèrent du prince Murat un armistice auquel Napoléon acquiesça volontiers. Les clauses en furent discutées le 20 par le lieutenant général prince Labanow et par Alexandre Berthier, qui, le 21, en arrêtèrent les articles. L'Empereur les approuva le soir même. Le lendemain la proclamation suivante paraissait à l'ordre de l'armée :

« Au camp de Tilsitt, le 22 juin 1807.

» SOLDATS !

» Le 5 juin nous avons été attaqués dans nos cantonnements par l'armée russe. L'ennemi s'est mépris sur les causes de notre inactivité. Il s'est aperçu trop tard que notre repos était celui du lion; il se repent de l'avoir oublié. Dans les journées de Guttstadt, de Heilsberg,

dans celle à jamais mémorable de Friedland, dans dix jours de campagne enfin, nous avons pris cent vingt pièces de canon, sept drapeaux; tué, blessé ou fait prisonniers soixante mille Russes; enlevé à l'armée ennemie tous ses magasins, ses hôpitaux, ses ambulances, la place de Kœnigsberg, les trois cents bâtiments qui étaient dans ce port, chargés de toute espèce de munitions, cent soixante mille fusils que l'Angleterre envoyait pour armer nos ennemis. Des bords de la Vistule, nous sommes arrivés sur ceux du Niémen avec la rapidité de l'aigle. Vous célébrâtes à Austerlitz l'anniversaire du couronnement; vous avez cette année célébré celui de la bataille de Marengo, qui mit fin à la guerre de la seconde coalition.

» Français! vous avez été dignes de vous et de moi. Vous rentrerez en France couverts de vos lauriers, après avoir obtenu une paix glorieuse qui porte avec elle la garantie de sa durée. Il est temps que notre patrie vive en repos, à l'abri de la maligne influence de l'Angleterre. Mes bienfaits vous prouveront ma reconnaissance et toute l'étendue de l'amour que je vous porte. »

Duroc, grand maréchal du palais, ayant été chargé d'aller au quartier général impérial d'Alexandre lui présenter le traité d'armistice signé par Napoléon, il l'échangea contre une copie ratifiée par le czar, et revint à Tilsitt. Il y fut suivi du prince Labanow, qui eut avec Napoléon une longue conférence sur les intérêts respectifs des deux empires. Dans la soirée du même jour, Duroc rejoignit l'empereur Alexandre. De part et d'autre on décida que, le 25, une entrevue des deux empereurs aurait lieu sur le Niémen. Lariboissière et Bertrand furent chargés de la construction d'un radeau au centre duquel s'élevait le pavillon destiné à recevoir

les monarques avec leur suite. Tous les corps des deux armées, en grande tenue, couvraient l'une et l'autre rive. Au jour dit, vers une heure de l'après-midi, Napoléon, accompagné de Murat, des maréchaux Berthier et Bessières, du général Duroc, du grand écuyer Caulincourt, gagna la rive gauche du fleuve, où le reçut une barque pavoisée qui le conduisit au radeau. Alexandre partit de l'autre rive avec le grand-duc Constantin, les généraux Beningsen, Labanow, Ouvarow et Liewen. Arrivé le premier, Napoléon traverse le pavillon et s'avance au-devant d'Alexandre, qu'il embrasse avec cordialité. Ce fut un beau moment; deux armées, deux peuples répondaient par leurs vivats à la réconciliation des deux plus puissants souverains de l'Europe. Après quelques mots échangés, ils passent sous le pavillon, où leur entretien se prolonge environ deux heures. Quand il est terminé, les personnes de la suite des deux monarques sont appelées près d'eux; Alexandre témoigne aux généraux français l'admiration qu'ils lui inspirent; Napoléon complimente le grand-duc Constantin sur sa valeur, le général Beningsen, sur l'organisation, la constance et la résignation courageuse de l'armée russe; puis, satisfaits l'un de l'autre, les deux empereurs retournent à leur quartier général. Alexandre avait une taille avantageuse, une tournure élégante; il parlait français sans accent, et s'exprimait avec autant de noblesse que de grâce. Son accueil était plus familier qu'imposant; ayant une oreille un peu dure, il inclinait légèrement la tête de ce côté et témoignait à Napoléon une déférence vraiment filiale.

Dans la soirée, la moitié de la ville de Tilsitt fut neutralisée, pour que les cours de Russie et de Prusse y prissent leur logement; le lendemain eut lieu sur

le Niémen une seconde entrevue, à laquelle Frédéric-Guillaume assista. Alexandre désirant ensuite se rendre à Tilsitt, Napoléon le reçut au bord du fleuve et l'accompagna jusqu'à sa demeure. Ils étaient à cheval; la garde impériale française stationnait le long des rues; les cris de *Vive Napoléon!* retentissaient mêlés aux cris de *Vive Alexandre!* Les deux empereurs, le grand-duc Constantin et le prince Murat dînèrent ensemble.

Le 27, Napoléon alla rendre visite au czar. Une revue générale de la garde impériale française eut lieu ensuite; des manœuvres furent exécutées, et Alexandre ainsi que Constantin prouvèrent, par leurs questions, qu'ils étaient initiés à tous les détails de notre tactique militaire. Frédéric-Guillaume ayant traversé le Niémen dans la journée du 28, vint occuper à Tilsitt la maison qui lui était destinée. Napoléon lui rendit presque aussitôt visite. Tous les jours ces trois monarques faisaient ensemble des promenades à cheval, passaient des revues, commandaient des évolutions militaires. La reine de Prusse n'arriva que dans les premiers jours de juillet. Quoiqu'elle ne fût point dans la fleur de la jeunesse, sa tenue imposante, son admirable profil et la distinction de ses manières en faisaient une femme remarquable. Napoléon fut vis-à-vis d'elle d'une prévenance, d'une recherche de galanterie qui devenaient une sorte d'excuse de l'avoir traitée si rudement dans les bulletins de la grande armée. Mais elle n'exerça nulle influence sur les projets arrêtés dès les premières entrevues. Alexandre et Frédéric-Guillaume dînaient habituellement avec Napoléon, chez lui : la reine les accompagna quelquefois. Si elle ne réussit point à modifier la lettre des traités, elle en hâta du moins la conclusion. Le traité avec la Russie fut signé le 7 juin, et le traité avec la Prusse, conséquence

forcée du premier, deux jours après. Voici les principaux articles stipulés entre Napoléon et Alexandre :

« Art. Ier. Il y aura, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié parfaite entre S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. l'empereur de toutes les Russies.

» Art. IV. S. M. l'empereur Napoléon, par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies, et voulant donner une preuve du désir sincère qu'il a d'unir les deux nations par les liens d'une confiance et d'une amitié inaltérable, consent à restituer à S. M. le roi de Prusse, allié de S. M. l'empereur de toutes les Russies, tous les pays, villes et territoires conquis et dénommés ci-après, savoir : la partie du duché de Magdebourg située à la droite de l'Elbe; la Marche-Pregnitz, l'Uker-Marck, la moyenne et la nouvelle Marche de Brandebourg, à l'exception de Kotbuser-Kreys ou Cercle de Cothus dans la basse Lusace, lequel devra appartenir à S. M. le roi de Saxe; le duché de Poméranie, la haute et la nouvelle Silésie avec le comté de Glatz, une partie du district de la Netze, la Pomérélie, l'île de Nogarth, les pays à la droite de Nogarth et au nord du cercle de Culm, l'Ermeland, et enfin le royaume de Prusse tel qu'il était au 1er janvier 1772, avec les places de Spandau, Stettin, Custrin, Glogau, Breslau, Schwadnitz, Neiss, Brieg, Kosel, Glatz, et en outre la ville et la citadelle de Grandentz.

» Art. V. Les provinces qui, au 1er janvier 1772, faisaient partie de l'ancien royaume de Pologne, et qui ont passé depuis, à diverses époques, sous la domination prussienne, seront, à l'exception des pays qui sont nommés ou désignés au précédent article, et de ceux qui sont spécifiés en l'article IX ci-après, possédés en toute propriété et souveraineté par S. M. le roi de Saxe, sous le

titre de duché de Varsovie, et régis par des constitutions qui, en assurant les libertés et les priviléges des peuples de ce duché, se concilient avec la tranquillité des États voisins.

» ART. VI. La ville de Dantzig, avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte, sera rétablie dans son indépendance, sous la protection de S. M. le roi de Prusse et de S. M. le roi de Saxe, et gouvernée par les lois qui la régissaient à l'époque où elle cessa de se gouverner elle-même.

» ART. VII. Pour les communications entre le royaume de Saxe et le duché de Varsovie, S. M. le roi de Saxe aura le libre usage d'une route militaire à travers les possessions de S. M. le roi de Prusse.

» ART. VIII. S. M. le roi de Prusse, S. M. le roi de Saxe, ni la ville de Dantzig ne pourront empêcher par aucune prohibition, ni entraver par l'établissement d'un péage, droit ou impôt de quelque nature qu'il puisse être, la navigation de la Vistule.

» ART. IX. Afin d'établir autant qu'il est possible des limites naturelles entre la Russie et le duché de Varsovie, le territoire circonscrit par la partie des frontières russes actuelles, qui s'étend depuis le Bug jusqu'à l'embouchure de la Lossosna, et par une ligne partant de ladite embouchure, et suivant le talweg de cette rivière, le talweg de la Bohr jusqu'à son embouchure, le talweg de la Narew depuis le point susdit jusqu'à Surasz, de la Lisa jusqu'à sa source, près le village de Mein, de l'affluent de la Nurzek prenant sa source près le même village, de la Nurzek jusqu'à son embouchure au-dessus de Nur, et enfin le talweg de Bug, en le remontant jusqu'aux frontières russes actuelles, sera réuni à perpétuité à l'empire de Russie.

» Art. XII. LL. AA. SS. les ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklenbourg-Schwerin seront remis chacun dans la pleine et paisible possession de ses États; mais les ports des duchés d'Oldenbourg et de Mecklenbourg continueront d'être occupés par des garnisons françaises jusqu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitif entre la France et l'Angleterre.

» Art. XIII. S. M. l'empereur Napoléon accepte la médiation de S. M. l'empereur de toutes les Russies, à l'effet de négocier et conclure un traité de paix définitif entre la France et l'Angleterre, dans la supposition que cette médiation sera aussi acceptée par l'Angleterre un mois après l'échange des ratifications du présent traité.

» Art. XIV. De son côté, S. M. l'empereur de toutes les Russies, voulant prouver combien il désire établir entre les deux empires les rapports les plus intimes et les plus durables, reconnaît S. M. le roi de Naples, Joseph Napoléon, et S. M. le roi de Hollande, Louis Napoléon.

» Art. XV. S. M. l'empereur de toutes les Russies reconnaît pareillement la confédération du Rhin, l'état actuel de chacun des souverains qui la composent, et les titres donnés à plusieurs d'entre eux soit par l'acte de confédération, soit par les traités d'accession subséquents...

» Art. XVI. S. M. l'empereur de toutes les Russies cède, en toute propriété et souveraineté, à S. M. le roi de Hollande la seigneurie de Sever dans l'Ost-Frise.

» Art. XVIII. S. M. l'empereur de toutes les Russies reconnaît aussi S. A. I. le prince Jérôme Napoléon comme roi de Westphalie.

» Art. XIX. Le royaume de Westphalie sera composé des provinces cédées par S. M. le roi de Prusse à la gauche de l'Elbe, et d'autres États actuellement possédés par l'empereur Napoléon.

» Art. XXII. Les troupes russes se retireront des provinces de Valachie et de Moldavie; mais lesdites provinces ne pourront être occupées par les troupes de Sa Majesté jusqu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitif entre la Russie et la Porte Ottomane.

» Art. XXIII. S. M. l'empereur de toutes les Russies accepte la médiation de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, à l'effet de conclure une paix avantageuse et honorable aux deux empires... »

Dans ce traité il ne fut pas question du blocus continental; la Russie y accédant sans doute par quelque stipulation tenue secrète entre les parties contractantes; mais l'article XXVII du traité conclu avec la Prusse disait :

« Jusqu'au jour de l'échange des ratifications du futur traité de paix définitif entre la France et l'Angleterre, tous les pays de la domination de S. M. le roi de Prusse seront, sans exception, fermés à la navigation et au commerce des Anglais. Aucune expédition ne pourra être faite des ports prussiens pour les îles Britanniques, ni aucun bâtiment venant de l'Angleterre ou de ses colonies être reçu dans lesdits ports. »

Le 12 juillet, en vertu de l'échange des ratifications du traité de paix conclu avec la Prusse, Alexandre Berthier, major général, et le maréchal comte de Kalkreuth, munis des pleins pouvoirs de leurs souverains respectifs, arrêtèrent qu'on placerait sans délai des poteaux aux armes de France, de Saxe et de Prusse, sur les limites du grand-duché de Varsovie, de la vieille Prusse et du territoire de Dantzig; que la ville de Tilsitt serait remise le 20 juillet, celle de Kœnigsberg le 25 du même mois; qu'avant le 1er août la Prusse rentrerait en possession du pays qui s'étend jusqu'à la Passarge; qu'au 20 août,

toute la vieille Prusse jusqu'à la Vistule serait évacuée, et au 5 septembre, le reste de la province jusqu'à l'Oder. Au 1er octobre, toute la Silésie, les places de Custrin, de Spandau, la Prusse entière jusqu'à l'Elbe devaient être évacuées; mais nous restions maîtres jusqu'au 1er novembre de la partie du pays de Magdebourg située sur la droite de l'Elbe, ainsi que des districts de Prentzlow et de Passewalk. Quant à Stettin, six mille hommes de troupes françaises l'occupaient pour un temps indéterminé. Il était entendu que toutes les dispositions précédentes demeureraient subordonnées au payement des contributions extraordinaires, dont l'intendant général Pierre Daru surveilla les recettes avec une probité sévère. C'est Daru qui, consulté par l'Empereur sur le traité qu'il venait de conclure, lui répondit : « Sire, je pense que Votre Majesté est maintenant maîtresse du monde, et que personne ne peut plus vous en disputer l'empire. — Comment, répliqua l'Empereur, vous aussi, monsieur Daru, vous êtes peuple? Je ne serai maître du monde qu'après avoir signé à Constantinople un traité pareil. » Ces paroles prouvent que Napoléon ne se dissimulait pas la prépondérance qu'il laissait au czar. Peut-être même, en lui faisant une part aussi belle, nourrissait-il la pensée de scinder l'Europe en deux empires, l'empire du Nord et l'empire du Midi.

L'œuvre diplomatique de Tilsitt, témoignage irrécusable de modération dans la victoire et de grandeur abnégative dans la force, ne fut cependant pas une œuvre de sagesse. Heureux d'avoir humilié la Prusse et vaincu le czar, Napoléon, de toutes ses conquêtes, ne réserva presque rien pour lui-même; il sembla ne songer qu'à sa famille, à ses alliés, aux compagnons de sa gloire, et il crut rendre la paix d'autant plus solide qu'il se

montrait plus généreux. Il enleva trop de territoires à la Prusse pour qu'elle ne conservât ni la pensée ni l'espoir de les reconquérir un jour sur les deux petits royaumes de Saxe et de Westphalie, qui devenaient ses voisins; il ne lui en ôtait point assez pour qu'elle cessât d'être une puissance, quand elle aurait payé ses dettes et reconstitué son matériel. Le royaume de Westphalie, sans homogénéité, sans nationalité distincte, créait des embarras de position, des rivalités jalouses entre les indigènes et les Français groupés autour du nouveau monarque, en même temps que son érection froissait Murat et rendait Caroline plus exigeante. Quant à la Russie, Napoléon ne s'était point trompé sur l'élévation de caractère d'Alexandre; il plaçait bien son amitié; mais il perdait de vue les instructions olographes laissées par Pierre le Grand, instructions que ses successeurs n'oseraient impunément transgresser; il considérait le souverain isolé de son sénat, de son aristocratie, tel qu'eût été Louis XIV, tandis que cette aristocratie, ce sénat constituaient la Russie elle-même, dont le czar, tout monarque absolu qu'il parût être, devenait l'instrument dès que les intérêts fondamentaux du pays se trouvaient en jeu. Qu'on ne nous parle donc plus de l'ingratitude, de la prétendue perfidie d'Alexandre : Alexandre était sincère; il admirait le génie de Napoléon; il savait apprécier l'avantage de son alliance, et la désirait alors sans arrière-pensée d'ambition personnelle; mais les difficultés incessantes soulevées par le blocus continental, les intrigues de l'Angleterre, la crainte légitime qu'inspiraient nos armes changèrent insensiblement la politique du czar. La restauration complète du trône antique des Jagellons pouvait seule imposer une barrière à la Russie, un contre-poids efficace à l'Autriche : ce n'était pas seule-

ment une délimitation géographique, c'était une question de race résolue, race tellement distincte de mœurs, de religion et de langage, qu'un siècle de vicissitudes n'a pu briser sa nationalité. Craignant les dispositions suspectes de l'Autriche, qui, la veille d'Eylau, faillit nous attaquer, Napoléon pensait que le rétablissement du royaume de Pologne demeurait une question de temps, dont la solution immédiate exigerait peut-être une lutte nouvelle, ou tout au moins sa présence prolongée sur les rives de la Vistule. Il prévoyait les reproches de Caroline, les emportements de son beau-frère; mais des paroles affectueuses et quelques promesses apaisèrent cet esprit fougueux prompt à s'insurger, plus prompt à rentrer dans le devoir.

L'Empereur habita Tilsitt jusqu'au milieu du mois de juillet. Ce fut une suite non interrompue de fêtes, de revues, de bals et de repas pendant lesquels régnait une franche cordialité. Les souverains échangèrent entre leurs favoris des décorations, des bagues et des tabatières; mais Napoléon se montra, comme d'habitude, très-réservé dans le choix de ceux à la poitrine desquels il attachait l'étoile de l'honneur. Alexandre ayant demandé cette décoration pour le général Beningsen, qui avait trempé dans le meurtre du czar Paul Ier : « Je la donnerai avec plaisir au soldat que vous me désignerez comme le plus brave de sa compagnie, répondit l'Empereur, mais je la refuse au général qui a porté sur son maître la main d'un assassin. » Napoléon ne cessa de montrer mille attentions délicates à la reine de Prusse, déjà souffrante de la maladie dont elle mourut. Le 22 juillet, il signait à Dresde le statut constitutionnel rédigé par la commission gouvernementale du grand-duché de Varsovie, et, malgré l'attitude hostile que pre-

nait la Suède, il regagnait la France, heureux d'avoir dans des articles secrets, stipulé de la manière suivant les destinées de l'Europe :

1. La Russie prendra possession de la Turquie euro péenne, et étendra ses conquêtes en Asie autant qu'ell le jugera convenable.

2. La dynastie des Bourbons d'Espagne et la maison de Bragance en Portugal cesseront de régner; un prince de la famille Bonaparte succédera à chacune de ces couronnes.

3. L'autorité temporelle du pape cessera : Rome e ses dépendances seront réunies au royaume d'Italie.

4. La Russie s'engage à aider la France de sa marine pour la conquête de Gibraltar.

5. Les Français prendront possession des villes situées en Afrique, telles que Tunis, Alger, etc. A la paix générale, toutes les conquêtes que les Français pourron avoir faites en Afrique seront données en indemnité aux rois de Sardaigne et de Sicile.

6. L'île de Malte sera possédée par les Français, et ne sera fait aucune paix avec l'Angleterre tant qu'el n'aura pas cédé cette île.

7. Les Français occuperont l'Égypte.

8. La navigation de la Méditerranée ne sera permise qu'aux vaisseaux français, russes, espagnols et italiens.

9. Le Danemark sera indemnisé par la possession des villes anséatiques....



CHAPITRE CENT SEPTIÈME.

PORTRAIT MILITAIRE DE L'EMPEREUR. — SON RETOUR A PARIS.

Détails sur l'extérieur, la physionomie et les habitudes de Napoléon. — Son travail et ses secrétaires. — Napoléon dans ses marches et ses bivouacs. — Napoléon la veille et le jour d'une bataille. — Colères publiques de Napoléon. — Son voyage depuis Dresde jusqu'à Paris ; son arrivée à Saint-Cloud ; réceptions solennelles des Tuileries. — Occupations diverses de l'Empereur. — Ouverture de la session du Corps législatif ; discours de Napoléon et réponse de Fontanes. — Mariage du roi Jérôme Bonaparte avec la princesse Catherine de Wurtemberg ; fêtes données à cette occasion. — La reine Hortense, princesse protectrice des maisons impériales de la Légion d'honneur. — Sollicitude de Napoléon envers les enfants de ses braves. — Suppression du tribunat. — Largesses impériales ; lettre de Napoléon au maréchal Berthier.

« Sire, vous avez tué sans retour l'esprit révolutionnaire. »

Comte Molé.

« Vous vous trompez, reprend Napoléon. Je ne suis que le signet qui marque la page où la révolution s'est arrêtée ; quand je serai mort, elle tournera le feuillet et reprendra sa marche !... »

Nous sommes arrivés à une époque où Napoléon, par son extérieur comme par ses habitudes, s'éloigne du type qui caractérise sa jeunesse ; l'usage immodéré des bains, car il en prenait presque chaque jour, la prédominance du foie et certaines dispositions le menaçaient d'obésité ; le torse prenait chez lui un peu plus de développement que la partie inférieure du corps ; ses larges épaules, sa poitrine bombée, l'attache régulière de ses muscles et le jeu facile des articulations dénotaient une conformation excellente et un bon tempérament. Il avait le front plus large et plus haut qu'après la campagne d'Égypte, le menton plus gracieux dans sa proéminence ; l'arc de sa bouche était parfaitement dessiné ;

son teint était d'une pâleur transparente, quoique animé ; l'ensemble de ses traits offrait beaucoup d'harmonie ; des cheveux châtains d'une finesse extrême, coupés court, laissaient le front triangulairement découvert ; sa tête et son buste ne le cédaient ni en noblesse ni en fermeté aux plus belles têtes antiques. Dans l'état ordinaire, ce visage plein d'expression restait calme, d'un sérieux plein de douceur ; une pensée agréable ou le désir de plaire l'illuminait du plus gracieux sourire ; mais il ne riait d'un rire expansif que par familiarité, et alors il le faisait bruyamment. Au reste, il avait pris sur lui-même un tel pouvoir, qu'il réglait l'explosion de ses sentiments les plus vifs ; lorsque, par des motifs calculés d'avance, il permettait à sa colère de le dominer passagèrement, on voyait aussitôt ses yeux grisâtres lancer des éclairs, ses lèvres s'amincir, les ailes du nez se dilater, et quelques rides perpendiculaires résulter de la contraction des sourcils. Un chapeau sans bordure ni galons, qu'ornait une petite cocarde tricolore soutenue par une ganse de soie noire, et la fameuse redingote gris-pâle couvrant l'uniforme préféré des chasseurs de la garde, avec gilet et pantalon blanc, ou culotte blanche, complétaient le portrait historique du héros.

L'activité de l'Empereur, la haute portée de son intelligence semblaient croître avec l'étendue de ses obligations ; tandis qu'autour de lui Fain, Meneval, d'Ideville, Jaubert succombaient sous la charge de leurs travaux, l'Empereur restait infatigable et constamment dispos, soit le jour, soit la nuit. Quand quelque affaire pressée ou quelque idée nouvelle le tirait du lit, il appelait le valet de service, se revêtait d'une robe de chambre blanche, couvrait sa tête d'un madras, puis s'attablait pendant deux ou trois heures consécutives, profitant de

cette insomnie pour avancer la besogne du lendemain. S'il avait jugé convenable de réveiller son secrétaire, il marchait les mains derrière le dos, dictait avec volubilité, et puisait, par intervalles, dans sa tabatière d'énormes prises de tabac, qu'il respirait plutôt qu'il ne les absorbait, car ses mouchoirs de batiste blanche n'en offraient aucune trace. Le travail achevé, l'Empereur oubliait rarement de demander au secrétaire si son estomac éprouvait quelque besoin ; souvent même, sans le consulter, il faisait apporter des glaces, des sorbets ou du café. Un officier de bouche couchait près de l'office pour servir les rafraîchissements, seuls *en cas* d'une monarchie populaire qui ne différait pas moins de l'ancienne monarchie par la sobriété que par le travail.

Pendant les campagnes d'Autriche, de Prusse et de Pologne, Meneval accompagna l'Empereur presque partout; il avait en qualité d'auxiliaires Lelorge-d'Ideville et Amédée Jaubert. Ce dernier, secrétaire-interprète du gouvernement pour les langues orientales, possédait toute la confiance de l'Empereur et le secret de sa politique à l'égard de la Perse et de la Turquie; il faisait pour le cabinet quantité de traductions, et devenait aussi fort souvent l'introducteur obligé des envoyés orientaux près de Napoléon. M. d'Ideville, qui avait habité pendant plusieurs années l'Allemagne, la Pologne, la Russie, la Suède et le Danemark, comme attaché aux légations françaises de ces divers pays, extrayait des dépêches de nos agents diplomatiques, des journaux quotidiens ou des publications les plus récentes, tous les renseignements utiles sur la composition, les ressources et les mouvements des armées ennemies, et il en formait des états de situation remplis d'intérêt, que Napoléon savait presque par cœur. M. d'Ideville le suivait dans ses

courses, interrogeant les prisonniers ou les gens du pays, tirant la vérité de rapports contradictoires, et devenant ainsi une statistique vivante.

Le premier de chaque mois, les ministres de la guerre et de la marine envoyaient à l'Empereur des *états de situation* de nos forces de terre et de mer; états circonstanciés minutieusement, dont lui-même avait donné le modèle, et qu'il laissait ouverts sur sa table jusqu'à ce que les *états* du mois suivant vinssent remplacer ceux-ci. « C'était toujours avec une singulière satisfaction, écrit Meneval, que l'Empereur recevait les états de situation. Il les parcourait avec délice, et disait qu'aucun ouvrage de science et de littérature ne lui faisait autant de plaisir. Son étonnante mémoire s'emparait de tous les détails, de sorte qu'il connaissait aussi bien, même mieux que les bureaux des ministères, le personnel et le matériel de chaque corps [1]. » Ces états ne renfermaient pas seulement le chiffre des hommes présents sous les drapeaux, ils présentaient aussi la composition, les lieux d'étapes et la destination des *régiments de marche*, dénomination imaginée par l'Empereur pour désigner les bandes de conscrits qui se rendaient des dépôts aux corps chargés de les recevoir. Arrivés sur les frontières, ces conscrits, mis provisoirement sous les ordres d'officiers qui allaient eux-mêmes combler des vides, étaient réunis en compagnies, bataillons, régiments, brigades, divisions, que conduisaient des généraux; et quand ils atteignaient le but de leur destination, ils entraient dans les régiments dont ils portaient le numéro.

A l'armée, l'existence de l'Empereur était simple et sans faste; jamais souverain ne se montra plus accessible; tout individu, quel que fût son grade, pouvait l'appro-

[1] *Napoléon et Marie-Louise*, t. Ier, p. 213.

cher, lui parler, et à l'instant il prononçait, après avoir attentivement écouté et questionné. Il motivait ses refus dans l'intention d'en adoucir l'amertume, et l'on n'insistait point, parce qu'on savait ses décisions irrévocables. Lorsqu'un soldat, sorti des rangs qui défilaient devant lui, venait d'un pas grave présenter les armes et remettre une pétition à l'Empereur, il la prenait, la lisait et y répondait le jour même; noble privilége mérité par des hommes prodigues de leur vie, et qui donnait aux braves le sentiment de leur force en même temps qu'il obligeait les chefs à être justes. Il dirigeait paternellement son entourage, éloignant tout ce qui avait quelque couleur d'intrigue, se rendant l'arbitre des moindres difficultés, et sachant d'un mot apaiser une querelle, calmer l'amour-propre offensé ou relever le courage abattu. Pendant ces longues et pénibles marches, que les soldats supportaient avec non moins de gaieté que de patience, il était d'une bonhomie vraiment touchante et savait excuser la plaisanterie. Ainsi en Pologne, un grenadier le voyant lutter péniblement au milieu de la boue, et chanceler sur un cheval qui semblait à tout instant près de renverser son cavalier, se mit à fredonner le refrain d'une chanson alors en vogue :

On ne saurait trop embellir
Le court espace de la vie.

L'Empereur ne put s'empêcher de rire, et les cris de *Vive l'Empereur!* l'accompagnèrent jusqu'à Nasielsk, où il coucha dans une cabane encore dégouttante du sang d'un cadavre qu'on y avait caché sous la paille.

Aux grandes haltes, quand le temps le permettait, Napoléon s'asseyait sous un arbre avec le prince de Neufchâtel, faisait étaler les provisions, et chacun, de-

puis le simple commis jusqu'au grand officier, prenait ce qui lui était nécessaire. Un demi-verre de vin de Bourgogne, une aile de volaille suffisaient à Napoléon; jamais il ne lui arrivait de transgresser les lois de l'hygiène, aussi son sommeil était calme comme celui d'un homme qu'aucune affaire ne tourmente; il le trouvait à volonté, et une heure lui suffisait pour réparer vingt-quatre heures de fatigue. Aux Tuileries, au palais de Saint-Cloud, son esprit ordinairement si prompt s'engourdissait parfois; mais à l'armée tous les moments du jour devenaient pour l'Empereur des moments de travail; cessait-il de consulter ses cartes géographiques, de méditer ses plans de bataille, et d'étudier les combinaisons nécessaires pour diriger, avec une précision mathématique, deux ou trois cent mille hommes, il s'occupait des soins administratifs de l'Empire sous tous les rapports possibles. Plusieurs fois par semaine, un auditeur au conseil d'État, chargé du portefeuille de chaque ministre, quittait Paris et se rendait au quartier général de l'Empereur, qui ne remettait jamais au lendemain l'examen, la signature et l'expédition des affaires.

La veille d'une bataille, ses instructions, ses conseils se multipliaient à l'infini; il prévoyait tout; chacun avait son poste assigné d'avance et son programme; les vivandières elles-mêmes recevaient de lui des ordres, et quelquefois il prenait soin de les haranguer pour stimuler leur zèle, qui du reste ne faillit jamais; on a peine à se figurer les services qu'ont rendus au milieu des balles ces utiles auxiliaires de l'armée.

Le jour de l'action l'Empereur montait à cheval avant que les mouvements commençassent, et parcourait le front des troupes, accompagné de Berthier, de Duroc,

de ses aides de camp et de plusieurs officiers d'ordonnance; il adressait la parole aux colonels, rappelait aux régiments leurs exploits, qu'il savait aussi bien qu'eux, et s'arrêtait ensuite sur le point le plus favorable à l'expédition des ordres, quel que fût d'ailleurs le danger qu'on y courût. L'action commencée, placé à quelque distance en avant des personnes de sa suite, il demeurait immobile, dirigeant sa lorgnette de divers côtés, regardant souvent sa montre et ne disant pas un mot. Parfois deux ou trois heures s'écoulaient ainsi; on eût dit qu'il assistait avec indifférence à un spectacle ordinaire, impatient de le voir se prolonger si longtemps : mais tout à coup, au bruit que faisait le canon dans une certaine direction, l'Empereur prenait une animation extraordinaire; l'état-major s'empressait autour de lui; il multipliait les ordres, et chacun s'élançait à franc étrier vers les différents points du champ de bataille. Cette scène formait le nœud de l'action; l'Empereur continuait de regarder sa montre; il écoutait le canon néanmoins plus encore qu'il ne consultait l'heure; puis, à certaines détonations qui lui annonçaient qu'une manœuvre décisive était opérée, pliant sa lorgnette et se tournant vers ses aides de camp : « Messieurs, disait-il, la bataille est gagnée. » Une seule fois dans sa vie, son oreille ou plutôt son intuition profonde l'a trompé, ce fut à Waterloo.

On a beaucoup parlé des colères publiques de Napoléon; mais ordinairement ces colères n'étaient que simulées : il calculait tous ses actes, quelque passionnés qu'ils semblassent en apparence. Quand un ministre ou un autre grand personnage avait commis une faute grave, l'Empereur, pour le frapper, choisissait son moment et généralisait le reproche, afin que chacun en prît sa part;

il punissait peu, et avait le rare mérite, au moins en apparence, d'oublier vite un tort. Certain jour qu'il avait adressé à l'un de ses grands officiers une mercuriale très-dure, celui-ci se crut obligé de demander une audience et d'offrir sa démission; l'Empereur s'y attendait: « Mon cher, dit-il en abordant le coupable, vous venez pour la conversation d'hier; elle vous a peiné et moi aussi; mais c'est un avertissement que j'ai voulu donner à beaucoup de monde; s'il produit quelque bien, ce sera notre consolation à tous deux; qu'il n'en soit plus question entre nous. »

La manière d'être de l'Empereur contribuait, autant que sa gloire, à lui gagner les cœurs. Dans le voyage rapide qu'il fit des rives de l'Elbe aux rives du Rhin, les populations allemandes ne témoignèrent pas moins d'enthousiasme que les populations françaises. Le 24 juillet, il entra triomphalement dans Francfort, au bruit du canon, au son de toutes les cloches. Un arc triomphal, décoré d'inscriptions et d'emblèmes, s'élevait sur la Zeill, promenade de la ville. Tous les magistrats allèrent au-devant de lui; la garde urbaine stationna sous les armes; une brillante illumination éclaira les rues. Le 27, vers six heures du matin, l'Empereur, accompagné du prince Murat, arrivait sans escorte au palais de Saint-Cloud. Il y était attendu; Nodet, courrier de cabinet, et le prince Borghèse, mari de Pauline Bonaparte, l'ayant précédé de quelques jours. Le canon des Invalides annonça son retour à la capitale. Le 28, dans la matinée, Napoléon tint conseil des ministres aux Tuileries. Il reçut après, en audience solennelle, le sénat, le tribunat, le Corps législatif, le conseil d'État, la cour de cassation, la cour impériale, le clergé de Paris, conduit par le vieux cardinal de Belloy, la cour de justice

criminelle, le corps municipal, ayant à sa tête Junot, gouverneur de Paris, et Frochot, préfet de la Seine, l'Institut, l'Université, les divers états-majors, etc. Toutes les formes d'éloges furent employées. Tel était le ravissement des esprits, que l'exagération seule semblait rendre la vérité. A la tête du corps le plus grave et le plus sévère, Séguier, premier président de la cour impériale, fit entendre ces paroles : « Napoléon n'a jamais voulu que la paix du monde : il a toujours présenté la branche d'olivier à ses provocateurs, qui l'ont forcé d'accumuler les lauriers. Napoléon est au-dessus de l'histoire humaine ; il appartient aux siècles héroïques ; il est au-dessus de l'admiration ; il n'y a que l'amour qui puisse s'élever jusqu'à lui. Cet amour, Sire, nous l'avons juré.... » On n'oserait plus aujourd'hui encenser ainsi un souverain ; mais alors la passion se mêlait aux discours officiels, en même temps qu'elle animait les champs de bataille.

Dans la première quinzaine de son retour, l'Empereur fit un peu de tout : il examina le budget de l'Empire aussi minutieusement que la cassette de bijoux de l'Impératrice ; il visita la fabrique du célèbre Oberkampft, à Jouy, et tâcha de surprendre les dames de la cour en délit de contrebande pour leurs robes ; il courut le cerf à Meudon, à Rambouillet, et ne revit pas sans émotion les ombrages solitaires de la Malmaison ; il s'occupa de la constitution du royaume de Westphalie, promulguée le 8 septembre ; il n'adopta le Code de commerce qu'après en avoir longtemps conféré avec des hommes spéciaux, souvent opposés d'avis ; il prépara le mariage du prince Jérôme avec la princesse Catherine de Wurtemberg, qui devait arriver à Paris le 21 ; et passa de la sorte plusieurs semaines, alternant les soins de l'État

et les soins domestiques, caressant d'une main le second fils de la reine Hortense, d'une autre main signant ces ordres qui remuaient l'Europe.

L'ouverture de la session du Corps législatif était fixée au 16 août : l'Empereur s'y rendit avec appareil, accompagné d'un cortége de princes, et prononça le discours suivant, tableau lucide des circonstances politiques au milieu desquelles on vivait :

« MESSIEURS,

» Depuis votre dernière session, de nouvelles guerres, de nouveaux triomphes, de nouveaux traités de paix ont changé la face de l'Europe politique. Si la maison de Brandebourg, qui la première se conjura contre notre indépendance, règne encore, elle le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le puissant empereur du Nord. Un prince français régnera sur l'Elbe; il saura concilier les intérêts de ses nouveaux sujets avec ses premiers et ses plus sacrés devoirs. La maison de Saxe a recouvré, après cinquante ans, l'indépendance qu'elle avait perdue. Les peuples du duché de Varsovie, de la ville de Dantzig ont recouvré leur patrie et leurs droits. Toutes les nations, d'un commun accord, se réjouissent de voir l'influence malfaisante que l'Angleterre exerçait sur le continent détruite sans retour. La France est unie aux peuples de l'Allemagne par les lois de la confédération du Rhin; à ceux des Espagnes, de la Hollande, de la Suisse et des Italies, par les lois de notre système fédératif. Nos nouveaux rapports avec la Russie sont cimentés par l'estime réciproque de ces deux grandes nations. Dans tout ce que j'ai fait, j'ai eu uniquement en vue le bonheur de mes peuples, plus cher à mes yeux que ma propre gloire.

» Je désire la paix maritime. Aucun ressentiment n'influera jamais sur mes déterminations ; je n'en saurais avoir contre une nation jouet et victime des partis qui la déchirent, et trompée sur la situation de ses affaires comme sur celles de ses voisins. Mais quelle que soit l'issue que les décrets de la Providence aient assignée à la guerre maritime, mes peuples me trouveront toujours le même, et je trouverai toujours mes peuples dignes de moi.

» Français, votre conduite dans ces derniers temps, où votre empereur était éloigné de plus de cinq cents lieues, a augmenté mon estime et l'opinion que j'avais conçue de votre caractère. Je me suis senti fier d'être le premier parmi vous. Si, pendant ces dix mois d'absence et de périls, j'ai été présent à votre pensée, les marques d'amour que vous m'avez données ont excité constamment mes plus vives émotions. Toutes mes sollicitudes, tout ce qui pouvait avoir rapport même à la conservation de ma personne, ne me touchaient que par l'intérêt que vous y portiez et par l'importance dont elles pouvaient être pour vos futures destinées. *Vous êtes un bon et grand peuple.*

» J'ai médité différentes dispositions pour simplifier et perfectionner nos institutions. La nation a éprouvé les plus heureux effets de l'établissement de la Légion d'honneur. J'ai créé différents titres impériaux pour donner un nouvel éclat aux principaux de mes sujets, pour honorer d'éclatants services par d'éclatantes récompenses, et aussi pour empêcher le retour de tout titre féodal, incompatible avec nos constitutions. Les comptes de nos ministres des finances et du trésor public vous feront connaître l'état prospère de nos finances. Mes peuples éprouveront une décharge considérable sur la contribution foncière. Mon ministre de l'intérieur vous

fera connaître les travaux qui ont été commencés ou finis; mais ce qui reste à faire est bien plus important encore : car je veux que, dans toutes les parties de mon empire, même dans le plus petit hameau, l'aisance des citoyens et la valeur des terres se trouvent augmentées par l'effet du système général d'amélioration que j'ai conçu. Messieurs les députés des départements au Corps législatif, votre assistance me sera nécessaire pour arriver à ce grand résultat, et j'ai le droit d'y compter constamment. »

Des *vivat* unanimes ne pouvaient manquer d'accueillir une parole si nette, si franche et si simple. Huit jours après, une députation du Corps législatif et une députation du tribunat, ayant pour interprète Fontanes, alors président du Corps législatif, vinrent exprimer à l'Empereur les sentiments dont ils étaient pénétrés. Le discours de Fontanes fut digne du monarque et de la nation.

« SIRE,

» Tous nos cœurs se sont émus aux témoignages de votre affection pour les Français. Les paroles que vous avez fait entendre du trône ont déjà réjoui les hameaux. Un jour on dira en parlant de vous, et ce sera le plus beau trait d'une histoire si merveilleuse, on dira que la destinée du pauvre occupait celui qui fait la destinée de tant de rois, et que, à la fin d'une longue guerre, vous avez diminué les charges publiques, tandis que vos mains victorieuses distribuaient avec tant de magnificence des couronnes à vos lieutenants. Notre premier devoir est de vous rappeler cette magnanime promesse qui ne sera point trompée. Quand vous créez autour de vous des dignités nouvelles, et ces rangs intermédiaires, attributs de la monarchie, dont ils vont aug-

menter les splendeurs, nous aurons soin de tenir encore de plus près à ce peuple dont nous sommes les organes. C'est là que nous trouverons une dignité qui, pour être moins brillante, n'en est pas moins respectable.

» Nous jurons, Sire, de ne jamais démentir ces sentiments que vous approuvez, devant ce trône affermi sur tant de trophées et qui domine l'Europe entière. Et comment n'accueilleriez-vous pas ce langage aussi éloigné de la servitude qu'il le fut de l'anarchie, vous, Sire, qui avez fait servir le droit de conquête à l'affranchissement des vaincus, et qui, sur les bords de la Vistule, venez de rétablir l'humanité dans ses priviléges? Le Corps législatif secondera de tout son zèle les grands projets d'amélioration que vous méditez. »

Ce même jour, 23 du mois d'août, à huit heures du soir, eut lieu aux Tuileries la signature du contrat et la célébration du mariage civil de S. A. le prince Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie, avec S. A. la princesse Catherine de Wurtemberg. Pour entendre la lecture du contrat, faite par Regnault de Saint-Jean-d'Angely, l'Empereur et l'Impératrice siégeaient sur leur trône. Les témoins, du côté de la cour de France, étaient le prince Borghèse, le grand-duc de Berg, le prince de Neufchâtel; et du côté de la cour de Wurtemberg, le prince de Bade, le prince de Nassau, le comte de Vinzingerode. Le lendemain, la cérémonie religieuse eut lieu dans la chapelle du palais; l'Empereur donna la main à la princesse Catherine, et le prince Jérôme à l'Impératrice. Le prince primat officiait; deux aumôniers de l'Empereur tenaient le poêle. La messe dite, il y eut concert, ballet, puis cercle jusqu'à minuit. Un violent orage empêcha l'illumination ainsi que le feu d'artifice, et devint le texte d'inductions superstitieuses à

l'endroit des jeunes époux, dont l'existence, adoucie par une affection mutuelle, fut constamment agitée.

Plusieurs fêtes brillantes furent données à LL. MM. le roi et la reine de Westphalie : la plus splendide de toutes eut lieu le 29 août, à l'Élysée, chez le grand-duc de Berg; l'Empereur, l'Impératrice, Madame mère, la reine de Naples, la reine de Hollande, la princesse héréditaire de Bade y assistaient. Au fond du jardin, illuminé par une quantité prodigieuse de verres de couleur et par des feux de Bengale, on avait reproduit une ferme des environs de Stuttgard que la princesse Catherine, dans son enfance, se plaisait à visiter : cette surprise inattendue lui causa la plus vive émotion.

Les premiers jours du mois de septembre semblèrent exclusivement consacrés aux plaisirs; mais la reine Hortense continuait de rechercher l'isolement et la retraite. Nommée *princesse protectrice* des maisons impériales d'éducation, elle se rendit cependant à Écouen, accompagnée du comte de Lacépède, grand chancelier de la Légion d'honneur, pour prendre possession du titre qui lui avait conféré l'Empereur. Ce fut une cérémonie touchante, qui laissa des traces durables dans le cœur des élèves, et qui produisit des sensations bien douces dans celui de la reine; car, chez madame Campan, surintendante, au milieu de cet essaim de jeunes filles, elle se trouvait ramenée aux souvenirs de son adolescence. Plusieurs fois depuis, Écouen reçut la visite de la *princesse protectrice,* dont la bienveillante sollicitude fut marquée par de nombreux bienfaits. En lui donnant cette haute surveillance, Napoléon avait agi avec son tact ordinaire: il voulait la prospérité d'Écouen, maison modèle élevée au milieu des fanfares de la victoire. L'Empereur considérait Écouen, Saint-Denis, La Flèche, Châlons

toutes les maisons où les enfants de ses braves recevaient leur éducation aux frais de l'État, comme réparant les torts du champ de bataille : aussi désirait-il que ces enfants, qu'il allait voir sous un costume très-simple, fussent pénétrés des sentiments paternels qu'il avait pour eux. On le voyait, le chapeau à la main, passant entre les tables d'étude, appréciant d'un coup d'œil la tenue de chaque division, de chaque élève, donnant une petite tape sur la joue de l'élève barbouillé d'encre, négligemment peigné ou mal cravaté, se faisant ouvrir les cahiers, examinant l'écriture, interrogeant les pensionnaires plus encore que les maîtres ou maîtresses. « Combien, demandait-il un jour à mademoiselle Brouard, faudrait-il employer d'aiguillées de fil pour faire une chemise ? — Sire, répliqua l'élève intelligente, je n'en emploierais qu'une, si je pouvais la prendre assez longue. » Cette réponse adroite et juste valut à l'élève une chaîne d'or. L'Empereur connaissait surtout Écouen et Saint-Denis ; il savait le nom, la généalogie, les titres de ces jeunes filles à sa bienveillance, non moins bien que les titres des soldats de la garde impériale. M. Lebrun a chanté en beaux vers une des visites de l'Empereur au pensionnat d'Écouen.

L'érection des royaumes de Hollande, de Naples et de Westphalie, la résurrection d'une partie de la Pologne, l'extension du royaume de Saxe et la création de grands fiefs impériaux héréditaires, conséquences du traité de Tilsitt, ne cadraient plus avec les institutions de l'an VIII ; le tribunat, notamment, dont les rouages embarrassaient le pouvoir, fut supprimé ; un sénatus-consulte, notifié le 18 septembre au sénat, établit que désormais les projets de loi seraient examinés et discutés par trois commissions du Corps législatif, magistrature

où entreraient les tribuns, qui, aux termes du sénatus-consulte du 18 mai 1804, devaient exercer leurs fonctions jusqu'en 1812.

En même temps que Napoléon élaguait ainsi de l'arbre constitutionnel les branches greffées par la révolution, il étendait et consolidait la noblesse impériale; il alliait ses compagnons de guerre aux vieilles souches aristocratiques, et faisait beaucoup de mariages tels que celui du général Bertrand, qui, créé comte, avec dotation en Pologne de la terre de Gockzim, épousa une créole de la Martinique, cousine de l'Impératrice, mademoiselle Fanny de Dillon, fille du général comte Arthur de Dillon, mort, comme Alexandre de Beauharnais, sur l'échafaud. L'Empereur aimait qu'on se mariât. Ce fut autant pour leur constituer une dot que pour récompenser leur bravoure, qu'il distribua onze millions entre les principaux chefs d'armée et les grands officiers de l'Empire. Voici sa lettre au major général prince de Neufchâtel :

» Mon cousin,

» Vous trouverez ci-joint une lettre au ministre des finances, par laquelle je lui ordonne de mettre onze millions à votre disposition sur les fonds appartenant à la grande armée qui sont déposés à la caisse d'amortissement. Vous disposerez de ces onze millions de la manière suivante : vous garderez un million pour vous, que vous prendrez moitié en argent et moitié en rentes sur l'État au cours de 85. Vous donnerez six cent mille francs, moitié en argent et moitié en rentes sur l'État au même cours de 85, aux maréchaux Ney, Davoust, Soult et Bessières; et quatre cent mille francs, moitié en argent et moitié en rentes au cours de 85, aux maréchaux Masséna, Augereau, Bernadotte, Mortier

et Victor. Vous ferez connaître à chacun de ces maréchaux que les rentes sur l'État doivent être réunies aux autres biens et faire partie du fief que je veux établir incessamment en leur faveur, et qu'ainsi ils ne peuvent aliéner ces rentes ; que quant à la somme qui leur est donnée en argent, ils doivent l'employer à se procurer un hôtel à Paris, qui doit être également compris dans le fief que nous érigerons en leur faveur, étant nécessaire que les possesseurs de grands fiefs aient un hôtel à Paris. Il faudra donc qu'ils vous fassent connaître l'hôtel qu'ils auront acheté; et, de ce moment, ils ne pourront ni le vendre ni l'aliéner. Vous ferez connaître au maréchal Lannes qu'il est nécessaire que, sur les fonds de la grande armée que je lui ai donnés, il se procure un hôtel à Paris qu'il ne pourra plus aliéner. Vous donnerez deux cent mille francs à chacun des généraux dont la liste est ci-jointe [1]. Cette somme leur sera donnée également moitié en argent et moitié en rentes sur l'État au cours de 85; et il faut qu'ils aient un hôtel à Paris ou dans un chef-lieu de département. Cette maison sera inaliénable et fera partie du fief que je veux ériger en leur faveur. Il faudra que vous vous arrangiez avec le ministre des finances pour prendre à la caisse d'amortissement partie de ces onze millions en argent et partie en rentes au cours de 85. Cette lettre n'étant pas à autre fin, je prie Dieu.....

» *Signé* NAPOLÉON. »

[1] Voici les noms de ces généraux ou grands officiers : les généraux Songis, Chasseloup, Walther, Dupont, Grouchy, Nansouty, Belliard, Lariboisière, Suchet, Junot, Marmont, Saint-Hilaire, Friant, Duroc, Caulincourt, Savary, Lauriston, Caffarelli, Bertrand, Rapp, Mouton, Clarke, Ordener, Legrand; le grand maître des cérémonies comte de Ségur, le sénateur Beauharnais, le général Reille et le colonel de la garde Lacoste furent inscrits pour 100,000 francs chacun.

CHAPITRE CENT HUITIÈME.

CAPITULATION DE STRALSUND. — BOMBARDEMENT DE COPENHAGUE. — TRAITÉS DE FONTAINEBLEAU. — RÉCEPTION DE LA GARDE IMPÉRIALE. — VOYAGE DE NAPOLÉON EN ITALIE.

Campements de la grande armée. — Le roi de Suède se retire de Stralsund; capitulation de cette ville et de l'île de Rugen. — Les Anglais bombardent Copenhague et s'emparent de la flotte danoise. — Napoléon travaille avec Esménard au *Triomphe de Trajan*. — Présence de la cour à Fontainebleau: réceptions diverses; traités avec la Hollande et avec l'Espagne. — Idées de Napoléon sur l'Espagne. — L'invasion du Portugal est décidée. — Conspiration du prince des Asturies contre son père; lettres du père et du fils à Napoléon; le prince des Asturies demande au monarque français une princesse de sa famille en mariage. — Talleyrand conseille à l'Empereur de détrôner les Bourbons d'Espagne. — Intrigues de Fouché près de l'impératrice Joséphine qu'il engage au divorce. — Départ de l'Empereur pour l'Italie. — Fêtes données par la ville de Paris et par le sénat à la garde impériale. — Séjour de l'Empereur à Milan et à Venise. — Il proclame le prince Eugène son héritier présomptif et le crée prince de Venise. — Conférences de Napoléon avec ses frères Joseph et Lucien. — Lucien refuse le trône de Portugal. — Cession du royaume d'Étrurie. — Occupation du Portugal par Junot. — Arrivée du roi et de la reine de Westphalie dans leurs États. — Louis Napoléon en Hollande.

Là, c'est le régiment, ce serpent des batailles,
Traînant sur mille pieds ses luisantes écailles,
Qui, tantôt furieux, se roule au pied des tours,
Tantôt, d'un mouvement formidable et tranquille,
Troue un rempart de pierre et traverse une ville,
Avec son front sonore, où battent vingt tambours!

V. Hugo, *l'Arc de triomphe de l'Étoile*.

En quittant les bords du Niémen, Napoléon laissait autour de Tilsitt plusieurs camps construits sur le modèle du camp de Boulogne, véritables villes improvisées formées de baraques en planches couvertes de chaume, avec portes et fenêtres peintes en dehors, alignées au cordeau, distancées les unes des autres par des jardins potagers ou des jardins d'agrément. Çà et là s'offraient d'immenses places plantées d'arbres, garnies de cafés, de restaurants et d'arcades élégantes. Chaque rue, chaque

place avait son nom, qui rappelait quelque illustration guerrière ou quelque bataille. Davoust, nommé gouverneur général du grand-duché de Varsovie, devait l'occuper avec cinq divisions, et jusqu'à ce qu'il en eût fait la remise solennelle au roi Frédéric-Auguste; Bernadotte, gouverneur général des provinces anséatiques et de la Poméranie, tenait l'embouchure de l'Elbe, les côtes de la Baltique, le Holstein, les villes libres de Hambourg et de Lubeck; les autres corps d'armée couvraient la Silésie, la Prusse, le Hanovre, la Westphalie; les contingents de la confédération rhénane recevaient l'ordre de regagner leurs territoires respectifs; un camp de réserve, composé des troupes qui n'avaient point fait les campagnes de Pologne, s'organisait à Boulogne, et la garde impériale allait se mettre en marche le 1er août pour rentrer en France, où l'attendaient les honneurs du triomphe. Le général de division Boursier, chargé de la remonte générale de notre cavalerie dans les pays conquis, déployait une activité telle, qu'en moins d'un an plus de cinq mille lettres sont sorties de ses bureaux [1]; Clarke, esprit moins militaire qu'organisateur, passé du gouvernement d'Erfurth au gouvernement de Berlin, facilitait les rapports des vainqueurs avec les vaincus, tandis que Brune, indigné de la conduite déloyale du roi de Suède, marchait contre lui. Ce monarque, espérant le détacher des intérêts de l'Empereur, osa lui conseiller la trahison. « En se chargeant directement de propositions semblables, lui répondit Brune dans un ordre du jour officiel, un monarque profane la majesté royale; elles déshonorent autant l'agent chargé de les faire que le potentat qui les ordonne [2]. »

[1] Nous possédons les registres originaux de cette correspondance.

[2] Ordre du jour du 10 juillet 1807.

Le 11 juillet, Brune, ayant pour généraux divisionnaires Molitor, Boudet, Grandjean, menaça Stralsund, place forte défendue par quatre cents pièces de canon, où s'était réfugié Gustave. En cinq jours des batteries assiégeantes furent dressées, et le bombardement de la ville allait commencer, lorsque le roi offrit une capitulation, que Brune repoussa d'une manière méprisante. Sortant aussitôt de la ville, Gustave courut chercher un refuge dans l'île de Rugen, où il ne put se maintenir. Alors le général Peyron, gouverneur de Stralsund, et le général baron de Toll, gouverneur de l'île de Rugen, signèrent une capitulation qui nous rendit maîtres de la ville, de l'île et de toute la Poméranie. Au mois d'octobre, l'armée suédoise avait évacué les places qu'elle occupait, telles que Wittow et Jasmund; Gustave allait cacher sa honte dans Stockholm. Il y fut mal accueilli. Ce qu'on apprit alors en Suède de l'administration éclairée du maréchal Bernadotte prépara les voies qui devaient le conduire au trône.

Égoïste non moins qu'infidèle alliée, aventurant son or, mais ménageant ses hommes, l'Angleterre, dans notre lutte avec la Suède, s'était tenue sur une sage réserve; mais lorsque nous triomphions devant Stralsund, lorsque le traité de Tilsitt assurait le sort de nos amis, un monarque qui nous était dévoué devint la victime d'un des actes les plus iniques, les plus barbares qu'ait enregistrés l'histoire. Une infidélité commise par divers employés du ministère de la guerre venait de révéler au cabinet de Saint-James l'alliance intime du Danemark avec nous. Aussitôt, sans cause apparente d'hostilités, sans déclaration préalable, une flotte anglaise sous les ordres du général Catheart, portant une armée de trente-cinq mille hommes, paraît dans les eaux de l'île de

Seeland et à l'entrée du port de Copenhague; l'amiral envoie l'ordre de lui livrer la flotte danoise, sinon de s'attendre au bombardement. On repousse cette sommation comme elle méritait de l'être, et l'on expédie un courrier au prince royal, éloigné de Copenhague : le prince envoie l'ordre d'incendier la flotte plutôt que de l'abandonner; mais le courrier ne peut rentrer dans la ville, qui, le 7 septembre, après un bombardement de cinq jours, à moitié réduite en cendres, est forcée de se rendre pour éviter de plus grands désastres. Cent voiles, dont soixante gros bâtiments, corvettes, bricks, frégates, vaisseaux de haut bord, et cinq cents pièces de canon devinrent la proie des Anglais. Ce qu'ils ne purent emporter ils le brûlèrent.

L'Empereur habitait alors Saint-Cloud, travaillant aux affaires générales avec Talleyrand et Maret, et s'occupant avec Esménard d'une pièce de circonstance, le *Triomphe de Trajan,* qu'il voulait faire représenter pour inaugurer le retour de la garde impériale. On avait loué au poëte une charmante petite habitation à Passy, d'où chaque matin il se rendait au château de Saint-Cloud près de l'Empereur, qui corrigeait, modifiait, annotait son travail. Napoléon voulait être loué; il entrait dans sa politique d'être figuré sur la scène en costume romain, et sous les traits de l'un des monarques les plus sages de l'antiquité; mais il repoussait toute exagération élogieuse. Nous pourrions citer quelques vers de sa façon substitués à des vers mieux faits pour le rhythme, plus élégants de forme, mais moins heureux d'expression. Ce poëme lyrique terminé, Persuis eut un mois pour le mettre en musique.

Le 23 septembre Napoléon et sa cour se rendirent à Fontainebleau, somptueuse résidence où depuis deux

années on exécutait des embellissements considérables. Leurs Majestés furent accompagnées par le grand-duc de Berg, le grand-duc de Wurtzbourg, le prince de Dessau et le prince primat. Cette Altesse ecclésiastique portait l'épée. Jamais peut-être, depuis l'entrevue de François Ier et de Charles-Quint, les magnifiques salons de la Primatice n'avaient vu réunis tant d'éminents personnages. Quel prestige de gloire entourait l'Empereur! Quand il passait de chez lui chez l'Impératrice, l'annonce de son arrivée, ce seul mot *l'Empereur!* prononcé par l'huissier de service, produisait une émotion soudaine; tous les colloques cessaient; chacun demeurait immobile; on s'effaçait à l'envi pour laisser passer l'homme du siècle. Pendant deux mois qu'il fut à Fontainebleau, il donna de grandes audiences; un second ambassadeur du schah de Perse vint lui offrir, entre autres présents, le sabre de Tamerlan et celui de Thamas Kouli-Khan; il eut pour madame de Bonchamp, veuve d'un général vendéen du plus beau caractère, la déférence que méritait le souvenir de son mari, lui fit sur sa cassette une pension de 6,000 francs, et promit de doter sa fille; il tint sur les fonts de baptême trente enfants, parmi lesquels figuraient ceux des ducs de Berg, de Bassano, de Bellune, de Cadore, du comte Daru, des généraux Lauriston, Lemarois, Walther, Curial et Gros. Chaque filleul reçut un cadeau digne de son auguste parrain.

Napoléon ressentait alors une véritable passion de chasse, de théâtre et de musique ; tantôt il courait le cerf, tantôt, à l'affût sur l'étang de Moret, il attendait le passage des canards. L'Impératrice, suivie des dames de la cour, l'accompagnait quelquefois. L'Empereur exigeait un costume d'étiquette : pour les hommes, habit à la

française écourté, couleur vert-dragon, boutons et galons d'or, culotte de casimir blanc, bottes à l'écuyère, couteau de chasse au côté; pour les dames, amazone verte à brandebourgs d'or, avec chapeau surmonté de plumes blanches. Deux troupes, l'une de comédiens français, l'autre de chanteurs italiens, jouaient alternativement trois fois la semaine. Spontini, Paër, Blangini, Brizi, Crescentini, la Grassini, et des femmes de haut parage, telles que mesdames Octave de Ségur et Savary, faisaient le charme des soirées de Fontainebleau. Après le spectacle, on chantait dans les salons de l'Impératrice jusqu'à une heure du matin, et Napoléon se retirait un des derniers.

Cette existence anormale chez l'Empereur cachait, sous une dissipation apparente, de vastes combinaisons politiques. Il s'occupa beaucoup de la Hollande, qui fut l'objet d'un traité d'échanges conclu le 11 novembre entre Champagny, ministre des relations extérieures, et trois plénipotentiaires hollandais. Nous prîmes l'île de Loëmel et Flessingue en échange de l'Ost-Frise et de plusieurs autres territoires. Mais c'était surtout la péninsule espagnole qui préoccupait l'Empereur. « L'Espagne, a-t-il écrit lui-même [1], était depuis longtemps l'objet de mes méditations; ses mœurs, ses divisions territoriales, ses vieilles coutumes auxquelles tient tant l'honneur castillan, la superstition ignorante de la population étaient autant d'obstacles qu'il fallait vaincre pour régénérer la nation espagnole, qui sera grande et forte sous l'empire d'institutions constitutionnelles. Dans la crise où se trouvait la France, dans la lutte des idées nouvelles, dans la grande cause du siècle contre la vieille Europe, je ne pouvais pas laisser l'Espagne en arrière de la réorganisa-

[1] Note autographe sur les affaires d'Espagne.

tion sociale; il fallait de toute nécessité l'entraîner de gré ou de force dans le mouvement français; le destin de la France le demandait. D'ailleurs l'Espagne justifiait cette nécessité par sa conduite pendant la guerre de Prusse et de Pologne; quand alors elle m'avait cru en péril, elle avait forfait à l'alliance que son vieux roi m'avait jurée. L'insolente proclamation du prince de la Paix, l'embarquement subit des vingt-cinq mille hommes du corps de la Romana ne pouvaient être oubliés. L'injure ne devait pas rester impunie; elle méritait une déclaration de guerre, et c'est un grand malheur que je n'aie pas adopté cette marche franche et toute loyale à mon retour de Tilsitt. L'issue ne pouvait en être douteuse. Cependant la France avait besoin de se reposer : la guerre de Prusse lui avait coûté de grands sacrifices. La nation espagnole méprisait son gouvernement; elle appelait à grands cris le bienfait de la régénération. On pouvait espérer de l'accomplir sans répandre de sang; les dissensions de la famille royale, l'ayant souillée du mépris général, autorisaient cette espérance..... C'est à Fontainebleau que la première idée d'une intervention dans les affaires d'Espagne me fut suggérée[1]. Tandis que de graves dissensions éclataient entre le roi Charles IV et le prince des Asturies son fils, Talleyrand négociait avec un agent du prince de la Paix le partage éventuel du Portugal, pour punir la maison de Bragance de sa soumission aux ordres du cabinet de Saint-James. Le prince de la Paix voulait profiter de cette circonstance pour réaliser le rêve ambitieux du duc d'Albe, et se faire donner la petite souveraineté des Algarves, en récom-

[1] Napoléon entend parler ici d'une intervention ostensible, car les articles secrets du traité de Tilsitt prouvent qu'il prévoyait dès lors la nécessité de soustraire, par un changement de dynastie, le Portugal et l'Espagne à l'influence anglaise.

pense du dévouement qu'il témoignait alors à la France. C'était le nœud de la négociation : Izguierdo, l'agent du favori bien plus que celui du vieux roi, sacrifia tout à ce but. »

Un traité, signé le 27 octobre 1807 par Talleyrand et Izguierdo, divisait le Portugal en trois lots : l'un destiné au roi d'Étrurie en échange de la Toscane, le second au prince de la Paix, le troisième demeurait en réserve. A défaut d'héritiers légitimes, la réversibilité de ces provinces était ménagée au roi d'Espagne, que Napoléon promettait de faire reconnaître ultérieurement empereur des deux Amériques. Ce traité fut suivi d'une déclaration de guerre dénoncée au comte de Lima, ambassadeur de Portugal, et le même jour les plénipotentiaires convinrent qu'une armée française de trente mille hommes, sous les ordres de Junot, traverserait l'Espagne et marcherait sur Lisbonne de concert avec dix mille Espagnols, et qu'une armée de quarante mille hommes stationnerait à Bayonne, pour intervenir dans le cas où l'Angleterre interviendrait de son côté. Le marquis de Venturi, ambassadeur extraordinaire du roi d'Étrurie, était présent aux conférences de Fontainebleau. Son maître en accepta volontiers la teneur. Quelques jours après, comme si le ciel eût voulu justifier les mesures du monarque français et l'entraîner, malgré lui, dans une querelle qui devint la cause indirecte de sa chute, il reçut du roi d'Espagne la lettre suivante :

« San-Lorenzo, 29 octobre 1807.

» Monsieur mon frère,

» Dans le moment où je ne m'occupais que des moyens de coopérer à la destruction de notre ennemi commun, quand je croyais que tous les complots de la ci-devant

reine de Naples auraient été ensevelis avec sa fille, je vois, avec une horreur qui me fait frémir, que l'esprit d'intrigue a pénétré jusque dans le sein de mon palais. Hélas! mon cœur saigne en faisant le récit d'un attentat si affreux! Mon fils aîné, l'héritier présomptif de mon trône, avait formé le complot horrible de me détrôner; il s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter contre la vie de sa mère! Un attentat si affreux doit être puni avec les rigueurs les plus exemplaires des lois. La loi qui l'appelait à la succession doit être révoquée. Un de ses frères sera plus digne de le remplacer et dans mon cœur et sur le trône. Je suis en ce moment à la recherche de ses complices, pour approfondir ce plan de la plus noire scélératesse, et je ne veux pas perdre un instant pour en instruire Votre Majesté Impériale et Royale, en la priant de m'aider de ses lumières et de ses conseils. Sur quoi, je prie Dieu, mon bon frère, qu'il veuille avoir Votre Majesté Impériale et Royale en sa sainte et digne garde. — Moi, le Roi. »

Ce complot, moins l'odieuse circonstance d'un parricide, était réel; mais il ne faut pas l'envisager au point de vue du monarque espagnol, qui voyait l'action isolée d'un fils rebelle là où il fallait voir l'action multiple de la nation presque entière. Ferdinand, mal apprécié par nos écrivains nationaux, aimait son père, mais il déplorait sa faiblesse aveugle; il ne pouvait tolérer de sang-froid ni les déportements scandaleux d'une reine qui déconsidérait le trône d'Espagne, ni l'omnipotence de Godoï, sous laquelle fléchissait toute la cour. Ne concevant d'autre voie de salut possible pour la nation que l'abdication de Charles IV, il souscrivit au vœu presque universel de la Péninsule, et devint conspirateur, bien moins par ambition que par l'idée de sauver la patrie.

Voulant se ménager un appui dans la personne de l'Empereur, il avait, quinze jours avant la découverte du complot, imploré cette protection et sollicité une épouse de son choix :

« La crainte d'incommoder Votre Majesté Impériale et Royale, au milieu de ses exploits et des affaires majeures qui l'entourent sans cesse, m'a empêché jusqu'ici de satisfaire directement le plus vif de mes désirs, celui d'exprimer, au moins par écrit, les sentiments de respet, d'estime et d'attachement que j'ai voués à un héros qui efface tous ceux qui l'ont précédé, et qui a été envoyé par la Providence pour sauver l'Europe du bouleversement total qui la menaçait, pour affermir ses trônes ébranlés, et pour rendre aux nations la paix et le bonheur..... Mais, plein d'espérance de trouver dans la magnanime générosité de Votre Majesté Impériale et Royale la protection la plus puissante, je me suis déterminé non-seulement à lui témoigner les sentiments de mon cœur envers son auguste personne, mais à l'épancher dans le sien comme dans celui du père le plus tendre....

» Rempli de respect et d'amour filial pour celui à qui je dois le jour, et qui est doué du cœur le plus droit et le plus généreux, je n'oserais jamais dire à Votre Majesté Impériale et Royale que ces mêmes qualités, si estimables, ne servent que trop souvent d'instrument aux personnes artificieuses et méchantes pour obscurcir la vérité aux yeux du souverain. Si ces mêmes hommes lui laissaient connaître à fond, comme je le connais, le caractère de Votre Majesté, avec quelle ardeur ne souhaiterait-il pas de serrer des nœuds qui doivent unir nos deux maisons! *et quel moyen plus propre que de demander à Votre Majesté l'honneur de m'allier à une princesse de son auguste famille?* C'est le vœu unanime

de tous les sujets de mon père ; ce sera aussi le sien, je n'en doute pas, malgré les efforts d'un petit nombre de malveillants, aussitôt qu'il aura connu les intentions de Votre Majesté. C'est tout ce que mon cœur désire ; mais ce n'est pas le compte des agents perfides qui l'assiégent, et ils peuvent dans un premier moment le surprendre ; tel est le motif de mes craintes. Il n'y a que la réponse de Votre Majesté qui puisse déjouer leurs complots, ouvrir les yeux à mes bien-aimés parents, les rendre heureux, et faire en même temps le bonheur de ma nation et le mien. Le monde entier admirera de plus en plus les bontés de Votre Majesté, et elle aura toujours en moi le fils le plus reconnaissant et le plus dévoué. J'implore donc, avec la plus grande confiance, la protection paternelle de Votre Majesté, afin que non-seulement elle daigne m'accorder l'honneur de m'allier à sa famille, mais qu'elle aplanisse toutes les difficultés, et fasse disparaître tous les obstacles qui peuvent s'opposer à cet objet de mon cœur. Cet effort de bonté de la part de Votre Majesté m'est d'autant plus nécessaire que je ne puis pas, de mon côté, en faire le moindre, puisqu'on le ferait passer pour une insulte faite à l'autorité paternelle, et que je suis réduit à un seul moyen, à celui de me refuser, comme je le fais, de m'allier à toute autre personne que ce soit, sans le consentement et l'approbation de Votre Majesté, de qui j'attends uniquement le choix d'une épouse. C'est un bonheur que j'espère de la bonté de Votre Majesté Impériale et Royale, en priant Dieu de conserver sa vie précieuse pendant de longues années.

» Écrit et signé de ma propre main, et scellé de mon sceau, à l'Escurial, le 11 octobre 1807.

» De Votre Majesté Impériale et Royale le très-affectionné serviteur et frère, » FERDINAND. »

Pour le moment, Napoléon ne répondit pas plus à la lettre du roi qu'il n'avait répondu à celle de son fils; mais, pressentant des complications imprévues, il fit venir le maréchal Moncey, qui connaissait fort bien les Pyrénées, et il dressa d'avance, d'après ses indications stratégiques, un plan d'opérations depuis la frontière jusqu'à l'Èbre. Talleyrand, dont madame Murat tenait toujours l'oreille, conseillait l'invasion de la Péninsule, seul moyen, selon lui, de réaliser le blocus continental, et de rendre complet le système fédératif de l'Empire [1]. Nous avons vu, copié par M. Fain sur l'autographe original, un mémoire de Talleyrand dans lequel, développant à l'Empereur sa théorie, il lui disait : « Le moment est venu de déclarer que la dernière branche de la maison de Bourbon a cessé de régner.... L'Espagne, surprise, n'y mettra aucun obstacle sérieux; dégoûtée de son gouvernement, préparée à des innovations nécessaires, elle recevra en libérateurs les troupes de Votre Majesté. »

Chaque soir, dans ses entretiens intimes avec l'Empereur, Talleyrand insistait pour que les Bourbons d'Espagne fussent détrônés; il n'osait encore présenter le grand-duc de Berg comme un candidat digne de leur succéder; mais, par son entremise, Murat recevait le commandement en chef de l'armée réunie sous les murs de Bayonne, véritable station d'attente d'où la fortune pouvait l'improviser roi. Rien ne transpira des conférences de Fontainebleau; l'Empereur garda la plus grande réserve, même vis-à-vis de Talleyrand, qui ne put saisir le fond de sa pensée. Cependant les ministres se préoccupaient beaucoup du privilége d'intimité ac-

[1] On voit par là qu'il ne connaissait pas les articles secrets du traité de Tilsitt, mais qu'il en pressentait la teneur.

cordé au prince de Bénévent; tous en recherchaient la cause, et l'on finit par s'imaginer qu'il s'agissait d'une alliance de Napoléon avec une sœur de l'empereur Alexandre. « Fouché se mit alors dans la tête de trancher une question sur laquelle je paraissais hésiter, dit l'Empereur, persuadé que ce service augmenterait son crédit aux dépens d'une ambition rivale. Il s'adressa directement à l'impératrice Joséphine. Il fit valoir l'intérêt de la France, qui demandait un successeur à l'Empire; il présenta à l'Impératrice l'image de la gloire qui l'élèverait au-dessus de toutes les femmes, si elle accomplissait ce sacrifice magnanime. Aidé par l'opinion toute naturelle qu'un ministre n'oserait pas prendre sur lui de telles ouvertures sans y être autorisé, Fouché parvint à s'emparer de l'esprit de Joséphine, à tel point qu'il osa lui porter le modèle de la lettre qu'elle devait écrire au président du sénat, pour offrir à la patrie l'abandon de sa position d'impératrice et d'épouse. L'Impératrice combattait faiblement; elle remit la signature de cette lettre au lendemain matin. Madame de Rémusat, femme d'esprit, qui ne se souciait pas, avec raison, de descendre de sa position de favorite de l'Impératrice à celle de dame d'honneur d'une princesse déchue, prit un parti hardi. Elle attendit l'instant où je sortais de mon cabinet pour entrer dans ma chambre à coucher. Il était une heure du matin. Elle se fit annoncer au moment où je me mettais au lit. Son âge ôtait à cette démarche toute couleur équivoque. Ma curiosité fut piquée; je la reçus, et j'appris qu'il s'agissait de me faire répudier par ma femme. Je me rendis immédiatement auprès de Joséphine, et la désabusai, en lui donnant l'assurance que si la raison d'État me déterminait jamais à rompre nos liens, c'est de moi qu'elle en recevrait la première

confidence. J'ai tenu parole. Je fis enjoindre à Fouché de ne plus se mêler d'autre chose que de sa police, et de faire cesser les bruits de divorce qu'elle avait répandus dans Paris[1]. »

Le 16 novembre, à quatre heures du matin, l'Empereur partit pour Milan, accompagné de Talleyrand, de Berthier, de Murat, de Ney, de Decrès, de Champagny, de Duroc, d'aides de camp et d'officiers d'ordonnance. Il laissait l'Impératrice sous le poids d'une restriction mentale qui semblait indiquer l'ajournement d'un acte arrêté d'avance; il laissait sa cour incertaine, soucieuse sur le but d'un voyage qu'on ne s'expliquait pas, et qui, entrepris au milieu de l'arrière-saison, donnait lieu à mille commentaires différents. Les fêtes splendides destinées à la garde impériale imprimèrent aux idées une autre direction.

Les dix mille braves qu'on attendait, et dont la marche à travers la France avait été vraiment solennelle, arrivèrent le 25 novembre, vers midi, devant l'arc triomphal dressé pour les recevoir. Vingt hommes pouvaient y passer de front; des Renommées tenant une couronne d'or faisaient saillie autour de la corniche; des inscriptions d'une simplicité noble, composées par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, décoraient chaque face du monument, que surmontait un quadrige doré. Le conseil municipal de la Seine s'étant avancé au-devant de la garde, dont les aigles réunies couvraient le front, un roulement général des tambours se fit entendre pour commander le silence, et Frochot, préfet du département, adressa au maréchal Bessières les paroles suivantes :

« Monsieur le maréchal, généraux, soldats qui com-

[1] Note dictée au général Montholon.

posez cette garde fidèle dont les rangs impénétrables environnent le trône; vous tous, guerriers, l'honneur de la France et l'admiration de l'Europe, suspendez un moment votre marche, et avant que vous couriez vous jeter dans les bras de vos mères, de vos épouses, de vos parents, recevez, s'il se peut dire ainsi, l'embrassement de la cité. Combien elle aime à vous revoir après tout ce que la renommée a publié de vous! Avec quel orgueil elle se plaît à rechercher dans vos rangs ceux de ses propres fils qui ont été dignes d'elle!...

» Héros d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, conquérants de la paix, grâces immortelles vous soient rendues! C'est pour la patrie que vous avez vaincu, la patrie éternisera le souvenir de vos triomphes; vos noms seront légués par elle sur le bronze et sur le marbre à la postérité la plus reculée, et le récit de vos exploits enflammant le courage de nos derniers descendants, vous protégerez par vos exemples, longtemps encore après vous-mêmes, ce vaste empire si glorieusement défendu par votre valeur.

» Braves guerriers, ici même un arc triomphal dédié à la grande armée s'élève sur votre passage; il vous attend; venez recevoir sous ses voûtes la part qui vous est due des lauriers votés par la capitale à cette invincible armée; qu'ainsi commence la fête de votre retour; venez, et que ces lauriers, tressés en couronne par la reconnaissance publique, demeurent appendus désormais aux aigles impériales qui planent sur vos têtes victorieuses.

» Salut, aigles belliqueuses, symbole de la puissance de notre magnanime empereur; portez dans toute la terre, avec son grand nom, la gloire du nom français, et que les couronnes dont il a été permis à la ville de vous orner soient en tous lieux un témoignage à la fois

auguste et redoutable de l'union du monarque, du peuple et de l'armée.... »

Bessières répondit :

« Monsieur le préfet et messieurs les membres du corps municipal de la ville de Paris, ces couronnes dont vous décorez nos aigles, ces arcs de triomphe, toute cette pompe brillante pour célébrer le retour de la garde impériale sont une nouvelle preuve de votre affection pour l'Empereur et un hommage éclatant rendu à la grande armée. Les aînés de cette grande famille militaire vont se retrouver avec plaisir dans le sein d'une ville dont les habitants ont constamment rivalisé avec eux d'amour, de dévouement et de fidélité pour notre illustre monarque. Animés des mêmes sentiments, la plus parfaite harmonie existera toujours entre les habitants de la grande ville et les soldats de la garde impériale. Si nos aigles marchaient encore, en nous rappelant le serment que nous avons fait de les défendre jusqu'à la mort, nous nous rappellerons aussi que les couronnes qui les décorent leur en imposent doublement l'obligation. »

Ces couronnes d'or, votées par la ville de Paris, furent alors apposées aux aigles de la garde impériale; les membres de la municipalité parisienne se placèrent dans deux tribunes ménagées sous l'arc de triomphe; un nombreux orchestre exécuta le chant du retour, faible de poésie, admirable de musique [1], et la garde défila dans l'ordre suivant : fusiliers, chasseurs à pied, grenadiers à pied, chasseurs à cheval, mameluks, dragons, grenadiers à cheval, gendarmerie d'élite. Elle marcha droit aux Tuileries, y déposa ses aigles, mit ensuite ses armes en faisceaux dans le jardin, et se rangea autour d'immenses

[1] La musique était de Méhul, la poésie de L. Arnault.

tables qui couvraient les Champs-Élysées. Le banquet fut suivi d'un bal champêtre et d'une illumination. Le lendemain, tous les théâtres donnèrent une représentation gratuite ; l'Académie impériale de musique offrit aux vainqueurs d'Austerlitz et de Friedland, dans la représentation du *Triomphe de Trajan*, le spectacle de leurs propres triomphes. Cette représentation solennelle produisit un effet extraordinaire sur l'âme des soldats : leur enthousiasme tenait presque du délire.

Le 28 novembre, ce fut au tour du sénat de fêter la garde. En face du Luxembourg s'élevait un temple à la Victoire, où l'on avait placé la statue de l'Empereur ; des trophées militaires, disposés avec art dans les différentes parties du palais, présentaient des inscriptions commémoratives et divers emblèmes. Quand les corps d'officiers, sous la conduite du maréchal Bessières, arrivèrent au Luxembourg, Lacépède leur dit :

« MONSIEUR LE MARÉCHAL, INVINCIBLE GARDE IMPÉRIALE,

» Le sénat vient au-devant de vous : il aime à voir les dignes représentants de la grande armée remplir ses portiques ; il se plaît à se voir entouré de ces braves qui ont combattu à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, de ces favoris de la victoire, de ces enfants chéris du génie qui préside aux batailles.

» Cette enceinte doit vous plaire, invincible garde impériale ! Ces voûtes ont tant de fois retenti des acclamations qui ont célébré vos immortels faits d'armes et tous les triomphes de la grande armée ! Vos trophées décorent nos murailles ; les paroles sacrées que le plus grand des monarques daigna nous adresser du haut de son char de victoire, et au nom des braves, sont gravés dans ce palais par la reconnaissance ; et vous retrouverez

parmi nous plusieurs de ceux qui ont porté la foudre de notre empereur et dirigé les hardis mouvements de ses phalanges redoutables.

» Représentants de la première armée du monde, recevez par notre organe, pour vous et pour tous vos frères d'armes, les vœux du grand et bon peuple dont l'amour et l'admiration vous présagent ceux de la postérité. »

Aux sénateurs, tous en costume de cérémonie, s'étaient jointes les autorités civiles et militaires et des femmes élégantes ; les appartements resplendissaient de bougies ; une brillante illumination décorait l'extérieur du monument. Après le repas, servi dans les divers salons pour les officiers et les autorités, dans le jardin du palais pour les soldats, on représenta des jeux scéniques. Un bal, un feu d'artifice terminèrent cette splendide journée. Le 12 décembre, ce fut au tour de la garde impériale de fêter la ville de Paris. Elle le fit avec une magnificence extraordinaire. L'Impératrice, le prince Borghèse, les princes de Mecklenbourg, le duc de Saxe-Cobourg participèrent à ces réjouissances, dont le maréchal Bessières surveilla les dispositions. Plus tard, les autres corps d'armée furent également fêtés à leur retour, non-seulement par la capitale, mais encore par toutes les villes qu'ils traversaient, entre lesquelles se signalèrent Munich, Stuttgard, Francfort, Strasbourg, Metz et Nancy.

Une juste défiance des sentiments de l'Autriche, le désir d'attacher à son système politique tous les peuples de l'Italie, le besoin de bien s'entendre avec Eugène de Beauharnais et le roi Joseph, retinrent Napoléon pendant deux mois et demi loin de la capitale. En traversant le mont Cenis à pied, il courut quelque danger : une voûte

lui servit d'abri tutélaire; après trois heures d'attente au milieu des rafales, les montagnards lui frayèrent un sentier, et il continua péniblement sa route.

A Milan, des fêtes brillantes attendaient l'Empereur; la cour de Bavière y assista. Le prince Eugène fut créé par lui prince de Venise, héritier présomptif du royaume d'Italie, dans le cas où il n'y aurait pas de descendance masculine impériale, et la fille aînée du vice-roi fut nommée princesse de Bologne, titre qui mécontenta profondément la cour de Rome; car Pie VII espérait encore qu'on lui restituerait les légations. Melzi d'Eril, chancelier du royaume d'Italie, reçut le titre de duc de Lodi, ainsi qu'une dotation considérable. D'autres seigneurs italiens dévoués à Napoléon furent également comblés de faveurs. Dans la séance des *Possidenti*, des *Dotti* et des *Commercianti*, où eut lieu l'adoption du prince Eugène, Napoléon voulut qu'il prît pour lui seul les applaudissements dont retentissait la salle; le prince témoigna sa reconnaissance par un salut plein de noblesse.

Les édits du conseil britannique en réponse au décret de blocus continental, édits qui soumettaient tout bâtiment neutre à l'obligation de relâcher en Angleterre et d'y payer un droit, sous peine de confiscation, vinrent surprendre l'Empereur au milieu des dispositions qu'il faisait lui-même pour réaliser son système prohibitif. Un décret daté de Milan déclara dénationalisés les navires qui auraient souffert la visite d'un commissaire anglais, ou qui se seraient soumis au payement d'un droit quelconque.

A Venise, l'Empereur, depuis le 28 novembre jusqu'au 8 décembre, fut occupé des moyens de réparer les maux de la guerre et de ranimer la prospérité commerciale d'une ville si complétement déchue. On lui

donna dans cette ville des fêtes magnifiques où beaucoup de nobles dépensèrent une année de revenu : les canaux étaient couverts d'une infinité de gondoles conduites par des mariniers vêtus de riches costumes ; de ces gondoles s'élevaient des chants, des concerts, des feux d'artifice; ici flottait un kiosque, une chaumière, un pavillon; là un temple, une fabrique, une usine en activité. L'Adriatique semblait peuplée de nationaux des différentes parties du monde, tant on avait mis d'art à ce que chaque monument, chaque industrie portât le caractère de son origine.

Le roi Joseph, parti de Naples le 27 novembre pour se rendre à Venise, trouve son frère Lucien à Albano, voyage avec lui jusqu'à Pontemole, se repose quelques heures à Bologne, dans le palais Marescalchi, passe une nuit à Ferrare dans le palais ducal, s'embarque sur le Pô, et arrive le 3 décembre à Venise, où Napoléon lui avait fait préparer un appartement dans le palais qu'il occupait. Le roi et la reine de Bavière, le vice-roi et la vice-reine d'Italie, la princesse de Lucques, le grand-duc de Berg se trouvèrent à Venise en même temps que le roi Joseph; leur suite était nombreuse et distinguée; mais au bal du théâtre San-Felice, aux concerts et aux différents cercles de la cour, les parures n'étaient pas généralement de très-bon goût; la mise de la princesse de Lucques produisit beaucoup d'effet.

Le 8 décembre, l'Empereur, après avoir entendu la messe, s'embarqua pour Mestre, et de Mestre gagna Trévise avec le roi de Naples, qui le lendemain prit congé de lui et s'en retourna dans ses États par Modène, où il retrouva son frère Lucien, et par Bologne, Terni, Albano, Civita-Castellana. Il était de retour à Naples le 17 décembre.

Lucien n'avait point vu l'Empereur depuis trois années. Il craignait de lui parler autant qu'il le désirait; mais Joseph l'ayant rassuré sur ses dispositions, Lucien prit le nom d'un secrétaire du roi de Naples et descendit dans le principal hôtel de Mantoue pour y attendre l'Empereur. Arrivé à Mantoue le 13, vers neuf heures du soir, l'Empereur y reçut de Lucien, sous le couvert de Meneval, une lettre par laquelle il lui demandait une audience, avec prière de le faire mander par Meneval, lequel l'introduisit secrètement près de Napoléon. Voici, d'après Lucien lui-même, la conférence des deux frères:

« Eh bien, monsieur, tenez-vous toujours à madame Jouberthon et à son fils? — Madame Jouberthon est ma femme et son fils le mien. — Non, non, puisque c'est un mariage que je ne reconnais pas, et qui par conséquent est nul. — Il a été légitimement contracté, et comme citoyen et comme chrétien. — L'acte civil n'est pas en règle, et l'on sait que vous avez donné vingt-cinq louis à un prêtre pour le décider à vous marier. — En m'appelant auprès d'elle, Votre Majesté sans doute n'a pas eu l'envie de m'y faire venir pour m'affliger : si telle est son intention, je me retire. — J'ai vaincu l'Europe, et certes je ne reculerai pas devant vous. C'est à ma bonté que vous devez de vivre tranquillement à Rome; mais vous acquérez là une influence qui me déplaît; vous finirez par m'y gêner; je vous donnerai l'ordre d'en sortir et de quitter l'Europe. — Si je n'obéissais pas? — Je vous ferais arrêter? — Ensuite? — Je vous ferais mettre à Bicêtre.... Mais laissons cela; jetez plutôt les yeux sur cette carte d'Europe qui se trouve là par hasard; soyez des nôtres, Lucien; prenez votre part: elle sera belle, je vous le promets. Le trône de Portugal est vacant; j'ai déclaré que le roi avait cessé de régner;

je vous le donne; prenez le commandement de l'armée destinée à en faire la facile conquête, et je vous nomme prince français ainsi que mon lieutenant. Les filles de votre première femme sont mes nièces, je me charge de les établir; je marie l'aînée au prince des Asturies : il me le demande comme une faveur. — Sire, l'aînée de mes filles n'a que treize ans, elle n'est point encore en âge d'être mariée. — Je la croyais plus âgée. — Dans un an ou deux je la remettrai volontiers à votre disposition. — Il n'y a donc pas de difficulté pour les enfants de votre première femme; vous avez des filles de votre second mariage, je les adopterai; vous avez aussi un garçon : celui-là, je ne veux pas le reconnaître; sa mère aura un duché considérable dont il héritera. Quant à vous, partez pour Lisbonne; laissez à Rome votre femme et votre fils : je me charge d'eux. Vos liens seront rompus, j'en trouverai le moyen. — Ils ne peuvent l'être que par un divorce. — Pourquoi pas? C'est une manière franche et positive qui me convient tout à fait. Je désire me réconcilier avec vous. Vous savez maintenant à quel prix est attachée la couronne de Portugal. — Je vois que, pour l'obtenir, il faudrait consentir à faire de ma femme une concubine et de mon fils un bâtard. Votre Majesté me connaît mal, si elle a pu croire que l'offre d'une couronne me ferait manquer d'honneur. — Il ne s'agit point d'une question d'honneur, mais d'une question politique. Qui n'est pas pour moi est contre moi; si vous n'entrez pas dans mon système, vous êtes mon ennemi; j'acquiers le droit de vous persécuter, et je vous persécuterai. — Sire, je ne veux pas être votre ennemi; je ne puis le devenir en refusant de renoncer, pour un trône, à la considération publique. Que Votre Majesté me donne le grand cordon de la Légion d'hon-

neur, je l'en supplie, et personne ne croira à cette désunion. — Non, en prenant mes couleurs, vous perdriez de votre considération ; il y a de la grandeur à être en opposition avec moi, c'est un assez beau rôle ; vous pouvez le jouer deux années encore, après lesquelles vous quitterez l'Europe. — Je partirai beaucoup plus tôt, je vais m'y préparer ; sans ma mère, sans Joseph, je serais depuis longtemps en Amérique. — Je ne vous le demande pas. Les propositions que je vous ai faites ne sont pas tellement déraisonnables qu'elles ne vaillent point la peine d'être méditées ; examinez-les, même avec votre femme, et dans huit jours vous me ferez connaître votre réponse.... »

Napoléon s'était fait violence pour parler durement à son frère ; mais après un entretien qui dura six heures et qu'il soutint avec une rare volubilité d'expression, rendant presque impossible une réplique, sa voix se radoucit. Aussitôt Lucien, saisissant comme un échappatoire le délai de huit jours proposé par l'Empereur, se jeta dans ses bras, lui dit qu'il l'embrassait peut-être pour la dernière fois, et, le visage baigné de larmes, il regagna Rome, d'où il écrivit au roi Joseph le résultat de cette entrevue. Napoléon n'avait pu voir sans émotion Lucien s'éloigner ; mais il espérait encore le vaincre, et comptait sur madame Jouberthon elle-même, qui, d'un caractère élevé, d'une âme forte, se sacrifierait peut-être à l'avenir des siens.

Pendant le voyage simultané de Napoléon et de Joseph, la couronne d'Étrurie échappait à la reine régente Marie-Louise d'Espagne, qui gouvernait pour son fils mineur Charles-Louis ; le général Reille, suivi d'une petite armée, prenait possession du royaume, et la reine adressait aux Toscans une proclamation dans laquelle nous

emarquons la phrase suivante : « S'il est une pensée ui puisse diminuer le chagrin que nous cause cette séparation, c'est assurément celle que le royaume d'Étrurie, u'une nation si soumise passe sous le gouvernement ortuné d'un monarque qui possède les vertus les plus éroïques, parmi lesquelles brille le soin le plus contant pour opérer et assurer la prospérité des peuples ui lui sont soumis. »

Des fêtes nouvelles signalèrent le retour de l'Empeeur dans la capitale du royaume lombardo-vénitien. Il passa une semaine, occupé sans cesse des affaires énérales de l'Europe, de celles surtout qui concernaient l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal. Au 25 noembre précédent, le prince régent de Portugal avec la amille royale et la cour s'étaient embarqués pour le résil, emportant 250 millions de cruzades; Junot avait onfisqué tout ce qu'il avait trouvé de marchandises nglaises, et frappé l'État de contributions extraordinaires; ce qui n'empêcha pas l'Empereur de lui imposer ne nouvelle contribution de 110 millions. Par le même écret, daté du 23 décembre, il mit sous le séquestre ous les biens de la reine, du prince régent, des princes panagés et des grands du royaume qui l'avaient quitté. uand Napoléon eut visité les travaux qui devaient faire 'Alexandrie la place la plus importante de l'Europe éridionale, il repassa les Alpes, et arriva pour le nouvel n au palais de Saint-Cloud. Quelques jours auparavant, e roi et la reine de Westphalie s'étaient rendus dans eurs États, où ils arrivèrent le 15 décembre; ils y vaient été précédés de beaucoup de Français, dont 'heureux choix rendit plus facile l'administration de e royaume.

Quant au roi de Hollande, il continuait ses mesures

économiques; il avait, depuis le mois d'octobre, transporté le siége du gouvernement dans la ville d'Utrecht, où, le 23 novembre, eut lieu l'ouverture des séances du Corps législatif. Par un message fort détaillé, Louis Bonaparte mit franchement à nu toutes les plaies de la Hollande; la sagesse de ses vues frappa la chambre, qui lui exprima combien elle en était pénétrée. « Un peuple, disait la réponse au message, quel que puisse être l'état de détresse dans lequel il se trouve par un concours de circonstances, ne saurait être malheureux, lorsqu'il est gouverné par un monarque qui joint la volonté constante à la faculté de le rendre heureux. »



CHAPITRE CENT NEUVIÈME.

TUATION DE L'EUROPE AU MOMENT DES CONFÉRENCES DE BAYONNE.

upation par la France des côtes riveraines de l'Italie et du royaume de Naples ; oyages du roi Joseph dans ses États ; tentative contre Salicetti. — Invasion e l'Espagne, sous prétexte d'assurer l'exécution du traité de Fontainebleau. — a Russie, la Suède, la Prusse et l'Autriche se conforment, de bon gré ou de orce, au système de blocus continental. — Rapport sur les progrès des sciences, es lettres et des arts depuis 1789 jusqu'en 1800. — Commencement de la carière politique de Cuvier. — Institution définitive de l'Université ; Fontanes créé grand maître. — Conspiration d'Aranjuez ; abdication du roi Charles IV ; entrée u prince Murat en Espagne. — Instructions de l'Empereur sur la conduite qu'il onvient de tenir envers les Espagnols. — Départ de l'Empereur pour Bayonne ; il y est suivi par l'Impératrice. — Mission de Savary près de Ferdinand VII. — Lettre de l'Empereur à ce prince. — La cour d'Espagne presque entière se décide au voyage de Bayonne. — Naissance du prince Louis-Napoléon, troisième fils du roi de Hollande.

> Nous voici parvenus à l'époque où Napoléon fut entraîné, par la fatalité, dans la plus impolitique des guerres qu'un monarque ambitieux ait pu jamais entreprendre.
>
> *Victoires et conquêtes des Français*, t. XVIII, p. 10.

Au commencement de l'année 1808, l'Angleterre ait la seule puissance de l'Europe qui n'eût point chi devant Napoléon ; mais, par l'incendie de Copengue, elle venait de s'attirer les malédictions du continent ; elle justifiait toutes les mesures exceptionnelles, l'Empereur, au lieu d'être isolé dans sa querelle, mblait la garde avancée des autres puissances liguées ntre les cabinets de Saint-James et de Stockholm. Une mense ligne de côtes, formant deux mille lieues de ntour, repoussait leurs vaisseaux : depuis l'occupation Livourne, de Civita-Vecchia et d'Ancône par nos oupes, faite arbitrairement et maintenue malgré les ves réclamations du saint-siége, l'Italie presque en-

tière exécutait aveuglément notre système prohibitif. En Calabre, dans les provinces de Macerata, d'Urbino et d'Ancône, à Rome surtout, l'Angleterre conservait quelques débouchés; mais Reggio et Sylla devaient bientôt nous ouvrir leurs portes; Urbino, Macerata, Ancône, Camerino allaient être annexés au royaume d'Italie; et malgré les protestations du cardinal de Bayonne, ministre plénipotentiaire de Pie VII, Rome elle-même recevait garnison française le 2 février 1808. Des départements du Piémont et de la Ligurie Napoléon faisait en même temps un gouvernement général, qu'il confiait au prince Borghèse son beau-frère.

Pour gagner l'affection de ses nouveaux sujets et connaître leurs besoins ainsi que les ressources du territoire, le roi Joseph faisait dans le Silente un pénible voyage, semblable à celui qu'il avait fait l'année précédente dans le comté de Molèse. Les populations prosternées lui témoignaient le plus profond respect, le dévouement le plus absolu, ce qui ne l'empêchait pas de cheminer avec une escorte considérable, et de ne coucher que sous la garde de cinq ou six cents hommes, tant il y avait peu de sécurité au milieu de ces montagnes abruptes, peuplées d'habitants avilis, vicieux ou sauvages. Rentré à Naples vers la fin du mois de février, Joseph y apprit le danger couru par Salicetti, ministre de la guerre et de la police, qui avait soulevé contre sa personne l'animadversion publique : on essaya de faire sauter son hôtel; l'explosion heureusement ne fut pas complète, et il put se sauver. Cette tentative éclaira le roi; Salicetti conserva le portefeuille de la guerre, mais la police fut confiée à d'autres mains.

Une armée de vingt-quatre mille hommes, sous les ordres du maréchal Moncey, traversa la Bidassoa le 30

janvier, marchant sur la Navarre, la Biscaye et la Castille; une autre armée de douze mille hommes, conduite par Duhesme, envahit la Catalogne dans les premiers jours du mois de février; de sorte qu'indépendamment de l'armée de Junot qui couvrait le Portugal, nous avions en Espagne soixante mille baïonnettes, la seconde partie du corps de Junot, commandée par Dupont, étant demeurée dans les plaines de Valladolid. Cet accroissement des forces françaises préoccupait l'Espagne : elle conçut des inquiétudes beaucoup plus grandes lorsqu'on apprit que les généraux Darmagnac, Duhesme, Thouvenot et le colonel Pio venaient de s'emparer par surprise de Pampelune, de Barcelone, de Saint-Sébastien et de Figuières. Pour excuser cette conduite illégale, Napoléon dépêcha le plénipotentiaire Izguierdo vers la cour d'Aranjuez. Izguierdo déclara que l'Empereur, craignant de voir le prince de la Paix succomber dans sa lutte contre une partie de la cour, se croyait en droit de prendre des garanties pour l'exécution des clauses du traité de Fontainebleau. Cette explication ne pouvait rassurer le roi : il eut alors l'idée de transporter sa cour à Séville; il ordonna la formation d'un camp à Talavera, rappela du Portugal, sous prétexte de garnir les côtes méridionales qu'on disait menacées, les forces que commandaient les généraux Solano et Caraffa, et fit venir en poste, à la résidence d'été d'Aranjuez, des troupes, dont la présence devint le prétexte d'une révolte populaire qui éclata dans le courant du mois de mars.

Pendant que les événements se précipitaient ainsi dans le midi de l'Europe, le nord présentait aussi de graves complications : fidèle aux articles secrets du traité de Tilsitt, l'empereur Alexandre, par une déclaration officielle du

10 février, alléguant pour motifs de rupture avec La Suède, l'insulte faite au Danemark et son refus de fermer la Baltique aux vaisseaux anglais, lui déclara la guerre le Danemark en fit autant, et une armée russe, sous les ordres du général Buxhoëwden, s'empara du grand duché de Finlande.

La Hollande avait dû, malgré ses répugnances, se constituer également en état de guerre contre la Suède, et interdire ses ports *à tous vaisseaux ou navires quelconques*, excepté les vaisseaux armés de ses alliés; elle ordonna que les bâtiments alliés ou neutres qui se réfugieraient dans les ports pour éviter les dangers de la mer, resteraient en quarantaine, et que sur chaque bateau pêcheur stationnerait un soldat chargé d'empêcher toute communication avec l'ennemi. Néanmoins, la condescendance du roi Louis aux désirs de l'Empereur restait bornée, sous bien des rapports, à des formes obligeantes dont ce monarque ne demeurait point dupe : une majorité favorable à la politique française ayant entraîné le ministère hors des voies nationales où voulait marcher le roi, Verhuell, ministre de la marine, Hogendorp ministre de la guerre, furent nommés plénipotentiaires l'un à Saint-Pétersbourg, l'autre à Vienne, et remplac par van der Hem et Janssens. Van der Goës, minist des affaires étrangères, mis à la retraite, eut pour su cesseur le secrétaire d'État Roell. Van Maanen, hom actif, jeune, intelligent, chargé du portefeuille d police, « aurait pu rendre à son pays de grands vices s'il avait voulu être le ministre de la polic roi, et déjouer les manéges étrangers dans l'intérieu mais il avait moins de patriotisme que d'amb Napoléon ne pouvait empêcher ce remaniement

[1] *Documents hist. sur la Hollande*, t. II, p. 178.

soulever l'opinion publique en Hollande; mais il exigea que Verhuell fût rappelé de son ambassade en Russie, et chargé de représenter sa cour près du cabinet des Tuileries, qui, de son côté, accrédita pour plénipotentiaire en Hollande Alexandre de la Rochefoucauld.

La déclaration du roi de Prusse, datée de Memel le 1er décembre 1807, interdisant toute communication entre ses États et l'Angleterre, ne laissait aucun doute sur l'énergie et la droiture de ses intentions; les villes anséatiques agissaient comme la Prusse. Restait l'Autriche, dont l'empereur venait d'épouser, en troisièmes noces, l'archiduchesse Marie-Louise-Béatrix d'Est. Cette alliance ne pouvait rien changer à ses relations politiques; il continuait d'exécuter les clauses du traité de Presbourg, souscrivait aux rigueurs du blocus continental, et tâchait d'opérer une médiation entre l'Angleterre et la France. Ses dispositions ressortent de la circulaire suivante du ministre baron de Feltz : « J'ai l'honneur de vous informer qu'après de longs et inutiles efforts pour procurer la paix maritime, tout espoir d'y parvenir s'étant évanoui, et les sujets de Sa Majesté se voyant en butte aux principes et procédés arbitraires des Anglais envers la généralité des neutres, la légation impériale a été rappelée, et que celle de Sa Majesté Britannique à Vienne est sur le point de se retirer de la capitale des États autrichiens; ce qui constitue le commerce maritime des sujets de la monarchie autrichienne dans le même état précaire où se trouvent les autres habitants du continent, par cette triste et fatale continuation de la guerre [1]. »

Satisfait de voir ainsi presque tous les États adopter, de gré ou de force, le système prohibitif dont il

[1] Lettre en date du 19 février 1808.

dirige les ressorts, Napoléon observe, sans inquiétude sérieuse, les nouveaux armements de l'Autriche; il attend l'heure où l'Espagne déchirée, ne sachant à qui confier ses destinées, viendra l'implorer comme arbitre, et s'occupe des grandes questions d'organisation intérieure restées pendantes depuis l'ouverture de la campagne d'Iéna. Au mois de février, les différentes classes de l'Institut lui avaient soumis leurs *rapports sur les progrès des sciences, des lettres et des arts* dans les dernières années du dix-huitième siècle. Ce rapport, ordonné en 1802, aurait dû être fait au mois de septembre 1803; mais les événements majeurs survenus depuis y mirent obstacle. L'Empereur voulut assister lui-même à la lecture de ces rapports en présence du conseil d'État. Delambre et Cuvier portèrent les premiers la parole pour la classe des sciences, et l'Empereur fut si frappé de la lucidité des idées de Cuvier, que, dérogeant à son système de ne point détourner les savants de leurs travaux, il le créa maître des requêtes. Dacier, interprète de la classe d'histoire, eut moins de succès que Cuvier; Chénier, organe de la classe des belles-lettres, montra du tact, de la finesse et du goût. Le 5 mars, Lebreton, secrétaire de la classe des beaux-arts, compléta cet intéressant tableau. Napoléon répondit à chaque rapporteur, et leur témoigna la satisfaction dont il était pénétré.

Le 11 mars, deux décrets qui établissaient une noblesse constitutionnelle, honorifique, consacrant le principe sans porter atteinte à l'égalité devant la loi conquise par la révolution de 1789, mettaient en jeu tous les amours-propres, et consacraient le faîte de l'édifice moral dont l'institution de la Légion d'honneur avait posé la première base. Six jours après, un décret organique réglait définitivement l'institution de l'Uni-

versité, dont M. de Fontanes fut déclaré le grand maître, nalgré les titres nombreux qui semblaient assurer au :himiste Fourcroy cette éminente position.

Le règne de Godoï allait finir; l'aveugle faiblesse du oi d'Espagne, les scandales causés par la reine lassaient a patience du peuple, et, dans la journée du 16 mars, eaucoup de mécontents réunis autour du palais d'Aranuez proféraient des cris sinistres; les troupes appelées our maintenir l'ordre demeurèrent immobiles; on vit nême quelques militaires se joindre aux agitateurs. Il 'était encore question que du départ de la cour et de 'invasion française. En se montrant au peuple, en l'asurant des *intentions pacifiques de l'empereur des Franais, son intime allié,* le roi parut avoir calmé les esprits; nais le lendemain, à propos de nouvelles forces venues le Madrid, les attroupements recommencèrent et devinrent plus significatifs. Des cris de *Mort à Godoï!* se irent entendre; la troupe fut désarmée, le palais du prince de la Paix fut mis au pillage, et, pour apaiser a fureur populaire, Charles IV, dans la soirée du 17, lestitua le favori de tous ses honneurs. Les titres de généralissime et de grand amiral dont il était revêtu furent supprimés; le roi, âgé, infirme, déclara, dans une espèce de délire excité par la crainte, vouloir désormais commander lui-même ses armées. Arrêté, menacé, insulté, frappé, Godoï eût péri sans l'intervention du prince des Asturies, qui, par son courage et sa présence d'esprit, l'arracha trois fois des mains de la populace. Du favori, la haine remontait jusqu'au trône; les cris *A bas Charles IV!* se mêlaient aux cris de *Vive Ferdinand!* Pour épargner le sang qui allait couler, Charles abdiqua le 19 au soir.

Après un assez long séjour à Bayonne, où Caroline

Bonaparte donnait des fêtes magnifiques, Murat, nommé généralissime des armées françaises en Espagne, traversait sans obstacle la Biscaye, le Guipuzcoa, la Castille, et arrivait le 23 mars devant Madrid. Entré dans cette ville au moment d'une révolution dont personne n'osait prévoir l'issue, il ne se dissimulait point le danger de sa position : cependant quelques semblants de déférence le rassurèrent. Entouré d'une force imposante, il répétait, à qui voulait l'entendre, qu'il n'avait point franchi les Pyrénées pour se rendre complice de l'humiliation d'un monarque auquel la France avait garanti la couronne; qu'il n'en reconnaîtrait pas un autre sans avoir reçu de nouvelles instructions; que sa mission était toute pacifique... Et, dépêchant chaque jour à l'Empereur un nouveau courrier, il lui donnait des détails sur cette mystérieuse abdication, ne sachant que penser des intentions du vieux roi. Napoléon fut très-étonné de la révolution d'Aranjuez : il était loin alors de vouloir détrôner les Bourbons d'Espagne, car le 28 mars, lorsque l'avénement de Ferdinand VII lui fut notifié d'une manière officielle, Talleyrand venait de remettre à M. Izguierdo, retourné en France avec de nouvelles instructions, les préliminaires d'un traité dont voici les bases principales : 1° Les Français pourront faire le commerce des colonies espagnoles comme les Espagnols eux-mêmes, et réciproquement les Espagnols dans les colonies françaises; 2° la conservation e la sûreté du Portugal exigeant l'entretien de troupe françaises dans ce royaume et nécessitant le tracé, travers les provinces espagnoles, d'une route militair source inévitable de plaintes, de réclamations entre deux cours, l'intention de l'Empereur est de céde l'Espagne tout le Portugal, si le roi veut nous inder

ser par une extension égale de territoire du côté des Pyrénées; 3° la succession au trône d'Espagne sera définitivement réglée, et le roi prendra le titre d'empereur des Amériques; 4° enfin l'alliance offensive et défensive des deux États sera cimentée de nouveau en stipulant le chiffre des subsides à fournir. Talleyrand recommandait à M. Izguierdo une prompte décision, ajoutant qu'aussitôt les bases adoptées par le roi, S. A. le grand-duc de Berg ferait retirer ses troupes de la province où il voudrait fixer sa résidence.

L'abdication changeant l'état des choses, l'Empereur prit la résolution de partir pour Bayonne; mais, avant de se mettre en route, il adressa les instructions suivantes au prince généralissime :

« Paris, le 29 mars 1808.

» Je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 mars a singulièrement compliqué les événements; je reste dans une grande perplexité. Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a du courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usés les passions politiques. L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne; s'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse qui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus. Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à

la France; voilà le grief qui a servi à l'usurpation de Ferdinand; le parti populaire est le plus faible. Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation; cela n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on n'en fasse un héros. Je ne veux pas qu'on use de violence envers les personnages de cette famille; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille hommes sous les armes; c'est plus qu'il n'en faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure; divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de soulèvement total à la monarchie entière. Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras; elle expédie journellement des *avisos* aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée; elle fait des enrôlements de Siciliens et de Portugais. La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révolution qui puisse changer l'état de ce pays; c'est peut-être celui de l'Europe qui y est le moins préparé. Les gens qui voient les vices monstrueux de ce gouvernement, et l'anarchie qui a pris la place de l'autorité légale, font le plus petit nombre; le plus grand nombre profite de ces vices et de cette anarchie.

» Dans l'intérêt de mon empire, je puis faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs moyens à prendre? Irai-je à Madrid? exercerai-je l'acte d'un grand protectorat en prononçant entre le père et le fils? Il me semble difficile de faire régner Charles IV; son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois. Ferdinand est l'en-

nemi de la France ; c'est pour cela qu'on l'a fait roi ; le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible lien. La reine Élisabeth et d'autres princesses françaises ont péri misérablement lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atroces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien précipiter ; qu'il convient de prendre conseil des événements qui vont suivre.... Il faudra fortifier les corps d'armée qui se tiendront sur les frontières du Portugal, et attendre. Je n'approuve pas le parti qu'a pris Votre Altesse Impériale de s'emparer si précipitamment de Madrid ; il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestation. Le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans ; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux roi qui pouvait produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du vieux roi voir ce qui s'y passe ; il se concertera avec Votre Altesse Impériale. J'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre ; en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire : Vous ne m'engagerez à une entrevue en Espagne avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le roi, la reine et le prince Godoï ; vous exigerez pour eux et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai : cela ne sera pas difficile, je n'en sais rien moi-même. Vous ferez entendre à la noblesse et au

clergé que si la France doit intervenir dans les affaires d'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités seront respectés. Vous leur direz que l'Empereur désire le perfectionnement des institutions politiques de l'Espagne pour la mettre en rapport avec l'état de la civilisation en Europe, pour la soustraire au régime des favoris... Vous direz aux magistrats et aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Espagne a besoin de recréer la machine de son gouvernement, et qu'il lui faut des lois qui garantissent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations de la féodalité; des institutions qui raniment l'industrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la France, malgré les guerres où elle s'est toujours engagée; la splendeur de la religion, qui doit son rétablissement au concordat que j'ai signé avec le pape. Vous leur démontrerez les avantages qui peuvent résulter d'une régénération politique : l'ordre et la paix dans l'intérieur. Tel doit être l'esprit de vos discours et de vos écrits; ne brusquez aucune démarche; je puis attendre à Bayonne; je puis passer les Pyrénées, et, me fortifiant vers le Portugal, aller porter la guerre de ce côté.

» Je songerai à vos intérêts particuliers; n'y songez pas vous-même... Le Portugal restera à ma disposition... Qu'aucun acte personnel ne vous occupe et ne dirige votre conduite; cela me nuirait et vous nuirait encore plus qu'à moi. Vous allez trop vite dans vos instructions du 14 : la marche que vous prescrivez au général Dupont est trop rapide à cause de l'événement du 19 mars. Il y a des changements à faire; vous donnerez de nouvelles dispositions; vous recevrez des instructions de mon ministre des affaires étrangères.

» J'ordonne que la discipline soit maintenue de la

manière la plus sévère; point de grâce pour les plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant les plus grands égards; l'on respectera principalement les églises et les couvents. L'armée évitera toute rencontre, soit avec des corps de l'armée espagnole, soit avec des détachements; il ne faut pas que d'aucun côté il soit brûlé une amorce. Laissez Solano dépasser Badajoz; faites-le observer; donnez vous-même l'indication des marches de votre armée, pour la tenir toujours à une distance de plusieurs lieues des corps espagnols. Si la guerre s'allumait, tout serait perdu. C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec Solano comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols. Vous m'enverrez deux estafettes par jour; en cas d'événements majeurs, vous m'expédierez des officiers d'ordonnance; vous me renverrez sur-le-champ le chambellan de Tournon, qui vous porte cette dépêche; vous lui remettrez un rapport détaillé. Sur ce, je prie Dieu..... »

Il ressort évidemment de la lettre que nous venons de citer qu'à l'époque où elle fut écrite Napoléon n'avait pas encore le projet de détrôner les Bourbons d'Espagne; sa profonde sagacité lui révélait le danger d'une lutte derrière laquelle se retranchait l'amour-propre national; et Joseph Bonaparte n'ayant pu décider Lucien à sacrifier ses jouissances de famille aux intérêts de la politique, le trône de Portugal paraissait destiné à Murat. Ce prince recevait chaque jour des instructions nouvelles. Il fut chargé d'annoncer à Ferdinand la prochaine arrivée de l'Empereur, et de lui donner pour le 7 avril une sorte de rendez-vous dans la ville de Burgos. Méfiant comme un Espagnol, Ferdinand y envoya son

frère don Carlos, qui, n'ayant pas rencontré Napoléon, ni reçu d'autre avis, poussa jusqu'à Tolosa, où il attendit les ordres du roi.

Accompagné de M. Hervaz, comte d'Almenara et beau-frère du maréchal Duroc, Savary arrivait à Madrid le 7 avril, en même temps que don Carlos à Burgos, et, dans une audience que lui donna immédiatement le jeune roi, il lui confirma la venue prochaine de l'Empereur, qui se trouvait effectivement en route depuis le 3. Ferdinand se décida dès lors au voyage de Burgos, où il entrait le 12, accompagné du ministre secrétaire d'État don Pedro Cevallos; du duc de l'Infantado, président du conseil de Castille; du duc de San-Carlos, grand majordome; du marquis de Musquiz, ex-ambassadeur à la cour de France; de don Pedro Labrador, ex-ministre d'Espagne près du roi d'Étrurie; de don Pedro de las Torres; du chanoine don Juan Escoïquiz, son ancien précepteur; du comte de Villariezo, capitaine des gardes, et de plusieurs gentilshommes. Sur les instances de Savary, Ferdinand s'avança jusqu'à Vittoria, d'où l'habile diplomate français courut à Bayonne, informer l'Empereur des dispositions de la cour d'Espagne, et prendre ses ordres. Napoléon y était arrivé dans la nuit du 14 au 15; contrairement à son habitude de franchir avec rapidité les distances, il avait mis pour ce trajet le triple du temps qu'il eût employé en toute autre occasion; mais, avant de prendre une décision, avant de se placer comme arbitre entre le père et le fils, entre deux factions puissantes, il cherchait à pénétrer la vérité. Le duc de Medina Cœli, le duc de Frias et le comte Fernando-Nunès, députés vers lui par Ferdinand, le rencontrèrent entre Angoulême et Poitiers; il ne voulut les recevoir qu'à Bayonne. L'Impératrice suivait l'Empereur, qui

lui faisait 20,000 francs de gratification mensuelle pour la durée du voyage. Elle s'arrêta quelque temps à Bordeaux en attendant que l'Empereur eût disposé, d'une manière convenable, l'habitation qu'il lui destinait à Bayonne. « Je suis bien aise que tu sois restée, lui écrivait-il, car les maisons d'ici sont bien mauvaises et très-petites. Je désire qu'à Bordeaux tu fasses des amitiés à tout le monde; mes occupations ne me l'ont point permis. Je vais aujourd'hui aller dans une petite maison, à la campagne, à une demi-lieue de la ville[1]. » C'est sans doute du château de Marac qu'il est question. Napoléon l'ayant trouvé habitable, y ordonna différents travaux d'urgence, et revint passer la nuit à Bayonne, d'où il écrivit au roi Ferdinand la lettre suivante, que Savary dut lui porter :

« Bayonne, le 16 avril 1808.

» MON FRÈRE,

» J'ai reçu la lettre de Votre Altesse Royale. Elle doit avoir acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus du roi son père, de l'intérêt que je lui ai toujours porté. Elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses États, et à donner quelque satisfaction à l'opinion publique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur et celui de ses sujets. Les affaires du Nord ont retardé mon voyage. Les événements d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est passé, et de la conduite du prince de la Paix; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes.

[1] Lettre du 16 et du 17 avril 1808.

Je prie Dieu que Votre Altesse Royale n'en fasse par elle-même un jour l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse du sang royal, et qui a si longtemps régi le royaume. Il n'a plus d'amis : Votre Altesse Royale n'en aura plus, si jamais elle est malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Comment d'ailleurs pourrait-on faire le procès au prince de la Paix, sans le faire à la reine et au roi votre père ? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses : le résultat en sera funeste pour votre couronne. Votre Altesse Royale n'y a de droits que ceux que lui a transmis sa mère. Si le procès la déshonore, Votre Altesse Royale déchire par là ses droits. Qu'elle ferme l'oreille à des conseils faibles et perfides. Elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix. Ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la Paix fût éloigné des affaires ; l'amitié du roi Charles m'a porté souvent à me taire et à détourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misérables hommes que nous sommes ! Faiblesse et erreur, c'est notre devise. Mais tout cela peut se concilier : que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un refuge en France. Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment où mes armées couvraient les Espagnes ; et, aux yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain voisin, il m'est permis de vouloir en connaître les motifs avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à Votre Altesse Royale, aux Espagnols, au monde entier : si l'abdication du roi Charles est de pur mouve-

ment, s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection et l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'admettre, et je reconnais Votre Altesse Royale comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec elle sur cet objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires doit être garant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son tour, des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son trône. Quand le roi Charles me fit part de l'événement du mois d'octobre dernier, j'en fus douloureusement affecté; et je pense avoir contribué, par les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. Votre Altesse Royale avait bien des torts; je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite, et que j'ai constamment voulu ignorer. Roi à son tour, elle saura combien les droits du trône sont sacrés. Toute démarche près d'un souverain étranger, de la part d'un prince héréditaire, est criminelle. Votre Altesse Royale doit se défier des écarts, des émotions populaires. On pourra commettre quelques meurtres sur mes soldats isolés, mais la ruine de l'Espagne en serait le résultat. J'ai déjà vu avec peine qu'à Madrid on avait répandu des lettres du capitaine général de la Catalogne et fait tout ce qui pouvait donner du mouvement aux têtes. Votre Altesse Royale connaît ma pensée tout entière. Elle voit que je flotte entre diverses idées qui ont besoin d'être fixées. Elle peut être certaine que, dans tous les cas, je me comporterai avec elle comme envers le roi son père. Qu'elle croie à mon désir de tout concilier, et de trouver des occasions de lui donner des preuves de mon affection et de ma parfaite estime. Sur ce, je prie Dieu, mon frère... »

Ferdinand parut satisfait : il n'hésita plus à partir pour

le rendez-vous que lui assignait Napoléon, et arriva 20 avril, dans la matinée, à Bayonne, accompagné d don Carlos. Le même jour, Napoléon, qui se trouva *assez bien établi à la campagne*, le reçut à dîner avec cour. *Cela m'a donné bien des embarras*[1], écrivait-il Joséphine; et pourtant il ne faisait que débuter dans l inextricables complications de cette fâcheuse affaire.

Décidé au voyage de Bayonne dès qu'il avait appris départ du prince des Asturies, Charles IV, du château d'Aranjuez, signifia à la junte du gouvernement présidée par son frère l'infant don Antonio, une protestation contre les conséquences du mouvement révolutionnaire qui avait mis la couronne sur la tête de Ferdinand; il déclara vouloir rentrer dans ses droits, et conjointement avec la reine mère il gagna Bayonne, où fut conduit en même temps Manuel Godoï, livré au grand-duc de Berg par la junte suprême.

A cette époque, la reine de Hollande, qui habitait Paris, mettait au monde le prince qui devait continuer la dynastie napoléonienne. L'Empereur, transporté d'aise, l'annonça de la manière suivante à l'Impératrice : « Mon amie, Hortense est accouchée d'un fils; j'en ai éprouvé une vive joie. Je ne suis pas surpris que tu ne m'en dises rien, puisque ta lettre est du 21, et qu'elle est accouchée le 20, dans la nuit[2]. » Par le même courrier, Napoléon priait Joséphine de quitter Bordeaux le 26, de coucher à Mont-de-Marsan et d'arriver près de lui le 27. « Je te fais arranger, ajoutait-il, une petite campagne à côté de celle que j'occupe. »

[1] Lettre du 21 avril 1808.

[2] Lettre datée de Bayonne, le 23 avril 1808.

CHAPITRE CENT DIXIÈME.

CONFÉRENCES DE BAYONNE. — SOULÈVEMENT DE L'ESPAGNE CONTRE LA FRANCE.

oléon se refuse à reconnaître comme roi d'Espagne le prince des Asturies. — ituation des esprits à Madrid; illusions et quiétude de Murat. — Insurrection u 2 mai; mesures énergiques et proclamation de Murat. — Reproches de harles IV à son fils Ferdinand; cession de leurs droits sur la couronne d'Es-agne. — Proclamation de l'Empereur aux Espagnols et convocation à Bayonne 'une junte extraordinaire. — Manière d'être du roi Joseph et de la reine Julie à laples. — Joseph, déclaré roi d'Espagne, quitte l'Italie, traverse la France et se end à Bayonne. — Réception qu'on lui fait. — Travaux de la junte. — Joseph a prendre possession de son trône. — Mouvements insurrectionnels de l'Es-agne. — Opérations du général Dupont; désastre de Baylen et capitulation l'Andujar. — Saragosse et D. Jos. Palafox. — Bataille de Medina del Rio-Seco agnée par Bessières. — Arrivée et séjour du roi Joseph à Madrid; il en sort le 1 juillet; mouvement rétrograde de notre armée.

« Ce sont les intrigues des princes d'Espagne, leurs querelles de famille et leur trahison des intérêts espagnols, qui ont amené les événements de Bayonne, et non l'ambition de placer la couronne d'Espagne sur la tête d'un de mes frères. »

Note de Napoléon sur les affaires d'Espagne.

Avant l'arrivée de Charles IV à Bayonne, Napoléon ait déclaré au prince des Asturies que l'abdication du i ayant eu lieu sous l'influence violente d'une émeute pulaire, et ce monarque protestant contre l'acte aché de ses mains débiles, l'Empereur des Français poserait point la couronne d'Espagne sur la tête de rdinand. Dans le but de fixer solennellement le sort royaume, Napoléon ordonnait en même temps au nce Murat de s'entendre avec la junte pour désigner, nme députés extraordinaires à Bayonne, les personnes plus notables. Charles IV écrivait à l'infant don An-nio de permettre à la reine d'Étrurie, ainsi qu'à son

fils l'infant don Francisco de Paulo de venir le retrouver en France. La reine y consentit volontiers pour elle-même ; mais la junte s'opposa au voyage de don François de Paule. Murat, qui s'était rendu au sein de cette assemblée, ne put en rien obtenir ; et le peuple, déjà fort irrité de l'éloignement de ses deux souverains, de la délivrance de Godoï, des intentions hostiles au prince des Asturies manifestées par l'Empereur, appuya la junte. Madrid presque entier conspirait : chaque maison devenait un arsenal ; la populace nourrissait des projets sinistres ; des rixes, des assassinats de soldats français avaient lieu tous les jours. O'Farill, ministre de la guerre, Azenza, ministre des finances, et quelques autres grands personnages favorables à la politique napoléonienne, prévenaient Murat du complot mystérieux ourdi contre les Français ; mais l'imprudent généralissime, fort de ses vingt-cinq mille hommes, ne tenait nul compte des avis qu'il recevait. D'autre part, un nouvel ambassadeur qui avait remplacé depuis peu M. de Beauharnais, M. Laforest, ne connaissait ni les hommes ni les choses : en opposition presque constante avec Murat, il se retranchait dans la lettre de ses instructions secrètes, et n'essayait rien pour calmer les esprits ou déjouer les conspirateurs.

On se sentait sur un volcan ; et telle était l'aveugle sécurité du prince généralissime, qu'il n'avait pris aucune mesure pour s'assurer de l'arsenal : son palais était à peine gardé, et le 1er mai, écrivant à l'Empereur, il lui disait : « Une tranquillité parfaite règne dans Madrid. Aujourd'hui la parade, comme à l'ordinaire, a été très-belle. Nos camps étaient remplis d'Espagnols ; tout Madrid, je crois, est allé voir la tente de Votre Majesté. » Or, le lendemain, une insurrection

terrible allait surprendre Murat et son armée au milieu des illusions du triomphe et de la grandeur. Le 2 mai, au moment du départ de la reine d'Étrurie, des groupes menaçants envahirent les abords du palais occupé par Murat. Vers onze heures du matin, un de ses aides de camp est renversé de cheval et frappé sur la place publique; on l'eût peut-être immolé, sans l'intervention énergique des grenadiers de garde, qui vinrent à son secours et l'arrachèrent à la fureur de la multitude ameutée. Un autre officier et beaucoup de soldats français étaient en même temps poursuivis, menacés; la grande rue d'*Alcala*, la place *Mayor*, les environs de la *Puerta del Sol* se couvraient de monde; les cris de *Mort aux Français! mort à Murat! vive la liberté! vive Ferdinand!* retentissaient de toutes parts; l'insurrection faisait d'effrayants progrès.

Murat ordonne aussitôt de battre la générale; un bataillon de la garde, stationné devant son palais, marche vers la place, suivi de deux pièces de canon, s'y met en bataille, et répond à la grêle de pierres dont il est assailli par un feu de deux rangs, que soutiennent quelques charges à mitraille. En quelques minutes la terre est jonchée de morts; le peuple s'enfuit épouvanté, maudissant les Français et criant vengeance. C'était un vrai malheur d'avoir été forcé de répandre le sang; mais l'attaque une fois commencée, il fallait triompher ou quitter Madrid. Murat l'avait si bien senti, qu'il s'était hâté d'envoyer aux troupes campées aux environs de la ville l'ordre de s'en approcher, et au général Grouchy celui de balayer, avec sa cavalerie, les rues à travers lesquelles le canon venait de retentir. Lorsque les insurgés se virent hors d'état de tenir davantage, ils pénétrèrent dans les maisons, et,

tirant par les fenêtres, nous tuèrent beaucoup de monde. Plusieurs maisons furent forcées, emportées d'assaut, et tous les insurgés surpris les armes à la main payèrent de la vie leur imprudente audace ; ceux qui s'étaient emparés de l'arsenal subirent le même sort : on les passa au fil de l'épée, exécution horrible et pourtant nécessaire.

Telle fut l'insurrection du 2 mai. La position des Français pouvait devenir très-critique ; mais la présence d'esprit du généralissime et l'intrépidité de nos soldats triomphèrent du nombre. Deux bataillons de fusiliers de la garde, un piquet de chasseurs de la garde et cinq ou six cents cavaliers seulement prirent part aux événements. Tout était terminé quand arrivèrent les troupes des cinq camps formés autour de la capitale. Nous avions perdu cinq cents hommes tant tués que blessés. Les Espagnols n'avaient eu que cent quatre morts, parmi lesquels deux jeunes officiers d'artillerie dont le sentiment national a fait deux héros.

Malgré l'accusation haineuse de Bourrienne, on ne saurait méconnaître que, dans cette circonstance, Murat n'ait donné les témoignages du plus admirable sang-froid et de toute la clémence possible. Sans ménager le sang, il ne voulut utiliser que la force indispensable au rétablissement de l'ordre, et préféra la coopération de la milice espagnole à celle des Français, qu'il tâcha de maintenir sur la défensive. Il convoqua les membres de la junte, les pria d'user de leur influence pour apaiser le peuple ; il les fit accompagner par des officiers français, qui ne craignirent pas d'affronter, au péril de leurs jours, la fureur d'une populace irritée. Le ministre O'Farill, le général Harispe parcoururent Madrid en tous sens afin d'opposer aux cris de la révolte un lan-

gage de conciliation et de paix. Une troupe de Catalans, saisis les armes à la main, furent mis en liberté au moment qu'ils pensaient être fusillés. Le lendemain, 3 mai, dès le matin, l'infant don Francisco fut emmené à Bayonne; le soir l'infant don Antonio courut le rejoindre; la junte suprême décida alors que le grand-duc Joachim serait prié de la présider provisoirement, lui seul pouvant rassurer les esprits, imposer aux mécontents et maintenir quelque accord entre le peuple et le soldat. Le 6, on lut la proclamation suivante affichée sur les murs de Madrid :

« SOLDATS,

» Le 2 mai, vous fûtes contraints de courir aux armes et de repousser la force par la force. Vous vous êtes bien conduits; je suis content de vous; j'en ai rendu compte à l'Empereur. Trois soldats se sont laissé désarmer : ils sont déclarés indignes de servir dans l'armée française. Maintenant tout est rentré dans l'ordre; le calme est rétabli; les hommes coupables ou égarés sont punis ou reconnaissent leur erreur; un voile doit être tiré sur le passé, la confiance doit renaître. Soldats, reprenez avec les habitants vos anciennes liaisons. La conduite des troupes espagnoles mérite des éloges; elle doit cimenter de plus en plus l'harmonie et la bonne intelligence qui règnent entre les deux armées. Habitants de Madrid! habitants de l'Espagne! n'ayez plus d'inquiétude; dissipez les alarmes que la malveillance a voulu répandre; reprenez vos habitudes, le cours de vos affaires, et ne voyez dans les soldats du grand Napoléon, protecteur des Espagnes, que des soldats amis, que de fidèles alliés. Les habitants de toutes

les classes, de tous les ordres peuvent porter à l'ordinaire leur manteau, ils ne doivent plus être arrêtés ni inquiétés.

» JOACHIM. »

Après avoir enchaîné la révolte par des actes de vigueur, Murat, comme toutes les âmes généreuses, se montra clément et miséricordieux. Il organisa la police sur un bon pied, il tâcha d'intimider le peuple et de se faire des créatures parmi les grands; mais ceux-ci le trompaient sous des dehors d'affectueuse considération, ainsi qu'ils ont trompé plus tard le roi Joseph et Napoléon lui-même.

Le jour où le sang coulait à Madrid pour soutenir une légitimité qui était sur le point d'expirer par un suicide moral, Charles IV écrivait au prince des Asturies : « Votre conduite envers moi, vos lettres interceptées ont mis une barrière d'airain entre vous et le trône d'Espagne; il n'est ni de votre intérêt ni de celui de la patrie que vous vous y présentiez; gardez-vous d'allumer un feu dont votre ruine totale et le malheur de l'Espagne seraient le seul et inévitable effet. Je suis roi du droit de mes pères; mon abdication est le résultat de la force et de la violence; je n'ai donc rien à recevoir de vous. En m'arrachant la couronne, c'est la vôtre que vous avez brisée! Vous lui avez ôté ce qu'elle avait d'auguste, ce qui la rendait sacrée aux yeux des hommes!.... »

Entraînée par son attachement coupable pour Godoï, ne pouvant désormais jouir de sa présence qu'en vivant avec lui sous les lois tutélaires de la France, la reine conjura Charles IV d'abandonner une couronne dont il ne pourrait supporter le poids, et de remettre entre les mains de Napoléon les destinées de l'Espagne. Il y consentit sans peine; Ferdinand, au contraire, à qui l'Empereur

proposait d'accepter le royaume d'Étrurie en échange de l'héritage paternel, répondit fièrement : *Tout ou rien.* Charles autorisa Godoï, prince de la Paix, comte d'Evora-Monti, à conclure avec le maréchal Duroc la cession dont voici la teneur :

« Art. Ier. S. M. le roi Charles n'ayant eu en vue toute sa vie que le bonheur de ses sujets, et constant dans le principe que tous les actes d'un souverain ne doivent être faits que pour arriver à ce but ; les circonstances actuelles ne pouvant être qu'une source de dissensions d'autant plus funestes que les factions ont divisé sa propre famille, a résolu de céder, comme il cède par le présent, à S. M. l'empereur Napoléon tous ses droits sur le trône des Espagnes et des Indes, comme le seul qui, au point où sont arrivées les choses, puisse rétablir l'ordre, entendant que ladite cession n'aura lieu qu'afin de faire jouir ses sujets des deux conditions suivantes : 1° L'intégrité du royaume sera maintenue ; le prince que S. M. l'empereur Napoléon jugera convenable de placer sur le trône d'Espagne sera indépendant, et les limites de l'Espagne ne souffriront aucune altération ; 2° la religion catholique, apostolique et romaine sera la seule en Espagne ; il ne pourra y être toléré aucune religion réformée, et encore moins infidèle, suivant l'usage établi aujourd'hui.

» Art. II. Tous les actes faits contre nos fidèles sujets depuis la révolution d'Aranjuez sont nuls et de nulle valeur, et leurs propriétés leur seront rendues.

» Art. III. S. M. le roi Charles ayant ainsi assuré la prospérité, l'intégrité et l'indépendance de ses sujets, S. M. l'Empereur s'engage à donner refuge dans ses États au roi Charles, à la reine, à sa famille, au prince de la Paix, ainsi qu'à ceux de leurs serviteurs qui vou-

draient les suivre, lesquels jouiront en France d'un rang équivalant à celui qu'ils possédaient en Espagne.

» Art. IV. Le palais impérial de Compiègne, les parcs et forêts qui en dépendent seront à la disposition du roi Charles sa vie durant.

» Art. V. S. M. l'Empereur donne et garantit à S. M. le roi Charles une liste civile de 30 millions de réaux, que S. M. l'empereur Napoléon lui fera payer directement tous les trois mois par le trésor de la couronne. A la mort du roi Charles, 2 millions de réaux formeront le douaire de la reine.

» Art. VI. S. M. l'empereur Napoléon s'engage à accorder à tous les infants d'Espagne une rente annuelle de 400,000 francs, pour en jouir à perpétuité, eux et leurs descendants, sauf la réversibilité de ladite rente d'une branche à l'autre, en cas de l'extinction de l'une d'elles, et en suivant les lois civiles. En cas de l'extinction de toutes les branches, lesdites rentes seront réversibles à la couronne de France.

» Art. VII. S. M. l'empereur Napoléon fera tel arrangement qu'il jugera convenable avec le futur roi d'Espagne pour le payement de la liste civile et des rentes comprises dans les articles précédents; mais S. M. le roi Charles IV n'entend avoir de relation, pour cet objet, qu'avec le trésor de France.

» Art. VIII. S. M. l'empereur Napoléon donne en échange à S. M. le roi Charles le château de Chambord avec les parcs, forêts et fermes qui en dépendent, pour en jouir en toute propriété et en disposer comme bon lui semblera.

» Art. IX. En conséquence, S. M. le roi Charles renonce, en faveur de S. M. l'empereur Napoléon, à toutes les propriétés allodiales et particulières appartenant à

a couronne d'Espagne, mais qu'il possède en propre. .es infants d'Espagne continueront à jouir du revenu es commanderies qu'ils possèdent en Espagne.... »

Cet acte fut conclu le 5 mai. Du jour où M. de Beauarnais, notre ambassadeur, avait écrit à Napoléon que odoï était d'avis de faire voile pour le Mexique avec la imille royale et de livrer la Péninsule à l'Angleterre, 'apoléon avait décidé en lui-même l'œuvre politiue qui vient de s'accomplir. Une lettre du vieux roi, crite le 21 mars, par laquelle il remet son sort, celui e la reine et celui de Godoï entre les mains *du grand omme* dont il apprécie *le génie et la magnanimité,* auorisait implicitement Napoléon, qui se conduisit en cette ffaire avec une extrême habileté diplomatique. Il eut 'art de donner à l'expression de sa volonté personnelle 'apparence d'un acquiescement bénévole chez le roi et hez les principaux seigneurs de la cour espagnole.

Charles IV, depuis son arrivée à Bayonne, n'avait point ncore vu son fils Ferdinand; il le fait venir alors, et, n présence de l'Empereur, de la reine et de Godoï, il ui ordonne, ainsi qu'aux infants, de signer le lendenain une renonciation formelle au trône, sous peine l'être traités *comme des émigrés rebelles.* Ferdinand veut oumettre à son père quelques observations respecueuses; mais, s'élançant aussitôt du siége qu'il occupe, e vieillard lui reproche dans les termes les plus durs l'avoir voulu son trône et sa vie; la reine l'accable en nême temps d'imprécations véhémentes. Le prince des Asturies, qui avait trouvé en lui-même assez d'énergie pour repousser les offres de l'Empereur, n'en trouva point pour s'excuser vis-à-vis d'un père, encore moins pour lui manquer de déférence. Désarmé, non par le sentiment de sa culpabilité, comme on l'a dit, mais par celui

du malheur qui planait sur la tête du vieux roi, il se tut. Napoléon resta stupéfait; les membres de la junte présents à l'entrevue comprirent sous quelle influence Charles IV avait signé son abdication, et la légitimité du nouveau monarque ne fut plus à leurs yeux qu'une usurpation. Dès lors, le droit de possession demeurant suspendu entre le père et le fils, presque tous les grands d'Espagne réunis autour de l'Empereur le conjurèrent d'être l'arbitre du royaume. De concert avec eux, Escoïquiz rédigea un protocole fondé sur l'acte du 5 mai, protocole en vertu duquel Ferdinand renonçait à ses droits moyennant le titre d'Altesse Royale, transmissible à ses descendants; la possession en toute propriété du domaine de Navarre, comprenant cinquante mille arpents dégrevés d'hypothèques; une rente-apanage de 400,000 francs sur le trésor de France, transmissible, et une rente viagère de 600,000 francs, sans préjudice des avantages stipulés au bénéfice des infants et des infantes. Quand le prince des Asturies signa ce traité, il était déjà parti avec don Carlos pour le château de Valençay (Indre), propriété du prince de Talleyrand, qui leur permettait d'en disposer. Quelques jours après, les autres membres de la famille royale, accompagnés de Godoï, se rendirent au château de Compiègne.

Non contents d'avoir signé une renonciation authentique, Ferdinand, don Carlos et don Francisco adressèrent aux Espagnols une proclamation par laquelle, les déliant de leurs serments, ils les conjuraient de demeurer unis et paisibles, de ne consulter que les intérêts de la patrie, et de s'en remettre à Napoléon du soin de l'avenir. « Cette conduite, ajoutaient-ils, sera la meilleure preuve que pourra nous donner la nation espagnole de sa fidélité, de son loyal attachement à notre personne,

et nous prouvera qu'elle sait reconnaître nos sentiments envers elle, puisque c'est pour la rendre heureuse, *por hacerla dichosa*, que nous faisons l'abandon de nos droits et de nos intérêts propres. »

De son côté, Napoléon, le 25 mai, fit répandre dans toute l'Espagne la proclamation suivante :

« Espagnols !

» Après une longue agonie, votre nation périssait; j'ai vu vos maux, je vais y porter remède; votre grandeur, votre puissance fait partie de la mienne. Vos princes m'ont cédé tous leurs droits à la couronne des Espagnes. Je ne veux point régner sur vos provinces, mais je veux acquérir des titres éternels à l'amour et à la reconnaissance de votre postérité. Votre monarchie est vieille : ma mission est de la rajeunir. J'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai jouir, si vous me secondez, des bienfaits d'une réforme, sans froissements, sans désordre, sans convulsions. Espagnols, j'ai fait convoquer une assemblée générale des députations des provinces et des villes. Je veux m'assurer par moi-même de vos désirs et de vos besoins. Je déposerai alors tous mes droits, et je placerai votre glorieuse couronne sur la tête d'un autre moi-même, en vous garantissant une constitution qui concilie la sainte et salutaire autorité du souverain avec les libertés et les priviléges du peuple. Espagnols, souvenez-vous de ce qu'ont été vos pères : voyez ce que vous êtes devenus. La faute n'en est pas à vous, mais à la mauvaise administration qui vous a régis. Soyez pleins d'espérance et de confiance dans les circonstances actuelles; car je veux que vos derniers neveux conservent mon souvenir, et disent : *Il est le régénérateur de notre patrie.* »

En date du même jour, Napoléon convoqua la réunion à Bayonne d'une junte extraordinaire de cent quatre-vingts notables du royaume, dont la session fut fixée au 15 juin; puis il chargea le grand-duc de Berg de proposer Joseph-Napoléon, roi de Naples, pour roi d'Espagne, non-seulement à la junte de gouvernement, mais encore au conseil de Castille et à la ville de Madrid. La ville, le conseil, la junte s'étant déclarés d'une manière favorable, une députation mixte se rendit près de l'Empereur, pour lui remettre le témoignage presque unanime des grands pouvoirs de l'État.

Les choses, en apparence, marchaient mieux que ne l'avait espéré l'Empereur : Joseph se montrait docile à la nouvelle combinaison politique où il allait entrer. Cependant il aimait Naples et les Napolitains, qui de leur côté manifestaient beaucoup de sympathie pour lui ainsi que pour sa femme la reine Julie, non moins bonne qu'aimable et judicieuse, qui était arrivée à Naples depuis le mois d'avril; chaque jour Leurs Majestés acquéraient des titres à l'estime générale. « Naples adorerait les nouveaux souverains, écrivait alors un témoin oculaire, si l'esprit de parti n'entretenait toujours au fond des cœurs le souvenir du passé. » La vanité, levier puissant chez les peuples méridionaux, était une des principales ressources de Joseph, qui voulait employer le moins possible l'intimidation, et qui ne pouvait prodiguer l'or, n'en ayant que fort peu; il créa l'ordre des Deux-Siciles, étoile d'or à cinq pointes émaillée de rouge, avec les armes de Naples (un cheval courant) et l'exergue *Pro patriâ renovatâ*, d'une part, et, sur l'autre face, les armes de Sicile (une femme à trois jambes), avec la légende : *Josephus Napoleo utriusque Siciliæ rex instituit;* ruban bleu-céleste. Il organisa sa cour comme celle des

Tuileries, avec chambellans, maîtres des cérémonies, dames d'honneur, pages, s'attachant, par des titres peu rétribués, les principales familles du royaume. L'étiquette fut rigoureuse dans les jours d'apparat et dans les cercles du dimanche, mais l'intimité ne perdit ni son charme, ni ses droits. Indépendamment de plusieurs Français, Salicetti, Rœderer, Stanislas de Girardin, le général Dumas, grand maréchal, causeurs spirituels, Leurs Majestés admettaient auprès d'elles le célèbre poëte Monti, qui faisait des improvisations ou des lectures, le musicien Paësiello, le médecin Cotugno, vieillard extrêmement gai. Malheureusement pour le roi Joseph comme pour le peuple napolitain, ces réunions furent de courte durée : dès le milieu du mois de mai, Joseph avait reçu de l'Empereur la nouvelle de son élévation prochaine sur le trône d'Espagne. Le 23 du même mois, il partait de Naples et se rendait à Bayonne, accompagné des généraux Dumas, Saligny, Franceschi et Merlin, de son secrétaire Deslandes, du premier écuyer Stanislas de Girardin, du colonel Expert, adjudant du palais, et de quelques autres dignitaires. « A la place de Votre Majesté, disait une des personnes de sa suite, je ne sacrifierais pas un royaume comme celui de Naples, pour m'embarquer sur une mer orageuse et affronter les tempêtes que vous rencontrerez inévitablement au delà des Pyrénées. — Je ne suis pas dans une position à pouvoir délibérer, répondit le roi : pénétré de reconnaissance pour les bienfaits de mon frère, je dois les accepter et lui obéir... »

Le voyage de Joseph Napoléon fut sans incidents remarquables. Le 27 mai, Lucien, étant venu le trouver à Bologne, lui fit sur l'Espagne des observations très-raisonnables et sembla deviner la plupart des obstacles

qui allaient naître. Pour faire évanouir l'impression triste que lui laissa cet entretien, il ne fallut au roi rien moins que l'affectueux accueil dont il fut l'objet à Stupinis, résidence royale des environs de Turin, où le reçurent splendidement le prince et la princesse Borghèse, dévorés, celui-ci de jalousie, celle-là d'ennuis. Joseph ne s'arrêta qu'un jour à Stupinis; à Lyon, il descendit chez son oncle le cardinal Fesch, qui habitait Paris, et il atteignit Bayonne le 7 juin, vers sept heures du soir. S'appuyant sur les adresses de la junte, du conseil de Castille, de la ville de Madrid, qui demandaient, *pour le bien de l'Espagne, que l'on mît promptement un terme à l'interrègne*, Napoléon, la veille, avait proclamé Joseph *roi des Espagnes et des Indes.* L'Empereur alla à sa rencontre, le fit monter dans sa voiture, et le conduisit directement au château de Marac, où l'attendaient presque tous les grands d'Espagne, ainsi qu'une partie des membres de la junte. Le duc de l'Infantado, parlant au nom des grands, lui dit : « Sire, dans tous les temps les grands d'Espagne ont été célèbres pour leur fidélité loyale à leur souverain; Votre Majesté trouvera en nous même dévouement, même fidélité. » Plusieurs députés lui adressèrent aussi des discours dont il eut lieu d'être satisfait, et, de leur côté, les Espagnols parurent l'accueillir avec autant de confiance que d'estime. Le 8 juin, don Pedro Cevallos, qui devint en 1814 ministre de Ferdinand VII, écrivait dans une lettre confidentielle : « J'ai eu l'honneur de me présenter devant le roi, arrivé hier de Naples; j'ose espérer que sa présence, sa bonté et la noblesse de son cœur, qui se dévoile à la première vue, suffiront, sans le concours des armées, pour calmer l'agitation de nos provinces. » Cette opinion était générale

Au jour indiqué, l'ouverture de la junte extraordinaire eut lieu sous la présidence de don Michel-Joseph Azenza, ministre des finances. Après la proclamation du décret de l'Empereur et les discours d'usage, on discuta un projet de constitution calqué sur celle de la république française en l'an VIII. Il fut arrêté que le gouvernement se composerait du roi, de ses ministres, du sénat, du conseil d'État, des cortès ou assemblée des députés de la nation, et de l'ordre judiciaire. Les députés du ban de la noblesse et du clergé, au nombre de cinquante; ceux des villes principales et des universités, également au nombre de cinquante, demeuraient au choix du roi; les soixante-douze députés de provinces étaient seuls nommés par le peuple, divisé par arrondissements d'élection, de manière qu'il y eût un député pour trois cent mille habitants. La liberté individuelle et la liberté de la presse furent placées sous la protection spéciale de deux commissions des cortès; on déclara tous les Espagnols aptes aux emplois publics; les juges inamovibles; et, comme si Napoléon eût voulu se montrer plus libéral au delà qu'en deçà des Pyrénées, un article de la constitution donnait aux cortès le droit de se réunir extraordinairement en 1820, pour examiner cette même charte et lui imprimer les modifications dont l'expérience aurait consacré l'opportunité.

L'Empereur et le roi Joseph furent très-satisfaits des travaux de la junte; mais cette constitution, bien que votée avec ensemble, n'était point viable; chaque jour, les divers points de l'Espagne, arrivaient de fâcheuses nouvelles que l'Empereur dérobait à son frère, craignant de le voir renoncer à gouverner un pays qu'agitait la guerre civile. Le 9 juillet, époque où Joseph partit de Bayonne pour prendre possession de son nouveau

royaume, il se trouvait encore dans la plus complète illusion. Espérant produire plus d'effet sur un peuple neuf, il s'était fait précéder d'une proclamation en tête de laquelle figuraient presque tous les titres de Charles-Quint, roi de Naples, de Sicile, de Jérusalem, duc de Bourgogne, etc., etc.; il s'entoura d'Espagnols; il marcha suivi d'une soixantaine de voitures remplies d'officiers ou de grands seigneurs attachés naguère à Charles IV. Cependant au milieu de ces Espagnols figuraient les généraux Saligny, Clermont-Tonnerre, Merlin, Franceschi, Stanislas de Girardin, M. de Tournon, chambellan de l'Empereur, le secrétaire intime Deslandes, le jeune Clary, surnommé *le Bienvenu*, et quelques autres personnes. L'Empereur conduisit son frère jusqu'au bord de la Bidassoa, où le roi prit ses propres voitures et continua immédiatement sa route par Saint-Sébastien, Tolosa, Vittoria, Miranda, Briviesca, Burgos. Le roi coucha dans chacune de ces villes. Il y reçut des hommages officiels; il passa sous des arcs de triomphe; il vit des drapeaux ou des tapisseries appendus aux fenêtres, des fleurs semées sur la route; mais il entendit peu de vivat, et demeura frappé de la froideur des habitants. Les nouvelles qu'il recevait en route étaient d'ailleurs peu rassurantes: à Saint-Sébastien, un honnête Espagnol, captivé par les manières aimables de M. Deslandes, lui avait assuré que des guerrillas enlèveraient le roi Joseph; à Burgos, quelques grands personnages s'isolèrent du cortége, et les défections devinrent telles, qu'en approchant de Madrid la plupart des voitures se trouvaient vides.

Au signal d'insurrection du 2 mai, donné par la ville de Madrid, les Asturies, la Galice, les royaumes de Léon, de Valence, de Jaën, une partie de la Catalogne et du littoral maritime s'étaient hâtés de répondre; une

junte réunie à Oviédo réclama l'appui de l'Angleterre *pour la guerre sainte* qu'elle allait entreprendre, et le général Cuesta rassembla dans les Asturies, la Galice et le royaume de Léon, quarante mille hommes dont Benavente fut le centre d'opérations. D'autres juntes s'organisèrent en différentes villes; beaucoup de Français furent pillés, emprisonnés, massacrés par la populace; il en fut de même des magistrats qui voulurent arrêter le désordre. La junte de Séville régularisait le soulèvement, devenu général vers la fin du mois de juin. Les bandes insurgées, mal armées, mal dirigées, étaient sans discipline; mais les deux tiers de nos troupes laissaient aussi beaucoup à désirer : c'étaient des conscrits de nouvelle levée, n'ayant reçu qu'une partie de leur équipement, sous les ordres de jeunes officiers sortis depuis peu des écoles, ou sous de vieux militaires en retraite qu'on venait de rappeler au service.

Le mouvement offensif des Français commença dans les premiers jours du mois de juin. Bessières, stationné à Burgos, fit, le premier, marcher des troupes contre les insurgés. Il y eut des combats livrés à Logroño par le général Verdier, à Ségovie par le général Frère, à Torquemada par Lasalle, à Valladolid par les généraux Lasalle, Merle et Sabathier, à Venta de Escudo et Santander par le général Ducos. Dans la Catalogne, Duhesme, qui entendait merveilleusement bien la guerre de montagnes, secondé par les généraux Chabran et Schwartz, faisait avec succès différentes expéditions sur Tarragone, sur le Llobregat, sur Mongat et Santo-Paolo del Mar. Girone nous avait fermé ses portes. Dans la Navarre et l'Aragon, Lefebvre-Desnouettes culbutait les insurgés à Tudela, Mallen, Alagon, Épila, Monte-Torrero, et balayait la route qui joint Pampelune

à Saragosse. Pour comprimer les bandes de la province de Valence, fortes de vingt-cinq mille hommes, commandées par le général Caro, Moncey partit de Tolède, força le pont de Pesquera, chassa l'ennemi des retranchements de las Capreras, franchit le Guadalaviar, s'empara des faubourgs de Valence, où s'était retranchée une population ardente, et mena rudement l'armée de Caro jusqu'au col d'Almanza, d'où il revint le 3 juillet sur Madrid, avec une artillerie considérable prise aux Espagnols. Le même jour, un jeune général, Caulincourt, se signalait sous les murs de Cuenca.

Le général Dupont, à la tête des divisions d'infanterie Barbou, Leval et Vedel, et d'une division de cavalerie commandée par le général Frésia, après avoir occupé la rive droite du Duero, transporta son quartier général à Tolède; puis, laissant une division en arrière pour garder l'Escurial, une autre pour défendre Tolède, il marcha sur Cadix avec la division Barbou, la cavalerie de Frésia, deux régiments suisses et un bataillon de marine de la garde impériale, le tout formant un effectif de 7,300 hommes. Le général Pryvé commandait l'avant-garde. Après avoir traversé sans obstacle la Sierra-Morena, Dupont apprit le soulèvement de toute l'Andalousie. Solano, qui avait réuni ses troupes à celles du camp de Saint-Roch et s'était renforcé de bataillons provinciaux, pouvait tenir campagne avec une armée considérable. Dupont demanda des renforts, mais il n'en continua pas moins sa route. Au pont d'Alcala, sur le Guadalquivir, trente mille hommes, dont six mille de troupes réglées, lui fermèrent le passage; il les culbuta dans leurs retranchements, les poursuivit jusque sous les murs de Cordoue, s'empara de cette ville après un combat très-vif au milieu des rues, et fit camper ses troupes, partie sur

la route de Séville, partie sur celle de Madrid. Après dix jours d'attente, les renforts n'arrivant pas, et le général Castanos, nommé général en chef de l'armée d'Andalousie, s'avançant vers Cordoue, Dupont fit un mouvement rétrograde. Le 18 juin, sa colonne prenait position au pied des arêtes de la Sierra-Morena, en arrière d'Andujar. Dans la quinzaine qui venait de s'écouler, d'horribles massacres avaient eu lieu; les détachements chargés des postes d'observation d'Andujar et de Montoro avaient été massacrés avec un raffinement d'atrocité digne de cannibales; près de la Caroline, le général René, ancien sous-chef d'état-major de l'armée d'Égypte, et qui venait rejoindre le corps du général Dupont, fut brûlé vif avec plusieurs officiers; tous les Français malades dans les hôpitaux et dans les ambulances sur la route d'Andalousie, au nombre d'environ cinq cents, succombèrent sous le couteau des égorgeurs; officiers en mission, soldats isolés, courriers, subirent le même sort. Pour faire des vivres, il fallait que des bataillons entiers se détachassent, et, pour porter des ordres, que des piquets de cavalerie se hasardassent à franchir au galop les défilés coupés par les *guerrillas*. Chaque jour la position de Dupont devenait plus critique : manquant déjà de vivres, voulant d'ailleurs contenir les insurgés et donner confiance à ses troupes, il ordonna sur Jaën deux expéditions et une autre sur la Caroline qui furent couronnées de succès.

Murat, tombé malade à Madrid, venait de confier momentanément au général Savary, aide de camp de l'Empereur, la direction des opérations militaires dans les deux Castilles, la Manche et l'Andalousie. Le premier soin du nouveau chef avait été de recommander à Dupont l'immobilité. Il lui annonçait en même temps

un convoi de biscuit et de farine, ainsi que la prochaine arrivée de la division Vedel, qui, le 26 juin, s'empara de vive force des gorges de Despena-Perros, et vint prendre position à Baylen. Ce renfort ne pouvait venir plus à propos, car une armée de trente mille hommes, sous les ordres du général en chef Castanos, remontait la rive gauche du Guadalquivir et menaçait le camp d'Andujar. Attaqué dans la journée du 15 juillet, Dupont fit bonne contenance et appela de Baylen une brigade de renfort; mais Vedel crut devoir amener toute sa division, moins deux mille hommes auxquels il confia la garde de Mengibard et de Baylen. Le 16 à midi, quand Vedel fut arrivé, Dupont lui donna l'ordre de regagner Baylen, d'en repousser l'ennemi, et de le maintenir séparé du corps principal d'armée qui opérait sur Andujar. Comme d'habitude, Vedel outre-passa ses ordres : ayant appris que la veille le général Liger-Bélair avait été forcé à Mengibard, et qu'après la mort du brave général Gobert, tué entre le Guadalquivir et Baylen, un autre général, appelé Dufour, marchait avec les troupes vers la Caroline, il suivit la direction prise par Dufour et laissa l'ennemi occuper Baylen. En apprenant la double faute de Vedel, Dupont résolut de porter toutes ses forces vers ce point; mais il eut le tort de ne point le faire aussitôt : un retard de quarante-huit heures permit aux Espagnols de se masser sur la rive gauche du Runeblar et d'y prendre d'excellentes positions. Ils étaient seize mille, commandés par le général Reding, homme de talent et de résolution. Le 19, dès le matin, l'attaque commence; notre cavalerie remporte de brillants avantages, tandis que l'infanterie, malgré les plus louables efforts, malgré trois charges à la baïonnette, ne peut enfoncer le front de l'ennemi, qu'une nombreuse

artillerie protége. Vers le milieu du jour, après huit heures de combat, nos troupes, exténuées de fatigue, presque sans nourriture, sous l'action énervante d'une excessive chaleur, se découragent et défendent mollement le champ de bataille. Au même instant Dupont apprend que Castanos arrive d'Andujar avec son corps d'armée et qu'une brigade suisse passe en partie des rangs français dans les rangs espagnols. La cavalerie seule, fière de ses succès, tenait encore d'une manière imposante. Désespérant alors de percer la ligne redoutable qu'il avait devant lui, ne comptant plus sur le retour de la division Vedel, Dupont demande une suspension d'armes, et provisoirement les hostilités cessent. Cette détermination soudaine consterna l'état-major; les généraux Schramm, Rouyer, Pryvé furent d'avis de résister encore, et Pryvé, dont la brigade de cavalerie s'était couverte de gloire, osa représenter à Dupont qu'en abandonnant les équipages, en formant des bataillons d'escorte des bataillons de combat, et en se portant contre l'aile droite de l'ennemi, dont la cavalerie française déborderait le flanc, on se frayerait un passage jusqu'à la division Vedel, qui sans doute marchait actuellement sur Baylen. Pryvé ne fut point écouté; Dupont garda le silence, et, vers deux heures de l'après-midi, le général de division Marescot, qui se trouvait accidentellement sous la tente du général Dupont, ainsi que le général Chabert, se rendirent au quartier de Reding pour traiter d'une capitulation. Une heure après, Vedel arrivait tambours battants, chassant devant lui des bandes de guerrillas, et prenait position au-dessus de Baylen. Séparées sur le champ de bataille, les deux armées espagnole et française étaient cernées l'une par l'autre; des deux côtés les chances semblaient égales; Vedel, officier plein de

résolution, aventureux mais intrépide, voulait se frayer un passage jusqu'au général Dupont, le délivrer et recommencer la bataille. Ses troupes, victorieuses jusque-là, brûlaient d'en venir aux mains; mais Dupont objecta qu'il n'était plus en son pouvoir de rompre l'armistice. Indigné d'une mollesse si peu d'accord avec les précédents de Dupont, Vedel opérait un mouvement rétrograde et regagnait la Caroline, lorsque Dupont lui intima l'ordre de revenir devant Baylen. Sa division s'insurgea, les uns voulant délivrer leurs camarades, les autres marcher sur Madrid; le général Pryvé, envoyé vers cette division par Dupont et par Reding, eut beaucoup de peine à l'apaiser. Elle se calma néanmoins quand elle apprit qu'on ne la ferait pas prisonnière, et se rapprocha de Baylen, laissant derrière elle une foule de malades qui furent égorgés.

Les plénipotentiaires français, réunis au quartier général d'Andujar avec le comte de Casa-Tilly, commissaire de la junte suprême de Séville, et le général Castanos signèrent, dans la soirée du 22 juillet, la capitulation qui faisait passer l'armée du général Dupont sous les fourches caudines. Le lendemain cette armée défila devant l'ennemi avec les honneurs de la guerre; la division Vedel mit ses armes en faisceaux pour les reprendre plus tard; les autres corps livrèrent les leurs. On les dirigea ensuite vers les ports de San-Lucar et de Rota, où devait s'opérer l'embarquement des troupes auxquelles était laissée la faculté de rentrer en France; mais l'amirauté anglaise, d'accord avec le gouvernement espagnol, refusa l'*exeat*, et tous les corps, ceux de la division Vedel comme les autres, furent jetés dans des forteresses ou sur des pontons, ou transportés dans la petite île de Cabrera près de Mayorque. Les généraux

Dupont, Vedel, Marescot et tous les chefs du corps d'armée, à l'exception seulement du brave Pryvé, qui était demeuré en Andalousie pour veiller aux intérêts des prisonniers, dont il partagea ensuite toutes les infortunes; les employés de l'administration militaire et quelques officiers supérieurs d'état-major, s'embarquèrent vers la fin du mois d'août et furent transportés en France.

L'événement de Baylen, si malheureux pour nos armes, ne le fut pas moins pour les généraux vaincus : Dupont paya cher l'irrésolution craintive d'un moment d'erreur; Marescot et Vedel, moins coupables, subirent comme lui l'emprisonnement et l'exil dans l'intérieur de la France. Quant au général Castanos, on exalta son mérite outre mesure, quoiqu'il fût avéré que Reding avait tout fait; mais Reding était Suisse. Ayant, sur les lieux mêmes, vérifié les divers récits publiés sur la bataille de Baylen, nous y avons puisé la conviction qu'en adoptant l'avis du général Pryvé, ou en laissant Vedel rompre l'armistice, Dupont se fût tiré de ce mauvais pas. Ses *Mémoires*, analysés par un des premiers historiens modernes, l'excusent mais ne le justifient pas. On y remarque d'ailleurs certaines erreurs topographiques, témoignage du trouble d'esprit que dut éprouver Dupont chaque fois qu'il envisagea cette fatale époque.

L'insurrection ne se montrait ni moins puissante ni moins audacieuse sur l'Èbre que sur le Guadalquivir. Avant de quitter Bayonne, Ferdinand avait chargé de ses instructions secrètes le brigadier don Joseph Palafox, qui courut soulever l'Aragon. Resserré dans Saragosse, l'intrépide brigadier s'y défendit avec une héroïque ténacité. On connaît sa réponse aux propositions que lui fit le général Verdier, chef de l'armée assiégeante :

Guerra a cuchillo[1] ! Secondé par les Aragonais, qui montrèrent un élan prodigieux, par les femmes elles-mêmes, qui combattaient près de leurs maris et de leurs frères, ou qui pansaient les blessés, il sut défendre admirablement une grande ville mal fortifiée, manquant de vivres et de munitions. Cependant Verdier l'eût sans doute emportée sans le désastre de Baylen, qui le força de prendre sur la rive droite de l'Èbre une position offensive.

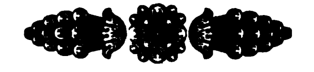
Bessières seul, vaillamment secondé par les généraux Merle, Mouton et Lasalle, conservait une attitude menaçante. Le 14 juillet, avec ses quatorze mille hommes, il avait culbuté quarante mille Espagnols sous les murs de Medina del Rio Seco, fait six mille prisonniers, pris un matériel considérable, et assuré non-seulement la marche du roi Joseph sur Madrid, mais encore ses communications. « C'est une seconde bataille de Villa-Viciosa, s'écria l'Empereur en apprenant le succès de Medina; Bessières a mis mon frère Joseph sur le trône d'Espagne. » L'Empereur disait juste; mais en 1710 le duc de Vendôme anéantit toutes les espérances du compétiteur de Philippe V, tandis qu'en 1808 les efforts de Bessières ne devaient aboutir qu'à l'ouverture momentanée des portes de Madrid.

Après un séjour à Burgos, le 17 juillet, Joseph Napoléon mit quarante-huit heures pour gagner Madrid, et arriva le 20 dans une maison de campagne du duc de l'Infantado appelée Champ-Martin, située à dix kilomètres de la capitale. Savary, Grouchy, Belliard, l'ambassadeur Laforêt, le maître des requêtes Fréville s'y étaient rendus d'avance accompagnés d'un brillant état-major. Un déjeuner somptueux fut servi avec la magni-

[1] Mot à mot : *la guerre jusqu'aux couteaux*, ce qui en espagnol équivaut à cette phrase : *vaincre ou mourir*.

ficence qu'on devait attendre des anciens maîtres du Pérou; mais le roi Joseph attendit vainement la noblesse espagnole : personne ne vint à sa rencontre. Vers six heures du soir, Joseph partit de Champ-Martin suivi de deux voitures, escorté d'une nombreuse cavalerie; il entra dans Madrid au bruit du canon, trouva sur son passage les fenêtres fermées, une population muette, et ne monta point sans émotion les degrés du palais de Charles IV, presque aussi désert que l'avait été le chemin qu'il avait parcouru. Savary, l'ordonnateur du cérémonial, parut satisfait : chacun s'en étonnait. « Nous sommes heureux, répliqua-t-il, que trente coups de fusil n'aient pas été dirigés contre la voiture royale. On le doit aux précautions sévères prises par la police. » Joseph Napoléon reconnut dès lors le précipice ouvert devant lui. Écrivant à l'Empereur, il lui demanda, pour se maintenir, *cinquante millions et cinquante mille hommes.* Chaque jour quelque illusion s'évanouissait; les grands d'Espagne sur lesquels Sa Majesté croyait pouvoir compter davantage le trahissaient; les membres de la junte réunie à Bayonne ayant déclaré qu'on leur avait fait violence, quoique en réalité il n'en fût rien, le conseil de Castille refusa d'enregistrer la constitution; les familles les plus considérables quittèrent Madrid; de tous les grands officiers d'origine espagnole, le duc del Parque et le comte de Sotto-Mayor furent les seuls qui prouvèrent du dévouement au nouveau monarque; la trahison marchait tête levée. A compter du 26 juillet cette situation devint encore plus critique; on connaissait la capitulation d'Andujar; une fermentation générale, une joie que personne ne dissimulait agitaient Madrid; les soldats de la garde royale espagnole désertaient; une partie du ministère

et tout le conseil d'État moins Llorente se tournèrent vers Castanos, qu'on savait en marche sur Madrid. Dans cet état de choses, le 31 juillet à cinq heures du matin, Joseph Napoléon monte à cheval, sort du palais escorté d'un nombreux état-major, et se rend à Champ-Martin, où l'armée allait être réunie, pour opérer le mouvement de retraite que les circonstances rendaient nécessaire. De tous les grands d'Espagne, les ministres Azenza, O'Farill, Urquijo, Cabarrus, Arribas et le conseiller Llorente suivaient seuls le roi. « A votre place, j'en aurais bien d'autres, lui dit un officier général; j'aurais pris pour otages tous ceux qui, membres de la junte, m'ont juré fidélité. — A quoi bon? répliqua le roi. Il eût fallu user de violence, exercer des actes de tyrannie, prendre des mesures qui répugnent à mes principes de modération; une couronne ne vaut pas les sacrifices qu'elle impose; pour conserver celle d'Espagne, je ne voudrais point y être considéré comme un tyran. »



CHAPITRE CENT ONZIÈME.

GUERRE D'ESPAGNE.

Joachim Murat créé roi de Naples. — Il quitte l'Espagne pour se rendre dans ses nouveaux États. — Catéchisme de l'insurrection espagnole. — L'Empereur apprend la capitulation d'Andujar et revient à Saint-Cloud. — Retraite de Joseph Napoléon depuis San-Augustino jusqu'à Burgos; défection et désordre dans son armée. — Dessoles, Jourdan, Maurice-Mathieu, Ney viennent y prendre un commandement. — Manière dont le maréchal Ney envisage les affaires d'Espagne. — Déclaration de guerre; message de l'Empereur au sénat; levée d'hommes; discours de Napoléon aux régiments qui traversent la France pour gagner les Pyrénées. — Convention de Cintra; évacuation du Portugal par Junot. — L'Empereur se décide à diriger lui-même la guerre d'Espagne; mais avant de s'y rendre, il convoque à Erfurth les monarques du Nord. — État d'incertitude, de bouleversement et de réorganisation d'une partie des cours et des capitales de l'Europe : Pauline Bonaparte à Turin et à Paris; Eugène Beauharnais à Milan; Joachim Murat à Naples; Joseph Napoléon à Valladolid; Jérôme Napoléon à Cassel; Louis Napoléon en Hollande. — Lettre de l'Empereur concernant sa politique vis-à-vis de la Hollande et des puissances continentales; ses idées sur le droit de faire grâce et sur la conduite des princes vis-à-vis de leurs peuples.

> Certain que je n'aurai de paix solide avec l'Angleterre qu'en donnant un grand mouvement au continent, j'ai résolu de mettre un prince français sur le trône d'Espagne.... Dans le tourbillon du monde, que la paix ait lieu ou non, il n'y a pas de moyen pour qu'elle se soutienne....
>
> *Lettre de Napoléon à son frère Louis* (27 mars 1808).

Le 15 juillet 1808, l'Empereur, qui l'avant-veille avait ratifié la constitution espagnole votée par la junte, signa le décret qui du grand-duc de Berg fit un roi de Naples : satisfaction trop tardive donnée aux rêves d'avenir de son beau-frère; car Joachim Murat, espérant mieux, conserva au fond du cœur un ferment d'irascibilité jalouse et d'ambition non satisfaite.

Murat se débattait encore contre les accès d'une fièvre violente lorsqu'il quitta Madrid : on l'engageait à y attendre Joseph; mais il lui tardait de quitter un pays

où la rumeur publique, si souvent injuste, l'accusait de torts imaginaires et d'une tyrannie qui n'était ni dans ses principes ni dans son caractère. Voici l'extrait d'un *catéchisme* qu'on répandit par milliers d'exemplaires chez les campagnards; il montre sous quel odieux aspect, sous quelles couleurs fausses, on dépeignait au peuple espagnol Napoléon et Murat :

« — Quel est l'ennemi de notre bonheur?

— L'Empereur des Français.

— Et quel est cet homme?

— Un nouveau maître, méchant et ambitieux au delà de toute expression; l'origine de tout mal, le terme de tout bien; le refuge et la source de tous les vices et de toutes les cruautés.

— De combien de natures différentes est-il?

— De deux natures : une nature diabolique et une nature humaine.

— Combien compte-t-on d'empereurs?

— On n'en compte qu'un seul véritable, l'empereur d'Allemagne; mais il existe une trinité impériale formée de trois personnes fausses.

— Quelles sont ces trois personnes?

— Napoléon, Murat et Godoï.

— L'une de ces trois personnes est-elle plus mauvaise que l'autre?

— Non, mon père, car elles sont toutes trois égales.

— De qui procède Napoléon?

— De l'enfer et du péché.

— Et Murat?

— De Napoléon.

— Et Godoï?

— De l'intrigue des deux autres.

— Quels sont les attributs de la première personne?

— L'orgueil, la méchanceté, le despotisme.

— Et les attributs de la seconde personne?

— L'infamie et la cruauté, filles du larcin.

— Et les attributs de la troisième personne?

— L'ignorance et la lascivеté.

— Qui est venu en Espagne?

— La seconde personne de la trinité endiablée.

— Quelles sont ses principales actions?

— Tromper, enlever, assassiner et opprimer.

— Quelle doctrine nous enseigne-t-elle?

— L'infidélité, la dépravation des coutumes et de la religion.

— Qui pourra nous délivrer d'un semblable envoyé?

— L'union, la constance et les armes.

— Sera-ce un péché de tuer un Français?

— Non, au contraire.... »

L'état maladif du roi Joachim lui servit de prétexte pour ne prendre aucune part au cérémonial d'intronisation de Joseph Napoléon, et pour se rendre directement à Paris, d'où la reine Caroline vint au-devant de lui jusqu'à Tours. L'Empereur ayant quitté Bayonne dans les derniers jours du mois de juillet, visita Pau, Toulouse, Auch, où il fit offrir par le prince Berthier du service au général Dessoles, ami de Moreau, qui vivait retiré depuis la campagne de Hanovre. Dessoles accepta, et reçut le commandement d'une division en Espagne.

A Bordeaux, l'Empereur apprit le désastre de Baylen; cette nouvelle fit plus que l'affliger, elle l'indigna. Quand il lut l'article où Dupont, Marescot et Vedel s'engageaient à restituer les vases sacrés dérobés par leurs troupes, il bondit sur son fauteuil. « Quoi donc! s'écria-t-il, ce n'était point assez de se déclarer lâches en face du monde entier, il fallait encore qu'ils fissent passer l'armée française pour une troupe de voleurs! Ils auraient dû mourir de honte avant de signer pareille infamie.... Et moi qui regardais Dupont comme un des officiers les plus dignes du bâton de maréchal; Marescot, comme un de mes plus savants et plus honnêtes inspecteurs généraux!... Vedel a compromis tout son passé; ses lauriers d'Ulm et de Friedland ne sont plus rien.... » Devenu sombre et soucieux, l'Empereur, de Bordeaux, gagna Rochefort, Nantes, Tours et Saint-Cloud, où il arriva le 14 août. L'Impératrice voyageait séparément.

Le 9 du mois d'août, en arrivant à Burgos, après avoir établi son quartier général à San-Augustino, Buitrago, Sommo-Sierra, Aranda del Duero et Lerma, Joseph Napoléon reçut de l'Empereur des observations

sur la capitulation d'Andujar, circonstance d'autant plus fatale, disait-il, qu'*en politique tout se lie.* L'Empereur conseillait une suspension d'armes pour donner aux renforts dirigés sur l'Espagne le temps d'arriver, et manifestait le désir de sortir promptement du mauvais pas où le plaçaient des circonstances imprévues. Joseph montrait un calme extraordinaire, beaucoup de présence d'esprit et de grandeur d'âme; mais n'étant pas militaire, manquant d'énergie administrative, il ne pouvait empêcher le désordre : la retraite de l'armée ressemblait à une déroute; on brûlait les équipages, on faisait sauter les fourgons; exaspéré de voir assassiner sur les routes ses camarades isolés, le soldat ravageait tout, brûlait les récoltes et les maisons, tuait les animaux de labour qu'il ne pouvait emmener, défonçait les barriques, et désolait un pays auquel demain il demandera vainement des ressources. Lieutenant général de l'Empereur, Joseph croyait devoir commander l'armée; au bivouac d'Aranda, ses ministres lui déclarèrent qu'ils donneraient leur démission s'il n'arrêtait les désordres de ses troupes; d'autre part, Franceschi, Saligny lui reprochant son inhabileté militaire, Joseph leur répondit : « Vous verrez, messieurs, un jour d'action, qui de vous ou de moi se trouvera le plus près de l'ennemi. » Malheureusement, des preuves de valeur personnelle ne suffisaient pas pour diriger une armée; il fallait un plan bien arrêté, approuvé par les généraux, et de plus une volonté énergique pour le faire exécuter.

La jonction du corps de Bessières, qui eut lieu à Burgos, l'arrivée des généraux Bigarré, Dumas, Ferry, Hugo et Strolz, qui étaient précédemment à Naples; la présence inattendue de Dessoles, du maréchal Jourdan et du maréchal Ney tempérèrent l'inquiétude causée par

les bandes de la Biscaye, par celles de la Navarre, par la levée du siége de Saragosse et par l'annonce d'une capitulation que Junot venait de signer en Portugal. Le roi Joseph, arrivé le 14 à Miranda, voulait s'y fortifier et de là marcher sur Madrid; il avait rédigé un plan de campagne auquel applaudirent presque tous les généraux; Jourdan lui-même en fit l'éloge le plus exagéré; mais le maréchal Ney osa dire que ce projet n'avait pas le sens commun, et l'Empereur fut du même avis que Ney. Jusqu'au 28 août, l'état-major général occupa Miranda, d'où Joseph, voulant exécuter son plan, se porta sur Sincuro, Logroño et Calahorra; mais l'ennemi nous gagna de vitesse; il fallut revenir sur nos pas et réoccuper Miranda, ville beaucoup trop petite pour tant de monde. Les hommes sages, Ney, Saligny, Franceschi-Delonne, Maurice-Mathieu, qui arrivait de Naples avec le ministre Miot et quelques autres personnes distinguées, conseillaient au roi de rétrograder encore, de diriger sur Bayonne ses effets les plus précieux, et d'aller s'établir à Vittoria, où depuis un mois résidait le corps diplomatique. Se berçant de chimériques espérances, ne pouvant d'ailleurs avoir d'espions affidés dans un pays où le patriotisme absorbe l'intérêt personnel, Joseph différait toujours. Enfin la défection d'une partie de son état-major et la reprise de Bilbao sur les troupes françaises rendirent la retraite indispensable. Ce mouvement commença le 22 à sept heures du matin, et Joseph, surpris dans Miranda lorsqu'il était encore au lit, gagna précipitamment Vittoria, où il arriva le jour même. Vers dix heures du soir, Ney, qui commandait le corps d'armée du centre, vint trouver Stanislas de Girardin et lui parla ainsi : « Vous êtes attaché au roi; vous l'aimez; eh bien, l'occasion d'en donner une preuve nouvelle se présente,

saisissez-la; sans perdre un seul instant allez le trouver, et dites-lui : Sire, vous avez sous vos ordres quatre maréchaux de France; il y en a trois de trop; renvoyez-les, et conservez celui qui paraît mériter le plus votre confiance; Sire, vous êtes aussi de trop; laissez-nous conquérir votre royaume; retirez-vous à Marac avec votre ministère espagnol; de là vous tiendrez l'œil fixé sur vos affaires, et plus tard vous viendrez prendre paisiblement possession du trône..... — Monsieur le maréchal, je ne veux pas vous enlever l'initiative d'un tel service, réplique Girardin; cette mission n'est pas de nature à ce qu'un autre que vous s'en charge. — Je conçois votre répugnance; eh bien, ce que vous ne voulez pas faire, je le ferai, moi; car, au train dont marchent les choses depuis votre retraite de Madrid, dans peu nous aurons tous les oreilles coupées; je ne sais si vous tenez beaucoup aux vôtres, quant à moi, je veux conserver les miennes. La guerre qu'il faut faire en Espagne est une guerre de cannibales; il faut y détruire presque entièrement la population, si l'on veut parvenir à ce que le roi Joseph puisse y régner avec sécurité. Cette nation s'est conservée vierge au milieu de l'Europe; elle offre aux Anglais, pour nous combattre, une population neuve et nombreuse. La capitulation de Junot, en Portugal, permet aux Anglais de disposer maintenant contre nous de dix-sept mille hommes d'infanterie et de quatre mille hommes de cavalerie, qui, débarqués sur les derrières de l'armée, détruiraient nos communications et nous couperaient toute espèce de retraite... » N'ayant pu voir Joseph Napoléon le soir même, Ney, le lendemain à six heures du matin, se fit annoncer, lui parla sans détour pendant une demi-heure, exigea, pour ainsi dire, qu'il lui con

fiât une expédition contre Bilbao, et marcha aussitôt sur cette ville avec dix mille hommes que les Espagnols n'attendirent pas. Cette retraite de l'ennemi dut rassurer le quartier général, et jusqu'au mois d'octobre rien de sérieux ne troubla la tranquillité dont jouissait le roi dans la ville de Vittoria. Il y occupait une maison du genre des petits hôtels de la Chaussée-d'Antin, donnant d'une part sur la rue, de l'autre sur un beau jardin, pourvue d'un mobilier simple mais riche, et d'une excellente bibliothèque. Joseph, voulant être agréable à la marquise, propriétaire de cette maison, l'acheta cent mille écus, le triple de sa valeur réelle.

Jusqu'au 4 septembre 1808, la guerre contre l'Espagne ne fut pas officiellement déclarée. Ce jour-là, par un message au sénat conservateur, Napoléon motiva ainsi la demande de nouveaux sacrifices et de nouveaux efforts :

« Sénateurs,

» Mon ministre des relations extérieures mettra sous vos yeux les différents traités relatifs à l'Espagne et les constitutions acceptées par la junte espagnole. Mon ministre de la guerre vous fera connaître les besoins et la situation de mes armées dans les différentes parties du monde. Je suis résolu à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande activité, et à détruire les armées que l'Angleterre a débarquées dans ce pays. La sécurité future de mes peuples, la prospérité du commerce et la paix maritime sont également attachées à ces importantes opérations. Mon alliance avec l'empereur de Russie ne laisse à l'Angleterre aucun espoir dans ses projets. Je crois à la paix du continent ; mais je ne veux ni ne dois dépendre des faux calculs et des erreurs des

autres cours ; et puisque mes voisins augmentent leurs armées, il est de mon devoir d'augmenter les miennes. L'empire de Constantinople est en proie aux plus affreux bouleversements ; le sultan Sélim, le meilleur empereur qu'aient eu depuis longtemps les Ottomans, vient de mourir de la main de ses propres neveux ; cette catastrophe m'a été sensible. J'impose avec confiance de nouveaux sacrifices à mes peuples ; ils sont nécessaires pour leur en épargner de plus considérables, et pour nous conduire au grand résultat de la paix générale, qui doit seul être regardé comme le moment du repos.

» Français, je n'ai dans mes projets qu'un but, le bonheur et la sécurité de vos enfants ; et, si je vous connais bien, vous vous hâterez de répondre au nouvel appel qu'exige l'intérêt de la patrie. Vous m'avez dit si souvent que vous m'aimiez ! Je reconnaîtrai la vérité de vos sentiments à l'empressement que vous mettrez à seconder des projets si intimement liés à vos plus chers intérêts, à l'honneur de l'empire et à ma gloire. »

Cent soixante mille conscrits et quatre-vingt mille vieux soldats furent bientôt en mesure de réaliser les espérances de Napoléon. Nos phalanges invincibles, accourant des régions septentrionales pour venger la honte d'Andujar, recevaient aux portes de toutes les villes qu'elles traversaient un accueil sympathique : les autorités, la population entière allaient à leur rencontre ; des discours officiels servaient de commentaires au message de l'Empereur, et justifiaient le mieux possible, aux yeux de la France inquiète, les nouveaux hasards vers lesquels s'élançait l'aigle napoléonienne. Autant que possible, l'Empereur passait en revue les corps qui sillonnaient la France. Voici le

discours qu'il tint aux régiments d'avant-garde rangés le 11e septembre sur la place du Carrousel :

« Soldats !

» Après avoir triomphé sur les bords du Danube et de la Vistule, vous avez traversé l'Allemagne à marches forcées; je vous fais aujourd'hui traverser la France sans vous donner un moment de repos.

» Soldats, j'ai besoin de vous; la présence hideuse du léopard souille les continents d'Espagne et du Portugal. Qu'à votre aspect il fuie épouvanté; portons nos aigles triomphantes jusqu'aux colonnes d'Hercule : *là aussi nous avons des outrages à venger.*

» Soldats, vous avez surpassé la renommée des armées modernes; mais avez-vous égalé la gloire des armées de Rome, qui, dans une même campagne, triomphèrent sur le Rhin et sur l'Euphrate, en Illyrie et sur le Tage? Une longue paix, une prospérité durable seront le prix de vos travaux; un vrai Français ne peut, ne doit prendre aucun repos jusqu'à ce que les mers soient ouvertes et affranchies.

» Soldats, tout ce que vous avez fait, tout ce que vous ferez encore pour le bonheur du peuple français et pour ma gloire sera éternellement dans mon cœur. »

Quelques jours après, Napoléon apprenait la convention de Cintra, signée le 30 août par le général Kellermann et par le colonel Georges Murray; convention en vertu de laquelle Junot s'embarquait pour la France avec son armée. Installé le 1er février comme gouverneur général du Portugal, nommé duc d'Abrantès, Junot, pendant quatre mois, avait administré d'une manière paisible; mais, les événements d'Espagne réagissant sur le Portugal, il essuya bien des difficultés,

courut bien des dangers. Il fut obligé de disséminer, puis de désarmer les troupes espagnoles à son service, de détacher sur Cadix et sur Alméida deux colonnes de quatre mille hommes chacune, et de se suffire pour lutter contre l'insurrection des campagnes et contre l'invasion des Anglais, qui débarquèrent au mois de juin dans les Algarves. Les généraux Avril, Laborde, Kellermann, Loison, Thiébault, Margaron, Solignac, le colonel du génie Vincent, le colonel Foy secondèrent Junot d'une manière fort distinguée; mais nous avions l'infériorité du nombre, et pour adversaire sir Wellesley, connu depuis sous le nom de Wellington. Ce général força nos lignes à Torres-Vedras, et nous battit à Vimeiro. N'ayant pas même neuf mille hommes disponibles contre trente-deux mille Anglais pourvus de munitions excellentes et de pièces d'un calibre supérieur au nôtre, Junot accepta les conditions honorables qu'on lui fit, et céda ce qu'il n'était plus en son pouvoir de conserver. Cependant plusieurs fois il fut sur le point de déchirer le traité; au moment de le ratifier, ses doigts se crispaient; tout à coup, rejetant la plume avec fierté : « Colonel, dit-il à sir Murray, ne pensez pas que vous me fassiez une grâce; à ce titre, je n'accepterais rien de vous, ni de personne au monde. Dites un mot, et mon parti est pris : je déchire le traité, je brûle la flotte, je brûle la marine, les arsenaux, la douane et les magasins; je fais sauter les forts et tous les ouvrages; je détruis l'artillerie; je défends Lisbonne pied à pied; je brûle tout ce que je suis forcé d'abandonner; je vous fais payer par des flots de sang chaque rue de la ville, et je me fais encore jour à travers votre armée, ou bien je m'ensevelis avec les débris de mon armée sous les ruines du dernier quartier de la ville. Nous verrons alors ce que vous et vos alliés

les Portugais aurez gagné à me réduire à cette extrémité. Examinez donc bien si la partie n'est pas au moins égale, lorsque, en échange de mon armée, je vous laisse une des premières capitales de l'Europe, des établissements de premier ordre, une flotte, un trésor et toutes les richesses du Portugal. »

Cette retraite doublait les forces de l'insurrection : maîtres des côtes, les Anglais pouvaient y débarquer impunément des soldats et des armes; les régiments que nous avions désarmés et licenciés se reformaient dans les villes principales de l'Andalousie et de l'Estramadure; le général la Romana, dérobant sa division à la surveillance du prince de Ponte-Corvo, l'embarquait sur des vaisseaux anglais et la ramenait au secours de sa patrie; en deux mois, l'armée active des deux royaumes atteignit le chiffre de deux cent mille hommes.

Jamais la coopération personnelle de l'Empereur n'avait été plus nécessaire. Son départ pour l'Espagne fut résolu; mais, avant de franchir les Pyrénées, il pensa devoir s'entendre avec son auguste allié le czar Alexandre, qui, depuis Tilsitt, rêvait la réalisation d'une prépondérance sur le Nord égale à celle de Napoléon sur le Midi. Le consentement du czar ne se fit point attendre, et Napoléon, par une lettre autographe, s'empressa d'en prévenir les principaux membres de la confédération germanique. Le 14 septembre, il écrivait au grand-duc de Bade :

« Mon frère,

» L'empereur de Russie et moi, nous nous sommes donné rendez-vous à Erfurth le 27 septembre pour conférer sur les affaires de l'Europe, sur les moyens de mettre fin aux troubles du monde et de rétablir la tran-

quillité générale. Je partirai de Paris le 20. Sachant la part que Votre Altesse Royale prend à ce qui me regarde, j'ai cru devoir l'informer moi-même de cet événement.»

Toutes les cours s'agitèrent; en chacune d'elles eurent lieu des conférences préalables; les souverains qui ne pouvaient ou ne voulaient point assister aux colloques des deux empereurs y envoyèrent des représentants qu'ils savaient leur être agréables, et dont la prudente dissimulation pût tenir cachés les secrets d'État qu'on désirait leur dérober. Tel fut le général baron de Vincent, plénipotentiaire de l'empereur d'Autriche, chargé par lui d'explications sur certaines mesures organiques qui inquiétaient Napoléon, et sur lesquelles Metternich, ambassadeur d'Autriche, avait gardé une réserve peu satisfaisante.

Par suite des grandes résolutions que prenait l'Empereur, les capitales non moins que les princes et leurs cours subissaient les plus variables destinées. En Italie, Florence descendait du haut rang de résidence souveraine à la condition modeste de chef-lieu départemental, tandis que Turin prenait un éclat inaccoutumé sous l'administration du prince Borghèse, gouverneur général des départements transalpins. Après un séjour de quelques mois dans la ville de Nice, Pauline Bonaparte avait dû rejoindre son mari, et, le 22 avril 1808, Leurs Altesses Impériales, suivies d'un état de maison considérable, que l'Empereur lui-même avait organisé, s'étaient installées au palais Chablais, meublé avec magnificence.

A toute autre époque, Turin n'eût sans doute point déplu à la princesse Borghèse, mais comme l'Empereur lui en rendait le séjour obligatoire, il recevait d'elle chaque matin des plaintes sur son exil. Cette corres-

pondance demeurant sans résultat, Pauline s'irritait, boudait, changeait de lieux, abandonnait Turin pour Stupinis, et simulait des crises nerveuses dont le docteur Vastapani, son premier médecin, fut lui-même complétement dupe. Il demanda que la princesse fût transférée à Turin; il convoqua les plus fortes têtes de la Faculté, afin de conjurer un danger si grave. Les crises ayant cessé, Pauline se fit prescrire les eaux d'Aix en Savoie, où se trouvait Madame mère, et s'y rendit avant d'en avoir obtenu l'autorisation de l'Empereur. « Rien au monde, disait-elle, ne me retiendrait à Turin : pardi [1], je m'en irais à pied et déguisée, s'il le fallait. » Après l'usage des eaux, Son Altesse Impériale, au lieu de reprendre la route de Turin, profitant de l'éloignement de l'Empereur, accourut à Paris, heureuse de rentrer dans son bel hôtel du faubourg Saint-Honoré [2], et d'échapper, sous les frais ombrages de Neuilly, aux ennuis de l'étiquette. Chez Pauline, presque toujours les grandes entrées demeuraient reléguées au salon d'honneur.

Mélange de vivacité française, de simplicité allemande et de finesse italienne, la cour du prince Eugène, sans être fastueuse, donnait à la ville de Milan un caractère particulier qu'elle ne recouvrera sans doute jamais. La position de cette grande cité, entre Munich, Turin, Rome et Naples, y attirait chaque jour des personnages considérables.

Passant d'une dynastie vieillie, usée, aux mains de deux dynasties nouvelles qui se succédaient avec des allures différentes, Naples subissait le contre-coup des

[1] Expression familière et habituelle de la princesse.

[2] C'est l'ancien hôtel de Choiseul-Charaut, occupé maintenant par l'ambassade d'Angleterre.

changements qu'un régime si anormal rendait nécessaires. Joachim Murat y fit son entrée solennelle le 6 septembre 1808, la veille du jour où l'impératrice d'Autriche fut couronnée reine de Hongrie dans la ville de Presbourg. Beaucoup d'administrateurs employés par le roi Joseph conservèrent leurs fonctions sous le roi Joachim, mais il leur adjoignit quelques hommes, tels que le comte de Mosbourg, dont l'amitié lui était assurée. Sa cour, toute militaire, eut des allures plus décidées, plus énergiques que celle de son prédécesseur.

De nomade qu'elle était, pour ainsi dire, la cour du roi Joseph se créait à Valladolid une résidence, en attendant que l'épée de Napoléon lui assurât la possession de Madrid. Elle n'espérait plus qu'en la force du glaive et témoignait une démoralisation absolue. Mal conseillé, mal obéi, voulant prendre une attitude purement espagnole, quand il fallait, au contraire, imposer sa propre nationalité, Joseph montrait le courage négatif d'une résignation qui n'était pas sans grandeur.

A Cassel, Jérôme Bonaparte entait une cour française sur des éléments germaniques : regardant son royaume comme un poste avancé du grand empire, il modelait son administration d'après la nôtre, en ayant égard, toutefois, aux exigences locales. Son ministère fut composé de personnages distingués d'origine française ou ayant le cœur français : il confia le portefeuille de la justice et de l'intérieur à Siméon, ancien avocat du parlement d'Aix, membre du conseil des Cinq-Cents, proscrit au 18 fructidor, nommé ensuite conseiller d'État par Napoléon ; c'était un savant jurisconsulte, de mœurs très-douces et d'une grande probité. Beugnot, qui de sénéchal à Bar-sur-Aube devint membre de l'Assemblée législative en 1792, puis préfet de Rouen,

économiste profond, administrateur intègre, parleur élégant et d'un port avantageux, eut la mission difficile de régulariser les finances, jusqu'au moment où l'Empereur, jugeant son concours inutile, le nomma commissaire impérial, c'est-à-dire administrateur omnipotent du grand-duché de Berg. M. de Bulow, conseiller d'État prussien, esprit lent et paresseux, remplaça Beugnot. Le général Lagrange, soldat plutôt qu'organisateur, dirigea le ministère de la guerre jusqu'à la fin de 1808, qu'il fut remplacé par Eblé; Jollivet, ancien membre des assemblées législatives, homme médiocre, à vues étroites, était directeur du trésor; le célèbre Jean de Müller, ce Tacite allemand, génie vaste mais sans pratique administrative, remplissait les fonctions de grand maître de l'Université. Des hommes du pays, Dohon, Martens, Malsburg, Henneberg, Wolfradt, Mossdorff occupaient de hautes magistratures; le général baron Wolf donnait à la cavalerie westphalienne une organisation satisfaisante : à la cour figuraient le cardinal Maury, comme grand aumônier; le baron de Boucheporn, comme préfet du palais; l'imprimerie royale marchait sous la conduite d'un autre Français, M. Collignon, qui publiait un journal officiel, le *Moniteur Westphalien*. Les dîmes, les corvées, toutes les charges féodales furent abolies; les Juifs, jouissant d'un degré de liberté remarquable et d'institutions qui ont survécu à la chute du régime impérial, rendirent d'importants services au gouvernement, dont ils fondèrent le crédit. On prit pour loi commune le code Napoléon; les États du pays purent s'assembler et délibérer sur leurs besoins; vingt volumes de lois, publiés dans l'espace de six ans, attestèrent la sollicitude et l'activité administrative d'un règne à l'illustration duquel ont manqué la paix, le temps et aussi

cette liberté d'action que rendaient impossible les devoirs de la grande politique. Quoique fort jeune, Jérôme avait l'esprit juste et le jugement solide : l'étourderie, la légèreté propres à son âge le détournèrent peu des soins du royaume qui lui était confié; il tâchait d'imiter l'Empereur, et, docile aux plans de ce monarque, ne subissant pas, comme Joseph et Louis, l'influence d'obligations traditionnelles, il semblait, au sein de l'Allemagne, l'écho de la voix souveraine qui réglait les destinées de l'Europe.

Après avoir transporté de la Haye à Utrecht et d'Utrecht à Amsterdam le siége du gouvernement, après avoir fondé un institut national, ouvert une exposition des produits de l'industrie, remanié le ministère en créant Mollérus ministre des cultes et van Leyden ministre de l'intérieur, Louis, roi de Hollande, visita une partie du royaume. Ce fut dans le cours de ses voyages, interrompus à diverses reprises, qu'une lettre de l'Empereur lui offrit le trône d'Espagne : « Répondez-moi catégoriquement, disait Napoléon; si je vous nomme roi d'Espagne, l'agréerez-vous ? » Louis ayant refusé, l'Empereur se tourna du côté de Joseph, dont le caractère convenait peut-être moins que celui du roi de Hollande à l'esprit espagnol. La lettre suivante, qui peint l'opposition politique de Louis à son frère Napoléon, en même temps qu'elle fait ressortir les larges vues de ce dernier, laisse percer l'idée qu'avait l'Empereur de soustraire la Hollande à l'action trop libérale, trop indépendante du souverain qu'il lui avait donné :

« Monsieur mon frère,

» L'usage que vous venez de faire du droit de grâce ne peut qu'être d'un très-mauvais effet. Le droit de

grâce est un des plus beaux et des plus nobles attributs de la souveraineté. Pour ne pas le discréditer, il ne faut l'exercer que dans le cas où la clémence royale ne peut déconsidérer l'œuvre de la justice; que dans le cas où la clémence royale doit laisser, après les actes qui émanent d'elle, l'idée de sentiments généreux. Il s'agit ici d'un rassemblement de bandits qui vont attaquer et égorger un parti de douaniers pour ensuite faire la contrebande. Ces gens sont condamnés à mort; Votre Majesté leur fait grâce!... elle fait grâce à des meurtriers, à des assassins, à des individus auxquels la société ne peut accorder aucune pitié. Si ces individus avaient été pris faisant la contrebande; si même, en se défendant, ils avaient tué des employés, alors vous auriez pu peut-être considérer la position de leurs familles, leur position particulière, et donner à votre gouvernement une couleur de paternité, en modifiant, par une commutation de peine, la rigueur des lois. C'est dans les condamnations pour contraventions aux lois de fiscalité, c'est plus particulièrement encore dans celles qui ont lieu pour des délits politiques, que la clémence est bien placée. En ces matières, il est de principe que si c'est le souverain qui est attaqué, il y a de la grandeur dans le pardon. Au premier bruit d'un délit de ce genre, l'intérêt public se range du côté du coupable, et point de celui d'où doit partir la punition. Si le prince fait la remise de la peine, les peuples le placent au-dessus de l'offense, et la clameur se lève contre ceux qui l'ont offensé. S'il suit le système opposé, on le répute haineux et tyran; s'il fait grâce à des crimes horribles, on le répute faible ou malintentionné.

» Ne croyez pas que le droit de faire grâce puisse être exercé impunément, et que la société applaudisse

toujours à l'usage qu'en peut faire le monarque. Elle le blâme lorsqu'il l'applique à des scélérats, à des meurtriers, parce que ce droit devient nuisible à la famille sociale. Vous avez trop souvent et en trop de circonstances usé du droit de grâce. La bonté de votre cœur ne doit point être écoutée lorsqu'elle peut nuire à vos peuples. Dans l'affaire des *juifs*, j'aurais fait comme vous; dans celle des contrebandiers de *Middelbourg*, je me serais bien gardé de faire grâce. Mille raisons devaient vous porter à laisser la justice faire une exécution exemplaire qui aurait eu l'excellent effet de prévenir beaucoup de crimes par la terreur qu'elle aurait inspirée. Des gens du roi sont égorgés au milieu de la nuit; les assassins sont condamnés.... Votre Majesté commue la peine de mort en quelques années de prison !... Quel découragement n'en résultera-t-il point parmi les gens qui font rentrer vos impôts? L'effet politique en est très-mauvais. Je m'explique :

» La Hollande était le canal par lequel, depuis plusieurs années, l'Angleterre introduisait sur le continent ses marchandises. Les marchands hollandais ont gagné à ce trafic des sommes immenses : voilà pourquoi les Hollandais aiment la contrebande et les Anglais, et voilà les raisons pour lesquelles ils n'aiment point la France, qui défend la contrebande et qui combat les Anglais. La grâce que vous avez accordée à ces contrebandiers assassins est une espèce d'hommage que vous rendez au goût des Hollandais pour la contrebande. Vous paraissez faire cause commune avec eux, et contre qui ?... contre moi.

Les Hollandais vous aiment; vous avez de la simplicité dans les manières, de la douceur dans le caractère... Vous les gouvernez selon eux. Si vous vous montriez fermement résolu à réprimer la contrebande, si vous

les éclairiez sur leur position, vous useriez sagement de votre influence : ils croiraient que le système prohibitif est bon, puisque le roi en est le propagateur. Je ne vois pas quel parti pourrait tirer Votre Majesté d'un genre de popularité qu'elle acquerrait à mes dépens. Assurément la Hollande n'est point au temps de Ryswyck et la France aux dernières années de Louis XIV. Si la Hollande ne peut suivre un système politique indépendant de celui de la France, il faut qu'elle remplisse les conditions de l'alliance.

» Ce n'est point au jour la journée que doivent travailler les princes : mon frère, c'est sur l'avenir qu'il faut jeter les yeux. Quel est aujourd'hui l'état de l'Europe ? L'Angleterre d'un côté ; elle possède par elle-même une domination à laquelle jusqu'à présent le monde entier a dû se soumettre ; de l'autre, l'empire français et les puissances continentales, qui, avec toutes les forces de leur union, ne peuvent s'accommoder du genre de suprématie qu'exerce l'Angleterre. Ces puissances avaient aussi des colonies, un commerce maritime ; elles possèdent, en étendue, des côtes bien plus que l'Angleterre ; elles se sont désunies ; l'Angleterre a combattu séparément leur marine ; elle a triomphé sur toutes les mers ; toutes les marines ont été détruites. La Russie, la Suède, la France, l'Espagne, qui ont tant de moyens d'avoir des vaisseaux et des matelots, n'osent hasarder une escadre hors de leurs rades. Ce n'est donc plus d'une confédération des puissances maritimes, confédération qu'il serait d'ailleurs impossible de faire subsister, à cause des distances et des croisements d'intérêts, que l'Europe peut attendre sa libération maritime et un système de paix qui ne saurait s'établir que par la volonté ou l'anéantissement de l'Angleterre.

» Cette paix, je la veux par tous les moyens conciliables avec la dignité de la France ; je la veux au prix de tous les sacrifices que peut permettre l'honneur national. Chaque jour je sens qu'elle devient plus nécessaire ; les princes du continent la désirent autant que moi. Je n'ai contre l'Angleterre ni prévention passionnée ni haine invincible. Les Anglais ont suivi contre moi un système de répulsion ; j'ai adopté le système continental, beaucoup moins, comme le supposent mes adversaires, par jalousie d'ambition que pour amener le cabinet anglais à en finir avec nous. Que l'Angleterre soit riche et prospère, peu m'importe, pourvu que la France et ses alliés le soient comme elle.

» Le système continental n'a donc d'autre but que d'avancer l'époque où le droit public sera définitivement assis pour l'empire français et pour l'Europe. Les souverains du Nord maintiennent sévèrement le régime prohibitif, leur commerce y a singulièrement gagné ; les fabriques de la Prusse peuvent rivaliser avec les nôtres. Vous savez que la France et le littoral qui fait aujourd'hui partie de l'Empire, depuis le golfe de Lyon jusqu'aux extrémités de l'Adriatique, sont absolument fermés aux produits de l'industrie étrangère. Je vais prendre un parti dans les affaires d'Espagne qui aura pour résultat d'enlever le Portugal aux Anglais, et de mettre au pouvoir de la politique française les côtes que l'Espagne a sur les deux mers. Le littoral entier de l'Europe sera fermé aux Anglais, à l'exception de celui de la Turquie ; mais comme les Turcs ne trafiquent point en Europe, je ne m'en inquiète pas.

» Vous voyez, par cet aperçu, quelles seraient les funestes conséquences des facilités que la Hollande donnerait aux Anglais pour introduire leurs marchandises

sur le continent. Elle leur procurerait l'occasion de lever sur nous-mêmes les subsides qu'ils offriraient ensuite à certaines puissances pour nous combattre. Votre Majesté est plus intéressée que moi à se garantir de l'astuce de la politique anglaise. Encore quelques années de patience, et l'Angleterre voudra la paix autant que nous la voulons nous-mêmes. Considérez la position de vos États, vous remarquerez que ce système vous est plus utile qu'à moi. La Hollande est une puissance maritime commerçante; elle a des ports magnifiques, des flottes, des matelots, des chefs habiles et des colonies qui ne coûtent rien à la métropole; ses habitants ont le génie du commerce comme les Anglais. N'a-t-elle pas tout cela à défendre aujourd'hui? La paix ne peut-elle pas la remettre en possession de son ancien état? Sa situation, bien que pénible pendant quelques années, n'est-elle pas préférable à faire du monarque hollandais un gouverneur pour l'Angleterre, de la Hollande et de ses colonies un fief de la Grande-Bretagne? L'encouragement que vous donneriez au commerce anglais vous conduirait à cela : vous avez sous les yeux l'exemple de la Sicile et du Portugal.

» Laissez marcher le temps : si vous avez besoin de vendre vos genièvres, les Anglais ont besoin de les acheter; désignez les points où les smogleurs anglais viendront les prendre : mais qu'ils les payent avec de l'argent, et jamais avec des marchandises. Jamais! entendez-vous? Il faudra bien enfin que la paix se fasse : vous signerez, en son lieu, un traité de commerce avec l'Angleterre. J'en signerai peut-être un aussi; mais les intérêts réciproques seront garantis. Si nous devons laisser exercer à l'Angleterre une sorte de suprématie sur les mers qu'elle aura achetée au prix de ses trésors

et de son sang, une prépondérance qui tient à sa position géographique et à ses occupations territoriales dans les trois parties du monde, au moins nos pavillons pourront se montrer sur l'Océan sans craindre l'insulte, notre commerce maritime cessera d'être ruineux. C'est à empêcher l'Angleterre de se mêler des affaires du continent qu'il faut travailler aujourd'hui.

» Votre affaire de grâce m'a entraîné dans ces détails; je m'y suis livré parce que j'ai craint que vos ministres hollandais n'aient fait entrer de fausses idées dans l'esprit de Votre Majesté. Je désire que vous réfléchissiez sur cette lettre, et que des sujets qu'elle traite vous fassiez l'objet des délibérations de vos conseils ; enfin, que vos ministres impriment à l'administration le mouvement qui lui convient. Sous aucun prétexte la France ne souffrira que la Hollande se sépare de la cause continentale. Quant à ces contrebandiers, puisque la faute a été commise, il n'y a plus à revenir sur le passé : je vous conseille seulement de ne pas les laisser dans les prisons de Middelbourg ; c'est trop près du lieu où le crime a été commis; renvoyez-les dans le fond de la Hollande. Cette lettre n'étant à autre fin.....

» NAPOLÉON. »



CHAPITRE CENT DOUZIÈME.

CONFÉRENCES D'ERFURTH.

INFLUENCE DES IDÉES NAPOLÉONIENNES.

Aspect de la ville d'Erfurth et préparatifs pour la réception de Leurs Majestés Impériales. — Arrivée de l'empereur Alexandre à Weimar. — Arrivée de Napoléon à Erfurth. — Première entrevue de Napoléon et d'Alexandre. — Habitudes et entretiens de Leurs Majestés Impériales. — Romanzow, Talleyrand et la princesse de la Tour-Taxis. — Indiscrétions coupables de Talleyrand. — Fête donnée par le duc de Weimar. — Lettre de Leurs Majestés Impériales au roi d'Angleterre. — Les conférences cessent le 14 octobre. — Lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche. — Napoléon continue ses projets de guerre maritime. — Il revient à Saint-Cloud. — Discours d'ouverture des séances du Corps législatif. — Idées napoléoniennes au point de vue politique, administratif, commercial, financier, industriel, scientifique et militaire; influence qu'elles exercent sur la France et sur le monde.

> Les vues de l'Empereur se sont agrandies en proportion du terrain de ses exploits : les événements l'ont mis à même de vouloir la régénération de l'Europe. La plus grande difficulté pour lui n'a pas été de vaincre, mais de disposer de ses conquêtes.
>
> LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE, *Des idées napoléoniennes.*

Dès les premiers jours du mois de septembre, la ville d'Erfurth prenait une animation qu'elle n'avait peut-être jamais eue; on en réparait le théâtre pour l'élite de la Comédie française, qui allait y donner journellement des représentations; on disposait plusieurs grands hôtels destinés aux souverains ainsi qu'à leur suite, et l'on construisait en bois une ville provisoire accolée à la ville ancienne. Le général Oudinot, nommé gouverneur temporaire d'Erfurth, y arriva dans la journée du 23 septembre, suivi des maréchaux des logis et des employés militaires que nécessitait la circonstance; il prit le commandement de la ville, et, de concert avec l'autorité municipale, disposa tout ce qu'exigeait la réception de Leurs Majes-

tés Impériales et Royales. L'hôtel du gouvernement fut affecté au service de Napoléon ; la maison du négociant Triebel, à celui d'Alexandre. Le prince de Bénévent, le duc de Bassano, le ministre Champagny, quantité de hauts fonctionnaires français, russes, prussiens, bavarois, westphaliens, arrivèrent successivement ; le 17[e] régiment d'infanterie légère, qui s'était couvert de gloire dans les plaines d'Austerlitz et d'Iéna, le 1[er] de hussards, le 6[e] de cuirassiers, un bataillon des grenadiers de la garde impériale et d'autres troupes détachées, formant ensemble un effectif de cinq mille hommes, vinrent occuper la ville ainsi que le territoire d'Erfurth. Des dispositions analogues furent prises dans la ville ducale de Weimar, où le prince héréditaire arriva le 19 d'un voyage qu'il venait de faire à Saint-Pétersbourg. Le duc régnant d'Oldenbourg, le prince de Mecklenbourg-Schwerin, le prince Paul, S. A. I. le grand-duc Constantin, accompagné de deux généraux aides de camp, se trouvaient tous réunis le 24 à Weimar, où l'empereur Alexandre était attendu le lendemain. Le conseiller intime Wollzogernet, le chambellan Ziegesar allèrent au-devant de lui jusqu'à Leipzig ; le 25, dans la matinée, S. A. le prince héréditaire, à cheval, escorté d'un piquet de dragons français, de hussards et de chasseurs ducaux, précédé d'une calèche attelée de huit chevaux, sortit de Weimar, traversa le bois de Webicht, par où devait arriver l'empereur Alexandre, lui offrit sa voiture, qu'il accepta, et tous deux firent ensemble leur entrée à Weimar vers sept heures du soir. Le grand maréchal comte de Tolstoy, le comte de Romanzow, ministre des affaires étrangères, le prince Galitzin, les aides de camp généraux prince Wolkonsky, Gagarin, Trubeskoï, comte Ozarofsky, Schouwalof et Araktschejew, le ministre

Speransky, le médecin conseiller d'État Wyllie, formaient le cortége d'Alexandre. La duchesse régnante, la princesse Caroline, tous les princes que nous avons désignés précédemment, Gœthe, Wieland et quelques autres membres de la cour, le duc de Vicence et le duc de Montebello, venus exprès d'Erfurth, attendaient au château le czar, qui soupa chez Son Altesse Grand-Ducale.

Parti de Saint-Cloud le 22 septembre, Napoléon, qui voyageait accompagné du prince de Neufchâtel, du grand maréchal duc de Frioul, du général Nansouty, premier écuyer, du premier chambellan Rémusat, de ses aides de camp Savary et Lauriston, traversa presque incognito Metz, Mayence, Francfort, Eisenach, où l'attendait le duc de Saxe-Weimar; il ne voulut ni arcs de triomphe, ni carillons, ni salves d'artillerie, ni dépenses d'illumination, ni harangues. Cependant Erfurth eut le privilége de sonner ses cloches, de tirer le canon, d'envoyer au-devant du souverain une garde d'honneur à cheval, et de le faire complimenter par son magistrat; mais tout cela se fit de la manière la plus rapide et la plus simple. Arrivé dans cette ville le 27, à dix heures du matin, il y fut reçu par le roi de Saxe, auquel s'étaient joints divers princes de la confédération rhénane. A midi, Napoléon se rendait à cheval chez le roi, passait ensuite la revue des troupes, et allait au-devant d'Alexandre, qu'il rencontra entre les villages d'Ottstandt et de Nora, près d'un énorme poirier devenu historique. Alexandre occupait le fond d'une calèche élégante, où se trouvaient le grand-duc Constantin et le duc de Montebello; dès qu'il aperçut Napoléon, il sauta précipitamment de sa voiture; Napoléon descendit de cheval; tous deux s'embrassèrent avec effusion, puis ils cheminèrent à pied l'espace de quelques minutes et montèrent à

cheval. Napoléon portait l'ordre de Saint-André de Russie, Alexandre le grand cordon de la Légion d'honneur. Deux chevaux d'une grande beauté venaient d'être offerts par Napoléon à ce prince et à son frère, l'un harnaché d'après le système des hulans, l'autre couvert d'une chabraque d'ours noir, sellé, bridé comme celui qui d'habitude portait Alexandre. En approchant de Linderbach, les deux monarques rencontrèrent le duc de Weimar revenant d'Eisenach; des salves d'artillerie, que répétaient les remparts de Pétersberg et de Cyriaksbourg, retentissaient en même temps; une nombreuse population vêtue de ses habits de fête, une milice bourgeoise considérable et la division du général Oudinot, qui bordaient la route, frappaient l'air des cris de *Vive Napoléon! vive Alexandre! vivent les deux empereurs!* Ayant mis pied à terre devant la demeure destinée au czar, Leurs Majestés Impériales s'embrassèrent de nouveau, et y entrèrent bras dessus bras dessous pour en sortir presque aussitôt, Alexandre voulant accompagner Napoléon dans son palais, où ils dînèrent seuls avec le roi de Saxe. Après le repas, Napoléon alla chez Alexandre, et ne le quitta que fort tard. Le 29, il écrivit à l'impératrice Joséphine : « Je suis fort satisfait de l'empereur et de tout le monde. »

Les jours suivants, on vit successivement arriver les rois de Bavière et de Wurtemberg, le roi et la reine de Westphalie, le prince primat, le prince Guillaume de Prusse, la plupart des princes de la confédération du Rhin; on ne pouvait faire deux pas dans les rues sans coudoyer quelque grand personnage; équipages, courriers, officiers d'ordonnance, se croisant de mille manières, donnaient à cette petite ville l'aspect d'une capitale en miniature: telle était la confiance de l'admi-

nistration, qu'on n'exigeait des étrangers aucun passeport, et qu'on ne leur imposait ni carte de sûreté ni déclaration. Voici comment vivaient les deux empereurs : à neuf heures du matin, lever d'une demi-heure auquel assistaient les princes, les ambassadeurs et les ministres; Alexandre s'informait par son grand maréchal de la santé de Napoléon, qui agissait de même; tous deux, jusqu'à midi, travaillaient, recevaient des députations, donnaient des audiences; ils montaient ensuite à cheval, faisaient une longue promenade hors de la ville ou passaient une revue. D'ordinaire on dînait chez Napoléon : un jour, Alexandre ayant oublié son épée, Napoléon lui donna la sienne; une autre fois, il le pria d'accepter un nécessaire en vermeil; les deux empereurs allaient ensuite au spectacle, dont la salle, trop petite pour le grand nombre d'étrangers, ne contenait que trois cents personnes. Du 28 septembre au 14 octobre, les premiers sujets de la Comédie française, Talma, Saint-Prix, Lafont, Damas, mesdemoiselles Raucourt, Duchesnois et Bourgoin, représentèrent *Cinna, Andromaque, Britannicus, Zaïre, Mithridate, OEdipe, Iphigénie en Aulide, Phèdre, la Mort de César, les Horaces, Rodogune, Mahomet, le Cid, Manlius.* « Je vous ferai un parterre de rois, » avait dit Napoléon à Talma en quittant Paris; et Napoléon tenait parole. Le premier jour, Leurs Majestés s'étaient placées dans la loge de Napoléon; les jours suivants, pour être plus près de la scène, elles occupèrent au parquet deux fauteuils sur une estrade; rois, princes, grands officiers étaient sur des chaises; les loges furent consacrées aux dames. Ce fut à la représentation d'*OEdipe* qu'Alexandre entendant ce vers :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux!

se pencha vers Napoléon et lui tendit affectueusement la

main. A la sortie du spectacle, qui finissait vers dix heures, Napoléon se rendait chez Alexandre, et ne le quittait qu beaucoup plus tard. Leurs entretiens avaient pour objet principaux la haute politique et les personnages émi-nents de l'époque. Alexandre interrogeait Napoléon sur le plan de ses batailles; sur ses vues administratives ou guerrières; de son côté, Napoléon lui parlait du czar Pierre, du czar Paul Ier, de l'impératrice Catherine, et des moyens de régénérer les peuplades barbares de son empire. Il fut aussi question de la célèbre madame Krudener, d'origine russe, femme extatique, somnambule naturelle, jouant un rôle d'inspirée, et qui faisait alors grand bruit dans le monde. Alexandre offrit vainement à Napoléon de la lui présenter : ce monarque montrait beaucoup d'antipathie pour les femmes excentriques.

Esprit fin et délié, sachant plaider le faux pour découvrir le vrai, soutenant volontiers des opinions paradoxales, porté au mysticisme, Alexandre s'engageait avec Napoléon dans des discussions quelquefois très-animées : un jour, Alexandre pose en principe que l'hérédité du trône est un abus, et il soutient sa thèse, non sans succès, contre la puissance de logique du souverain élu, auquel appartenait le soin de défendre la souveraineté du suffrage populaire.

Trois personnages distingués, Talleyrand, Romanzow et la princesse de la Tour-Taxis*, jouaient dans les conférences d'Erfurth un rôle digne d'être apprécié. Romanzow, partisan déclaré de l'alliance franco-russe, estimé de son souverain, le dirigeait vers le but politique de l'impératrice Catherine, et ne voyait d'autre moyen d'accomplir ses projets sur l'Orient que de s'appuyer sur nos aigles. C'était un homme à larges idées, dont Napoléon faisait beaucoup de cas; mais pendant qu'il

tâchait de cimenter l'alliance des deux empereurs, Talleyrand livrait au czar les secrets de son maître, et le prévenait chaque nuit des insinuations qui devaient être employées le lendemain. Ces perfides confidences avaient ordinairement lieu chez la princesse de la Tour-Taxis, en présence du baron de Vincent, ambassadeur d'Autriche, personnage digne de foi, que nous avons personnellement connu à Nancy, et qui nous l'a raconté. Peu à peu Alexandre montra moins d'abandon; Napoléon s'en aperçut, et sans accuser de trahison le prince de Bénévent, qu'il voulait bien ne croire qu'indiscret, il ne douta point de ses rapports avec Alexandre. Ces soupçons devinrent une certitude quand il sut qu'Alexandre avait promis au prince de marier son neveu Edmond de Périgord à la princesse Dorothée de Courlande.

Aux travaux sérieux qu'exigeaient les conférences d'Erfurth s'entre-mêlaient des fêtes : le 6 octobre, vers midi, les deux empereurs, suivis d'un cortége de rois et de princes, partent d'Erfurth pour Weimar; le duc régnant, en habit de chasse, avec sa vénerie, les attendait aux frontières, où ils arrivèrent au milieu des fanfares. Une grande chasse aux cerfs commença aussitôt; les traqueurs qui poussaient le gibier étaient vêtus d'un tricot rouge, avec ceinture et couronne en feuilles de chêne, costume grotesque qui amusa Leurs Majestés Impériales. A cinq heures, la chasse finissait, et les empereurs arrivaient en calèche à Weimar, où la duchesse les reçut dans son château. Napoléon se montra pour elle et pour les dames d'une galanterie recherchée; il vit Gœthe, Wieland, d'autres illustrations encore, et se plut à leur parler. Il y eut au château dîner de seize couverts, auquel le roi de Westphalie et le grand-duc

Constantin ne voulurent point figurer; les artistes dramatiques d'Erfurth jouèrent *la Mort de César;* la ville fut illuminée, et un bal splendide, auquel assistèrent Leurs Majestés Impériales jusqu'à une heure du matin, acheva la journée. « L'empereur Alexandre danse, écrivait Napoléon, mais moi non : quarante ans sont quarante ans. Ma santé est bonne au fond, malgré quelques petits maux.... » Son Altesse Ducale avait fait dresser un temple élégant sur le plateau d'Iéna, au point même qu'occupait Napoléon avec son état-major dans la fameuse nuit du 13 au 14 octobre 1806. Le prince y conduisit ses illustres hôtes. Ils trouvèrent autour du temple un déjeuner servi sous des tentes, et, en face de ce monument, des députations du conseil municipal et de l'université d'Iéna, qui les complimentèrent. Napoléon donna la croix à M. Vogel, bourgmestre d'Iéna, et au docteur Starke, pour les récompenser des soins donnés par eux aux blessés français; puis il déploya une carte de la contrée, fit connaître au czar les détails de la bataille, et parcourut ensuite avec lui les positions des deux armées. Après une chasse dans les forêts d'Apolda, les monarques et leur cour regagnèrent Erfurth, où ils arrivèrent le soir. Leurs travaux continuèrent comme auparavant. Excusant la brièveté de ses lettres, Napoléon disait à l'Impératrice : « Mon amie, je t'écris peu; je suis fort occupé. Des conversations de journées entières, cela n'arrange pas mon rhume. Cependant tout va bien. Je suis content d'Alexandre; il doit l'être de moi; s'il était femme, je crois que j'en ferais mon amoureuse. » Avant de quitter cette ville, Leurs Majestés Impériales voulant laisser un témoignage authentique des idées de pacification qui les animaient, écrivirent, à la date du 12 octobre, au roi d'Angleterre la lettre suivante :

« SIRE,

» Les circonstances actuelles de l'Europe nous ont réunis à Erfurth. Notre première pensée est de céder au vœu et aux besoins de tous les peuples, et de chercher, par une prompte pacification avec Votre Majesté, le remède le plus efficace aux malheurs qui pèsent sur toutes les nations. Nous en faisons connaître notre sincère désir à Votre Majesté par cette présente lettre. La guerre longue et sanglante qui a déchiré le continent est terminée sans qu'elle puisse se renouveler. Beaucoup de changements ont eu lieu en Europe; beaucoup d'États ont été bouleversés. La cause en est dans l'état d'agitation et de malheurs où la cessation du commerce maritime a placé les grands peuples. De plus grands changements encore peuvent avoir lieu, et tout contraires à la politique de la nation anglaise. La paix est donc à la fois dans l'intérêt des peuples du continent comme dans l'intérêt des peuples de la Grande-Bretagne. Nous nous réunissons pour prier Votre Majesté d'écouter la voix de l'humanité en faisant taire celle des passions; de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intérêts, et par là garantir toutes les puissances qui existent, et assurer le bonheur de l'Europe et de cette génération à la tête de laquelle la Providence nous a placés.

» NAPOLÉON, ALEXANDRE. »

La clôture des conférences était fixée au 14 octobre; un échange mutuel de décorations, de bagues, de tabatières et de diverses autres faveurs eut lieu entre les deux souverains, au profit du personnel qui les accompagnait; Champagny, le duc de Montebello, le duc de Vicence reçurent de la main d'Alexandre l'ordre de Saint-André;

Romanzow et Tolstoï furent décorés du grand cordon de la Légion d'honneur, Gœthe et Wieland du ruban de chevalier du même ordre.

Le 14, à midi, Alexandre et son frère, le grand-duc Constantin, partirent d'Erfurth, accompagnés par Napoléon jusqu'au point où il était allé les recevoir; là les deux empereurs se renouvelèrent des assurances de constante amitié, se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, et prirent le chemin de leurs États. En quittant Erfurth, Napoléon remit au baron de Vincent la lettre suivante pour l'empereur d'Autriche :

« Monsieur mon frère,

» Je remercie Votre Majesté Impériale et Royale de la lettre qu'elle a bien voulu m'écrire, et que M. le baron de Vincent m'a remise. Je n'ai jamais douté des intentions droites de Votre Majesté; mais je n'en ai pas moins craint un moment de voir les hostilités se renouveler entre nous. Il est à Vienne une faction qui affecte la peur, pour précipiter votre cabinet dans des mesures violentes qui seraient l'origine de malheurs plus grands que ceux qui ont précédé. J'ai été le maître de démembrer la monarchie de Votre Majesté, ou du moins de la laisser moins puissante. Je ne l'ai pas voulu : ce qu'elle est, elle l'est de mon vœu. C'est la plus évidente preuve que nos comptes sont soldés, et que je ne veux rien d'elle. Je suis toujours prêt à garantir l'intégrité de sa monarchie; je ne ferai jamais rien contre les principaux intérêts de ses États; mais Votre Majesté ne doit pas mettre en discussion ce que quinze ans de guerre ont terminé; elle doit défendre toute proclamation ou démarche provoquant la guerre. La dernière levée en masse aurait produit la guerre, si j'avais pu craindre que cette levée et

ces préparatifs fussent combinés avec la Russie. Je viens de licencier les camps de la confédération. Cent mille hommes de troupes vont à Boulogne pour renouveler mes projets sur l'Angleterre ; j'ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur de voir Votre Majesté, et que j'ai conclu le traité de Presbourg, que nos affaires étaient terminées pour toujours, et que je pourrais me livrer à la guerre maritime sans être inquiété ni distrait. Que Votre Majesté se méfie de ceux qui, lui parlant des dangers de sa monarchie, troublent ainsi son bonheur, celui de sa famille et de ses peuples. Ceux-là seuls sont dangereux, ceux-là seuls appellent les dangers qu'ils feignent de craindre. Avec une conduite droite, franche et simple, Votre Majesté rendra ses peuples heureux, jouira elle-même du bonheur dont elle doit sentir le besoin après tant de troubles, et sera sûre d'avoir en moi un homme décidé à ne jamais rien faire contre ses principaux intérêts. Que ses démarches montrent de la confiance, elles en inspireront. La meilleure politique aujourd'hui, c'est la simplicité et la vérité. Qu'elle me confie ses inquiétudes lorsqu'on parviendra à lui en donner, je les dissiperai sur-le-champ. Que Votre Majesté me permette un dernier mot : qu'elle écoute son opinion, son sentiment ; il est bien supérieur à celui de ses conseils. Je prie Votre Majesté de lire ma lettre dans un bon sens, et de n'y rien voir qui ne soit pour le bien et la tranquillité de l'Europe et de Votre Majesté. »

La formation d'un nouveau camp le long des côtes de Boulogne, et la reprise sérieuse des hostilités contre l'Angleterre, n'étaient pas un vain projet. Napoléon espérait pouvoir faire marcher en même temps, et rendre solidaires l'une de l'autre, la campagne d'Espagne et la campagne maritime. Au commencement de l'année 1808,

nous n'avions que quarante-deux vaisseaux de ligne français armés en guerre; mais il s'en construisait trente-cinq dans les chantiers de Brest, de Lorient, de Bordeaux, de Rochefort, de Toulon, d'Anvers, de Flessingue, de Gênes, de la Spezia, de Venise, de Cadix et de Lisbonne; mais la Hollande possédait dix vaisseaux dans ses ports; l'Espagne, vingt; la Russie, vingt-trois, et le Danemark, un; total, cent trente et un vaisseaux à trois ponts, dont soixante-dix-sept d'origine française, qui devaient prendre la mer au mois de septembre 1809. « Ces vaisseaux, écrivait Napoléon, appuyés par des camps de sept mille hommes au Texel, de vingt-cinq mille hommes à Anvers, de quatre-vingt mille hommes à Boulogne, de trente mille hommes à Brest, de dix mille hommes à Lorient et à Rochefort, de six mille Espagnols au Ferrol, de trente mille hommes à Lisbonne, de trente mille hommes à Cadix, de vingt mille hommes à Carthagène, de vingt-cinq mille hommes à Toulon, de quinze mille hommes à Reggio, et de quinze mille hommes à Tarente, formeront un damier qui, sans trop exiger de la fortune, sans exiger même une habileté extraordinaire dans nos marins, doit nous conduire à de grands résultats. »

Le 25 octobre, huit jours après son retour à Saint-Cloud, Napoléon, faisant l'ouverture du Corps législatif, s'exprimait ainsi :

« Messieurs,

» Les codes qui fixent les principes de la propriété et de la liberté civile, qui sont l'objet de vos travaux, obtiennent l'opinion de l'Europe. Mes peuples en éprouvent déjà les plus salutaires effets. Les dernières lois ont posé les bases de notre système de finances. C'est un monu-

ment de la puissance et de la grandeur de la France. Nous pourrons désormais subvenir par nos seules recettes annuelles aux dépenses que nécessiterait même une coalition générale de l'Europe; nous ne serons jamais contraints d'avoir recours aux mesures désastreuses du papier-monnaie, des emprunts et des arriérés.

» J'ai fait cette année plus de mille lieues dans l'intérieur de mon empire. Le système de travaux que j'ai arrêté pour l'amélioration du territoire se poursuit avec activité. La vue de cette grande famille française, naguère déchirée par les opinions et les haines intestines, aujourd'hui prospère, tranquille et unie, a sensiblement ému mon âme. J'ai senti que pour être heureux il me fallait d'abord l'assurance que la France fût heureuse. Le traité de paix de Presbourg, celui de Tilsitt, l'attaque de Copenhague, l'attentat de l'Angleterre contre toutes les nations maritimes, les différentes révolutions de Constantinople, les affaires de Portugal et d'Espagne ont diversement influé sur les affaires du monde. La Russie et le Danemark se sont unis à moi contre l'Angleterre. Les États-Unis d'Amérique ont préféré renoncer au commerce et à la mer plutôt que d'en reconnaître l'esclavage. Une partie de mon armée marche contre celles que l'Angleterre a formées ou débarquées dans les Espagnes. C'est un bienfait particulier de cette Providence qui a constamment protégé nos armes, que les passions aient assez aveuglé les conseils anglais pour qu'ils renoncent à la protection des mers et présentent enfin leur armée sur le continent.

» Je pars dans peu de jours pour me mettre moi-même à la tête de mon armée, et, avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le roi d'Espagne, et planter mes aigles sur les forts de Lisbonne. Je ne puis que me louer

des sentiments des princes de la confédération du Rhin. La Suisse sent tous les jours davantage les bienfaits de ma médiation. Les peuples d'Italie ne me donnent que des sujets de contentement. L'empereur de Russie et moi nous nous sommes vus à Erfurth. Notre première pensée a été une pensée de paix. Nous avons résolu de faire quelques sacrifices pour faire jouir plus tôt, s'il se peut, les cent millions d'hommes que nous représentons de tous les bienfaits du commerce maritime. Nous sommes d'accord et invariablement unis pour la paix comme pour la guerre.

» Messieurs les députés des départements au Corps législatif, j'ai ordonné à mes ministres des finances et du trésor public de mettre sous vos yeux les comptes des recettes et des dépenses de cette année. Vous y verrez avec satisfaction que je n'ai besoin de hausser le tarif d'aucune imposition. Mes peuples n'éprouveront aucune nouvelle charge. Les orateurs de mon conseil d'État vous présenteront différents projets de lois, et entre autres tous ceux relatifs au code criminel. Je compte constamment sur toute votre assistance. »

On ne pouvait mieux résumer, au point de vue de la politique générale, la situation qui devait ressortir des traités de Fontainebleau, de Tilsitt et des conférences d'Erfurth. C'était moins encore par le nombre de ses vaisseaux, par la force de ses armées et par les mesures prohibitives du blocus continental, qu'en fondant une association européenne sur des nationalités distinctes, que l'Empereur espérait combattre efficacement l'Angleterre. Après avoir réorganisé la Suisse fédérative, affranchi du joug de l'empire germanique l'Allemagne méridionale, ramené deux cent quatre-vingt-quatre États à trente et un, introduit la liberté de conscience dans la

constitution de la Saxe, suggéré au roi Maximilien de Bavière l'idée d'assurer les libertés populaires sous un régime constitutionnel, aboli dans les grands-duchés de Bade et de Berg, dans les pays d'Erfurth, de Fulde, de Hanau et de Bayreuth le servage, le colonat et les droits seigneuriaux qui en dérivaient; après avoir, en Hollande, en Westphalie, en Pologne, placé les intérêts de la civilisation sous les auspices du code Napoléon, consacré l'égalité des droits, la liberté des personnes, et dressé dans Varsovie, au milieu de l'atmosphère silencieuse des gouvernements voisins, une tribune législative indépendante, l'Empereur, élargissant les barrières qui divisaient les hommes, tâchait de créer entre eux une chaîne d'intérêts et de solidarité réciproques. Napoléon a dit : « Pour cimenter cette association européenne, j'eusse fait adopter un code Napoléon, une cour de cassation européenne, redressant pour tous les erreurs, comme la cour de cassation en France redresse celles des tribunaux; l'uniformité de législation, l'uniformité des mesures, des poids et des monnaies seraient devenues les conséquences de mon système; j'eusse fondé un institut européen chargé d'animer, de diriger, de coordonner les différentes associations scientifiques. Mon sénatus-consulte du 21 février 1808, qui accorde le titre de citoyen français, après une résidence d'une année, à tout étranger ayant rendu des services importants à l'État ou fondé quelque grande industrie, ou imaginé quelque perfectionnement nouveau, témoigne mes vues de fraternité universelle; et quand l'Institut accordait au chimiste anglais Davy, au savant Hermann de Berlin, un des grands prix que j'avais fondés, il répondait à mes désirs d'isoler la science, les lettres, les arts du malheureux conflit nécessité par l'ambitieuse rivalité des

souverains[1].... » Dans cet esprit, les intérêts européens eussent dominé les intérêts nationaux, et les intérêts nationaux ceux de la province; l'humanité se serait sentie satisfaite : car, dit avec beaucoup de sens Louis Bonaparte, « la Providence n'a pu vouloir qu'une nation ne fût heureuse qu'aux dépens des autres, et qu'il n'y eût en Europe que des vainqueurs et des vaincus, et non des membres réconciliés d'une même et grande famille[2]. » L'établissement du zollverein, l'institution des congrès scientifiques et des congrès industriels sur divers points de l'Europe, les communications par les chemins de fer, par les paquebots à vapeur et par les fils électriques, que Napoléon ne pouvait prévoir, sont venus, presque immédiatement après la chute de son empire, justifier l'exactitude de ses prévisions, et réaliser les œuvres qu'il espérait voir surgir du sein de la paix. Peu d'hommes l'ont compris; il fallait être d'une rare sagacité pour le suivre; aussi, dans un de ces mouvements de dépit involontaire, comme il en échappe aux hommes supérieurs jetant leur regard vers le passé, on l'entendit s'écrier : « Ai-je donc régné sur des pygmées en intelligence! »

Le souverain qui soutenait dans leur vieillesse la dernière descendante de du Guesclin, la nièce de Loménie de Brienne, la comtesse de Choiseul, la veuve du général vendéen Beauchamp, la mère du duc d'Orléans, la veuve du savant Bailly et la sœur de Robespierre; qui prenait pour aides de camp des hommes tels que Bernard, Drouot et Lobau, signataires du vote négatif du consulat à vie; qui faisait revivre, par des statues monumentales, la mémoire de Jeanne d'Arc et de Jeanne

[1] Paroles du captif de Sainte-Hélène au général Gourgaud.
[2] OEuvres de Louis-Napoléon Bonaparte, t. Ier, p. 320.

Hachette, de Turenne, de Vauban et de Condé, autant que celle de Hoche, de Joubert et de Marceau; qui, sachant utiliser l'énergie des vieux républicains et le talent de certains royalistes, amalgamait, selon son expression, au lieu d'extirper, les éléments les plus antipathiques, un tel homme possédait, au suprême degré, le génie de pacifier les esprits et de rétablir la concorde. Il agissait sans détruire aucune des bases révolutionnaires de 1789. Cent mille émigrés étaient rentrés dans leurs foyers, mais la vente des biens nationaux demeurait irrévocable; la religion catholique triomphait de l'impiété, mais on ne touchait ni à la liberté des consciences, ni aux priviléges de l'église gallicane; quelques barrières religieuses ou politiques séparaient encore le peuple juif du peuple chrétien, mais une commission émanée du grand sanhédrin, d'accord avec des représentants du gouvernement, mettaient de l'harmonie entre les dogmes israélites et nos lois civiles; les titres nobiliaires précédemment abolis renaissaient, mais isolés des principes de caste, des priviléges ou des prérogatives; toutes les naissances, toutes les professions, tous les services acquéraient une égale aptitude aux distinctions : il ne fallait que les mériter.

L'ordre et l'économie, premiers mobiles d'une bonne administration, avaient remplacé le désordre révolutionnaire. Un ministre du trésor public concentrait les ressources, contrôlait les dépenses de l'Empire; un ministre secrétaire d'État, notaire de la plus haute acception, légalisait tous les actes émanés des autres ministres et surveillait l'ensemble de l'administration souveraine. Les forêts, les domaines, les douanes, l'enregistrement, les finances, régis isolément par des administrations spéciales, échappaient à l'arbitraire; un

conseil de liquidation, dont les opérations furent terminées le 30 juin 1810, avait pour mission d'éteindre les dettes de l'État; une autre commission, dite de comptabilité, vérifiait les comptes de chaque administration. Napoléon s'étant aperçu d'un arriéré considérable dans ce travail, créa la cour des comptes, qui n'a point cessé de fonctionner depuis. Il ne voulait pas que le budget ordinaire dépassât 800 millions; il se montrait contraire à l'établissement de tout nouvel impôt, et préférait aux impôts directs, qui grèvent la propriété, les impôts indirects, qui affectent mille formes différentes.

La banque de France, indépendante du gouvernement, mais subissant son contrôle, avait une telle importance aux yeux de l'Empereur, qu'il eût suspendu volontiers, il le disait, la solde de ses troupes, s'il y avait eu nécessité de la secourir. Cependant, il ne lui demandait pas d'argent; il n'exigeait d'elle que la réalisation facile des revenus de l'Etat aux époques et dans les lieux convenables. Selon lui, toute alliance entre la banque et le trésor offrirait de grands dangers, un simple mouvement de fonds pouvant révéler quelque secret du gouvernement. Quand, par un décret, l'Empereur fixa le montant de la dette publique au chiffre de 80 millions de rentes, et fonda la caisse d'amortissement, il n'entendait pas que cette dette consolidée devînt *une machine à emprunt*[1], le temps ne lui paraissant point encore venu de fonder les finances sur ce dangereux système. Une caisse de service, chargée d'opérer l'application des recettes aux dépenses, procurait à chaque receveur général le moyen d'avoir un compte courant. L'Empereur se proposait aussi de créer des caisses d'activité pour les travaux généraux, les travaux locaux

[1] Expression de Napoléon.

et les travaux municipaux concernant l'amélioration publique de la vie sociale.

Les droits de passe et de taxe sur les rentes ayant été supprimés, des octrois municipaux furent établis dans les villes qui en avaient besoin; on rendit aux hospices les biens qu'un décret de la Convention avait prescrit d'aliéner; on régularisa la propriété des mines, et l'Empereur créa un corps d'ingénieurs chargés de leur administration. Il activa le cadastre parcellaire au point qu'en 1810, plus de trois mille communes cadastrées jouissaient de l'égalité proportionnelle. Cette égalité appliquée aux impôts fonciers le préoccupait essentiellement quand le suffrage populaire l'eut élevé sur le trône. « Notre système d'imposition est mauvais, disait-il; car il n'assure ni la possession, ni la liberté civile, puisque la liberté civile dépend de la sûreté de la propriété. Or, dans un pays où l'on peut, chaque année, changer le vote du contribuable, la propriété cesse d'être certaine. Celui qui a 3,000 francs de rente ne sait pas combien il lui en restera l'année suivante pour exister. On peut absorber tout son revenu par la contribution; pour un misérable intérêt de 50 à 100 francs on voit plaider solennellement devant un grave tribunal; un simple commis, d'un seul coup de plume, peut vous surcharger de plusieurs milliers de francs! Il n'y a donc plus de propriété. Lorsque j'achète un domaine, je ne sais ce que je fais. En Lombardie, en Piémont, il y a un cadastre; chacun sait ce qu'il doit payer; le cadastre demeure invariable; on n'y opère des changements que dans les cas extraordinaires et après un jugement solennel. Si l'on augmente la contribution, chacun en supporte sa part au marc la livre et peut faire lui-même, dans son cabinet, le calcul de ses obligations envers le

fisc. Dès lors, on sait ce qu'on a; il y a propriété. En France, pourquoi n'y a-t-il pas d'esprit public? C'est parce qu'un propriétaire est obligé de faire sa cour à l'administration. S'il est mal avec elle, il peut être ruiné; le jugement des réclamations est arbitraire. C'est ce qui fait que chez aucune nation on n'est aussi servilement attaché au gouvernement qu'en France, parce que la propriété s'y trouve dépendante. En Lombardie, au contraire, un propriétaire vit dans son domaine, sans s'inquiéter qui gouverne. On n'a jamais rien fait en France pour la propriété. Celui qui fera une bonne loi sur le cadastre méritera une statue. » Napoléon, pendant tout son règne, ne cessa de travailler à l'affranchissement du sol, tâchant, par tous les moyens, de l'alléger de ses charges, de l'arracher aux erreurs de l'arbitraire et de faire fructifier l'agriculture. « L'âme et la base de mon empire, c'est l'agriculture, ne cessait de répéter Napoléon; l'industrie, qui constitue l'aisance et le bonheur des populations, ne vient qu'après; le commerce extérieur, témoignage de surabondance, procède de l'emploi normal de l'industrie et de l'agriculture. Les intérêts de ces trois bases essentielles sont divergents, souvent opposés; je veux les servir constamment dans leur ordre naturel. » La réflexion suivante, qu'il faisait à Sainte-Hélène, porte le cachet de sa pensée relativement aux moyens d'utiliser avec sagesse les ressources d'un grand État comme la France : « Jadis, on ne connaissait qu'une espèce de propriété, celle du terrain; il en est survenu une nouvelle, celle de l'industrie, aux prises en ce moment avec la première; c'est la grande lutte des champs contre les comptoirs, des créneaux contre les métiers; puis une troisième, celle dérivant des énormes charges perçues sur les adminis-

trés, et qui, distribuées par les mains neutres et impartiales du gouvernement, peuvent garantir du monopole les deux autres, leur servir d'intermédiaire, et les empêcher d'en venir aux mains. »

La création de la chaire d'économie rurale à l'école vétérinaire d'Alfort précéda d'une année la rédaction du code rural, pour laquelle l'Empereur, en 1808, ordonna que dans chaque ressort de cour d'appel on réunît une commission consultative formée de juges, d'administrateurs et d'agriculteurs distingués. Le code commercial s'élaborait en même temps. Il fut adopté en 1807 et concourut, avec le conseil général du commerce, avec le conseil général d'industrie établis près le ministère de l'intérieur, à favoriser l'élan de la grande comme de la petite spéculation, à féconder les sources de la richesse nationale. Les prohibitions du gouvernement espagnol sur les soieries de Lyon, de Tours et de Turin, sur le drap de Carcassone, sur la toile de Bretagne et la quincaillerie ayant été levées en 1808, ces diverses branches industrielles prirent, malgré la guerre, un accroissement d'activité; plusieurs maisons considérables, faisant l'échange des articles français avec les provenances russes, s'établirent à Saint-Pétersbourg.

Les travaux de construction égalèrent, s'ils ne surpassèrent pas, les travaux de fabrication. En douze ans, Napoléon fit exécuter pour plus d'un milliard de constructions diverses, marquées presque toutes au cachet de son génie. Il trouvait convenable d'opérer, aux frais de l'État, le plus de travaux possible, de les aliéner ensuite et d'affecter ce produit à d'autres entreprises. Il n'a pas dépendu de lui que l'esprit d'association ne reçût alors le développement qu'il a pris de nos jours, car il enjoignit au ministre de l'intérieur de vendre à des compa-

gnies tous les canaux achevés, et de faire exécuter par d'autres compagnies des travaux d'art importants, tels que le pont d'Iéna. Malheureusement, nous étions dans l'enfance des spéculations de ce genre; le crédit fonctionnait avec difficulté, et les Anglais, nos maîtres en industrie, étaient loin de vouloir nous aider de leurs capitaux et de leur coopération personnelle.

L'ordre judiciaire, réorganisé en 1800, composé de tribunaux de première instance pour chaque chef-lieu d'arrondissement, de tribunaux criminels pour chaque département et de vingt-neuf tribunaux d'appel, laissait subsister une magistrature impopulaire, celle des tribunaux criminels; un travail fait en 1809 et sanctionné l'année suivante, les supprima; il n'y eut désormais que des cours impériales, d'où se détachait tous les six mois un conseiller, président d'assises, chargé d'appliquer, dans les causes criminelles, la peine résultant de la décision d'un jury. A ce changement, l'ordre judiciaire gagna en considération, le public en sécurité, le prévenu en garanties morales. On remarqua que le nombre des crimes devint moindre chaque année. Des prisons centrales reçurent les condamnés passibles d'une peine de trois cent soixante-cinq jours et au delà.

Nous avons parlé ailleurs de l'instruction publique, de l'administration municipale, des préfectures et de l'armée : on y reconnaît l'influence de deux principes d'où découlaient toutes les lois impériales : 1° le principe d'égalité civile, d'accord avec un système démocratique restreint à des conditions raisonnables; 2° le principe d'hiérarchie, d'accord avec les lois de stabilité gouvernementale. Beaucoup d'institutions impériales sentent le provisoire, la transition d'un état longtemps stationnaire à un état qui marche; mais on y remarque

des germes de perfectionnement ultérieur; Napoléon voulait éviter toute espèce d'abstraction, toute théorie inapplicable; il modifiait, selon les circonstances, le système qu'il avait dû créer à la hâte au milieu des décombres d'un vieil édifice. Le Code Napoléon, qui porta dans l'Europe presque entière des germes de liberté, et qui est un des plus beaux titres de gloire du monarque dont il porte le nom, ne lui semblait devoir constituer que le rudiment élémentaire d'un code universel. La conscription, si décriée, si calomniée, était, pour nous servir de l'heureuse expression du général Foy, un palladium d'indépendance, puisqu'elle mettait la nation dans l'armée et l'armée dans la nation; mais l'Empereur ne prétendait en user qu'autant que les rois coalisés le forceraient à la guerre. «La paix faite, disait-il, j'aurais amené tous les souverains à n'avoir plus que leur simple garde; j'aurais procédé à l'organisation de la garde nationale de manière que chaque citoyen connût son poste au besoin; alors on aurait eu vraiment une nation maçonnée à chaux et à sable, capable de défier les siècles et les hommes.» La Prusse, puissance intelligente, active, essentiellement militaire, a saisi, pour l'organisation de son armée, les vues que Napoléon eût appliquées à la sienne, si le temps et les circonstances lui en avaient laissé la possibilité. En Prusse, comme le fait observer Louis-Napoléon Bonaparte[1], l'armée est une grande école où toute la jeunesse vient s'instruire au métier des armes; la landwehr, divisée en trois bans, lui sert de réserve. C'était la pensée de l'Empereur, lorsqu'en 1812 il voulut que la garde nationale se composât d'un premier ban, où figureraient les hommes de vingt à vingt-six ans qui n'avaient pas été mis en acti-

[1] *Des Idées napoléoniennes*, t. Ier, p. 260.

vité; d'un second ban, composé des hommes valides de vingt-six à quarante ans, et d'un troisième ou arrière-ban, formé des hommes de quarante à soixante ans. « Jamais, disait l'Empereur, lorsqu'une nation repousse une invasion, elle ne manque d'hommes, mais trop souvent elle manque de soldats. » Mieux secondé par les administrateurs, par le sénat et par le Corps législatif, qui tremblaient au lieu d'agir, Napoléon, en 1813 et 1814, eût opposé à l'invasion une armée citoyenne capable de l'arrêter.

Ce n'était pas seulement au point de vue militaire que la conscription pouvait devenir utile. Ramenée aux limites rationnelles, aux douces exigences qu'invoquaient le cœur des mères et les amis de la paix, la conscription eût consacré deux principes éminemment utiles aux destinées futures de la France : 1° l'égalité entre les hommes, distingués par leurs vertus et leurs actes et non par leur naissance; 2° la dissémination de la langue nationale, qui, régnant sous les drapeaux, devenant commune entre des soldats originaires de pays éloignés, *eût fini* par être une langue européenne dans les campagnes, ainsi qu'elle l'est aujourd'hui dans les hautes classes de la société. Napoléon l'espérait lorsqu'il disait à Fontanes : « Je veux que la langue française, en prenant possession de l'Europe, réalise et perpétue mes victoires. »



CHAPITRE CENT TREIZIÈME.

CAMPAGNE DE NAPOLÉON EN ESPAGNE.

Forces militaires de l'Espagne comparées aux nôtres et position respective qu'elles occupent. — Napoléon quitte le château de Marac et arrive à Vittoria ; sa marche sur Burgos ; mouvements de son armée. — Il quitte Burgos. — Brillants combats de Somo-Sierra et de Buitrago. — Napoléon arrive devant Madrid. — Situation des esprits dans cette ville ; préparatifs de défense et d'attaque. — Discours de l'Empereur aux représentants de la junte militaire. — Occupation de Madrid par Belliard. — Proclamation de l'Empereur aux Espagnols ; son discours aux différentes députations de la capitale. — Le maréchal duc de Dantzig nommé gouverneur de Madrid ; décrets, mesures administratives, indulgence et sévérité de Napoléon. — Mouvements de nos troupes dirigés par l'Empereur. — Il quitte Champ-Martin le 22 décembre, traverse la Guadarrama, porte son quartier général à Tordesillas, Val-de-Ras, Benavente et Valladolid. — Parti le 17 janvier de Valladolid, il arrive à Paris le 23.

« Je n'ai pas fait en Espagne la faute d'aller trop vite, mais on a fait celle d'aller trop doucement après mon départ. »

Paroles de Napoléon prononcées à Sainte-Hélène.

Le guerrier se reposait dans les soins du législateur. Napoléon semblait ne vouloir faire sentir aux Espagnols le tort d'une résistance aveugle qu'en leur donnant des institutions ; c'était une noble vengeance.

TISSOT, *Histoire de Napoléon*, t. Ier, p. 422.

Depuis que les Français s'étaient concentrés sur la rive droite de l'Èbre, l'Espagne redoublait d'efforts pour rendre sa résistance efficace. Sans munitions dans les arsenaux, sans magasins, sans généraux expérimentés, sans officiers capables d'instruire des soldats improvisés, elle avait pour armée une réunion de bandes mal équipées, presque dépourvues de cavalerie et d'artillerie. Aucun esprit d'ensemble ne guidait les chefs, et jusqu'à la fin du mois de septembre, époque où une junte centrale se réunit à Madrid, chaque province, chaque corps d'armée avait agi isolément.

Après la convention de Cintra, vingt mille hommes sous les ordres de sir John Moore s'avancèrent du Portugal sur Valladolid, tandis qu'un autre corps de quinze mille hommes, conduit par le général sir David Baird, venant directement des ports de la Grande-Bretagne, débarquait à la Corogne. Le 30 septembre, neuf mille hommes du corps de la Romana, dont nous avons déjà parlé, arrivaient sur les côtes nord-ouest de l'Espagne. Renforcée des milices asturiennes et galiciennes, cette armée, bien aguerrie, initiée aux habitudes militaires de Napoléon, fit concevoir les plus brillantes espérances; l'opinion générale était de confier à la Romana le commandement en chef des troupes, et l'on eût bien fait; mais la junte centrale craignait une dictature. « Trois corps principaux, ou plutôt trois armées séparées et distinctes, occupaient, dit un historien militaire, une espèce de ligne qui, partant des côtes des Asturies vers Santander, s'avançait en pointe sur la Biscaye, et, suivant ensuite le cours de l'Èbre jusque vers Tudela, remontait dans la Navarre et l'Aragon, puis redescendait sur l'Èbre vers Saragosse. Le corps de gauche, qui s'était avancé jusque vis-à-vis les hauteurs de Durango, en avant de Bilbao, dans la Biscaye, était fort de cinquante mille hommes, et commandé par le général Blake. Ce dernier, après la bataille de Medina del Rio Seco, avait remplacé le général Cuesta. Castanos, à la tête des troupes réglées et des levées de l'Andalousie, de Valence et de Castille, au nombre de quarante mille combattants, venait de traverser l'Èbre près de Tudela, pour avancer sa droite dans la direction de Siguenza et de Pampelune. Sa gauche était à trois fortes journées de marche de l'extrême droite du général Blake. Vingt mille Aragonais, sous les ordres de don

Joseph Palafox, se trouvaient entre les routes qui conduisent de Tudela et de Jaca à Saragosse, en avant de cette dernière ville. D'autres corps séparés, sous la dénomination d'armées de réserve et d'Estramadure, formaient comme une seconde ligne pour couvrir Madrid; mais ils étaient beaucoup trop éloignés des troupes dont nous venons de parler. Le corps d'armée de Catalogne, fort de vingt-cinq à trente mille hommes, presque tous de nouvelle levée, sans compter quelques bandes disséminées dans les Pyrénées orientales, s'occupait alors à resserrer les troupes françaises dans les places de Barcelone et de Figuières. »

Les forces françaises étaient ainsi distribuées : sur la rive droite de la rivière Aragon, le corps du maréchal Moncey, qui tenait son quartier général à Tafalla; aux environs de la Guardia, faisant face à l'Èbre, le corps du maréchal Ney; sur la rive droite de l'Èbre, à Miranda et Pancorbo, les troupes du maréchal Bessières. Le général Merlin, à la tête d'une division, occupait les hauteurs de Durango et couvrait la grande route de Vittoria à Bayonne, que menaçait l'armée du général Blake. Trois divisions aux ordres des généraux Leval, Sébastiani et Vilatte, conduites par le maréchal Lefebvre, étant venues occuper vers la mi-octobre les hauteurs de Durango, Merlin se replia sur Vittoria, qu'occupait toujours le roi Joseph. Un cinquième maréchal, Victor, arrivant des Pyrénées sur Vittoria et Orduena, permit au duc de Dantzig d'attaquer Blake sur les hauteurs de Guénès, qu'il avait fortifiées, de lui faire éprouver une perte considérable, et de le refouler dans les montagnes, circonstance qui facilita beaucoup la marche de l'Empereur.

Parti le 4 novembre du château de Marac, Napoléon arriva le lendemain au quartier général de Vittoria, où

il eut avec Joseph un entretien très-vif à la suite duquel le roi d'Espagne voulut, dit-on, résilier le pouvoir et se retirer. La présence de l'Empereur imprima la plus grande activité aux opérations militaires. Bessières fut chargé du commandement de la cavalerie; Soult réunit à ses troupes l'infanterie de Bessières; l'aile droite, appuyée au golfe de Gascogne, se composait du corps de Lefebvre et de Victor; le centre, formé des corps de Soult, de la cavalerie de Bessières et de la garde impériale, en avant de Vittoria, tenait la grande route de Madrid; l'aile gauche, où figuraient les corps de Ney et de Moncey, s'appuyait aux montagnes de l'Aragon, vers Tudela.

Le 8 novembre, l'Empereur porte son quartier général de Vittoria à Miranda, sur l'Èbre; le 9 au soir, il arrive à Briviesca, et l'armée du centre campe autour de la ville. Le 10, dès la première heure du jour, Soult s'avance avec la division du général Mouton pour reconnaître, en avant de Burgos, les positions de l'ennemi, qu'il trouve rangé en bataille au village de Gamonal, couvert par trente pièces de canon. Les bandes wallonnes et espagnoles furent chassées de leurs retranchements, et lorsqu'elles croyaient se rallier pour recommencer le combat, Bessières, arrivant avec sa cavalerie, les chargeait de flanc et achevait de les mettre dans la plus complète déroute. Nous prîmes douze drapeaux, une artillerie considérable; trois mille hommes furent tués ou blessés, cinq mille faits prisonniers. En arrivant à Burgos, pêle-mêle avec les fuyards, l'avant-garde de Bessières trouva la ville abandonnée, mais remplie d'approvisionnements. Napoléon y tint son quartier jusqu'au 22.

Les trois divisions de cavalerie des généraux Lasalle,

Latour-Maubourg et Milhaud, suivies de vingt pièces d'artillerie légère, se précipitèrent sur les derrières et sur les flancs de l'armée de sir John Moore, que l'Empereur croyait réunie autour de Valladolid; Soult marcha sur Reynosa pour déborder le flanc gauche de l'armée de Galice, contre laquelle Victor venait d'obtenir un avantage signalé à Espinosa de los Monteros. Quarante-cinq mille hommes, tant Espagnols qu'Anglais, parmi lesquels figurait toute l'infanterie de la Romana, couvraient les montagnes situées en avant d'Espinosa. Attaqués le 10 novembre, vers deux heures après midi, ils n'avaient pu résister aux efforts courageux du général Pacthod, qui, chargeant à la baïonnette, s'était emparé du plateau, après avoir culbuté dans les ravins et les précipices deux régiments espagnols. Blake essaya vainement de reprendre sa position, et la nuit mit fin au combat, qui recommença le jour suivant. Maison et Pacthod rivalisèrent de présence d'esprit et de bravoure; les Français enlevèrent une hauteur d'où six pièces de canon les foudroyaient, un carré d'infanterie ennemie, acculé dans le coude de la Trueba, traversa cette rivière dans le plus grand désordre, et ils arrivèrent au pont d'Espinosa, où se fit un horrible carnage. Les Espagnols, pour mieux se dérober au danger, jetaient l'habit rouge que leur avait donné le gouvernement britannique, et prenaient la capote brune indigène. Plus de vingt mille ennemis furent tués, noyés ou faits prisonniers. Cette bataille d'Espinosa devint pour le duc de Bellune un titre de gloire.

Blake espérait rallier ses troupes, fortifier Reynosa, mettre en batterie soixante pièces de canon qui s'y trouvaient parquées, et prendre quelque repos; Soult ne lui en donna pas le temps. Parvenu le 12 à Reynosa,

il s'empare des canons, des munitions, du grand dépôt d'habillements qu'on y avait réunis, et, poursuivant les débris de l'armée de Galice, oblige la Romana, qui venait d'arriver, de traverser les Asturies avec douze mille hommes pour gagner la province de Léon. Santander ayant ensuite ouvert ses portes, le maréchal Soult chargea le colonel Tascher de la Pagerie, les généraux Franceschi et Sarrut de battre la campagne avec des escadrons de cavalerie, mission dont ils s'acquittèrent avec autant de bravoure que d'intelligence.

Le 22 novembre, il n'y avait plus dans la Galice, en apparence au moins, d'ennemis à combattre; l'Estramadure était aussi sans défenseurs; mais deux armées nombreuses, confiantes en leur courage, celle de Palafox et celle de Castanos, protégeaient l'Aragon et fermaient les abords de l'Andalousie. Pour détruire le prestige dont l'imagination des Espagnols se plaisait à les entourer, Napoléon attendait que Soult et Victor eussent terminé leurs mouvements. Dès qu'il eut l'assurance qu'aucune complication de ce côté n'entraverait son plan d'attaque, il en confia l'exécution au maréchal Lannes.

Lannes arrivait de Naples, et se trouvait au quartier général impérial. Le 19 novembre, il se porta sur Ladosa, où stationnait Moncey, tandis que Ney marchait vers Soria pour couper la retraite à l'ennemi; le 21, la division Lagrange, les brigades de cavalerie Colbert et Digeon quittaient Logroño et suivaient la rive droite de l'Èbre, que traversait Moncey marchant sur Calahorra, Alfaro, Tudela. Castanos, à la tête de quarante-cinq mille hommes partagés en sept divisions, occupait, devant cette dernière ville, une ligne de six kilomètres d'étendue. Palafox, avec les troupes aragonaises, était à la droite; celles de Castille et de Valence formaient la

centre; les trois divisions d'Andalousie tenaient la gauche. Quarante pièces de canon couvraient le centre et les deux ailes. Nous leur opposâmes soixante pièces beaucoup mieux servies, et le 22, dès neuf heures du matin, l'attaque commença. Les divisions Maurice-Mathieu, Lefebvre-Desnouettes et Lagrange abordèrent l'ennemi avec une impétuosité telle, qu'à la première charge beaucoup d'Espagnols eurent le corps traversé par les baïonnettes françaises: la déroute fut presque instantanée; nous prîmes sept drapeaux, trente pièces de canon avec leurs attelages et leurs caissons, trois mille prisonniers, dont douze colonels et trois cents officiers; les hommes tués ou noyés dans l'Èbre s'élevèrent à quatre mille. L'armée entière de Castanos, qui expiait alors son triomphe de Baylen, eût été détruite, si Ney, au lieu de faire reposer deux jours à Soria ses troupes fatiguées, avait exécuté ponctuellement les ordres de l'Empereur. Palafox alla s'enfermer dans les murs de Saragosse; un corps considérable prit la direction de Valence; dix mille hommes tâchèrent de gagner Madrid par Siguenza, Guadalaxara et Alcala. Maurice-Mathieu marcha sur Borja, Ney sur Tarazona, que les Espagnols venaient d'évacuer après avoir fait sauter un parc de soixante caissons; il se réunit ensuite à Maurice-Mathieu pour presser Castanos, dont il rencontra l'arrière-garde le 28, au défilé de Buvierca, près de Medina-Cœli.

Le 22 novembre, Napoléon quittait Burgos. Après avoir traversé Lerma, et s'être arrêté dans la ville d'Aranda jusqu'à ce qu'il eût des nouvelles positives de sa gauche, il porta son quartier général au bourg de Bocequillas, où il arriva le 29. Victor, qui avait remplacé au centre le corps de Soult, chargé d'opérer dans

les Asturies, rencontrait alors, en avant du défilé de Somo-Sierra, treize mille Espagnols qui, l'ayant fortifié par des ouvrages et par une batterie de seize pièces, rendaient ce passage difficile. Victor ne mit aucune hésitation à le forcer; le général Senarmont s'avança suivi de six pièces d'artillerie et d'un régiment d'infanterie. Pendant qu'il résistait avec plus de valeur que de succès au feu croisé des tirailleurs ennemis, groupés en amphithéâtre sur des rochers, et à l'action d'une batterie qui labourait la route, l'Empereur survint, s'arrêta dans le fond du défilé, examina froidement la position des Espagnols, dont les boulets et les balles tombaient autour de lui ou passaient sur sa tête; puis, se tournant vers le colonel Dautancourt, qui commandait provisoirement le régiment de chevau-légers polonais de service près de sa personne, il lui donna l'ordre de charger l'ennemi. Gravir la montagne au galop, malgré la plus épouvantable mitraille, sabrer, disperser, enlever tout ce qui couronnait les hauteurs fut l'affaire d'un instant. Jamais charge plus audacieuse, plus prompte ni plus décisive n'avait eu lieu; cinquante-sept Polonais furent tués ou blessés; mais les Espagnols perdirent leur matériel, leurs bagages et beaucoup d'hommes. Dautancourt et le général Lefebvre-Desnouettes ayant poursuivi les Espagnols au delà de Buitrago, le corps du maréchal Ney marcha dans la même direction; il joignit l'armée du centre par Guadalaxara et Alcala, et le 1er décembre l'Empereur transféra son quartier général à San-Augustino. Le lendemain, anniversaire de la bataille d'Austerlitz, il se porta dès le matin, avec la cavalerie de sa garde et deux divisions de dragons, sur les hauteurs d'où l'on découvre Madrid; l'air retentissait des acclamations du soldat; il voulait marcher, forcer la ville; Bes-

sières y envoya un aide de camp la sommer d'ouvrir ses portes; mais le parti populaire, celui de la résistance à tout prix, l'emportant sur le parti modéré, cet aide de camp faillit être massacré : il ne dut son salut qu'à l'intervention d'un détachement de troupes de ligne, qui le reconduisit aux avant-postes français. Huit mille hommes de milices régulières et quarante mille paysans étaient chargés de défendre Madrid; Morla, capitaine général de l'Andalousie, les commandait; mais quoiqu'il fût en opposition avec le marquis de Castellar, président de la junte centrale, ils ne voulaient ni l'un ni l'autre écouter les représentations du corps municipal, conseillant la modération et la soumission. Ce conflit fut cause qu'on négligea les précautions d'urgence, et qu'on n'utilisa point d'une manière efficace les cent pièces de canon que renfermait la capitale, l'énergie de sa population, la valeur de ses soldats. La plus horrible confusion régnait dans Madrid; la junte militaire délibérait au milieu des vociférations d'une multitude exaspérée qui, sur de vagues soupçons, venait de massacrer un respectable vieillard, le général marquis de Péralès, ainsi que plusieurs autres citoyens honnêtes; quatre mille prêtres et moines réunis dans l'intérieur du Buen-Retiro fabriquaient des cartouches; d'autres ecclésiastiques parcouraient les rues un crucifix en main, et conjuraient leurs fidèles de résister jusqu'à la mort; le tocsin sonnait à toutes les églises; les demeures royales et seigneuriales, les monuments publics tenaient lieu de casernes; en tous lieux s'offrait l'image d'une résistance désespérée; on avait coupé les rues, crénelé les maisons, formé des barricades avec des balles de coton et de laine; les fenêtres étaient matelassées; l'homme sage se tenait retiré au fond de sa maison; l'homme exalté, le prolétaire menaçait du poi-

guard les troupes qu'il voyait immobiles, les accusant de trahison.

L'Empereur venait de recevoir de la junte militaire le refus formel de se rendre ; il employa la journée à reconnaître les environs de la place et à préparer ses moyens d'attaque pour le lendemain. Vers minuit, quand plusieurs divisions furent arrivées sous les murs de Madrid, le major général prince de Neufchâtel écrivit au marquis de Castellar qu'une attaque de vive force allant avoir lieu, il lui conseillait d'éviter les horreurs d'un assaut. Castellar ne répondit pas d'une manière catégorique et demanda un délai. Cette proposition, arrivée le 3, vers neuf heures du matin, au quartier général impérial, provoqua des hostilités immédiates : vingt pièces de canon foudroyèrent les faubourgs extérieurs du côté de la route de France, tandis que trente autres pièces, sous la direction de Senarmont, pratiquaient une brèche à la résidence royale du Buen-Retiro, brèche par laquelle entra, presque sans coup férir, la division Vilatte. Tous les retranchements élevés le long des hauteurs qui dominent le Prado ayant été successivement occupés, nous étions maîtres d'incendier la ville et de la ruiner de fond en comble. L'Empereur défendit, sous les peines les plus sévères, de pénétrer dans les maisons, de piller les magasins, d'insulter les habitants ; il ordonna même, à onze heures du matin, de cesser le feu sur tous les points, et fit adresser une nouvelle sommation au marquis de Castellar.

A cinq heures du soir, le général Morla et don Bernardo Yriarte, envoyés de la ville, se rendirent dans la tente du prince major général et demandèrent la journée du 4 pour calmer l'agitation populaire ; ne pouvant, disaient-ils, rien prendre sur eux-mêmes sans courir le risque d'être démentis et massacrés par le peuple.

« Vous employez en vain le nom du peuple, leur dit Napoléon ; si vous ne pouvez parvenir à le calmer, c'est parce que vous-mêmes vous l'avez excité, égaré par des mensonges. Rassemblez les curés, les chefs des couvents, les alcades, les principaux propriétaires, et que, d'ici à six heures du matin, la ville se rende, ou elle aura cessé d'exister. Je ne veux ni ne dois retirer mes troupes. Vous avez massacré les malheureux prisonniers français qui étaient tombés entre vos mains. Vous avez, il y a peu de jours, laissé traîner et mettre à mort dans les rues deux domestiques de l'ambassadeur de Russie, parce qu'ils étaient nés Français. L'inhabileté et la lâcheté d'un général avaient mis en vos mains des troupes qui avaient capitulé sur le champ de bataille, et la capitulation a été violée. Vous, monsieur Morla, quelle lettre avez-vous écrite à ce général ? Il vous convenait bien de parler de pillage, vous qui, étant entré en Roussillon, avez enlevé toutes les femmes et les avez partagées comme un butin entre vos soldats ! Quel droit aviez-vous, d'ailleurs, de tenir un pareil langage ? La capitulation vous l'interdisait. Voyez quelle a été la conduite des Anglais, qui sont bien loin de se piquer d'être rigides observateurs du droit des nations. Ils se sont plaints de la convention du Portugal, mais ils l'ont exécutée. Violer les traités militaires, c'est renoncer à toute civilisation, c'est se mettre sur la même ligne que les Bédouins du désert. Comment osez-vous demander une capitulation, vous qui avez violé celle de Baylen ? Voilà comme la justice et la mauvaise foi tournent toujours au préjudice de ceux qui s'en sont rendus coupables. J'avais une flotte à Cadix ; elle était l'alliée de l'Espagne, et vous avez dirigé contre elle les mortiers de la ville où vous commandiez. J'avais une armée espagnole dans mes rangs ; j'ai mieux

aimé la voir passer sur les vaisseaux anglais, et être obligé de la précipiter du haut des rochers d'Espinosa, que de la désarmer; j'ai préféré avoir sept mille ennemis de plus à combattre, que de manquer à la bonne foi et à l'honneur. Retournez à Madrid. Je vous donne jusqu'à demain à six heures du matin. Revenez alors, si vous n'avez à me parler du peuple que pour m'apprendre qu'il s'est soumis. Sinon, vous et vos troupes vous serez tous passés par les armes. »

Napoléon prononça ce discours avec un emportement simulé; il voulait effrayer les Espagnols et donner à la reddition de Madrid les apparences d'une soumission volontaire, espérant qu'un tel exemple influerait sur les autres villes; mais la multitude n'écouta point les envoyés de la junte; elle continua de faire un feu très-vif par les fenêtres qui bordent le Prado; le général Bruyères fut tué, le général Maison fut blessé; quarante mille furieux couraient les rues et voulaient marcher contre l'armée française. Cet élan d'un patriotisme aveugle compromettait la capitale sans pouvoir la sauver; aussi le marquis de Castellar et presque tous les officiers généraux profitèrent-ils des ténèbres de la nuit pour quitter la ville avec les troupes de ligne et seize pièces de canon. La populace, se voyant livrée à ses propres forces, ne mit plus d'obstacle sérieux à ce que les citoyens paisibles fissent leur soumission; vers six heures du matin, le général Morla, accompagné de don Fernando de la Véra, se rendit au quartier général du prince major général; ils annoncèrent que Madrid ouvrait ses portes, et quatre heures après, le général Belliard en prenait le commandement. Tous les postes militaires, tous les magasins furent remis aux Français; Napoléon proclama un pardon général, il n'exigea des habitants aucune fourniture, il ne

logea personne chez eux et demeura campé avec sa garde sur les hauteurs de Champ-Martin. Une demi-journée suffit pour changer l'aspect de Madrid; avant le soir, les barricades furent enlevées, les rues repavées; on rouvrit les boutiques; les moines rentrèrent dans leurs couvents, les industriels reprirent leur travail; mais la cavalerie française, chevaux sellés et bridés, stationna pendant plusieurs jours sur les places. Le trait suivant prouve la terreur qu'inspirait aux gens paisibles l'arrivée des Français. Près de la rue d'Alcala, l'hôtel d'un général octogénaire fut occupé militairement; l'officier chargé du poste voit aussitôt venir à lui ce respectable invalide qui, tenant par la main une jeune personne voilée, dit en la lui présentant : « Capitaine, je suis un vieux soldat; voici ma fille; je lui donne en dot neuf cent mille livres; sauvez-lui l'honneur et prenez-la pour femme. » L'officier ne se fit pas prier, et devint l'heureux époux de la jeune Castillane.

Dans les premiers jours du mois de décembre, la cavalerie française, dirigée par Bessières, balaya les grandes plaines de la Castille, battit à Guadalaxara une arrière-garde considérable sous les ordres du général Penas, et chassa de l'Escurial les milices qui voulaient s'y défendre; Lefebvre établit son quartier général à Ségovie; et les dragons Bordesoul unis à la brigade Rufin forcèrent la junte à se renfermer dans Tolède, d'où, ne se croyant pas en sûreté, elle chercha l'appui des Anglais. « La conduite de ces insulaires est honteuse, porte le quatorzième bulletin officiel, leurs troupes sont superbes et bien disciplinées. La confiance qu'elles avaient inspirée aux Espagnols est inconcevable; les uns espéraient que cette division irait à Somo-Sierra; les autres qu'elle viendrait défendre la capitale d'un allié si cher; mais

tous connaissaient mal les Anglais. A peine eut-on avis que l'Empereur était à Somo-Sierra, que les troupes anglaises battirent en retraite sur l'Escurial. De là, combinant leur marche avec la division de Salamanque, elles se dirigèrent sur la mer. —Des armes, de la poudre, des habits, ils nous en ont donné, disait un Espagnol; mais leurs soldats ne sont venus que pour nous exciter, nous égarer et nous abandonner au milieu de la crise. Cependant leur cause était la nôtre. Quarante mille Anglais ajoutés à nos forces à Tudela et à Espinosa pouvaient balancer les destins et sauver le Portugal... »

Napoléon, qui, le 5 décembre, dictait le long bulletin dont nous avons extrait les phrases précédentes, adressait aux Espagnols, deux jours après, cette proclamation:

« Espagnols,

» Vous avez été égarés par des hommes perfides; ils vous ont engagés dans une lutte insensée, et vous ont fait courir aux armes. Est-il quelqu'un parmi vous qui, réfléchissant un moment sur tout ce qui s'est passé, ne soit aussitôt convaincu que vous avez été le jouet des perpétuels ennemis du continent, qui se réjouissaient en voyant répandre le sang espagnol et le sang français? Quel pouvait être le résultat du succès même de quelques campagnes? Une guerre de terre sans fin et une longue incertitude sur le sort de vos propriétés et de votre existence. Dans peu de mois, vous avez été livrés à toutes les angoisses des factions populaires. La défaite de vos armées a été l'affaire de quelques marches. Je suis entré dans Madrid: les droits de la guerre m'autorisaient à donner un grand exemple, et à laver dans le sang les outrages faits à moi et à ma nation; je n'ai écouté que la clémence. Quelques hommes, auteurs de tous vos

maux, seront seuls frappés. Je chasserai bientôt de la Péninsule cette armée anglaise qui a été envoyée en Espagne non pour vous secourir, mais pour vous inspirer une fausse confiance et vous égarer. Je vous avais dit, dans ma proclamation du 2 juin, que je voulais être votre régénérateur. Aux droits qui m'ont été cédés par les princes de la dernière dynastie, vous avez voulu que j'ajoutasse le droit de conquête. Cela ne changera rien à mes dispositions. Je veux même louer ce qu'il peut y avoir eu de généreux dans vos efforts; je veux reconnaître que l'on vous a caché vos vrais intérêts, qu'on vous a dissimulé le véritable état des choses. Espagnols, votre destinée est entre vos mains. Rejetez les poisons que les Anglais ont répandus parmi vous; que votre roi soit certain de votre amour et de votre confiance, et vous serez plus puissants, plus heureux que vous n'avez jamais été. Tout ce qui s'opposait à votre prospérité et à votre grandeur, je l'ai détruit; les entraves qui pesaient sur le peuple, je les ai brisées; une constitution libérale vous donne, au lieu d'une monarchie absolue, une monarchie tempérée et constitutionnelle. Il dépend de vous que cette constitution soit encore votre loi. Mais, si tous mes efforts sont inutiles, si vous ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera qu'à vous traiter en provinces conquises, et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai alors la couronne d'Espagne sur ma tête, et je saurai la faire respecter des méchants, car Dieu m'a donné la force et la volonté nécessaires pour surmonter tous les obstacles. »

Le 9 décembre, douze cents des principaux Madrilé-niens, formant les diverses députations municipales, cléricales, nobiliaires, industrielles, commerciales et paroissiales de la ville, conduites par l'estimable corré-

gidor don Pedro de Mora-y-Lomas, se rendirent au quartier général de Champ-Martin, pour offrir leurs hommages à l'Empereur, et prêter serment de fidélité au roi Joseph. Don Pedro fut digne, presque éloquent. Napoléon lui répondit :

« J'agrée les sentiments de la ville de Madrid. Je regrette le mal qu'elle a essuyé, et je tiens à bonheur particulier d'avoir pu, dans ces circonstances, la sauver et lui épargner de plus grands maux. Je me suis empressé de prendre des mesures qui tranquillisent toutes les classes de citoyens, sachant combien l'incertitude est pénible pour tous les peuples et pour tous les hommes. J'ai conservé les ordres religieux en restreignant le nombre des moines. Il n'est pas un homme sensé qui ne jugeât qu'ils étaient trop nombreux. Ceux qui sont appelés par une vocation qui vient de Dieu resteront dans leurs couvents. Quant à ceux dont la vocation était peu solide et déterminée par des considérations mondaines, j'ai assuré leur existence dans l'ordre des ecclésiastiques séculiers. Du surplus des biens des couvents, j'ai pourvu aux besoins des curés, de cette classe la plus intéressante et la plus utile parmi le clergé. J'ai aboli ce tribunal contre lequel réclamaient le siècle et l'Europe. Les prêtres doivent guider les consciences, mais ne doivent exercer aucune juridiction extérieure et corporelle sur les citoyens. J'ai satisfait à ce que je devais à moi et à ma nation; la part de la vengeance est faite, elle est tombée sur dix des principaux coupables; le pardon est entier et absolu pour tous les autres. J'ai supprimé les droits usurpés par les seigneurs dans le temps des guerres civiles, où les rois ont trop souvent été obligés d'abandonner leurs droits pour acheter leur tranquillité et le repos des peuples. J'ai supprimé les droits féodaux,

et chacun pourra établir des hôtelleries, des fours, des madragues, des pêcheries, et donner un libre essor à son industrie, en observant seulement les lois et les règlements de la police. L'égoïsme, la richesse et la prospérité d'un petit nombre d'hommes nuisaient plus à votre agriculture que les chaleurs de la canicule.

» Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir dans un État qu'une justice. Toutes les justices particulières avaient été usurpées et étaient contraires aux droits de la nation; je les ai détruites. J'ai aussi fait connaître à chacun ce qu'il pouvait avoir à craindre, ce qu'il avait à espérer. Les armées anglaises, je les chasserai de la Péninsule. Saragosse, Valence, Séville seront soumises, ou par la persuasion, ou par la force des armes. Il n'est aucun obstacle capable de retarder longtemps l'exécution de mes volontés. Mais, ce qui est au-dessus de mon pouvoir, c'est de constituer les Espagnols en corps de nation, sous les ordres du roi, s'ils continuaient à être imbus des principes de scission et de haine envers la France que les partisans des Anglais et les ennemis du continent ont répandus au sein de l'Espagne. Je ne puis établir une nation, un roi et l'indépendance des Espagnols, si ce roi n'est pas sûr de leur affection et de leur fidélité.

» Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. Les divisions dans la famille royale avaient été fomentées par les Anglais. Ce n'était pas le roi Charles et son favori que le duc de l'Infantado, instrument de l'Angleterre, voulait renverser du trône, comme le prouvent les papiers trouvés récemment dans sa maison : c'était la prépondérance de l'Angleterre qu'on voulait établir en Espagne; projet insensé, dont le résultat aurait été une guerre de terre sans fin, et qui aurait fait couler des flots

de sang. Aucune puissance influencée par l'Angleterre ne peut exister sur le continent. S'il en est qui le désirent, leur désir est insensé et produira tôt ou tard leur ruine.

» Il me serait facile, si j'étais obligé de gouverner l'Espagne, d'y établir autant de vice-rois qu'il y a de provinces. Cependant, je ne me refuse point à céder au roi mes droits de conquête, et à l'établir dans Madrid, lorsque les trente mille citoyens que renferme cette capitale, ecclésiastiques, nobles, négociants, hommes de loi, auront manifesté leurs sentiments et leur fidélité, donné l'exemple aux provinces, éclairé le peuple, et fait connaître à la nation que son existence et son bonheur dépendent d'un roi et d'une constitution libérale, favorable aux peuples, contraire seulement à l'égoïsme et aux passions orgueilleuses des grands. Si tels sont les sentiments des habitants de la ville de Madrid, que ses trente mille citoyens se rassemblent dans les églises; qu'ils prêtent, devant le saint sacrement, un serment qui non-seulement sorte de la bouche, mais du cœur, et qui soit sans restriction jésuitique; qu'ils jurent appui, amour et fidélité au roi; que les prêtres au confessionnal et dans la chaire, les négociants dans leurs correspondances, les hommes de loi dans leurs écrits et leurs discours, inculquent ces sentiments au peuple; alors je me dessaisirai du droit de conquête, je placerai le roi sur le trône, et je me ferai une douce tâche de me conduire envers les Espagnols en ami fidèle. La génération présente pourra varier dans ses opinions, trop de passions ont été mises en jeu; mais vos neveux me béniront comme votre régénérateur; ils placeront au nombre des jours mémorables ceux où j'ai paru parmi vous, et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne. Voilà, monsieur le corrégidor, ma pensée tout entière. Consultez vos concitoyens et voyez

le parti que vous avez à prendre; mais, quel qu'il soit, prenez-le franchement, et ne me montrez que des dispositions vraies. »

Par un sentiment de convenance facile à concevoir, Napoléon ne voulut point pénétrer en vainqueur dans la capitale du royaume d'un de ses frères; la garde de Madrid fut confiée au maréchal Lefebvre, et l'Empereur continua d'occuper Champ-Martin, d'où ses ordonnances sillonnaient l'Espagne, que ses décrets allaient régénérer pour l'avenir. Le décret abolissant l'inquisition, tribunal sanguinaire dont le nom rappelle de lugubres horreurs, fut applaudi des amis du genre humain; on brisa les instruments de torture, on rendit à leur famille de nombreuses victimes, et pour la première fois, dit un éloquent écrivain, la lumière du jour pénétra dans ces cachots où les ténèbres dérobaient au juge sa propre férocité. Un autre décret réduisit au tiers le nombre des couvents et affecta les biens des monastères supprimés, partie aux dépenses d'utilité générale, partie à la dette publique, partie à l'augmentation du traitement des prêtres séculiers. Par deux décrets du même jour, les membres du conseil de Castille qui avaient trahi Joseph furent destitués; le duc de l'Infantado et quelques autres grands d'Espagne, violateurs des serments prêtés à Bayonne, furent mis hors la loi. Mais, en regard de ces mesures dont la justice excusait la sévérité, l'Empereur montra beaucoup d'indulgence et de grandeur d'âme. Il autorisa les vaincus à s'éloigner avec leurs armes; il leur laissa la libre jouissance des biens qu'ils possédaient, et, pardonnant aux Français mêmes qu'un sentiment d'aberration dans la ligne du devoir avait rendus coupables d'hostilités contre nous, il ne refusa la grâce de personne. Le marquis de Saint-Simon, au service de l'Espagne depuis le

commencement de l'émigration, retranché vers la porte de Fuencarral, avait fait sur les Français un feu meurtrier, même après la capitulation. En conséquence, M. de Saint-Simon fut traduit devant une commission militaire et condamné à mort. Il allait être fusillé, lorsque sa fille courut implorer l'Empereur, qui accorda aux vertus de la fille la grâce du père. Deux soldats de la jeune garde, convaincus de pillage et d'odieuses violences envers des femmes, furent moins heureux dans leur recours en grâce; Napoléon demeura inflexible. Leur exécution produisit un effet salutaire. On assure que l'Empereur n'entra qu'une seule fois dans Madrid; qu'il en parcourut incognito les principales rues, et qu'en montant le grand escalier du palais, il mit la main sur la tête d'un des deux lions qui en décorent la rampe et s'écria : « Enfin, je les tiens, ces Espagnols qu'on disait si terribles. Le lion de Castille s'humilie devant mes aigles! »

Après l'occupation de Madrid, les mouvements de l'armée française continuèrent; forte d'environ trois cent mille hommes, elle se composait de huit corps principaux, savoir : le premier corps commandé par le maréchal Victor; le second, par le maréchal Soult; le troisième, par le maréchal Moncey; le quatrième, par le maréchal Lefebvre; le cinquième, par le maréchal Mortier; le sixième, par le maréchal Ney; le septième, par le général Gouvion Saint-Cyr; le huitième, par Junot. Ce dernier, qui avait sous ses ordres les divisions Gazan et Suchet, reçut l'importante mission d'assiéger Saragosse, de concert avec le maréchal Moncey, mission dont Lannes les releva vers la fin de janvier. Mortier marcha ensuite sur Calatayud, et Lefebvre, dont les divisions Laborde et Loison renforcèrent provisoirement

l'armée du maréchal Soult, se dirigea vers la haute Estramadure par Talaveyra de la Reyna; Victor couvrit les environs de Tolède; Gouvion Saint-Cyr, opérant dans la Catalogne, assiégea Roses, qui se rendit le 5 décembre, et ravitailla Barcelone, après une marche des plus audacieuses et huit jours de combats, où se distinguèrent les généraux Duhesme, Reille, Souham, Pino, Fontana, Mazzuchelli et le colonel Delort; puis il s'avança jusqu'à Tarragone, d'où il transporta son quartier général à Villafranca. Le marquis de Vivès, chef des troupes espagnoles en Catalogne, expia dans les cachots le tort involontaire de s'être fait battre à Cardaduc et sur le Lobregat. Il fut remplacé par Reding, qu'on regardait comme le principal vainqueur du général Dupont, mais dont la constance vigoureuse, le courage et le talent échouèrent, comme l'habileté stratégique de Vivès, devant les soldats de Gouvion Saint-Cyr. Ici, l'Angleterre ne coopérait à l'insurrection qu'en débarquant des munitions, des vivres et des armes; mais en Galice, après une longue hésitation, après des lenteurs compromettantes pour le succès de leurs opérations, sir David Baird et sir John Moore s'étaient réunis et dirigeaient une masse de trente mille hommes sur Valladolid.

Informé le 22 décembre du mouvement des Anglais, auxquels s'étaient jointes les troupes de la Romana, Napoléon, dans la nuit même, quitte Champ-Martin et s'avance à leur rencontre, suivi du corps de Ney, de sa garde et de la cavalerie de Bessières. Un ordre du jour annonçait qu'enfin le moment était venu où le léopard anglais allait fuir devant les aigles françaises. Effectivement, il s'enfuit plutôt qu'il ne combattit. Au Guadarrama, montagne élevée qui forme le bassin de Madrid, une tempête affreuse, mêlée de neige, de grêle et de froid,

compromit gravement notre marche. « Nous fîmes un essai de la terrible retraite de Moscou, » dit Meneval; la route, couverte de verglas, était presque impraticable; la cavalerie et l'artillerie ne pouvaient avancer; il fallut deux jours et bien des efforts de courage pour surmonter les difficultés. Napoléon mit pied à terre, et marchant à la tête des colonnes, il ranimait l'énergie faiblissante du soldat. Dans un passage que l'accumulation des neiges et la violence du vent rendaient particulièrement dangereux, Napoléon saisit le bras de Sébastiani et s'écria: « Il serait singulier que le vainqueur d'Austerlitz et d'Iéna se laissât prendre dans cette taupinière ! »

Le 25, l'Empereur arrivait à Tordesillas. Il y demeura deux jours, logé au couvent de Sainte-Claire, dont la prieure, octogénaire, était d'origine française: il prit beaucoup de plaisir à causer avec elle. De Tordesillas, l'Empereur porta son quartier général à Val-de-Ras, où Lefebvre-Desnouettes venait d'être fait prisonnier en franchissant l'Esla avec trois escadrons de cavalerie. « Ces crânes, écrivait Napoléon à Joséphine, ont passé la rivière à la nage, et ont été se jeter au milieu de la cavalerie anglaise; ils en ont beaucoup tué; mais au retour, Lefebvre a eu son cheval blessé; il se noyait; le courant l'a conduit sur l'autre rive. Il a été pris. Console sa femme. »

Arrivé le 30 à Benavente, l'Empereur donna l'ordre au maréchal Bessières de presser d'une manière active l'armée anglaise ainsi que les troupes de la Romana, et lui-même suivit ce mouvement combiné avec la marche du maréchal Soult, dont l'avant-garde, sous les ordres de Franceschi, culbuta l'arrière-garde ennemie, et lui prit quinze cents hommes et deux drapeaux.

Le 1er janvier 1809, Napoléon entrait dans la ville

d'Astorga, où Soult vint le trouver quelques heures après. Il y dicta des ordres au maréchal pour la conduite ultérieure des opérations, et passa successivement la revue de toutes les troupes. En apercevant le général Auguste Colbert à la tête de sa brigade, l'Empereur lui dit : « En Égypte, en Italie, en Allemagne, vous m'avez prouvé que vous étiez un de mes guerriers les plus braves : dans peu vous recevrez la récompense due à vos brillants services. — Sire, dépêchez-vous, répliqua vivement Colbert; car, bien que je n'aie encore que trente ans, je me sens déjà vieux. » Quatre jours après, au défilé de Cacabellos, une balle l'atteignit au front et le renversa de cheval. S'étant fait asseoir contre un rocher, il dit aux personnes qui l'entouraient : « Mes amis, ma mort est digne d'un soldat de la grande armée, puisqu'en expirant je vois fuir les Anglais, ces éternels ennemis de ma patrie. »

David Baird, John Moore et la Romana, battus à chaque rencontre, ayant sous leurs ordres des troupes débandées, dont la peur et l'indiscipline augmentaient le désordre, fuyaient avec rapidité, incendiant, pillant les villages, traitant Villafranca, Lugo, Ferreira comme des places prises d'assaut, et arrivant sous les murs de la Corogne après avoir perdu neuf mille hommes, six mille chevaux, équipages, magasins, munitions, artillerie, même la caisse. Soult ne comptait guère que vingt-quatre mille hommes dans son armée, encore étaient-ils répandus sur une large surface; mais, le 16 janvier, il n'en présenta pas moins le combat à l'ennemi, qui, forcé de l'accepter, éprouva un sanglant échec. Baird eut un bras emporté; Moore reçut une blessure mortelle. Le général Hope, qui prit le commandement en chef, profita des ténèbres de la nuit, abandonna la

Corogne, et s'embarqua. On eût dit que les Anglais ne s'étaient mis en campagne que pour défier les Français de les atteindre à la course. Soult exécuta ainsi, avec une habileté remarquable, la première moitié du plan de Napoléon, qui voulait de la Corogne passer en Portugal, puis revenir par Cadix et Madrid.

Dans le trajet de Tordesillas à Benavente, l'Empereur avait reçu un courrier porteur du portefeuille où le directeur général des postes renfermait les lettres qu'il lui adressait. L'Empereur, n'en ayant pas la clef, le creva, et apprit, par une lettre du ministre Champagny, l'imminence d'hostilités nouvelles sur le Danube, coïncidant avec une conspiration occulte à laquelle prenaient part divers membres du sénat. L'Empereur n'en dit mot; mais, dès qu'il se fut assuré de la retraite des troupes anglaises, il quitta précipitamment Astorga, regagna Benavente, et de Benavente Valladolid, où il attendit quelques jours le résultat des mouvements de son armée. Bientôt des nouvelles plus positives, plus graves encore que les précédentes, l'obligèrent à revenir en France. Il nomma le roi Joseph généralissime des troupes françaises chargées d'opérer dans la Péninsule, et partit de Valladolid le 17, en bidet, comme un courrier de cabinet, suivi seulement d'une trentaine de chasseurs bien montés. Des relais de chevaux étaient échelonnés sur sa route : il faisait trois lieues à l'heure ; sa maison ne pouvait le suivre ; et le 23 janvier il arrivait aux Tuileries, quand tout le monde le croyait au delà des Pyrénées. Cependant l'Impératrice était prévenue, mais d'une manière vague. Le 9, du quartier général de Benavente, Napoléon lui avait écrit : « Je serai à Paris aussitôt que je le croirai utile. Je te conseille de prendre garde aux revenants : un beau jour, à deux heures du matin... »

CHAPITRE CENT QUATORZIÈME.

DERNIÈRE CAMPAGNE D'AUTRICHE.

THANN. — ABENSBERG. — ECKMUHL. — RATISBONNE. — EBERSBERG. — VIENNE.

Conventions secrètes d'Erfurth. — Napoléon est soupçonné par Alexandre de vouloir les éluder. — Rapports intimes entre les puissances du Nord, indices d'une nouvelle coalition. — Conspiration ourdie contre la dynastie napoléonienne par quelques dignitaires de l'Empire. — Disgrâce de Talleyrand ; démenti officiel adressé à l'impératrice Joséphine. — Ouverture des hostilités entre la France et l'Autriche. — Napoléon arrive le 6 mai sur le Danube ; sa proclamation aux troupes. — Bataille de Thann, d'Abensberg et d'Eckmühl ; mort du général de division Cervoni. — Prise de Ratisbonne ; Napoléon est blessé au talon. — Revue solennelle et proclamation de l'Empereur. — Bataille d'Ebersberg, sur la Traun. — Napoléon sous les murs de Vienne ; capitulation de cette ville. — Séjour de Napoléon à Schœnbrunn. — Décret qui annexe à l'empire français les États du souverain pontife.

> « Ma présence était indispensable partout où je voulais vaincre. C'était là le défaut de ma cuirasse... Ce n'est pas l'armée romaine qui a soumis la Gaule, mais César ; ce n'est pas l'armée carthaginoise qui faisait trembler la république aux portes de Rome, mais Annibal ; ce n'est pas l'armée macédonienne qui a été sur l'Indus, mais Alexandre ; ce n'est pas l'armée française qui a porté la guerre sur le Weser et l'Inn, mais Turenne ; ce n'est pas l'armée prussienne qui a défendu sept ans la Prusse, mais Frédéric le Grand. »
>
> *Paroles prononcés à Sainte-Hélène par Napoléon.*

Un traité secret, rédigé à Erfurth entre les deux empereurs, reconstituait le monde : la France devenait maîtresse de l'Égypte et de la Syrie ; le royaume de Pologne renaissait de ses cendres ; l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Suisse, la Hollande, moitié de l'Allemagne devenaient les annexes de l'empire français ; mais l'aigle moscovite allait régner sur Constantinople..... « Au moment de signer, a dit Napoléon, je ne pus m'y décider. La couronne de l'empire d'Occident une fois posée sur ma

tête par ce traité, il n'y avait plus de paix possible avec l'Angleterre; c'était dès lors une lutte à mort. Et qui me répondait que l'empereur Alexandre, saisi de Constantinople, ne reviendrait pas à l'alliance anglaise pour me reprendre la Pologne?... Alexandre m'en a toujours voulu d'avoir ajourné la signature du traité. Il ne m'a pas cru quand je lui ai dit que l'intérêt français voulait qu'avant cela j'eusse fixé mes affaires d'Espagne. Il a cru que je cherchais une défaite et me rétractais; il a eu tort. L'Espagne soumise et franchement sous mes ordres, j'aurais signé, parce que je me serais senti dès lors assez puissant pour n'avoir rien à redouter de la foi grecque[1]. »

Le 6 janvier 1809, deux mois après les conférences d'Erfurth, Leurs Majestés Prussiennes arrivaient à Strelna, maison de plaisance impériale située près de Saint-Pétersbourg. Alexandre s'empressait de les aller visiter; il les recevait ensuite avec une magnificence officielle et leur accordait de longues conférences. Des relations amicales existaient aussi entre ces souverains et l'empereur d'Autriche, qu'ils savaient au moment de marcher contre la France. Talleyrand vivait dans leurs secrets. Froissé de ne plus être ministre des relations extérieures, et voulant, dans l'éventualité de complications futures, se ménager un rôle, il avait organisé sur le papier un gouvernement provisoire dont Murat eût été proposé pour chef, et dont Garat, Laplace et Tracy seraient devenus les ministres. Plusieurs membres influents du sénat formaient des conciliabules; et Talleyrand, ainsi que Fouché, calculant le parti que leur ambition personnelle pourrait tirer des m-

[1] Montholon, *Récits de la captivité de l'empereur Napoléon*, tome II, page 104.

comptes de l'opinion publique, l'égaraient d'une manière perfide.

« Le premier dimanche après mon retour, dit Napoléon, je reçus à mon lever les grands dignitaires, les grands officiers de la couronne, les ministres, le grand chancelier de la Légion d'honneur, les officiers du sénat. Devant cette nombreuse assemblée, j'interpellai Talleyrand et je lui rappelai son *Mémoire de Fontainebleau,* ses démarches, ses instances pour m'entraîner dans la guerre d'Espagne. — Je ne vous en fais pas un reproche, puisque j'ai suivi plus tard ces mêmes conseils donnés dans un moment inopportun; le reproche que je vous adresse, c'est d'avoir changé d'avis quand vous avez cru au changement de la fortune. Vous vous êtes fait un mérite de m'avoir donné des conseils opposés à ceux dont vous m'avez poursuivi pendant six semaines, et vous m'avez reproché comme un tort de ne les avoir point suivis. Je sais tout, je puis tout oublier; Mais quand on se crée des intérêts contraires aux miens et qu'on agit contre moi, il faudrait avoir la pudeur de déposer une charge qui attache de si près à ma personne. » Talleyrand garde le silence; son immobilité froide exalte à tel point la colère de Napoléon, qu'oubliant sa dignité impériale, chose qui ne lui est presque jamais arrivée, il le menace de la main. Las enfin de lutter contre un roc, Napoléon se calme; et Talleyrand, aux réceptions suivantes, bien que remplacé dans sa charge, feint d'en avoir oublié le motif, et se présente avec assiduité devant l'Empereur. Désarmé par tant d'audace, Napoléon ne songe point à lui interdire les entrées de la cour, mais il ne lui rend aucune gestion d'affaires politiques.

Un autre fait, dépendant des mêmes intrigues, fut

beaucoup plus fâcheux dans ses conséquences, en ce qu'il attira sur la tête de Joséphine un reproche public, dont l'Empereur eût voulu pour beaucoup lui épargner l'amertume; mais le Corps législatif manifestait quelques tendances d'usurpation; un ministre avait suggéré à l'Impératrice des paroles qui semblaient autoriser cet abus de pouvoir, et l'Empereur voulait que chacun observât son rôle. Au grand étonnement de l'Europe, on lut dans le *Moniteur* cette note dictée par le chef de l'État:

« Plusieurs de nos journaux ont imprimé que S. M. l'Impératrice, dans sa réponse à la députation du Corps législatif, avait dit qu'elle était bien aise de voir que le premier sentiment de l'Empereur avait été pour le Corps législatif, qui représente la nation. S. M. l'Impératrice n'a point dit cela; elle connaît trop bien nos constitutions; elle sait trop bien que le premier représentant de la nation c'est l'Empereur; car tout pouvoir vient de Dieu et de la nation. Dans l'ordre de nos constitutions, après l'Empereur est le sénat, après le sénat est le conseil d'État, après le conseil d'État est le Corps législatif, après le Corps législatif viennent chaque tribunal et chaque fonctionnaire public dans l'ordre de ses attributions; car, s'il y avait dans nos constitutions un corps représentant la nation, ce corps serait souverain; les autres corps ne seraient rien, et ses volontés seraient tout. La Convention, même le Corps législatif ont été représentants. Telles étaient nos constitutions alors. Aussi le président disputait-il le fauteuil au roi, se fondant sur le principe que le président de l'assemblée de la nation était avant les autorités de la nation. Nos malheurs sont venus en partie de cette exagération d'idées. Ce serait une prétention chimérique, et même criminelle, que de vouloir représenter la nation avant

l'Empereur. Le Corps législatif, improprement appelé de ce nom, devrait être appelé conseil législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, n'en ayant pas la proposition. Le conseil législatif est donc la réunion des mandataires des colléges électoraux. On les appelle députés des départements, parce qu'ils sont nommés par les départements. Dans l'ordre de notre hiérarchie constitutionnelle, le premier représentant de la nation c'est l'Empereur et ses ministres, organes de ses décisions ; la seconde autorité représentante est le sénat, la troisième le conseil d'État, qui a de véritables attributions législatives ; le conseil législatif a le quatrième rang. Tout rentrerait dans le désordre si d'autres idées constitutionnelles venaient pervertir les idées de nos constitutions monarchiques. »

L'échange des notes diplomatiques entre les cabinets de Paris et de Vienne avait été des plus actifs depuis trois mois, lorsque l'archiduc Charles y mit un terme par une proclamation équivalente à une déclaration de guerre, car elle appelait l'Allemagne sous les drapeaux, *au nom du salut de la patrie, contre l'insatiable ambition d'un conquérant étranger*. Informé, le 12 avril au soir, d'une attaque inopinée de l'archiduc contre Davoust, qui n'avait que vingt-six mille hommes pour contenir cent cinquante mille combattants, l'Empereur part des Tuileries la nuit même, sans garde, sans suite, sans équipages ; en passant à Munich, il promet au roi de Bavière de le venger, de le ramener avant quinze jours dans sa capitale, de le faire plus grand qu'aucun de ses ancêtres, et arrive le 16 à Dillingen, sur le Danube. Le lendemain, du quartier général de Donawerth, Napoléon disait aux troupes :

« Soldats !

» Le territoire de la confédération du Rhin a été violé; le général autrichien veut que nous fuyions à l'aspect de ses armes, et que nous lui abandonnions nos alliés : j'arrive avec la rapidité de l'éclair. Soldats! j'étais entouré de vous lorsque le souverain de l'Autriche vint à mon bivouac de la Moravie; vous l'avez entendu implorer ma clémence, et me jurer une amitié éternelle. Vainqueurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité : trois fois elle a été parjure! Nos succès passés nous sont un sûr garant de la victoire qui nous attend. Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur. »

Le 19, les Autrichiens étaient repoussés, non loin de Thann, par le corps du maréchal Davoust, et perdaient trois mille hommes; à Urnhoffen, par le maréchal Lefebvre, qui commandait le contingent bavarois; à Pfaffenhoffen, par les grenadiers d'Oudinot; à la suite de ces combats Davoust et Lefebvre opérèrent leur jonction. L'armée du prince Charles se trouva de la sorte scindée en deux parties presque isolées, entre lesquelles l'Empereur dirigea cinquante mille hommes, afin de pousser les ailes de l'ennemi dans deux directions contraires, et de les accabler l'une après l'autre. Parti le 20, à la pointe du jour, de son quartier général d'Abensberg, Napoléon fut vainqueur sur tous les points : l'archiduc Charles et l'archiduc Louis, attaqués en même temps, le premier à Rottenbourg, le second à Siegenbourg, abandonnèrent leurs campements, perdirent toute communication entre eux, et furent repoussés jusqu'aux rives de la Laber. Dans cette grande journée, plus remarquable par les manœuvres que par

la lutte des deux armées, les Autrichiens perdirent sept mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers, douze pièces de canon et huit drapeaux.

Le lendemain d'une bataille si remarquable, à laquelle les bulletins du temps ont donné le nom d'Abensberg, l'avant-garde française poursuivit les Autrichiens, et Napoléon, vers onze heures du matin, déploya son armée sous les murs de Landshut. Il avait devant lui le général Hiller, qui commandait l'aile gauche, forte d'environ soixante-dix mille hommes. Bessières commença l'attaque par une charge des plus brillantes. La cavalerie hongroise culbutée prit la fuite en jetant l'épouvante dans les colonnes autrichiennes, dont le désordre s'accrut de l'encombrement des bagages sur un chemin étroit que bordaient de profonds marais. Forcés d'abandonner la ligne de l'Iser et de rétrograder vers l'Inn, les Autrichiens nous laissèrent cinq mille prisonniers, trois équipages de pont, trente-huit pièces d'artillerie, des magasins considérables et plus de six cents voitures. D'un autre côté, Davoust, qui, depuis quarante-huit heures, tenait tête avec ses vingt-six mille hommes aux cent mille soldats du prince Charles, trompait ce grand capitaine sur l'infériorité des forces françaises, débusquait des villages de Leuerndorf et de Sierling plusieurs détachements d'avant-garde, et, par des manœuvres qui triplaient son monde, protégeait la grande ligne qui s'étend d'Eckmühl à Ratisbonne, entre le Danube et la Laber. Dans la soirée du 21, le corps d'armée du maréchal Lefebvre se joignit à celui de Davoust; le lendemain, au premier jour, une manœuvre générale, prélude d'une grande affaire, eut lieu, et bientôt le retentissement du canon vers Landshut annonça l'arrivée prochaine de Napoléon. Il avait chargé deux divisions

de poursuivre Hiller, et s'était mis en marche avec le reste des troupes sur Eckmülh, vaste théâtre où allait se livrer une de ces grandes batailles qui décident du sort des empires.

Pendant que Davoust et Lefebvre demeuraient immobiles, malgré les courageux efforts des troupes autrichiennes qu'animait la présence du prince archiduc Charles, Lannes, traversant la Laber, courait déborder la gauche du prince, qui, pressé vivement au centre, fut obligé de battre en retraite après quelques heures de combat, et de prendre la direction de Ratisbonne. Sans une charge brillante du prince Jean de Lichtenstein qui arrêta l'élan de nos cuirassiers, l'armée entière eût été détruite. Elle compta cinq mille morts, quinze mille prisonniers, et nous livra douze drapeaux et seize pièces de canon. Notre perte, bien inférieure à celle de l'ennemi, fut sensible néanmoins. Napoléon regretta surtout le brave général Cervoni, qu'un pressentiment fatal n'avait pas détourné d'accomplir honorablement son devoir. « Sire, disait-il à l'Empereur sur le champ de bataille, j'ai quitté Marseille; je vous ai demandé la faveur de marcher sous vos aigles pour justifier les distinctions dont vous m'avez honoré; mais c'est ici mon dernier jour. » Un quart d'heure après un boulet lui emportait la tête. Davoust fut le héros du champ de bataille d'Eckmülh comme il l'avait été de celui d'Auerstædt, et l'Empereur l'honora d'une qualification princière bien méritée par les dispositions savantes et par la prudence courageuse dont cet illustre maréchal avait fait preuve.

Rien désormais n'était capable d'arrêter le mouvement de nos colonnes. L'archiduc Charles disposait encore de quatre-vingt mille hommes, mais qui n'avaient plus en

eux-mêmes cette confiance si nécessaire au succès. D'ailleurs la plaine où il manœuvrait n'offrait aucune position favorable ; nous pouvions l'acculer contre le Danube et rendre sa retraite impossible. Il se détermina donc à passer sur la rive gauche du fleuve, mouvement qu'il effectua le 23 au-dessous de Ratisbonne, après une mêlée de cavalerie qui eut lieu à six cents mètres des remparts, devant lesquels Lannes déploya son corps d'armée. Napoléon y fut blessé pour la première fois : une balle amortie le frappa au talon du pied droit et lui fit une forte contusion. « Ce ne peut être qu'un Tyrolien qui m'ait ajusté de si loin, dit-il avec tout le calme de l'indifférence ; ces gens-là sont fort adroits. » L'Empereur voulut rester à cheval ; mais quelque temps après, maîtrisé par la douleur, il regagna sa tente, où il éprouva une syncope ; circonstance qu'on prit soin de cacher, pour ne point inquiéter les troupes.

Kollowrath, général gouverneur de Ratisbonne, avait reçu l'ordre de tenir jusqu'à la nuit ; c'était un trop long retard pour la bouillante audace de Lannes ; quelques officiers ayant remarqué une ancienne brèche praticable, Lannes s'y élança suivi de plusieurs compagnies d'élite, escalada les remparts, ouvrit aux bataillons français la porte de Skaesbing, délivra le 65[e] régiment d'infanterie de ligne qu'on avait fait prisonnier cinq jours auparavant, et força la garnison, forte d'environ huit mille hommes, de mettre bas les armes. Le lendemain, 24 avril, une revue solennelle des troupes eut lieu dans les plaines de Ratisbonne. Selon son habitude, Napoléon y décerna les récompenses que méritait son armée, et lui adressa la proclamation suivante, l'une des plus courtes, et néanmoins l'une des plus belles que lui ait inspirées le génie des batailles :

« SOLDATS,

» Vous avez suppléé au nombre par votre bravoure; vous avez glorieusement marqué la différence qui existe entre les soldats d'Alexandre et les cohues armées de Xerxès. En peu de jours nous avons triomphé dans les trois batailles de Thann, d'Abensberg, d'Eckmülh, et dans les trois combats de Peissing, de Landshut et de Ratisbonne. L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, paraissait ne plus conserver un souvenir de vous. Vous lui avez apparu plus terribles que jamais. Naguère il a traversé l'Inn et envahi le territoire de nos alliés; naguère il se promettait de porter la guerre dans le sein de notre patrie; aujourd'hui, défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà mon avant-garde a passé l'Inn; avant un mois nous serons à Vienne. »

Cinq jours avaient suffi au génie de Napoléon pour semer l'épouvante dans les États héréditaires, forcer de nouveau la cour impériale à quitter Vienne, et déconcerter des plans stratégiques médités de longue main et appuyés sur d'immenses préparatifs. Tel il fut en 1796 dans les plaines de la Lombardie, en 1804 dans les champs d'Austerlitz, tel se montrait l'Empereur en 1809: même coup d'œil, même rapidité, même hardiesse d'exécution, même aptitude à dominer un vaste ensemble, à saisir la presque imperceptibilité de détails infimes; même précision à mesurer le temps et l'espace, à régler les vitesses, à calculer les directions, les mouvements et le choc des masses; même confiance en son étoile et même bonheur. Cependant un retour vers le passé, vers cette obligation de combats sans trêve auxquels le contraignait l'acharnement de ses ennemis, le jetait par intervalles dans une mélancolie

profonde. Un jour qu'il était à cheval entre Lannes et Berthier, un guide lui montre les tours du château de Dirnstein, ancienne demeure de Richard Cœur-de-Lion, qui projetaient leur ombre majestueuse du côté de Saint-Polten. L'Empereur s'arrête, les considère assez longtemps, garde ensuite un profond silence, puis il ajoute : « Celui-là aussi avait été guerroyer dans la Palestine et la Syrie; il avait été plus heureux que nous à Saint-Jean-d'Acre, mais non plus vaillant que vous, mon brave Lannes! Il avait battu le grand Saladin!... Cependant, à peine rentré sur les rivages européens, il tombe entre les mains de gens qui ne le valaient certes pas; il est vendu par un duc d'Autriche à un empereur d'Allemagne qui le retient prisonnier, et qui n'est connu que par ce trait de cruauté.... Blondel seul, le dernier personnage de sa cour, lui demeura fidèle; mais sa nation fit beaucoup de sacrifices pour le délivrer... Du reste, tels étaient ces temps barbares qu'on a la sottise de nous peindre si beaux : le père sacrifiait ses enfants, la femme son mari, le sujet son souverain, le guerrier son général; tout se faisait sans honte, même sans déguisement, pour la soif de l'or ou du pouvoir!... Combien aujourd'hui ces temps sont éloignés de nous! quels progrès la civilisation n'a-t-elle point accomplis! Vous avez vu des empereurs et des rois en ma puissance, vous m'avez vu maître de leurs capitales, et je n'ai exigé d'eux ni rançon ni aucun sacrifice d'honneur!.... Ce successeur de Léopold et de Henri, ce François II, que nous tenons plus qu'à moitié, il ne lui sera pas fait plus de mal que la première fois, malgré son attaque un peu félonne!... » Un long silence suivit ce monologue; Napoléon demeura sous le poids d'une indéfinissable mélancolie; on eût dit qu'alors le ciel lui

révélait en partie le secret de ses destinées futures; mais, à coup sûr, le vainqueur de l'Europe, qui trouvait affreux le sort du malheureux roi Richard, qui accusait les mœurs de l'époque plutôt qu'il n'en accusait les hommes, n'eût jamais pensé qu'au dix-neuvième siècle les geôliers de Sainte-Hélène renchériraient de cruauté sur les geôliers du onzième envers le captif de Diernstein.

Moins aveugle ou mieux conseillée, la cour aulique eût immédiatement demandé la paix; elle hâta au contraire les levées, opéra une concentration de toutes ses forces disponibles, afin de tenter un effort suprême, et Napoléon se promit bien de ne remettre son épée dans le fourreau qu'après avoir humilié l'Autriche au point de lui faire implorer sa miséricorde.

Le 26 avril, Napoléon quitte Ratisbonne. Suivi d'une grande partie de l'armée, il s'avance, par la rive droite du Danube, vers l'Inn, tandis que Davoust marche contre l'archiduc Charles et le rejette au fond de la Bohême. Ce double mouvement oblige Hiller à rétrograder; il le fait avec ordre, remporte aux environs de Neumarck quelques succès sur une division bavaroise, et, trop faible pour garder l'Inn, va mettre les trente-cinq mille hommes qui lui restent sous la protection du château fort d'Ebersberg. La Traun, rivière profonde, ayant très-peu de points guéables, coulant au pied du château entre deux rives fortement escarpées, présentait une ligne défensive excellente, dont Hiller espérait profiter pour rétablir ses communications avec le prince Charles et couvrir Vienne; mais l'intrépidité française déjoua les calculs de la sagesse : une colonne sous les ordres du brave général Cohorn aborda le pont d'Ebersberg, d'où le feu croisé d'une formidable artillerie causa d'affreux ravages parmi nos troupes : Cohorn s'élance au pas de

charge, renverse dans la Traun tous ceux qui lui en disputent le passage, et arrive dans la ville suivi de la division Claparède, forte d'environ sept mille hommes. Malheureusement le pont était en feu; ses premières arches ne tardèrent point à s'écrouler, et la division, séparée du reste de l'armée, se trouva seule vis-à-vis d'une masse de trente-cinq mille hommes d'excellentes troupes. Loin d'affaiblir le courage des bataillons français, cette disproportion si grande ne fit que l'animer; ils jurèrent de mourir ou de vaincre, et pendant trois heures on les vit soutenir avec le plus grand courage une lutte inégale; plusieurs fois des masses se sont vainement ruées contre eux; l'invincible baïonnette résistait à tous les chocs, mais leurs rangs s'éclaircissaient; déjà le dixième de la division était hors de combat; on devait craindre qu'avant la fin du jour elle n'eût succombé tout entière : son feu toutefois ne se ralentissait point; elle avait des cartouches, il importait peu que le pain manquât.

Informé du péril de cette division, l'Empereur précipitait la marche des troupes et recommandait de franchir la Traun coûte que coûte. Les généraux Legrand et Durosnel y parvinrent après de longs efforts; mais Napoléon n'arriva qu'à la nuit tombante, lorsque l'ennemi, craignant d'être débordé vers sa gauche, fuyait devant la cavalerie de Bessières, et laissait la division Claparède maîtresse d'un champ de bataille si courageusement conquis. Ebersberg offrait un horrible spectacle : le château, les magasins, les maisons brûlaient encore; du milieu de débris embrasés et de ruines fumantes s'élevaient les cris des blessés, les pleurs des victimes de la guerre; les morts, par monceaux, obstruaient les rues. En arrivant au milieu des vainqueurs, Napoléon embrassa leur général, félicita les chefs de corps en des termes qu'on

n'oublie jamais, et de la plume dont il rédigea le bulletin de ce fait d'armes, qu'il regardait comme un des plus beaux de l'histoire, il écrivit : « Ici, le voyageur s'arrêtera et dira : C'est de ces superbes positions qu'une armée de trente-cinq mille Autrichiens a été chassée par deux divisions françaises. »

Jusqu'à Vienne, aucun obstacle ne pouvait désormais arrêter l'Empereur. Le 10 mai, vers neuf heures du matin, il parut devant cette capitale avec le corps du maréchal Lannes et les grenadiers d'Oudinot. On lui avait dit qu'autour de la ville des redoutes et des camps retranchés étaient garnis de canons; que la population entière voulait les défendre, et que l'archiduc Maximilien, frère de l'impératrice, présomptueux, sans expérience, ardent de caractère, tel qu'on peut être à vingt-six ans, ayant reçu depuis cinq jours le commandement supérieur de la capitale, regardait comme un devoir d'honneur de la défendre et de s'ensevelir sous ses ruines. Napoléon espérait mieux du bon esprit d'un peuple naguère si bien traité par lui; mais il craignait que le mensonge ne l'eût fanatisé; aussi éprouva-t-il une satisfaction qu'il ne dissimula pas lorsque, en approchant des faubourgs, peuplés de deux cent vingt mille habitants, il les vit presque tous accourir au-devant de lui. Conroux, avec sa division, traversa rapidement les faubourgs; mais le général Thureau, en allant occuper l'esplanade qui les sépare de la cité, fut accueilli par une fusillade et des coups de canon. La cité, dont la population était d'environ quatre-vingt mille âmes, renfermait les magasins, les arsenaux, et possédait une enceinte bastionnée, ainsi qu'une contrescarpe. L'archiduc comptait vainement sur le patriotisme de la bourgeoisie; elle crut impolitique de s'immiscer dans une querelle où son

intervention ne ferait qu'exciter le courroux du vainqueur, et le prince fut obligé d'appeler à la défense de Vienne dix bataillons de landwehr et dix bataillons de ligne , auxquels se joignirent quelques corporations industrielles, notamment les bouchers, formant en tout un effectif de seize à vingt mille hommes.

« Le duc de Montebello, dit le bulletin officiel, envoya au prince Maximilien un aide de camp (le général Lagrange) porteur d'une sommation ; mais les satellites de l'archiduc, gens sans aveu, s'élancèrent sur le parlementaire, et l'un d'eux le blessa. L'archiduc ordonna que le misérable qui avait commis une action aussi infâme fût promené en triomphe dans toute la ville, monté sur le cheval de l'officier français et environné par la landwehr. Après cette violation inouïe du droit des gens, on vit l'affreux spectacle d'une partie d'une ville qui tirait contre l'autre, et d'une cité dont les armes étaient dirigées contre ses propres concitoyens. Le général Andréossy, nommé gouverneur de la ville, organisa dans chaque faubourg des municipalités, un comité central des subsistances et une garde urbaine composée de négociants, de fabricants et de tous les bons citoyens. Il fit venir ensuite à Schœnbrunn, où résidait l'Empereur, une députation des huit faubourgs. L'Empereur la chargea de porter au prince Maximilien une lettre écrite par le prince de Neufchâtel, major général. Il recommanda aux députés de représenter à l'archiduc que s'il continuait à faire tirer sur les faubourgs, si un seul de ses habitants y perdait la vie par ses armes, cet acte de frénésie, cet attentat envers les peuples briserait à jamais les liens qui attachent les sujets à leurs souverains. »

L'arrivée de la députation dans la cité n'ayant produit d'autre effet qu'un redoublement du feu des remparts,

la patience de l'Empereur se lassa; et le 11, vers midi, il alla, conjointement avec le duc de Rivoli, reconnaître le bras du Danube qui sépare des faubourgs la promenade du *Prater*, et il ordonna que deux compagnies de voltigeurs occupassent, sur la rive gauche, un petit pavillon destiné à protéger la construction d'un pont. Quinze pièces d'artillerie soutinrent cette opération, que l'archiduc ne put empêcher. Vers huit heures du soir, le pavillon était occupé, le matériel du pont était rassemblé; il ne s'agissait plus que d'avoir des bateaux amarrés à l'autre rive : deux capitaines d'état-major, Pourtalès et Susaldi, se précipitèrent dans les flots pour les aller chercher; quelques soldats ayant suivi ces deux officiers, on vit bientôt arriver les bateaux, et la construction du pont commença immédiatement après. Au même instant, vingt obusiers mis en batterie par les généraux Bertrand et Navelet à deux cents mètres de la place, firent un feu si rapide qu'en moins de quatre heures dix-huit cents obus éclatèrent sur la ville. Tout paraissait en flammes. « Il faut avoir vu Vienne, ses maisons à huit et neuf étages, ses rues resserrées, cette population si nombreuse dans une aussi étroite enceinte, pour se faire une idée du désordre, de la rumeur et des désastres que devait occasionner une telle opération [1]. » A une heure du matin, l'archiduc Maximilien avait fait marcher en colonne serrée deux bataillons chargés de repousser les travailleurs occupés de la construction du pont; mais les voltigeurs français qui occupaient le pavillon, qu'ils avaient crénelé, soutinrent avec intrépidité cette attaque, et la colonne ennemie, que foudroyaient d'ailleurs les quinze pièces qui protégeaient la construction du pont, se retira dans le plus grand désordre. Alors

[1] Septième bulletin de la grande armée.

nous traversâmes le Danube; l'archiduc perdit la tête; il craignit de voir sa retraite coupée; *aussi faible, aussi pusillanime qu'il avait été arrogant et inconsidéré, il s'enfuit le premier* [1].

Dès le lendemain, 12 mai, le respectable général O'Reilly, investi du commandement supérieur de Vienne, jugeant toute résistance extravagante, fit prévenir les avant-postes qu'on allait cesser le feu et qu'une députation allait être envoyée à l'Empereur. Elle était composée de M. le comte de Dietrichstein, maréchal provisoire des états, du prélat de Klosterneubourg, du prélat des Écossais, du comte Pergès, du comte Veterani, du baron de Bartenstein, de M. de Mayenberg, du baron de Haen, référendaire de la basse Autriche, tous membres des états; de l'archevêque de Vienne, du baron de Lederer, capitaine de la ville; de M. Wohlleben, bourgmestre; de M. Melser, vice-bourgmestre; de MM. Egger, Pinck, Staif, conseillers du magistrat. Napoléon occupait le château de Schœnbrunn lorsque ces honorables citoyens lui furent présentés. Il les reçut avec autant de noblesse que de cordialité, exprima le regret que le prince gouverneur l'eût mis dans l'obligation pénible d'user d'une partie des droits de la guerre et de châtier les innocents du crime de leur maître; il reprocha aux princes de Lorraine de s'être conduits en ennemis du peuple au lieu de le protéger, et finit par assurer que, faisant la part d'un mouvement d'exaltation fanatique, il oubliait qu'une main coupable eût insulté le messager de ses ordres, et qu'il serait en 1809, à l'égard des Viennois, ce qu'il avait été en 1805.

Le même jour, à neuf heures du matin, le maréchal duc de Rivoli, suivi des divisions Saint-Cyr et Boudet,

[1] Expressions du bulletin officiel.

s'empara de Léopoldstadt; le soir, la capitulation fut signée au quartier général impérial par Alexandre Berthier, par le général autrichien de Vaux et par le colonel Bellonte. Le 13, vers six heures du matin, Oudinot avec ses grenadiers prenait possession de la ville, et l'Empereur, à la même date, signait de Schœnbrunn l'ordre du jour suivant :

« SOLDATS!

» Un mois après que l'ennemi passa l'Inn, au même jour, à la même heure, nous sommes entrés dans Vienne. Ces landwehrs, ces levées en masse, ces remparts élevés par la rage impuissante de la maison de Lorraine, n'ont point soutenu nos regards. Les princes de cette maison ont abandonné la capitale, non comme des soldats d'honneur qui cèdent aux circonstances, mais comme des parjures que poursuivent leurs propres remords. En fuyant de Vienne, leurs adieux ont été le meurtre et l'incendie; comme Médée, ils ont de leurs mains égorgé leurs enfants. Le peuple de Vienne, selon l'expression de la députation de ses faubourgs, délaissé, abandonné, veuf, sera l'objet de vos égards. J'en prends les bons habitants sous ma spéciale protection : quant aux hommes turbulents et méchants, j'en ferai une justice exemplaire.

» Soldats! soyons bons pour les pauvres paysans, pour ce bon peuple qui a tant de droits à votre estime : ne conservons aucun orgueil de nos succès; voyons-y une preuve de cette justice divine qui punit l'ingrat et le parjure. »

L'irritation qu'éprouvait l'Empereur de laisser inachevées la conquête et la pacification de l'Espagne, de recommencer une campagne d'Austerlitz contre une puissance qu'il aurait pu rayer de la carte du monde, le

rendait injuste envers la maison de Lorraine. Plus tard, il en convint et s'en repentit; elle n'était, effectivement, ni tyrannique ni parjure; elle voulait reconquérir son ancienne prédominance, voilà tout.

Quand, au mois d'avril, l'archiduc Charles traversait l'Inn pour envahir la Bavière, le jeune archiduc Ferdinand, à la tête de trente-huit mille hommes, s'avançait vers la Pologne dans le but d'occuper Varsovie ainsi que le grand duché jusqu'à Dantzig, de donner la main aux Anglais, maîtres de la Baltique, de faire cesser les hésitations de la Prusse, d'entraîner la Russie, et d'offrir un appui au soulèvement des provinces septentrionales.

Poniatowski, déjà célèbre par de brillants faits d'armes, reçut de Napoléon l'ordre d'arrêter les Autrichiens. Il n'avait que douze mille hommes, mais son habileté, son courage et l'ardeur de ses soldats suppléaient au nombre. Le 19 avril, Poniatowski tenait, à quelques lieues en avant de Varsovie, une forte position où il prolongea pendant huit heures une lutte acharnée contre des troupes triples des siennes: ces dernières voyaient le feu pour la première fois. Ne pouvant défendre Varsovie sans exposer la ville aux bombes de l'ennemi, il alla s'appuyer sur le Bug contre la forteresse de Modlin, manœuvre habile qui déconcertait les plans de l'archiduc, et l'empêchait de se mettre en communication avec les Anglais. Après avoir écrasé un corps autrichien à Praga, un autre à Gora, il se jeta dans la Gallicie, s'empara de Sandomirz, Zamosc, Lemberg, Jaroslau, augmenta son armée d'une foule de volontaires, et rendit à la Pologne l'espérance de reconquérir bientôt sa nationalité.

Le cabinet de Vienne, au début des hostilités, ne borna pas ses moyens d'action aux rives de la Vistule, de l'Inn et du Danube; il tâcha d'insurger le Tyrol et d'en-

vahir l'Italie. Lefebvre fit prompte justice des bandes tyroliennes, et le prince Eugène avec trente mille hommes, dont vingt mille Français, sut contenir les quatre-vingt-cinq mille vieux soldats à l'aide desquels l'archiduc Jean prétendait révolutionner l'Italie. Les populations de cette péninsule ne se laissèrent point séduire; elles ne crurent point aux promesses de liberté du gouvernement le moins libéral de l'Europe, et les bulles du souverain pontife contre le despotisme impérial, d'accord avec les proclamations autrichiennes, ne produisirent pas un grand effet. Cependant beaucoup d'esprits religieux, beaucoup d'hommes sincèrement attachés à Napoléon le virent avec peine détruire une puissance temporelle érigée par Charlemagne, et reconnue par dix siècles de possession. Le fameux décret daté de Vienne le 17 mai, décret forçant un pieux vieillard de descendre du trône pontifical et d'abandonner la ville sainte, fut applaudi du parti révolutionnaire, qui regardait le concordat comme une œuvre rétrograde, mais les gens sages se demandèrent s'il n'y avait pas danger grave de rendre l'Église solidaire des exigences de la politique et des incompatibilités du pouvoir.

Miollis fut chargé de garder l'Italie : Eugène, passant de la défensive à l'offensive, culbuta les cohortes autrichiennes, franchit avec bonheur différentes rivières, enleva sur la Piave plus de prisonniers qu'il ne comptait de soldats, réunit cent quatre-vingt-dix-huit bouches à feu, et courut opérer sa jonction avec la grande armée. Quand des hauteurs du Sommering Napoléon le vit arriver, il le pressa contre son cœur et dit aux maréchaux qui l'entouraient : « Ce n'est pas seulement le courage, c'est le cœur qui a conduit Eugène ici : le cœur seul opère de pareils prodiges ! »

CHAPITRE CENT QUINZIÈME.

FIN DE LA DERNIÈRE CAMPAGNE D'AUTRICHE.

ESSLING. — WAGRAM.

Première journée d'Essling; mort du général d'Espagne; seconde journée; prise et reprise des villages d'Essling et de Gross-Aspern; acharnement des deux armées; nos communications sont rompues; la victoire demeure indécise. — Mort du maréchal Launes. — Décrets signés d'Essling. — Napoléon repasse le Danube; il fait occuper et fortifier l'île Lobau, ainsi que les îles voisines. — Arrivée du prince Eugène avec l'armée d'Italie; proclamation de l'Empereur. — Immobilité des Autrichiens; activité prodigieuse de Napoléon. — Manœuvres préliminaires de la bataille de Wagram; circonstances de cette bataille d'après le bulletin officiel. — Retraite des Autrichiens sur Znaïm. — Armistice, prélude de la paix. — Retour de Napoléon à Schœnbrunn.

La bataille d'Essling rendit un instant l'espérance à la coalition.

NAPOLÉON.

Wagram!... c'est la petite-fille de la bataille de Marengo.

NAPOLÉON.

Après une longue et pénible marche par la Bohême, le prince Charles s'était rapproché de Vienne, avait rallié les troupes du général Hiller à son armée, et manœuvrait en face du Danube, repliant ses avant-gardes pour faciliter le développement de nos troupes sur un terrain où elles seraient adossées au fleuve. Le 21 mai, vers quatre heures de l'après-midi, quatre-vingt-dix mille Autrichiens, soutenus par deux cent vingt-huit pièces de canon, débouchaient sur cinq colonnes dans la plaine de Markfeld : Napoléon ne comptait autour de lui que trente mille hommes, les autres troupes n'ayant pas encore traversé le fleuve, et le général Mouton occupant avec sa division l'île Lobau pour appuyer l'exécution des travaux nécessaires

au passage. Certain de la victoire, l'ennemi s'avançait sans crainte. Une attaque vigoureuse du général Hiller contre Gross-Aspern, où s'appuyait la gauche de l'armée française commandée par Masséna, commença l'action. Les divisions Legrand et Molitor demeurèrent inébranlables; trois fois elles repoussèrent les charges du général Hiller, qui dut céder après une perte considérable, et nous laisser maîtres d'un village semé de cadavres, dont presque toutes les maisons étaient devenues des forteresses vaillamment disputées. Au village d'Essling, la division Boudet, formant la droite du maréchal Lannes, ne montra ni moins de constance ni moins d'intrépidité que les autres divisions; mais peut-être eût-elle succombé si l'Empereur, voyant que l'archiduc dirigeait ses principaux efforts contre nos ailes, n'avait donné l'ordre au maréchal Bessières de se jeter avec la grosse cavalerie sur le centre des Autrichiens. Une première charge fut insuffisante; la mitraille renversait nos escadrons presque aussitôt qu'ils apparaissaient dans la *plaine*; l'Empereur appelle aussitôt le général comte d'Espagne, qui se tenait en réserve avec une division de cuirassiers, et lui ordonne de tenter un nouvel effort; d'Espagne, ménager de la vie de ses soldats autant qu'il l'est peu de la sienne, se permet quelques mots d'observation; l'Empereur insiste : « Sire, lui répond d'Espagne, je ne vous promets pas de vaincre; je saurai mourir. » Effectivement, dix minutes après, la France perdait en lui l'un de ses meilleurs généraux de cavalerie; mais deux carrés venaient d'être enfoncés; le corps d'armée de Hohenzollern était rompu, le superbe régiment d'O'Reilly taillé en pièces, et les cuirassiers ramenaient pour trophée quatorze pièces de canon avec le corps de leur infortuné général.

La nuit survint; Autrichiens et Français conservèrent

la position qu'ils tenaient, décidés à recommencer le lendemain cette terrible lutte. Heureusement nous reçûmes des renforts considérables : la division Saint-Hilaire, les grenadiers d'Oudinot, une brigade de la division Nansouty, deux brigades de cavalerie légère et une partie de la garde impériale, formant un total de quinze mille hommes, arrivèrent de l'île Lobau, et se trouvèrent en ligne à quatre heures du matin, quand s'ouvrit la seconde journée de la bataille. Les Autrichiens commencèrent le feu, ainsi qu'ils l'avaient fait la veille; ils dirigèrent sur notre centre un feu croisé des plus meurtriers, puis ils abordèrent les deux villages de Gross-Aspern et d'Essling, que nous défendîmes avec résolution. Napoléon, de l'éminence où il était, ayant alors remarqué que les Autrichiens développaient démesurément leur centre, eut l'idée de le couper : on vit aussitôt s'avancer, aux cris de *Vive l'Empereur!* une artillerie formidable dirigée par le général Lariboissière, les grenadiers d'Oudinot, les divisions Saint-Hilaire et Boudet, et la cavalerie tout entière. Lannes conduisait cette charge imposante. Accouru sur le front de ses braves, Napoléon les stimulait, s'exposait comme un soldat, au point que le général Walter lui criait : « Sire, retirez-vous; autrement je vous fais enlever par mes grenadiers. » L'archiduc Charles payait aussi de sa personne; il essayait, en agitant un drapeau, de rallier les bataillons que le choc impétueux des Français avait dispersés; mais les fuyards l'entraînaient.

Neuf heures sonnent : notre succès semble assuré; encore un effort, et nous triomphons d'une armée triple de la nôtre; mais voilà que l'Empereur apprend la rupture de ses ponts sur le Danube, et l'interruption soudaine, absolue, de nos communications

avec l'île Lobau. Cette nouvelle eût consterné un capitaine vulgaire : Napoléon n'en paraît pas ébranlé; avec un calme héroïque, il ordonne au maréchal Lannes de ralentir son mouvement, et de reprendre sa position défensive entre Essling et Gross-Aspern. « *Nos ennemis n'ont plus de retraite,* s'écrient les officiers d'état-major autrichiens; *leurs colonnes hésitent; en avant, en avant!* » Tout à coup le désordre cesse, la ligne autrichienne revient à la charge, l'artillerie rallume ses foudres, le combat recommence sur le même terrain, avec la même alternative de succès que la veille. Deux cents canons à la fois vomissent la mitraille; nos troupes, obligées de ménager des munitions qu'elles ne peuvent renouveler, n'opposent aux formidables assauts dont elles sont l'objet que leurs baïonnettes et l'impassibilité de leur courage, ne tirant qu'autant que les colonnes d'attaque s'approchent de quarante pas. Lannes parcourt incessamment son front de bataille; personne mieux que lui ne sait enflammer le cœur du soldat; il l'anime de sa voix et de son exemple, il se multiplie; on le voit partout, et partout sa présence enfante des prodiges; il égale, il surpasse les guerriers de l'Iliade; leur âme semble revivre dans la sienne, mais cette fois le ciel n'est pas pour lui, un boulet lui emporte les deux jambes; le général Saint-Hilaire, qui fut longtemps son compagnon de gloire, tombe aussi à ses côtés frappé d'un coup mortel; d'autres chefs d'une haute distinction payent comme eux leur dernier tribut à la guerre. Les braves qui les suivent n'en sont point ébranlés; nos carrés se reforment; notre infanterie continue d'attendre l'arme au bras ses adversaires, et de tirer sur eux à bout portant. Vers le soir la victoire paraît vouloir trahir Napoléon; mais lui, supérieur à sa fortune, semblable

aux colosses de la haute Égypte, qui restent debout au milieu des ruines que le temps a nivelées, montre le sang-froid superbe des guerriers assurés du triomphe. Essling, Gross-Aspern fixent spécialement son attention : Gross-Aspern est pris et repris quatre fois, Essling treize fois. La valeur des fusiliers et des tirailleurs de la garde, sous la conduite des généraux Curial et Mouton, l'emporte enfin, et le général Gros passe au fil de l'épée sept cents Hongrois qui, retranchés dans un cimetière, n'avaient pas voulu se rendre. La vieille garde, placée en troisième ligne, attendant pour agir qu'un pressant danger l'y contraignît, ne prit aucune part au combat, qui finit vers neuf heures du soir. Les deux armées gardèrent les positions de la veille, et ni l'une ni l'autre ne put s'attribuer la victoire : des deux côtés le nombre des morts et des blessés fut le même; trente mille hommes couvrirent ce champ de carnage, le plus meurtrier de toutes les guerres de l'empire. L'armée autrichienne perdit quatre feld-maréchaux, huit généraux, six cent soixante-trois officiers. Elle avait tiré plus de quarante mille coups de canon.

La réparation des ponts, les soins qu'exigeait le transport des blessés occupèrent Napoléon toute la nuit. Depuis la veille, le génie travaillait avec une activité prodigieuse à rétablir nos communications avec l'île Lobau et la rive droite du fleuve; mais une fonte de neiges avait fait monter subitement les eaux d'environ deux mètres et demi, et l'ennemi lançait sur le Danube des brûlots, des barques ou des radeaux chargés de pierres, qui rompaient à chaque instant nos digues et détruisaient l'ouvrage commencé. Aussitôt que les pontons offrirent quelque solidité, d'intrépides mariniers s'y hasardèrent et réussirent à faire passer des vivres, des

munitions et des renforts. Tel était néanmoins l'encombrement des blessés qu'on en laissa douze mille presque sans secours pendant vingt-quatre heures; les plus valides d'entre eux tâchèrent à l'aide des pontons et des radeaux de gagner l'île Lobau; mais la foule fut telle, l'inondation si rapide, et les moyens de sauvetage étaient si restreints, que plusieurs milliers d'hommes périrent dans les flots; des escadrons entiers s'y noyèrent.

Napoléon, l'œil grave, le front soucieux, était témoin de cet affreux désastre, quand un groupe de grenadiers couverts de sang et de poussière, portant sur leurs fusils croisés un brancard funéraire, s'approchent de l'Empereur, qui reconnaît Lannes, dont les traits profondément altérés indiquent une mort toute prochaine. Napoléon descend aussitôt de cheval, vole à la rencontre du héros, le presse contre son cœur, et d'une voix entrecoupée s'écrie : « Lannes, mon ami, me reconnaissez-vous? c'est Napoléon, c'est votre ami; nous vous sauverons; vous vivrez pour la France et pour nous tous. » Entr'ouvrant ses paupières appesanties déjà sous le poids du dernier sommeil, Lannes veut répondre; la parole ne lui vient pas; alors levant un bras et le passant au cou de l'Empereur, il lui témoigne les sentiments que ses lèvres devenues muettes ne sauraient exprimer. Napoléon, ordinairement si maître de lui-même, ne peut résister à l'émotion profonde qu'il éprouve; des larmes abondantes inondent son visage; puis il s'éloigne, dans la crainte qu'un embrassement trop prolongé ne rompe le fil d'une existence qu'il voudrait conserver au prix de la moitié de son empire. L'heure fatale allait sonner : peu d'instants après Lannes expirait, laissant dans l'armée le plus grand vide qu'on y eût ressenti depuis le trépas de Desaix. Un décret ordonna que l'image des généraux

tués à Essling, exécutée en marbre blanc, décorerait le pont de la Concorde; un autre décret prescrivit des honneurs funèbres, qui, rendus à l'illustre maréchal dans toutes les villes où furent transportés ses restes, produisirent une impression extraordinaire parmi ses contemporains. Ils n'ont oublié ni ce char funèbre traversant silencieusement les villes, ni ce cercueil exposé sous la nef de leurs cathédrales tendues de noir, ni ces vieux soldats qui, sur leurs visages noircis par la poudre, portaient l'empreinte du deuil de l'armée.

Dans la nuit du 23 mai, l'Empereur envoie le colonel Lejeune au maréchal Masséna pour lui ordonner d'augmenter le feu de ses bivouacs et d'opérer un mouvement de retraite sur l'île Lobau, manœuvre qu'il exécuta d'une manière si prompte et si habile, qu'à quatre heures du matin il n'y avait plus un seul Français de l'autre côté du fleuve; le pont était replié, et les Autrichiens ne s'en doutaient pas. De son côté, l'Empereur, dans un frêle esquif, accompagné du maréchal Berthier et d'un seul officier d'ordonnance, le comte Edmond de Périgord, confia sa fortune aux flots, qui le conduisirent sans obstacle vers la rive opposée, où il trouva le corps d'armée du maréchal Davoust, ainsi qu'une division de grosse cavalerie du général Saint-Sulpice, lesquels, attirés par le bruit du canon, stationnés là depuis la veille, avaient eu la douleur de ne pouvoir secourir leurs frères d'armes.

Quelques jours après, Eugène Beauharnais, qui s'était fait un chemin à travers mille obstacles, venait, comme nous l'avons dit, renforcer les colonnes françaises décimées dans les plaines d'Essling. Napoléon, en cette occasion, mit à l'ordre du jour la proclamation suivante, datée d'Ebersdorf le 27 mai :

« Soldats de l'armée d'Italie !

» Vous avez glorieusement atteint le but que je vous avais marqué. Le Sommering a été témoin de votre jonction avec la grande armée. Soyez les bienvenus ! Je suis content de vous ! ! ! Surpris par un ennemi perfide avant que vos colonnes fussent réunies, vous avez dû rétrograder jusqu'à l'Adige ; mais lorsque vous reçûtes l'ordre de marcher en avant, vous étiez sur le champ mémorable d'Arcole ; et là, vous jurâtes sur les mânes de nos héros de triompher. Vous avez tenu parole à la bataille de la Piave, aux combats de Saint-Daniel, de Tarvis, de Gorice. Vous avez pris d'assaut les forts de Malborghetto, de Pradel, et fait capituler la division ennemie retranchée dans Prévald et Laybach. Vous n'aviez pas encore passé la Drave, et déjà vingt-cinq mille prisonniers, soixante pièces de bataille, dix drapeaux avaient signalé votre valeur. Depuis, la Drave, la Save, le Muer n'ont pu retarder votre marche. La colonne autrichienne de Jellachich, qui la première entra dans Munich, qui donna le signal des massacres dans le Tyrol, environnée à Saint-Michel, est tombée sous vos baïonnettes. Vous avez fait une prompte justice de ces débris dérobés à la colère de la grande armée.

» Soldats ! cette armée autrichienne d'Italie qui un moment souilla par sa présence nos provinces, qui avait la prétention de briser ma couronne de fer, battue, dispersée, anéantie, grâces à vous, sera un exemple de la vérité de cette devise : *Dieu me la donne, gare à qui la touche.* »

Demeurer immobile après un succès douteux, rester sous le poids d'un désastre, hésiter à traverser le Danube quand tous les moyens d'effectuer ce passage se

trouvaient assurés, « c'eût été, dit le bulletin officiel, accréditer les impostures que l'ennemi a débitées et répandues avec tant de profusion; c'était laisser du doute sur les événements d'Essling et autoriser le monde à supposer qu'il y avait inégalité de consistance entre deux armées si différentes, dont l'une était animée et en quelque sorte renforcée par des succès et des victoires multipliées, et dont l'autre était découragée par les revers les plus mémorables. »

Maîtres de la rive droite du Danube, ayant en notre pouvoir l'Autriche ainsi qu'une partie de la Hongrie, nous pouvions facilement assurer nos subsistances; mais il fallait masser nos forces principales dans l'île Lobau, la fortifier et en former un vaste camp retranché; circonstance qui livra une partie des troupes au cruel tourment de la faim jusqu'au 1er juillet. La communication entre l'île et la rive droite ayant été dès lors établie, l'abondance remplaça la disette. L'Empereur y établit son quartier général, fit élever quantité d'ouvrages, établir plusieurs ponts sur pilotis, dresser des estacades. Les petites îles voisines furent également fortifiées. On appela l'île Lobau *île Napoléon;* une autre île, armée de dix mortiers et de vingt pièces, reçut le nom d'*île Montebello;* une troisième, armée de dix pièces, *île Espagne;* triple baptême qui réunissait, sous la même auréole de gloire, l'Empereur et ses deux infortunés lieutenants. Une batterie de trente pièces, braquée vers Enzersdorf, occupa l'intervalle des îles Espagne et Montebello; et une quatrième île, l'île Alexandre, reçut vingt-six canons, mortiers, obusiers ou pièces de douze et de six destinés à battre la plaine. Le 2, cinq cents voltigeurs, sous la conduite d'un chef d'escadron aide de camp, s'étant emparés de l'île du

Moulin, on l'arma et on la joignit au rivage par un petit pont, et l'on construisit une redoute qui fixa sérieusement l'attention de l'ennemi; effet que l'Empereur désirait produire pour lui dérober l'opération principale.

Les Autrichiens avaient couvert de redoutes palissadées, fraisées et armées d'environ cent cinquante pièces d'artillerie de position, les villages d'Aspern, d'Essling et d'Enzersdorf, ainsi que les intervalles qui les séparent; ils avaient déployé, dans l'immense plaine dont le Danube forme l'imposante lisière, deux cent mille hommes et neuf cents pièces de campagne; mais l'archiduc Charles montrait de l'hésitation, procédait avec lenteur; et, au lieu de chercher à débusquer les Français de l'île Lobau quand ils ne s'y étaient pas encore fortifiés, il se contentait d'observer leurs mouvements.

Le 4, vers dix heures du soir, Oudinot faisait embarquer sur le grand bras du Danube quinze cents voltigeurs commandés par le général Conroux et accompagnés de dix chaloupes canonnières, que dirigeait le colonel Baste. Ces voltigeurs abordèrent le petit bras du fleuve au-dessus de l'île Napoléon; d'autre part, le colonel Sainte-Croix, aide de camp du duc de Rivoli, se jeta dans des barques avec deux mille cinq cents hommes, et débarqua sur la rive gauche. A onze heures, nos batteries, dirigées contre Enzersdorf, commencèrent leur feu; et le chef de bataillon d'artillerie Victor Dessale fit jeter en cinq minutes, d'une rive à l'autre, dans le bras de l'île Alexandre, un pont d'une seule pièce, long de cent soixante mètres, où l'infanterie passa immédiatement au pas accéléré. Deux ponts parallèles à ce dernier furent établis peu après; en sorte qu'à deux heures du matin l'armée avait débouché sur quatre points. Le corps du duc de Rivoli forma la gauche,

celui du comte Oudinot le centre, celui du prince d'Eckmühl la droite; les corps du prince de Ponte-Corvo, du vice-roi d'Italie et du duc de Raguse, la garde, les cuirassiers composaient la seconde ligne ainsi que les réserves. Il régnait une obscurité profonde; la pluie tombait par torrents; le bruit du tonnerre se mêlait au bruit du canon qui retentissait le long des deux rives.

Le 5, aux premières lueurs du jour, les Français virent avec une joyeuse surprise, les Autrichiens avec une consternation indéfinissable, un front de bataille qui forçait ces derniers à quitter leurs positions, leurs camps retranchés, et à venir se déployer où le voulait l'Empereur. L'archiduc Charles aussitôt tâcha de déborder notre droite, et lança de fortes colonnes sur le village de Rutzendorf; mais elles ne tinrent pas plus contre les grenadiers d'Oudinot que n'avaient tenu les neuf cents hommes qui défendaient le château de Sachsengaud et les quatre bataillons retranchés derrière les murs d'Enzersdorf. Depuis midi jusqu'au soir, nos troupes ne cessèrent de manœuvrer dans cette immense plaine que Napoléon a baptisée du nom de Wagram; partout l'ennemi fut mené battant; il abandonna presque sans résistance les ouvrages d'Essling et de Gross-Aspern construits avec tant de soin; il se fit culbuter du village de Raschdorf par une division saxonne du prince de Ponte-Corvo.

A six heures, l'ennemi tenait sa droite déployée depuis Stadelau jusqu'à Gerardorf; son centre, de Gerardorf à Wagram; et sa gauche, de Wagram à Neusiedel. Notre gauche occupait Gross-Aspern, notre centre Raschdorf, notre droite Gluzendorf. Enlever Wagram, c'eût été d'avance assurer la victoire du lendemain; car aucun

système stratégique ne devenait exécutable par nos adversaires. A neuf heures du soir, Macdonald, chargé d'enlever, avec trois divisions, ce point important, fit trois mille prisonniers, s'empara de drapeaux, de canons, et dépassa Wagram; mais des troupes considérables l'obligèrent bientôt à rétrograder; et une division saxonne qui occupait Raschdorf ayant pris son corps d'armée pour un corps autrichien, fit feu sur lui et le mit en pleine déroute.

« L'Empereur, dit le bulletin officiel, passa toute la nuit à rassembler ses forces sur son centre, où il était de sa personne à une portée de canon de Wagram. Le général autrichien, au contraire, affaiblissait son centre pour garder et augmenter ses extrémités, auxquelles il donnait une nouvelle étendue. Le 6, à la pointe du jour, le prince de Ponte-Corvo occupa la gauche, ayant en seconde ligne le duc de Rivoli. Le vice-roi le liait au centre, où le corps du comte Oudinot, celui du duc de Raguse, ceux de la garde impériale et les divisions de cuirassiers formaient sept ou huit lignes. Le duc d'Auerstædt marcha de la droite pour arriver au centre. L'ennemi, au contraire, mettait le corps de Bellegarde en marche sur Stadelau. Les corps de Kollowrath, de Lichtenstein et de Hiller liaient cette droite à la position de Wagram, où était le prince de Hohenzollern, et à l'extrémité de la gauche, à Neusiedel, où débouchait le corps de Rosenberg pour déborder également le duc d'Auerstædt. Le corps de Rosenberg et celui du duc d'Auerstædt, faisant un mouvement inverse, se rencontrèrent aux premiers rayons du soleil, et donnèrent le signal de la bataille. L'Empereur se porta aussitôt sur ce point, fit renforcer le duc d'Auerstædt par la division de cuirassiers du duc de Padoue, et fit prendre le corps

de Rosenberg en flanc par une batterie de douze pièces de la division du général comte de Nansouty. En moins de trois quarts d'heure, le beau corps du duc d'Auerstædt eut fait raison du corps de Rosenberg, le culbuta et le rejeta au delà de Neusiedel après lui avoir fait beaucoup de mal. Pendant ce temps, la canonnade s'engageait sur toute la ligne, et la disposition de l'ennemi se développait de moment en moment. Toute sa gauche se garnissait d'artillerie. On eût dit que le général autrichien ne se battait pas pour la victoire, mais qu'il n'avait en vue que le moyen d'en profiter. Cette disposition de l'ennemi paraissait si insensée, que l'on craignait un piége, et que l'Empereur différa quelque temps avant d'ordonner les faciles dispositions qu'il avait à faire pour annuler celles de l'ennemi et les lui rendre funestes. Il commanda au duc de Rivoli d'opérer une attaque sur un village qu'occupait l'ennemi, et qui pressait un peu l'extrémité du centre de l'armée. Le duc d'Auerstædt reçut l'ordre de tourner la position de Neusiedel, et de pousser de là sur Wagram au moment où déboucherait le duc de Rivoli. Sur ces entrefaites, on vint prévenir Napoléon que l'ennemi attaquait avec fureur le village qu'avait enlevé le duc de Rivoli, que notre gauche était débordée de trois mille toises, qu'une vive canonnade se faisait entendre à Gross-Aspern, et que l'intervalle de Gross-Aspern à Wagram paraissait couvert d'une immense ligne d'artillerie. Il n'y eut plus à douter; l'ennemi commettait une énorme faute; il ne s'agissait que d'en profiter. L'Empereur ordonna sur-le-champ au général Macdonald de disposer les divisions Broussier et Lamarque en colonnes d'attaque; il les fit soutenir par la division du général Nansouty, par la garde à cheval, et par une batterie de soixante pièces de la garde et de quarante

pièces de différents corps. Le général comte de Lauriston, à la tête de cette batterie de cent pièces d'artillerie, marcha au trot à l'ennemi, et s'avança sans tirer jusqu'à demi-portée de canon; alors commença un feu prodigieux qui éteignit celui de l'ennemi et porta la mort dans ses rangs. Le général Macdonald marcha au pas de charge; le général de division Reille, avec la brigade de fusiliers et de tirailleurs de la garde, soutenait le général Macdonald. La garde avait fait un changement de front pour rendre cette attaque infaillible. En un clin d'œil, le centre de l'ennemi perdit une lieue de terrain; sa droite, épouvantée, sentit le danger de la position où elle s'était placée, et rétrograda en grande hâte. Le duc de Rivoli l'attaqua alors en tête. Pendant que la déroute du centre portait la consternation et forçait les mouvements de la droite de l'ennemi, sa gauche était attaquée et débordée par le duc d'Auerstædt, qui avait enlevé Neusiedel, et qui, étant monté sur le plateau, marchait sur Wagram. La division Broussier et la division Gudin se couvrirent de gloire. A midi, le comte Oudinot marcha sur Wagram pour aider à l'attaque du duc d'Auerstædt. Il y réussit, et enleva cette importante position. Dès dix heures, l'ennemi ne se battait plus que pour sa retraite; dès midi elle était prononcée et se faisait en désordre, et bien avant la nuit il était tout à fait hors de vue. Notre gauche était placée à Jetessée et Ebersdorf, notre centre sur Obersdorf, et la cavalerie de notre droite avait des postes jusqu'à Shonkirchen. Le 7, à la pointe du jour, l'armée, en mouvement, marchait sur Kornenbourg et Wolkersdorf, et avait des postes sur Nicolsbourg. L'ennemi, coupé de la Hongrie et de la Moravie, se trouvait acculé du côté de la Bohême. »

Telle a été cette bataille imposante, où trois cent cinquante mille hommes et quinze cents pièces de canon se disputaient la victoire sur un terrain étudié, fortifié depuis plusieurs mois par l'ennemi, bataille livrée sous les murs de Vienne, puisque certaines colonnes n'en étaient qu'à deux mille mètres, et à laquelle ont pris part presque tous les meilleurs généraux des deux empires. Son résultat fut de remettre une troisième fois la fière maison de Lorraine à la discrétion de Napoléon. François II, monté sur un belvédère du château de Wolkersdorf, avait assisté lui-même aux derniers désastres de son armée. Il y était resté jusqu'à midi. Notre quartier général remplaça le sien dans la matinée du 7.

Dix drapeaux, quarante pièces de canon, vingt mille prisonniers, parmi lesquels trois cents officiers, constituèrent les trophées de Wagram ; l'ennemi eut neuf mille blessés et quatre mille morts, dont faisaient partie trois feld-maréchaux, d'Aspice, Wukassowich et Nordmann. Ce dernier, d'origine française, fut « traître à sa patrie, disait Napoléon, et avait prostitué ses talents contre elle. » L'archiduc Charles, les feld-maréchaux Rouvroy et Nostiz ; les généraux majors prince de Hesse-Hombourg, Mayer, Wacquant, Matzen, Stutterheim, Honneberg, Merville et Rothkirch avaient reçu des blessures plus ou moins graves. Nos pertes, beaucoup moins considérables, se bornèrent à deux mille six cents morts et six mille blessés. Au nombre de ces derniers figuraient le duc d'Istrie, dont le cheval avait péri frappé d'un boulet; les généraux Grenier, Vignolle, Sahuc, Frère et Defrance ; le colonel prince Aldobrandini ; les majors de la garde Corbineau, Daumesnil, Hubert le Doux ; le colonel Sainte-Croix. L'intrépide colonel du 9e de ligne, Oudet, général depuis la veille, fut trouvé parmi les morts ;

mais une autre perte irréparable contrista surtout l'Empereur, celle du vaillant Lasalle, officier du plus grand mérite, le premier de nos généraux de cavalerie légère. Il fut frappé d'une balle. Par une coïncidence singulière, d'Espagne et lui, amis et rivaux de gloire, qui ne s'étaient jamais préoccupés de la mort, avaient cette fois pressenti le terme de leur carrière. Dans la nuit qui précéda Wagram, Lasalle pria l'Empereur de rendre son majorat réversible sur sa femme, alléguant une fin toute prochaine.

Pendant deux jours l'archiduc Charles ayant opéré une prompte retraite vers la Bohême et la Moravie, où il devait rallier l'archiduc Jean, sut dérober ses principaux mouvements. Napoléon chargea le prince Eugène de garder Vienne, de couvrir les derrières de l'armée, et le 9 juillet, dès le matin, il se mit en marche pour achever la dispersion des troupes archiducales. Le 9, Davoust emportait Nicolsbourg, où se trouvaient des magasins considérables. A Gunstersdorf, le prince Charles, que Masséna pressait de front et Marmont obliquement du côté de Lau, menacé d'être pris en flanc par l'Empereur, faisait preuve d'une grande habileté stratégique et d'un courage au-dessus des revers. Jusqu'à Znaïm, il disputa le terrain de position en position. Quand il y fut arrivé, des retranchements formidables le rendant maître des routes de Brünn et de Budwitz, il soutint sans désavantage les attaques réitérées de Marmont et de Masséna. Davoust ainsi qu'Oudinot accouraient à marches forcées pour rendre cette lutte décisive; et l'Empereur, à qui le prince Charles demandait un armistice, n'en pressait que plus vivement l'arrivée de ses colonnes, afin de mieux appuyer les exigences d'une victoire immanquable. Sept heures du soir venaient de sonner à l'horloge municipale de Znaïm; nos soldats impatients attendaient

le signal pour emporter cette ville, quand le prince de Lichtenstein obtint de Napoléon un armistice, signé la nuit même sous la tente impériale. Les Autrichiens durent évacuer Gratz, Brünn, Sachsenbourg, le Tyrol et le Vorarlberg; les armées de Pologne demeurèrent dans leurs positions, et nos troupes prirent des cantonnements dont les ressources abondantes étaient en rapport avec les moyens défensifs nécessités par notre présence au milieu d'un pays ennemi. Après une grande revue où Masséna fut proclamé prince d'Essling, où Macdonald et Oudinot reçurent le titre de maréchal, où des grades, des décorations, des titres nobiliaires et des dotations devinrent la juste récompense de la valeur, Napoléon, le 14, revint au château de Schœnbrunn.

Dans l'ordonnance des fêtes qui suivaient ses victoires, il convenait à l'Empereur d'associer au bruit du canon le son des cloches, à l'éloquence des proclamations militaires celle de la chaire évangélique, à la lyre des artistes et des poëtes le chant du prêtre. Cette fois, il craignit que les violences exercées envers le souverain pontife et l'occupation des États romains ne lui rendissent hostile l'esprit du haut clergé; par la circulaire suivante aux évêques, écrite de Znaïm le 13 juillet, il espéra justifier l'usurpation du domaine temporel de Sa Sainteté, que l'univers catholique voyait avec douleur :

« Les victoires d'Enzersdorf et de Wagram, où le Dieu des armées a si visiblement protégé les armées françaises, doivent exciter la plus vive reconnaissance dans le cœur de nos peuples. Notre intention est donc qu'au reçu de la présente vous vous concertiez avec qui de droit pour réunir nos peuples dans les églises, et adresser au ciel des actions de grâces et des prières conformes aux sentiments qui nous animent. Notre-Seigneur Jésus-

Christ, quoique issu du sang de David, ne voulut aucun règne temporel. Il voulut, au contraire, qu'on obéît à César dans le règlement des affaires de la terre; il ne fut animé que du grand objet de la rédemption et du salut des âmes. Héritier du pouvoir de César, nous sommes résolu à maintenir l'indépendance de notre trône et de nos droits. Nous persévérons dans le grand œuvre du rétablissement de la religion. Nous environnerons ses ministres de la considération que nous seul pouvons leur donner. Nous écouterons leur voix dans tout ce qui a rapport au spirituel et au règlement des consciences. Au milieu des soins des camps, des alarmes et des sollicitudes de la guerre, nous avons été bien aise de vous donner connaissance de ces sentiments, afin de faire tomber dans le mépris ces œuvres de l'ignorance et de la faiblesse, de la méchanceté ou de la démence, par lesquelles on voudrait semer le trouble et le désordre dans nos provinces. On ne nous détournera pas du grand but vers lequel nous tendons, et que nous avons déjà en partie heureusement atteint, le rétablissement des autels de notre religion, en nous portant à croire que ses principes sont incompatibles, comme l'ont prétendu les Grecs, les Anglais, les protestants et les calvinistes, avec l'indépendance des trônes et des nations. Dieu nous a assez éclairé pour que nous soyons loin de partager de pareilles erreurs : notre cœur et ceux de nos sujets n'éprouvent point de semblables craintes. Nous savons que ceux qui voudraient faire dépendre de l'intérêt d'un temporel périssable l'intérêt éternel des consciences et des affaires spirituelles sont hors de la charité, de l'esprit et de la religion de Celui qui a dit : « Mon empire n'est pas de ce monde. » Cette lettre n'étant à d'autres fins, je prie Dieu, monsieur l'évêque, qu'il vous ait en sa sainte garde. »

CHAPITRE CENT SEIZIÈME.

PAIX DE VIENNE. — MARIAGE DE NAPOLÉON AVEC MARIE-LOUISE.

Napoléon à Schœnbrunn. — Événements en Hollande, en Westphalie, en Pologne, en Espagne. — Expédition des Anglais contre Walcheren et prise de Flessingue ; expédition et mort du major Schill ; combats glorieux de Poniatowski et du prince Eugène. — Rentrée du roi Joseph Napoléon dans Madrid ; victoires auxquelles il participe ; organisation des guerrillas. — Enlèvement du souverain pontife ; opinion de l'Empereur sur cet acte politique. — Circonstances diverses du séjour de Napoléon en Autriche. — Tentative d'assassinat contre lui. — Conclusion de la paix. — Retour de l'Empereur à Fontainebleau. — Congrès de rois à Paris. — Affaires politiques et religieuses. — Discours de Napoléon pour l'ouverture du Corps législatif; il expose la situation de l'Empire et laisse prévoir l'annexion prochaine de la Hollande. — Considérations sur l'intérieur de la famille impériale. — Divorce de Napoléon avec Joséphine. — Projets d'alliance matrimoniale ; l'Empereur se tourne vers l'Autriche. — Message au sénat sur cette union. — L'impératrice Marie-Louise quitte Vienne et arrive en France. — Cérémonie du mariage.

L'enlèvement du pape ne fut pas un acte de ma volonté.

Napoléon à Sainte-Hélène.

Il fut pour sa seconde épouse d'une courtoisie, d'une amabilité, d'une grâce parfaites, et ces soins ne se démentirent jamais.

Le comte de SAINT-LEU, *Réponse à sir Walter Scott*, p. 149.

Du palais de Schœnbrunn, Napoléon, pendant trois mois, régla les destinées de l'Europe comme il l'avait fait de Tilsitt et d'Erfurth. Partout ses lieutenants et ses armées exécutèrent dignement leur devoir : ils triomphaient en Espagne, en Hollande, en Westphalie, tantôt contre des masses régulières, tantôt contre d'audacieux chefs de bandes ; ils repoussaient des côtes d'Italie le pavillon d'Angleterre, menaçaient le Portugal, la Sicile, et reprenaient insensiblement sur la mer l'influence perdue depuis Trafalgar.

En Hollande, au milieu des affaires administratives ordinaires qu'amenait la convocation des chambres, le

roi Louis s'occupait de réparer les désastres causés par une inondation qu'amena la rupture de la digue de Betuwe. Il alla sur les lieux avec les officiers du waterstaed, séjourna quelque temps à Gorcum, se rendit à Papendrecht, Crems, Nieuport, Vianen, Utrecht, Kuylenbourg, aux digues de Leck jusqu'à Arnheim, Huissen et Lent, traversa le Whaal, gagna Nimègue et de Nimègue Amsterdam. Au mois de mars, le roi fit un second voyage; parcourut le département de l'Over-Yssel, visita Haltem, Zwoll, Deventer, Hasselt, Genemuiden, Zwarte-Sluis, Nieuwe-Sluis, Gemuïden, Zutphen, Groll, Wardirsveld, Alten, Keppel, Doësbourg, et ordonna dans toutes ces localités d'importants travaux, soit pour la réparation des digues et des ponts, soit pour le culte et l'administration municipale. Ce fut dans le cours de ce voyage qu'il reçut la notification du décret de l'Empereur qui donnait, en toute souveraineté, le duché de Clèves et de Berg au prince Napoléon-Louis, héritier présomptif de la couronne de Hollande; mais l'Empereur en conservait l'administration jusqu'à l'époque où le prince aurait atteint sa majorité, se réservant aussi la *garde et l'éducation dudit prince mineur;* véritable tutelle qui fut désagréable au roi Louis, car c'était annuler ses droits paternels dans leur plus doux exercice. La condition de la noblesse hollandaise, l'état du waterstaed, la clôture des ports, l'occupèrent ensuite, et quand il eut prononcé le discours de clôture d'une session extraordinaire du Corps législatif ouverte le 6 mars, il fit un long voyage dans le Brabant et la Zélande; visita Bois-le-Duc, Breda, Berg-op-Zoom, Tholen, Middelbourg, Walcheren, Flessingue, portant une attention particulière sur les travaux des digues, sur les progrès de l'industrie.

Le 20 mai, après six semaines d'absence, il rentrait dans les murs d'Amsterdam. Un changement de ministère, qui déplut à l'Empereur, parce qu'il était trop national, eut alors lieu; Roëll fut nommé aux affaires étrangères, Van der Hem à la marine, Van der Capellen à l'intérieur, Krayenhoff à la guerre, Appelius aux finances, Twent au waterstaed, Hagenpoth à la justice. Mollerus présida le collége héraldique. Gogel et Joessens, anciens ministres, demeurèrent sans fonctions; Hogendorp fut rappelé de son ambassade en Prusse et remplacé par Reynolds; Dumonceau reçut le gouvernement d'Amsterdam et l'amiral Winter la direction des escadres du Texel, du Vlie et du Harlingue. Ces remaniements administratifs étaient la conséquence fâcheuse du système représentatif; le roi se voyait contraint d'y souscrire ou de marcher isolé des chambres. Quelques nouvelles fausses publiées dans un journal hollandais, un commerce illicite sur les côtes de l'Oldenbourg et d'autres infractions au blocus continental amenèrent l'occupation du fort de Rammekens par les Français. De plus, le *Moniteur* publia contre les nouvellistes hollandais des reproches dont le roi crut devoir se justifier. Napoléon lui répondit de Schœnbrunn le 17 juillet : « C'est la France qui a sujet de se plaindre du mauvais esprit qui règne chez vous. Si vous voulez que je vous cite toutes les maisons hollandaises qui sont les trompettes de l'Angleterre, ce sera fort aisé. Vos règlements de douanes sont si mal exécutés, que toute la correspondance de l'Angleterre avec le continent se fait par la Hollande..... La Hollande est une province anglaise. »

Jaloux de nos chantiers d'Anvers, le cabinet de Londres eut l'idée de les anéantir : le 29 juillet au soir trente-six vaisseaux de ligne, trente-six frégates et beau-

coup d'autres bâtiments portant une armée anglaise de cinquante-cinq mille hommes d'élite, sous les ordres de l'amiral lord Chatham, apparurent en vue de Walcheren, menaçant les bouches de l'Escaut, où la flotte française était mouillée. Quelques heures après, Chatham débarquait dans l'île; mais il opérait avec lenteur, se laissant arrêter trente heures par une poignée d'hommes renfermés dans Terveere. Cependant, le 31 juillet, Middelbourg et l'île de Schouwen étaient occupées; quelques jours après, le général Bruce, ayant évacué le fort de Batz, laissait Anvers et la flotte dans le plus grand danger. Louis-Napoléon se trouvait près de sa mère, aux eaux d'Aix-la-Chapelle, lorsqu'il apprit le débarquement des Anglais; les ordres qu'il donna et le zèle du général Chamberlac, qui commandait à Bruxelles, conjurèrent le péril. Le roi, suivi de sa garde et de toutes les troupes qu'il avait pu réunir, vint lui-même couvrir Anvers; L'amiral Missiessy et le général Fauconnet, gouverneur de cette ville, le secondèrent avec autant d'intelligence que de bravoure. Nos marins eurent le temps de réunir leurs vaisseaux, de remonter le fleuve, d'y prendre une position favorable à l'abri des canons de la côte, et d'attendre une armée de secours. Cette armée, véritable improvisation militaire, fut promptement organisée : deux jours s'étaient à peine écoulés depuis la descente des troupes anglaises, que dix mille hommes gardaient l'Escaut; que notre marine, nos arsenaux, nos magasins, nos cales, nos écluses n'avaient plus rien à craindre du trident britannique, et, dans le mois d'août, la France, éveillée, transformant en soldats ses plus jeunes citoyens, détachait soixante-dix mille gardes nationaux, qui se portèrent sur les rives maritimes de la Hollande. Le prince de Ponte-Corvo, nommé au commandement de

cette armée, arriva le 16 août, lendemain de la reddition de Flessingue, où le général Monet compromit son honneur. Napoléon ordonna de le faire passer devant un conseil d'enquête, qui le reconnut coupable. Il fut, comme Bruce, destitué de ses grades. L'Empereur voulait des exemples. Il avait écrit de Schœnbrunn au roi : « J'espère que vous aurez fait passer par les armes ce traître de Bruce. Abandonner un fort comme Batz, sans tirer un coup de canon, est le comble de la lâcheté ou de la trahison. »

Une autre expédition, celle du major Schill contre la Westphalie, expédition clandestinement favorisée par la cour de Prusse, n'avait pas mieux réussi que celle de Walcheren. Schill, à la tête de cinq cents hussards auxquels s'étaient joints trois cents hommes d'infanterie et beaucoup de volontaires, sortit de Berlin dans le courant du mois de mai, s'empara de Wittemberg, traversa une partie de la Westphalie et somma le duc de Mecklenbourg de lui livrer Stralsund, place importante dont il s'empara. Bientôt, cependant, survint de Hambourg une division hollandaise sous les ordres du général Gratien, qui attaqua Stralsund. On s'y battit avec fureur : les Prussiens, barricadés dans les rues, vendirent chèrement la place ; Schill fut tué, et ses complices, comme ceux de Doërnberg, qui avait aussi tenté de révolutionner les États de Jérôme Napoléon, n'eurent d'autre ressource que de mourir les armes à la main ou d'aller en Bohême grossir la bande d'insurgés du duc de Brunswick.

Dans la Pologne, même après Wagram, Poniatowski poursuivit ses avantages : vainement avait-il invité les généraux Galitzin et Souvarow à se conformer à la lettre du traité d'Erfurth et à marcher avec lui contre

l'archiduc Ferdinand; le cabinet russe leur avait prescrit d'éluder toute coopération quelconque, voulant, en cas d'une victoire remportée par l'Autriche, se faire vis-à-vis d'elle un mérite de cette abstention. Battu jusque sous les murs de Cracovie, l'archiduc Ferdinand évacua cette ville et refusa le combat que lui offrait Poniatowski.

L'archiduc Jean, qui venait d'éprouver une défaite devant Raab, et qui, poursuivi par le prince Eugène, pressé par Davoust, résistait du moins avec résolution, déployait, sans courir de meilleures chances, plus de courage que le prince Ferdinand, et attirait sur Presbourg la vengeance du vainqueur. Des milliers d'obus y allumèrent un incendie qui dévora la moitié de la ville. Témoin oculaire de ce grand désastre, l'empereur François II ne fit rien pour l'éviter; il voulait gagner du temps, nourrissant l'espoir que l'attaque des forces anglaises à Walcheren ou quelque catastrophe survenue à nos troupes en Espagne, forcerait l'Empereur de se replier sur le Rhin. Mais, par delà les Pyrénées, comme par delà les Alpes, le long des rivages maritimes, comme au bord du Danube, aucune puissance ne soutenait le regard des aigles françaises.

Joseph Napoléon, rentré le 22 janvier 1809 à Madrid, s'était rendu en grande pompe, selon l'usage traditionnel, à l'église de San Isidro. Dans un discours officiel, il déclara prendre la couronne pour ne la plus quitter, et vouloir conserver l'intégrité du territoire espagnol. Une foule considérable remplissait les rues, que tapissaient des tentures; le soir, quelques maisons furent illuminées; les spectacles jouèrent gratis; on établit des orchestres sur les places publiques. On ne vit aucun témoignage d'hostilité contre le nouveau pou-

voir, mais il n'y eut nul enthousiasme, nulle gaieté. Joseph, par son extérieur, produisit un effet favorable; il plut aux femmes. Les mesures qu'il prit furent douces et conciliantes : on lui en sut gré. Napoléon, irrité contre les Espagnols, auxquels il ne rendait pas justice, qualifiait de faiblesse cette longanimité. « Avant de faire usage de la clémence, disait-il, commencez par vous faire obéir. Je saurai y contraindre les Espagnols. Mon frère, ils vous trahiront encore. »

Après quelques mois de séjour dans sa capitale, le roi Joseph sillonna la Castille à la tête de ses armées. Les victoires de Ciudad-Real, de Merida, d'Oviedo, remportées par Sébastiani, Victor et Mortier, celles de Santo-Domingo, d'Almonacid et d'Ocana, par le roi Joseph, sur une armée de cent vingt mille hommes, lui ouvrirent les portes des villes méridionales. Nos succès en Aragon, en Catalogne, en Estramadure, la prise de Saragosse, dont chaque maison fut une forteresse et chaque habitant un héros, le rassurèrent sur l'avenir de sa domination; mais la junte d'Andalousie, qui résidait à Cadix, organisait des guerrillas. On devait bientôt voir Longa dans les Asturies et la Castille; Mina dans la Navarre, l'Aragon et l'Alava; Santo-Childes dans le Léon, le baron d'Eroles dans la Catalogne, l'Empecinado dans les environs de Madrid, balancer la fortune et paralyser le savoir de nos meilleurs généraux.

Au milieu de ces circonstances si diverses, que Napoléon pouvait prévoir, mais non pas maîtriser, survint l'enlèvement du pape : Napoléon ne l'avait pas ordonné, mais il y acquiesça, ce qui fut un malheur, car, à dater de cette époque, l'opinion d'une grande partie du catholicisme français se souleva contre lui. Le général Miollis, n'ayant que six mille hommes pour défendre soixante

lieues de côtes, et quinze cents hommes pour garder Rome, se méfiait de la cour pontificale. La supposant d'accord avec la populace, « il ne vit de salut, a dit Napoléon lui-même, que dans une mesure en dehors de toute prévision; il accepta l'effrayante responsabilité de violer la majesté suprême du pape. Cependant il hésitait encore, lorsqu'il en reçut de Naples le conseil et l'autorisation signés de la main de la reine Caroline. Dès lors toutes ses hésitations cessèrent: il enleva le pape au milieu de la nuit et le fit conduire à Florence. La foudre n'a pas d'effet plus subit : la stupeur la plus profonde remplaça, sur les places publiques et dans les montagnes, l'effervescence si menaçante de la veille. La grande-duchesse de Toscane (Élisa Bonaparte) ne fut pas peu étonnée qu'un général eût osé agir ainsi sans mes ordres, et elle s'effraya tout naturellement de la responsabilité qui pèserait sur elle si le pape restait en Toscane. Elle m'expédia courrier sur courrier; elle exigea du général Miollis qu'il dirigeât le cortége, par le littoral, sur les États de Gênes. C'est ainsi que le pape fut conduit à Savone. Rien ne saurait égaler mon mécontentement. Je compris tout d'abord les embarras qui allaient naître pour moi, et mon premier mouvement fut l'ordre de ramener le pape au Vatican; mais, de cet enlèvement, tous les rêves du général Bonaparte, tous les projets de l'Empereur sur l'Italie recevaient la possibilité d'être réalisés. Des trois obstacles qui s'étaient constamment opposés à l'*unité italique*, deux avaient disparu par ma volonté; le troisième, le seul que ma pensée n'eût pas osé aborder encore, la résidence à Rome des vicaires de Jésus-Christ, venait de tomber par une de ces combinaisons inexplicables du destin, qui transportait la chaire de saint Pierre des bords du Tibre à ceux de la Seine. Paris

serait la capitale du grand empire et la résidence du souverain pontife de quatre-vingts millions de catholiques ; la puissance temporelle des papes s'accroîtrait naturellement de l'appui de la toute-puissance temporelle de l'Empereur ; les beaux temps de l'Église renaîtraient. Le déplacement des papes devenait un fait acquis à la fortune de l'Empire : je l'acceptai, et j'écrivis à l'évêque de Nantes, M. Duvoisin, dont j'estimais grandement le haut mérite évangélique : « Soyez sans inquiétude ; la politique de mes États est intimement liée avec le maintien de la puissance du pape. Je veux qu'il soit à Paris plus puissant qu'à Rome. Il n'aura jamais autant de pouvoir que ma politique me porte à lui en donner. » Toute la maison impériale de Turin fut mise à la disposition du pape. A Savone, il fut logé à l'archevêché, où il était convenablement. Il resta ainsi plusieurs mois, pendant lesquels je lui fis offrir de retourner à Rome, s'il consentait à ne point y troubler la tranquillité publique, à reconnaître le gouvernement établi dans cette capitale et à ne s'occuper que d'affaires spirituelles [1]... »

Évidemment le pape ne pouvait, pas plus qu'il ne le devait, souscrire aux vues politiques, d'ailleurs élevées, de Napoléon ; car c'eût été l'abdication d'un pouvoir dont il n'était que l'usufruitier. A ce point de vue, la question politique, dans sa coïncidence intime avec la question religieuse, ne devenait soluble que par le retour, sans engagement, sans contrainte, du vicaire de Jésus-Christ au Quirinal.

Ceux qui, d'une manière absolue, ont accusé l'Empereur d'avoir, avec préméditation, attenté à la liberté de Pie VII, n'ont pas voulu tenir compte de l'intérêt personnel qui lui prescrivait d'éviter toute espèce de

[1] Dictée faite à Sainte-Hélène.

lutte catholique, toute espèce de schisme, tant que la guerre d'Espagne et la guerre d'Autriche ne seraient point terminées. Or, même après Wagram, Napoléon ne considérait pas la paix comme certaine. L'armée autrichienne, repoussée, battue, humiliée, n'était point vaincue; du fond de la Hongrie, trois cent mille hommes pouvaient encore relever l'étendard impérial allemand de ses souillures; et une preuve que François II nourrissait des projets hostiles, c'est qu'il disgraciait tous les hommes du conseil aulique favorables à la paix, même le prince Charles. Aussi Napoléon demeura-t-il à Schœnbrunn sur le qui-vive, pressant les négociations d'Altenbourg entre le comte de Champagny et le prince de Metternich, occupé de remontes, de grandes revues, et ne s'absentant que pour visiter, tantôt avec le prince Eugène, tantôt avec un de ses maréchaux, les postes de la Hongrie et du Danube. « Je t'assure, écrivait-il à Joséphine, que Vienne n'est pas une ville amusante. J'entends deux fois par semaine les bouffons; *ils sont* assez médiocres; cela amuse les soirées..... Je ne me suis jamais mieux porté depuis bien des années; Corvisart ne m'était point utile..... Tout va fort bien ici.... Je te conseille de te bien garder la nuit, car une des nuits prochaines tu entendras grand bruit [1].... » Cette nuit était encore passablement éloignée, car la paix ne fut signée que le 14 octobre. L'insuccès des Anglais devant Walcheren y contribua beaucoup plus que la présence de nos armées dans le cœur des États héréditaires. L'Autriche descendait au niveau des puissances de second ordre : elle nous cédait le cercle de Goritz, le territoire de Monte-Falcone, le gouvernement de Trieste, la Carniole, le cercle de Willach, en Carinthie, et tous

[1] Lettres des 26 août et 25 septembre 1809.

les pays situés à la droite de la Save, jusqu'aux limites de la Bosnie, ainsi que la seigneurie de Radziard, enclavée dans les Grisons. Les pays de Salzberg et de Berchtolsgaden furent donnés à la Bavière et à quelques princes de la confédération. Le roi de Saxe reçut les enclaves dépendant de la Bohême, la nouvelle Gallicie, un arrondissement autour de Cracovie et le cercle de Zamosk. L'empereur de Russie, en récompense de sa molle coopération, gagna, dans l'ancienne Gallicie, un territoire de quatre cent mille âmes. François II sanctionnait tous les changements survenus ou qui pourraient survenir en Espagne, en Portugal, en Italie, et adhérait au système continental. Un mois après, la Russie faisait également la paix avec la Suède, qui lui cédait la Finlande, la West-Bothnie, différentes îles, et qui s'engageait non-seulement à cesser toutes hostilités avec la France et le Danemark, mais à participer au blocus continental.

Quarante-huit heures avant la ratification d'un traité qui rendait Napoléon plus influent que jamais sur les destinées européennes, il faillit tomber sous le couteau d'un fanatique. Sa garde, réunie pour une revue d'honneur, stationnait devant le château de Schœnbrunn : l'Empereur arrive; un jeune homme de bonne apparence, d'une figure intéressante, Frédéric Stabs, l'aborde et le menace; Berthier l'écarte; Rapp se saisit de lui et le livre aux gendarmes; et Napoléon, maître de lui-même, montrant un calme imperturbable, continue la revue des troupes et fait opérer des évolutions, comme si rien d'extraordinaire ne se fût passé. En fouillant l'assassin, âgé de dix-sept ans, on avait trouvé sur lui un poignard, un portrait de femme et quatre frédéricks d'or; sa contenance était impassible. L'Empe-

reur se le fit amener. « D'où êtes-vous, et depuis quand vous trouvez-vous à Vienne? lui dit Napoléon. — Je suis d'Erfurth, et j'habite Vienne depuis deux mois. — Que me vouliez-vous? — Vous demander la paix et vous prouver qu'elle est indispensable. — Pensez-vous que j'eusse écouté un homme sans caractère officiel et sans mission? — Dans le cas contraire, je vous eusse poignardé. — Quel mal vous ai-je donc fait? — Vous opprimez ma patrie et le monde entier. Si vous ne faites point la paix, votre mort devient nécessaire au bonheur de l'humanité. En vous tuant, j'aurais fait la plus belle action qu'homme d'honneur puisse accomplir.... Mais j'admire vos talents; je comptais sur votre raison; avant de vous frapper, je voulais vous convaincre. — Est-ce la religion qui a pu vous déterminer? — Non. Mon père, ministre luthérien, ignore mon projet; je ne l'ai communiqué à personne; je n'ai reçu conseil de qui que ce soit. Seul, depuis deux ans, je médite votre conversion politique ou votre mort. — Étiez-vous à Erfurth quand j'y suis allé l'année dernière? — Je vous y ai vu trois fois. — Pourquoi ne m'avez-vous pas tué alors? — Vous laissiez respirer mon pays; je croyais la paix assurée, et je ne voyais en vous qu'un grand homme. — Connaissez-vous Schneider et Schill? — Non. — Êtes-vous franc-maçon, illuminé? — Non. — Vous connaissez l'histoire de Brutus? — Il y eut deux Romains célèbres de ce nom; le dernier est mort pour la liberté. — Avez-vous eu connaissance de la conspiration de Moreau et de Pichegru? — Les papiers m'en ont instruit. — Que pensez-vous de ces hommes? — Ils ne travaillaient que pour eux, et craignaient de mourir. — On a trouvé sur vous un portrait : quelle est cette femme? — Ma meilleure amie, la fille adoptive de mon vertueux père. —

Quoi ! votre cœur est ouvert à des sentiments si doux, et, en devenant un assassin, vous n'avez pas craint d'affliger, de perdre les êtres que vous aimez ? — J'ai cédé à une voix plus forte que ma tendresse. — Mais, en me frappant au milieu de mon armée, pensiez-vous échapper ? — Non, je suis étonné d'exister encore. — Si j'étais à votre place et vous à la mienne, me feriez-vous grâce ? — Peut-être. — Si je vous l'accordais, quel parti prendriez-vous ? — Je m'en retournerais dans ma famille, désespéré d'avoir manqué mon coup. » Napoléon alors voulut savoir de Corvisart si quelques symptômes de démence existaient chez ce jeune homme. Après un examen attentif, Corvisart déclara ne pas même trouver en lui le signe de la plus légère émotion. Deux jours s'écoulèrent, pendant lesquels l'assassin, gardé à vue par deux gendarmes, ne cessa de se promener, de méditer et de prier. Le bruit du canon s'étant fait entendre, on lui dit qu'il annonçait la paix. « La paix ! s'écria le jeune homme ; ne me trompez-vous point ? » Et, sur l'assurance que rien n'était plus vrai, il se livra aux démonstrations de joie les moins équivoques ; des larmes inondèrent ses yeux ; il pria de nouveau, et dit ensuite : « Je mourrai plus tranquille. » Quand on vint le chercher pour le conduire au supplice, il ne demanda qu'une grâce, celle d'être dégagé de ses liens ; elle lui fut accordée et il mourut avec calme. Napoléon aurait voulu le sauver ; ses grands officiers le conjurèrent de faire un exemple.

Le jour où le traité de Vienne, déclaré commun aux alliés de l'empire français, fut signé, Napoléon réunit dans un seul et même État, sous le nom de *Provinces illyriennes*, le cercle de Villach, la Carniole, l'Istrie autrichienne, les provinces de Fiume et de Trieste, le

littoral, la Croatie et la Dalmatie. Ces provinces dépendirent du roi Joachim, qui choisit Abbatucci, consul général à Trieste, pour exercer sa juridiction sur elles. Les affaires diplomatiques une fois réglées, Napoléon, qui ne révélait sa pensée qu'autant qu'il voulait lui donner la portée d'un avis ou d'une menace, avait ajouté : « Ici tout est fini; il faut maintenant marcher contre l'Espagne, mais surtout contre la Hollande. »

Parti de Schœnbrunn le 14 octobre, Napoléon, préoccupé des intentions hostiles du cabinet autrichien, voyagea lentement, pour être à même de reparaître avec promptitude sur le champ de bataille. Étant arrivé le 20 au château royal de Vymphenbourg, près de Munich, il y coucha, resta ensuite vingt-quatre heures à Stuttgard, et descendit le 26 au palais de Fontainebleau, où l'Impératrice l'attendait, *avec quelques dames,* conformément au désir qu'il lui en avait exprimé.

Veuve depuis si longtemps de son souverain, privée de l'Impératrice, qui passait à la Malmaison presque tous les jours qu'elle ne passait point aux eaux de Plombières, la ville de Paris se ranima comme par enchantement. On y vit un cortége de rois ou de princes régnants: les rois de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, de Westphalie, de Naples, de Hollande, le vice-roi d'Italie, le grand-duc de Bade, tous empressés de se rendre à l'invitation autographe que leur avait adressée l'Empereur, désireux de conférer avec eux sur les changements qu'apportait le traité de Vienne dans l'équilibre du monde politique et sur les exigences du système continental. Louis-Napoléon, qui, récemment encore, venait de recevoir de l'Empereur son frère une lettre très-amère [1], et qui voyait avec crainte l'armée française

[1] Lettre datée de Brünn (en Moravie), le 27 septembre.

prendre pied dans ses États, à mesure que les Anglais s'en éloignaient, hésita de figurer au rendez-vous général des vassaux couronnés de Napoléon. Ayant réuni son conseil, Krayenhoff, ministre de la guerre, excellent ingénieur, et le contre-amiral Lemmers, organes des vœux unanimes de l'armée, furent d'avis qu'il restât et que la Hollande prît des mesures de légitime défense contre l'Empereur. Louis pensait comme eux; mais la majorité du conseil ayant opiné pour la soumission, il se mit en route le 27 novembre, après avoir convoqué le Corps législatif et prescrit aux commandants des places frontières de n'obéir qu'aux ordres émanés de sa propre main. Roëll, ministre des affaires étrangères, Roest van Alkemade, grand maréchal, le contre-amiral Bloys van Trelong et quelques autres grands officiers l'accompagnèrent. Arrivé le 1er décembre à Paris, il descendit chez sa mère, au faubourg Saint-Germain, reçut peu de monde et vécut retiré; il eut une vive altercation avec l'Empereur, qui, lui renouvelant ses anciens griefs, sembla vouloir le disposer au projet d'annexion qu'il fit pressentir au Corps législatif dans la séance d'ouverture du 3 décembre. Tous les princes, excepté Louis-Napoléon, qu'on n'avait point invité, étaient présents à cette séance solennelle. L'Empereur y lut l'exposé suivant de sa politique, dont le ministre de l'intérieur développa ensuite les motifs et la portée :

» MESSIEURS LES DÉPUTÉS DES DÉPARTEMENTS AU CORPS LÉGISLATIF,

» Depuis votre dernière session, j'ai soumis l'Aragon et la Castille, et chassé de Madrid le gouvernement fallacieux formé par l'Angleterre. Je marchais sur Cadix et Lisbonne, lorsque j'ai dû revenir sur mes pas et planter

mes aigles sur les remparts de Vienne. Trois mois ont vu naître et terminer cette quatrième guerre punique. Accoutumé au dévouement et au courage de mes armées, je ne puis cependant, dans cette circonstance, ne pas reconnaître les preuves particulières d'amour que m'ont données mes soldats d'Allemagne. Le génie de la France a conduit l'armée anglaise; elle a terminé ses destins dans les marais pestilentiels de Walcheren. Dans cette importante circonstance, je suis resté éloigné de quatre cents lieues, certain de la nouvelle gloire qu'allaient acquérir mes peuples et du grand caractère qu'ils allaient déployer. Mes espérances n'ont pas été trompées. Je dois des remercîments en particulier aux citoyens des départements du Pas-de-Calais et du Nord... Français! tout ce qui voudra s'opposer à vous sera vaincu et soumis. Votre grandeur s'accroîtra de toute la haine de vos ennemis. Vous avez devant vous de longues années de gloire et de prospérité à parcourir. Vous avez la force et l'énergie de l'Hercule des anciens. J'ai réuni la Toscane à l'Empire. Ces peuples en sont dignes par la douceur de leur caractère, par l'attachement que nous ont toujours montré leurs ancêtres et par les services qu'ils ont rendus à la civilisation européenne. L'histoire m'a indiqué la conduite que je devais tenir envers Rome. Les papes, devenus souverains d'une partie de l'Italie, se sont constamment montrés les ennemis de toute puissance prépondérante dans la péninsule; ils ont employé leur influence spirituelle pour lui nuire. Il m'a donc été démontré que l'influence spirituelle exercée dans mes États par un souverain étranger était contraire à l'indépendance de la France, à la dignité et à la sûreté de mon trône. Cependant, comme je reconnais la nécessité de l'influence spirituelle des descen-

dants du premier des pasteurs, je n'ai pu concilier ces grands intérêts qu'en annulant la donation des empereurs français, mes prédécesseurs, et en réunissant les États romains à la France. Par le traité de Vienne, tous les rois et souverains mes alliés, qui m'ont donné tant de témoignages de la constance de leur amitié, ont acquis et acquerront un nouvel accroissement de territoire. Les provinces illyriennes portent sur la Save les frontières de mon grand empire. Contigu avec l'empire de Constantinople, je me trouverai en situation naturelle de surveiller les premiers intérêts de mon commerce dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Je protégerai la Porte, si la Porte s'arrache à la funeste influence de l'Angleterre; je saurai la punir, si elle se laisse dominer par des conseils astucieux et perfides. J'ai voulu donner une nouvelle preuve de mon estime à la nation suisse, en joignant à mes titres celui de son médiateur, et mettre un terme à toutes les inquiétudes que l'on cherche à répandre parmi cette brave nation. La Hollande, placée entre l'Angleterre et la France, en est également froissée. Cependant elle est le débouché des principales artères de mon empire. Des changements deviendront nécessaires; la sûreté de mes frontières et l'intérêt bien entendu des deux pays l'exigent impérieusement. La Suède, par son alliance avec l'Angleterre, a perdu, après une guerre désastreuse, la plus belle et la plus importante de ses provinces. Heureuse cette nation, si le prince sage qui la gouverne aujourd'hui eût pu monter sur le trône quelques années plus tôt! Cet exemple prouve de nouveau aux rois que l'alliance de l'Angleterre est le présage le plus certain de leur ruine. Mon allié et ami l'empereur de Russie a réuni à son vaste empire la Finlande, la Moldavie, la

Valachie et un district de la Gallicie. Je ne suis jaloux de rien de ce qui peut arriver de bien à cet empire. Mes sentiments pour son illustre souverain sont d'accord avec ma politique. — Lorsque je me montrerai au delà des Pyrénées, le léopard épouvanté cherchera l'Océan pour éviter la honte, la défaite et la mort. Le triomphe de mes armes sera le triomphe du génie du bien sur celui du mal; de la modération, de l'ordre, de la morale, sur la guerre civile, l'anarchie et les passions malfaisantes. Mon amitié et ma protection rendront, je l'espère, la tranquillité et le bonheur aux peuples des Espagnes.

» Messieurs les députés des départements au Corps législatif, j'ai chargé mon ministre de l'intérieur de vous faire connaître l'historique de la législation, de l'administration et des finances dans l'année qui vient de s'écouler. Vous y verrez que toutes les pensées que j'ai conçues pour l'amélioration de mes peuples se sont suivies avec la plus grande activité; que, dans Paris comme dans les parties les plus éloignées de mon empire, la guerre n'a apporté aucun retard dans les travaux. Les membres de mon conseil d'État vous présenteront différents projets de lois, spécialement la loi sur les finances; vous y verrez leur état prospère. Je ne demande à mes peuples aucun nouveau sacrifice, quoique les circonstances m'aient obligé à doubler mon état militaire. »

En rentrant dans Paris, Napoléon reconnut que pendant son absence une infinité d'intrigues politiques avaient eu pour motif, réel ou simulé, le défaut d'héritiers directs au trône impérial. On exila quelques personnes, même des femmes du faubourg Saint-Germain. Examinant dès lors la question du divorce au point de vue politique, et refoulant au dedans de lui-même sa ten-

dresse pour Joséphine, l'Empereur convoqua les membres de sa famille et ses conseillers intimes. Presque tous furent d'avis d'une alliance nouvelle; le roi Louis, le cardinal Fesch, le prince Lebrun, le duc de Feltre opinaient pour une princesse de Saxe; Murat, Fouché, Cambacérès, pour une princesse russe; le prince Eugène, Talleyrand, le duc de Bassano, le duc de Vicence, pour une archiduchesse d'Autriche; Napoléon, répondant à Murat, fit ressortir avec tant de chaleur les avantages de cette dernière alliance, que personne n'osa le contredire.

« On pouvait, a dit l'Empereur, soutenir deux systèmes palliatifs contre la nécessité du divorce. Mon frère Louis avait des fils; l'Impératrice avait un fils de son premier mariage; je l'aimais comme mon propre fils. Les premiers étaient des enfants dont je pouvais diriger l'éducation; le sénatus organique de l'Empire les appelait au trône, et mon âge justifiait l'espoir qu'ils seraient à ma mort déjà connus de la France et estimés par elle dignes de me succéder à défaut de mes frères Joseph et Louis. Eugène avait fait ses preuves comme général et comme administrateur. Mes peuples d'Italie lui rendaient pleine justice; les Français l'aimaient et le voyaient avec peine exclu de l'hérédité au trône de France. Sa mère m'avait souvent pressé de l'adopter pour successeur à l'Empire; c'était chez elle une idée fixe. La loi commune le rendait dès lors mon héritier direct sans qu'il fût besoin de rien changer au sénatus-consulte organique. Mais, si Eugène me succédait, je ne fondais pas une dynastie; car la paternité par adoption n'est qu'une fiction de la loi, et le bon sens des peuples la rejetterait. Le sang de la quatrième dynastie serait celui d'un Beauharnais, et non pas celui d'un Napoléon. A cela, la

pauvre Joséphine n'avait rien à répondre, et, du moment où elle ne pouvait plus espérer pour son fils, ses ressentiments contre mes frères se faisaient voir comme une nécessité du sacrifice de sa position [1]. »

Si l'Empereur, d'accord avec son frère Louis comme il l'était avec Hortense, avait vu régner entre eux une harmonie telle que nulle entrave ne vînt contrarier ses vues, peut-être n'aurait-il pas songé au divorce; mais Hortense et Louis, dans le moment même, réclamaient d'un conseil de famille leur séparation juridique, qui existait de fait depuis longtemps. L'Empereur sentait de plus qu'obligé de détrôner son frère, pour que le blocus continental ne devînt pas illusoire, cet acte allait opérer une rupture des liens indispensables à la direction régulière qu'exigeait l'hérédité impériale du chef de Louis et d'Hortense.

« J'avais eu la pensée, disait Napoléon, de prendre pour exemple du motif de mon divorce la déclaration d'Henri IV lorsqu'il se sépara de Marguerite de Valois, et je me fis apporter les registres de l'officialité sur lesquels elle se trouvait enregistrée; mais l'impudicité du motif allégué par ce roi me révolta; et je restai dans le vrai en disant à mes peuples : « Je vous sacrifie mon bonheur domestique. » Dans le conseil de famille que je convoquai aux Tuileries, l'archichancelier reçut l'acte de notre consentement mutuel et de notre commune requête pour la rupture de notre mariage, et le sénat prononça le divorce en séance solennelle. L'arrêt du sénat fut présenté dans les formes prescrites par le concile de Trente au tribunal de l'officialité métropolitaine. Toutes les formalités observées lors du divorce d'Henri IV furent scrupuleusement suivies, et ce tribunal prononça

[1] Dictée faite à Sainte-Hélène.

la dissolution de mon mariage avec Joséphine dans les mêmes termes et de la même manière qu'il avait prononcé le divorce d'Henri IV[1]. »

La froideur inaccoutumée de Napoléon envers sa femme, la rareté des entretiens qu'il avait avec elle, plusieurs orages domestiques suscités par de légers prétextes, l'interruption des communications qui existaient de l'appartement de l'Empereur à celui de l'Impératrice, jetaient dans l'esprit de cette dernière de vagues inquiétudes, et produisaient une contrainte mutuelle incompatible avec leur caractère. Un soir, résolu de la faire cesser, Napoléon révèle le secret fatal; Joséphine s'abandonne au plus affreux désespoir; Napoléon lui prodigue consolations et caresses, fait appeler Hortense, Eugène, les assure de toute son affection, et les prie de ne pas abandonner l'Impératrice, qui, devenue calme, finit par envisager son sacrifice avec une force de caractère dont personne ne la croyait capable. Elle cessa de paraître à la cour; mais elle assista néanmoins, dans une tribune, au *Te Deum* que l'on chanta pour la paix de Vienne dans l'église Notre-Dame, et accompagna l'Empereur à la fête que la ville de Paris leur donna. Hors ces deux circonstances, l'Impératrice passa retirée au fond de son appartement les quinze jours qui s'écoulèrent depuis la révélation du projet de divorce jusqu'à sa conclusion. L'Empereur adoucit l'amertume d'une attente si pénible par les égards et les prévenances les plus affectueuses; s'occupant de l'avenir de Joséphine, lui donnant des conseils, et comblant ses moindres désirs. En cette occasion difficile, le prince Eugène et la reine Hortense firent preuve d'une noblesse de sentiments et d'une dignité qui les honorent; ils surent allier

[1] Dictée faite à Sainte-Hélène.

l'amour respectueux qu'ils avaient pour leur mère aux ménagements que leur imposait la position exceptionnelle de l'Empereur : Eugène, ne reculant devant aucun devoir, accepta la mission délicate d'annoncer le projet de divorce au sénat, et, voilant sous un front calme la douleur qu'il devait en ressentir, il sut trouver des paroles pleines de convenance et de noblesse. Soixante-seize membres du sénat se prononcèrent pour le divorce ; sept voix seulement le repoussèrent. Le 9 janvier 1810, l'officialité de Paris déclara le mariage nul quant au lien spirituel, et condamna l'Empereur à une amende de 6 francs, dont le releva l'officialité diocésaine. L'acte civil du premier mariage, rédigé avec une incurie sans exemple, rempli d'erreurs de dates et de noms, passé devant un témoin (Lemarois) qui n'avait point l'âge requis, contenait des causes de nullité bien suffisantes ; mais Napoléon n'y songea même pas : il eût pensé manquer à l'Impératrice et se manquer à lui-même.

« A l'issue de la triste cérémonie qui délia des nœuds que la fécondité de Joséphine aurait rendus aussi durables que sa vie, l'ex-Impératrice, dit le baron de Meneval, témoin oculaire, descendit dans son appartement ; l'Empereur, triste et silencieux, rentra dans son cabinet, se laissa tomber sur la causeuse où il s'asseyait habituellement, et après y être resté quelques moments, la tête appuyée dans sa main, il se leva, les traits profondément bouleversés. Des ordres de départ pour Trianon avaient été donnés d'avance. « Meneval, venez avec moi, » me dit-il. Je le suivis par le petit escalier tournant qui, de son cabinet, communiquait avec l'appartement de l'Impératrice. Cette princesse était seule, et paraissait livrée aux plus douloureuses réflexions. Au bruit que nous fîmes, elle courut se jeter en sanglotant

aux genoux de l'Empereur, qui la serra contre sa poitrine et l'embrassa à plusieurs reprises; mais, dans l'excès de son émotion, elle s'était évanouie. Voulant éviter le renouvellement du spectacle d'une douleur qu'il n'était pas en son pouvoir de calmer, l'Empereur déposa l'Impératrice dans mes bras, me recommanda de ne pas la quitter, et se retira rapidement par les salons du rez-de-chaussée, à la porte desquels sa voiture l'attendait. Joséphine s'aperçut aussitôt de la disparition de l'Empereur; ses plaintes et ses sanglots redoublèrent. »

L'Empereur demeura huit jours à Trianon dans un désœuvrement qui ne lui était point habituel, parlant souvent de Joséphine, lui écrivant des lettres affectueuses, énumérant ses excellentes qualités, et cherchant des distractions à la chasse. Il alla même la voir au château de la Malmaison, la reçut une fois à Trianon, où elle dîna avec Hortense, et lui permit d'occuper le palais de l'Élysée jusqu'à ce qu'on eût disposé d'une manière convenable ses appartements de la Malmaison; mais elle aima mieux ensevelir sa tristesse dans le château de Navarre.

Revenu à Paris, Napoléon y reçut de Vienne des nouvelles favorables, fit signer l'acte de ses fiançailles par le duc de Cadore et par le prince de Schwartzenberg, et chargea le prince de Neufchâtel d'aller demander officiellement la main de Marie-Louise. Le 15, la convention matrimoniale fut ratifiée, et le 27 Napoléon communiqua sa détermination au sénat par un message dont voici les termes :

« Sénateurs,

» Nous avons fait partir pour Vienne comme notre ambassadeur extraordinaire notre cousin le prince de Neufchâtel, pour faire la demande de la main de l'archi-

duchesse Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche. Nous ordonnons à notre ministre des relations extérieures de vous communiquer les articles de la convention de mariage entre nous et l'archiduchesse Marie-Louise, laquelle a été conclue, signée, ratifiée. Nous avons voulu contribuer éminemment au bonheur de la présente génération. Les ennemis du continent ont fondé leur prospérité sur son déchirement et ses dissensions. Ils ne pourront plus alimenter la guerre en nous supposant des projets incompatibles avec les liens et les devoirs de parenté que nous venons de contracter avec la maison impériale régnante d'Autriche. Les brillantes qualités qui distinguent l'archiduchesse Marie-Louise lui ont acquis l'amour des peuples de l'Autriche. Elles ont fixé nos regards. Nos peuples aimeront cette princesse pour l'amour de nous, jusqu'à ce que, témoins de toutes les vertus qui l'ont placée si haut dans notre pensée, ils l'aiment pour elle-même. »

Dans les jours qui suivirent, l'Empereur chercha tous les moyens de se distraire des reproches qu'il s'adressait d'abandonner une femme estimable et d'éprouver une douce émotion à l'idée qu'une jeune archiduchesse allait partager sa couche : il fit plusieurs promenades à la Malmaison, il passa quarante-huit heures chez le maréchal Bessières à Grignon, quarante-huit heures à Rambouillet, puis il revint tout disposer pour la cérémonie. La reine Caroline, sa sœur, avec un service d'honneur où figurait Mgr Jauffret, évêque de Metz, qui devait être le confesseur de l'Impératrice future en même temps qu'aumônier de l'Empereur, se rendit d'avance dans la ville de Braunau, pour y attendre Marie-Louise.

Ce fut le 5 mars que le prince Alexandre Berthier, accompagné du comte Anatole de Montesquiou, fit son

entrée solennelle à Vienne. Trois jours après ils parurent à la cour en grande cérémonie, s'approchèrent du trône de l'empereur, et Berthier, dans une courte harangue, annonça l'objet de sa mission. L'empereur ayant alors mandé sa fille, elle donna son consentement, et reçut du comte Anatole de Montesquiou le portrait de Napoléon. Le 8, les pouvoirs de l'auguste fiancé qui conféraient au prince Charles l'honneur d'épouser l'archiduchesse en son nom lui furent remis; le 9, Marie-Louise renonça solennellement à la succession impériale, prêta serment, signa l'acte civil de son union, et l'empereur François remit à l'ambassadeur de France, pour la dot, 500,000 francs en rouleaux de ducats d'or, renfermés dans une cassette. Berthier reçut en même temps des mains de l'empereur son portrait, entouré de diamants, et suspendu au collier de l'ordre de la Toison d'or. Le 11, à six heures du soir, le mariage fut célébré dans l'église des Augustins; cérémonie que suivit un banquet impérial auquel, par une dérogation spéciale aux usages de la cour, le prince Alexandre Berthier eut l'honneur d'assister.

Le 14, l'Impératrice partit de Vienne, suivie des gens de son ancienne maison, qui ne devaient la quitter qu'à Braunau; l'archiduc Charles l'accompagna jusqu'à la voiture; un peuple nombreux mêlait ses bénédictions au bruit du canon et des cloches; toute la famille impériale était attendrie; l'archiduchesse seule semblait résignée, même heureuse. Pour la première fois des drapeaux tricolores et des aigles françaises, mêlés aux étendards ainsi qu'aux aigles d'Autriche, apparaissaient dans la décoration des édifices; la garde impériale jouait des airs militaires français; une garde d'honneur accompagna l'archiduchesse jusqu'à Saint-Polten, où François II la devança

pour lui faire ses derniers adieux. Des fêtes l'attendaient dans toutes les grandes villes qu'elle devait traverser. Elle fut accueillie splendidement à Munich par le roi de Bavière; à Augsbourg, par l'ancien électeur de Trèves, son grand-oncle; à Stuttgard, par le roi et la reine de Wurtemberg. Le 22 mars, Strasbourg la recevait dans ses murs. De Strasbourg à Compiègne, ce fut une ovation continuelle; chaque soir et chaque matin, elle trouvait un officier ou un page porteur d'une lettre de l'Empereur, et chaque jour partait un courrier chargé de remettre à François II des nouvelles de son auguste fille. Elle rencontra sur la route plusieurs grands dignitaires, le prince de Metternich, le prince de Schwartzenberg, envoyés de Paris à sa rencontre. Chaque jour les lettres de Napoléon devinrent plus tendres; il les accompagna de bouquets, quelquefois même des produits de sa chasse. Marie-Louise y répondait avec effusion, mais avec mesure, en excellent français. La reine Caroline écrivait aussi chaque jour les divers incidents du voyage.

Trois tentes dressées entre Compiègne et Soissons devaient servir à l'entrevue solennelle des époux. Les deux cortéges s'y seraient réunis pour n'en plus former qu'un seul; mais l'Empereur ayant reçu de l'Impératrice l'annonce de son départ de Soissons, saute sur le cérémonial, ordonne d'amener une calèche sans armoiries, y monte avec le roi de Naples, et part incognito précédé d'un seul piqueur. Arrivé devant le cortége, il s'approche sans être reconnu de la voiture archiducale, se fait annoncer par un écuyer, monte ensuite dans cette voiture, et y demeure jusqu'à Compiègne avec Marie-Louise et la reine de Naples. Le temps était affreux; les arcs de triomphe, l'illumination, tous les préparatifs de réception furent presque sans effet; le château seul, autour

duquel se pressait une foule compacte, présentait le plus ravissant aspect. A dix heures du soir, la voix du bronze annonça l'arrivée de Leurs Majestés Impériales, qui traversèrent aux flambeaux la grande avenue, et furent reçues par la famille de l'Empereur. Napoléon, après en avoir individuellement présenté tous les membres à l'Impératrice, la conduisit dans son appartement. « Marie-Louise, dit le baron de Meneval, était dans tout l'éclat de la jeunesse; sa taille était d'une régularité parfaite; le corsage de sa robe était plus long qu'on ne le portait alors, ce qui ajoutait à sa dignité naturelle et contrastait avec le disgracieux raccourci de la taille de nos dames; son teint était animé par le mouvement du voyage et par la timidité; des cheveux châtain-clair, fins et abondants, encadraient un visage frais et plein sur lequel des yeux remplis de douceur répandaient une expression charmante; ses lèvres, un peu grosses, rappelaient le type de la famille régnante d'Autriche; toute sa personne respirait la candeur et l'innocence, et un embonpoint qu'elle ne conserva pas après ses couches annonçait sa bonne santé [1]. »

Un appartement avait été préparé pour l'Empereur à l'hôtel de la chancellerie; mais il ne quitta point le palais, et le lendemain, l'introduction officielle de l'Impératrice eut lieu dans son cabinet, considéré comme pièce capitale de la maison. C'était une sorte d'initiation à la confiance intime dont il voulait l'honorer. Les grands officiers de sa maison, les ministres, les colonels généraux de la garde et d'autres hauts fonctionnaires lui furent présentés ensuite. Elle eut pour première dame d'honneur la duchesse de Montebello, veuve du maréchal, femme froide, calme, vertueuse et sévère; pour dame

[1] *Napoléon et Marie-Louise*, t. Ier, p. 371.

d'atour, la comtesse de Luçay, de mœurs très-honnêtes et réservée dans ses manières. Six dames d'annonces, choisies dans la maison impériale d'Écouen, remplissaient auprès d'elle l'office des aides de camp près de l'Empereur, mais elles n'accompagnaient point au dehors leur souveraine. Elles devaient ne laisser pénétrer aucun homme dans l'appartement privé, écrire les lettres dictées par l'Impératrice et lui tenir compagnie.

Après quarante-huit heures de séjour au palais de Compiègne, Leurs Majestés Impériales se rendirent à Saint-Cloud. Le 1er avril, on y célébra le mariage civil; des réjouissances somptueuses eurent lieu dans le parc, qui fut illuminé. Le lendemain matin, l'Empereur et l'Impératrice, suivis d'un cortége des plus brillants, arrivèrent aux portes de la capitale; ils furent reçus à la barrière de l'Étoile, sous un arc triomphal en bois, construit d'après le modèle de celui qu'on y voit aujourd'hui; ils traversèrent les Champs-Élysées, et, de la galerie de Diane, où ils se reposèrent, se rendirent au *grand* salon d'Apollon du Louvre, converti en chapelle. Ce fut là que le cardinal Fesch, assisté d'un autre cardinal et de plusieurs évêques, donna aux époux la bénédiction nuptiale. La non-intervention du pape dans la dissolution du premier mariage fut le motif d'abstention allégué par les autres cardinaux. Napoléon, fort mécontent, les exila de la capitale et leur interdit de porter les marques extérieures de leur dignité, ce qui les fit appeler *cardinaux noirs.* L'Impératrice avait la tête ornée de la couronne d'or et les épaules couvertes du manteau de pourpre qui avaient servi à la cérémonie du couronnement. Le premier chambellan, maître de la garde-robe, était allé dans la matinée les chercher au trésor de la cathédrale, où ils furent reportés ensuite. Les reines

d'Espagne, de Naples, de Hollande et de Westphalie, la princesse Élisa, grande-duchesse de Toscane, et la princesse Pauline tinrent la queue du manteau de l'Impératrice, obligation à laquelle ne voulut point souscrire l'âme fière de la vice-reine d'Italie, qui, froissée de certaines circonstances du cérémonial, conserva depuis lors, au fond de son cœur, contre la famille Bonaparte un sentiment haineux, dont les conséquences précipitèrent la chute de Napoléon.

La bénédiction donnée, l'Empereur ayant pris la main de l'Impératrice, vint se placer avec elle sur le balcon du pavillon de l'Horloge : la garde impériale défila devant eux; il y eut ensuite banquet dans la salle de spectacle, puis concert sous les fenêtres du palais, feu d'artifice occupant presque toute l'avenue des Champs-Élysées, et enfin illumination vraiment féerique. Les monuments publics, églises, dômes, palais, clochers, les hôtels et les maisons particulières resplendissaient de feux; le pauvre comme le riche avait voulu fournir son tribut à ces décorations fugitives, dont l'éclat eût fait pâlir le soleil. L'affluence, l'admiration, l'enthousiasme populaires furent prodigieux.

Voulant répondre par la magnificence des présents à la grandeur d'un aussi splendide hyménée, la ville de Paris offrit à l'Empereur un service de table en vermeil, et à l'Impératrice une toilette, un fauteuil, ainsi qu'une psyché également en vermeil, sculptés par les premiers artistes de l'époque. La cour étant retournée à Compiègne, ces meubles somptueux y furent placés au milieu d'un grand nombre de cachemires drapés avec grâce, que Marie-Louise fit détendre pour son usage. Quant à sa dot de 500,000 francs, l'Empereur ordonna de la verser au trésor public.

Le séjour de Compiègne fut marqué par des réceptions solennelles, par une affluence considérable d'étrangers et par une infinité d'actes de la munificence impériale. Napoléon donna 100,000 francs aux poëtes qui avaient célébré son hymen, mais il blâma Fouché de leur avoir imposé un programme : « Cet homme, disait l'Empereur, ne comprend pas plus l'indépendance du génie que ma dignité personnelle. » Du milieu des fêtes, toutefois, s'exhalaient bien des regrets : les femmes, qui jouaient encore dans le monde un rôle qu'elles semblent avoir abdiqué depuis, reprochaient presque toutes à Napoléon l'abandon d'une épouse regardée comme son bon ange, et l'on sentait, à des inquiétudes vagues, que de sombres nuages planaient sur l'avenir.

FIN DU TOME QUATRIÈME.

